

PROXIMITÉ SPATIALE, DISTANCE SOCIALE DANS LES AMÉRIQUES LES RÉSIDENCES SÉCURISÉES, UNE MODALITÉ DE LA « NOUVELLE » SEGREGATION URBAINE?

Introduction

Avertissement

Ce rapport est le produit final, écrit à une seule main, d'une recherche collective menée pendant 18 mois. Chaque participant a apporté sa contribution à l'édification d'une pensée collective qui ne se veut cependant pas unique et qui demeure éminemment plurielle. Au cours de l'avancée du travail apparaissaient en effet des divergences, aussi bien dans les méthodes employées que sur l'ampleur de certains processus, comme, par exemple, celui de la fragmentation par opposition à des approches peut-être plus classiques sur la ségrégation, ou encore sur les entrées à privilégier – par les individus ou par le "social", les "acteurs sociaux"-. Si chacun a apporté sa pierre à l'édifice et si certains passages reflètent plus la pensée de tel ou tel participant¹, le travail de synthèse, en revanche, revient surtout à la personne qui l'a pris en charge. La prise de position exposée est donc souvent individuelle, même si la réflexion a été nourrie de la confrontation entre les différents points de vue des participants, de leur travail empirique, de leur pensée, mais aussi de lectures personnelles. Entreprise passionnante, longue et ardue s'il en est ! L'emploi de la première personne du pluriel renvoie donc à l'élaboration du projet collectif, tandis que celui de la première personne du singulier n'engage que l'auteur du rapport.

Homogénéisation et hétérogénéisation résidentielle

On n'habite pas exactement la même ville dans différentes situations, en fonction du contexte et de la position et sociale. Cette hypothèse que d'autres avancent également (cf. les travaux très finement menés par J.-Y. Authier et son équipe, par exemple 2001) nous a conduit à nous pencher sur une situation tout à fait particulière et significative des dynamiques urbaines héritées ou plus récentes dans les Amériques: celle du développement accéléré d'ensembles résidentiels que nous appellerons "sécurisés" (cf. la justification dans le chapitre 5). Notre hypothèse initiale était que le développement d'ensembles résidentiels "sécurisés" y conforte une tendance à l'autoségrégation des couches sociales aisées et moyennes qui repose sur l'homogénéisation résidentielle, avec des dispositifs sécuritaires sophistiqués et un isolement résidentiel croissant, non plus seulement à l'échelle du logement ou de l'immeuble (à travers la multiplication des grilles d'accès et des codes), mais à celle de plusieurs pâtés de maisons, sur des surfaces parfois considérables. Nous souhaitons ainsi comparer les modes d'habiter des résidents vivant dans des situations variées d'homogénéisation, en les comparant, le cas échéant, avec d'autres où prédomine plutôt l'hétérogénéité.

Le débat public est ainsi en train de changer d'objet en ce qui concerne les "quartiers d'exclusion". Dans les Amériques, après des décennies d'intérêt centré sur les ghettos (au nord) et les bidonvilles et autres formes précaires et illégales de l'habitat (au sud), l'attention se porte sur la prolifération apparente des ensembles résidentiels aux noms diversifiés (de la *gated community* au *barrio cerrado*). Même si la rapidité du développement des ensembles résidentiels sécurisés à l'échelle planétaire ne fait aucun doute, elle appelle des études empiriques et des analyses interdisciplinaires fines, permettant d'éviter des généralisations trop hâtives ou encore des considérations normatives, porteuses de jugements de valeur. La fascination et l'empathie qui prédominaient dans une partie des études sur les quartiers d'habitat précaire n'a-t-elle pas pour équivalent le rejet et la condamnation viscérales des "ensembles résidentiels sécurisés"? Pourtant, les situations de ségrégation résultant d'une exclusion subie ne seraient-elles pas comparables à celles qui résultent d'une auto-exclusion qui s'apparente plus à un mécanisme d'une agrégation, qui, contrairement à ce qu'avance J. Brun (1994), n'est jamais « spontanée»? Cette évolution du débat invite à un examen comparatif de tous ces types d'habitat, en particulier à des études empiriques, pour vérifier si ces types d'habitat s'accompagnent parallèlement d'une homogénéisation de l'habiter. Je reviendrai un peu plus loin sur la différence, essentielle, que nous faisons entre l'habitat et l'habiter.

¹ J'essaierai, dans la mesure du possible, de préciser pour chaque chapitre, quels sont les auteurs qui ont principalement nourri la réflexion. Je tiens par ailleurs à remercier Geneviève Cortès, Laurent Faret et Sergio Tamayo, de la UAM-Atzacotalco (Mexico DF) pour leurs conseils. Signalons également que durant le déroulement de l'opération de recherche, Jérôme Monnet a été nommé directeur du CEMCA.

Les dispositifs d'enfermement et de sécurisation semblent désormais faire partie du paysage urbain et de la vie quotidienne des citoyens. Cela pose la question de leur fonction dans la (dé)construction d'un sens commun de la ville et dans l'articulation des différentes échelles urbaines. L'insistance mise sur la dimension sécuritaire implique une focalisation sur l'échelle résidentielle et empêche peut-être de prendre en compte les autres échelles urbaines pour analyser l'habiter urbain contemporain. Ce qui semble faire sens pour les habitants qui *choisissent* de vivre dans différents types de "quartiers homogènes" –expression que nous mettons pour l'instant entre guillemets- le fait-il aussi pour ceux qui ne *choisissent pas* les situations d'homogénéisation résidentielle qu'ils doivent assumer (en conséquence de logiques ségrégatives qu'ils subissent) et pour les autres citoyens, placés dans d'autres situations ? Il nous paraît nécessaire de mettre en perspective des situations considérées comme d'auto-exclusion ou d'auto-ségrégation avec d'autres dynamiques ségrégatives, celles des quartiers dits marginaux et/ou ethniques ("ghettos", "bidonvilles", "favelas", etc.) où l'homogénéisation sociale, le cas échéant, est le résultat de processus d'agrégation non voulue.

L'homogénéisation désigne moins le processus d'effacement et de lissage des différences et des aspérités, que la recherche du même, c'est-à-dire la volonté de vivre « entre soi » avec des individus qui ont des modes de vie et des appartenances sociales apparemment similaires. L'homogénéité de la population (sociale, en fonction de classes d'âge, etc.) est un cas de figure extrême: quel que soit l'ensemble étudié (groupe ou territoire), il y a toujours des différences. Penser la société et l'espace en termes d'homogénéité, c'est risquer une cristallisation et une "essentialisation" identitaire. L'homogénéisation serait donc plutôt un processus, dans lequel prédomine la quête du même, du "soi", celle-ci pouvant avoir des effets sur le lissage des différences. En retour, la confrontation à autrui, qu'il soit, l'"autre" ou le "même", réintroduit des conflits, et donc, des différenciations et de l'hétérogénéisation. Ce sont donc la tension et la dialectique entre l'homogénéisation et l'hétérogénéisation qui sont en jeu dans la compréhension des dynamiques sociales et urbaines, en particulier dans les processus de regroupement et d'agrégation des individus, dans les choix résidentiels que les ménages effectuent. Quand, au fil du texte, nous dirons "homogénéisation", nous nous référerons à cette tension et à cette dialectique entre homogénéisation et hétérogénéisation. L'homogénéisation, à l'échelle de l'espace résidentiel, n'est pas seulement sociale, c'est aussi celle du peuplement (sur des critères démographiques, par exemple l'âge) de l'habitat, de l'habiter. Dans le chapitre 4, nous verrons aussi pourquoi cette hypothèse qui était fondatrice de notre réflexion a été partiellement abandonnée au fur et à mesure de l'avancée de notre recherche, ce qui n'a cependant pas eu de véritables conséquences sur la portée de l'étude.

Homogénéisation résidentielle entre ségrégation et fragmentation

L'homogénéisation (ou son contraire, l'hétérogénéisation) est fortement liée à l'échelle à laquelle le chercheur observe les phénomènes et aux découpages qu'il retient. Par exemple, une municipalité composée de lotissements sécurisés et de bidonvilles a un peuplement hétérogène, alors qu'elle comporte des unités socialement homogènes. Si, par ailleurs, l'on se focalise sur un espace à cheval entre un lotissement sécurisé et un bidonville, l'ensemble de la population contenue dans l'unité spatiale retenue sera extrêmement hétérogène. Il en est de même pour la mesure de la ségrégation dont la sensibilité aux échelles spatiales est surtout un effet d'optique bien connu en statistique sous le nom de MAUP -*Modifiable Areal Unit Problem*- (Green & Flowerdew, 1996).

L'homogénéisation résidentielle n'est pas un élément de la mesure de la ségrégation urbaine, c'est-à-dire de la distribution d'individus socialement inégaux dans l'espace. En revanche, elle intervient comme facteur de la mise à distance et de la séparation spatiale entre des unités sociales intrinsèquement homogènes. Ces mécanismes d'agrégation sociale par la recherche du "même" qui favorisent la reproduction sociale sont bien connus et ne sont pas nouveaux, en France, aux États-Unis ou en Amérique latine (cf. Pinçon & Pinçon-Charlot, 1989). L'homogénéisation résidentielle prendrait-elle de l'importance dans les choix résidentiels, dans les pratiques urbaines et dans les usages de la ville des individus, des ménages, des groupes sociaux ? De nombreux chercheurs latino-américains (Caldeira, 2000 ; Lago et Ribeiro, 2001-2002) soulignent que le développement des ensembles résidentiels sécurisés est l'une des manifestations d'une forme, si ce n'est nouvelle, du moins renouvelée, de la ségrégation urbaine, si on la replace dans une perspective diachronique et multi-scalaire. Cette modalité, exacerbée, conduit-elle à une fragmentation urbaine croissante ? Telles sont les questions que nous avons formulées au départ.

Étymologiquement, la ségrégation désigne le processus de mise à l'écart du troupeau, plus largement de distanciation, de division sociale dans l'espace, voire de discrimination d'un groupe de population: de par la division sociale du travail, de par la segmentation du marché du logement, de par l'action combinée de l'État et des "grands" acteurs de l'économie. La ségrégation se mesure à travers la construction d'indices montrant les inégalités spatiales de peuplement, à travers les différentiels de mobilité, notamment résidentielle, à travers les inégalités d'accès aux ressources urbaines ou plutôt la différenciation des *chances* d'accès aux biens matériels et symboliques (Brun & Rhein, 1994). Cette dernière souligne l'intérêt qu'il y a à mettre l'accent sur les pratiques et

les usages de la ville des différentes catégories de citoyens, en les confrontant aux dimensions plus subjectives, cognitives, vécues, aux représentations qu'ont eux-mêmes les habitants des distances et des proximités sociales, des évitements et des ajustements (Grafmeyer, 1994). L'espace peut-il favoriser la distance ou la proximité sociale? La proximité spatiale fait-elle émerger de la proximité sociale? Faut-il des unités socialement homogènes pour faire émerger les échanges sociaux, ou l'hétérogénéité du peuplement est-elle seule à même de les enclencher? Encore faut-il s'entendre sur le sens du terme « proximité »: faible distance euclidienne, voisinage, proximité organisationnelle, de réseau, ressemblance sociale, qualité sociale générant des échanges. Ces différentes significations sont mobilisées.

Jusque dans les années 80, les grandes villes latino-américaines étaient divisées selon des gradients zonaux, non exclusifs, mais marqués (le sud industriel, l'ouest de classes moyennes et le nord aisé, comme par exemple à Bogotá et à Buenos Aires; le centre/ la périphérie). Aujourd'hui, la ségrégation urbaine tend à se manifester à des échelles de plus en plus "micro", à l'échelle d'un quartier, par exemple (cf, pour Bogotá, les travaux de F. Dureau et de son équipe, 2000). Estimant que, à la différence d'hier, la grande ville n'est plus « une », qu'elle ne fait plus lien et qu'elle est de plus en plus « éclatée » en des morceaux de ville qui fonctionnent comme des unités parfois très autonomes, certains préfèrent parler de fragmentation, et quand elle s'exerce à une grande échelle, de micro-fragmentation (Dorier-Aprill, 2001 ; Navez-Bouchanine, 2002). La fragmentation est un *topoi* très présent dans les recherches sur la ville, en particulier aux Etats-Unis à partir du cas de Los Angeles. Los Angeles constitue, pour de nombreux auteurs (en particulier les néo-marxistes états-uniens et les géographes de l'"école de Los Angeles"), un cas paradigmatique de fragmentation sous toutes ses dimensions: politique, économique, sociale, mais aussi celle de l'expérience urbaine, tant il devient difficile, pour les individus, de saisir l'unité de la ville (Capron & Monnet, 2000). En Amérique latine, c'est le géographe M. Santos qui en a été l'un des premiers utilisateurs (Santos, 1990) et elle a rapidement fait fortune (cf. Vidal, 1994², Prévôt-Schapira, 1998). Les questions de la perte de cohésion sociale, d'identité, de l'espace public, articulent les réflexions sur la fragmentation urbaine, qui, pour certains, marque une rupture nette avec les modèles d'intégration prédominant dans les sociétés industrielles. Nous préférons aborder la fragmentation urbaine, notion parfois vague et polysémique s'il en est, sous sa forme processuelle, plutôt que sur le registre de la description d'un état de fait.

Alors qu'en France, le discours politique est plutôt à l'heure de la mixité urbaine, à base essentiellement résidentielle –utopie ou réalité– (cf rapport Sueur, loi SRU, etc.), dans les Amériques, ce n'est que très peu, voire pas du tout d'actualité dans l'agenda de pouvoirs publics qui misent plutôt sur les compétences des individus et sur une « communauté civique » (Donzelot, 2003). Dans des contextes politiques et économiques clairement néo-libéraux, en l'absence de politiques de réduction des inégalités urbaines, et en Amérique latine, au vu du laissez-faire qui règne le plus souvent, la ségrégation s'est creusée, présentant des facettes "nouvelles" comme les regroupements affinitaires. Quelques cas font néanmoins exception en dépit d'orientations libérales. Les politiques de la ville misent alors sur une amélioration de l'accessibilité et de la mobilité urbaine et sur la construction d'une culture civique commune ayant comme l'un de ses supports les espaces publics. C'est par exemple le cas à Bogotá, où depuis plus le début des années 90, bon gré, mal gré, elles travaillent au décroissement de la ville et même, plus récemment, de l'aire métropolitaine. Si les politiques, inductrices de l'urbanisation, peuvent avoir des effets notables sur la forme et les processus de la ségrégation ou, au contraire, de la déségrégation, les choix des individus répondent souvent à d'autres logiques, et celles-ci, en Amérique latine comme ailleurs, sont de plus en plus individualistes, malgré le maintien de schémas proprement sub-continentaux. Aux Etats-Unis, en particulier en Californie qui va nous intéresser ici, l'homogénéisation résidentielle, les regroupements "entre soi" semblent être depuis bien longtemps chose commune. La réflexion sur les dynamiques de ségrégation/ fragmentation constitue sans doute un horizon de notre réflexion sur les évolutions urbaines et les transformations de l'urbanité américaine, mais non le centre.

Modes d'habiter

Nous cherchons à comprendre quelles relations à la ville, quelles façons d'habiter la ville, se développent dans des contextes marqués par des degrés d'homogénéisation résidentielle divers et surtout par une aspiration éventuelle à l'homogénéisation résidentielle. J.-Y. Authier et F. Dureau parlent à ce titre de rapports résidentiels pour qualifier les liens qu'entretiennent les citoyens avec la ville, à ses différentes échelles (logement, quartier, ville). « La notion de rapport résidentiel renvoie aux formes d'appropriation et aux types de représentation du logement, mais aussi de l'immeuble, du quartier, de la ville, que les individus composant un ménage produisent à un moment donné de leur itinéraire. Ces rapports sont des constructions sociales déterminées par les autres types de rapports sociaux des individus et par la configuration de leurs contextes d'habitat actuels. Ils sont également le produit de la succession des rapports résidentiels des individus et des ménages aux lieux antérieurement habités, et aussi de leurs projets résidentiels » (Authier, 2002: 92). Ce concept couvre des champs comme ceux de la

² L'article de L. Vidal fait le point sur la diffusion de cette notion au Brésil, du moins jusque dans la première moitié des années 90, et sur ses différentes significations.

mobilité résidentielle, des choix de localisation résidentielle, des modes et des formes de l'habitat (propriété/location...), d'autres comme les ancrages affectifs des citoyens, c'est-à-dire à l'appropriation. Sa force heuristique est d'insister sur la dimension sociale du rapport à l'espace urbain.

Mais l'habiter est loin de se réduire à l'habitat ou à la "résidence", pas plus que l'habitat ne se restreint au logement. Certes, résider, c'est habiter au sens strict du terme. La résidence est définie par la référence à un point fixe, principalement celui du logement et des espaces collectifs qui composent l'unité individuelle ou collective d'habitation. Le logement est l'unité fonctionnelle, le foyer qui abrite les éléments du ménage (quelle qu'en soit la composition). Dans certains contextes (sociaux, culturels), en l'occurrence dans les quartiers d'habitat populaire au Brésil, la résidence désigne à la fois l'espace de la maison au sens strict (l'abri), le jardin et les espaces connexes de la maison, mais aussi un espace de dimension plus importante qui va jusqu'à inclure, selon G. Freyre (1979: 19), à l'extérieur, le quartier, les équipements urbains, et à l'intérieur, les objets intimes et familiaux comme les meubles. La maison est ainsi le lieu à partir duquel l'existence de l'individu se configure et se développe. L'habitat, terme plus vaste, désigne les formes sociales du rapport résidentiel et de l'appropriation, au sens capitaliste du terme (individuel/ collectif, propriété/ location...). Habiter, en revanche, c'est fréquenter un espace à travers l'occupation de différents lieux et la réalisation de certains parcours entre ces lieux; c'est construire et entretenir une familiarité à certains niveaux d'intensité avec un territoire composite au sein duquel le logement occupe une place prééminente, mais toujours en relation avec d'autres lieux (de travail, de consommation, de service, de loisir, de réunion, de résidence antérieure, d'origine, etc.); dans un registre se référant à l'existentialisme, c'est aussi investir les lieux, entretenir des rapports affectifs (avec eux et les autres habitants), s'identifier à eux. L'habiter insiste donc plus sur la dimension vécue du rapport à l'espace, quel qu'en soit d'ailleurs l'échelle, logement, quartier ou ville. Habiter une ville, c'est ainsi établir et actualiser en permanence la relation entre les lieux fréquentés et investis affectivement et les parcours du quotidien.

Comment passer, en revanche, de la portée individuelle et subjective de l'habiter à la dimension collective des modes d'habiter? Nous faisons l'hypothèse que les lieux-mêmes (de par leurs "effets"), le partage, la proximité spatiale, le côtoiement de certains endroits (quartier, centre commercial, etc.) ou au contraire les évitements, les conflits, les ajustements des individus les uns aux autres et aux contraintes de la diversité, construisent une expérience commune de la ville, à travers les usages, les pratiques, les représentations. Les deux termes, "modes d'habiter" et "rapport résidentiel" différent, en raison de la charge phénoménologique que véhicule l'habiter, correspondant à des méthodes d'approche différentes, entre techniques d'entretien et techniques d'enquête (cf. chapitre 3).

E. Smoës rappelle d'ailleurs que, dans la cité grecque de Péricle, le métèque est « celui qui est habilité à habiter avec ». L'habiter pose ainsi la question de la coprésence et celle de l'étrangeté, du rapport à l'autre, par opposition à l'*oikos*, domaine du "même" et du familial. Cette question sur l'étrangeté est au cœur de notre questionnement sur l'homogénéité résidentielle. N'est-ce pas la confrontation à l'"autre" qui fait de plus en plus problème?

Le retour du quartier et de la communauté?

En effet, la multiplication des barrières, la recherche de l'"entre-soi" par les couches sociales aisées, l'omniprésence du débat sécuritaire et sa matérialisation dans la ville, ont été vues comme autant de symptômes de la fragmentation urbaine. Établir des limites fortes, c'est aussi permettre à la communauté de se renforcer, dans son identité et dans son autonomie. K. Lynch, dans les années 60 (1969), quand les quartiers états-uniens commençaient à perdre toutes ces caractéristiques sous l'effet de la suburbanisation et de la rénovation urbaine (cf. Lehman-Frisch, 2001), affirme qu'une délimitation claire des quartiers constitue un facteur d'identification et de lisibilité d'une ville. Dans la continuité du débat « proximité spatiale/ distance sociale », nous avons ainsi recentré le questionnement sur la manière dont les situations d'homogénéisation résidentielle font quartier et/ou communauté. A l'heure de la mobilité généralisée, après un retour en force du local et du *small*, notable pour certains, mais dont la charge utopique est dénoncée, et après que d'autres ont un peu trop rapidement signé "la mort des quartiers" (Ascher, 1998 ; Dubois-Taine & Chalas, 1997), assiste-t-on à une montée de logiques renouvelées, celles de la valorisation de la proximité, du quartier, de la communauté, qui accompagnent le repli social et identitaire des individus sur le domicile et les espaces de voisinage? Certes, ce n'est pas si simple. Nous nous demandons dans quelle mesure les notions de quartier et de communauté peuvent apparaître comme socialement et spatialement opérantes dans les situations d'homogénéisation liées à l'épanouissement du marché des ensembles résidentiels sécurisés. On ne cesse en effet de s'émouvoir de la valorisation de la proximité sociale et spatiale dans les *gated communities* et leurs variantes latino-américaines. Choisie par ceux qui y résident, elle serait en revanche subie par ceux qui n'ont pas les moyens de leur mobilité dans d'autres situations d'homogénéisation résidentielle. Ces assertions demandent néanmoins à être vérifiées.

Quels sens les habitants donnent-ils à "leur" quartier et à "leur" communauté? Comment leurs pratiques, leurs représentations, leurs usages, leurs mobilités, leur donnent-ils forme, les infirment-elles ou les confirment-ils? La

"montée insécuritaire" a-t-elle des conséquences sur l'habiter, sur l'expérience urbaine? Le quartier et la communauté constituent deux entrées permettant d'analyser les modes d'habiter des citoyens, à l'échelle du voisinage, dans ses rapports avec le reste de la ville. Le renouveau communautaire, même s'il est loin de se faire uniquement dans l'espace proche mais plutôt selon des logiques réticulaires (cf. les communautés religieuses), s'appuie en grande partie sur le quartier. Communauté et quartier ne tendent-ils pas à se superposer dans les situations d'homogénéisation résidentielle? N'y a-t-il pas justement des risques à cette superposition?

Certes, il n'est pas question d'analyser en détail les catégories de "communauté" et de "quartier" sur lesquelles il existe déjà une abondante littérature. Néanmoins, on peut remarquer que, dans certaines acceptions, elles se construisent sur l'homogénéisation résidentielle.

Premièrement, le quartier, dans les travaux des sociologues de l'Ecole de Chicago, est un milieu, une "région naturelle" (Park), unité insérée dans une ville-mosaïque issue des multiples vagues migratoires, inscrite dans une tension entre l'homogénéisation et l'hétérogénéisation, entre ségrégation et mobilité. Deuxièmement, le quartier-"village urbain" (quartier ouvrier) de Willmott et Young (1957), que l'on retrouve aussi, comme le montre C. Topalov³, chez H. Coing (1966), W. F. Whyte et H. Gans (1966), renvoie l'image d'un village, unité relativement fermée et préservée où s'enracinent les sociabilités, l'entraide, les solidarités, les modes de vie, les appartenances, avec son église, ses commerces, sa société d'entraide. Dans ce monde qui tend d'ailleurs à disparaître, le quartier serait le lieu de l'homogène et du même, face à la ville lieu de la pluralité et de l'hétérogénéité. Les définitions officielles des quartiers, qui restent relativement stables, mettent l'accent sur la force cohésive de l'homogénéité des habitants, de la communauté, du milieu, sur l'existence d'une histoire et d'une identité communes "stabilisées", autant que les catégories spatiales statistiques à grande échelle se fondent sur le principe d'homogénéisation qui restitue mieux la réalité démographique et sociale. Certes, la prééminence du quartier, aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, en Amérique latine, a bien diminué dans la vie des individus avec l'augmentation des mobilités quotidiennes et résidentielles. Mais des travaux comme ceux de J.-Y. Authier (2002) ont démontré qu'il pouvait rester pour certains, notamment pour les ménages très mobiles, un lieu d'ancrage affectif, un espace de référence et d'engagement, n'empêchant pas des modes d'investissement d'autres lieux de la ville. Cependant, ce qui nous intéresse est peut-être moins la place qu'il occupe dans les "rapports résidentiels", que celle qu'il mobilise dans les représentations urbaines, et donc, dans les "modes d'habiter la ville": catégorie du vécu, pôle affectif, de l'ancrage familial, catégorie de l'action politique? Ainsi, dans un premier temps, nous avons qualifié l'échelle correspondant approximativement à celle du quartier, d'"intermédiaire", entre le logement et la ville. Le logement relevant du domaine de l'intimité familiale, serait de l'ordre de l'homogénéité, du "même", alors que la ville (concept lui aussi assez flou qui renvoie plus à l'espace public) serait de l'ordre de l'hétérogénéité, de l'"autre". Par ailleurs, Le logement serait ce qui ne permet pas l'autonomie, alors que celle-ci est possible à l'échelle de la ville. L'"intermédiaire" serait ainsi ce qui tendrait vers une autonomie sans jamais pouvoir l'atteindre: autonomie fonctionnelle (l'espace des usages liés aux différentes pratiques de la vie quotidienne: faire ses achats...), autonomie politique. Or, F. Navez-Bouchanine (in Dorier-Aprill, 2001) souligne que la notion de fragmentation se centre autour de la notion d'autonomie.

D. Vidal (1996: 213-214) rappelle les deux significations originelles de la communauté, celles de F. Tönnies et de l'Ecole de Chicago, en s'attachant à souligner que celle-ci n'a "qu'une faible valeur heuristique" mais, en revanche, une forte puissance incantatoire. La communauté "classique" au sens de F. Tönnies (*Gemeinschaft*) se réfère à un groupe très peu différencié lié par une communauté de sang, de lieu ou d'esprit, soudé par la parenté, le voisinage, l'amitié ou encore le partage de croyances, et dans lequel les membres règlent leurs rapports entre eux sur la base d'une solidarité que Tönnies jugeait « spontanée » et d'une volonté qu'il disait « naturelle ». Loin de toute naturalisation, la communauté, de même que la solidarité, sont des constructions sociales, autant que la cohésion d'un groupe est l'objet d'un « contrat social ». La *community* de la sociologie urbaine de l'Ecole de Chicago désigne donc plutôt un groupe doté d'un degré d'homogénéité sociale et culturelle, une "unité culturelle indépendante". Loin de la « communauté de destin », de la « solidarité spontanée » et de la « volonté naturelle », c'est plutôt une communauté d'intérêts collectifs forgés, le cas échéant, par l'histoire et par la mobilisation, qui jettent les pierres angulaires d'une solidarité qui n'est pas mécanique et d'un rapprochement souvent contraint (*Gesellschaft*). Dans tous les cas, comme le montre D. Vidal, la communauté est avant tout une catégorie socio-spatiale et politique, une invention. Elle est à la racine de l'urbanité des *suburbs* états-uniens (plus que le *neighborhood*). Elle est également fortement mobilisée en Amérique latine comme catégorie exogène et endogénéisée, comme instrument de légitimation dans les quartiers populaires (Vidal, 1996; Gouëset & Hoffmann, 2002) et plus récemment dans les ensembles résidentiels sécurisés. Il s'agit donc d'en voir les logiques de construction (notamment identitaire) dans une situation donnée (ici, d'homogénéisation résidentielle), ainsi que les modes d'instrumentalisation.

Ainsi à quelles figures du quartier et de la communauté se réfèrent les habitants quand ils évoquent les leurs? En quoi, comment et à quelle échelle, le territoire vient-il incarner le "sens de la communauté"?

³ Dans une opération de recherche subventionnée par le PUCA à l'intérieur du même programme.

Choix des sites et démarche comparative

La comparaison était inhérente à notre projet initial. Le contenu et les aboutissants de la démarche comparative ont cependant évolué au fil des mois: plus que d'une stricte comparaison qui aurait demandé la mise en place de grilles d'analyse commune (ce que nous avons essayé de faire à travers la mise en place de protocoles de recherche minimaux communs et la circulation des grilles d'entretien), il s'agit surtout d'une mise en perspective comparative dont je préciserai les moyens de la mise en œuvre dans le troisième chapitre.

Afin d'illustrer des thématiques et des cas de figure différents, plusieurs sites ont ainsi été retenus: Los Angeles, lieu d'élaboration du produit immobilier qu'est l'ensemble sécurisé (la *gated community*) et support de l'élaboration des théories de la fragmentation urbaine (en particulier, de la fragmentation politique et de la figure de la sécession), qui servira à illustrer, particulièrement la question de la « sécession urbaine »; Mexico, où la fermeture de quartiers entiers, de tous niveaux sociaux, accompagne le développement d'espaces de loisir et de consommation, selon des logiques proches; Bogotá, ville andine où les politiques urbaines mettent l'accent sur la mobilité et l'espace public; Caracas, ville marquée par une forte violence sociale, politique et institutionnelle; Rio de Janeiro, prototype de la ville où les inégalités sociales très creusées s'accompagnent d'une grande proximité spatiale; Buenos Aires, dont les modèles urbains (ceux de la ville-centre) étaient surtout tournés vers l'Europe, avant que le développement des centres commerciaux, des *countries* et des *barrios cerrados*, et la construction d'autoroutes, esquissent une tendance d'urbanisation de type états-unien. Caracas et Buenos Aires sont particulièrement intéressantes, dans la mesure où, au cours de notre étude, se sont produites des crises aux dimensions politiques, économiques et sociales, traduisant une crise des couches sociales moyennes, et au Venezuela, une polarisation de la vie politique aux effets urbains non négligeables.

Plan

Le rapport se subdivise en 10 chapitres qui tenteront au fil des pages de répondre aux questions suivantes: quelle place tient le couple communauté/ quartier dans l'habiter des groupes qui vivent en situation d'homogénéisation résidentielle? En quoi l'homogénéité est-elle une condition de la construction sociale de communautés ou de quartiers "plus ou moins" autonomes? Comment les citoyens en question l'identifient-ils et en quoi joue-t-elle un rôle dans la construction de leur appartenance à la ville? Comment les habitants que nous avons observés « font-ils quartier » et/ou « communauté » ? De quelle manière, à travers quels termes, se perçoivent-ils comme une communauté, le cas échéant, et comment caractérisent-ils leurs espaces de résidence ?

Les deux premiers chapitres serviront de préambule à l'ensemble. Le *premier chapitre* présente les différents sites sur lesquels nous avons travaillé et en justifie le choix. Cette entrée en matière n'est cependant pas anodine, dans la mesure où il s'agit de contextualiser les ensembles résidentiels retenus et les principales dynamiques urbaines. Le *deuxième chapitre* met en scène les terrains que nous avons sélectionnés comme cas d'illustration visant à étayer les hypothèses formulées.

Le *troisième chapitre* fait un point sur les méthodes, les techniques utilisées, ainsi que sur les principales sources sur lesquelles nous nous sommes appuyé pour analyser les modes d'habiter d'individus vivant dans des ensembles résidentiels souvent enclos ou difficilement pénétrables.

Dans le *quatrième chapitre*, j'essaierai d'analyser les rapports entre ségrégation urbaine et homogénéisation résidentielle, en voyant comment des processus se cristallisent parfois dans des situations cependant toujours mouvantes. L'homogénéisation est aussi une question d'échelle et de points de vue, elle oblige à confronter une dimension objective et une autre plus subjective.

Le *cinquième chapitre* aborde la généalogie des ensembles résidentiels sécurisés latino-américains, moins connue que celle des quartiers populaires. Un détour par l'histoire européenne suggère que d'autres formes résidentielles comportant un isolement, une mise à l'écart, ont existé dans le passé, avec divers extensions et degrés de fermeture. Mais jusqu'où faut-il remonter? N'assiste-t-on pas une évolution des formes résidentielles fermées sous l'effet d'une « montée insécuritaire » sur laquelle je reviendrai dans le chapitre suivant?

Le *sixième* chapitre, dans la continuation du précédent, essaiera de redonner sa place exacte au sécuritaire dans les formes résidentielles issues de processus d'homogénéisation. Je me livrerai à un rapide tableau de la « montée insécuritaire » dans les Amériques, afin de préciser le type de problèmes qu'elle pose, en fonction des réponses qui lui sont apportées. On analysera aussi la part du sécuritaire dans les motivations résidentielles des citoyens, en comparant les solutions mises en œuvre dans différentes situations, homogènes ou non, fermées ou ouvertes, au nord comme au sud. Quel rapport existe-t-il entre la sécurisation de l'habitat à grande échelle et la quête de la "tranquillité"?

Le *septième* chapitre introduira les pratiques urbaines et les usages de la ville des citadins vivant dans des ensembles résidentiels fermés et des quartiers populaires, en rapport avec leurs mobilités spatiales (résidentielles, quotidiennes). Observe-t-on un repli sur l'"espace intermédiaire" ou l'espace du voisinage dans les pratiques quotidiennes de l'espace urbain (achats, loisir, sociabilités), ou au contraire la réalisation de déplacements nouveaux liés à l'absence, à proximité, de certaines fonctions et activités? La quête d'un style de vie ou de l'entre-soi produit-elle une homogénéisation des pratiques ?

Le *huitième chapitre* se centrera sur le rôle des formes spatiales, en particulier des dispositifs d'enfermement, dans l'homogénéisation résidentielle. Quel rôle joue donc la fermeture? Comment se fait l'accès? Quels sont les dispositifs qui permettent de le restreindre? Fermeture et isolement sont-ils des opérateurs de l'homogénéisation résidentielle, permettant de distinguer un "intérieur" d'un "extérieur", le "même" de l'"autre", de mettre à distance? Les frontières symboliques ou normatives ne délimitent-elles pas autant que les limites physiques, se superposent-elles à celles-ci?

Le *neuvième* chapitre abordera la question centrale de l'espace public à travers plusieurs objets significatifs de ses transformations et de l'évolution des rapports entre le privé et le public: la rue d'une part; les artères marchandes qu'on confrontera aux centres commerciaux dans différentes situations socio-spatiales caractérisées par une variation du degré de fermeture et d'homogénéisation. L'espace public est un support matériel de la vie sociale, mais il a aussi une dimension plus proprement politique: comment se gèrent alors les conflits dans les ensembles résidentiels fermés? Comment se construisent les normes du "vivre ensemble"? Quelles sont les modalités de l'échange?

Enfin, le *dixième* chapitre reviendra sur le débat du sens et des modes de l'autonomisation politique (de la constitution d'associations exprimant les revendications des habitants auprès de l'autorité municipale aux logiques de sécession politico-administrative). Dans quelle mesure l'homogénéisation résidentielle produit-elle/ résulte-t-elle d'une volonté d'autonomisation politique, le cas échéant par rapport au reste de la ville ou de la société?

Les enjeux du débat sur l'homogénéisation résidentielle sont notamment de reposer une nouvelle fois la question du rôle des pouvoirs publics dans la production ou dans l'atténuation des processus ségrégatifs et celle, classique, du lien entre proximité spatiale et distance sociale (Chamboredon et Lemaire, 1970), à l'heure où, chez les couches sociales moyennes et aisées, c'est l'entre-soi qui semble prédominer dans les logiques de concentration résidentielle de populations aux modes de vie et aux penchants similaires, du moins chez une partie des couches sociales moyennes et supérieures.

Rappelons, préalablement, que l'article de J.-C. Chamboredon et M. Lemaire critiquait la représentation idéalisante des grands ensembles, symboles, selon certains, de l'avènement d'une société moyenne. Non seulement, ils montraient que l'utilisation erronée des statistiques était productrice de leurres et que, selon des critères liés aux CSP, le peuplement des grands ensembles était fortement hétérogène, entre ouvriers, cadres moyens et cadres supérieurs (intellectuels, etc.) et professions libérales, en particulier d'un grand ensemble à l'autre, en fonction des mécanismes d'attribution des logements et des acteurs économiques et institutionnels. Là où certains ont fait le choix de leur habitat, d'autres, en revanche, y ont été contraints, même si ce changement signifiait une amélioration de leurs conditions de vie (notamment les ménages délogés des bidonvilles). Dans ce contexte, les relations sociales, les rapports de voisinage sont plutôt marqués par des difficultés de cohabitation et par la différenciation, que par l'homogénéisation et la "bonne" convivialité. Certes, ces conclusions s'inscrivent dans le contexte intellectuel et politique bien spécifique de l'époque, celui du débat marxiste, mais sa portée n'a pas perdu sa pertinence avec la remise en cause de l'existence des classes sociales (Merklen, 2003) et « la rupture des solidarités de classe ». La représentation homogénéisante des grands ensembles visait, selon les auteurs, à modifier les comportements et les sociabilités des ménages en les "moyennisant". Ce débat déjà ancien trouve un écho dans notre travail sur les ensembles résidentiels sécurisés.

Chapitre 1: Présentation des différents sites⁴

Cette partie préliminaire vise essentiellement à présenter les sites et les terrains sur lesquels nous avons travaillé, en justifiant les choix qui ont été effectués, par rapport aux dynamiques d'homogénéisation/ d'hétérogénéisation résidentielle (notre postulat de départ). Dans la mesure du possible, chaque site a tenté d'illustrer une question : Caracas et Rio de Janeiro, la distance sociale dans la proximité spatiale ; Los Angeles, la fragmentation politique; Buenos Aires et Caracas, la fin d'un modèle d'intégration sociale et urbaine. Nous verrons ainsi comment les cas d'étude retenus s'inscrivent dans les dynamiques urbaines et dans les processus d'homogénéisation/ hétérogénéisation résidentielle de chaque métropole. Les terrains sont présentés plus longuement dans la partie suivante, qui comporte également un tableau récapitulatif.

Los Angeles

Avec 120.000 km² et ses 15,8 millions d'habitants (dont 3,8 pour la commune-centre éponyme), Los Angeles, qui s'étend entre plaines et piémonts entre le Pacifique et des hauts reliefs, est une des agglomérations qui ont les premières inspiré le diagnostic de « fragmentation ». Comme le souligne Robert Fishman, c'est l'historien Robert M. Fogelson qui a lancé l'expression de « fragmented metropolis » pour parler de Los Angeles entre 1850 et 1930 : pour lui, la ségrégation était inscrite dans la structure même de l'agglomération (Fishman, 1993). Pour Fishman comme pour Fogelson, la forme du bâti et la faible densité, y compris des parties centrales de l'agglomération, contribuent à cette spécificité de Los Angeles, capitale de l'industrie *high-tech*, des industries du loisir et du cinéma.

Particulièrement dynamique économiquement (4^{ème} rang mondial en termes de production), proche du Mexique qui constitue depuis les années 50 un abondant réservoir de main-d'œuvre à bon marché, Los Angeles est devenue l'une des principales portes d'entrée des migrants asiatiques et latino-américains aux Etats-Unis (Leriche & Monnet, 2001). Elle s'est ainsi substituée à New York et à Chicago qui occupaient cette fonction au début du siècle. Tandis que les Noirs souffraient particulièrement du processus de fermeture des industries traditionnelles (notamment automobiles) de la ville-centre, le constat de la latinisation croissante de Los Angeles illustre comment une "minorité ethnique" peut, dans certains cas, devenir majorité en termes de poids démographique, et façonner selon ses propres modes de vie une partie des espaces urbains. Ainsi la notion de fragmentation préexiste-t-elle en tout cas largement à la spectaculaire transformation de la composition ethnique de Los Angeles au cours des trente dernières années : d'une agglomération majoritairement blanche et anglo encore au début des années 1970, elle est devenue une des "minority-majority cities" états-uniennes. Pour ne prendre que le comté de Los Angeles (qui regroupe 9,6 millions de résidents), les Blancs non-hispaniques ne représentaient qu'un tiers de la population à la fin des années 90, contre 44% pour les Hispaniques, auxquels s'ajoutaient 13% de Noirs ou Afro-américains et 10% d'Asiatiques (Leriche & Monnet, *op. cit.* : 54). Les proportions sont sensiblement les mêmes dans la municipalité de Los Angeles (3,7 millions d'habitants), où se trouvent deux des terrains d'étude, mais divergent notablement dans le comté d'Orange, deuxième comté en population de l'agglomération (2,8 millions d'habitants), où se situe le troisième terrain : là, les Blancs non-hispaniques sont majoritaires (57%), les Hispaniques moins nombreux (28%); si les Asiatiques y sont représentés au même niveau que dans le comté de Los Angeles (environ 12%), ce n'est pas le cas des Noirs ou Afro-américains (2% seulement).

Les proportions de populations appartenant à des « minorités ethniques » sont généralement plus faibles dans les trois autres comtés périphériques de l'agglomération (San Bernardino, Riverside et Ventura), les Hispaniques représentant toutefois toujours 30% environ de la population, les Blancs non-hispaniques entre 55 et 62%. On retrouve donc un schéma de ségrégation classique des grandes villes des Etats-Unis, avec un centre regroupant les populations des minorités pauvres (Noirs ou Afro-américains notamment) autour d'un centre des affaires vidé de sa population, tandis que les Blancs aisés ont fui vers les périphéries. La forte représentation de la population hispanique, et le caractère très dispersé de la minorité asiatique, compliquent cependant l'organisation, de même des traits d'organisation de la population liés au site et à la topographie : l'opposition collines/ basses terres (*foothills/ flatlands*, les unes accueillant des résidences parfois huppées, les autres le tout-venant) complique quelque peu le schéma, de même que les formes d'organisation liées au littoral (où se concentrent les plus riches), ou la présence de municipalités indépendantes aisées enclavées dans le territoire municipal de Los Angeles (Beverly Hills, pour ne citer qu'un exemple). A la différence des métropoles latino-américains où le métissage entre populations blanches, noires et indigènes a été net (Cunin, 2000; Laplantine, 1997 ; Laplantine & Nouss, 1997), l'ethnisation des rapports sociaux explique une grande partie de la ségrégation urbaine (cf. les

⁴ Ce chapitre reprend des passages rédigés principalement par C. Hancock et S. Didier pour Los Angeles, par B. Sabatier et A. Giglia pour Mexico, par G. Capron et C. X. Lopez pour Bogotá, par V. Baby-Collin et P. J. García Sánchez pour Caracas, par L. Bruno pour Rio de Janeiro, par M.-F. Prévôt-Schapira pour Buenos Aires.

travaux de Massey & Denton, notamment 1993, pour d'autres grandes villes états-uniennes). L'habitat pavillonnaire est prédominant, représentant les deux tiers du parc de logements (Leriche & Monnet, *op. cit.* : 68). Enfin, la complexité de l'architecture institutionnelle et administrative locale, la multiplication des échelons et des acteurs a créé une extrême fragmentation politique, tandis qu'il n'existe aucune institution métropolitaine, tandis que les demandes d'incorporation se font le plus souvent sur la base de l'homogénéité sociale des habitants.

Dans le but de tester le postulat selon lequel l'autonomisation politique couronnerait une homogénéisation et un repli sur soi de certains quartiers à Los Angeles, ce sont les processus récents d'*incorporation*, manifestant une autonomisation politique de certaines parties de l'agglomération vis-à-vis du comté ou d'une autre municipalité, qui ont servi de points de départ à la réflexion.

Les trois terrains sélectionnés sont ainsi :

— Une « gated community » du comté d'Orange qui est devenue une municipalité en 1999, Leisure World/Laguna Woods ;

— Hollywood, auparavant comprise dans la municipalité de Los Angeles, avec 183 000 habitants et qui couvre 4% de la superficie municipale et dont l'incorporation a été soumise à référendum le 5 novembre 2002, en même temps que celle de la San Fernando Valley, au terme de longues campagnes pour la sécession.

— Etant donné l'ampleur de la Vallée de San Fernando (45% de la superficie de la municipalité de Los Angeles et 36% de la population totale de la ville, soit 1,35 M d'habitants), l'étude s'est resserrée sur un quartier de la Vallée, Pacoima, qui présente la caractéristique d'être un quartier à forte dominante hispanique, relativement défavorisé, et donc identifiable, à l'extrême, comme une sorte de « ghetto ethnique ». On fera néanmoins au processus d'incorporation de l'ensemble de la Vallée qui se situe à une autre échelle.

Ces cas couvrent ainsi toute la gamme possible des sous-produits de la « fragmentation » *angelena*, depuis l'espace résidentiel sécurisé, à la population particulièrement homogène par l'âge et l'origine ethnique, devenu politiquement autonome, jusqu'au quartier « ethnique » défavorisé, enclavé et coupé à divers titres du reste de la municipalité, qui a pu développer une nouvelle stratégie politique dans le contexte de la campagne pour la sécession (qu'il a sans doute contribué à mettre en échec, puisque c'est à Pacoima que les votes en faveur de la sécession de la Vallée ont été les plus faibles).

Mexico

C'est longtemps sur Mexico, située à 2.200 mètres d'altitude au fond d'un vaste bassin entouré de massifs volcaniques, qu'ont porté la majorité des clichés sur la mégapole. Elle a été traitée de « monstruopole » (Monnet, 1999), du fait de sa pollution, de ses quelques 18 millions d'habitants répartis sur un territoire de 3800 km² qui a atteint actuellement l'échelle de l'ensemble du Valle de México, débordant largement sur l'état de Mexico (Edomex), etc. (Hancock & Monnet, 2001). Son expansion s'est basée essentiellement sur des soldes naturel et migratoire positifs élevés, avec un exode rural massif en provenance des autres états du pays. Les inégalités de répartition des groupes sociaux et du capital séparent la ville-centre (le District Fédéral –DF–) des 17 municipalités conurbées de l'EDOMEX formant les premières couronnes, selon un schéma globale centre/périphérie et est/ouest, établi depuis la fin des années 1960 (Scheingart, 1985 ; Hancock & Monnet, *op. cit.*). Le centre historique, cœur du pouvoir politique, local et national, perd de sa population depuis les années 70. Il est marqué par une vétusté du parc de logements et une appropriation par les classes populaires vivant dans les *vecindades*, sortes de courées que l'on retrouve sous des formes différentes dans toutes les grandes villes d'Amérique latine. Les populations aux revenus les plus bas habitent des quartiers en autoconstruction⁵ dans les secteurs du nord à l'est du centre historique, jusqu'aux limites actuelles du tissu urbain des délégations ou de l'Etat de Mexico le long des grands axes de circulation. Les ménages aux revenus supérieurs et moyens, quant à eux, occupent majoritairement le sud et l'ouest du centre historique, tandis que l'hétérogénéité sociale croît au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la ville *intra-muros*, c'est-à-dire située à l'intérieur du périphérique de l'ouest et du sud, qui date de la fin des années 60. Dans l'Edomex, les pauvres sont astreints à de longs déplacements quotidiens. Il s'agit bien entendu d'une division schématique qui n'aborde pas les différenciations existant à plus grande échelle, en particulier au sud-est du district fédéral (le secteur de l'avenue Insurgentes, l'un des terrains qui a été étudié) où des secteurs urbains socialement et spatialement distincts sont étroitement imbriqués.

⁵ D'après Hancock et Monnet (2001 : 90-91), deux tiers de la population des municipes conurbés et plus de 60% de celle du District Fédéral résidait en 2000 dans de l'habitat populaire. 10% des habitants de l'Edomex et 15% de ceux du DF vivent dans des quartiers qualifiés de « résidentiels », c'est-à-dire abritant de l'habitat aisé ou moyen. Les « grands ensembles » représentent 15% du total de logements.

L'habitat populaire y est fortement associé à l'importance du commerce ambulant. La centralité économique s'est en grande partie déplacée du centre historique où le commerce ambulant et les rues spécialisées occupent une grande partie du paysage marchand vers l'ouest et le sud (jusqu'en périphérie urbaine), autour des avenues Paseo de la Reforma et Insurgentes. C'est là que l'on trouve ce qui, pour S. Tamayo (2002), ressort le plus de la «ville globale». Comme dans les autres grandes mégapoles, la tertiarisation de la ville a été à la mesure de sa désindustrialisation. La translation de la centralité économique tend à creuser le schéma d'opposition globale est/ouest.

La part du commerce a diminué dans le District Fédéral (cf. Hancock & Monnet, *op. cit.* : 82), mais sans doute au prix d'une forte recomposition interne du secteur marchand. Les autorités du District Fédéral ayant favorisé l'équipement commercial des zones habitées par des populations solvables, c'est aussi dans les délégations au sud-ouest du centre historique que se sont implantés la majorité des espaces de consommation contemporains de la ville (Monnet, 1990). C'est là que se concentrent plusieurs dizaines de centres et de complexes commerciaux.

A Mexico, c'est l'hypothèse du lien étroit et de la proximité entre des espaces de consommation d'accessibilité restreinte et de quartiers "fermés" à la suite d'un processus de sécurisation de l'habitat et de privatisation progressive de l'espace public concernant différentes strates de la classe moyenne, qui a principalement été testée. Si, dans les deux cas, il y a bien "sécurisation", dans les années 80, d'objets généralement préexistants à cette décennie, c'est plutôt, du côté de l'habiter, la demande de tranquillité et la mise à l'écart de "l'étranger", de "l'importun" et de "l'indésirable", voire les stratégies de distinction des ménages, qui semblent ressortir. Les terrains retenus à Mexico se situent dans le sud de la capitale qui constitue la zone où la population dispose, avec l'ouest, d'un pouvoir d'achat moyen à élevé. En même temps, le sud, dont l'urbanisation rapide s'est produite dans les années 70, est composé, comme souvent à Mexico, d'un entrelacs de *pueblos*, *colonias* et de zones d'urbanisation plus récente, assez populaires.

Deux zones ont été plus particulièrement ciblées: d'une part, le croisement entre l'avenue Insurgentes et le Périphérique sud, qui concentre un grand nombre d'unités fermées, qu'elles soient résidentielles ou commerciales, reliées entre elles par un lacis routier d'envergure (autoroute et *eyes viales*); d'autre part, la zone de Coapa, assez proche de la première, mais plus hétérogène et plus pauvre, elle aussi dotée de plusieurs ensembles commerciaux (parmi lesquels Galerías Coapa) et d'ensembles résidentiels de classe moyenne; enfin, un centre commercial plus huppé du sud-ouest de Mexico, dans la limite sud des quartiers péricentraux, Plaza Loreto, situé à l'intérieur du périphérique.

Les ensembles résidentiels fermés étudiés, dotés de degrés de sécurisation variés et caractérisés par une homogénéisation relative, sont diversifiés: deux îlots qui ont été fermés à la suite de la demande des riverains; deux grands ensembles (*conjuntos residenciales*) anciens et fermés dès l'origine, puisqu'il s'agit des ex- villages de Jeux (Olympiques et Panaméricains), l'un de couche sociale moyenne, Villa Panamericana, et l'autre, de peuplement plus hétérogène, identifié comme étant habité par des intellectuels et universitaires, Villa Olímpica; un "condominium horizontal", celui du Camino a Santa Teresa; enfin, la zone écologique de Tlalpuente.

Bogotá

La ville de Bogotá a une position géographique centrale au sein de la plaine de la Sabána, à 2600 mètres d'altitude, entre à l'est, par plusieurs chaînes de montagne, fortement infiltrées par la guérilla. Elle est à la fois la capitale de la Colombie et celle du Département de Cundinamarca. Elle est considérée également comme centre international et comme ville centrale de l'aire métropolitaine de la Sabána. Bogotá a une superficie de 1650 km², avec une population de moins d'un peu moins de 7 millions habitants (projection officielle DANE 2002), composée de gens qui viennent de divers départements du pays, et qui constituent 75 % de la population de Cundinamarca.

Bogotá fait partie du réseau urbain national le plus affermi et dynamique du pays, comprenant les villes de Medellín, Cali, Barranquilla et Bucaramanga. Elle est considérée comme la première ville industrielle du pays, en concentrant une grande partie des services de marché de capitaux, de transport aérien et de télécommunication. Elle concentre également les services des hauts niveaux d'organisation de l'État, de nombreux emplois publics et établissements éducatifs universitaires. Elle a donc un effet très attractif pour l'emploi mais aussi, depuis la mise en place de politiques urbaines suivies, pour la qualité de vie.

Les travaux menés par F. Dureau et son équipe (2000) montrent bien quelles sont les dynamiques sociales et résidentielles à l'œuvre à Bogotá, aussi bien à l'échelle du district spécial qu'à celles de ses arrondissements. La polarisation sociale y est forte. Les représentations traditionnelles de Bogotá divisent la ville en trois zones nettement distinctes: le sud pauvre, le nord riche et l'ouest de classe moyenne, industriel. Cependant, la diversité sociale, à l'intérieur des arrondissements mêmes, est largement supérieure à d'autres villes colombiennes, de taille moyenne.

Comme dans l'ensemble des grandes villes latino-américaines, les arrondissements centraux continuent à se dépeupler. La densification du péricentre nord (destruction des maisons et remplacement par des immeubles,) s'accompagne de l'augmentation du coût du foncier et des services urbains et d'un net processus de gentrification (Dureau *et al.*, 2000: p.253-254). Ce dernier, entamé au début des années 80 dans les bordures septentrionales immédiates de l'hypercentre de Bogotá dans l'arrondissement de Santa Fe, sur les pentes du Cerro Oriental, s'est diffusé vers les quartiers du nord selon des dynamiques légèrement différentes. La « ville du sud », dans laquelle se trouve le Parc, regroupe plus de la moitié de la population de la Sabána estimée comme la plus grande « cité dortoir » pour les couches sociales les plus pauvres. L'urbanisation dite "illégal" y est très importante, et s'y concentrent de nombreux problèmes sociaux.

A Bogotá, les études de cas ont été retenues selon un gradient centre/ périphérie. Ont ainsi été choisis des quartiers pauvres, d'urbanisation récente, dans l'extrême périphérie sud, à Usme, et un quartier ouvrier ancien et péricentral, enchâssé dans la ville "riche". Usme est reconnue comme l'un des arrondissements qui concentrent le plus de lotissements pirates. Les quartiers d'invasion illégale et les lotissements-pirates d'Usme s'étendent en particulier autour d'un espace naturel sur lequel il y a un projet de création d'un parc urbain métropolitain (Entre Nubes). Comme il s'est d'ici agi d'analyser les rapports entre l'homogénéisation résidentielle et les processus d'autonomisation politique à travers les processus de participation des habitants, c'est la sélection de cette zone qui a prévalu. En revanche, dans le centre élargi de Bogotá, l'objectif était plutôt d'étudier les rapports de voisinage entre des quartiers fortement hétérogènes entre eux (essentiellement un quartier dont la gentrification est inachevée, Macarena, et un quartier ouvrier traditionnel, Perseverancia) et d'analyser les modalités d'échange entre ces deux quartiers si différenciés.

Caracas

L'agglomération de Caracas, avec près de 4 millions d'habitants sur seulement quelques 220 km², semble affectée ces dernières années par un processus de fragmentation urbaine croissant, dont le détonateur symbolique remonte au Caracazo de février 1989. Cette émeute populaire vit, à la suite à la mise en place des premiers plans d'ajustement structurel dans un pays qui connaissait alors la fin de l'euphorie économique pétrolière, les quartiers populaires (*barrios*) des collines (*cerros*) mettre la ville formelle à sac, se soldant par des centaines de morts dans la capitale. La crise économique qui sévit depuis lors est vécue comme la fin de l'illusion de l'ascension sociale des plus pauvres et des petites classes moyennes, et le fossé semble croître entre les populations les plus aisées et les habitants des *barrios*, qui représentent la moitié de la population métropolitaine. Le contrôle de l'accès des rues des quartiers résidentiels de classes moyennes et aisées existant de longue date dans l'est de la ville, a diffusé des formes d'urbanité privative.

Cette situation est doublée, depuis 1998, d'une crise politique grave issue de l'élection du lieutenant-colonel Hugo Chavez à la tête de l'Etat ; ce militaire à l'idéologie radicale, proche de Fidel Castro, a mis en marche une « révolution bolivarienne » qui doit beaucoup à la verve de ce président-orateur, et dont l'une des conséquences les plus graves consiste en la radicalisation et la dualisation de la société et de la vie politique vénézuélienne. S'opposent d'un côté les élites politiques et économiques traditionnelles dont Chavez veut saper les privilèges, désormais rejointes par l'essentiel de la classe moyenne déçue de l'aventure chaviste, et de l'autre le « peuple des *barrios* » en faveur duquel le président s'est toujours exprimé. Cette dualisation constitue un facteur possible d'accentuation de la ségrégation et de la fragmentation urbaine. Le coup d'Etat manqué du 11 avril 2002, la grève générale de décembre 2002-janvier 2003, sont quelques illustrations de la situation de tension extrême dans laquelle se trouve la société vénézuélienne. A Caracas, la radicalisation d'une opposition entre *barrios* informels des collines des périphéries urbaines territorialisés par les "cercles chavistes" et quartiers résidentiels de classes moyennes et supérieures ("*urbanizaciones*") gagnés par la peur d'une invasion des premiers (accrue par le spectre du Caracazo de 1989, par les pillages survenus lors de l'arrivée au pouvoir de Chavez, et entretenue par ses discours) s'accompagne d'une augmentation de l'insécurité urbaine, de la multiplication de mesures de fermeture et de protection dans les secteurs résidentiels, tandis que la crise économique accroît les difficultés de survie des habitants des *barrios*.

Ainsi, la conjugaison des crises politique et économique a accru la polarisation sociale caraquénienne, qui se lit, spatialement, dans une opposition entre l'axe central Est-Ouest de la vallée du rio Guaire, regroupant l'essentiel des élites, surtout dans sa moitié orientale (municipalités de Chacao, Baruta, El Hatillo), et l'ensemble des collines des périphéries ouest, sud et nord, qui, le long des grands axes de communication nationaux, rassemblent l'essentiel des *barrios* de l'agglomération, dont la croissance remonte aux années 1930-40 (avec un maximum de fondations dans les années 1950-60). Cette opposition centre/ périphérie est toutefois à nuancer fortement localement : la topographie est souvent un marqueur de différenciation entre zones formelles et quartiers populaires. Ces derniers, essentiellement le produit d'invasions de terrain, privilégient les terrains accidentés - collines aux fortes pentes, versants et talwegs des ravins (*quebradas*) qui rejoignent la vallée principale - en raison de leur délaissement par les autorités urbaines et de la faiblesse des espaces disponibles

dans une ville où l'é étroitesse du site (une vallée de 17 km de long sur 3 de large délimitée à l'est par le massif de la Sabána, repère naturel omniprésent dans la ville) est un obstacle à l'étalement spatial. Soumis à des risques souvent très importants (en attestent les terribles glissements de terrain du 15 décembre 1999 qui firent près de 50.000 morts), ces quartiers d'invasion sont très différemment consolidés selon leur âge, les plus récents étant généralement les plus éloignés de la vallée centrale. Cet éloignement crée des faits de contiguïté spatiale entre les quartiers aisés et de classes moyennes d'une part et les quartiers populaires et pauvres de l'autre.

La dynamique métropolitaine de Caracas a été sous les effets d'une profonde crise économique et politique dans les dernières années. Celle-ci s'est traduit par la diminution considérable d'investissement public dans des infrastructures, services et logements, ainsi que par une grande instabilité gouvernementale. Ces facteurs ont encouragé la production informelle des logements des classes populaires qui n'ont pas d'autre option pour avoir accès aux lotissements dans les périphéries urbaines. Il s'agit alors de bâtir les logements, dans la majorité des cas, sans compter avec les permis municipaux et dans l'absence de zoning correspondant pour cet usage. Cette occupation résidentielle a lieu, en particulier, dans les rives ou la proximité des voies d'importance, ce qui offre la garantie d'accès et des services à l'avenir. Les effets de cette dynamique s'aperçoivent dans les axes routiers du sud de Caracas qui se croisent dans une géographie de montagne et de bois. Cela a facilité l'occupation des versants, des côtes et des plateaux dans les interstices qui entourent cette infrastructure routière.

A Caracas, l'équipe a travaillé le processus d'homogénéisation/ hétérogénéisation résidentielle à partir du critère socio-économique et de sa déclinaison sécuritaire, dominant dans la question de l'actuel processus de segmentation urbaine de la métropole. Les terrains sont tous situés dans la périphérie de l'agglomération ; mais alors que le *barrio* Unión de Petare, sur les collines de l'est de l'agglomération, est relativement bien relié au centre (tout comme le *barrio* 18 del Valle, au sud), les autres secteurs choisis (Monteclaro et La Pomarosa - proches l'un de l'autre et situés dans le municipe de Guaicaipuro de la zone sud de la capitale, et le *barrio* Vista Hermosa, dans l'est de l'agglomération), sont beaucoup plus éloignés de celui-ci. Ils appartiennent néanmoins à deux axes d'urbanisation actuels majeurs de l'aire métropolitaine. Les zones d'urbanisation populaire retenues, ont -ce qui n'est pas indifférent à leur localisation-, un âge et un degré de consolidation fort différent, dont on suppose qu'ils induisent un rapport différent à l'habiter : 60 ans pour le plus ancien, le *barrio* Unión, seulement 3 ans pour le quartier d'invasion le plus récent de la Pomarosa. Les 4 *barrios* étudiés sont mis en regard de l'ensemble résidentiel sécurisé de Monteclaro (proche de la zone d'invasion de La Pomarosa).

Rio de Janeiro

L'histoire de l'évolution de l'espace urbain de Rio de Janeiro est celle de la constitution de deux villes opposées. La division sociale et fonctionnelle de son espace urbain reste un des traits les plus marquants de l'agglomération *carioca*. D'un côté, la *casa grande*, la ville des "maîtres" ; de l'autre côté, les *mocambos*, *ocas* et *senzalas*, la ville des pauvres, souvent noirs et métis, les descendants des esclaves et des populations amérindiennes. Le paysage naturel de la *Guanabara* – profusion de forêts tropicales, multitude de mornes abrupts, de massifs et de cordons littoraux ceinturant l'entrée de la baie - qui a jadis offert l'abri protecteur au port de Rio, fonctionne depuis toujours comme un élément diviseur de la ville. Le relief du site de Rio, assez accidenté, définit le développement de la ville dont l'expansion se fait entre mer et mornes. De ce fait, Rio de Janeiro est marquée par l'omniprésence de la nature (près de 40% de son territoire), et l'urbanisation semble plutôt épouser le site que s'imposer à lui. Au cœur de la ville, le Massif de la Tijuca définit un axe Est-Ouest qui la divise en deux territoires socio-économiques très différents: la Zone Sud, vitrine de la ville au bord de la mer, et l'intérieur des terres vers le Nord, industriel et populaire. Les difficultés de communication entre le littoral et l'intérieur des terres ont été surmontées par le percement de tunnels et la construction de viaducs. Cependant les divisions sociales, marquées, persistent, et les favelas perchées sur les nombreux mornes au cœur des quartiers riches ne sont que l'expression des inégalités persistantes.

Comme la ville, la géographie sociale de Rio est partagée par deux traits opposés. D'une part, une forte tendance à l'homogénéisation sociale oppose deux pôles spatiaux: le centre et la périphérie. Autour du noyau central, composé par les zones côtières, se trouvent les couches supérieures de la population, en raison de la concentration d'équipements et services urbains et de la présence des aménités naturelles dues au site. Les catégories supérieures de la structure sociale habitent la Zone Sud (de Botafogo à São Conrado), la *Barra da Tijuca* et les proches quartiers de la Zone Nord. A partir du noyau central, les distances sociales s'associent à la distance physique selon un gradient décroissant en direction de la périphérie à l'intérieur des terres. D'autre part, deux situations d'hétérogénéisation sociale marquent la rupture avec cette logique bipolaire d'opposition socio-spatiale. La première concerne la présence des segments des classes moyenne et moyenne-supérieure dans la Zone Ouest de la ville, dans les quartiers de Campo Grande et Santa Cruz, par exemple. La deuxième concerne la présence des *favelas* dans les quartiers aisés des zones centrales et de la zone sud. La combinaison entre une grande distance sociale et une extrême proximité physique est sans doute ce qui caractérise le plus la structuration socio-spatiale de la ville de Rio.

Si les couches sociales supérieures de la population restent concentrées dans les quartiers qui longent la côte au sud (chefs d'entreprise, dirigeants des secteurs publics et privés, professionnels libéraux et cadres supérieurs dont la part est 5 à 7 fois supérieure à celle observée dans l'ensemble de la région métropolitaine), ainsi que dans une partie de la zone nord, et si leur poids y augmente proportionnellement, les noyaux d'habitations populaires y sont nombreux et ne démontrent aucun signe d'affaiblissement. Entre les deux recensements de 1991 et 2000, alors que le taux de croissance de la ville de Rio de Janeiro ne s'est accru que de 0,38% par an, celui des groupes de population vivant en-dessous du seuil de la pauvreté (les favelas pour l'IBGE) a atteint 2,4% par an⁶.

L'étude a porté sur cinq ensembles résidentiels sécurisés et trois favelas afin d'étudier les rapports entre proximité spatiale et distance sociale à travers la thématique suivante: de quelle manière la violence urbaine dans des situations d'homogénéisation résidentielle distinctes, impliquant souvent une grande proximité spatiale, a-t-elle recomposé les modes d'habiter, en particulier les usages de l'espace urbain et les pratiques de mobilité des habitants? Ont été ainsi sélectionnés quatre "condominios verticaux" (tours en hauteur avec des équipements collectifs) qui représentent des typologies différenciées. L'un d'entre eux, São Conrado Village, jouxte la favela la plus célèbre et la plus étudiée de Rio de Janeiro, Rocinha, sur laquelle a aussi, de fait, porté l'étude. Un autre (Novo Leblon), socialement plus mixte, propose de l'habitat à la fois collectif et individuel. Le troisième "condominio, vertical", de construction récente et de très grand standing, est plus luxueux. Enfin, le dernier cas de *condominio* étudié, Greenwood Park, un "condominio horizontal" (composé uniquement de maisons individuelles), est un lotissement qui s'est progressivement fermé. Le choix de Praia da Rosa et Sapucaia, deux petites favelas en cours d'urbanisation, est dû au travail mené depuis plus de dix ans par l'équipe de Fatima Gomes qui dispose d'un vaste corpus de données sur ces quartiers. Apocalypse et Monte Sinai constituent des cas d'invasions plus récentes, plus précaires, encore dépourvues d'infrastructures (eau, électricité, égout).

Buenos Aires

La métropole de Buenos Aires qui rassemble aujourd'hui presque 12 millions d'habitants et s'étend sur 3.800 km² dans un espace plan, celui de la *pampa* argentine, est une agglomération juridiquement divisée entre la ville autonome de Buenos Aires et les 24 municipalités de banlieues sous tutelle de la province du même nom. Cette division politico-administrative constitue une discontinuité radicale entre la capitale, grande comme une fois et demi Paris, qui regroupe 3 millions d'habitants, et les immenses banlieues pavillonnaires, à cheval sur deux couronnes.

Longtemps, Buenos Aires est apparue comme une exception en Amérique latine. En effet, cette ville de classes moyennes formées d'enfants d'immigrants, entraînées dans un processus fort d'ascension sociale et d'intégration citoyenne pendant plus d'un demi-siècle, a été plus égalitaire que toutes les autres sur le continent. La grille étatique (*la cuadrícula*) permet à Buenos Aires de s'étendre à l'infini, constituant une matrice dans laquelle s'est inscrite l'expansion urbaine ; elle discipline *l'urban-sprawl*, lorsque dans les années trente, l'urbanisation enjambe le boulevard de ceinture et que s'étendent les lotissements populaires qui constituent l'habitat majoritaire de la banlieue. Les caractéristiques de l'urbanisation ont permis la formation d'une large classe de propriétaires, dans la capitale comme dans les banlieues et ont donné à la ville une grande "homogénéité dans l'hétérogénéité". Certes, l'existence dans la capitale de logements en courées (*conventillos*) dans le sud de la ville, de bidonvilles (*villas miseria*) dans les bas fonds inondables du Riachuelo et du río Reconquista, d'immenses zones de la périphérie sans infrastructures (électricité, eau et assainissement) montrait les limites de ce modèle pyramidal, du centre vers les quartiers, qui allait en se dégradant, au fur à mesure que l'on s'éloignait du centre ou encore des voies de communication qui guidaient l'extension en doigts de gant. Mais jusque dans les années 70, l'aspiration à franchir les frontières dans la ville et la société était là, présente, rendue possible par toute une série de politiques implicites, de logiques sociales et culturelles, aspiration qui s'est incarnée dans la *casa propia*.

Or ce modèle a été mis à mal par les changements économiques, urbanistiques, sociaux dès la fin des années 70, en consonance avec la mondialisation, mais de greffant aussi sur des processus endogènes comme la dictature, le chômage et la crise de la fin de l'année 2001. La montée de la pauvreté (en 2002, au plus fort de la crise, presque la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté), l'appauvrissement d'une large partie des classes moyennes, l'enrichissement d'un petit nombre, ont marqué les années 90. Les vieilles oppositions se durcissent entre la ville-centre, « une île du premier monde », et les banlieues dévastées par le chômage, entre la première et la deuxième couronne, entre le nord et le sud de la ville. Mais dans la capitale même, les quartiers de petites classes moyennes, de part et d'autre de l'avenue Rivadavia, se dégradent très sensiblement, tandis se multiplient les squats (environ 150.000 personnes) dans les quartiers centraux en déprise, et que, dans le sud de la ville, les *villas miseria* dont les populations avaient été "déportées" dans les banlieues lointaines durant la dernière dictature (1976-1983) se repeuplent. Les données du dernier recensement de 2001 montrent leur densification.

⁶ Censo Demográfico 2000. IBGE: Agregados de Setores da Sinopse Preliminar.

Les bidonvilles, qui ont une histoire datant du début des années 40 et dont certains se sont consolidés, ont longtemps représenté une forme marginale d'habitat, en comparaison avec d'autres grandes villes d'Amérique latine. Ils abritent, dans une forte proportion, aujourd'hui, des immigrants des pays limitrophes.

Comme c'est sur Buenos Aires que travaillaient le plus de membres de l'équipe, trois types de terrains représentant différentes situations d'homogénéisation résidentielle, par le "sécuritaire", l'ethno-culturel et la pauvreté, mais aussi en fonction de la localisation des ensembles résidentiels ("centrale"/ "périphérique") ont été ciblés, à un moment où la crise argentine affectait l'ensemble de la société: la "cité" populaire de Ciudad Evita à la Matanza ; un quartier marqué par une forte présence bolivienne, l'un dans la capitale autonome, Charrúa ; et enfin plusieurs zones où se concentrent, à des degrés divers, des ensembles résidentiels sécurisés, dans le nord (Nordelta, un ensemble de grande taille, situé à l'embouchure du delta du Tigre), dans le nord-ouest (Pilar, la municipalité emblématique du développement des *countries* et *barrios cerrados* argentins) et dans l'ouest de l'aire métropolitaine (Ezeiza où se trouvent des ensembles plus modestes).

Les pays limitrophes, en particulier la Bolivie puis le Paraguay, fournissent une importante main-d'œuvre. Les Boliviens de Buenos Aires ont cependant une présence assez dispersée sur le territoire. Les logiques d'installation des individus, des ménages ou des familles boliviennes qui se perpétuent selon les logiques du *compadrazgo*, ne génèrent pourtant pas de très fortes concentrations: près de 2000 habitants à Charrúa, pourtant considéré comme "le" quartier bolivien et dont seulement 60 à 80% de la population est d'origine bolivienne, etc. Comme le fait remarquer G. Cortès (2001: 127), « Le regroupement, s'il existe, [...] semble relever beaucoup plus d'une micro-segmentation de la ville qui rend difficile le repérage d'un marquage ethnique lié aux situations résidentielles. Ce phénomène se traduit par un sentiment très marqué de dispersion, d'éparpillement –voire de dilution spatiale ». Il n'y a donc pas, à proprement parler, de quartier "ethnique", même s'il peut résulter d'une construction politique, comme nous allons le voir, il y a seulement des regroupements qui dessinent des concentrations plus ou moins fortes mais faiblement marquées ethno-culturellement. Les principales concentrations coïncident d'ailleurs avec les « territoires de la pauvreté » de Buenos Aires (Prévôt-Schapira, 2000).

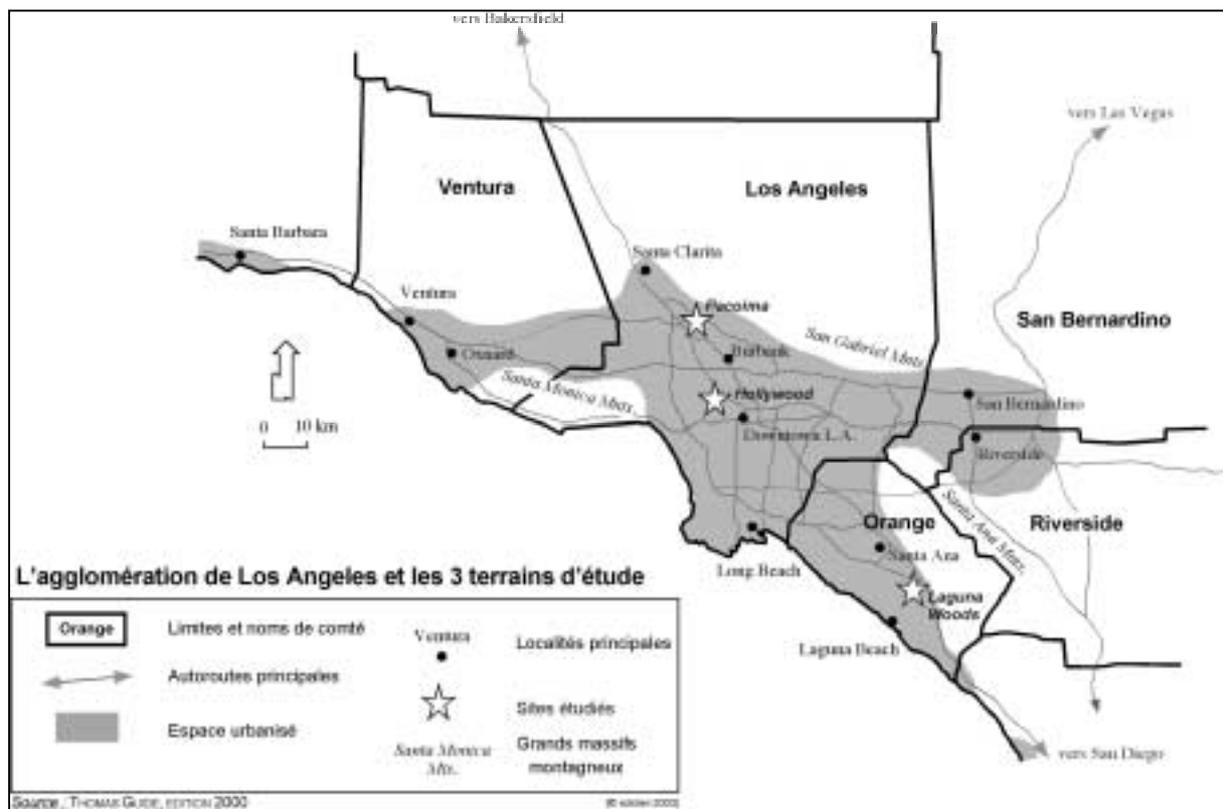
Chapitre 2 : Terrains⁷

Les cas retenus recouvrent une diversité de situations en termes d'homogénéisation/ hétérogénéisation (degrés, critères), de la position centrale, intermédiaire ou périphérique de l'ensemble résidentiel (distance-temps par rapport aux lieux centraux de l'agglomération), du degré d'ancienneté de l'urbanisation, de fermeture de l'habitat (ensembles résidentiels sécurisés *ex-nihilo* en habitat individuel ou collectif, quartiers et grands ensembles fermés *ex-post*, etc.), des typologies résidentielles. L'hypothèse de départ était, rappelons-le, que ces facteurs déterminent un rapport différent de l'habiter à l'urbain.

A la fin de ce chapitre, figure un tableau synthétique résumant les principales caractéristiques des terrains retenus (Tableau n°1).

Los Angeles

Carte n°1 : Localisation des trois terrains d'étude dans l'agglomération de Los Angeles



Hollywood

Hollywood a d'abord été un espace agricole, incorporé en 1903 sous l'influence de Horace W. Wilcox (un prohibitionniste arrivé du Kansas). Avec une population de près de 4000 habitants, Hollywood avait été annexée à la Ville de Los Angeles en 1910 afin de régler le problème de l'accès à l'eau (contrôlée par la Ville de L.A.). L'industrie cinématographique s'était installée à Hollywood dès le 19^e siècle, en grande partie à cause de la proximité de la frontière mexicaine, ce qui permettait une évasion rapide en cas de poursuites judiciaires (pour des questions de brevets) entreprises par la Thomas Edison's Kinetoscope Company qui contrôlait alors la production d'équipement cinématographique à partir de New York (Soja 2000: 128). En 1939, plus de 21.500 personnes étaient à l'emploi de l'industrie cinématographique, alors que ce total n'atteignait que 3000 en 1912 (Abu-Lughod 1999: 154). Malgré ce succès économique, les artistes du cinéma n'étaient pas appréciés des autres résidents qui les jugeaient trop vagabonds et immoraux. Pourtant, avec le temps, leur influence économique et politique à Hollywood s'est bien ancrée. Depuis les années 1930, Hollywood est l'un des châteaux forts Démocrates. Aujourd'hui, Hollywood est une « communauté » très diversifiée, incluant bien sûr les affluents *Hollywood Hills* et les attractions touristiques, mais aussi les *flatlands*, qui reçoivent une très grande partie des

⁷ Ont participé à la rédaction : J.-A. Boudreau, S. Didier, C. Hancock (Los Angeles), A. Giglia, B. Sabatier (Mexico), G. Capron, C. X. Lopez (Bogotá), V. Baby-Collin, P. J. García Sánchez (Caracas), C. Reginensi (Rio), A. Gauvin, M. Lacarrieu, M.-F. Prévôt-Schapira, G. Thuillier (Buenos Aires).

nouveaux immigrants à Los Angeles. Les *flatlands* sont souvent considérés comme un espace transitoire, où les immigrants s'installent temporairement, le temps d'épargner assez d'argent pour déménager dans un « meilleur » quartier (entretien avec un leader de Hollywood VOTE, le 13 mars 2001). Contrairement à la San Fernando Valley et le Harbor, Hollywood n'a pas connu de soubresauts sécessionnistes par le passé. Pourtant, le référendum du 5 novembre 2002 a porté sur la demande d'autonomisation politique d'Hollywood.

Hollywood contient plus de 11.500 entreprises employant plus de 125.000 personnes, la plupart étant dans les secteurs des services et du commerce au détail. Le revenu familial moyen est de 67 600\$ (Hollywood Chamber of Commerce 2002). Environ 80% des 183.713 résidents sont locataires dans ce territoire de 24 km² (soit 3% du territoire actuel de la Ville de Los Angeles). Hollywood est situé tout près du *downtown* de Los Angeles.⁸ La ville proposée aurait une frontière commune avec la San Fernando Valley, la Ville de West Hollywood (incorporée en 1984) et le reste serait enclavé dans la ville de Los Angeles.

La vallée de San Fernando et Pacoima

Le 5 novembre 2002, les électeurs de la municipalité de Los Angeles ont été appelés à se prononcer par référendum sur la volonté de sécession de deux secteurs du territoire municipal : Hollywood et la San Fernando Valley, au nord-ouest de la municipalité, qui ne regroupe pas moins de 45% de la superficie de la municipalité et 36% de la population totale de la ville (1,35 millions sur 3,7 millions au total).

Carte 2 :



⁸ Le terme *downtown* renvoie au centre civique et financier de Los Angeles.

Pacoima fait partie des quartiers d'immigration latina de la Vallée de San Fernando que la presse a « découverts » et fait connaître progressivement au cours de 2001 et 2002 dans le cadre de la campagne d'autonomisation politique de la Vallée de San Fernando. L'étendue de ce que certains auteurs appellent maintenant le « mega-barrio » hispanique de East Los Angeles détourne parfois l'attention de secteurs à dominante hispanique qui se trouvent enclavés dans d'autres parties de l'agglomération. Pacoima est un quartier à l'échelle de l'agglomération géante qu'est Los Angeles. Situé dans la vallée de San Fernando, Pacoima est un exemple de quartier où vit une population d'immigrants hispaniques souvent très pauvres et mal intégrés. Pacoima n'est pas (ou plus) un secteur à forte dominante anglo (*Nuevo rostro del Valle de San Fernando, La Opinión*, 15 février 2002 : selon l'étude citée, 45% de la population serait « anglo », 37,8% hispanique, 9,3% asiatique et 3,6% afro-américaine). Les estimations concernant le pourcentage d'Hispaniques varient entre 70% et 80% de la population (selon que la population prise en compte est la population officielle ou la population « réelle »), ce qui fait de Pacoima le secteur de plus forte concentration de population hispanique de la Vallée devant Sun Valley (68%), Sylmar (63%) et Panorama City (59%). 30% de la population au-dessous du seuil de pauvreté (*La Opinión*, 3 juillet 2001), le taux de chômage de 8,5% y est un des plus élevés du comté de Los Angeles et près d'un cinquième de la population aurait des revenus inférieurs à 15 000 \$/an (chiffres cités par Irene Tovar, directrice du Programme *Head Start* de Pacoima, dans *La Opinión*, 23 mars 2001). Pacoima est un ensemble vaste, plus ou moins un quadrilatère d'environ 6 km de côté (donc une superficie approximative d'environ 35 km² pris entre la *freeway* 5 au sud-ouest et la 210 au nord-est (cf. carte n°2).

Leisure World- Laguna Hills

Leisure World/Laguna Woods est localisé à environ une cinquantaine de kilomètres de Downtown L.A dans le sud du comté d'Orange, qui connaît un processus d'urbanisation intense depuis les années soixante-dix, bénéficiant du vieillissement des banlieues plus anciennes du Nord du comté.

Le Comté d'Orange qui compte aujourd'hui près de 3 millions d'habitants, forme la « banlieue » sud-est de Los Angeles, globalement aisée et industrialisée autour de la haute-technologie. Ce comté s'est rendu célèbre à partir du début des années quatre-vingt-dix pour ses concentrations d'ensembles résidentiels sécurisés, formes très commentées à la fois dans le discours journalistique et scientifique (cf. Blakely & Snyder 1997, Dear & Flusty 1998). L'ensemble résidentiel de Leisure World-Laguna Hills est lui-même inclus dans la municipalité de Laguna Woods, laquelle s'étend sur environ 830 hectares de terrain frontaliers des municipalités d'Irvine, Laguna Hills, Laguna Beach et Aliso Viejo. Leisure World est un produit immobilier relativement ancien : lancée en tant qu'ensemble résidentiel planifié (*master planned community*) et sécurisé par le promoteur Ross Cortese en 1963, Leisure World-Laguna Hills est non seulement un ensemble résidentiel sécurisé, mais il est aussi réservé aux plus de 55 ans. Il s'apparente à l'expérience similaire (et historiquement contemporaine) de Sun City dont le prototype fut élaboré dans la périphérie de Phoenix (sur Sun City, cf. Findlay, 1992). L'homogénéité des résidents se traduit d'abord par leurs caractéristiques démographiques très particulières. D'après les chiffres de PCM, si Leisure World, d'une capacité de 16.000 unités de logements (contre 530 lors de son ouverture dans les années 60), comptait en novembre 2000 18 051 habitants, leur âge moyen était de 77 ans⁹. La pyramide des âges pour Laguna Woods dans son ensemble (d'après le recensement 2000) montre deux anomalies remarquables par rapport aux villes voisines, une absence quasi-totale des moins de 55 ans et une surreprésentation des plus de 80 ans. Particularité supplémentaire liée à l'espérance de vie, le déséquilibre homme/femme est assez spectaculaire : sur les 18 051 habitants de Leisure World, on compte 64,2% de femmes et seulement 35,8% d'hommes. La forte homogénéité liée à l'âge est encore renforcée par l'homogénéité raciale des résidents, même si celle-ci n'individualise pas Leisure World par rapport à son voisinage immédiat : Leisure World/Laguna Woods appartient au comté d'Orange « blanc ». Ainsi, 99,2% des résidents recensés en 2000 à Laguna Woods ont déclaré appartenir à une seule race, la distribution finale montrant une écrasante majorité de Blancs non hispaniques (96,1%, avec seulement 2,1 % de personnes se déclarant hispaniques quelle que soit leur race). Le territoire étant désormais urbanisé dans sa totalité, les nouveaux résidents accèdent à la propriété dans l'ancien seulement.

Leisure World-Laguna Hills a obtenu en 1999 son indépendance politique en vertu de la procédure de l'incorporation : l'ensemble résidentiel sécurisé est désormais inclus dans la ville de Laguna Woods qui n'est pas beaucoup plus étendue (un seul ensemble résidentiel est « hors des murs », ainsi que quelques espaces de commerce le long de la route principale).

⁹ Pour Leisure World, on a retenu ici les chiffres fournis par PCM (2000), et pour Laguna Woods, le recensement 2000 de population, malgré de sérieux problèmes de recoupement.

Mexico

Les "grands ensembles" fermés, Villa Panamericana et Villa Olimpica

Officiellement nommé «Pedregal de Carrasco», cet ensemble est largement connu comme *Villa Panamericana* en référence aux Jeux panaméricains dont il a hébergé les participants en 1975. Il s'agit de l'un des plus grands dans la ville aujourd'hui. Sur une superficie de 2 km² qui s'étendent principalement entre le grand axe du périphérique sud et celui secondaire de l'avenue del Imán, il compte en effet 15.000 habitants, dans l'ensemble de condition plutôt modeste. Déjà sans personnel de surveillance, sa fermeture au moyen de grillages et de barrières est largement incomplète, ce qui en fait un ensemble aux espaces communs difficiles à entretenir, parce que visité notamment par des groupes de jeunes, et aux dires des résidents par des drogués et des auteurs de vols. L'ensemble nommé *Villa Olimpica* a été construit pour héberger les athlètes des Jeux Olympiques de 1968. Il s'agit d'un grand ensemble semblable à celui de la Villa Panamericana mais beaucoup mieux conservé. Les appartements sont plus grands et d'un meilleur standing (chambre de bonne intégrée au département; deux ascenseurs pour chaque édifice; une exposition qui évite le bruit entre un département et l'autre). Les espaces communs sont assez verts et bien aménagés, avec beaucoup d'espace pour les enfants qui jouent mais aussi pour les voitures garées. Dans l'ensemble, Villa Olimpica possède une certaine qualité urbaine, même si les logements ont connu une certaine dégradation.

Les "fraccionamientos" du Camino a Santa Teresa et de la Zone écologique de Tlalpuente

Le *Camino a Santa Teresa*, lotissement fermé très proche de Villa Olímpica, se compose de 22 maisons identiques d'environ 200 m² sur un terrain qui jouxte le Bois de Tlalpan. Dans les années 1970, quand le secteur était occupé par le vaste bois de l'Ajusco, ses premiers habitants ont été des couples jeunes avec enfants en bas âge appartenant aux classes moyennes supérieures, alors que, maintenant, ce secteur est largement urbanisé avec une très forte dominante résidentielle et la population vieillissante. Une administration privée a pris en charge la gestion de l'ensemble après une tentative d'autogestion qui s'est soldée par des conflits de voisinage. Si les dispositifs de sécurité (grilles et portillons) y sont toujours effectifs, le personnel est absent, mis à part un gardien gérant l'entrée et les espaces communs. Le thème de l'insécurité inquiète particulièrement les résidents, au point que certains d'eux, en particulier ceux parmi les plus âgés, confient leur peur de sortir dans l'espace public.

La *Zone Spéciale de Développement Ecologique Contrôlé (ZEDEC) de Tlalpuente*, située dans le sud de l'arrondissement de Tlalpan, représente 160 hectares qui font partie du Bois de l'Ajusco, attenant à l'ancienne route de Cuernavaca. La ZEDEC a été mise en place par les riverains aisés de Tlalpuente pour protéger cette zone naturelle boisée. Les densités sont très faibles, puisque 161 maisons, dont plusieurs ne sont pas habitées, regroupent une population d'environ 400 personnes. Cet ensemble protégé s'est constitué à partir de l'initiative écologiste d'un regroupement d'individus appartenant à la classe moyenne supérieure, qui racheta aux habitants du *pueblo* voisin de San Andrés les terres qu'il géraient traditionnellement en régime communautaire. De vastes terrains entre 5000 et 10.000 m² accueillirent des maisons qui offraient un cadre proche de la nature, tout en étant relativement proches de la ville. Aujourd'hui, les relations entre les habitants du *pueblo* et ceux de la zone écologique de Tlalpuente, qui appartiennent aux couches aisées de la société mexicaine, sont difficiles, car ces derniers ont de ce fait privatisé une partie boisée où les premiers ne peuvent plus exercer leurs droits communautaires.

Les deux "super manzanas" de Coapa

Le phénomène de fermeture des voies résidentielles étant massif dans toute la zone de Coapa, notamment autour des avenues du canal de Miramontes, d'Acoxa et del Hueso, il s'agissait d'y réaliser des enquêtes de terrain pour comprendre quel(s) rôle(s) joue ce type de fermeture résidentielle. Ce sont deux lotissements couvrant entièrement de vastes pâtés de maison ("super manzanas"), nommés par leurs numéros (4 et 5) et habités respectivement par environ 1.200 et 4.500 personnes appartenant à la classe moyenne plutôt modeste, qui ont été étudiés. Ils sont implantés dans un environnement en cours de densification, où la circulation tend à s'intensifier. Les maisons représentent pour leurs habitants un aboutissement de leur stratégie résidentielle.

Les centres commerciaux de Galerías Coapa et de Plaza Loreto

Situé dans la zone de Coapa au carrefour stratégique de l'avenue du canal de Miramontes et de la calzada del Hueso, *Galerías Coapa*, centre commercial de type *mall* (un bloc imposant et hermétique à l'aménagement intérieur sur trois niveaux), a une offre commerciale assez standard, avec deux grands magasins comme locomotives (Liverpool et Sears), environ 200 boutiques, et une offre en loisirs et culture modeste en quantité comme en qualité, qui juxtapose au multiplexe des animations musicales de fin de semaine. Néanmoins les visiteurs y viennent surtout pour se promener, passer le temps, se retrouver autour d'un repas ou d'une séance de cinéma, plutôt que pour réaliser des achats dans les magasins et boutiques. Ces pratiques sont celles de classes moyennes diverses, des plus modestes à celles un peu aisées.

Issu de la reconversion d'une papeterie datant du XIX^e siècle, *Plaza Loreto* affiche une originalité qui ne vient pas que de son bâti ouvert, au style colonial anglais, mais également de son offre commerciale, qui est aussi largement récréative et culturelle. Sa localisation non stratégique bien qu'avantageuse, sa qualité architecturale, l'absence de locomotive (grand magasin), le positionnement commercial marginal de plusieurs de ses boutiques, son offre récréative spontanée du fait de l'ambiance du lieu en lui-même, sa programmation culturelle riche et variée, tous ces éléments en ont fait un lieu destiné aux classes supérieures, mais qui est en pratique fréquenté par un large public allant des classes moyennes aux classes très aisées.

Bogotá

Les quartiers centraux de la Perseverancia- La Macarena- Bosque Izquierdo

Tandis que la gentrification actuelle des quartiers nord de Bogotá¹⁰ est surtout le fait de cadres supérieurs, des professions libérales, et sont plus clairement liées aux dynamiques du marché foncier et immobilier, celle de la Macarena résulte de l'occupation des quartiers péricentraux par des artistes, des intellectuels, des étudiants, qui ont choisi et choisissent encore de résider là en raison de la proximité du centre. Le processus de gentrification résidentielle et commerciale, mais aussi de densification ponctuelle de la zone, est resté largement inachevé. Le terrain choisi est constitué de trois quartiers de Bogota (Bosque Izquierdo, La Macarena, La Perseverancia) présentant une contiguïté spatiale et une forte hétérogénéité entre eux. Ils sont situés dans le centre élargi, au-delà de la avenida 21 qui constitue une barrière urbaine forte entre des quartiers du centre restreint, dévalorisés et populaires, d'usage mixte (commerce, résidence, universités), et l'un des premiers quartiers d'affaires de Bogota, limitrophe des trois quartiers considérés. Bosque Izquierdo est un quartier inspiré de l'urbanisme des cités-jardins de H. Ebenezer, construit dans les années 20 ; la Macarena est un quartier de la "bohème", partiellement gentrifié dans les années 70-80 ; la Perseverancia est un quartier ouvrier traditionnel du début du siècle et fortement connoté par son activisme politique et par l'ancrage de la contestation sociale. La Perseverancia est le quartier le plus homogène, de strate 2¹¹. Une partie de la population y connaît de sérieuses difficultés économiques (drogue, chômage, faiblesse des revenus, entassement). Par comparaison, la taille des lots initiaux était de 125 m² à Bosque Izquierdo contre 32 m² à la Perseverancia. La Macarena est sans doute le quartier le plus "mixte", tandis que Bosque Izquierdo, dont les vastes demeures ont été abandonnées par les riches familles qui ont fui vers le nord, connaît des processus partiels de dévalorisation de son bâti. Ainsi, tandis que la population décline dans les deux premiers quartiers, elle a légèrement augmenté à Bosque Izquierdo. Le bâti et le tissu urbain de chaque quartier, au départ, semble-t-il assez homogènes, et très différenciés d'un quartier à l'autre se sont diversifiés au cours des années: à travers les processus de gentrification à la Macarena, les processus relatifs de déqualification du bâti de certaines zones de Bosque Izquierdo, les processus de consolidation partiels et différentiels de la Perseverancia.

La zone périphérique du Parc Entre Nubes

Le parc écologique métropolitain est localisé dans les arrondissements pauvres du sud de Bogotá, sur des terrains en majorité privés. Il a été lancé à l'initiative des habitants riverains en 1988. Le parc, qui s'étend sur plusieurs arrondissements de la ville de Bogotá (Usme, San Cristobal, Rafael Uribe où vivent 700.000 habitants au total), a été eu une première existence légale en 1997. Depuis 2000, il est inscrit dans le Plan d'Aménagement du Territoire de la Ville (POT) avec 623 hectares. A côté du Parc, la localité d'Usme présente une plus grande densité de population que les localités de San Cristobal et Rafael Uribe Uribe. On estime à environ 150.000 les personnes qui vivent là. A Usme, la forte demande de logements de la part de migrants ruraux, notamment de "déplacés", accélère les urbanisations pirates, qui font pression sur les terrains du futur parc. Ces quartiers sont généralement catalogués comme marginaux et résultent de l'urbanisation informelle. Ils font l'objet d'un programme municipal de "démarginalisation". La population appartient aux strates 1 et 2 de la stratification économique définie par le DAPD et une majeure partie d'entre elle vit en-dessous du seuil de la pauvreté (NBI) et même dans des conditions de misère. La majeure partie de la population de ces localités est très jeune. et composée de femmes.

¹⁰ Les quartiers qui ont été étudiés par F. Dureau et son équipe dans la deuxième moitié des années 90 sont ceux de l'arrondissement de Chapinero, autour de la rue 72 (los Rosales, etc.), soit nettement plus au nord que la zone étudiée ici, qui s'étend entre les rues 26 et 33.

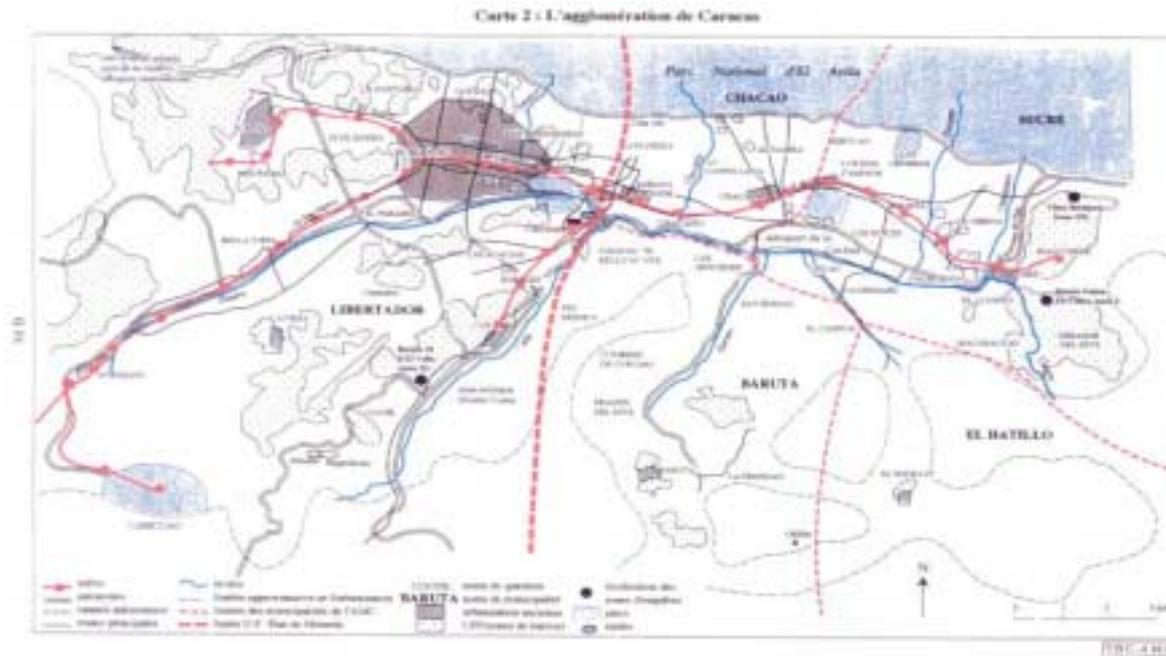
¹¹ En Colombie, il existe une stratification socio-économique, établie par le DAPD à partir d'un relevé de terrain. La première a été établie en 1981, mais avec une méthodologie propre à chaque municipalité. En 1996, les critères ont été unifiés à l'échelon national. La stratification est en principe actualisée tous les 5 ans. Elle sert de base à la taxation des services. La méthodologie s'appuie sur une grille d'observation très précise du bâti, duquel est inféré le statut social des résidents, ce qui n'est pas d'une entière fiabilité. La classification va de un à six (un: le plus pauvre; six, le plus riche). C'est dire si cette classification est intégrée socialement : les individus se classent eux-mêmes en fonction d'elle.

Caracas

Les barrios : barrios Union de Petare, de la calle 18 del Valle, Vista Hermosa

Le tableau comparatif de la présentation de ces trois quartiers¹² (cf. carte n°3 ci-dessous) permet d'insister sur certaines différences, en termes de processus d'homogénéisation résidentielle, qui vont au-delà, dans des ensembles de taille voisine (une dizaine d'hectares pour quelques milliers de résidents –2000 à 5000 par zone), de leurs principales caractéristiques communes, que l'on peut regrouper dans leur situation relativement périphérique, l'illégalité de leur constitution (il s'agit de quartiers essentiellement issus d'invasions de terrains publics), et le niveau socio-économique inférieur de leur population (quartiers populaires globalement pauvres).

Carte 3 :



En effet, si le critère d'homogénéité commun essentiel à ces espaces relève bien d'une dimension socio-économique, le *barrio Union* (zone 1), en raison de son ancienneté (60 ans d'existence) et de la force de sa consolidation (on y trouve des édifices autoconstruits dépassant 5 niveaux de construction, par exemple), semble affecté par un relatif processus d'hétérogénéisation de son peuplement, en raison notamment des conséquences de la coexistence d'anciens propriétaires vénézuéliens aux situations économiques inégales, et de locataires récents, souvent étrangers, et aux situations économiques beaucoup plus instables et précaires.

Dans la zone 2 (*barrio 18 del Valle*), bien que l'existence du quartier soit ancienne, la faiblesse de sa consolidation, liée aussi aux difficultés de son organisation collective, contribuent à maintenir une certaine homogénéité du peuplement principalement fondée sur la maigreur des ressources économiques des habitants.

Dans la zone 3 (*barrio Vista Hermosa*), la plus éloignée du centre de Caracas, et aussi la plus récemment envahie (fin des années 1970), comme dans le quartier précédent et au contraire du premier, la faiblesse du degré de consolidation est un frein à une éventuelle hétérogénéisation du peuplement ; mais ici, le critère socio-économique de l'homogénéité est très largement doublé d'une spécificité culturelle aux conséquences fortes sur le sens de la communauté locale, puisque l'essentiel de la population est composé de Colombiens ; ceux-ci constituent la minorité étrangère la plus importante du Venezuela ; massivement arrivés à Caracas dans les années 1970, ils ont eu tendance à se regrouper spatialement (mais ce processus est observable pour d'autres minorités étrangères présentes dans la capitale vénézuélienne).

L'intérêt de la mise en regard de ces différents ensembles résidentiels est ainsi de pouvoir confronter ce qui, dans la construction des modes d'habiter et du sens donné au quartier ou à la notion de communauté, relève d'un processus commun aux situations d'homogénéité résidentielle des quartiers identifiés comme populaires, et où le

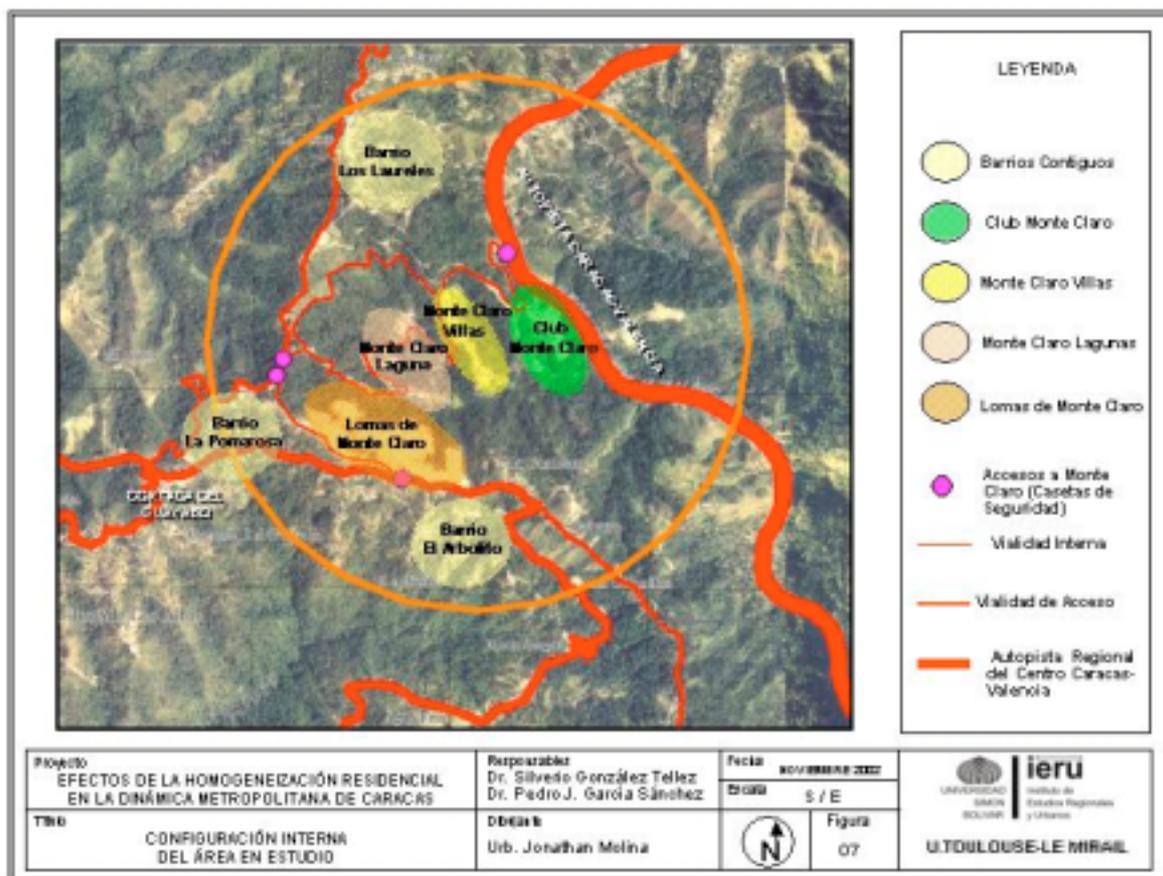
¹² Les terrains de l'étude réalisée par V. Baby-Collin en 1996/97 sont constitués de 3 *barrios* (Unión de Petare, *barrio* de la calle 18 de El Valle, *barrio Vista Hermosa*). Le *barrio* Union de Petare a fait l'objet d'un second travail de terrain complémentaire à l'été 2002. Pour plus de détails (caractéristiques, cartes, photographies) sur la présentation des quartiers, cf. Baby-Collin, 2000, pp.92-100.

regroupement est souvent a priori considéré comme subi plus que souhaité (ce qui, nous le verrons dans les chapitres suivants, est à fortement nuancer), de ce qui relève de logiques plus fines répondant à des spécificités locales propres.

La zone d'urbanisation récente de Monte Claro et de la Pomarosa

L'urbanisation de la zone de Monte Claro et la Pomarosa (cf. carte n°4 ci-dessous) a commencé au début des années 80 autour d'un club avec des résidences secondaires accueillant des ménages aux revenus assez élevés. Le territoire est très boisé et escarpé, voire dans certaines parties, protégé, en raison de la présence de la plus grande réserve d'eau naturelle alimentant Caracas. Elle est particulièrement bien reliée à la capitale caraquénienne par l'autoroute régionale du Centre, la plus importante au Venezuela, reliant entre particulier l'est et l'ouest du pays, et la route nationale entre Hoyo de la Puerta et la Cortada del Guayabo, qui constitue l'accès sud-est de Caracas (vers des villes-satellites situées dans les Altos Mirandinos comme San José, San Diego, San Antonio et Los Teques, grand centre urbain situé à 45 minutes du lieu d'étude, également capitale de la province de Miranda, plus proche du sud-est et du sud-ouest de Caracas.). Dans la dernière décennie, les *barrios* d'invasion se sont multipliés le long de l'autoroute et de la nationale. Ils jouxtent désormais l'ensemble résidentiel sécurisé de Monte Claro. Elle se trouve à la frontière politico-administrative de plusieurs municipalités de l'aire métropolitaine de Caracas: Libertador, Los Salias, Baruta et Guaicaipuro. Cette dernière, la plus concernée, régisse un grand centre urbain éloigné du lieu d'étude (Los Teques, à 45 minutes de distance est, par ailleurs, la capitale de la province de Miranda) qui se trouve plus près du sud-est et du sud-ouest de Caracas.

Carte 4 : Localisation des terrains d'étude à Caracas



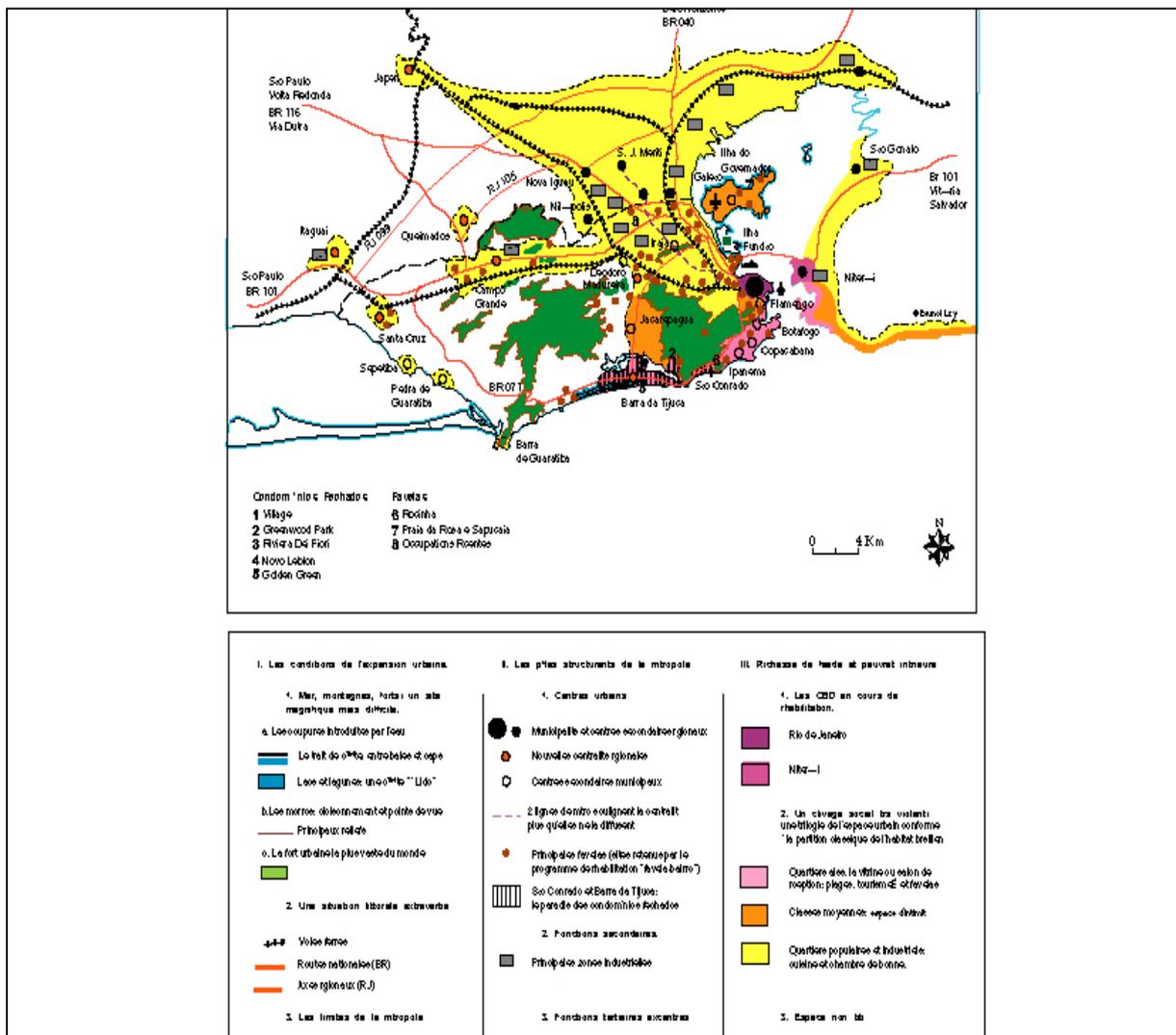
Monte Claro est un ensemble résidentiel et de loisirs très bien relié à Caracas, disposant d'ailleurs d'un accès direct à l'autoroute. Situé sur une crête montagneuse à 1300 mètres, il s'étage entre l'autoroute et la route nationale. L'ensemble de Monte Claro compte actuellement avec 170 logements occupés y 700 habitants environ. Sa densité brute est de 2.3 habitants par hectare environ. La superficie totale est d'environ 300 hectares. Le projet a été conçu dans les années 1970 par un important promoteur immobilier privé. Il s'agit d'un projet touristique de loisirs exclusif pour la classe moyenne-aisée, au départ conçu pour la résidence secondaire, avec des terrains de sport et des équipements de loisir et culturels, ainsi qu'un *country-club*. Néanmoins, la vente de la première étape des logements Monte Claro Villas aux associés du club n'a pas eu de succès et le promoteur a dû

l'ouvrir au marché. Vers la fin des années 1980 et le début des années 1990 se sont développés et vendus deux ensembles résidentiels de 76 logements, Monte Claro Villas et Monte Claro Laguna. Le premier dispose d'une surface réduite de 75 m², tandis que le deuxième offre des villas plus amples et luxueuses. Ces logements unifamiliaux entourent une petite lagune. Après avoir acheté les logements, bon nombre des nouveaux propriétaires sont devenus des membres du club. Les terrains plus hauts situés à l'ouest, proches de la route nationale, ont été développés aussi dans les années 1990 grâce à une initiative à laquelle se sont associés les intérêts d'une compagnie pétrolière qui cherchait à développer un plan de logement pour ses employés et ceux d'un promoteur immobilier privé. Ce projet, Lomas de Monte Claro, est le plus ambitieux par son extension et le nombre de logements à bâtir: 400 logements composés de villas, des duplex et des maisons de campagne (*town-houses*), distribués sur 15 secteurs. Avec la crise économique des années 1990, les travaux ont été arrêtés plusieurs années, puis ont repris en 1998. Si sur les environ 100 logements construits, 60 sont aujourd'hui occupés, seulement une partie des habitants sont les acheteurs originaux.

La Pomarosa fait partie des quartiers d'invasion illégale fondés depuis les années 1990, dans les environs de la route nationale, dans une zone naturelle où l'urbanisation était en principe interdite. C'est une zone qui s'urbanise très rapidement. La dernière invasion a eu lieu en 2001, au bord de la route nationale tout près de Lomas de Monte Claro. Avec le soutien ambigu de la municipalité, du Fondo Único Social (organisme de l'Etat) et malgré l'opposition des autorités régionales, des services et du Ministère de l'Environnement, et une tentative de délogement par la Guardia Nacional en 2001, le peuplement se maintient, ayant même doublé en surface et en nombre d'habitants depuis décembre 2002 (à une date où le travail de terrain était déjà clos). Le processus de consolidation est très lent. La Pomarosa compte environ 50-60 lotissements attribués par un comité populaire qui distribue les terres en fonction des besoins, dont entre 30 et 40 habitations précaires sont en effet occupées, sur une superficie d'environ 2 hectares.

Rio de Janeiro

Carte n°5 : localisation des terrains à Rio de Janeiro



São Conrado: la “favela” Rocinha et le condominio le Village

São Conrado est une zone d'urbanisation située à l'extrémité de la zone sud de Rio de Janeiro le long du littoral, dans une zone étroite délimitée par plusieurs mornes. L'urbanisation est assez contrastée, puisqu'elle est composée de plusieurs *condominios*, essentiellement horizontaux, proches de la plage, et d'une grande favela, Rocinha, dont les habitations partent à l'assaut de l'un des mornes. ***Le condominio le Village de São Conrado***, composé de plusieurs tours, est un des premiers ensembles résidentiels fermés de Rio.

Rocinha est l'une des favelas les plus consolidées de Rio de Janeiro dont les origines remontent au début du siècle et de manière plus construite aux années 1930. C'est sans doute la vitrine la plus efficace de la politique sociale de la mairie, notamment du programme municipal *Favela Bairro*. Des visites touristiques y sont d'ailleurs organisées. Rocinha tend à montrer que l'urbanisation d'un quartier d'habitat précaire et illégal est possible et que ses habitants peuvent y acquérir une “vraie” citoyenneté. Avec ses services, ses transports, ses commerces et un tissu associatif développant des projets, Rocinha est une favela devenue quartier, relativement proche de la zone centrale, à une dizaine de km seulement, et bien reliée à elle. Elle est tellement consolidée que circulent des informations qui tendent à naturaliser une situation: par exemple, le fait que Rocinha est la « plus grande favela d'Amérique latine », avec ses soi-disant 200.000 habitants, un peu plus de 50.000 d'après le dernier recensement effectué, près de 100.000 d'après des estimations plus réalistes.

Les condominios de Barra da Tijuca

Entre 1969 et 1974, la zone de Barra da Tijuca dans la zone littorale occidentale, dans le prolongement de la zone sud, à une vingtaine de km du centre-ville, fait l'objet d'un plan d'aménagement propre de l'urbanisme moderne planifié commandé à l'urbaniste de Brasilia, Lucio Costa. Barra est conçue comme une centralité alternative au centre de Rio de Janeiro. Progressivement dénaturé, le projet se convertira dans la deuxième moitié des années 70 en une zone de *condominios* de tours. Deux des *condominios* verticaux étudiés (Riviera dei Fiori, Novo Leblon), créés à l'initiative de grands promoteurs privés, datent de cette première phase d'expansion des *condominios* à Barra. Novo Leblon, construit juste après Novo Ipanema par le même promoteur, a même, avec lui, servi de modèle à l'ensemble des *condominios* édifiés par la suite. Ces ensembles résidentiels sécurisés entourés par des grilles, d'accès surveillé et dotés d'équipements sportifs et scolaires, le cas échéant de petits commerces, rassemblent plusieurs tours de dizaines d'étages qui font la particularité du paysage de Barra. Golden Green, quant à lui, fait partie, quant à lui, d'une génération d'ensembles résidentiels plus récents (1996), qui le différencient des précédents. Barra est fortement représentative d'un urbanisme « corporatiste » (Santos, 1990; de Queiroz Ribeiro, 2001-2002) dont les formes urbaines et le style de vie évoquent, ici, la ville de Miami.

Le “condominio horizontal” Greenwood Park

Le *condominio* horizontal Greenwood Park est dans le quartier de Itanhaga et date de 1972. Il est donc plus ancien que les précédents et possède un tout autre caractère. Au départ, conçu comme un quartier résidentiel verdoyant avec de grandes demeures, il a été progressivement fermé à la demande des résidents qui se sont constitués en association. Greenwood Park n'est donc pas un ensemble résidentiel construit *ex-nihilo*.

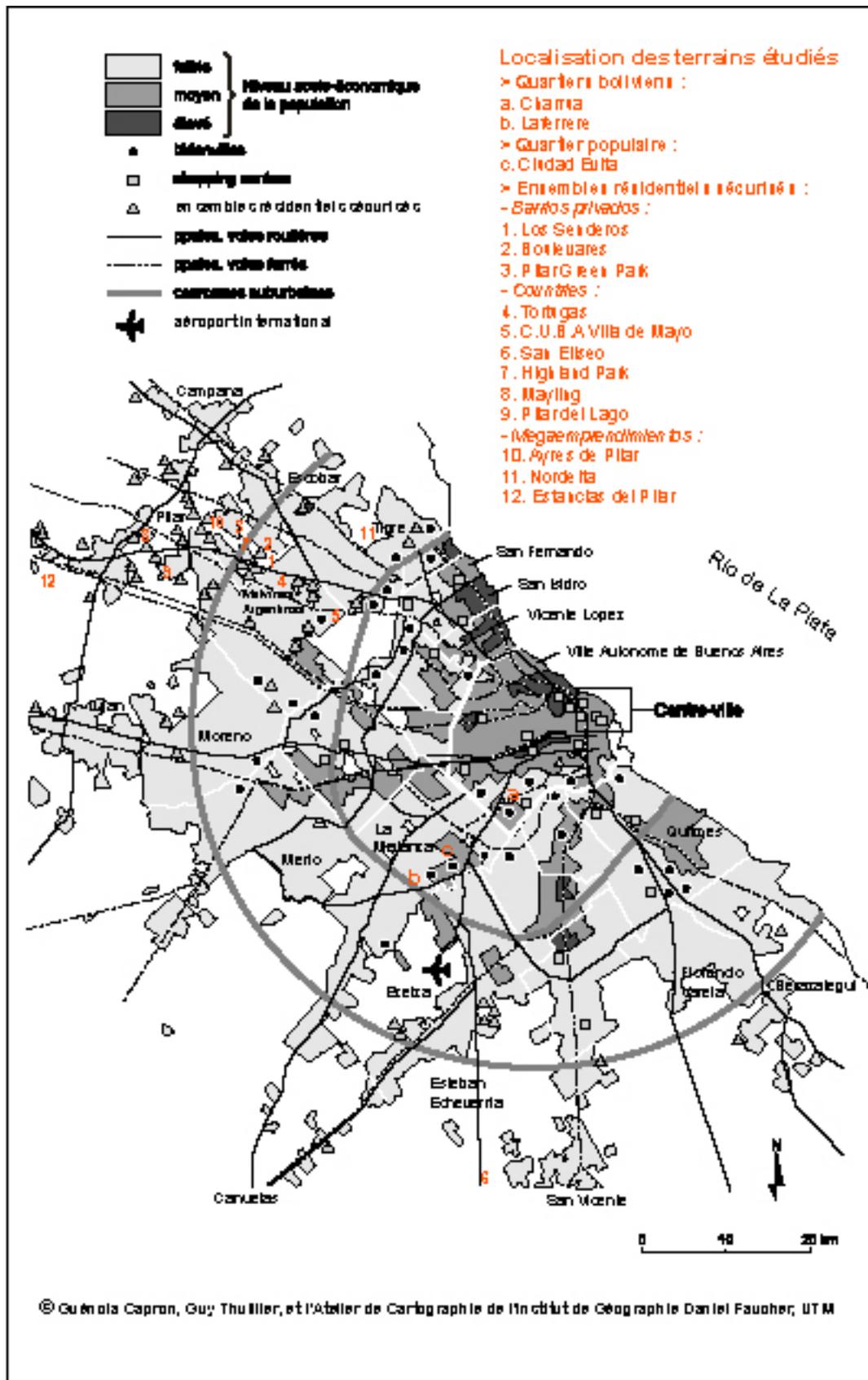
Praia da Rosa et Sapucaia

Le cas de Rocinha qui dispose d'un relativement bon accès aux ressources et aux équipements urbains, contraste avec des favelas plus enclavées qui ont cependant aussi été l'objet du programme *Favela Bairro* et ont ainsi connu un processus d'urbanisation. Praia da Rosa et Sapucaia situées sur l'île do Governador, au nord de Rio dans la baie de Guanabara, où se trouve l'aéroport international, sont à une distance d'une quinzaine de km du centre-ville. Ces quartiers possèdent une association d'habitants dont l'activité est fluctuante.

Apocalypse et Monte Sinai

Dépourvus d'infrastructures (eau, électricité, égout), Apocalypse et Monte Sinai, deux sites d'occupation récentes, se situent dans le nord, dans des quartiers Bairro de Costa Barros et Pavuna. Ils sont reliés au centre dont ils sont distants d'environ 25 km par deux lignes de bus. Ils s'insèrent dans une zone composée de treize occupations dont la plus ancienne Parque da Esperança remonte à 12 ans. Monte Sinai existe depuis 2000 et Apocalypse depuis 1995.

Carte n°6 : localisation des terrains à Buenos Aires



Les ensembles résidentiels sécurisés

Nordelta est, d'après les catégories construites par les agences immobilières, une "ville-village" située au nord de l'aire métropolitaine de Buenos Aires dans la municipalité de Tigre: ville à l'intérieur de la ville, mais aussi urbanisation semi-publique, selon les souhaits de son promoteur Eduardo Constantini (qui a également créé un musée d'art latino-américain dans la capitale argentine). L'accès s'y fait par l'autoroute Panaméricaine et par la route nationale 197. Il a souhaité prendre de la distance avec le "modèle" du "quartier privé" apparu dans les années 90, en construisant une. D'un côté, Nordelta cherche à reproduire les différentes fonctions et zones de la ville "traditionnelle": des quartiers différenciés, des collèges, un club, des bureaux, un Mc Donald's, une station-service (la construction de la plupart de ces secteurs n'ayant cependant pas été entamée); de l'autre, certaines parties de l'ensemble sont publiques (la baie, le Mc Donald's, la station-service), tandis que les secteurs plus strictement résidentiels sont d'accès et d'usage privé.

Ce cas semble exemplaire, dans la mesure où parmi les opérations similaires (Estancias del Pilar, Pilar del Este au nord et Abril au sud), c'est celui qui a le plus insisté (du moins dans le discours) sur l'idée de "ville publique", opposée à la fermeture des autres ensembles résidentiels sécurisés (même si Estancias del Pilar a aussi un "village" public, néanmoins bien séparé des secteurs résidentiels). Le choix de travailler sur Nordelta résulte également pertinent parce qu'il a investi une zone, certes relativement isolée, où vivent des autochtones des îles du Delta, avec lesquels les conflits ont été aigus en raison de l'utilisation du fleuve par les constructeurs et des impacts écologiques générés sur le milieu naturel, sur les activités et la vie quotidienne des locaux.

Les ensembles résidentiels sécurisés de Pilar sont situés autour du "km. 50" de l'autoroute Panaméricaine entre les municipalités de Pilar et d'Escobar, dans le nord-ouest de l'agglomération de Buenos Aires. C'est sur le km. 50, non loin du noyau urbain ancien de Pilar, que s'est développée dès le début des années 90 une importante zone commerciale composée d'un hypermarché, d'un complexe cinématographique et de loisir, d'un centre commercial, d'un hôtel cinq étoiles, de collèges bilingues, etc. Cet endroit avait été conçu comme l'embryon d'une ville-satellite qui devait s'étendre jusqu'au centre-ville traditionnel. Mais l'urbanisation a été interrompue par la crise argentine de 2002. Pilar a été la municipalité la plus étudiée, parce que c'est celle qui regroupe le plus d'ensembles résidentiels sécurisés. Elle a aussi généré le plus de "lieux communs" et de stéréotypes qui ont conduit à une simplification de la problématique. D'où l'intérêt d'essayer de déconstruire ces clichés. Comme c'est celle qui a connu la plus forte croissance dans les années 90, elle a aussi ressenti plus durement les effets de la crise économique de 2002.

Les ensembles résidentiels sécurisés de Canning se sont développés plus tard qu'à Pilar dans le sud-ouest du Grand Buenos Aires, autour de la route provinciale 52 qui divise les municipalités d'Esteban Echeverría et d'Ezeiza, le long de l'autoroute d'Ezeiza. Depuis fin 1996, 10 ensembles résidentiels sécurisés ont été bâtis dans une zone qui, jusque là, était considérée comme plutôt rurale. Certains sont de grande taille, sélects mais non "nouveaux riches", dotés d'un club house (San Eliseo, El Solar del Bosque, St. Thomas); d'autres sont plus petits et sont destinés aux couches sociales moyennes. Il est intéressant de comparer ces "lotissements" développés plus tardivement et plus lentement, à ceux de Pilar qui ont été beaucoup plus étudiés. Canning possède aussi une zone commerciale typique du paysage de banlieue traditionnel de Buenos Aires, avec des services et des produits locaux, à laquelle s'est ajoutée une zone récente, qui, tout en proposant des marchandises typiques du lieu, s'adressent aux résidents des ensembles résidentiels sécurisés.

Charrúa

Au sud de la capitale, la zone la plus pauvre de la capitale, les Boliviens sont assez nombreux, vivant dans des quartiers ou dans des bidonvilles (*villas miseria*) dont certains connaissent des processus de consolidation (Sassone, 2002). Le bidonville de Retiro, situé en plein centre-ville derrière la gare éponyme et qui a résisté à toutes les éradications, est "historiquement" le premier lieu d'implantation massive de Boliviens. La dictature des généraux (1976-82) a déplacé et dispersé 60% de la population bolivienne qui vivait dans les bidonvilles éradiqués, dans divers endroits de l'aire métropolitaine de Buenos Aires, dont 36% à la Matanza où les concentrations sont plus importantes (Laferrere, l'un des deux lieux d'étude, et Gonzalez Catan). Les difficultés économiques de l'Argentine en décembre 2001 semblent avoir entraîné de nombreux retours de Boliviens vers leur pays (puis, le cas échéant, vers d'autres destinations plus attractives). Nous avons retenu deux quartiers boliviens, l'un central, dans le sud de la capitale fédérale (Charrúa dont on a vu qu'il était représenté comme "le" quartier boliven, même si beaucoup, autant parmi les Argentins que parmi les Boliviens, ne l'identifient pas), l'autre, périphérique, Laferrere, dans la municipalité de la Matanza. On fait l'hypothèse que les modes d'habiter des Boliviens dépendent de l'ancienneté de la migration, du projet migratoire (en particulier, de l'intensité de la circulation), de la position résidentielle dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires, enfin du statut légal.

Le quartier General San Martin, appelé aussi **Charrúa** se trouve dans la partie sud-ouest de la capitale fédérale autonome de Buenos Aires. Il jouxte plusieurs bidonvilles: Villa Lugano, Villa Soldati et Bajo Flores. C'est un quartier de petite taille (environ 1600 m²) dont les limites ne sont pas visuellement très marquées. 419 ménages

ont été recensés en octobre 1999 à Charrúa, soit 2063 habitants qui se répartissent dans 295 logements, mais il n'y a pas de données statistiques fines récentes concernant la composition démographique de Charrúa. 60 à 80% de la population est bolivienne.

A l'origine, Charrúa était un bidonville, Villa Pioline. La majorité de la population du quartier est d'origine bolivienne. En 1992, il est officiellement légalisé, devenant un quartier (*barrio*), ce qui permet à de nombreux habitants de devenir propriétaires de leurs habitations. Ce changement a généré un nouveau partage de l'espace et une diversité des statuts d'occupation du logement entre propriétaires et locataires. En général, cependant, la population a un statut socio-économique supérieur à celui des Boliviens vivant dans les *villas* voisines. C'est en effet un quartier consolidé, ancien, relativement central et plutôt accessible, puisque circulent de nombreux taxis et bus sur l'avenue Fernandez de la Cruz.

Charrúa, qui a résisté aux éradications des *villas miserias* durant la dictature, est le premier quartier à avoir été identifié comme "quartier ethnique" *bolivien* par la population métropolitaine et dans la littérature scientifique. Cette dénomination pose cependant question dans le contexte latino-américain.

Ciudad Evita

La « cité modèle » de Ciudad Evita (cf. carte n°7), située dans la localité du même nom dans la municipalité de La Matanza (1,2 millions d'habitants) dans la zone Ouest du Grand Buenos Aires, la plus peuplée et l'une des plus pauvres en raison de l'ampleur du processus de désindustrialisation qui l'a frappée, rassemble aujourd'hui plus de 150.000 habitants. Projet emblématique de l'âge d'or du péronisme, Ciudad Evita, située initialement dans une zone semi-rurale, s'est vue progressivement « assiégée » par des urbanisations résultant de la planification autoritaire (cités de transit et grands ensembles) ou de l'action collective des habitants (*asentamientos*) : un projet de logements sociaux du gouvernement d'Arturo Frondizi (1958-1962), *el barrio VEMME* ; deux projets de logement destinés à reloger les habitants des bidonvilles expulsés de la Capitale Fédérale bâtis par le gouvernement militaire du Général Lanusse (1971-1973) et squattés en 1973 avant même que les logements aient pu être attribués à leurs destinataires, *los barrios Villegas et Jose Ingenieros* ; plusieurs logements sociaux construits par des syndicats vers la fin des années 1960, *los barrios UPCN et Alas* ; plusieurs projets de logement coopératif construits dans les années 1980 et 1990, *cooperativas Techos, Falucho, COTEVI* ; un quartier populaire issu d'une occupation illégale de terres en 1986, *el asentamiento 22 de Enero*. Elle jouxte par ailleurs des zones d'*asentamientos* et de lotissements pauvres (de Laferrere et d'Isidro Casanova), formant une sorte « d'entre-deux » d'où l'on peut observer les multiples frontières et de nombreuses identités sociales au sein d'espaces trop souvent considérés comme homogènes. L'histoire de l'arrivée et de l'installation de ces habitants au fil de temps (à l'initiative des pouvoirs publics ou d'une organisation politique ou sociale qui a été à l'origine de l'occupation des logements ou des terres) est une donnée essentielle pour comprendre les conflits actuels pour le contrôle et l'utilisation du territoire.

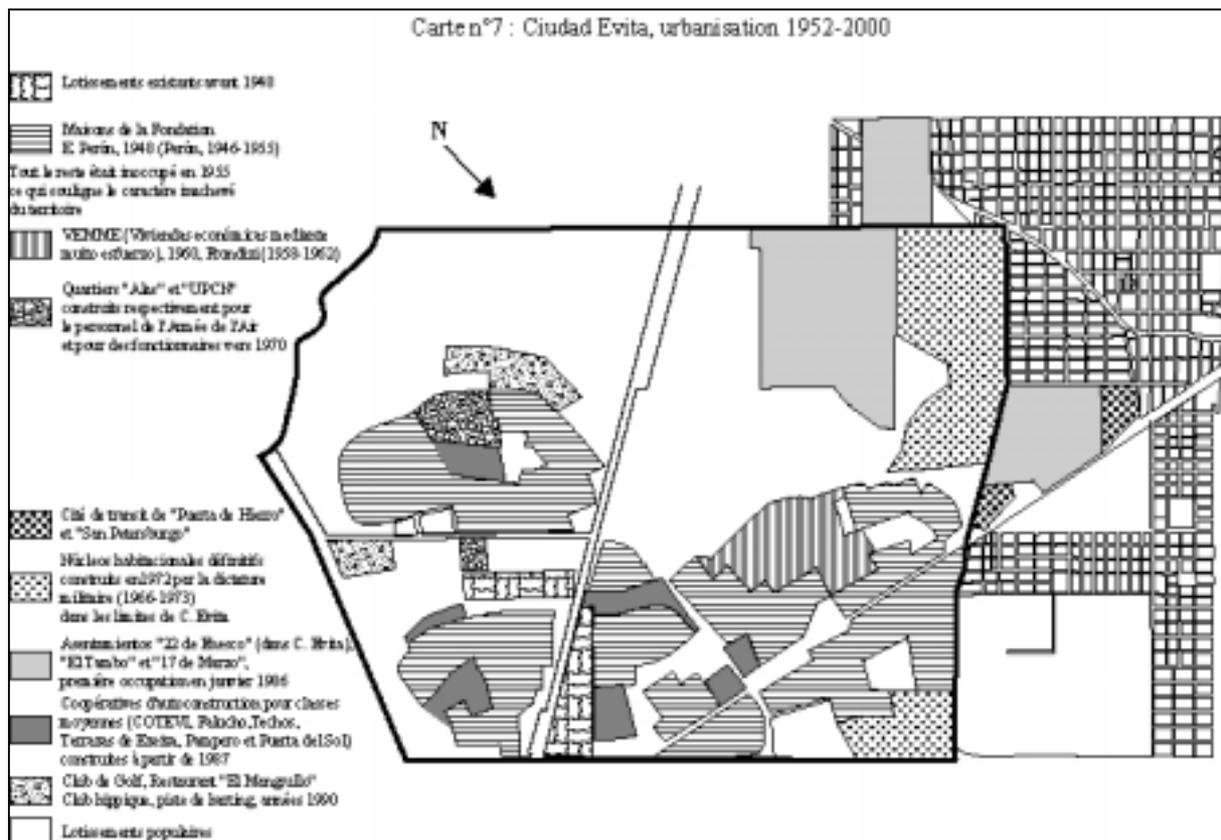


Tableau n°1: Description et caractéristiques des terrains

Site	Nom de l'ensemble	Description	Position	Age (ans)	Hab.	Profil de la population
Los Angeles	Leisure World- Laguna Hills	« Gated community » pour personnes âgées	Périphérie	50 (1963)	18.000	Population riche, âgée (>55 ans), très féminisée
	Hollywood	Municipalité diversifiée	Ville-centre	~ 100 (1910)	183.000	Population diversifiée
	Pacoima	Quartier ethnico-culturel	Périphérie	-	74.000 offic. ~ 95.000	70 à 80 % hispanique Pauvres : 30 % en-dessous du seuil de la pauvreté
Mexico	Villa Panamericana	« Grand ensemble »	Ville-centre	30 (1972)	15.000	Couches sociales moyennes- inférieures
	Villa Olimpica	« Grand ensemble »	Ville-centre	25 (1968)	-	Revenus moyens (fort % d'intellectuels et étrangers)
	« Supermanzana » 4/5 (Coapa)	« Grand ensemble »	Ville-centre	25 (1968)	1140	Couches sociales moyennes- inférieures
	Camino a Santa Teresa	« Condominio horizontal »	Ville-centre	~ 20 (80's)	~ 60	Couches sociales moyennes- aisées
	Zone écologique de « Tlalpuente »	Ensemble résidentiel privatisé	Ville-centre	~ 30 (70's)	400	Couches sociales aisées
Bogotá	Parc Entre Nubes	Ensemble de plus de 100 quartiers illégaux	Périphérie de la ville-c.	(70's-90's)	150.000	Pauvres ("strates" 1 et 2), nombreux « déplacés »
	Perseverancia	Quartier ouvrier populaire	Centre-ville	90 (1914)	5550	Pauvres ("strate" 2)
	Macarena	Quartier partiellement gentryfié	Centre-ville	60 (40's)	2683	Couches sociales moyennes- aisées (fort % d'artistes et intellectuels ; "strates" 3 et 4)
	Bosque Izquierdo	Quartier riche (type "garden-city")	Centre-ville	60 (40's)	1653	Couches sociales aisées avec hétérogénéisation ("strates" 3 et 4)
Caracas	Union de Petare- La Ceiba	Quartier populaire (<i>barrio</i>)	Ville-centre	60 (1942)	~ 5000	Pauvres. Y compris migrants colombiens.
	Barrio de la calle 18- El Valle	Quartier populaire (<i>barrio</i>)	Ville-centre	55 (fin 40's)	~ 2000	Pauvres
	Barrio Vista Hermosa	Quartier populaire (<i>barrio</i>)	Ville-centre	35 (fin 70's)	~ 1000-2000	Pauvres
	Lomas de Monteclaro	Ensemble résidentiel	Périphérie	5 (fin 90's)	~ 700-800	Couches sociales moyennes- aisées
	La Pomarosa	Invasion récente	Périphérie	2 (2001)	~ 200-300	Pauvres et très pauvres
Rio de Janeiro	Le Village (São Conrado)	« Condominio fechado vertical »	Ville-centre	25 (1979)	~ 4000	Couches sociales supérieures
	Riviera du Flori	« Condominio fechado vertical »	Périphérie de la ville-c.	27 (1977)	~ 4600	Couches sociales supérieures
	Golden Green	« Condominio fechado vertical »	Périphérie de la ville-c.	7 (1996)	~ 2080	Couches sociales supérieures
	Novo Leblon	« Condominio fechado vertical et horizontal »	Périphérie de la ville-c.	25 (1979)	~ 6000	Couches sociales supérieures
	Greenwood Park	« Condominio fechado horizontal »	Périphérie de la ville-c.	32 (1972)	~ 680	Couches sociales supérieures
	Rocinha	Quartier populaire (ancienne <i>favela</i>)	Ville-centre	~ 70 (1930)	11.000 à 200.000	Couches sociales pauvres et moyennes
	Praia da Rosa et Sapucaia	Quartiers populaires (<i>favelas</i>)	Ville-centre	~ 65 (1937)	3318	Pauvres
	Apocalipse et Monte Sinai	Invasions récentes	Ville-centre	~ 5 (95-00)	~ 2000	Pauvres et très pauvres
Buenos Aires	Nordelta	Ensemble résidentiel sécurisé de grande taille	Périphérie	5 (1998)		Couches sociales moyennes à aisées
	Urbanizaciones Cerradas de Canning	Ensembles résidentiels sécurisés	Périphérie	(1960-2000)		Couches sociales moyennes à aisées
	Urbanizaciones Cerradas del Pilar	Ensembles résidentiels sécurisés	Périphérie	(1930-2000)		Couches sociales moyennes à aisées
	Ciudad Evita	Quartier populaire (type « garden-city »)	Banlieue	52 (1952)	150.000	Couches sociales pauvres à moyennes
	Charrúa	Quartier « ethnico-culturel » (ancienne <i>villa</i>)	Ville-centre	~ 40 (60's)	2063	Couches sociales moyennes –pauvres (60 à 80% de Boliviens)
	LaFerrere	Quartier « ethnico-culturel »	Banlieue			Pauvres (Boliviens)

Chapitre 3 : Méthodes, sources, techniques

Notre objectif initial¹³ était, en partant de l'individu, de son attachement à l'égard des lieux proches (le voisinage, le quartier) et plus lointains (le reste de la ville), de remonter vers la manière dont ses pratiques et ses usages, à travers leur inscription dans un univers de normes et des rapports sociaux, construisent des identifications collectives (la différenciation entre le "nous" et l'"autre", en particulier à l'échelle de l'"espace intermédiaire"), voire des engagements, et *in fine* de la citoyenneté. Les modes d'habiter sont composés d'un complexe de pratiques de lieux (construites par les itinéraires résidentiels et les trajectoires quotidiennes), de mobilités, de représentations de la ville et de rapports vécus, perçus, affectifs, d'appartenances (à la ville, au quartier et/ou à la communauté, etc.). « L'identification et le sens de l'appartenance d'un groupe se construisent sur le partage d'un univers symbolique, de représentations collectives, qui définissent une relation entre le "nous" et les "autres" » (Nivón, 1989). Les pratiques socio-spatiales, les lieux contribuent également à cette délimitation entre l'intérieur et l'extérieur dont on peut se demander s'ils se recoupent avec les différentes figures de l'altérité. Nous cherchons donc à analyser comment l'interprétation que les individus font de leurs pratiques routinières (faire ses achats, aller voir ses amis, etc.) ou moins routinières (défendre ses droits, etc.) construit ou non un sens commun et à quelles figures territoriales renvoient ce dernier. Chaque expérience singulière peut ainsi être révélatrice d'un sens plus ou moins partagé de la ville. L'individuation désigne ainsi la manière dont « la société "parle" à travers la vie des individus » (Agier, 1999 : 31). Aussi les figures, notamment l'une de celles dégagées par G. Simmel (in Grafmeyer & Joseph, 1979), l'étranger, significative du lien social faible dans la grande ville, de la tension entre proximité et distance, entre similarité et dissemblance, entre l'anonymat et l'interconnaissance, jouent-elles un rôle condensateur de l'urbanité, des modes de vie en ville.

Dans la mesure où la littérature scientifique, mais aussi journalistique, a beaucoup insisté sur l'importance des nouvelles constructions territoriales, identitaires et communautaires dont seraient porteurs les ensembles résidentiels sécurisés, sur la prédominance des logiques de l'"entre-soi" associant étroitement distance sociale et proximité spatiale, nous nous sommes interrogés sur le poids de celles-ci dans des situations où semble prévaloir l'homogénéisation résidentielle. Rares sont les travaux portant sur les *gated communities*, les *barrios* et *conjuntos cerrados* qui questionnent le vécu des résidents. Ceux-ci sont d'ailleurs singulièrement absents des analyses. Ils le sont bien entendu moins des études sur les quartiers populaires et d'habitat précaire latino-américains, où des études anthropologiques comme celle d'O. Lewis (1963) dans une *vecindad* de Tepito à Mexico ont fait école. J'aborderai ici trois aspects liés à la méthodologie : la portée et la mise en œuvre de la comparaison, les problèmes méthodologiques que pose le fait de travailler dans des espaces d'accès restreint et/ou contrôlé, l'importance du recours à des techniques d'approche du terrain complémentaires.

La mise en perspective comparative

La mise en perspective comparative vise à dépasser le caractère d'études de cas à tendance monographique, en évitant de s'enfermer dans l'échelle du quartier qui ne peut constituer en aucun cas une unité totalisante et totalisatrice de la vie urbaine dans les sociétés contemporaines. Le quartier constitue une entrée géographique de l'analyse des rapports aux autres et à l'espace urbain (dans leur proximité et dans leur distance). Au gré des aléas qu'a connus l'opération de recherche et au fur et à mesure de l'avancée du travail collectif, d'une démarche strictement comparative, sans doute trop ambitieuse, nous avons évolué vers une mise en perspective comparative. Ainsi, j'ai préféré partir des résultats dont nous disposions sur les ensembles résidentiels sécurisés et les « quartiers fermés » résultant d'un processus de privatisation de la ville (de ses espaces publics), dont certains pouvaient être novateurs, pour les mettre en perspective, le cas échéant, avec les études faites dans des quartiers populaires et/ou ethniques. La recherche bibliographique préalable a souvent permis d'élargir le champ d'observation de travaux réalisés, dans certains cas, en un temps limité. Regarder du côté de l'Amérique latine et de l'Amérique du nord, sans "pré-jugé", permet sans doute de mieux comprendre ce qui se joue en France à travers le développement des lotissements et résidences sécurisés, et nous y reviendrons en conclusion.

En filigrane, figurent plusieurs axes abordés au cas par cas en fonction des sites et de la thématique:

- Entre différentes situations d'homogénéisation/ hétérogénéisation résidentielle, en fonction des critères;
- Entre des ensembles résidentiels voisins présentant une forte hétérogénéité entre eux, selon une entrée proximité spatiale/ distance sociale: à Bogotá, dans la zone centrale; à Caracas, dans la périphérie urbaine; à Rio de Janeiro;
- Entre des ensembles résidentiels différenciés selon un axe fermeture/ouverture matérielle (à Mexico, à Rio de Janeiro, à Buenos Aires);
- A l'intérieur d'une situation relevant du même critère d'homogénéisation/ hétérogénéisation résidentielle, en fonction du degré de celle-ci, de la position et du contexte du quartier (à Caracas, notamment);

¹³ Il faut noter que celui-ci n'était pas nécessairement partagé par l'ensemble des participants à l'opération de recherche.

- Entre l'Amérique "culturellement latine" et l'Amérique "historiquement anglo-saxonne", le cas de Los Angeles servant de contrepoint aux divers travaux sur les grandes villes latino-américaines.

La circulation des grilles d'entretien a permis de disposer d'un questionnement commun, transversal à l'ensemble des terrains, auquel s'ajoutaient des questions propres à une problématique plus spécifique ou à un terrain et/ou site particulier.

Les terrains se recentrent autour de deux entrées parfois couplées: une par le territoire physiquement proche (le quartier), l'autre par les individus et leurs réseaux sociaux. Dans les deux cas, il s'agit d'interroger le rapport aux autres, au territoire urbain, à partir de l'espace proche.

La taille des ensembles résidentiels sélectionnés comme cas d'étude va de 400 habitants à 200.000. Cette hétérogénéité se justifie par les problématiques qui ont été jugées localement pertinentes ou par les hypothèses retenues : en particulier, dans le cas de Los Angeles, sur le lien entre autonomie politique et homogénéisation résidentielle (l'hypothèse étant que l'autonomisation politique n'est pas automatiquement liée à l'homogénéisation résidentielle et que l'échelle à laquelle elle s'effectue varie fortement d'une aire géographique à une autre –l'aire américaine principalement anglo-saxonne, l'aire latino-américaine-), etc. La variation de l'échelle nous permet ainsi de répondre à la question suivante : que se passe-t-il, du point de vue de la perception de l'homogénéisation/ hétérogénéisation résidentielle, quand on change d'échelle ?

Ainsi, à l'intérieur d'un même questionnement, les différences pouvaient être grandes entre des ensembles de moins de 2.000 habitants, d'autres dont la taille est comprise entre 2.000 et 6.000 habitants, et enfin, un dont la taille est largement supérieure, atteignant la taille d'une petite ville (Rocinha à Rio de Janeiro, dont la population compte entre 100.000 et 200.000 habitants). De la même manière, les *condominios fechados* "verticaux" de Rio de Janeiro s'étendent sur quelques hectares, alors que certains ensembles résidentiels sécurisés de la grande périphérie de Buenos Aires s'étendent sur des dizaines, voire des centaines d'hectares.

Il a fallu, pour l'analyse, veiller à ces effets de grandeur, dans la mesure où les ensembles résidentiels retenus peuvent être eux-mêmes composés de plusieurs quartiers. Les jeux de distance et de proximité ne sont pas les mêmes dans un quartier de 2000 habitants que dans un autre de 100.000, dans un petit lotissement de quelques maisons et dans une petite ville fermée et sécurisée, même s'ils peuvent l'être à l'échelle du voisinage immédiat.

Travailler dans des ensembles résidentiels enclos

Les formes et les degrés de fermeture et de sécurisation de l'habitat, notamment à l'échelle du quartier, constituent des contraintes fortes de l'accès au terrain. Les limites ne sont pas seulement d'ordre matériel (le cas le plus évident consistant en des grillages, une barrière et un vigile), elles sont aussi liées à l'existence de codes de connaissance et de re-connaissance partagés par les riverains qui rendent visibles l'"étranger", comme dans les quartiers pauvres des grandes villes latino-américaines. Dans les quartiers populaires, la violence peut être un facteur très limitatif pour l'inconnu des résidents. L'accès, s'il demande des précautions et une certaine prudence ne serait-ce que dans la construction de ses entrées et de ses réseaux, y est néanmoins beaucoup plus aisé que dans les ensembles résidentiels sécurisés. Les "leaders" ou bien les représentants de l'Eglise, dans les quartiers populaires où ce type de démarche est balisé depuis longtemps, servent presque toujours de "portiers" et de relais. Un travail dans les quartiers populaires s'accompagne généralement d'une présentation plus ou moins directe des membres des bandes de jeunes, qui, ayant accepté le nouveau venu, garantissent d'une certaine manière sa sécurité dans leur périmètre de "compétence". En revanche, il y a peu de "portiers" dans les ensembles résidentiels sécurisés, l'assemblée des copropriétaires ou le président du syndic étant parfois rétifs à permettre l'accès d'"inquisiteurs", surtout dans les ensembles les plus fermés et les plus sélects. La médiatisation voire la "stigmatisation" des ensembles résidentiels sécurisés, ainsi que la propension fréquente des couches sociales moyennes à préserver leur tranquillité et leur intimité, ont suscité une méfiance extrême vis-à-vis des chercheurs ou enquêteurs en tous genres. Les formes matérielles de la fermeture sont également fonction du degré d'accessibilité à l'espace résidentiel: plus les limites sont légères, plus il est facile de pénétrer, souvent même sans avoir besoin de décliner son identité.

Dans certains cas, l'accessibilité peut aussi complètement changer en fonction du contexte et de la situation: par exemple, à Bogotá, le terrain sur lequel travaillait l'une des participantes, situé aux limites de la ville officielle dans une zone à caractère très rural, était, au moment de ses enquêtes, très infiltré par les FARC. Sa présence en tant que chercheuse "étrangère" (du moins au lieu, car elle est de nationalité colombienne) travaillant sur les modes de participation des habitants, ne pouvait passer invisible, et c'est pour cette raison, outre celle qu'il s'agit d'une zone très pauvre accueillant de nombreux déplacés du conflit, qu'il lui a été extrêmement difficile de se déplacer à l'intérieur d'un terrain moins bien contrôlé. Le travail, dans ses méthodes, est alors conditionné par le

temps et la disponibilité des "guides" qui aident à se déplacer à l'intérieur de la zone. De la même manière, les contextes de crise renforcent l'imperméabilité des ensembles résidentiels sécurisés, comme cela a été le cas durant la crise argentine de décembre 2001 et des mois qui ont suivi. La recrudescence de la psychose insécuritaire tendait à la multiplication conjointe du nombre de vigiles, de grilles, de barrières, tous éléments d'un contrôle visible et répressif. Prétendre pénétrer à l'improviste dans un *country* sans avoir préalablement contacté la personne connue, celle-ci devant alors aviser les vigiles de l'arrivée d'un visiteur, devenait alors quasiment impossible. Par ailleurs, l'état et l'étape dans lesquels se trouvaient les ensembles résidentiels sécurisés pouvaient constituer des facteurs de blocage ou au contraire d'ouverture: au moment de la vente, il est possible de travestir son identité en se faisant passer pour un acheteur et d'obtenir ainsi des informations ou observer le lieu et ses dispositifs; une fois celui-ci totalement vendu, il n'y a plus d'autres moyens, pour pénétrer dans un ensemble résidentiel sécurisé, que d'avoir des contacts à l'intérieur.

La restriction de l'accès qui fait partie intégrante de l'objet mais aussi du questionnement scientifique, oblige à adopter des stratégies spécifiques qui finissent par infléchir voire par être très déterminantes des méthodes. Il est très délicat de stationner trop longtemps dans les espaces extérieurs, sous peine de suspicion de la part des vigiles qui circulent. Par exemple, l'observation directe des modalités et des rituels d'accès à un ensemble résidentiel sécurisé en dit long sur les formes du contrôle social et spatial.

Exemple tiré d'un journal de bord réalisé pendant l'un des terrains :

« Nous arrivons à 15h pour prendre des photos du site depuis la toiture terrasse d'un des immeubles, après en avoir eu l'autorisation par un syndic de copropriétaires et pour avoir un entretien avec un couple qui nous attend au Club. A notre arrivée, nous nous présentons et nous signalons qu'une collègue va arriver en taxi. Visiblement nous n'étions pas attendues. Trois hommes en costume cravate parlementent et appellent sur leur portable. Au bout de 20 minutes un jeune vient pour nous accompagner dans l'immeuble. Entre le moment où nous montons dans l'ascenseur et où nous en sortons sur la terrasse le jeune garçon s'est mis en contact avec la sécurité du *condominio* signalant où nous étions et quand nous sommes arrivées et reparties même chose [...].

Un peu plus tard, notre collègue Louise arrive en taxi et elle passe bien cinq minutes pour expliquer qui elle est; pendant que Fatima et Aline commencent l'entretien au Club house ; Louise et moi décidons de faire quelques observations, photos et d'aller visiter la boutique de vente située à l'extérieur du *condominio* à environ 100 mètres sur l'avenue de la plage pour voir le plan masse et la maquette. Nous empruntons la piste cyclable et je photographie le terrain de golf, nous sommes alors "contrôlées" une première fois par deux agents de sécurité en petite voiture électrique. Dès qu'ils ont tourné le dos, je les photographie. Un peu plus loin, un garde dans une guérite nous interpelle. Enfin, en passant par la sortie réservée aux piétons, le garde nous demande qui nous sommes. Nous nous exprimons de lui signifier que nous avons l'intention de pénétrer à nouveau dans les lieux pour rejoindre nos collègues. Il se contente de sourire, nous sommes au Brésil malgré tout ! A notre retour, le garde a changé et, à nouveau, nous devons décliner notre identité ».

Les techniques d'enquête ne sont pas adaptées à ce type de terrains du fait de l'impossibilité de constituer un échantillon représentatif, voire, d'enquêter à l'intérieur d'un même ensemble résidentiel sécurisé. Le corpus d'entretiens obtenu pourrait néanmoins donner lieu à un traitement plus quantitatif. L'objectif de déconstruction du discours courant sur les ensembles résidentiels sécurisés a cependant été atteint, même s'il faudrait rentrer dans le détail de l'analyse pour analyser plus finement les comportements (notamment en ce qui concerne les pratiques et les représentations des habitants). L'observation participante, méthode fréquemment utilisée dans les quartiers populaires, est difficile dans les ensembles résidentiels sécurisés, comme le fait remarquer T. Caldeira (2000). Il faudrait alors pouvoir avoir l'opportunité d'y vivre pendant un temps et de partager la vie quotidienne des habitants. C'est ce qu'a d'ailleurs pu faire une chercheuse brésilienne, C. Patriota de Moura (2003) qui, ayant des amis dans le plus vaste ensemble résidentiel sécurisé, a commencé par leur rendre visite avec une certaine régularité, avant d'entreprendre un travail de terrain, puis d'acheter une maison dans une résidence proche, plus petite et plus modeste. Elle narre son expérience comme anthropologue, significative de la construction de l'altérité, mais aussi de l'écart entre les perceptions de l'extérieur et le vécu de l'intérieur.

Si, en général, c'est l'"effet boule-de-neige", propre des méthodes utilisées par les anthropologues, qui s'est imposé comme mode d'approche des terrains (cf. ci-dessous), il a fallu renoncer à travailler à l'échelle d'un seul lotissement. A Buenos Aires, quand, en fin d'entretien, il était demandé aux individus interviewés le nom d'une autre personne, ils tendaient spontanément à donner le contact de résidents d'autres ensembles résidentiels sécurisés et étaient rétifs à donner des contacts dans l'espace du voisinage, même si, par ailleurs, dans l'entretien, ils avaient signalé des liens de connaissance avec leurs voisins.

Enfin, le temps est une composante indispensable de l'approche de tout terrain, et encore plus de ce type de terrain. Une année n'est pas un laps de temps exagéré quand il s'agit de mener des entretiens dans des ensembles résidentiels sécurisés. Certains terrains ont pu se développer sur des temporalités plus longues que d'autres, notamment ceux qui s'inscrivaient dans la durée ou dans le prolongement d'une thèse de doctorat. D'autres étaient contraints par le temps d'une mission, même si les relations avec des équipes locales permettaient

d'inscrire les démarches dans une certaine durée. Bien entendu, j'ai tenu compte de ces différences dans l'exploitation des résultats.

Techniques et méthodes

La combinaison des techniques d'approche du terrain est centrale dans nos méthodes. Elle permet de croiser divers éclairages sur le même objet. C'est cette combinaison qui permet d'interpréter et de donner sens au travail empirique, en l'occurrence aux entretiens avec les résidents. Ainsi, l'appropriation et la consolidation de certaines catégories qui fonctionnent empiriquement dans le discours des résidents et des acteurs sociaux, rendent nécessaire la confrontation de ces discours avec d'autres types d'approches du réel qui mettent en contradiction le scénario proposé par l'interlocuteur.

Elucider les conditions de production d'un espace (la genèse et l'histoire du quartier) est non seulement un préalable à toute enquête géographique, mais cela re-contextualise également spatio-temporellement des objets d'étude (des ensembles résidentiels), replace des situations dans le temps long des processus (en particulier en ce qui a trait à l'homogénéisation/ hétérogénéisation résidentielle) et éclaire certaines caractéristiques. Il s'agit aussi, de cette manière, ainsi qu'avec la mise en perspective comparative, d'éviter des approches trop monographiques. Recoupés entre eux, la littérature scientifique (en particulier les monographies), les récits et les souvenirs des résidents, des commerçants, des leaders, des présidents d'associations et d'ONG, permettent de retrouver les fils d'une mémoire partagée, d'une construction communautaire, à l'échelle du quartier ou à d'autres échelles.

Nous avons en général privilégié les entretiens approfondis. Seule une personne a pu réaliser une exploitation plus systématique et quantitative des nombreux entretiens réalisés auprès des habitants, mais cette démarche n'a pu être menée que dans le contexte d'une étude plus longue où il s'agissait de revisiter un terrain étudié pendant une thèse de doctorat, en analysant, à travers un nombre d'entretiens ciblés auprès de foyers revisités, l'impact d'une situation politique et économique de crise (à Caracas) sur les dynamiques sociales et résidentielles.

Les entretiens auprès des résidents/ habitants

L'entretien anthropologique est une situation sociale et communicationnelle, dans laquelle un individu prend la parole, afin que son point de vue soit écouté par une personne venant de l'extérieur. Les individus narrent leur expérience quotidienne et leur vécu. Dans ce sens, aucun entretien n'est similaire à l'autre, puisque chacun dépend du rapport entre deux sujets et du contexte spécifique dans lequel s'est fait la rencontre. Cependant, ce n'est pas pour autant que l'entretien est aléatoire. En effet, l'acteur social parle à partir d'une position socio-culturelle et spatiale spécifique. C'est en comprenant cette position que l'on peut rendre compte du discours de l'individu.

La constitution d'échantillons représentatifs a été le plus souvent impossible, d'une part en raison de l'inadéquation de l'information statistique à l'échelle des ensembles étudiés, particulièrement dans le cas des ensembles résidentiels sécurisés, de l'inexistence de données quantitatives sur ceux-ci, et d'autre part en raison des difficultés d'accès aux terrains évoqués ci-dessus. L'hypothèse de formes de sociabilités réticulaires, en particulier dans les ensembles résidentiels sécurisés, permet assez facilement d'effectuer un travail de type anthropologique, à partir de l'effet dit de la "boule-de-neige". Ici, ce qui nous intéressait, c'était surtout de repérer l'échelle à laquelle s'opère la constitution des réseaux de sociabilité, ainsi que leurs modalités, et d'analyser le rôle de la proximité et de la distance spatiale dans leur construction. Par exemple, dans le cas de Bogotá, dans les quartiers de la zone centrale sur lesquels s'est portée l'étude, 6 informateurs initiaux ont fourni les premiers contacts. Au total, 11 entretiens ont été réalisés dans le quartier de la Macarena, toujours dans le même milieu social. Finalement, plusieurs des personnes contactées par des biais différents avaient des relations entre elles qui sont apparues au fur et à mesure du déroulement du terrain et ont permis de tirer des conclusions concernant le fonctionnement et les échelles des modes de sociabilités dans ce type de quartier. A Buenos Aires, les femmes qui ont fini par former une part importante de l'échantillon dans les ensembles résidentiels sécurisés, ont souvent fourni les coordonnées d'autres mères de famille, rencontrées par le biais de leurs enfants à l'école, ce qui soulignait l'importance de la proximité spatiale à l'échelle d'un réseau de lieux, mais moins à celle du voisinage dans lequel on a surtout des connaissances mais peu d'amis de confiance. L'effet "boule-de-neige" ne vise certainement pas à couvrir tout le spectre de la diversité sociale d'un quartier, mais à comprendre la structuration des réseaux. Par exemple, dans les ensembles résidentiels sécurisés de Rio de Janeiro, les personnes âgées à la retraite, plus disponibles, étaient sur-représentées. Dans ceux de Buenos Aires, ce sont surtout les femmes qui ont répondu, leur mari étant occupé. A Bogotá, dans le quartier "en transition" de la Macarena, c'est le groupe des artistes, des intellectuels et des professions libérales, qui a principalement été sollicité. La pluralité des appartenances sociales, culturelles, territoriales, des individus, l'importance de variables telles le sexe et l'âge, dans les rapports au quartier, autorisent néanmoins un élargissement des conclusions, mais non une généralisation.

Afin de faire parler les habitants de leur quartier, de leur rapport à l'espace de voisinage et de leurs relations au reste de la ville, sans entrave et sans biais cognitif, le thème de l'entretien restait large et général ("le quartier") avant de se resserrer sur les thèmes émergents dans le discours, en prenant les catégories discursives énoncées par les personnes interrogées. L'un des objectifs était de pointer le moment où le thème étudié par chacun (le commerce, la violence, l'autonomisation politique...) surgissait dans la conversation, la manière dont il émergeait aussi, afin d'analyser à quelles images du quartier et/ou de la communauté il renvoyait, la place qu'il occupait dans la production de celles-ci et dans la construction de l'homogénéisation (du même, de l'entre-soi). Dans les récits des habitants, les "anecdotes", les petits événements, fabriques de la vie quotidienne, les conflits, quand ils tissent une histoire "commune", c'est-à-dire à la fois banale et répétitive, ont un effet condensateur et révélateur de l'expérience urbaine.

Surtout dans les ensembles résidentiels sécurisés, l'impératif scientifique de ne pas réduire le réel à quelques stéréotypes nous paraissait essentiel. Les résidents tendent à être jugés "coupables", parfois sans autre procès, des processus à l'œuvre de fragmentation ou de sécession urbaine, de par leurs comportements d'auto-ségrégation à l'égard du reste de la société et de la ville. Il faut une certaine habileté pour aller au-delà des discours convenus, soit qu'il faille s'intéresser au sens des petits conflits entre voisins, entre associations de copropriétaires et résidents –pour dépasser l'adhésion benoîte aux règlements extrêmement rigides –, soit qu'il faille corrélérer ces motivations résidentielles avec des comportements, des attitudes, et des représentations politiques plus générales. Aux Etats-Unis, S. Low (2001: 54-55) explique comment, dans ses entretiens, elle aborde la délicate question du racisme ou de tout autre sujet socialement inacceptable. Elle fait "se raconter" les personnes qu'elle interroge et met en relation les différentes narrations discursives en mettant en évidence leurs contradictions et leurs discordances (par exemple, leur position par rapport à l'immigration mexicaine et leur choix de déménager dans une *gated community* à la suite des changements ethniques dans l'environnement et de la détérioration de celui-ci). Faire "réfléchir" les résidents sur la ségrégation, sur le traitement suspicieux des domestiques au sein de l'ensemble résidentiel sécurisé (comme c'est le cas en Amérique latine) ou sur leur manière de vivre, n'est certainement pas dénué d'intérêt, au contraire... Mais faire le lien direct, dans les questions posées, entre les comportements résidentiels des familles et l'accentuation de la ségrégation, ne peut que susciter agressivité, culpabilité, auto-justification ou démonstrations parfois exagérées de "bonne" volonté, surtout quand les ensembles résidentiels sécurisés sont l'objet d'une importante médiatisation. L'individu, pour se défendre, se réfère à un discours stéréotypé (par exemple sur le fait de vivre "dans une bulle") qui masque ses vraies motivations, celles-ci pouvant être multiples. Le silence, dans les entretiens, doit donner lieu à interprétation. La "peur de l'autre", si elle n'est pas généralisable et difficilement avouable, comme le montrent les analyses de S. Low (*op. cit.*), est cependant souvent présente.

L'utilisation des techniques d'entretien pose la question de la distanciation du chercheur vis-à-vis de l'objet. Or, à nouveau, les choix théoriques effectués, voire les préjugés normatifs des enquêteurs, peuvent influencer sur les réponses des résidents, mais aussi parfois sur les interprétations qu'ils font des propos forcément subjectifs des individus. Par exemple, obtiendra-t-on le même résultat si l'on pose les questions "*Mais toute ta vie sociale ne s'est-elle pas un peu restreinte?*" (Svampa, 2001: 146), "*ta vie sociale a-t-elle changé?*" ou "*ta vie sociale s'est-elle restreinte?*". Si la troisième formulation permet sans doute de préciser la deuxième, dans la première, la négation qui reflète la position du chercheur, induit une réponse affirmative.

L'auteure qui a longuement travaillé sur les comportements politiques de la classe moyenne argentine, ainsi que sur le péronisme, part en effet de la distinction entre les "perdants" (la classe moyenne appauvrie, les "nouveaux pauvres") et les "gagnants" de la décennie ménémiste (la « nouvelle classe de services », c'est-à-dire cadres, dirigeants, certaines professions libérales qui ont connu une ascension sociale forte dans les années 90). Essayant de contrebalancer l'une des traditions sociologiques argentines qui tend à voir dans l'individu de classe moyenne un parvenu uniquement préoccupé par ses modes de consommation imitant ceux de la couche sociale supérieure (Jauretche sur le *medio pelo*), elle cherche à comprendre les comportements politiques de cette "nouvelle" classe moyenne. Elle s'intéresse en particulier à son incapacité à produire du changement social et politique (thème déjà présent dans les écrits du sociologue argentin G. Germani) à partir des impacts de la privatisation sur la société, ce qui justifie le choix de "domaines-clés" comme l'école (emblématique de l'ascension sociale de la classe moyenne) et les formes de la sociabilité (qui impliquaient une certaine hétérogénéité sociale). Dans le cadre d'une réflexion plus vaste sur l'articulation entre individu et société, elle met le doigt sur l'individualisme du comportement "nouveau" (?) de cette nouvelle classe de "gagnants" et sur les conséquences sociétales de celui-ci. Cette hypothèse dualiste (les "perdants" qui restent prisonniers de la ville traditionnelle et les "gagnants" qui vivent dans des ensembles résidentiels sécurisés et se protègent des "autres") ne permet pas de comprendre, selon moi, la complexité des motivations des ménages ayant fait le choix de résider dans des ensembles sécurisés, la « vie » des habitants des ensembles résidentiels sécurisés, comme le souligne le titre¹⁴, étant passée au crible de la seule distinction. En revanche, elle traduit bien, selon moi, le rôle protagoniste croissant que

¹⁴ *Los que ganaron. La vida en los countries y en los barrios privados* : Les gagnants. La vie dans les countries et les quartiers privés.

jouent les nouvelles classes moyennes comme "étalon" politique et social dans les villes latino-américaines. La crise de décembre 2001, survenue après la rédaction de cet ouvrage, montre d'ailleurs la relativité de catégories qui tendent à réifier le social : les "perdants" sont aussi à l'intérieur et des ménages se sont trouvés contraints à une immobilité forcée, alors que leurs revenus avaient brusquement diminué, qu'ils avaient parfois perdu leur emploi et qu'ils cherchaient désespérément à se défaire d'une maison dont ils ne pouvaient plus payer les charges. Le lien entre recherche de l'entre-soi, volonté d'isolement, homogénéisation sociale et multiplication des ensembles résidentiels fermés et sécurisés en périphérie est plus indirect et plus subtile qu'il n'y paraît.

Tous les entretiens ont été semi-directifs. En général, auprès des habitants, il s'est agi d'entretiens individuels (entre 10 et 20 par quartier), et très ponctuellement, en réalité au hasard des visites, d'entretiens groupés. Cette contrainte s'est cependant révélée riche d'interprétation. Par exemple, à Bogotá, dans l'une des deux zones enquêtées, à la Perseverancia, l'entretien collectif avec les membres de l'une des assemblées populaires locales, la *Junta de Acción Comunal* (cf. chapitre 10), s'il n'était pas prévu au départ et s'il n'a pas permis l'obtention de données systématiques, sauf ponctuellement, a eu des implications théoriques et méthodologiques intéressantes. Une grande partie de l'entretien a été polarisé par la reconstitution collective de l'histoire du quartier et non par la réalisation d'entretiens individuels ou familiaux, comme l'enquêteur en avait initialement formulé le souhait auprès de la leader du quartier. L'insistance des membres de la JAC sur la récupération d'une mémoire du quartier dont eux-mêmes, arrivés récemment au pouvoir, ne semblaient pas être les détenteurs, soulignait le rôle déclencheur joué par la présence du chercheur dans la re-construction d'une cohésion communautaire du quartier vis-à-vis de l'extérieur. Comme on l'a vu, la position du chercheur, en l'occurrence, ici, une personne étrangère de par sa nationalité et de par sa profession, peut modifier le contenu du discours. La difficulté avec laquelle les membres de la JAC ont eu à retrouver l'origine du nom de leur quartier et la cristallisation sur la recherche de celle-ci, qui a constitué, par la suite, le "motif" sous-jacent de la visite, sont ainsi apparues comme significatives de l'importance de la mémoire collective, qu'elle soit véridique ou en partie mythifiée. En particulier, il semble que leurs divergences d'interprétation de la différenciation territoriale entre leur quartier et le quartier voisin ainsi que les multiples contradictions ayant trait à la reconstitution de l'histoire collective, sans importance pour eux, soient révélatrices de cette quête de cohésion. Ainsi, c'est surtout vers les personnes âgées, mémoire encore vivante du quartier et de sa communauté, que les dirigeants de la JAC ont envoyée l'enquêteur, un travail sur le quartier ne pouvant être pour eux qu'"historique".

Entretiens auprès des représentants institutionnels et associatifs

Sur les terrains qui avaient au coeur de leur problématique le lien entre homogénéisation résidentielle et autonomisation politique (essentiellement Los Angeles, Bogotá), mais aussi sur d'autres terrains dans la mesure où la fabrique du politique, c'est-à-dire la construction des normes urbaines et sociales était l'un des vecteurs de la délimitation d'un intérieur et d'un extérieur, du même et de l'autre, a été menée une série d'entretiens auprès des membres et des leaders d'associations, des représentants d'institutions (municipalités, gouvernement provincial ou étatique, gouvernement national ou fédéral). Certains s'inscrivaient dans la poursuite d'entretiens plus systématiques menés dans le cadre de thèses de doctorat (D. Merklen pour Ciudad Evita, J.-A. Boudreau pour Hollywood et la San Fernando Valley notamment auprès d'un échantillon représentatif de personnalités publiques reconnue dans les dossiers, pour et contre la sécession). Pour la compréhension du contexte et des formes de la mobilisation collective, l'assistance à des réunions et l'observation de leur déroulement, d'assemblées de copropriétaires et de manifestations ont été des sources importantes. Les textes législatifs et réglementaires, les documents officiels, urbanistiques notamment, la presse, les entretiens avec des acteurs urbains tels les prestataires de service, ont également fourni des éléments descriptifs et argumentaires, notamment à travers l'analyse des discours –au sens large- véhiculés par les "élites", les acteurs politiques et économiques.

L'observation directe

L'observation directe, non systématisée, a d'abord servi aux premiers repérages au cours d'explorations géographiques dans les quartiers. Elle permet aussi d'infirmer ou de confirmer les propos des individus concernant leurs pratiques, leurs usages, leurs représentations, notamment à travers l'observation des usages de l'espace, des formes situées et contextualisées de l'interaction sociale, en particulier dans les espaces publics et semi-publics. La méthode sociologique de l'action située permet d'analyser comment s'ajustent les comportements des individus dans un environnement sociologique précis, en fonction de variables d'accomplissement de l'action telles les formes spatiales des entrées (Borzeix & Conein, 1994). La perception des indices de l'environnement immédiat et la compréhension que chaque acteur fait de l'action de l'autre (dans une perspective interactionniste: cf. Conein et Jacopin, 1994) doivent néanmoins être lus à la lumière de la propre interprétation que les acteurs font de leurs gestes et de leurs comportements et de la réinsertion de l'action dans un contexte structurel. Par exemple, à Bogotá, l'observation directe a été aussi un moyen de pointer la contradiction entre les discours sur les modes d'interconnaissance générés par les lieux d'achat qui renvoient à la

figure du "quartier-village" et les formes d'évitement générés par le recours à la livraison à domicile ou à la domesticité.

Les parcours accompagnés dans le quartier ont plusieurs objectifs: d'une part, faire parler *in situ* les habitants de leur quartier, en articulation avec leurs pratiques de la ville, le lieu mobilisant des souvenirs et amenant les personnes interviewées à pointer des éléments qui n'auraient pas nécessairement émergé dans le discours ou dans la simple narration; d'autre part, mettre en scène la vie du quartier, ses relations, les interactions entre les individus, donner un contenu précis aux propos entendus sur le territoire lors des entretiens, et, à partir de la collaboration d'informateurs "qualifiés", donner du sens à la perception "subjective" de chaque quartier de la part des interviewés.

Pour des raisons évidentes déjà mentionnées ci-dessus, l'observation directe a été extrêmement restreinte dans les ensembles résidentiels sécurisés.

La réalisation de cartes

Des cartes à petite échelle des agglomérations ont été systématiquement réalisées pour chaque site, dans l'objectif de resituer les ensembles résidentiels étudiés dans les schémas d'organisation spatiale métropolitaine.

Dans un petit nombre de cas, des cartes des pratiques spatiales individuelles et collectives ont été réalisées à l'échelle des agglomérations et des quartiers, des cartes des quartiers analysant les processus de territorialisation (centres, périphéries, lieux structurants, lieux rejetés, appréciés, carrefours...).

Chapitre 4 : Homogénéisation et hétérogénéisation résidentielle dans les Amériques¹⁵

L'homogénéisation résidentielle se saisit à travers la confrontation entre des données objectives (objectivables à travers la statistique) et des données subjectives (la manière dont une situation est vécue par les habitants ou pointée dans les représentations collectives, par ceux "de l'extérieur"). Au vu des moyens dont nous disposons, il a été difficile de mettre en place une comparaison qui concerne des situations d'homogénéisation résidentielle "objectivement" similaires, c'est-à-dire selon des critères objectivables (il n'y a d'ailleurs pas d'homogénéité en soi, répétons-le). La difficulté d'obtenir une information statistiquement valable à une si grande échelle (surtout en ce qui concerne les ensembles résidentiels sécurisés dont les limites ne recoupent pas celles des unités spatiales retenues par les instituts de recensement) nous oblige à être d'autant plus prudents : certes, les *gated communities* et autres *country clubs* ont une population plutôt homogène, mais jusqu'où va cette homogénéité ? Nous ne pouvons donc que décrire des processus.

Or les processus observés sont sensibles aux différences de taille des ensembles analysés. L'échelle d'observation des faits a également une influence déterminante sur des résultats ainsi biaisés : à vouloir trop focaliser sur une seule échelle ou sur des espaces particulièrement "remarquables" et emblématiques de certaines évolutions sociales et urbaines, marqués apparemment, par une très importante similitude dans le peuplement et dans l'habitat, on risquerait de ne voir que de l'homogénéisation ou, pour reprendre les termes de F. Ascher et de F. Godard (*op. cit.* : 173), une opposition entre "ghettos de pauvres" et "sécessions de riches".

Ce qui est intéressant, c'est de voir comment la dialectique entre l'homogénéisation et l'hétérogénéisation résidentielle se construit à partir de changements de focales : d'échelles d'abord, de points de vue ensuite. Saisir l'homogénéisation du point de vue des sujets permet de comprendre comment les groupes sociaux vivent les inégalités, comment la territorialisation et les modes d'habiter construisent des différenciations sociales internes et externes mais aussi jusqu'à quel point les individus ont besoin de se regrouper entre pairs, "entre soi". C'est donc dans les rapports de continuité/ discontinuité spatiale des différenciations sociales (c'est-à-dire les contrastes) et dans la manière dont est vécue cette contiguïté, cette proximité spatiale (dans les espaces de résidence, mais aussi dans les espaces et les lieux publics) que nous pouvons prétendre comprendre les évolutions des formes de la ségrégation et/ou de la fragmentation urbaine.

Ainsi, dans un premier temps, il nous faut essayer de situer nos études de cas dans les dynamiques urbaines à l'œuvre. Dans un deuxième temps, on essaiera de mettre en perspective plusieurs situations résidentielles, en montrant comment, en étant le produit de logiques individuelles, institutionnelles, spontanées ou planifiées, homogénéisation et hétérogénéisation résidentielle s'inscrivent dans des échelles spatio-temporelles. Dans un troisième temps, il nous faudra saisir la manière dont les acteurs de la ville, en particulier les agents économiques mais aussi les habitants, produisent de l'homogénéité. Dans un quatrième temps, nous verrons de quelle façon les citoyens vivent comme ce qui apparaît, à l'échelle "macro", en particulier dans les statistiques, comme de l'homogénéité. Enfin, l'étude de cas de Ciudad Evita, ensemble composite de 150.000 habitants, servira de conclusion à cette partie, en reprenant tous les points précédemment énoncés.

Evolution des structures socio-spatiales : la dialectique de l'homogénéisation et de l'hétérogénéisation résidentielle à l'échelle des aires métropolitaines

L'objectif principal de ce paragraphe est de recontextualiser l'étude des différents terrains que nous avons étudiés, en les replaçant dans des évolutions diachroniques et territoriales élargies, celle des dynamiques urbaines et sociales, en particulier de l'évolution de la ségrégation et de l'apparition d'un nouveau modèle de ségrégation urbaine dont les « enclaves fortifiées » seraient l'une des manifestations les plus claires (Caldeira, 2000).

Je retiendrai l'étude de deux aires métropolitaines qui présentent des évolutions apparemment légèrement différentes, Rio de Janeiro et Buenos Aires, sur lesquelles les diagnostics portés évoluent entre formes renouvelées de la ségrégation urbaine (Rio de Janeiro) et fragmentation urbaine (Buenos Aires)¹⁶.

L. Corrêa do Lago (2000-2001) et L. C. de Queiroz Ribeiro (2001-2002) rappellent qu'en focalisant sur Barra da Tijuca, ses spectaculaires *condominios fechados* et son homogénéisation, on passe sous silence un changement social majeur : celui de l'hétérogénéisation des zones populaires et périphériques de l'aire métropolitaine de Rio, déjà beaucoup moins homogènes qu'on voulait bien le dire (en 1980, c'est-à-dire avant la crise, les zones périphériques populaires comportaient 11,6% d'habitants appartenant aux couches sociales moyennes et 4% de

¹⁵ Ce chapitre doit beaucoup aux apports de D. Merklen et M.-F. Prévôt-Schapira (sur Ciudad Evita), ainsi qu'à L. Bruno (sur les dynamiques urbaines et sociales de Rio de Janeiro).

¹⁶ Se reporter aux cartes n°5 et 6 pour une meilleure lecture.

catégorie supérieure).

Deux mécanismes expliquent cette plus grande mixité sociale. Le premier concerne le développement massif, par des petits promoteurs, de *condominios* et de lotissements souvent fermés destinés aux classes moyennes dans l'ouest de Rio et le deuxième, la "favelisation" de la périphérie. Ce changement reproduit un schéma classique de la ségrégation urbaine à Rio, celui de la combinaison entre proximité physique et distance sociale. Le tarissement du crédit public pour la construction de logements populaires et de maisons individuelles, entre 1980 et 1995, avait produit un déficit énorme de la construction de logements neufs dans tous les segments de marché et dans tous les classes sociales hormis les deux extrêmes. Il s'agit donc d'un rattrapage dans des zones où le foncier était bon marché.

L'autre processus d'urbanisation majeur réside dans le développement massif de lotissements clandestins en périphérie urbaine, résultat de la précarisation de l'emploi et de la diminution de la population active ouvrière, ainsi que des difficultés d'accès au logement dans les *favelas* de la zone sud, où se constitue un véritable marché immobilier. Ce phénomène passe d'ailleurs plus inaperçu que les nombreuses invasions illégales qui émaillent le tissu urbain et qui sont d'ailleurs très médiatisées par le mouvement des Sêm Teto. Il contribue également à la reproduction d'un autre schéma classique de la ségrégation urbaine à Rio, celui de l'opposition entre le centre et la périphérie.

L'"élitisation" du littoral ouest (Barra- Jacarepaguá), de la zone sud (Ipanema- Leblon) et du littoral nord (Niteroi) et l'hétérogénéisation de la zone suburbaine populaire constituent donc, selon eux, les deux tendances "lourdes" de l'évolution de la structure socio-spatiale de Rio de Janeiro durant la décennie "perdue" des années 80. En 1991, les zones "élitistes" concentrent 60,8% des entrepreneurs de la ville, 67,5% des cadres supérieurs du secteur privé, 80,3% de ceux, 76,1% des professions libérales, soit en moyenne cinq à sept fois plus que dans le reste de l'aire métropolitaine. Seul signe d'une légère polarisation : la classe moyenne s'est rétractée et s'est recomposée. Certaines professions libérales comme les architectes, des secteurs salariés comme les ingénieurs ont diminué, tandis qu'ont augmenté les catégories supérieures (cadres supérieures, gérants d'entreprise, etc.) et la petite bourgeoisie. A une échelle plus fine, les *favelas* de la zone sud, de Tijuca, de Niteroi rassemblent de nombreux employés domestiques, vendeurs ambulants, petits commerçants, employés commerciaux et prestataires de services, soit 55% de la population active de ces zones, alors que l'ancienne population ouvrière, fortement fragilisée, réside surtout dans la périphérie urbaine.

D'après leurs calculs, tandis que le discours met l'accent sur la polarisation sociale (peut-être plus marquée à São Paulo), la structure sociale de Rio s'est relativement maintenue entre 1980 et 1991, et les espaces qui comportent des *favelas* n'ont pas connu de mobilité sociale descendante, contrairement aux représentations de ghettoïsation qui passent essentiellement par d'autres mécanismes évoqués dans le chapitre antérieur (narco-trafic, violence, etc.). En revanche, la structure sociale carioca reste parmi les plus inégalitaires : à l'échelle de l'aire métropolitaine, 10% de la population concentre 45% du revenu en 1991 (contre 44% en 1980) et 40% dispose de seulement 9% ; à l'échelle des régions administratives (la ville de Rio étant divisée en 6 régions administratives), la zone sud présente les plus hauts écarts de revenu, avec un indice de Theil de 0,78 à Barra da Tijuca et 0,66 à Lagoa. Cela montre qu'à une échelle plus grande, il peut y avoir des situations de proximité spatiale entre des groupes sociaux très opposés révélatrices d'une micro-ségrégation, caractéristique de l'urbanisation carioca, tandis que l'analyse statistique à petite échelle montre une tendance à l'homogénéisation sociale produite par la construction d'ensembles résidentiels sécurisés par un marché immobilier oligopolistique et destinés aux couches sociales moyennes-supérieures et supérieures.

La situation est-elle similaire à Buenos Aires ?

Il faut d'abord noter que L. Lago et L. C. de Queiroz Ribeiro, dans leurs analyses sur l'évolution de la ségrégation urbaine, prennent en compte les dimensions suivantes : l'évolution de la structure socio-sociale (la polarisation socio-spatiale à partir de l'inégalité de la distribution du revenu et de la mobilité sociale des zones internes de l'agglomération), l'accès aux services urbains (dont la privatisation a eu un impact négatif sur la ségrégation résidentielle), les dynamiques foncières et immobilières, et *in fine*, les politiques urbaines (qui ne jouent aucun rôle en termes de redistribution de la richesse et ne font qu'accentuer les inégalités). Même si, l'un des deux processus majeurs de l'urbanisation soulignés par L. Lago a trait à la prolétarianisation de pans entiers de municipes périphériques de Rio de Janeiro et même s'ils évoquent la précarisation de l'emploi non qualifié et la raréfaction des postes de travail ouvriers, la polarisation de l'emploi¹⁷, n'est qu'indirectement considérée comme un moteur de l'évolution de la ségrégation urbaine, plus comme un facteur de recomposition des secteurs populaires (entre le monde des services à domicile et celui des ouvriers). La ségrégation est ici essentiellement abordée dans sa dimension résidentielle (accès au logement et aux services). D'autres auteurs, spécialistes de

¹⁷ Résumée en quatre facteurs, inspirés de Sassen (1990) : l'augmentation du taux d'activité qui se traduit par la création d'emplois très bien rémunérés, la disparition de nombreux emplois dans le secteur industriel et dans le commerce et l'apparition de postes de travail mal rémunérés dans le secteur des services et du commerce (du moins en Amérique du nord) ; le chômage et le sous-emploi ; la diminution des salaires ; la précarisation de l'emploi (Ciccolella, 1999).

l'Argentine, incluent la redistribution de l'emploi dans les aires métropolitaines par rapport aux zones résidentielles, comme l'un des mécanismes majeurs de l'apparition de nouvelles formes de ségrégation, voire d'une fragmentation. Bien que ce ne soit pas l'objet de nos analyses, il faut souligner que la sensibilité des résultats aux méthodes utilisées pour le calcul d'indices de ségrégation, de polarisation sociale ou l'analyse de l'évolution des inégalités sociales rend particulièrement difficile les comparaisons d'un pays à l'autre, d'autant plus si les auteurs n'ont pas les mêmes méthodologies ou appuient leur démonstration sur des sources primaires ou secondaires.

Les données statistiques sur lesquelles travaillent L. Lago et L. C. de Queiroz Ribeiro sont celles des deux recensements de 1980 et 1991. H. Torres, spécialiste de l'évolution des modèles socio-spatiaux à Buenos Aires, se limite, lui aussi, à l'analyse du recensement argentin de 1991. Les principales données sociales pour les années 1990-2000 sont tirées des enquêtes auprès des ménages (EPH semestrielles en Argentine), tandis que les derniers recensements argentins et brésiliens (2001) n'ont encore pas été exploités. On peut penser qu'ils montreraient l'accentuation de certaines tendances, surtout en Argentine. Or, la décennie 80, dite « perdue » en Amérique latine, a surtout été marquée par un net ralentissement de l'économie avec des épisodes hyperinflationnistes traumatisants dans certains pays. H. Torres désigne cette période comme une transition entre le modèle de substitution aux importations et le modèle néo-libéral d'économie ouverte, du moins en Argentine.

Même si, dans les années 80, les salaires commencent à s'éroder, c'est dans les années 90, marquées par un retour à la croissance économique que les évolutions sociales ont été les plus drastiques : hausse brutale du sous-emploi, du taux de chômage (6% en 1991, 18% en 1995, 20% en 2002), augmentation de la pauvreté relative, évolution nette de la répartition des revenus, polarisation de l'emploi, et surtout paupérisation d'une partie de la classe moyenne, celle des "cols blancs", professions libérales (architectes...), petits fonctionnaires, employés, enseignants, mais aussi ouvriers et petits commerçants, qui avaient été les bénéficiaires des processus d'ascension sociale, notamment en Argentine. La part du revenu concentrée par les 15 à 20% de la population, issue en partie de l'équivalent argentin de la « classe des services » anglo-saxonne (cadres supérieurs dans les services financiers, immobiliers, etc.) croît. Par comparaison avec Rio, elle passe de 35,2 à 35,6% pour le décile le plus riche de la population entre 1990 et 1998 (37% en 1991 à Rio), ce qui correspond à une augmentation mineure, de 14,9 à 13% pour 40% des individus (12% à Rio dont la structure est plus inégalitaire)¹⁸. Mais c'est surtout la redistribution du revenu à l'intérieur des couches sociales intermédiaires qui est frappante à Buenos Aires. Les villes latino-américaines évoluent nécessairement à des rythmes différenciés en fonction de facteurs qu'il ne nous convient pas d'analyser ici. Tandis que la structure sociale est nettement plus inégalitaire à Rio (et en général dans les villes brésiliennes) qu'à Buenos Aires, la polarisation sociale a sans doute été très nette en Argentine dans les années 1990-2000. D'après les chiffres fournis par G. Kessler et repris par M.-F. Prévôt-Schapira (2002b : 199), la proportion de "nouveaux pauvres" est passée de 4,2% en 1980 à 18,4% en 1990. D'après la même auteure (2002a), dans la capitale même, les quartiers de petite classe moyenne, de part et d'autre de l'avenue Rivadavia, se sont très sensiblement dégradés. En octobre 2002, sans doute au creux de la crise, 42,3% des habitants de Buenos Aires vivaient en-dessous de la ligne de pauvreté. Même si les différenciations internes sont fortes, la dissociation entre la capitale autonome (la ville-centre) et la banlieue est marquée. La part des individus dont les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits (NBI) était de 15,8% en 2001 dans 24 municipalités du Grand Buenos Aires contre 7,8% dans la capitale.

Il est plus difficile, pour Buenos Aires, de décrire précisément quelle a été l'évolution de la mobilité résidentielle à l'intérieur de l'aire métropolitaine. Seul le travail statistique effectué par H. Torres fournit quelques indications (à partir de deux enquêtes sur la situation résidentielle de 1982 et 2000). L'auteur souligne trois grandes tendances :

L'élitisation et l'homogénéisation de certains secteurs du nord de la capitale, avec une augmentation de la part des ménages dont les revenus sont élevés et une diminution de la part des ménages aux revenus intermédiaires, avec la gentrification ponctuelle de certains secteurs (comme Palermo Viejo) et la densification constructive des quartiers nord sous forme de tours en copropriété de luxe.

La paupérisation du centre-sud et du sud de la capitale, ainsi que de certaines zones limitrophes de la ville-centre (le long du rio Reconquista, notamment), avec une nette augmentation du nombre de personnes vivant dans les bidonvilles (+65% entre 1991 et 1998), mais surtout une densification des courées, des meublés, des squatts (environ 150.000 personnes) du centre historique et des secteurs sud de la capitale. L'augmentation de la population vivant dans des *villas miseria*, en particulier dans la capitale, leur repeuplement à la suite des éradications de la dictature, et leur densification, recouvrent cependant sans doute des processus différenciés : entre apparition et renforcement de nouvelles enclaves de pauvreté d'un côté et mobilité sociale ascendante, consolidation d'anciens bidonvilles de l'autre (notamment à la suite des programmes de légalisation foncière et d'accès à la propriété, la proximité des ressources urbaines jouant en faveur des bidonvilles de la capitale dont les conditions d'accès à la ville sont relativement meilleures que celles d'*asentamientos* et de *villas miseria* de banlieue ou de périphérie, comme à Rio).

¹⁸ Encore faudrait-il sans doute faire un travail comparatif fin sur les méthodes et les définitions statistiques.

Le développement des ensembles résidentiels sécurisés dans des zones traditionnellement composées de lotissements populaires, de bidonvilles et de petits centres urbains, qui impulse la logique de fragmentation urbaine dans la troisième couronne périphérique, située, au-delà de 40 km du centre-ville.

Si, de même qu'à Rio de Janeiro, il y a bien d'un côté une homogénéisation des quartiers riches (zone sud et Niteroi à Rio, quartiers nord à Buenos Aires), une hétérogénéisation de la périphérie urbaine (deuxième et troisième couronnes de Buenos Aires, certaines municipalités périphériques de Rio), c'est surtout sur le développement des ensembles sécurisés somptuaires dans la troisième couronne (Pilar, Escobar, etc.), au nord que se cristallise l'analyse de la polarisation résidentielle. Certes, à la petite échelle, la population est plus hétérogène, mais à la grande échelle, le rapprochement territorial entre des groupes sociaux aux revenus opposés et entre des espaces résidentiels situés aux deux pôles de l'espace social produit des contrastes majeurs qui conforte l'hypothèse de la fragmentation urbaine. D'après l'auteur, en effet, l'essentiel du marché des résidences principales dans les ensembles sécurisés se concentre dans la deuxième couronne, c'est-à-dire à une distance comprise approximativement entre 20 et 35 km du centre de la capitale (San Isidro, San Fernando, Tigre, Malvinas Argentinas). L'évolution de la troisième couronne où les ensembles résidentiels sécurisés, en moyenne de plus grande taille sont très consommateurs d'espace avec une occupation très discontinue, n'oblitére-t-elle pas celle des première et deuxième ceintures suburbaines, elles aussi beaucoup plus hétérogènes (entre anciennes banlieues industrielles touchées par le chômage et la précarisation de l'emploi et zones intermédiaires, avec ses quartiers de classe moyenne ouverts et ses lotissements sécurisés) ? Ces dernières semblent en tout cas suivre des schémas ségrégatifs plus classiques (centre/ périphérie, nord/ sud, axes principaux/ zones interstitielles), mais les effets combinés de la polarisation sociale et résidentielle, ainsi que des restructurations de l'emploi, en sont peut-être encore plus drastiques qu'en troisième couronne. C'est ce qui a en partie motivé le choix de Ciudad Evita comme terrain d'enquête.

Le parallélisme avec Rio de Janeiro suggère que Buenos Aires connaît effectivement, dans les années 90, et plus particulièrement dans la deuxième moitié de cette décennie, une situation inédite qui renvoie à la singularité du cas, au sein de l'Amérique latine (au-delà des évolutions partagées avec la quasi-totalité des grandes villes du sous-continent): d'une part, la profonde transformation de la classe moyenne (Kessler, 1998) dont l'importance numérique, en particulier dans la capitale, distinguait l'Argentine des autres pays, et qui tend à se polariser, entre "nouveaux pauvres" et "nouveaux riches" dont les comportements résidentiels ont des effets majeurs sur la transformation de l'organisation socio-spatiale de l'aire métropolitaine, tant dans les quartiers nord de la capitale autonome que dans la troisième couronne périphérique ; d'autre part, l'émergence d'une micro-ségrégation soulignée par une grande proximité physique doublée d'une grande distance sociale, dont on a vu qu'elle était une tendance séculaire dans les grandes villes brésiliennes. Les contrastes sociaux, surtout dans certaines zones de la ville, sont plus brutaux qu'ils ne l'étaient auparavant dans une ville qu'on présentait souvent sous la figure positivée d'une mosaïque où la pauvreté était contenue dans un petit nombre d'enclaves, où les transitions spatiales entre les groupes sociaux étaient peu tranchées, signe d'un haut degré d'intégration urbaine. Il semble qu'il faudrait ainsi des études détaillées pluri-scalaires sur l'évolution de la mobilité sociale et de la composition interne de l'aire métropolitaine de Buenos Aires.

Certaines tendances confirmées par d'autres études extrêmement précises sur la ségrégation urbaine peuvent néanmoins être dégagées : celle de la polarisation sociale et résidentielle entre les zones les plus riches qui tendent à s'embourgeoiser et à s'homogénéiser et des espaces périphériques qui s'urbanisent, tantôt selon des processus similaires à ceux des périphéries anciennes (lotissements-pirates, etc.) et reçoivent des populations pauvres au profil lui aussi homogène ; en même temps, celle d'une micro-ségrégation ; enfin celle d'une plus grande mixité dans de larges pans de la ville, y compris dans certaines périphéries. Ainsi les travaux menés par F. Dureau et son équipe (2000) montrent que, à Bogotá, même si les représentations d'opposition entre le nord, l'ouest et le sud perdurent et sont tenacement ancrées dans les esprits, les écarts sociaux entre les arrondissements restent relativement stables pour la période inter-censitaire 1973-93, tandis que la mixité et les différenciations sociales internes aux arrondissements s'accroissent¹⁹. Il ressort qu'il est extrêmement délicat de vouloir comparer la ségrégation résidentielle de plusieurs villes : si l'on peut s'accorder sur des tendances et des processus, une analyse statistique fine semble indispensable pour comprendre véritablement les dynamiques à l'œuvre. La mesure de la ségrégation (c'est-à-dire de la concentration ou au contraire de la dispersion des groupes sociaux dans l'espace) est extrêmement sensible aux critères retenus (résidentiel : socio-économiques, ethniques, démographiques –la structure familiale, par exemple-, groupes d'âge ; accès aux services urbains ; mobilité, etc.) et aux indicateurs qui les composent (par exemple, pour le critère socio-économique du peuplement, les revenus ou les ressources), ainsi qu'à la construction des indices et donc aux méthodes retenues

¹⁹ Les auteurs utilisent deux méthodes simultanées: d'une part, la construction d'indices de ségrégation, en particulier celui de Hutchinson qu'ils préfèrent à celui de Gini, pour objectiver la polarisation sociale, d'autre part, un travail cartographique systématique, par secteur de recensement, fournissant des schémas de concentration de la population en fonction des différents variables et/ou catégories de peuplement retenues.

pour évaluer la ségrégation urbaine (cf. à ce sujet, Brun & Rhein, 1994).

En ce qui nous concerne, nous nous interrogerons, à partir des modes d'habiter, sur le fait que c'est « la tendance à l'homogénéité sociale [qui] s'impose comme la logique dominante de concentration résidentielle, au regard des logiques liées au positionnement dans le cycle de vie ou à l'origine démographique ». Si c'est la recherche du "même" ou encore la quête d'un style de vie, qui dictent le choix d'un logement ou les usages de la ville chez ceux qui en ont les moyens, tandis que les processus de ségrégation à l'œuvre tendent à l'expansion périphérique des territoires de la pauvreté, il est important de comprendre comment les individus perçoivent les différences sociales à l'échelle de l'espace résidentiel "intermédiaire".

Les processus urbains d'homogénéisation/ hétérogénéisation résidentielle : l'échelle temporelle

La dialectique entre l'homogénéisation et l'hétérogénéisation résidentielle, à une échelle intermédiaire, celle des "quartiers" eux-mêmes, souligne l'importance de la prise en compte de la dimension temporelle des changements. L'étude des recompositions sociales et territoriales des grandes villes surgit de la distinction entre situations et processus. Toute situation n'est qu'un état instable et momentané à l'intérieur d'un processus inscrit dans des temporalités longues. La notion de situation d'homogénéisation résidentielle s'appuie sur la nécessité d'isoler le moment de cristallisation d'un processus. Elle permet de donner une certaine stabilité à des faits sociaux et géographiques, en l'inscrivant dans une pensée processuelle, celle de la dynamique du changement. L'homogénéisation résidentielle est le produit de l'histoire, de processus d'urbanisation issus de l'agrégation de comportements, d'une action collective, des politiques urbaines. S. Lehman-Frisch (2002a, 2002b) le montre à propos de trois quartiers de San Francisco, apparemment homogènes dans les années 50, et qui ont connu des destins fort différents dans les décennies suivantes. Pour illustrer le rôle de la dimension spatio-temporelle, je me pencherai brièvement sur trois processus d'homogénéisation/ hétérogénéisation résidentielle : la consolidation des quartiers populaires, la gentryfication des quartiers anciens péri-centraux et l'autoségrégation des couches sociales moyennes et supérieures.

La stigmatisation des quartiers populaires

Les travaux d'A. Peralva (cf. 1998) déjà mentionnés montrent bien quels ont été, à Rio, les processus de déségrégation/ reségrégation des *favelas* : grâce à la démocratisation et aux programmes urbains d'amélioration de l'habitat qui ont permis un meilleur accès des jeunes des *favelas* à la scolarisation, à la vie sociale et culturelle, mais aussi, signe tangible à Rio s'il en est, aux plages (Copacabana), réservées jusqu'ici à certaines couches sociales, les quartiers populaires se sont reségrégés sous l'effet de la hausse de la criminalité. Les programmes d'urbanisation et de consolidation de la mairie de Rio (*Favela Bairro*) ont eu des effets inégaux, spectaculaires dans certaines vitrines de la politique comme Rocinha, et en général dans les bidonvilles traditionnels de la zone sud, où la mixité sociale a augmenté, plus mitigés dans d'autres (notamment à Praia da Rosa et Sapuceia, les deux bidonvilles de l'Isla do Governador sur lesquels ont travaillé F. Gomes et son équipe). L'augmentation du trafic de drogue et la spirale de la violence dans lesquelles sont rentrés les *favelas* ont eu des conséquences non pas tant sur l'homogénéisation résidentielle que sur l'augmentation de la ségrégation urbaine et sur la stigmatisation de ces quartiers. A Caracas, le discours sur la dangerosité des quartiers populaires (*barrios*) est renforcé par l'attitude menaçante de Chavez à l'égard des classes moyennes et des beaux quartiers, le spectre de l'invasion de ces derniers par les *barrios* renvoyant aux événements traumatisants du *Caracazo* en février 1989. Situation fréquemment héritée, la stigmatisation participe du processus d'homogénéisation résidentielle, mais ne se confond pas avec elle. En effet, les quartiers stigmatisés peuvent révéler des compositions sociales et démographiques hétérogènes, les représentations et les stéréotypes évoluant beaucoup moins rapidement que les situations réelles. Or, si Rocinha est fréquentée par ceux "de l'extérieur", par des habitants de Rio, par les touristes qui y sont amenés en visites organisées en lien avec les organisations communautaires locales, cela n'empêche pas une certaine mauvaise presse auprès des habitants des quartiers riches qui ne s'y risqueraient pas. Rocinha ne reste-t-elle cependant pas atypique, même si ce n'est pas un cas isolé ?

L'amélioration des quartiers d'habitat illégal, le passage du statut de bidonville à celui de quartier dont témoignent certains des ensembles résidentiels que nous avons retenus dans notre étude (Rocinha, l'ancien bidonville Pioline devenu le quartier officiel de San Martín, populairement surnommé Charrúa) s'accompagnent généralement d'une certaine hétérogénéisation sociale et d'une densification : arrivée de populations qui louent aux propriétaires sous-sols et étages supérieurs nouvellement construits ; installation de familles de classe moyenne appauvries qui n'ont plus les moyens de se payer un loyer (à Caracas, de nombreux Colombiens dans les *barrios* étudiés), de locataires aux revenus moyens voire moyens-supérieurs dans le cas des quartiers les plus avancés, tandis que les descendants des premiers habitants des bidonvilles ont parfois les moyens d'aller s'installer ailleurs (Rocinha, la Perseverancia à Bogotá). L'hétérogénéisation de la population s'accompagne du

développement à l'intérieur du tissu urbain d'invasions récentes (à Rio), et en périphérie, d'occupation illégales et de lotissements-pirates, qui absorbent une grande partie de la demande de logements des pauvres (à Rio). Leurs caractéristiques sociales sont sensiblement plus homogènes : populations plus jeunes, aux revenus très faibles, ne pouvant plus payer un loyer, tantôt chassées de leur *favela* par les trafiquants de drogue, tantôt déplacées par le conflit armé, ou migrants ruraux fraîchement débarqués (sud de Bogotá, à Usme), les quartiers centraux ne jouant plus le rôle de réceptacle des populations migrantes, comme c'était le cas avant.

La gentrification des quartiers péricentraux

La gentrification constituerait également une tendance à l'homogénéisation sur le long terme, à travers l'embourgeoisement des quartiers centraux, et, surtout en Amérique latine, péricentraux. Elle comporte des phases intermédiaires de mixité sociale. Si le terme est marginalement utilisé en Amérique latine, les effets sociaux, spatiaux et économiques des processus urbains, c'est-à-dire les changements physiques du stock de logements, l'évolution de la composition sociale interne des quartiers et la restructuration du marché immobilier (à travers la théorie du "*rent gap*") se manifestent différemment du contexte anglo-saxon où le concept a été forgé (Glass, 1963). Au-delà des divergences d'interprétation, ce qui ressort, néanmoins, c'est la montée des classes moyennes-supérieures, en particulier des nouvelles classes moyennes (*yuppies*, etc.) et l'individualisation croissante des modes de vie, de consommation et des comportements que manifeste en particulier ce segment social (Bidou-Zachariasen, 2003). Ces faits sont également à l'origine du développement des ensembles résidentiels sécurisés en Amérique latine.

Plus que les centres historiques ou anciens qui ont pourtant été l'objet de l'attention des politiques urbaines, à l'instar des Etats-Unis et de l'Europe où elles ont provoqué une gentrification recherchée (cf. Smith, 2003), en Amérique latine, ce sont les quartiers de classe moyenne péricentraux qui ont sans doute été les plus atteints par la gentrification. Plusieurs phases et processus peuvent d'ailleurs être identifiés : d'une part, un processus datant de la fin des années 70, avec une deuxième étape dans les années 90, qui concerne des quartiers avec un patrimoine immobilier doté d'une certaine valeur historique, où les prix immobiliers étaient bas relativement bas, et qui résulte des choix résidentiels effectués par les intellectuels, les artistes, les étudiants, les professions libérales avec un capital culturel, en faveur de la proximité du centre-ville, de ses ressources -bibliothèques, cinémas et théâtres, de l'atmosphère villageoise du quartier²⁰ (ce que N. Smith désigne comme la « gentrification sporadique » à propos de New York ; voir les cas de Coyoacan ou de San Angel à Mexico, de Palermo Viejo à Buenos Aires, de la Macarena à Bogotá : cf. Ospina, 1981²¹ ; etc.) ; d'autre part, la mise en place de politiques publiques de revitalisation des centres historiques associant partenariat public et privé, misant sur la mixité sociale, avec l'aide financière et technique des organismes internationaux, avec des résultats fort mitigés, essentiellement l'implantation de commerces et d'équipements culturels s'adressant à des couches sociales moyennes- supérieures résidant ailleurs (Hiernaux, 2003 ; Melé, 2003) ; enfin, un processus plus récent qui est en partie le fait des aspirations résidentielles des "nouveaux riches" et des cadres supérieurs, et en partie celui de l'exploitation, par les promoteurs privés du "*rent gap*" dans les quartiers aisés où c'est surtout le stock immobilier qui est renouvelé provoquant une hausse des prix fonciers et immobiliers, une densification du bâti, ainsi que le départ des éléments sociaux les plus populaires (par exemple, dans les quartiers du péricentre nord de Buenos Aires ou de Bogotá ; pour Bogotá, cf. Dureau *et al.*, 2000: p.253-254).

Si la première phase de gentrification est restée inachevée, la seconde, et surtout la troisième qui peut être associée à la construction de tours de logements sécurisées dans certaines grandes villes, semblent plus avancées. Dans les deux premiers cas, c'est, entre autres, la mixité sociale et fonctionnelle, absente des ensembles résidentiels sécurisés, qui est valorisée par les habitants des couches sociales moyennes- supérieures qui effectuent ce choix résidentiel. Dans le quartier bogotain de la Macarena, la concurrence des quartiers du nord qui connaissent des processus d'élitisation et d'homogénéisation plus marqués, paraît constituer un frein à la poursuite de la gentrification. La proximité physique avec le quartier ouvrier populaire de la Perseverancia est

²⁰ Ce sont effectivement les motivations qu'évoquent toutes les personnes interrogées dans le quartier de la Macarena, et toutes correspondent aux catégories socio-professionnelles ici décrites. Presque toutes disent être originaires du nord de la ville auquel elles ne s'identifient pas.

²¹ Quartier dont l'urbanisation a commencé après la destruction par incendie d'une grande partie du centre historique, lors des émeutes du Bogotazo en 1948, la Macarena abritait une population de classe moyenne-basse. Jusque dans les années 60, c'était un quartier "traditionnel", aéré, peu dense, relativement modeste et dégradé, animé par les saisons de l'arène tauromachique. La gentrification a été amorcée au milieu des années 70 par la construction de trois tours de logements par l'architecte colombien, Rogelio Salmons, émule de Le Corbusier, avec des crédits de la Banque Centrale Hypothécaire. Destinés aux couches sociales moyennes- inférieures, les logements ont finalement été occupés par des intellectuels, artistes, etc. qui ont amorcé la gentrification, entraînant dans leur sillage restaurants, bars, discothèques et galeries d'art. Après une phase d'accalmie, la gentrification tant commerciale que résidentielle, semble avoir légèrement repris, consécutivement à l'assouplissement, dans les années 90, de l'application de la réglementation sur la rénovation urbaine, et à la suite de l'intervention d'un promoteur immobilier, qui a entraîné une légère densification immobilière contrôlée de la zone.

d'ailleurs un obstacle majeur pour les ménages aisés qui sont à la recherche d'une plus grande homogénéité sociale, tandis que le quartier a mauvaise réputation chez les riches quartiers du nord.

Même si certaines aspirations sont partagées par les classes moyennes de certains quartiers gentryfiés des villes-centres (en particulier, bien entendu, les quartiers qui ont connu des processus d'élitisation), et par celles qui optent pour les copropriétés sécurisées, c'est bien le caractère homogène de la population qui semble constituer l'une des motivations résidentielles principales des ménages qui s'installent en périphérie. Les coûts fonciers et la segmentation du marché immobilier sont alors être l'un des principaux facteurs d'homogénéisation sociale de la population, comme dans les beaux quartiers et surtout comme dans les lotissements et les copropriétés résidentiels construits par des promoteurs. Dans les ensembles les plus sélects, "de prestige", s'ajoute le droit, pour l'assemblée des copropriétaires, de filtrer les accédants à la propriété à travers l'examen de la candidature des postulants. Les critères de rejet d'une candidature peuvent relever de l'appartenance raciale ou nationale, religieuse, etc. A Buenos Aires, l'adhésion aux *country-clubs* antérieurs à la grande expansion du marché des années 80-90 était fonction de l'appartenance sociale, professionnelle (universitaire) ou religieuse, par exemple dans le cas du Club Hébraïque. Ces critères d'accessibilité se sont souvent maintenus (cependant pas au CUBA, d'origine universitaire, où les mécanismes d'héritage ont diversifié l'origine professionnelle, mais moins le niveau socio-économique de la population).

Aux Etats-Unis, les regroupements peuvent se faire sur d'autres critères : ceux de l'âge (les *gated communities* pour personnes âgées comme celle de Leisure World) ou des préférences sexuelles (les *gated communities* gays) notamment. Dans le comté d'Orange où le développement des *gated communities* a été massif, la différenciation sociale des ensembles résidentiels sécurisés par rapport à l'environnement proche est d'ailleurs faible, tant la concentration de ce type d'habitat dans un même espace est élevée. L'homogénéité raciale de Leisure World/Laguna Woods ne la distingue pas nettement du reste du comté d'Orange, lui aussi majoritairement blanc. C'est moins le cas pour les petits lotissements qui s'installent dans les interstices d'un milieu suburbain plus dense ou des grandes copropriétés sécurisées argentines qui se surimposent à un tissu lâche, au profil social populaire, et où la fermeture peut constituer un réflexe défensif contre un environnement hétérogène, populaire en Amérique latine, pauvre, latino ou noir dans le cas de Los Angeles. Par ailleurs, à grande échelle, l'homogénéité des ensembles résidentiels s'atténue avec le temps, au gré des ventes, des héritages et des transmissions. L'ancienneté de Leisure World a engendré la construction de quartiers architecturalement très différenciés au fil des phases de construction (cinq en tout, échelonnées du début des années 60 au milieu des années 80), offrant des standards de vie très différents et devenant les supports d'une différenciation socio-spatiale interne à l'ensemble. De la même manière, les ensembles qui atteignent la taille d'une ville (Nordelta, par exemple), promeuvent une hétérogénéité à l'échelle de l'ensemble, mais une homogénéité à la grande échelle, celle des unités de voisinage.

Homogénéisation et hétérogénéisation fonctionnent dans un rapport dialectique à l'échelle des temps "longs". A partir de quel moment et surtout de quels critères (démographiques, sociaux, culturels, "raciaux"...) peut-on dire d'un ensemble qu'il est socialement homogène ? Il faudrait des travaux statistiques fins pour en faire le constat, et nous pouvons que nous borner à constater l'extrême sensibilité de la dialectique de l'homogénéisation et de l'hétérogénéisation résidentielle aux variations d'échelles spatiale et temporelle.

Homogénéisation de la population, de l'habitat et de l'habiter

Quelles sont les logiques de la production de l'homogénéisation résidentielle ? D'une part, se confrontent plusieurs acteurs : ceux qui produisent images et représentations (acteurs politiques, économiques), d'autre part ceux qui les vivent (les résidents eux-mêmes), enfin les "autres" dans leur manière de percevoir le groupe ou l'unité spatiale "homogènes". D'autre part, l'homogénéisation résidentielle est le résultat de l'interaction dynamique entre quatre dimensions : le peuplement (critères démographiques, critères socio-économiques), l'habitat (statut d'occupation du logement, types de logement –matériaux, etc.-, niveau d'équipement, architecture, taille de la parcelle), les modes d'habiter (pratiques et usages, représentations), les normes sociales et politiques qui règlent les rapports entre les individus et les groupes sociaux ainsi que l'occupation de l'espace. Je verrai ici quelle est l'importance de la production des images et des représentations sur les dynamiques d'homogénéisation résidentielle, ainsi que la manière dont les acteurs produisent de l'homogénéisation. Les situations auxquelles aboutissent les processus créent en effet des inerties qui contribuent à la (re)production des inégalités, des discontinuités, des différences.

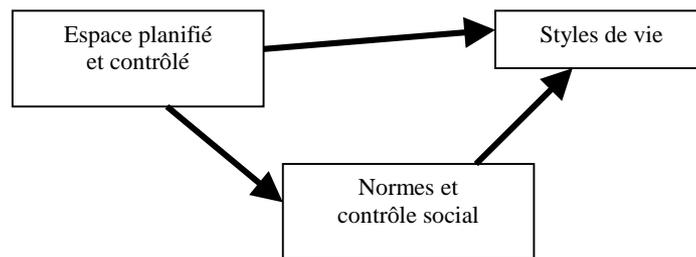
L'image construite, celle qui se diffuse dans la ville, masque souvent des différenciations internes. Le côté bohème de la Macarena à Bogotá brouille l'hétérogénéité sociale d'un quartier dont la gentryfication n'est pas aboutie. A une autre échelle, le glamour artistique d'Hollywood ou la supposée richesse des habitants de la vallée sécessionniste de la vallée San Fernando, dans le comté de Los Angeles, sont des facteurs d'homogénéisation des représentations en direction de l'extérieur : d'ailleurs, l'image positive d'Hollywood,

essentiellement celle de l'ouest, autour du mythique Sunset Boulevard, dans la continuité de la municipalité voisine, Beverly Hills, coexiste avec une autre, stigmatisante, méconnue des étrangers, celle d'un lieu infesté de gangs, qui prend racine dans l'hétérogénéité ethnique. En effet, 42,4% des résidents sont blancs, d'origine juive et arménienne plus que WASP, 35,5% latinos, la composition ethnique étant semblable à celle de Los Angeles ; l'habitat est diversifié, allant des vastes et somptueuses villas grimpaient sur les versants des collines aux modestes bungalows et *guest houses* locatives de fond de cour. C'est aussi à l'occasion du vote sur la demande d'autonomie de la vallée de San Fernando que les habitants de Los Angeles ont pu découvrir, à travers leur vote hostile à la demande d'incorporation, une minorité jusqu'ici invisible, celle des Latinos qui représentent 37,8% de la population contre 45% pour les "anglos". C'est surtout dans les ensembles résidentiels sécurisés que la production d'images tablant sur l'homogénéité supposée de la population relève d'une véritable stratégie, même si l'on verra aussi, dans le chapitre 10 que les leaders populaires (notamment dans les quartiers ethniques) peuvent, non pas produire des représentations d'homogénéité, mais les instrumentaliser et influencer ainsi les représentations que se fait le reste de la ville du quartier.

Nous verrons dans le chapitre 5 à quel point l'habitat anglo-saxon valorise l'homogénéité sociale et architecturale. La ville à l'anglaise est ainsi conçue comme un ensemble d'unités homogènes facilement reproductibles, ce que permet l'expansion des *suburbs*. La *gated community* états-unienne pousse à l'extrême cette logique, en introduisant une séparation matérielle entre les unités. *Condominios fechados*, *countries*, etc. reproduisent ce modèle d'habitat, au départ plutôt étranger aux cultures urbaines latino-américaines (si ce n'est pour les élites), dans un contexte différent de celui dans lequel les *suburbs* se sont étendues aux Etats-Unis (l'apartheid), celui d'un approfondissement des logiques sécuritaires qui pousse les individus à se défendre, à se protéger, à mettre à distance de tout ce qui pourrait être dangereux.

Le graphique n°1 résume la manière dont les promoteurs et les agents économiques produisent une homogénéité voulue, dont les dimensions sociales et spatiales se co-agissent réciproquement, avec un déterminisme certain, l'espace étant censé jouer un rôle particulièrement actif.

Graphique n°1



Au-delà de la diversité des styles qui reflète moins une mixité architecturale que l'adoption du post-modernisme en architecture, permettant la coexistence et la superposition des genres, le retour au "néo", au local, au régional, mais aussi l'adoption de styles importés, c'est plutôt l'homogénéité de l'habitat qui prévaut. La planification et l'ordonnancement extrême des espaces, la rigueur pointilleuse des règlements laissent peu de marge à la fantaisie et à l'originalité. Tant le bâti lui-même que les jardins sont régis par des règlements drastiques qui s'étendent de l'aspect extérieur de la maison, à la hauteur de taille des pelouses et des arbres, en passant par l'interdiction des paniers de basket ou celle de faire sécher son linge au soleil. Rien n'est laissé au hasard, jusque dans les moindres détails de la vie quotidienne. Même la nature n'est que la matérialisation d'une projection mentale, celle d'une construction ordonnée faite d'alignements d'arbres, de plantations de buissons parfaitement taillés. L'homogénéisation de l'espace a des effets sur celle des modes de vie, dans la mesure où la tentative d'ordonnancement de celui-ci est un instrument de contrôle des usages autorisés dans les espaces extérieurs qu'ils soient communs (les voies intérieures) ou privés (les jardins), à travers l'imposition de codes de comportement. Cette rigidité normative vise à éloigner tout risque de débordement incontrôlé.

Dans d'autres contextes bâtis qui souffrent d'un excès de planification tels les grands ensembles inspirés des préceptes de l'architecture moderne, c'est aussi parce que l'environnement urbain et social se "dégrade" que les habitants réagissent pour diminuer les risques d'exposition. La rigidité des formes spatiales est propice à une rigueur normative et à des tentatives de mise en ordre de la vie quotidienne. Par exemple, à Selva de Pedra à Rio de Janeiro (cf. Mello & Vogel, 2001), la création d'une association de quartier par les riverains a permis, à travers la fermeture du périmètre des édifices de logements collectifs, de renforcer la réglementation sur les espaces "collectifs", pourtant déjà stricte, en l'étendant également aux aspects extérieurs des édifices et aux espaces intérieurs, en fonction des canons d'une esthétique "commune" excluant le mauvais goût ou les pratiques de voisinage jugées "populaires". Bien entendu, la réglementation a des effets sur l'homogénéisation tant du paysage que des comportements, comme dans les ensembles résidentiels sécurisés produits *ex nihilo*.

Par ailleurs, les lotissements et les copropriétés sécurisés s'inscrivent, aux Etats-Unis comme en Amérique latine, dans la tradition californienne des villes idéales, des utopies urbaines. L'organisation intérieure des grandes *gated communities*, des *countries* ou des *condominios fechados* reflète la charge utopique de ce « monde des loisirs » dont la paternité revient à Celebration, la ville de Disney (cf. Didier, 2000): entre activités associatives (pour les mères de famille, les enfants ou les personnes âgées), activités sportives et symbolique architecturale qui vise à recréer des espaces centraux ou reproduire des espaces traditionnels. Le « monde des loisirs » conforte la quête généralisée d'un nouveau "style de vie"

En effet, idéalement, dans le modèle proposé par les promoteurs, les modes d'habiter se moulent dans un « style de vie » différent de celui que les citoyens avaient auparavant en ville, voire réactif à celui-ci. Les suppléments immobiliers des grands quotidiens argentins, les publicités promotionnelles, par exemple, ne tarissent pas d'éloge pour le "nouveau style de vie" qu'incarne le *country*, avec exemples à l'appui, bien entendu tous stéréotypés et surtout présentant une image conservatrice de la famille et de la répartition des tâches au sein du couple: le mari a trouvé un emploi dans la zone, a plus de temps pour s'occuper de son jardin, emmène ses enfants à l'école; la femme s'investit enfin dans un travail motivant, les activités sociales et caritatives; les enfants vont de tournoi en tournoi, profitent du bon air; le week-end, le couple heureux retrouve ses amis au *club-house* et les adolescents vont de fête en fête, y compris dans les discothèques pour eux du centre urbain voisin... (Thuillier, 2002: 220-222).

Le terme anglo-saxon de *lifestyle* que reprennent Blakely et Snyder pour construire leur typologie des *gated communities* angeleñas, rend bien compte du mouvement d'uniformisation/ segmentation des modes de vie et de consommation dans la "société de services", même s'il ne recouvre pas toute la richesse de la notion de modes d'habiter. En effet, d'une part, le style de vie a une fonction profondément homogénéisatrice dans le discours publicitaire, d'autre part, la segmentation du marché des ensembles résidentiels sécurisés permet à chacun de piocher dans le menu proposé, en fonction de ses aspirations et de sa bourse. Les styles de vie sont significatifs des processus d'individualisation des comportements, de la nécessité de se distinguer de l'autre à l'intérieur de modes de vie homogènes (renvoyant plus spécifiquement à des structures de classe), en particulier ceux de la classe moyenne argentine ou états-unienne²². Pour Jean Rémy (1994: 69), c'est le logement qui est « le lieu d'investissement privilégié qui permet à chacun de concrétiser son style de vie » d'où le surinvestissement du domicile dans les sociétés "moyennisées". En négatif, on peut estimer que le droit d'affirmation de son style de vie s'appuie de plus en plus sur des bases territoriales qui sont perçues comme particulièrement efficaces pour assurer un "entre-soi". Par exemple, ce que E. Soja appelle les "*simcities*", c'est-à-dire les villes de la simulation, conforte les regroupements affinitaires. Ce serait le cas de Laguna-Woods qui accueille uniquement les personnes âgées de plus de 55 ans. Cette territorialisation, même si elle ne se fait pas sur des bases directement "classistes", pose aussi problème si elle empêche la confrontation avec l'autre et enferme dans un "ghetto" (les personnes âgées ne veulent pas des enfants qui sont interdits de séjour, les homosexuels, objets de discrimination, ne vivent plus qu'entre eux, dans des réseaux propres, etc.), traduisant une intolérance vis-à-vis de ceux qui sont différents. On reviendra sur le rapport entre territoire, rapport à l'altérité et identité dans le chapitre 8.

A l'inverse, c'est l'absence de réglementation qui caractérise l'urbanisation dite "informelle" des quartiers populaires. S'il y a homogénéisation du bâti, c'est plutôt en raison de la pauvreté des ressources des habitants : utilisation des mêmes matériaux de récupération, autoconstruction, etc. La consolidation du quartier, avec le temps, tend à rendre le paysage beaucoup plus hétérogène et hétéroclite, avec ses maisons faites de bric et de broc, ses habitations aux étages empilés au fur et à mesure de l'enrichissement de la famille, ses simples baraquements en tôle ou en bois, ses rues sinueuses, ses petites échoppes. Le cadre spatial, moins rigide, donne une plus grande souplesse aux usages. Loin de toute « culture de la pauvreté » (Lewis, 1963, sur Tepito) forcément aussi homogénéisatrice que l'était la marginalité d'A. Touraine (toutes catégories réificatrices, autant que celle d'exclus), statique et trop déterministe, les habitants des quartiers populaires évoluent dans un « entre-deux », espace relationnel qui permet les échanges et qui ne fonctionne que rarement comme une entité close (Mozère, Péraldi et Rey, 1999). La ville des quartiers populaires, étrangère aux carcans de la planification dans laquelle certains programmes d'urbanisation non concertée ou reposant sur une conception de la participation clientéliste pourraient néanmoins tenter de l'enfermer, laisse aux habitants la possibilité d'« inventer » et de bricoler leur ville (Agiar, 1999). Loin de toute imagerie mythique, ils n'échappent pas non plus à l'individualisation des comportements, surtout les jeunes. Mais cette dernière s'inscrit dans des structures sociales et collectives tout aussi contraignantes, celles de la "communauté" (terme sur lequel nous reviendrons également ultérieurement), différentes néanmoins de celles du syndicat de copropriétaires. Surtout ils relèvent d'un autre registre, celui de la familiarité –liens familiaux et interconnaissance- que nous croiserons à nouveau dans le chapitre 9.

²² Voir et reprendre le débat dans *Espaces et sociétés*, n°73, 1994, notamment les articles de Jean Rémy et de Salvador Juan qui réhabilite la notion de "genre de vie" qui articule le mieux position de classe et trajectoires familiales au sein d'une même classe, ainsi que l'introduction de Pierre Pellegrino.

Processus d'urbanisation et perception des différenciations sociales "internes"

Toute homogénéité sociale "externe" est empreinte d'une certaine hétérogénéité "interne", c'est-à-dire perçue de l'intérieur. Quel que soit le degré d'homogénéisation sociale d'une unité spatiale par rapport à son espace environnant ou au reste de l'aire métropolitaine, la manière dont les sujets se représentent la micro-société qu'elle côtoie dans son quartier ou dans son ensemble résidentiel, ne colle en général pas avec l'étiquette qui leur est attribuée. Ainsi, l'écart entre ce que l'on pourrait désigner comme une situation "objective" d'homogénéisation (c'est-à-dire sous la loupe de la statistique), les représentations objectivantes (par exemple, stigmatisantes) qui tendent à réifier des situations, et les perceptions subjectives des résidents eux-mêmes peut-il être important. Dans toutes les situations, quel que soit le profil social du quartier, quelle que soit l'échelle de l'ensemble résidentiel, les habitants, riches ou pauvres, perçoivent des différences sociales et territoriales à l'intérieur de leur "quartier", quand ils ne les produisent. Dans un quartier de la classe moyenne, comme la Macarena, les résidents identifient des différences entre la partie plus populaire située en haut de la carrera 5, près de la chapelle, où l'on tend à dire que se sont d'ailleurs installées des familles de la Perseverancia, et une partie plus gentryfiée en contrebas. Même dans certains quartiers de la périphérie qui peuvent paraître extrêmement homogènes (comme c'est le cas de Usme, à Bogotá), les institutions comme les habitants font la distinction entre ceux qui sont installés à l'intérieur du périmètre du futur par ce sont ainsi bénéficiaires de ressources et ceux qui sont juste à l'extérieur, ceux qui ont une activité grâce au par ce sont ceux qui la perdent, etc. Dans les ensembles résidentiels sécurisés, ce sont surtout les logiques de segmentation du marché par les promoteurs immobiliers, en particulier dans les ensembles les plus vastes, qui produisent des différenciations d'autant mieux perçues par les habitants qu'elle résulte d'une volonté claire de séparer des secteurs socialement hétérogènes entre eux et ne sont pas seulement le résultat de l'échelonnement dans le temps et dans l'espace de l'urbanisation. Dans le fourmillement de la vie quotidienne et des contacts, c'est au contraire l'hétérogénéité qui semble prévaloir.

Dans les quartiers populaires résultant d'occupations illégales et d'invasions successives, installés sur des versants, cette différenciation traverse la division haut et bas qui caractérise les processus d'urbanisation de ces quartiers : à Rocinha grimant sur les pentes abruptes d'un morne ; dans les *barrios* de la ville de Caracas ; dans la périphérie de Caracas, entre le quartier d'invasion "ancienne" (plus de 5 ans) de los Laureles et le quartier d'invasion plus "récente" (moins de 5 ans) de la Pomarosa ; et même dans un petit quartier ouvrier consolidé tel la Perseverancia à Bogotá, où pourtant la croissance démographique est faible et où les récents processus d'urbanisation de la partie supérieure ne cristallisent pas à eux seuls toutes les discriminations internes exprimées par les habitants. A différentes échelles, le relief, comme les infrastructures routières ou ferroviaires, sont d'ailleurs souvent productrices de discontinuités sociales comme le montre à Hollywood l'opposition entre collines (*hills*) et plaines (*flatlands*). D'ailleurs, même les variations infimes du dénivelé, par exemple à Buenos Aires où elles atteignent au plus quelques mètres, mais différencient les zones inondables de celles qui sont à l'abri des crues, des reflux du rio de la Plata et des débordements des cours d'eau entubés, peuvent produire des distinctions sociales à l'intérieur des quartiers populaires. Les divisions sont moins territorialisées quand le quartier a connu un processus de densification en hauteur et que les étages supérieurs ou les sous-sols sont loués à des familles plus pauvres qui forment néanmoins un groupe distingué des premiers arrivants : dans le quartier bolivien de Charrúa (étages supérieurs rajoutés progressivement), à la Perseverancia (sous-sols).

En tous cas, le besoin de distinction par rapport à un autre groupe est récurrent. Il se construit sur des différenciations infimes et très difficilement perceptibles par la statistique qui travaille sur des agrégats de population présentant une certaine homogénéité. Il traverse tous les groupes sociaux, quelle que soient les appartenances et les référents supposés être communs : un territoire (le quartier, l'ensemble résidentiel) ; une communauté, etc. Les exemples de différenciation interne issus du rapport entre les processus d'urbanisation et de la manière dont les individus internalisent, voire instrumentalisent les différences, ne manquent pas, et nous allons en décrire à partir de l'un des terrains étudiés, celui de Ciudad Evita. Toute perception d'une différenciation n'est cependant pas productrice de mises à l'écart, d'évitements ou de stigmatisations. La différenciation de certains groupes de population, à l'échelle d'une aire urbaine ou d'un quartier, malgré les formes de stigmatisation, crée d'ailleurs parfois une démarcation sociale nécessaire à la construction de l'identité du groupe ("nous"/ "les autres") : par exemple, les personnes interrogées à Pacoima revendiquent leur attachement à leur quartier et non à une communauté hispanique ou latino, car ils se sentent différents des Latinos du *Downtown* ou de East L.A. ; dans le quartier ouvrier de la Perseverancia qui a pourtant presque un siècle d'âge, la division entre le haut et le bas reste très prégnante et présente dans les mentalités. Dans ce dernier cas, les représentations sociales et le discours des habitants réifient les oppositions en les accentuant. La délimitation entre les familles qui habitent à l'intérieur du parc de Entrenubes à Usme (Bogotá) et ceux qui résident à l'extérieur est l'un des éléments d'identification, générateur de conflits entre les résidents.

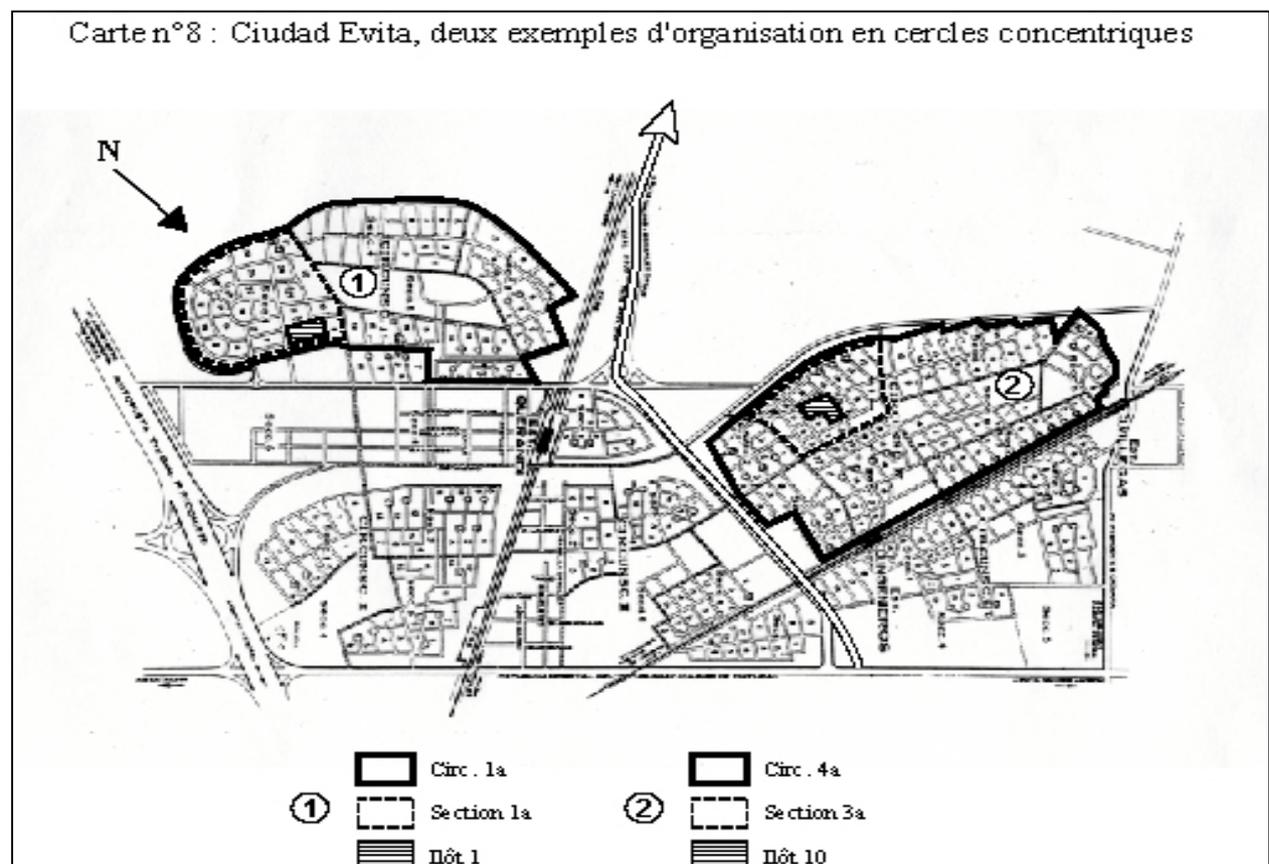
La perception des différenciations, productrice d'inégalités de traitement (en particulier, politique, comme on le verra dans le chapitre 10), résulte des contacts, des frottements de la vie quotidienne, d'antagonismes souvent hérités bâtis sur des lignes de partage ancrées dans l'histoire des quartiers, établies entre anciens et nouveaux

migrants, entre groupes d'origines géographiques diverses, entre locataires et propriétaires, entre "riches" et "pauvres" dont il est difficile de dire si elles ont encore une base socio-économique réelle, même si on peut en lire des traces dans le damier urbain, entre les parcelles qui jouxtent la place centrale, plus spacieuses, et les autres, plus étriquées. A Liberdade, quartier populaire de Bahia au Brésil décrit par M. Agier (1999), le choix des parrains des enfants ne se fait pas seulement au gré des liens de parenté ou des affinités personnelles, mais aussi au vu des avantages symboliques et sociaux que les individus veulent en tirer, des allégeances qui s'établissent entre les familles. Au couple « proximité spatiale- distance sociale » qui est sans doute moins caractéristique des relations à l'intérieur des quartiers populaires se substitue ainsi, dans les quartiers populaires, celui de « proximité spatiale- distance symbolique » qui scelle les relations entre les très pauvres et les moins pauvres. Les divisions y ont d'ailleurs été accentuées par la violence associée au trafic et à la consommation de psychotropes. Pour les habitants du "bas" de la Perseverancia, c'est dans le "haut" que résident et qu'agissent les toxicomanes, les voleurs, les trafiquants, mais aussi, par extension, les "cholos", les "negros".

Le cas de Ciudad Evita

Ciudad Evita, dans la banlieue proche de Buenos Aires, fer-de-lance de la politique d'habitat social péroniste, n'est plus la cité ouvrière idéale qu'on prétendait en faire. C'est aujourd'hui une zone résidentielle de classes moyennes et populaires qui présente de fortes différences entre les circonscriptions qui la composent. L'organisation de la ville en cinq circonscriptions, le « trop-pensé » de l'organisation de l'espace, les « impensés » de la construction des axes de circulation (pour reprendre une distinction chère à M. Agier, 1999) ont produit de l'hétérogénéité. La ville, originellement, prétendait pourtant inscrire dans le territoire l'idée de la "communauté organisée" péroniste, un modèle de société formée de cellules à la fois semblables et structurées de manière hiérarchique et autoritaire, fermées sur elles-mêmes, en dehors. Elle est unifiée par son architecture - les "chalets blancs aux toits de tuile rouges" -. Les "circonscriptions" déterminent autant de zones ou de "quartiers" qui organisent les espaces résidentiels depuis le projet initial. Le territoire a été conçu sous la forme de cercles concentriques. Les circonscriptions contiennent des "sections" qui se subdivisent en pâtés de maisons. L'adresse d'un habitant de Ciudad Evita s'établit de la manière suivante : circonscription IV, 2^{ème} section, îlot 9, maison 15. En 1950, les cinq circonscriptions qui divisaient la ville étaient homogènes par leurs équipements, par leur urbanisation, par les "chalets" et par l'origine sociale de leurs habitants.

Ce n'est qu'à partir des années 70 que la différenciation sociale émerge dans le territoire de Ciudad Evita. Ce sont d'ailleurs la conception même du plan, les voies de communication et l'idéal autarcique revendiqué par les concepteurs, qui vont dessiner des discontinuités au sein même de la ville (cf. carte n°8 ci-dessous).



Au fil du temps, une dynamique d'hétérogénéisation socio-spatiale s'est consolidée autour des cinq circonscriptions. Ainsi, "la première" a toujours représenté un espace privilégié tandis que "la cinquième" renvoie aux zones les plus dévalorisées. Les différenciations descendent même à l'échelon infra-circonscription : la "circonscription I, section 1", soit la "première-première", selon l'expression dont se servent les habitants et qui souligne également une supériorité numérique dont la signification est symbolique, désigne les "beaux quartiers". Mais au-delà des 5 circonscriptions, les habitants de Ciudad Evita reconnaissent une coupure plus fondamentale entre deux secteurs. L'un regroupe aujourd'hui les quartiers de classes moyennes, situés au sud de la route 21 (les première, deuxième et troisième circonscriptions); l'autre au nord de cette même route rassemble les foyers les plus modestes des quatrième et cinquième circonscriptions. Ce processus de différenciation entre une zone nord et une zone sud s'est traduit dans la valeur immobilière des logements, puisqu'une même maison "originale" coûte 45 000 dollars dans la cinquième, et peut atteindre jusqu'à 145 000 dollars dans la "première-première".

Chacune des circonscriptions est séparée par un axe routier ou par une voie de chemin de fer, rendant difficile la communication entre les circonscriptions (cf. carte n°9 page suivante). Les voies de circulation créent ainsi des coupures urbaines qui entravent la communication entre les quartiers : une voie de chemin de fer sépare les circonscriptions IV et V, avec un seul passage à niveau qui n'a été goudronné qu'en 1998 ; les circonscriptions II et III sont séparées par une autre voie ferrée qui ne peut toujours pas être traversée en voiture ; la route 21 coupe en deux la ville (anticipant la différenciation des espaces des zones nord et sud), laissant un seul point de passage entre les circonscriptions III et IV et un autre entre les circonscriptions III et V, etc. Les moyens de transport et les circulations sont plus pensées dans leur relation avec l'extérieur qu'entre les différents quartiers. Par ailleurs, les moyens de transport ont évolué, créant ainsi des différentiels d'accessibilité entre les quartiers. Jusque dans les années 60, le train reste le moyen de transport le plus important pour relier les chalets à la capitale. Deux voies du chemin de fer General Belgrano traversent la ville et la relient à des zones populaires du sud de la capitale et de la banlieue qui ont autrefois concentré un nombre important d'établissements industriels. Vers les années 1960, les bus commencent à traverser Ciudad Evita, en modifiant les axes de circulation et les voies de communication avec la capitale et les localités voisines. Deux nouveaux axes de circulation vont s'établir. Le premier traverse la ville en partant dès la première où la rotonde fonctionne comme gare terminale de plusieurs lignes qui relient Ciudad Evita à San Justo, chef lieu de la municipalité de La Matanza, à la capitale, très précisément aux quartiers limitrophes de Liniers et de Matadero. L'autre axe de circulation, sans doute le plus important par le nombre de bus et de voitures qui l'utilisent, permet la communication avec Buenos Aires par l'autoroute. Dans les années 70, l'arrivée de la voiture, non prévue dans le plan originel, bouleverse en effet la donne. La zone sud de Ciudad Evita est ainsi la plus proche de l'autoroute. Dans les années 80 et plus encore 90, Ciudad Evita devient un secteur attrayant pour une certaine classe moyenne qui cherche à fuir la ville de Buenos Aires qu'elle perçoit comme étant de plus en plus polluée, sale et violente. Les premiers locataires des chalets, des "gens humbles" pour reprendre la terminologie péroniste, sont remplacés à partir des années 1970 par une clientèle de jeunes, des professions libérales, d'enseignants, car, grâce à la construction de l'autoroute, les chalets se trouvent désormais à moins de 20 mn du centre de la capitale. Ce mouvement creuse les différences entre les sections les plus exclusives et les plus modestes, sans générer toutefois de processus de distanciation socio-spatiale. Par ailleurs, l'inachèvement du processus d'urbanisation de Ciudad Evita, à la suite du coup d'Etat qui déloge le général Peron en 1955 (l'urbanisation pavillonnaire prévue ne couvrant pas totalement la portion de territoire légalement définie comme appartenant à la localité de Ciudad Evita), laisse la porte ouverte à d'autres formes d'urbanisation qui se différencient de la précédente : les maisons plus petites du programme VEMME (*Viviendas económicas mediante mutuo esfuerzo*) sous Frondizi (1958-62), des quartiers construits à l'initiative d'organisations syndicales (quartiers ALAS et UPCN) au profit de sous-officiers de l'Armée de l'Air et de fonctionnaires de l'Etat.

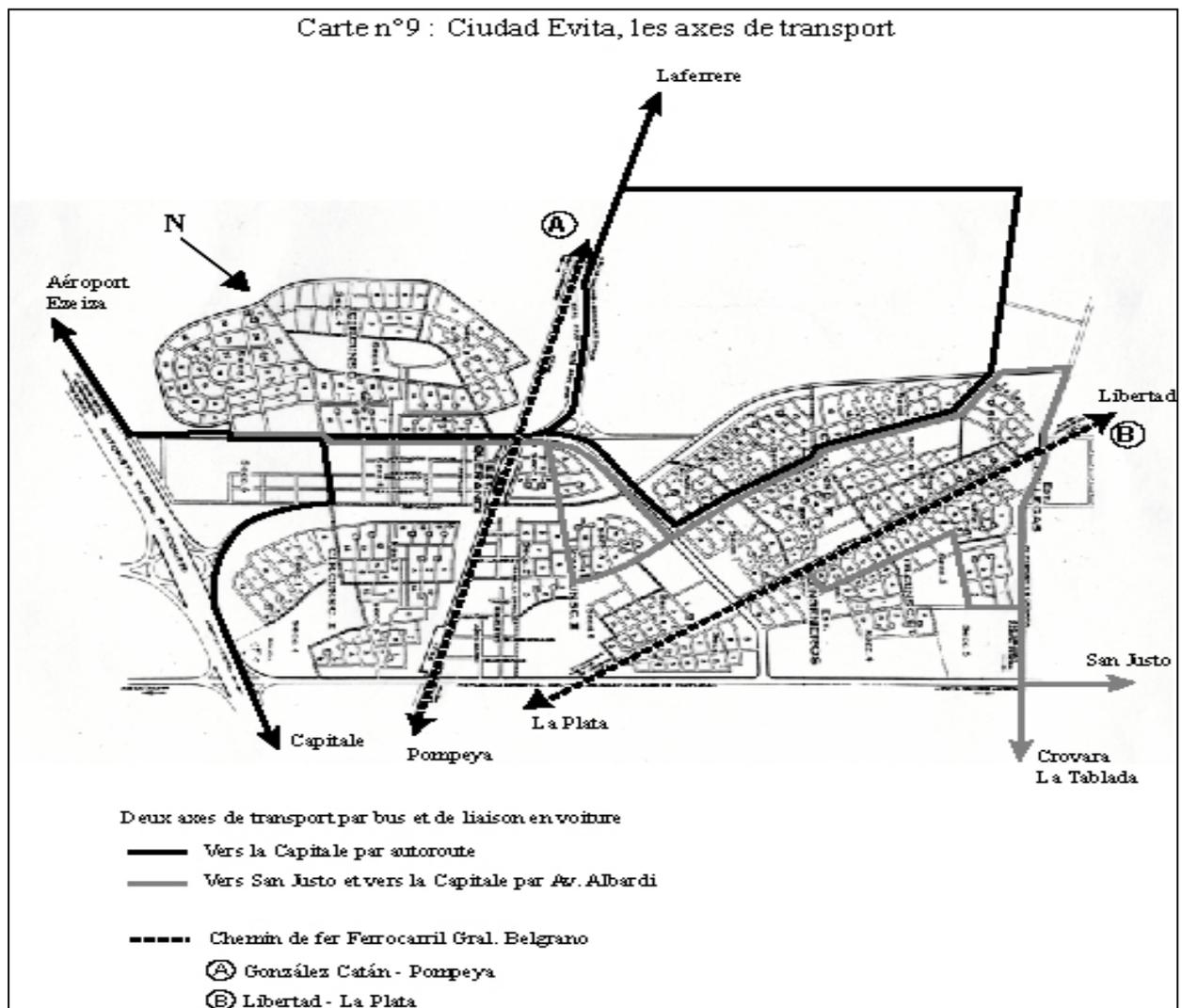
A l'intérieur de la « tête d'Evita », les habitants, dont les statuts d'occupants et les statuts sociaux sont très hétérogènes, se disputent entre eux pour savoir qui habite le territoire "originel", celui dont les habitations avaient été conçues par la fondation Eva Peron. Entre la partie "historique" de Ciudad Evita et les autres "quartiers" (que les habitants de la première appellent les « gens des monoblocks de Tablada » ou de « Villegas », parce qu'ils ne font pas partie de la même « ville »), une lutte de différenciation symbolique s'installe pour l'appropriation du nom de Ciudad Evita, même si administrativement ils se trouvent dans sa juridiction. Dans les représentations cartographiques, que ce soit dans les guides du Grand Buenos Aires²³, dans les nombreux plans édités par les agences immobilières de Ciudad Evita ou dans les plans distribués par la municipalité de La Matanza²⁴, Ciudad Evita apparaît représentée uniquement sous la forme de son plan original, et symbolisée par l'image d'un chalet. Pourtant, cette division, si elle produit des différenciations sociales et symboliques, n'est pas productrice de mise à l'écart comme c'est le cas entre les quartiers de classe moyenne et

²³ C'est le cas des guides de la banlieue comme "Peuser" ou "Lumi", et ce jusque dans ces éditions de 1995 et 1996.

²⁴ Dans un magasin situé à côté de la Municipalité, qui reproduit les cartes officielles de la mairie, la carte de Ciudad Evita demandée par les enquêteurs est celle du projet de 1948, où ne figurent aucune des urbanisations postérieures.

les quartiers populaires. Ce sont moins ces discontinuités que d'autres lignes de division qui introduisent de véritables coupures.

En effet, s'installent également, sur le territoire ou à proximité de Ciudad Evita, des *villeros* "déguerpis" de la capitale dans les années 60, tandis que des cités de transit (*Puerta de Hierro* et *San Petersburgo*, situées de l'autre côté de l'avenue Crovara) et des grands ensembles (connus comme les "*monoblocks*" de Villegas, 4 200 logements, et de José Ingeniero, avec près de 5 000) sont implantés à proximité de Ciudad Evita par la dictature militaire qui y reloge les habitants des bidonvilles déguerpis entre 1976 et 1983. Enfin, en 1986, des habitants appauvris forment des occupations nées de l'action collective : le *17 de Marzo*, localisé au nord de l'avenue Crovara, sur les terres laissées vacantes entre *Puerta de Hierro* et *San Petersburgo*, *El Tambo*, situé à l'est de l'avenue Cristiania, et le *22 de Enero*, situé à l'ouest de la même avenue, sur des terres de Ciudad Evita. C'est la proximité spatiale de groupes si hétérogènes dans un territoire qui était prévu pour produire de l'homogénéité est hautement conflictuelle, comme on le verra dans les chapitres 8 et 10.



Conclusion

L'homogénéisation et l'hétérogénéisation ne sont pas des processus spontanés, pas plus que la ségrégation ou l'agrégation. Elles sont autant la conséquence du jeu des acteurs politiques (municipalités, etc.) et économiques (promoteurs, etc.) que le résultat des comportements individuels et collectifs et de l'internalisation de la différenciation par les individus ou par les groupes. Il n'y a d'ailleurs aucun lien direct entre la ségrégation urbaine et l'homogénéisation/ hétérogénéisation. La ségrégation, selon l'une des définitions qui en est donnée, mesure la distribution spatiale des groupes sociaux, l'homogénéité étant alors une fonction secondaire et indirecte. la ségrégation urbaine s'évalue aussi dans la distance, dans les différentiels d'accessibilité des groupes sociaux aux ressources urbaines (logement, emploi, etc.). « On ne peut dissocier l'analyse des espaces et

l'attention aux processus –c'est la limite des métaphores de la mosaïque- et l'hétérogénéité [...] doit se comprendre autant comme superposition ou chevauchement de populations que comme ségrégation», dit à I. Joseph (1993 : 80), à propos de la ville de Chicago des années 1920-30.

La micro-ségrégation, par exemple, qui pourrait sembler être porteuse d'une certaine mixité sociale (à l'échelle d'un quartier, d'une rue, etc.) n'est pas exempte de mises à distance, de la construction de barrières matérielles et symboliques, que la statistique ne saurait mesurer. De même, comme on l'a dit, les communes périphériques où se côtoient ensembles résidentiels sécurisés, lotissements populaires, quartiers anciens et autres d'invasion, où s'est le plus appliqué le diagnostic de la fragmentation urbaine, n'ont pas le peuplement le plus homogène, du moins à l'échelle de la municipalité, les agrégations sociales se faisant dans des unités spatiales inférieures. Les travailleurs qui y vivent et pour qui le marché de la construction des ensembles résidentiels sécurisés peut représenter une manne inespérée, ont sans doute plus facilement accès à l'emploi ou à la centralité que les quartiers d'invasion et les anciens quartiers ouvriers dont la situation socio-spatiale est moins avantageuse, même si les frontières spatiales cristallisent des représentations urbaines et sociales dichotomiques. Souvent, les quartiers centraux populaires des villes latino-américaines, plutôt hétérogènes, sont moins démunis que ne le sont certaines périphéries urbaines, éloignées, mal desservies par les transports en commun, en raison de la sédimentation des migrations (diversité des classes d'âge, des origines géographiques), des processus de consolidation (diversité des statuts d'occupation des logements, des niveaux d'études), dans certains cas, de formes d'embourgeoisement (installation d'étudiants, d'artistes, etc.). Mais toute situation périphérique ne constitue pas nécessairement un désavantage. En revanche, c'est la proximité spatiale, le voisinage, entre des groupes socialement hétérogènes entre eux, qui semblent être vécue de plus en plus difficilement par les individus. Chacun trouve ainsi un plus pauvre menaçant qui incarne peurs et angoisses. Les couches sociales et moyennes dont on a beaucoup critiqué les comportements de mise à l'écart et le repli sur soi, sont-elles ainsi si différentes du reste de la société ?

Chapitre 5: Histoire des ensembles résidentiels enclos et évolutions récentes²⁵

La diffusion de ce que je désigne par l'appellation générique d'"ensembles résidentiels sécurisés", à l'ensemble de la planète (ou presque) renvoie à ce que d'aucuns ont voulu dénommer la « nouvelle question urbaine »²⁶. En France, la question a effectivement été longuement débattue, entre tenants de la fragmentation et de la sécession urbaine d'un côté et partisans d'un lecture moins radicale, plus inscrite dans la continuité des transformations métropolitaines de l'autre. Un numéro de la revue *Environment and Planning* (2002) fait le point sur l'expansion mondiale de ces "quartiers" qu'on dit fermés et sécurisés. Les auteurs du texte introductif, G. Glasze²⁷, C. Webster et K. Frantz tentent d'établir une synthèse des types d'interprétation de ce « nouveau mode d'expansion des villes »: une lecture par la polarisation socio-spatiale dans le contexte de la globalisation, directement inspirée, entre autres, des travaux de S. Sassen, une approche par les motivations résidentielles et les modes de vie des citoyens, et enfin, une entrée axée sur les choix institutionnels et les politiques urbaines, effectivement au cœur de la question. Replacer les ensembles résidentiels sécurisés dans le temps long, en l'occurrence celui du siècle passé, et dans des contextes historiques localisés, même si la généralisation et la globalisation des processus ne font pas de doute, permet de construire un angle d'attaque débarrassé de toute la passion qui obscurcit l'analyse rationnelle du phénomène.

Un nom générique: les "ensembles résidentiels sécurisés"

Barrios cerrados ou *privados* argentins, *condominios fechados* brésiliens, *urbanizaciones cerradas* ou *conjuntos cerrados* colombiens, vénézuéliens et équatoriens, *fraccionamientos cerrados* mexicains, *gated communities* états-uniennes, etc. La diversité est autant de mise quand on évoque les quartiers d'habitat illégal et/ ou spontané: bidonvilles, *slums*, *barriadas*, *barrios*, *villas miseria*, etc. Comme le rappelle le travail lexicographique coordonné par J.-C. Depaule et par C. Topalov²⁸, l'entreprise de traduction d'une langue à l'autre s'avère difficile, et les équivalents ne sont pas exempts de glissements de sens fort dommageables à la compréhension. En même temps, à partir des différentes appellations, il peut s'avérer fort utile, dans un objectif de diagnostic et de critique des processus urbains, de trouver une catégorie commune qui transcende les localismes et renvoie à un même champ sémantique. C'est pour cette raison que nous choisissons de conserver fréquemment les termes dans la langue originale, tout en ayant soin de construire une catégorie appropriée qui rende compte des dynamiques socio-spatiales en faisant fi d'assignations de sens locales ou fortement marquées par le marché. Dans les Amériques, la diversité des dénominations vernaculaires des regroupements résidentiels caractérisés par des formes de fermeture matérielle, par l'existence de dispositifs sécuritaires, par une certaine recherche de l'entre-soi, traduit d'une part la montée en généralisation des processus, avec une insistance appuyée sur la fermeture, et de l'autre leur "traduction" spatiale dans des contextes géographiques différenciés, où l'espace est structuré par des pratiques et des représentations symboliques. Les dénominations locales sont toutes produites et utilisées par les promoteurs immobiliers. Ainsi, le "quartier" ou la "communauté" ont un pouvoir évocateur, respectivement à Buenos Aires ou aux Etats-Unis, et l'on sait que les images participent à la construction du réel. Dans d'autres pays, comme au Brésil (*condominio fechado*), le vocabulaire des promoteurs insistera plutôt sur le statut juridique de la propriété (copropriété), au regard du droit immobilier, ou sur les procédures de subdivision du sol régulées par les autorités publiques (*fraccionamiento* : lotissement).

Quel qu'en soit le standing, l'ensemble résidentiel désigne le lieu d'habitation, au sens le plus restreint du terme, c'est-à-dire le logement et les espaces qui lui sont immédiatement contigus, les espaces collectifs, parfois un jardin etc. Ainsi, sans s'arrêter sur la connotation négative du mot "(grand) ensemble" (de même que *conjunto* en espagnol), l'ensemble résidentiel sécurisé, qui désigne un regroupement de plusieurs éléments semblables, est une appellation générique qui met l'accent sur deux aspects essentiels: d'une part, la fonction presque exclusivement résidentielle, d'autre part la sécurisation de l'habitat, qui est le fait nouveau, plus que la fermeture, même si cette dernière peut avoir existé (cf. le cas des immeubles HBM en courées, de la petite ceinture parisienne), où l'habitat collectif, traditionnellement, n'était pas enclos. Parfois, nous parlerons de lotissements – sans s'arrêter à l'aspect péjoratif que peut avoir le terme en français-, de copropriétés, voire de résidences, bien que tous ces ensembles résidentiels ne fonctionnent pas toujours sur le strict principe de la propriété, mais aussi de l'association de résidents dans le cas des quartiers fermés *ex post* (l'utilisation de ce terme étant alors restreint

²⁵ Ce chapitre emprunte essentiellement au travail de thèse de G. Thuillier (2002), ainsi qu'aux travaux de C. Hancock (sur la généalogie des quartiers fermés et de S. Didier pour la partie états-unienne.

²⁶ Voir, entre autres, le numéro de la revue *Esprit* (1999), avec d'un côté, les articles de J. Donzelot, M.C. Jaillot, C. Ghorra-Gobin et M.F. Prévôt-Schapiro, et de l'autre, ceux de F. Ascher, F. Godard et D. Béhar.

²⁷ G. Glasze, de l'Institut de Géographie de Mayence, est, avec G. Mayer, à l'origine de la mise en place d'un réseau de chercheurs international et pluridisciplinaire travaillant sur les ensembles résidentiels sécurisés. Ils ont déjà organisé deux colloques, en 2000 à Hambourg et en 2002 à Mayence. Le réseau dispose ainsi de données quantitatives dans le monde entier. Adresse du site: www.gated-communities.com

²⁸ Programme PIR-Villes/ CNRS/ MOST-UNESCO. Consulter le site www.unesco.org/most/p2cityfr.htm

au produit immobilier "ensemble résidentiel sécurisé"). En revanche, les dispositifs sécuritaires sortent désormais de l'échelle du logement (alarmes), de l'immeuble (code d'accès, interphones), de l'îlot ou du pâté de maisons (îlot haussmannien, *manzana*, *block*) pour concerner de vastes pans privés ou privatisés de la ville, parfois de taille considérable (20.000 habitants dans le cas de Leisure World), ayant des conséquences sur la circulation des individus. L'ensemble résidentiel sécurisé recouvre une typologie diversifiée, entre formes héritées dont le sens a pu évoluer avec l'injonction sécuritaire, et produit immobilier récent créé *ex-nihilo* et socialement segmenté par le marché, entre petits lotissements et grands domaines dotés d'équipements sportifs, scolaires, etc.

Petite histoire de la fermeture des ensembles résidentiels à Londres et dans les Amériques

La fermeture de l'habitat et l'homogénéisation résidentielle à l'échelle du quartier ne sont évidemment pas nouvelles. Ces quartiers fermés constamment décrits comme "nouveaux" comptent de nombreux précédents historiques, y compris dans une Europe qui s'en effarouche pourtant aujourd'hui. A Londres comme dans d'autres villes britanniques se sont développés, au XVIIIème et au XIXème siècles des quartiers privés et fermés issus du lotissement des propriétés foncières des aristocrates, à l'architecture fortement homogène, exclusivement résidentiels (Rasmussen, 1982; Olsen, 1982). Les descriptions données par les historiens ne diffèrent pas énormément de ce que l'on peut trouver aujourd'hui au Brésil ou à aux Etats-Unis: des quartiers, fonctionnant de manière autonome, avec un filtrage exercé sur les apparences de l'individu, un accès restreint, une jouissance des *squares* réservée aux seuls propriétaires en ayant la clé, des habitants valorisant le quartier résidentiel.

Les "quartiers privés" londoniens des XVIIIème et XIXème siècles étaient construits sur les terres de riches particuliers, appartenant en général à l'aristocratie qui avaient conservé des propriétés foncières à la périphérie du bâti de la capitale. Ces terres nobles furent loties sur le modèle des baux et des unités de mesures employées pour les terres agricoles, le *furlong* (Ramussen, 1982), d'où l'existence de parcelles étroites mais profondes qui ont contribué à forger le bâti londonien. Les baux, eux, se rattachaient au système du *leasehold*, conservant au propriétaire la nue-propriété, et lui donnant également la propriété de tout ce qui avait été construit sur son terrain à l'expiration du bail (de durée variable, entre 37 et 99 ans). Un constructeur achetait donc le droit de construire. L'essentiel pour lui était de rentrer dans ses frais rapidement, mais de ne pas laisser des constructions de trop grande valeur au propriétaire à l'expiration du bail. Quelques principes généraux de construction ont prévalu, tels la maison mono-familiale, seule habitation respectable selon la conception britannique; l'uniformité et le manque d'imagination architecturale. Ces quartiers étaient en général exclusivement résidentiels, des dispositions très strictes interdisant aux résidents de pratiquer quelque commerce ou activité professionnelle que ce soit, afin de maintenir la respectabilité. Ils étaient planifiés de manière autonome, indépendamment du tissu urbain environnant.

L'initiative privée, et bien souvent la recherche du profit immédiat, ont donc présidé à l'expansion urbaine londonienne. L'Angleterre opposait ainsi une conception de l'urbain comme juxtaposition de propriétés privées, dont la gestion n'avait pas à différer considérablement de celle de terres agricoles, et où le pouvoir ne cherchait pas à renvoyer à un idéal commun, à une époque où la reconstruction de Paris était menée par l'initiative publique, même si les capitaux privés y ont participé. A Paris, ville que les auteurs français de l'époque érigent souvent en exemple d'une ville ouverte, démocratique, où toutes les classes se coudoient, à une autre échelle, l'îlot haussmannien qui préserve des espaces intérieurs à usage privatifs comme la cour intérieure, préfigure pourtant une évolution vers une fermeture accentuée (Castex *et al.*, 1997). C'est encore Haussmann que R. Sennett (1977) accuse, quand il lui reproche d'avoir promu l'homogénéité sociale au sein des quartiers, entre quartiers bourgeois et quartiers ouvriers confinés.

Les *squares* qui ornaient ces quartiers, d'inspiration champêtre, renvoyaient à l'idéal anglais de la campagne dans la ville. Leur accès était réservé aux habitants du quartier. Ils étaient fermés par des grilles, et seuls les riverains disposaient d'une clé et pouvaient s'y promener. Surtout, les propriétaires de ces quartiers, qui souvent vivaient là, ayant conservé leur résidence, avaient la faculté de fermer par des grilles l'accès au quartier, voire de bloquer totalement la circulation sur les voies traversant ses terres, fussent-elles, comme c'était souvent le cas, totalement prises dans le tissu urbain. Le cas du quartier de Bloomsbury, aujourd'hui principal quartier universitaire de Londres, qui appartenait au Bedford Estate, faisait grand bruit au XIXème, parce qu'il se trouvait entre la gare ferroviaire de Euston et le quartier des affaires, et que le bon plaisir du propriétaire pouvait obliger la forte circulation entre ces deux pôles à se détourner de plusieurs kilomètres. Quant au filtrage aux barrières, il s'effectuait sur la bonne mine des équipages, les piétons n'ayant de chances d'entrer que s'ils étaient bien vêtus, et les fournisseurs ne pouvant accéder aux quartiers qu'à certaines heures. Par comparaison, en Amérique latine à la fin du XIXème et au début du XXème siècle, c'étaient plutôt les codes de comportement en public et de civilité (l'habillement, les bonnes manières) et l'ordre policier qui construisaient les barrières sociales.

Cette faculté laissée aux propriétaires de fermer et restreindre l'accès à leurs terres ne fut finalement battue en brèche qu'après de vigoureuses campagnes de presse et des débats houleux à la Chambre dans les années 1890²⁹. Ces quartiers suscitérent des brûlots sous la plume d'auteurs français comme E. Reclus ou J. Vallès qui ne sont pas sans rappeler, dans leurs formulations comme dans leur condamnation sans équivoque de la ségrégation à l'anglaise, les dénonciations auxquelles se livrent volontiers aujourd'hui des auteurs français vis-à-vis de Los Angeles... (Hancock, 1995).

Au moment même de leur abolition en Angleterre, ces quartiers apparaissent à New-York, dans un pays où les *suburbs* naissants du XX^{ème} siècle se bâtissent sur le terreau d'une culture fort similaire dans ses tendances anti-urbaines et sa valorisation du *home* et du privé. En 1885, Tuxedo Park, dans la banlieue de New York, aurait été forgé suivant ce modèle. Les analogies existant entre les formes du développement urbain états-uniennes et britanniques méritent d'être soulignées.

Les Etats-Unis, un an après leur indépendance, semblent conserver certaines des préférences anglaises: culture presque exclusive de la maison individuelle, goût affiché de la campagne, absence d'une valorisation très sensible de l'urbain et de ses vertus de mélange et de contact. Fortement influencés par les penseurs utopistes européens et nationaux (Thoreau, Emerson, etc.: cf. Ghorra-Gobin, 1992; Jackson, 1985) ils suivent ainsi le modèle britannique de suburbanisation des classes aisées, qui désertent le centre-ville en quête de plus d'intimité pour la famille, d'un environnement rural et naturel. Ebenezer Howard, l'auteur anglais des cités-jardins qui a fait bien des émules dans les Amériques, du quartier populaire au quartier riche, mais avec des connotations différentes d'un bout à l'autre du continent, prônait le "mariage" de la ville et de la campagne dans *Garden Cities of To-morrow* (1902). Seules des « petites communautés insérées dans une société décentralisée » (Fishman, 1977: 31) d'au maximum 30.000 habitants avec une ceinture verte de fermes et de parcs étaient à même d'incarner cet objectif. Aux Etats-Unis, la maison individuelle apparaît comme l'idéal suprême pour assurer le bonheur de la famille américaine. Cette volonté d'abolir la ville comme lieu de rassemblement dense et tous ses maux trouve son prolongement dans l'utopie urbaine de Broadacre City de Frank Lloyd Wright. En particulier, la forme urbaine de Los Angeles, dominée par la maison individuelle, est représentative des valeurs de consommation et d'individualisme assurant les bases de la société états-unienne (Zukin, 1991: 233). Enfin, les *gated communities* californiennes s'inspirent d'une réinterprétation partielle des doctrines du *New Urbanism* (Duany & Plater Zyberk, 1991 ; Katz, 1994), dont les préconisations visent à renouer avec une urbanité traditionnelle : mixité d'usages, vie de quartier conviviale avec un certain retour aux lieux appréciés de la ville comme les commerces de proximité, accessibilité à pied. D'autres principes sont mis entre parenthèses : la ville compacte, le mélange social et enfin, l'accessibilité à pied qui est limitée à la vie interne des ensembles résidentiels, tandis que la voiture est indispensable pour se déplacer dans la *suburb*.

La suburbanisation états-unienne a été l'un des moyens de la mise à distance des pauvres et des Noirs, expliquant le dépeuplement et la paupérisation des centres-villes. Aujourd'hui, la généralisation de l'habitat pavillonnaire a fait que les banlieues ne sont plus aussi homogènes, racialement et socialement, qu'il y a un demi-siècle. Les problèmes urbains des centres villes – la pauvreté, la délinquance, le vandalisme, le désinvestissement, etc. – ont rattrapé les périphéries. La distance spatiale ne suffit plus à la distinction sociale, et rend nécessaire l'érection de barrières entre les "communautés" (Blakely & Snyder, 1997). L'ouvrage de J. M. Findlay (1992) sur les « paysages magiques », propres, ordonnés et a-confluctuels, dont celui de Sun City à Phoenix dans l'Arizona, ouverte en 1960, montre que le débat sur l'homogénéisation du peuplement par auto-ségrégation n'est pas nouveau. L'ouest des Etats-Unis a permis à ce genre de modèles urbains de se développer, la recherche de l'entre-soi étant propre, d'après lui, de cette portion des Etats-Unis. Si Sun City n'a jamais constitué une *gated community*, puisqu'elle n'est pas fermée physiquement mais seulement construite *ex-nihilo* par un promoteur et isolée physiquement des quartiers voisins, elle marque néanmoins une rupture dans les formes d'agrégation des personnes âgées. Jusqu'ici, elles s'agrégeaient par simple commodité (des besoins similaires, les formes de la sociabilité, etc.) dans des portions de lotissements, et non dans des espaces entièrement planifiés où les résidents recherchent volontairement une mise à distance.

Dans les années 1960-70, d'autres lotissements s'édifient en réaction à la fin de l'apartheid, aux grandes émeutes comme celle de Watts et à la lutte pour les droits civiques des Noirs. Malgré leur caractère illégal, bien des contrats de copropriété excluent explicitement les Noirs de l'accès à certains quartiers dans les années 1960 (Le Goix, 2001: 83). Les ensembles résidentiels fermés peuvent ainsi apparaître comme une réponse des Blancs à l'affaiblissement de la ségrégation raciale et sociale (vis-à-vis des Noirs, des Latinos) dans une *suburbia* états-unienne où les problèmes sociaux gagnent l'ensemble de l'agglomération. Ils atteignent même les *Edge Cities* (Garreau, 1991), ces "centralités périphériques" construites autour de nœuds routiers, avec des bureaux, des commerces et des pavillons, qui préservent le mieux les classes moyennes et supérieures blanches de cette hétérogénéité et du contact avec les pauvres et les "gens de couleur". La logique du déplacement du front,

²⁹ Nous n'avons malheureusement pas pu mener de recherches plus précises sur les raisons de la disparition des grilles à Londres.

typique des fronts pionniers états-uniens, en particulier en Californie, est sans doute l'une des raisons de la prolifération rapide des *gated communities* dans les années 80, en particulier dans le comté d'Orange en Californie du sud. Le cloisonnement résidentiel et sa sécurisation apparaissent ainsi comme l'un des stades suprêmes de la *suburbia* états-unienne, mis en évidence depuis le début du XX^{ème} siècle, en particulier à travers les travaux de l'Ecole de Chicago à laquelle a succédé l'Ecole de Los Angeles des géographes de la UCLA. Pour l'historien Robert M. Fogelson, la ségrégation était inscrite dans la structure même de l'agglomération, déjà entre 1850 et 1930 (Fishman 1993). Pour Fishman aussi, c'est paradoxalement le principe exclusionnaire du *suburb* qui a été placé au centre de la formation de Los Angeles, première « métropole suburbaine » (Fishman 1987). Les motivations des habitants sont en grande partie justifiées par la recherche d'un nouveau mode de vie urbain radicalement différent de celui de la côte est, dont ils cherchent à fuir les nuisances et les désordres urbains en allant vers un sens "authentique" de la communauté et de la culture. Fishman (1987) voit également dans la *suburbia* angelienne (critiquée par de nombreux auteurs dont C. Ghorra-Gobin) l'idéal communautaire spatialisé, loin de la corruption et du désordre urbain qui règnent ailleurs.

Est-ce donc rigoureux de remonter, comme le font Blakely et Snyder (*op. cit.*) à l'antiquité romaine pour trouver l'origine des *gated communities*? Il ne faut pas ignorer le fait que, d'un point de vue états-unien et même britannique, la ville européenne fermée de murailles est perçue très négativement, comme un signe de la tyrannie du pouvoir, qui s'oppose à la libre expansion urbaine qu'ont connu aussi bien les agglomérations britanniques que celles du continent américain. Alors même que les Français du XIX^{ème} siècle s'outrageaient des quartiers privés de Londres, les Britanniques s'indignaient des murailles enserrant Paris. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que, dans une perspective hostile à l'Etat et au « big government », les analystes états-uniens des *gated communities*, comme Blakely et Snyder, voient dans la construction de villes fermées de murs par les Romains au troisième siècle avant J. C une préfiguration du phénomène, alors que le rapprochement apparaît absurde dans une perspective française.

La filiation urbaine de la gestion privée à une échelle sub-municipale, qui reflète la méfiance congénitale des Etats-Uniens vis-à-vis de échelons supérieurs, renvoie également aux urbanistes utopiques du XIX^{ème} siècle, en particulier à nouveau à Ebenezer Howard. Il prévoyait de faire financer ses projets par une organisation interne, un conseil indépendant de la municipalité et des autorités locales, afin de garantir l'autonomie de la réalisation. E. McKenzie (1997) analyse l'histoire des formes de promotion immobilière et de planification urbaine privées, et montre en particulier l'affirmation en Angleterre à partir du début du XIX^{ème} siècle d'une formule d'habitat collectif privé fermée regroupant des individus dans un cadre associatif, qu'il a baptisée CID (pour *common-interest housing development*). Selon lui, cette formule a servi de modèle à l'organisation des ensembles résidentiels pavillonnaires aux Etats-Unis, dont Radburn, lancé par Charles Stern Ascher en 1928 dans le New Jersey constituerait l'un des meilleurs exemples. C'est ce dernier qui a mis en place les "*restrictive covenants*" (les conventions restrictives), à la base de l'association moderne de propriétaires, et donnant lieu à ce que l'on désigne aujourd'hui comme la "ville de propriétaires", sur laquelle nous reviendrons dans le chapitre 10.

Du country au barrio cerrado: le cas de Buenos Aires

Le phénomène de l'ensemble résidentiel "enclos" n'est guère nouveau en Argentine, pas plus que dans la plupart des pays d'Amérique latine qui ont subi une influence anglo-saxonne à la fin du XIX^{ème} et/ ou dans la première moitié du XX^{ème} siècle. Mais si l'on peut voir une certaine continuité, du moins une exacerbation des comportements aux Etats-Unis, la rupture est plus nette en Amérique latine. Leur développement s'inscrit néanmoins dans une histoire particulière, dont la principale conséquence porte sur le rôle qu'ils jouent dans l'apparition de nouveaux modèles d'urbanité en périphérie de Buenos Aires. Si leur présence dans le paysage de la banlieue n'est devenue massive qu'à partir du milieu des années 1990, ils sont présents depuis plusieurs décennies, déjà, sous la forme du *country club*, héritage des Anglais. L'influence britannique a en effet d'abord apporté sur les bords du Rio de la Plata, dès le XIX^{ème} siècle, le goût pour les activités sportives de plein air comme le golf, le polo, le tennis, et les sports collectifs d'élite que sont alors le football et le rugby, lancés par la présence de nombreux immigrants et commerçants anglais (Troncoso, 2000: 93).

Toujours sous l'influence des Anglais, la "bonne" société portègne a pris l'habitude d'échapper à la moiteur de l'été austral en séjournant dans des *quintas*, de grandes propriétés rurales aux marges de la ville, entourées de vastes jardins souvent tracés par des paysagistes européens, et qui servent de résidences secondaires. Ces nouveautés répondent en Argentine à une vieille hérédité espagnole de propriétaires fonciers vivant en ville, nostalgiques d'une certaine vie rurale aristocratique, mais elles découlent aussi d'une habitude des riches négociants anglais de vivre loin de leur lieu de travail. Dans la localité de Hurlingham au nord-ouest de la capitale autonome, aujourd'hui absorbée par la croissance urbaine de la métropole, les Anglais construisent une véritable "banlieue londonienne", avec des *chalets* à l'anglaise, des terrains de tennis, de golf et de polo (*ibid.*). Nombre de quartiers actuels de la capitale ou de communes de la banlieue, essentiellement situés au nord selon un tropisme des couches sociales aisées, étaient à l'époque des lieux de villégiature.

Le chemin de fer, puis l'automobile, ont contribué à consolider et démocratiser cet engouement pour la résidence secondaire périurbaine. Les pourtours de l'agglomération voient tout au long du XXe siècle la multiplication de *chalets* et bungalows de week-end, beaucoup plus modestes que les aristocratiques *quintas* originelles, même si l'appellation subsiste souvent. C'est dans cette tradition des *quintas* que s'inscrit l'apparition des *country clubs*. Le tout premier d'entre eux, le Tortugas Country Club, s'organise en 1932 autour de la pratique du polo, dans la commune de Pilar, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Buenos Aires. Structurés autour d'un grand équipement sportif, le plus souvent un terrain de polo ou de golf, les *countries* comptent souvent d'autres équipements mineurs – terrains de tennis, de football, etc., club-house et, plus récemment, gymnases, piscines, etc., avec éventuellement quelques bungalows d'été peu équipés. Les *countries* connaissent ainsi un modeste développement au cours des décennies 1940 à 1960, mais restent un phénomène relativement élitiste, bien qu'également lié au corporatisme social et au communautarisme religieux.

Dans les années 1970, le contexte social, économique et politique argentin connaît de profonds bouleversements, qui vont favoriser le développement des *countries* et leur glissement vers la résidence permanente. Dans un climat politique délétère, marqué par des enlèvements, des attentats et par des affrontements entre groupes paramilitaires d'extrême gauche et d'extrême droite, la sécurité devient une préoccupation de premier plan. Le coup d'Etat militaire de 1976 remet un semblant d'ordre, au prix d'une répression sauvage, qui ne fait guère disparaître la peur et le sentiment d'insécurité. En même temps, la junte militaire jette les bases du néo-libéralisme. Le choc de l'ouverture économique aux capitaux étrangers entraîne une importante paupérisation des couches sociales les plus fragiles, expulsées vers la banlieue, à la suite du démantèlement des bidonvilles *intra-muros*. Les couches sociales moyennes et aisées profitent au contraire d'une période de l'"argent facile" qui va se trouver réinvesti en partie dans les *countries*.

Cependant, la réforme la plus significative des militaires en ce qui concerne le développement des ensembles résidentiels enclos est l'adoption de la loi provinciale 8912 d'aménagement et d'occupation des sols de 1977, qui comporte plusieurs versants. Pour les pauvres, sous des prétextes "écologiques", elle impose des normes si draconiennes au lotissement de terrains que, dans la pratique, elle porte un coup d'arrêt au lotissement populaire en grande banlieue, caractéristique de la suburbanisation de Buenos Aires depuis les années 1940. Les secteurs sociaux défavorisés se retrouvent sans autre alternative que l'occupation illégale de terres dans la seconde voire la troisième couronne de la périphérie. Le deuxième versant de la loi concerne l'autre extrémité du spectre social : cette loi donne en effet pour la première fois un cadre légal à l'existence des *country clubs*, comme on le verra plus loin. Elle est donc à l'origine d'un premier développement, dans les années 80, pourtant dites de la "décennie perdue" en Amérique latine.

Les années 90, "années Menem", marquent, avec la convertibilité dollar-peso, le retour de la stabilité monétaire, des capitaux étrangers et de la croissance, même si celle-ci est profondément inégalitaire. L'amélioration considérable du réseau autoroutier suburbain, son extension, à la suite d'une série de concessions, devient alors la véritable colonne vertébrale des chapelets d'ensembles résidentiels sécurisés qui apparaissent dans la région métropolitaine de Buenos Aires, en particulier l'accès nord, direction privilégiée de l'installation des *countries* à Buenos Aires. Avec la hausse de la délinquance, de la criminalité et l'augmentation du sentiment d'insécurité, la sécurité occupe plus de place, même dans les *countries*, à finalité sportive. Plusieurs d'entre eux, comme le C.U.B.A. à Malvinas Argentinas, ferment *de facto* leur périmètre et engagent des recours en justice pour pouvoir le faire (cf. Thuillier, 2002). La sécurité est cependant loin d'être le seul motif de fermeture, comme on le verra plus loin.

Ainsi, en plus de l'appartement ou de la petite maison de ville dans les quartiers nord de la capitale et de l'agglomération, une nouvelle option résidentielle se dessine, à partir du milieu des années 1990, pour les Portègnes aisés, beaucoup plus loin de la ville-centre, en seconde ou troisième couronne. Jusque-là, malgré leur tropisme vers les pelouses des golfs ou des polos, ou vers les flots bleus du delta, les classes moyennes et supérieures portègnes habitaient majoritairement dans la capitale autonome, surtout ses quartiers nord (Mora y Araujo, 2000). En optant pour les ensembles résidentiels sécurisés, elles battent en brèche cette prédominance du centre, au profit d'un habitat "rurbain". Elles imitent, mais avec des décennies de retard, leurs homologues européens – lotissements et banlieue pavillonnaire en France – et états-unis (Torres, 1998; Thuillier, 2002). Cependant, le renouvellement immobilier des quartiers nord, surtout dans les années 90, avec la construction de tours dotées de services de luxe dans un environnement supposé être totalement sécurisé, permet le maintien de l'existence d'une double alternative de logements pour les riches. D'après les calculs de P. Ciccolella (1999), 10 millions de m² répartis sur 500 opérations immobilières, essentiellement dans les quartiers nord, ainsi que dans certaines communes de municipalité de banlieue (Avellaneda, Quilmes), ont ainsi été édifiés entre 1990 et 1996. Celle-ci est l'équivalent des *condominios fechados* verticaux de Barra da Tijuca à Rio ou des Jardins de Morumbi à São Paulo, décrits par T. Caldeira (2000) et sur lesquels nous allons revenir.

Par ailleurs, contrairement à ce qu'ont pu en dire certains auteurs, il ne s'agit cependant pas uniquement de la suburbanisation des "élites" (Torres, *op. cit.*), déjà entamée au début du siècle, même si elle était moins

massive³⁰, mais de celle d'un spectre beaucoup plus large de la classe moyenne au fur et à mesure de la segmentation du marché. A la différence de celle décrite par Hoyt dans les villes américaines des années 20, la suburbanisation des classes moyennes ne se fait pas sur des terres vierges mais aux franges d'une immense métropole caractérisée par un processus antérieur d'urbanisation populaire (avec cependant des noyaux riches), des périphéries habitées par des populations appauvries, d'où la nécessité de fermer les espaces et d'en surveiller l'entrée. A ce titre, on est ainsi bien dans la même logique de protection, de valorisation immobilière et de mise à distance, qu'à Los Angeles, dans le comté d'Orange où essaient les *gated communities*, même si ces motivations ne sont pas exclusives, pas plus qu'aux Etats-Unis. La ville états-unienne d'aujourd'hui n'est plus celle qu'elle était dans les années 20.

La diffusion des ensembles résidentiels sécurisés dans le reste de l'Amérique latine

L'importance et la composition du marché des ensembles résidentiels sécurisés varient d'un pays à l'autre, même si l'on retrouve globalement quatre principales tendances dans l'urbanisation fermée destinée aux couches sociales moyennes et supérieures: le *country* "à l'ancienne" qui s'est souvent fermé, les copropriétés de luxe avec équipements, les petits lotissements pavillonnaires, les tours en copropriété avec équipements situées dans des quartiers péricentraux ou situés entre 10 et 20 km du centre. Nous ne disposons pas toujours d'éléments précis sur tous les terrains sur lesquels nous avons travaillé (Mexico, Caracas, Rio, Buenos Aires), mais la littérature permet de compléter le panorama.

Jusque dans les années 1980, à Caracas, il existait plusieurs ensembles résidentiels du type du *country* argentin, destinés aux très riches: entre autres, le Country-Club dans le nord-est (conçu dans les années 1940 par Olmsted) et le Lagunita Country Club dans le sud-est, plus tardif, édifié datant des années 1970. Tous les pays qui ont connu à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle, une influence et une présence anglo-saxonne, possèdent d'ailleurs des *countries* destinés à l'élite, aux lisières de la ville: lieux de la pratique sportive et de l'entre-soi dans un cadre agréable et verdoyant. Dans les années 80, à Caracas, se sont développés des ensembles résidentiels *ex-nihilo* dans le sud-est, le sud-ouest et l'est de la région métropolitaine (Manzanares, Monteclaro, Lomas del Mirador, Terrazas del Avila), effectivement plus proches du *country*, parce que situés dans un environnement "naturel", peu urbanisé, avec une prédominance des résidences secondaires (transformées depuis en résidences principales), mais comportant, le cas échéant comme à Monteclaro, des secteurs pavillonnaires destinés aux couches sociales moyennes (Lomas de Monteclaro). A Monteclaro, vendu au départ comme un *country-club*, sur un total de 170 logements, seules cinq demeures, dans le secteur de Villas, restaient en 2002 des lieux de villégiature pour leurs propriétaires. Au Venezuela comme en Colombie, le marché immobilier du lotissement sécurisé ne semble pas très massif à côté de l'Argentine ou du Brésil. A Bogotá, l'appellation de "*conjunto cerrado*" renvoie à une typologie extrêmement variée, des appartements en location dans des petits ensembles clos en zone populaire aux *condominios* périphériques, plus agrestes, avec une plus grande proportion de résidences secondaires. Ces "ensembles" sont parfois très éloignés des luxueuses opérations que l'on peut trouver à Rio, à São Paulo (cf. de Queiroz Ribeiro, 1997, et Caldeira, 2000), ou à Buenos Aires, même s'il y en a bien aussi quelques-unes. A Caracas, ville où la fragmentation politique est assez poussée, c'est plutôt la fermeture des rues qui a été privilégiée comme dispositif de sécurisation, de protection et de réduction de la circulation, procédure sur laquelle nous reviendrons. A Bogotá où la mairie mène depuis une dizaine d'années une politique qui a comme pivot central l'espace public, ces fermetures existent aussi, même si elles ont été récemment remises en question.

Dans des villes comme Rio de Janeiro ou São Paulo, où l'ouvrage de T. Caldeira (2000) a fait grand bruit (y compris jusque dans le monde anglo-saxon où sa thèse a été produite et en Europe), il serait caricatural de vouloir réduire le développement du marché des ensembles résidentiels sécurisés, à des ensembles de tours avec équipements (scolaires, commerciaux, sportifs), très concentrés dans l'espace. T. Caldeira montre d'ailleurs, pour le cas de São Paulo, qu'après une première phase d'expansion dans les années 70-80 sous la forme de tours dotées d'équipements, essentiellement dans la zone de Morumbi sur laquelle s'est concentrée son étude, dans un deuxième temps, à la fin des années 70 ont commencé à se construire des ensembles fermés pavillonnaires, encore minoritaires, aux confins de l'aire métropolitaine (même s'il existait déjà de grands complexes verticaux intégrés comme Alphaville). A Rio, l'urbanisation de Barra da Tijuca, pôle de développement urbain central conçu initialement par l'urbaniste de Brasília Lucio Costa dans les terres encore peu touchées de la *mãta atlântica* de l'ouest de Rio, a été totalement infléchi. Les grands promoteurs, que certains désignent comme le grand capital oligopolistique (Queiroz de Ribeiro, 1997), se sont emparé de l'affaire, à la fin des années 70, dans un contexte où l'insécurité prenait de plus en plus des devants de la scène urbaine. Les crédits hypothécaires du Système de Financement de l'Habitation (SFH), organisme étatique visant à favoriser la construction de

³⁰ Il existait déjà de nombreux noyaux suburbains, dans la première et dans la deuxième couronne, datant des années 20-30, en particulier de l'expansion du chemin de fer, et concentrant un habitat résidentiel pour les familles aisées (Hurlingham, San Isidro, etc.).

logements sociaux, ont même été complètement détournés par les promoteurs pour la construction des premiers *condominios fechados* de Barra (Serfaty, 2000 : 114). C'est par dizaines que ces tours entourées de grillages, voisinant de grands complexes commerciaux, ont surgi de terre, répondant à la demande de tranquillité et de services, d'une classe moyenne nouvellement enrichie. L'auto-ségrégation des riches à Barra obéit aux mêmes critères qu'on ne peut cependant pas réduire au seul fait sécuritaire : celle de la fermeture pour diminuer les risques, de confrontation avec les pauvres, les SDF, les enfants de la rue, les *malandros*, etc.

La construction de Barra suit la logique des fronts pionniers américains (déprise des zones anciennes, nouvelle vague d'urbanisation, toujours plus loin du centre-ville, etc.). A une différence près : on peut penser qu'en Amérique latine, comme le montrent les fréquents processus de gentrification commerciale des centres historiques et de quartiers urbains péricentraux, les élites gardent le goût du centre-ville et qu'ils le pratiquent encore. La rupture avec le centre-ville n'est pas aussi marquée qu'en Amérique du nord. Ainsi, à Rio, les couches sociales aisées traditionnelles manifestent encore une certaine inclination pour la zone sud, Copacabana, Ipanema, Leblon. Dans le même temps, Copacabana souffre une certaine déprise liée à la translation du front urbain et de la centralité vers Barra où s'installent surtout les nouveaux riches. Ipanema et Leblon connaissent un processus de renouvellement de leur stock immobilier sous forme de tours de luxe (Corrêa do Lago, 2001-2002 : 164). Enfin, la polarisation de l'attention portée à Barra occulte un fait majeur : dans la deuxième moitié des années 90, l'amélioration des conditions d'accès au crédit immobilier pour les couches sociales moyennes a entraîné la multiplication de petits programmes immobiliers, lotissements de maison individuelles et copropriétés de petits immeubles fermés et sécurisés, dans certaines municipalités de la zone nord et de la zone ouest, de la même manière qu'à Buenos Aires (*ibid.*, *op. cit.*). A Mexico, le quartier de Santa Fe évoque le cas de Barra. Dans le reste de la ville, en particulier dans la zone sud, se développent d'autres lotissements plus modestes.

Il semblerait que la plupart des grandes villes latino-américaines aient connu, suivant des rythmes différenciés et plus ou moins précocement, une première phase de développement pavillonnaire "à l'américaine" dans les années 50-70, en général dans une première couronne suburbaine, parfois à l'intérieur même de la ceinture urbaine. Cependant, l'essentiel du peuplement des banlieues est le fait des couches sociales populaires expulsées de la ville-centre ou ayant bénéficié d'un accès au crédit immobilier. A Mexico, Ciudad Satelite, autour de son centre commercial moderne, incarne le rêve américain à la mexicaine dans les années 60 (Hiernaux, in Bidou-Zacharian, 2003). Le fait que Buenos Aires soit restée à l'écart de ce mouvement s'explique par la prédominance de modes de consommation et des modèles urbains à l'européenne et par son éloignement géographique des Etats-Unis. Le tarissement du crédit à bon marché vers la fin des années 70 a changé la donne du marché, orientant les investissements immobiliers vers des segments de standing, en particulier, plus ou moins tardivement selon les contextes, vers les ensembles résidentiels sécurisés en copropriété, tours ou lotissements de maisons individuelles. L'élargissement de l'accès au crédit, au milieu des années 90, a enfin permis une relative démocratisation du marché et sa segmentation concomitante. La densification de certaines zones centrales, péricentrales voire plus éloignées, dans le cas de Rio (sous la forme de tours en copropriétés de luxe surveillées) est concomitante d'un développement suburbain périphérique d'ensembles pavillonnaires sécurisés. La morphologie verticale semble cependant plus importante et plus appréciée ces couches sociales favorisées dans les grandes villes brésiliennes (du moins, Rio et São Paulo) que dans d'autres mégapoles telles Mexico. Sans doute est-ce lié d'une part au facteur sécurité (les grappes de tours semblant plus protégées) et d'autre part au goût des élites pour l'urbanisme moderniste et à l'influence de le Corbusier, la tour, surtout quand elle dispose d'une vue dégagée –sur le fleuve ou sur la mer– étant alors un symbole de statut (également à Buenos Aires où l'expansion de la maison individuelle marque d'ailleurs un changement).

La part croissante qu'occupe la construction des ensembles résidentiels sécurisés dans le marché immobilier formel de la construction neuve³¹, le montant élevé des investissements (12,5 milliards de US\$ au total entre 1990 et 1996, dont un tiers pour les ensembles pavillonnaires et deux tiers pour les tours en copropriété, d'après Ciccolella, 1999 ; cf. aussi Torres, 2001³²) invitent à un petit détour par l'économie. Il est donc important, avant de se pencher sur les comportements, les pratiques et les représentations des ménages qui accèdent à la propriété dans un ensemble résidentiel sécurisé, de comprendre le rôle majeur que jouent les acteurs économiques, grands promoteurs liés au capital international et promoteurs locaux, dans la production de ces logements qui correspondent à un segment de marché en plein essor.

³¹ Hypothèse formulée et pour laquelle nous n'avons malheureusement aucune donnée, l'exploitation des permis de construire étant par ailleurs souvent délicate en Amérique latine. Il serait également intéressant d'avoir des données sur la part que représente le marché du pavillonnaire en résidence sécurisée dans le total du pavillonnaire construit dans le marché formel.

³² D'après H. Torres, les logements classés comme "sommptuaires" dans les relevés des permis de construire de la mairie de Buenos Aires entre 1991 et 1999 passent de 100.000 m² à 300.000 m², tandis que les logements "modestes" se maintiennent durant la même période à un volume de 300.000 m². L'utilisation des statistiques de la construction pose cependant des problèmes méthodologiques que l'auteur n'évoque pas.

L'émergence d'un nouveau marché: le lotissement ou la copropriété sécurisée

L'évolution du marché à Los Angeles et dans les grandes villes latino-américaines

La littérature sur les ensembles résidentiels sécurisés tend à mettre sous une unique bannière des objets qui ne relèvent pas exactement de la même logique ni des mêmes processus, en particulier en ce qui concerne les liens entre les dynamiques résidentielles, celles du marché immobilier, la sécurisation de l'habitat, l'homogénéisation sociale, la recherche de l'entre-soi et les conséquences du développement de ces objets sur l'urbanité. En particulier, tout ce qui est clôturé dans l'habitat collectif est pointé comme dispositif sécuritaire. La réalité est extrêmement plus complexe et surtout nettement plus nuancée: peut-on assimiler les *countries* déjà anciens (à but ludico-sportif avec quelques résidences secondaires ayant fréquemment évolué vers la résidence principale) qui ont été fermés par les résidents à travers la mise en place d'une guérite et ceux qui sont construits *ex-nihilo*? Peut-on comparer les modes d'habiter des ménages qui ont accédé à la propriété ou à la location d'une petite maison individuelle dans un petit lotissement sécurisé et enclos de quelques dizaines de logements et d'hectares, aux vastes domaines dont les demeures sont entourées de grands jardins et qui offrent une série de services et d'équipements sportifs? Une tour de plusieurs dizaines d'étages avec des services exclusifs et des équipements (*condominio fechado vertical* au Brésil, *torre residencial* à Buenos Aires) a-t-elle les mêmes effets urbains qu'un immense *country* de maisons individuelles en lointaine périphérie? Un petit *conjunto cerrado* du sud de Bogotá relève-t-il de la même logique qu'un riche *condominio* du nord de l'aire métropolitaine? L'argument publicitaire d'ensemble "fermé" (plus que sécurisé, d'ailleurs) semble couvrir toute une gamme de produits et d'objets fort diversifiés, sans que les discriminations ne soient toujours finement effectuées par les chercheurs.

Il convient tout d'abord d'insister sur un fait remarquable et explicatif des dynamiques actuelles: la part qu'occupent les logements nouveaux des ensembles résidentiels sécurisés dans le total des habitations de ce type produit par le marché immobilier. On mesure alors l'importance de la précision des définitions, des comptages et des études empiriques. Or, les sources peuvent diverger sensiblement. Par exemple, si la Californie, la Floride et le Texas ont aujourd'hui, par ordre décroissant, le plus grand nombre de *gated communities* des Etats-Unis, il y avait en 1997, selon Blakely et Snyder (1997), environ 20.000 dans tout le pays, avec 3 millions d'unités résidentielles et 8 millions de résidents. D'après le *Community Association Institute*, en 2002, 47 millions de citoyens états-unis vivaient dans des ensembles gérés par des "associations communautaires" (CID : *common interest developments*), contre 5.000 en 1965, et c'est le chiffre que retiennent G. Glazse et ses collègues en introduction du numéro de *Environment and Planning* (2002). Cependant, seulement 20% des CID sont fermées (Blakely et Snyder, *op. cit.*). R. Le Goix (2001) remarque d'ailleurs qu'il est difficile d'évaluer la part des *gated communities* dans le marché immobilier du neuf et que les chiffres doivent être utilisés avec prudence, car ils varient fortement d'une source à l'autre, sans doute en fonction des intérêts des acteurs qui les publient. J. W. Michaels (1996) a montré que les ensembles résidentiels privés périurbains (*master planned communities*) qui ne correspondent cependant pas tous à des ensembles résidentiels sécurisés, représentaient environ 80% du marché neuf aux Etats-Unis, ce qui semble énorme, chiffre à manipuler, donc, avec énormément de précautions.

Sans que nous n'ayons pu mener d'études précises sur le sujet, puisque ce n'était guère l'objet de notre proposition, il semble que le marché des ensembles résidentiels sécurisés ait connu une surchauffe et un puissant effet de mode avec des temporalités décalées, autant aux Etats-Unis qu'en Amérique latine (surtout dans des pays comme le Mexique, l'Argentine et le Brésil). A Los Angeles, la disproportion entre le nombre de résidents vivant dans des *gated communities* (1,5% des habitants de l'agglomération) et la part que représentent les logements dans les ensembles résidentiels sécurisés dans le total des logements neufs, soit en moyenne 10% (Le Goix, 2002: 130), semble significative d'un gonflement, somme toute en partie spéculatif, du marché.

L'ensemble résidentiel sécurisé est, certes, un produit immobilier abouti, qui semble correspondre aux aspirations d'une partie des couches sociales moyennes et aisées, nombreuses dans les pays cités ci-dessus. En Amérique latine, s'ajoute le fait que l'immobilier constitue l'un des secteurs traditionnels de la spéculation financière. A Bogotá, la part qu'occupe ce marché dans les secteurs les plus concernés par les types d'établissements qui nous intéressent, n'est pas négligeable³³ (Rojas, 2001), même si l'une des limites de l'étude de J. C. Rojas est, comme il le souligne, de ne pas avoir inclus dans son travail les municipalités du reste de l'aire métropolitaine, en particulier les plus septentrionales (Chía, etc.), où se développent le plus les ensembles résidentiels sécurisés du type *condominios* de luxe. Par exemple, dans le secteur nord, le plus riche, où se trouve le plus grand nombre d'annonces qui concernent les maisons à vendre (117 contre 28 pour les locations), sur 117 d'annonces, 21,6% concernent les offres en *conjunto cerrado*; pour la location, sur 269 d'annonces d'appartements à vendre, seulement 6,3% sont dans ce type de produit résidentiel.

³³ L'auteur a effectué un dépouillement des annonces (20.923) relevées sur 14 mois (en 2001 et durant le premier trimestre 2002) dans le supplément immobilier de fin de semaine du quotidien *El Tiempo*.

La croissance économique et surtout financière, confortée par le développement du marché boursier au Mexique, au Brésil et en Argentine (et de la parité monétaire dans ce dernier cas), a attiré des investisseurs étrangers. Les marchés immobiliers locaux ont ainsi profité de cette manne dans les années 90 (Mignaqui, 1998). En Argentine, G. Thuillier souligne que, même si les promoteurs sont avant tout argentins (à 70% pour les ensembles résidentiels sécurisés en maisons individuelles et à 80% pour les tours de logements, d'après Ciccollela, 1999), ces opérations, surtout pour les plus grands programmes immobiliers, ont attiré des capitaux étrangers (chiliens, suisses, etc.) à la recherche d'investissements spéculatifs, profitant de l'aubaine de la croissance du marché. Même phénomène à Rio de Janeiro à Barra da Tijuca : d'après L. C. de Queiroz Ribeiro, 50% des opérations immobilières de la ville y sont réalisées, soit 85% des unités produites par les promoteurs (Queiroz de Ribeiro, 2001-2002 : 96). La globalisation des marchés permet en effet de réinscrire le développement des ensembles résidentiels sécurisés dans un contexte macro-économique, mais ne suffit pas à comprendre le phénomène. A propos de Buenos Aires, G. Thuillier (2002)³⁴ remarque que seulement 23% des lots sont bâtis dans les *barrios cerrados*, cette proportion s'élevant à 47% dans le cas des *countries*, soit une moyenne d'un tiers, ce qui donne à voir l'importance de la spéculation ou de l'anticipation sur la croissance du marché. Le cas de Pilar, au nord de l'aire métropolitaine est encore plus édifiant: tandis que la commune, qui comptait 233.000 habitants en 2001 (recensement INDEC), a connu une croissance démographique spectaculaire dans les années 1980-90 (+54%), principalement alimentée par la population venue s'installer dans les ensembles résidentiels sécurisés (72 *barrios cerrados* et 32 *countries* selon le guide de l'immobilier, plus selon la mairie), la municipalité faisait des pronostics mirobolants qui atteignaient un million d'habitants en 2010, chiffre délirant tablant sur le développement des ensembles résidentiels sécurisés.

Buenos Aires : un marché très segmenté

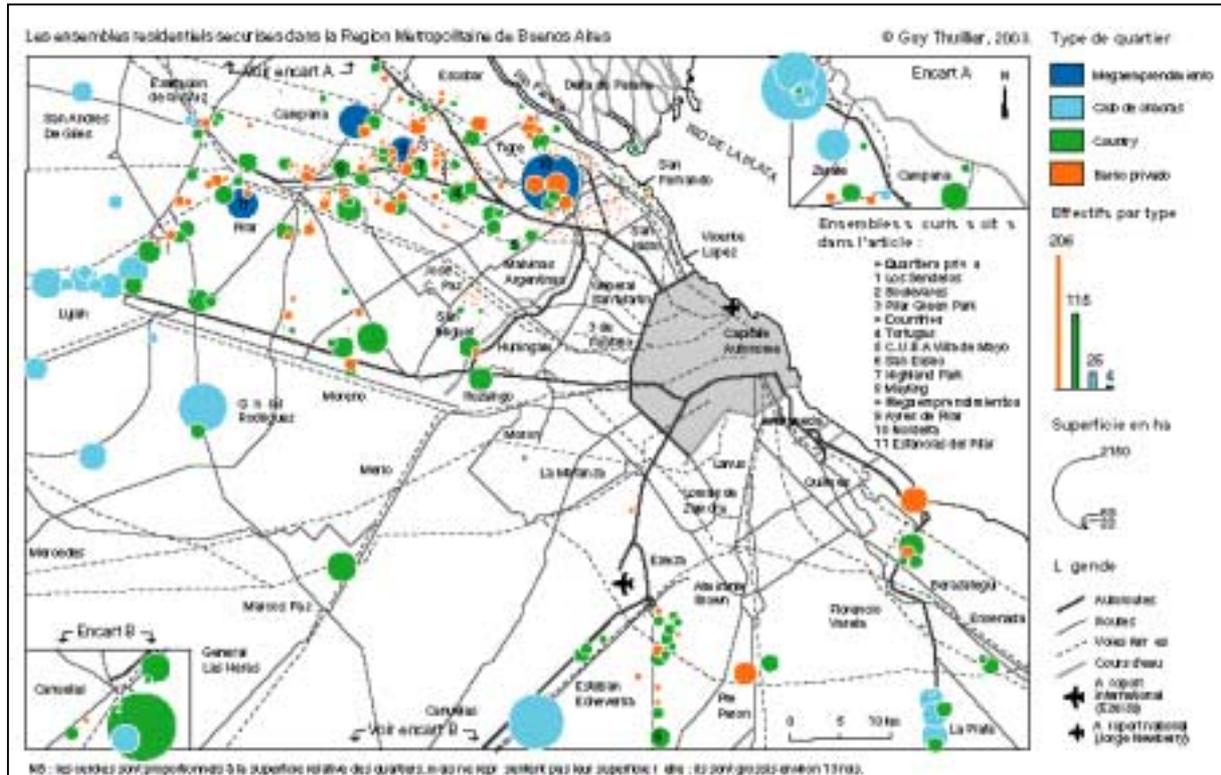
Le cas de Buenos Aires (cf. carte n°10) va servir d'illustration à la prudence nécessaire vis-à-vis du maniement des données empiriques. En effet, le nombre d'ensembles résidentiels sécurisés tend à être surévalué, ce qui a des conséquences importantes sur l'exagération du phénomène et sur l'amplification du discours catastrophiste, même si les faits demeurent. L'inflation du marché des ensembles résidentiels sécurisés est sensible à Buenos Aires, où, après la mode du centre commercial, les investisseurs ont occupé, dans la deuxième moitié des années 90, le segment de marché du *barrio cerrado* et du *country*. Malheureusement, nous ne disposons pas non plus d'éléments permettant d'évaluer la part que représentent les maisons individuelles dans les ensembles résidentiels sécurisés par rapport à l'ensemble de ce segment de marché, ni de celle de leur acquisition dans le total des transactions immobilières. Il est cependant clair que, jusqu'ici, ce marché n'était pas très actif en comparaison avec celui des appartements. L'offre de maisons individuelles, en général anciennes, était surtout concentrée dans les faubourgs résidentiels de classe moyenne de la capitale, dans les municipalités du nord de la première couronne suburbaine septentrionale (San Isidro, Vicente Lopez) et dans les noyaux urbains de la banlieue (Lomas de Zamora, etc.), tandis que les beaux quartiers du nord (Palermo, Belgrano, à l'exception du très exclusif Belgrano R) tendaient à se densifier en hauteur. Posséder un grand appartement près du centre était un privilège de classe. On a signalé comment le marché du *country* et du *barrio cerrado* avait relancé la construction de maisons individuelles en périphérie, d'abord timidement, puis massivement dans la deuxième moitié des années 90, à un moment où se manifeste l'engouement des ménages aisés et de classe moyenne pour ce type de produit. La maison individuelle dans un lotissement privé à environ 40 km du centre-ville de Buenos Aires constitue souvent une option relativement moins coûteuse que l'acquisition d'une villa ou d'un logement dans les "bons" quartiers huppés de la ville-centre. G. Thuillier (2002: 247) cite d'ailleurs plusieurs cas de ménages qui, pour le même prix d'un appartement de taille moyenne dans un bon quartier du centre, avec des charges élevées (entre 100 US\$ et 200 US\$) auxquels il fallait ajouter la location d'un garage et l'abonnement du club, ont jugé plus avantageux de venir s'installer dans un ensemble résidentiel sécurisé, pour le même prix et toutes charges comprises (soit 600 US\$).

Certes, l'achat d'un bien dans un ensemble résidentiel sécurisé et la clôture ont aussi été des manières de protéger la valeur de la propriété immobilière, comme l'a montré R. Le Goix (*op. cit.*) au sujet des Etats-Unis et comme tendent à le dire d'autres auteurs à propos de l'Amérique latine. Mais cette hypothèse ne tient que dans des économies stables ou durant les périodes de croissance économique dans les pays à économie fluctuante. C'est ce qu'a montré l'exemple d'un pays comme la Thaïlande, où la bulle foncière et immobilière qui portait sur ce type de produits a éclaté à la suite de la crise financière, bloquant les travaux et laissant de nombreux invendus. La crise argentine est également venue freiner les appétits... Par exemple, Nordelta, prévu pour 90.000 personnes, ne comptait encore qu'environ 130 familles en 2002, et les ventes étaient basses. Dès 1999, le nombre de lots

³⁴ Toutes les analyses qui suivent, ainsi que les données chiffrées, sont tirées de la thèse de doctorat de G. Thuillier (2002). Pour les données chiffrées, l'auteur s'est appuyé sur le guide des *countries* et *barrios cerrados*, Publicountry SRL, publié par la Fédération Argentine des *Clubes de Campo*, qui, effectivement, sous-estime légèrement le nombre d'ensembles résidentiels sécurisés. Les évaluations des spécialistes sont, comme il le dit, légèrement supérieures en ce qui concerne le nombre de lotissements, mais ne diffèrent pas fondamentalement en ce qui concerne les superficies. Comme il le signale, la superficie n'est disponible que pour 302 ensembles et les prix, dont la source est l'agence Pix Investment, pour 289. Nous avons ajouté quelques calculs et commentaires indispensables à la compréhension du phénomène.

invenus était élevé, et la récession qui s'est développée à partir de la crise de décembre 2001 a paralysé un marché déjà largement surévalué, car devenu très spéculatif dans la deuxième moitié des années 90. L'ensemble résidentiel sécurisé, tout comme le lotissement populaire, jusqu'à la fin des années 70, constituait un marché lucratif. Or, avec la crise, les ménages qui veulent vendre leur bien parce qu'ils n'ont plus les moyens de le maintenir, n'arrivent plus à trouver preneurs.

Carte 10 : Les ensembles résidentiels sécurisés dans la Région Métropolitaine de Buenos Aires



A Buenos Aires, ces ensembles résidentiels, en tout cas, ont connu un développement fulgurant, multipliant leur surface totale par 10 en 10 ans. Dans la logique de l'expansion urbaine commencée dans les années 40, les promoteurs ont utilisé les immenses terres laissées vacantes par la grande avancée des lotissements populaires dans les années 40-60. Ces terres bon marché rendues accessibles par la construction d'autoroutes ont constitué le produit immobilier le plus rentable de ces dernières années. Mais, alors que l'offre se massifie (350 ensembles résidentiels sécurisés, 83.000 lots, 27.000 maisons en 2000), elle se diversifie aussi et se spécialise en plusieurs types qu'il est nécessaire de détailler, car c'est là qu'apparaissent des différences significatives qui relativisent aussi un peu l'essor et surtout l'importance de ce segment de marché immobilier, ainsi que les catégories construites par les promoteurs qui constituent avant tout des produits d'appel voire de distinction, mais ne recoupent que partiellement les définitions juridiques³⁵. En réalité, l'appellation générique de *country* qui prédomine dans les représentations sociales (surtout de ceux de l'extérieur, qui n'y vivent pas), tend à homogénéiser une réalité beaucoup plus hétérogène qu'il n'y paraît.

Tout d'abord, le *club de chacras*, l'un des produits les plus récents, dans une veine plus rurale, offre des lots plus étendus (1 à 10 ha) et est situé à une distance minimale de 80 km du centre de la capitale, profitant du regain d'intérêt des Argentins pour les *estancias*. C'est un produit néanmoins encore marginal et exclusif mais qui a des conséquences importantes sur l'étalement urbain périphérique.

Le *country club* ou *club de campo*³⁶, comme le dénomment les documents officiels en espagnol, avec sa variante de la marina, a une caractéristique majeure, l'importance des équipements collectifs notamment de sport. Les

³⁵ De la même manière que, pour les centres commerciaux, le *shopping center*, plus distinctif, que le *centro comercial* qui s'inspire plus de l'hypermarché avec galerie marchande à la française ou encore l'*outlet mall factory*. Dans les faits, les différences sont souvent minimes, et elles ont été régulées très tardivement par le droit de l'urbanisme, comme d'ailleurs les *barrios cerrados*.

³⁶ Le *club de campo* est en fait la définition qui figure dans le code d'aménagement de la province de Buenos Aires mais ne correspond pas toujours aux anciens *countries*, comme on va le voir.

countries sont grands, en superficie (en moyenne 106 hectares³⁷), en nombre de lots et de maisons (171 maisons), par souci de rentabilisation des équipements. Les lots font 1281 m² et reviennent à 92.000 US\$. Le *club-house*, bâtiment souvent prestigieux, est le cœur de la vie sociale du *country*, abritant une salle de réception, parfois des salons, éventuellement un restaurant ou un café. Les anciens *countries* ou *clubes de campo* qui, au départ, on le rappelle, étaient essentiellement des terrains sportifs, avaient la forme juridique de lotissements traditionnels, de sociétés anonymes, de SARL ou de coopératives de propriétaires, les propriétaires des lots pouvant appartenir ou non à la société constituée, avant que la loi de 1947 ne les obligent à adopter le régime de la copropriété, à procéder à des bricolages réglementaires et à adopter des plans de régularisation pour les plus anciens, antérieurs à cette date. Jusqu'en 1977, leur implantation n'est en revanche pas du tout régulée, pas plus que les autres types d'établissements. La loi provinciale d'occupation des sols de 1977 crée une nouvelle catégorie, celle du *club de campo*, complexe récréatif destiné aux loisirs et à la résidence secondaire, localisés en zone non urbaine, et dont 30% de l'espace, au moins, doit être consacré aux équipements collectifs, sans qu'il n'y ait de séparation avec les espaces résidentiels. La construction des infrastructures est à la charge des promoteurs. Les normes urbanistiques sont précisément codifiées (lots d'une superficie minimale de 600 m², 7 km de distance entre les *clubes de campo*, etc.). La loi de 1977 permet aux anciens *countries* d'accéder au statut légal de *club de campo*, ce qui permet de clore le domaine. Mais la plupart d'entre eux ne répondent pas aux normes très strictes édictées par la loi, tandis que l'urbanisation a gagné du terrain (la superficie des lots, les infrastructures de services, la prédominance de la résidence secondaire, le caractère non urbain de la zone) et ne peuvent pas accéder à ce statut. En fait, nombreux sont les *countries*, anciens ou nouveaux, inscrits comme *clubes de campo* qui ne respectent pas la législation, si bien qu'un ancien *country* peut ne pas être un *club de campo*, au sens juridique du terme, et que d'autres (notamment les nouveaux), par "exception" ou "dérogation", peuvent l'être sans correspondre du tout à la définition normative initiale qui est d'être réservé à la résidence secondaire et aux loisirs sportifs (je reviendrai sur les questions légales dans le chapitre 10).

Jusqu'en 1996, le *barrio privado* n'était pas régulé par la loi d'occupation des sols et relevait entièrement du régime de la copropriété horizontale. A partir de cette date, tandis qu'il leur est permis de s'installer dans des zones urbaines, c'est à la mairie qu'est laissée la responsabilité de définir des normes locales sans qu'il n'y ait de définition urbanistique réglementant leur installation, et tandis qu'une autorisation provinciale est nécessaire. Le *barrio cerrado* ou *privado* (quartier fermé, privé, termes employés en Argentine de manière équivalente) est plus récent mais aujourd'hui prédominant sur le marché en termes d'effectifs. D'un niveau social en général inférieur au *country*, d'une superficie bien plus petite (23 hectares, parfois seulement quelques hectares), avec 34 maisons par lotissement, les *barrios privados* ont un statut juridique différent. Situés à 39 km du centre de la capitale, contre 49 km pour les *countries*, ils sont directement conçus pour l'habitat permanent. Les lots ont une surface de 928 m², coûtent 81.000 US\$ (la grande majorité revient à 60 US\$ le m² de terrain). Au nombre de 202, ils représentent 59% du marché contre 33% pour les *countries* (le reste étant absorbé par les *megaemprendimientos* –1% du total- et les *clubes de chacras* –7% du total-). La préoccupation majeure de leurs résidents est l'accès à la propriété de la maison individuelle – et la sécurité. Certains *barrios privados* de construction récente tendent à intégrer de petits équipements de loisir collectif (piscine, *club-house*, terrain de football, etc.).

Les *megaemprendimientos* ou "opérations immobilières géantes" (l'équivalent des *master-planned communities* états-uniennes), désignés ainsi par les promoteurs immobiliers argentins, se rapprochent tantôt du *country*, tantôt du *barrio cerrado*, avec des dimensions beaucoup plus grandes, puisqu'il s'agit de créer une ville dans la ville (c'est-à-dire à l'intérieur des limites municipales), tout en segmentant le territoire et le marché en sous-quartiers, en recréant, le cas échéant des petites centralités plus conséquentes que le seul *club-house*, comme c'est le cas à Estancias del Pilar. En réalité, seul Nordelta, à Tigre, avec 1600 hectares, qui a été programmé avec des secteurs fortement séparés et différenciés, des équipements tels des centres commerciaux, des espaces verts très étendus, des zones de bureaux, des écoles, etc., est une véritable opération urbaine "intégrée". Les autres opérations, même si elles reprennent un concept similaire, ont plus la taille d'un village, auquel quelques-unes d'entre elles se réfèrent d'ailleurs. De par leur taille (entre 300 et 500 hectares), les trois autres ensembles existant en 2002 et portant cette marque de fabrique ressemblaient plus à de gros *countries* segmentés à l'intérieur, tandis que Nordelta, où les surfaces lacustres sont importantes, comporte à la fois des *barrios cerrados* pour les secteurs les plus bas-de-gamme et des *countries* pour les secteurs les plus chers, en général "les pieds dans l'eau". En revanche, ce qui prime et qui reflète un processus similaire à celui que fait florès aux Etats-Unis (par exemple, Leisure World) et en général dans ces nouveaux artefacts (par exemple, les centres commerciaux), ce sont les logiques croissantes de segmentation du marché, à l'intérieur même des ensembles résidentiels sécurisés.

En réalité, les catégories ont des frontières extrêmement floues: certains gros *barrios cerrados* ressemblent à des *countries*, les *megaemprendimientos*, en dehors de Nordelta dont l'esprit est clairement de créer une ville ouverte et privée, sont plutôt des *countries*, à la différence près qu'ils s'appuient sur une segmentation sociale interne. Les citadins, en revanche, expriment bien les différences entre les *countries*, les *barrios cerrados* et des ensembles

³⁷ Dans les paragraphes qui suivent, les chiffres fournis indiquent des moyennes.

du type de Nordelta qu'ils associent à la ville. Ils reproduisent ainsi partiellement les catégories produites par le marché, même si la réalité peut s'avérer différente.

Aujourd'hui, les ensembles résidentiels sécurisés, toutes catégories confondues, couvrent près de 300 km², soit une fois et demi la superficie de la ville-capitale (200 km²³⁸), et abritent, de façon permanente moins de 46.000 résidents, ce qui représente 1,5% de la population de la capitale et 0,35% de celle de l'aire métropolitaine³⁹. Localement, la part des ensembles résidentiels sécurisés peut être majorée: à Pilar, considérée comme le royaume des ensembles résidentiels sécurisés. G. Thuillier (*op. cit.*) estime à 15.675 le nombre de personnes vivant en 2000 dans les ensembles résidentiels sécurisés, sur un total de 233.000 habitants, soit 6,7% de la population occupant 14% de la superficie communale totale. A Buenos Aires, les 25 *clubes de chacras* (soit 9.978 hectares) et les 4 *megaemprendimientos* (de 330 à 1600 hectares, soit une surface totale de 2930 hectares) ne pèsent que très peu dans l'offre résidentielle totale des 350 ensembles résidentiels sécurisés, celle-ci étant d'autant plus marginale que la crise a stoppé un essor qui ne datait que du début du XXIème siècle. En revanche, ils couvrent une superficie de 129 km² sur un total de 300 km², soit 43% de la surface totale, et 3,4% de la surface de l'aire métropolitaine! On mesure la consommation d'espace de ces types d'établissements, surtout pour les *clubes de chacra* dont la taille moyenne des lots est de 18.269 m² contre 928 m² pour les *barrios privados*. *Barrios cerrados* et *countries* représentent donc 87% de l'offre totale en lots et 98,5% de l'ensemble des maisons (en raison des invendus dans les *megaemprendimientos*).

Les ensembles résidentiels sécurisés, hormis les *megaemprendimientos* et les *clubes de chacra*, couvrent donc une superficie de 171 km² soit moins que la capitale autonome et 4,5% de la superficie de l'aire métropolitaine, ce qui demeure important au vu du nombre d'habitants et est peut-être comparable aux nappes pavillonnaires des villes européennes. Les *countries* sont nettement plus consommateurs d'espaces que les *barrios cerrados* qui n'occupent que quelques dizaines d'hectares. Par ailleurs, seulement 45% du parc immobilier du total des ensembles résidentiels sécurisés est habité de manière permanente. Le taux d'occupation permanente (nombre de résidents) est de 78% pour les *barrios cerrados* (environ 19.000 habitants permanents, si l'on se fie à l'évaluation moyenne de G. Thuillier de 3,5 habitants par domicile, c'est-à-dire 0,15% de la population de l'aire métropolitaine) contre 39% dans les *countries* (approximativement 26.700 résidents permanents, soit 0,2% du total de l'AMBA). D'après Torres (2001) qui utilise la même source que G. Thuillier, les plus forts taux de résidence permanente se trouvent dans les municipalités de la deuxième couronne où se sont massivement implantés les lotissements sécurisés à fonction essentiellement résidentielle: 86% à San Isidro, 79% à San Fernando, 63% à Tigre, 61% à Malvinas Argentinas. La comparaison des densités résidentielles est également édifiante: 405 habitants par hectare dans les *barrios cerrados*, 220 dans les *countries* et 1,7 dans les *clubes de chacra*! A Monteclaro à Caracas, 700 résidents vivent dans un ensemble d'une surface totale de 300 hectares dont la taille se rapproche de celle des *countries* argentins mais où les espaces de loisir et les espaces verts occupent une place considérable sur des lots qui ne sont pas nécessairement très grands, surtout à Lomas. A Mexico, sur les pentes de l'Ajusco, les parcelles de la zone écologique de Tlalpuente (qui n'est cependant pas un produit immobilier fermé *ex nihilo*, mais un lotissement dont les habitants se sont approprié un terrain qui ne leur appartenait pas, au nom d'impératifs écologiques et sous couvert d'une procédure urbanistique existante) vont de 75 à 1500 m².

A Buenos Aires, les *countries*, encore prédominants en nombre d'habitants et de maisons sur le marché, le restent en raison de leur ancienneté. Parmi les ensembles résidentiels fermés et généralement sécurisés désormais, figurent d'ailleurs les plus traditionnels (le Banco Provincia de Buenos Aires, los Lagartos, le Mapuche, le Mayling, etc.). Dans les années 90, même si un petit nombre de *countries* a été construit, c'est surtout l'offre de *barrios cerrados* qui a explosé. Le *barrio privado*, plus que le *country* ou le *club de chacra* constitue le phénomène immobilier majeur, même si c'est souvent un *country* qui sert de produit d'appel. La crise économique et la fuite des "maux de la ville" aidant, de nombreux ménages ont fait le choix, contraint ou non, de faire de leur résidence secondaire leur résidence principale, abandonnant leur logement de la capitale, comme on l'a déjà dit. En tout cas, on peut faire l'hypothèse que la crise argentine a amplifié le processus de transformation des résidences de fin de semaine des *countries* en résidences principales, rendant les catégories plus floues, sans opposition nette entre les "perdants" et les "gagnants" (Svampa, 2001), comme on l'a déjà suggéré. Pour toutes ces raisons, même si elle reste importante, la distinction entre *barrios privados* et *countries* tend à s'estomper quelque peu, surtout en temps de crise, quand certains ménages deviennent captifs de leur logement en *country*, et ce d'autant plus que, comme on l'a vu, les catégories sont labiles.

Il faut ainsi distinguer différents produits qui, s'ils ont en commun une même logique de sécurisation, se distinguent dans leurs formes socio-spatiales, dans leurs fonctions (uniquement résidentielles, de fin de semaine, avec des objectifs de prestige ou de recherche d'un autre mode de vie), dans les segments de marché auxquels ils

³⁸ Les chiffres fournis varient d'un auteur à l'autre : pour N. Clichevsky (2002), la superficie des ensembles résidentiels sécurisés s'élève à 300 km².

³⁹ A titre de comparaison, la ville de Paris s'étend sur 105 km² – bois de Boulogne et Vincennes inclus.

s'adressent : le petit lotissement sécurisé sans équipements ou avec des équipements minimaux, à fonction essentiellement résidentielle, situés à une distance comprise entre 15 et 25 km du centre-ville ; les établissements de type *country* avec de nombreux équipements sportifs et de vastes pelouses, dans lesquels se croisent plusieurs logiques en fonction de leur standing (style de vie, prestige) ; les tours en copropriété avec services de luxe. A ces produits s'ajoute la fermeture de quartiers, suivant des logiques elles aussi sécuritaires. Elle concerne tous les milieux sociaux et tous les types de quartiers, de même qu'avec le mûrissement du marché immobilier de l'ensemble résidentiel sécurisé, les produits sont extrêmement diversifiés. Cette typologie, assez proche de celle qu'on peut trouver aux Etats-Unis, se retrouve dans toutes les grandes villes latino-américaines, avec une composition interne différente en fonction des contextes locaux.

Conclusion

En fin de compte, s'il nous a paru essentiel -et cette remarque reste valable-, de comprendre les motivations qui ont conduit les classes moyennes à s'installer dans les ensembles résidentiels sécurisés -c'était l'un des objets de notre proposition-, il semble que l'analyse de l'action des agents immobiliers et des pouvoirs publics est tout aussi importante.

Tout d'abord, la genèse des ensembles résidentiels sécurisés a permis de distinguer une tradition d'habitat anglo-saxonne, d'origine britannique, dont ils s'inspireraient, et une tradition plus latine. Comment cet objet relevant d'un type d'habitat anglo-saxon est-il réinterprété dans d'autres contextes, en particulier dans les villes latino-américaines ? Ensuite, ce type d'habitat n'est pas nouveau, mais il était essentiellement réservé à une certaine élite, essentiellement l'oligarchie. Ce qui émerge donc, c'est le fait que les couches sociales moyennes, en particulier les "nouveaux riches", s'en emparent, autant que le marché immobilier qui semble anticiper une attente sociale. Certes, comme le dénoncent de nombreux auteurs (notamment de Queiroz Ribeiro, 2000-2001), à travers leurs comportements résidentiels, les classes moyennes ont une responsabilité dans la consolidation d'une perception collective de la ville construite sur la peur. Directement ou indirectement, les politiques urbaines sont plus une réponse à leur demandes qu'à celles, beaucoup plus pressantes, des couches sociales populaires. Mais ne faut-il pas aussi mettre au centre les agents publics qui légitiment l'intervention des promoteurs par leur laissez-faire ou par leurs encouragements ? N'ont-ils pas une responsabilité plus grande que celle d'individus qui peuvent, au demeurant, manifester des formes de désolidarisation sociale et d'individualisme croissantes ? La dimension politique que prend la multiplication des ensembles résidentiels sécurisés, qui s'apparentent sous certains aspects, comme on le verra, au développement pavillonnaire des années 60-70 en France, oblige sans doute à repenser les formes de la régulation urbaine, ainsi qu'à répondre autrement à la demande de sécurité physique (et non de tranquillité) de tous les individus, quelle que soit leur appartenance sociale.

Chapitre 6: De la ville de la peur à la peur de la ville⁴⁰

C'est en partant d'une relecture critique, qui ne prétend pas être exhaustive, de la littérature existante sur les ensembles résidentiels sécurisés, que nous proposons une réflexion sur les rapports entre les processus d'enfermement, de sécurisation et, *in fine*, d'homogénéisation. Après avoir brièvement rappelé la généralisation du discours sécuritaire, il s'agira de déconstruire le *corpus* discursif courant à propos des ensembles résidentiels sécurisés, avant de procéder à une analyse de la place de la sécurité dans les motivations résidentielles et comme "motif" de l'habiter dans les ensembles résidentiels fermés et/ ou enclos. La clôture apparaît en effet comme le symptôme d'une société qui a peur, peur des autres, peur d'une violence urbaine qui "se généralise", s'amplifie selon des mécanismes que nous ne décrivons que très succinctement car tel n'est pas ici notre objectif. Plutôt que d'interroger un objet aux contours flous tel le "sentiment d'insécurité", nous explorerons les manières de produire la sécurité dans différentes situations d'homogénéisation, quand la sécurité individuelle n'est plus suffisamment garantie par les forces publiques de police et donc par l'Etat.

La « montée insécuritaire »

La sécurité est de nos jours un impératif sociétal, au sens où elle est devenue une problématique de plus en plus prégnante dans nos sociétés, surtout dans les deux dernières décennies. Il est difficile de faire totalement l'impasse sur les travaux sur la montée en puissance de l'"insécurité" (ou ses différentes manifestations et désignations: "violence urbaine"⁴¹, sentiment, perception d'insécurité). Nous sommes conscients de l'importance des débats concernant la justesse des concepts (notamment ceux de violence urbaine –violence physique, symbolique, etc.- et d'insécurité –faits, sentiment, perception-, d'ailleurs trop souvent amalgamées) et des conséquences, sur les représentations et la mise en oeuvre des politiques, de l'utilisation de tel terme plutôt que de tel autre (cf. Gouëset & Pissotat, 2002, à propos de l'insécurité et du conflit armé en Colombie), mais ce n'est pas ici notre but que d'analyser les différentes théories interprétatives de l'"insécurité" ou de la "violence".

En ce qui concerne le champ qui nous intéresse, je parlerai tantôt d'argumentaire, tantôt d'impératif, tantôt de motif sécuritaires. L'argumentaire désigne la production d'images, de discours –médiatiques, politiques-, d'espaces construits –inventés par les architectes, les promoteurs d'ensembles résidentiels, etc.- justifiant le renforcement de l'insécurité (délinquance, etc.) et la mise en place de dispositifs sécuritaires, et participant, le cas échéant, de la montée d'un sentiment d'insécurité aux contours mal définis. L'impératif sécuritaire renvoie aux prescriptions de production de la sécurité, devant l'invasion du paysage médiatique, du discours politique et des représentations individuelles et sociales par le thème de l'insécurité. A la croisée des deux, nous avons proposé initialement l'expression de "motif" sécuritaire, au sens où l'entend A. Berque (1990), c'est-à-dire comme un « trait-dominant », une « forme prégnante ou maîtresse » renvoyant à des peurs ancestrales ou à l'épouvantail d'une anomie sociale croissante, et qui « guide notre regard, lui permettant de reconnaître et d'anticiper la réalité » (p.120). A. Giddens, notamment, a théorisé ce besoin croissant de « sécurité ontologique » c'est-à-dire une « confiance que les mondes naturel et social sont tels qu'ils paraissent être, y compris les paramètres existentiels de base de soi et de l'identité sociale » (1984 : 443). Il pousse les individus à se protéger dans une « société du risque » fortement inégalitaire, marquée par la montée en puissance de l'autonomisation et de l'individualisation, par la fin de l'association entre la science et le politique, par une vulnérabilité croissante dans des sociétés où le risque n'est plus assuré collectivement (Beck, 2001).

La « montée insécuritaire » réside autant dans les faits (accroissement des délits et de la violence urbaine dans certaines grandes villes du monde), que dans les dispositifs juridiques, policiers, institutionnels, voire urbanistiques mis en place pour lutter contre elle, ou encore dans l'intensification de la peur dans les perceptions ou les sentiments subjectifs. La violence a pris des proportions accrues avec les changements observés dans le monde du travail (déshindustrialisation, augmentation des emplois précaires et du taux de chômage), avec l'effondrement de l'Etat et des structures de protection traditionnelles, malgré des impacts différenciés en fonction des pays, de l'ampleur des réformes néo-libérales et la démocratisation politique (Wieviorka, 1998 ; Peralva, 1998). Les pays latino-américains ont été touchés de plein fouet par ces transformations, d'autant plus fortement que l'Etat-Providence a été déstructuré et que le néo-libéralisme économique s'est diffusé comme une traînée de poudre dans les décennies 1980-90, malgré quelques soubresauts de résistance localisés. La difficulté de mesurer statistiquement l'augmentation de la délinquance⁴² et le caractère sensiblement politique des chiffres

⁴⁰ La quasi-totalité des auteur-e-s ont contribué, directement ou indirectement, à la rédaction de ce chapitre.

⁴¹ C'est pour cette raison que nous préférons utiliser des guillemets.

⁴² On sait que, surtout dans certains contextes (d'insécurité institutionnelle, notamment) et en fonction du type de délit, les victimes sont rétives à déposer une plainte. Les enquêtes de victimation par sondage peuvent ainsi être plus fiables que les statistiques de la police ou du Ministère de la justice. Ainsi, une enquête par sondage menée à l'échelle internationale (c'est-à-dire dans différents pays en développement et développés) selon une méthodologie unifiée, par l'Université de Leiden, avec l'appui de l'UNICRI (Nations Unies) apporte des informations qui posent cependant des problèmes de comparabilité en

incitent à une manipulation prudente de ceux-ci. L'augmentation de la "violence urbaine", en particulier de la criminalité violente et des taux d'homicide, dans les grandes villes latino-américaines dans les années 70-90 (voir notamment Caldeira, 2000 pour São Paulo)⁴³, traduit encore plus mal qu'ailleurs la réalité des statistiques officielles, d'autant plus que les différentes polices (militaires, nationales, provinciales, municipales, etc.) sont l'un des éléments moteurs du sentiment d'insécurité des citoyens (Peralva, 1998). Le sentiment d'insécurité est-il d'ailleurs proportionnel à la quantité de délits ? L'information concernant la criminalité, à partir de laquelle se forge le sentiment d'insécurité provient de plusieurs sources différentes : la victimation, l'information indirecte obtenue par des tierces personnes, l'information médiatisée. Or, d'une part, l'expérience directe fournit toujours des données inférieures obtenues par celles de l'expérience indirecte (González Placencia, 2002) ; d'autre part, les médias jouent un rôle d'amplificateur énorme (García Sánchez, 2002). L'instrumentalisation médiatique de la représentation des violences urbaines participe d'ailleurs d'une perte du sens politique de violences ne résultant pas de la seule anomie sociale (Macé & Peralva, 2000).

C'est dans les pays anglo-saxons que commence à se manifester l'argumentaire sécuritaire, tant dans le discours académique d'abord, politique ensuite, que dans les dispositifs de sécurisation et de protection des ensembles résidentiels. L. Wacquant (1999) a démontré que c'est aux Etats-Unis, connaissant plus précocement un durcissement des problèmes de sécurité intérieure (dès les années 60, à la suite des émeutes de Watts à Los Angeles, notamment), que s'est élaborée une idéologie politique de l'insécurité qui s'est ensuite répandue dans nombre de pays. L'insécurité devient une préoccupation pour la recherche sociale et en particulier urbaine au cours des années 1960 en Amérique du nord, quand J. Jacobs (1961) reconnaît pour la première fois la multiplication de désordre urbains liés à l'insécurité dans les rues des quartiers new-yorkais, tout en cherchant des solutions du côté de l'auto-surveillance liée à l'interconnaissance des riverains. Dans les années 70, R. Sennett (1979) met en garde contre les causes et les modalités de fuite devant le danger que représente de plus en plus, selon lui, la vie publique pour les citoyens états-uniens. Réduite à ses aspects les plus radicaux et technicisées, l'approche de Jane Jacobs a contribué à ouvrir la voie à des recherches opérationnelles de prévention de l'insécurité par le biais de la protection et de la sécurisation des unités d'habitations, en l'occurrence à vocation sociale, puisque ces recherches étaient réalisées pour les autorités publiques.

Ainsi, les recherches en matière de "prévention situationnelle", initiées essentiellement par O. Newman (1972) aux Etats-Unis, ont insisté sur le rôle des aménagements architecturaux et urbanistiques dans la diminution de la délinquance et de la criminalité (Conan, 1988; Colemann, citée par Landauer, 1998). Du côté de la construction urbaine privée, les solutions protectionnistes et défensives ont évidemment connu un succès précoce aux Etats-Unis. Le recueil d'articles constitué par N. Ellin dans *Architecture of fear* (1997) livre en ce sens des analyses diverses sur les modalités d'expression physique et architecturale de la peur dans les villes occidentales de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, principalement dans les métropoles des Etats-Unis. L'idéologie du « tout sécuritaire » a été farouchement dénoncée par des auteurs comme M. Davis (1991) au sujet de Los Angeles, qui dresse un ardent réquisitoire contre l'urbanisme sécuritaire public et privé de la ville (bibliothèques publiques ou centres commerciaux) et contre ce qu'il dénomme « la militarisation de la ville ». Poussant très loin cette logique, la politique de "tolérance zéro", répressive, de Rudolf Giuliani, maire de New-York, a été suivie par les édiles de nombreux maires de grandes villes latino-américaines qui n'ont pas hésité à faire appel aux experts états-uniens, si ce n'est à Giuliani lui-même.

Dans les grandes villes latino-américaines, la collusion entre les forces de l'ordre, les trafiquants et les réseaux mafieux, l'impunité, la délégitimation de l'Etat de droit instaurent une profonde injustice sociale et traduisent l'effondrement de la capacité de l'Etat à juguler la violence et à assurer la sécurité et l'ordre publics,

raison de la faiblesse de l'échantillon et de son constitution aléatoire. Les statistiques publiées par l'UNICRI sur les homicides par armes à feu ne peuvent en aucun cas être confrontées d'un pays à l'autre.

⁴³ « Entre 1977 et 1980, le taux d'homicide n'avait pas varié dans l'ensemble de la région métropolitaine de Rio de Janeiro [...]. En 1980, les homicides constituaient 3,5% de l'ensemble des crimes violents dans la capitale et 8,3% dans la périphérie. Une baisse a lieu au tout début de la décennie, puis une courbe ascendante reprend à partir de 1983. Dès lors, dira Coelho (1988), " le mouvement ascendant des taux d'homicide dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro est spectaculaire : on passe de 18 faits enregistrés pour 100 000 habitants en 1977, à 50 en 1986. Dans la capitale (...) : de 15 faits enregistrés pour 100 000 habitants en 1977, à 34 en 1986 ". L'étude, plus récente, de Soares, Sé, Rodrigues et Carneiro (1996), note, après une tendance ininterrompue à l'accroissement des taux d'homicide dans l'Etat de Rio de Janeiro et dans la capitale entre 1985 et 1989, une baisse accentuée pour l'ensemble de l'Etat en 1992. Après avoir atteint un taux de 62,55 homicides pour cent mille habitants en 1989, on régresse à 55,21 en 1992. Dans la capitale, les résultats sont moins significatifs : on enregistre néanmoins une décélération en 1991 et en 1992. Le taux d'homicide atteint en 1992, dans la ville de Rio de Janeiro, 60,75 pour cent mille habitants, restant stabilisé par rapport à l'année précédente.

Pour le cas de São Paulo, l'étude de Caldeira (1992) montre que l'homicide constitue le type de crime qui a subi le plus fort taux d'accroissement dans les années quatre-vingt, présentant des moyennes annuelles de variation très proches, autant dans la capitale (13,06 %) que dans les communes de la région métropolitaine (14,76 %). Depuis 1985, ce taux n'a pas cessé de croître et il était en 1989 de 35,58 pour cent mille habitants dans la capitale et 39,28 pour la région métropolitaine. Six ans plus tard, en 1995, le taux d'homicide dans la ville de São Paulo est de 45,59 pour cent mille habitants, restant par conséquent encore très inférieur à celui de la ville de Rio de Janeiro. » (Peralva,).

paradoxalement depuis le retour à la démocratie (1983 en Argentine, 1984 au Brésil, etc.). Les situations sont localement différenciées, ce qui rend difficile la compréhension de phénomènes complexes et aux causes difficilement généralisables : violence sociale parasitée par un conflit politique de longue date et par la proximité entre réseaux mafieux et groupes armés en Colombie ; corrélation entre une délinquance aux *modus vivendi* de plus en plus violents et spectaculaires, avec une ampleur inégalée en Argentine, jusqu'ici pays de classe moyenne considéré comme sûr d'un côté, et la paupérisation et la polarisation sociale croissantes de l'autre ; rôle du narco-trafic dans l'augmentation de la criminalité au Brésil, malgré une meilleure intégration des couches populaires à la suite de la démocratisation politique, etc. A Rio de Janeiro, le commerce de stupéfiants (essentiellement, de l'herbe et de la cocaïne), l'entrée de nombreux jeunes des *favelas* dans ce marché lucratif, l'augmentation de la consommation ont entraîné un regain notable de la criminalité violente, parallèlement à la déstructuration des identités traditionnelles de ces quartiers et à l'entrée dans la société de masse (Péralva, *op. cit.*). L'intensité de la violence à l'intérieur des quartiers d'habitat populaire (selon les cas, *favelas*, quartiers ouvriers, grands ensembles, *villas miseria*, etc.) entraîne des formes de re-stigmatisation (Caldeira, 2000). En effet, les zones les plus populaires sont souvent les plus "criminogènes", les délits y étant moins déclarés et les forces de police, en sous-effectifs, pas nécessairement les moins corrompues. Dans le district fédéral de Mexico, le nombre de délinquants de droit commun condamnés par les tribunaux de première instance (principaux délits) dans la délégation de Tlalpan, plutôt favorisée a été de 787 en 1998, soit 1,4 condamnation pour 1000 habitants à Tlalpan. Il s'est élevé à 2648 dans la délégation de Cuauhtemoc, centrale et pauvre, soit 4,9 condamnations pour 1000 habitants⁴⁴. A. Peralva cite quant à elle une étude cartographique de Akerman (1996) pour la ville de São Paulo, avec une « opposition tendancielle entre le niveau socio-économique des districts et les taux d'homicide », la pauvreté des quartiers augmentant les risques d'être volé ou tué. Enfin, les entretiens menés par T. Caldeira dans trois quartiers socialement distincts de São Paulo (pauvre, de classe moyenne mais hétérogène, de *condominios fechados*) montrent que seul le premier est véritablement confronté quotidiennement à la mort, tandis que dans les deux autres, les habitants sont surtout victimes de vol à l'arrachée, à main armée, dans leur voiture ou de leur domicile, pour les quartiers "ouverts". Les citoyens latino-américains se fient désormais plus aux vigiles privés qu'aux agents "de la paix", même s'ils sont très souvent d'anciens militaires (Péralva, *op. cit.*).

Un travail historique sur des périodes longues relativiserait sans doute l'importance qui est donnée actuellement, tant politiquement que socialement, à l'insécurité. La lecture de textes concernant le quartier ouvrier de la Perseverancia à Bogotá, dont la stigmatisation a été renforcée par la participation active des hommes du quartier à l'émeute meurtrière du "Bogotazo" en 1948, montre que, d'une part la délinquance ne date pas d'hier et d'autre part la peur des "classes dangereuses", renforcée par la proximité spatiale, est ancrée depuis le XIX^{ème} siècle dans les mentalités des élites (cf. Jaramillo *et al.*, 1998): violence sporadique des jeunes, enfants de la rue, mauvais garçons, combats entre bandes d'un même quartier ou de quartiers différents, alcoolisme associé à la fabrication de la *chicha*⁴⁵, etc. Un dicton, récurrent en Amérique latine au sujet des quartiers populaires marqué par de fortes dénivellations (par exemple, Rocinha, à Rio) disait ainsi qu'« à la Perseverancia, on monte à pied et on descend en ambulance ». Les opérations de "nettoyage social", euphémisme qui désigne l'élimination par les forces de l'ordre, les commerçants, etc., des indigents de la rue, ont une histoire ancienne, même si leur ampleur a atteint des dimensions sans doute inégalées, par exemple au Brésil avec les escadrons de la mort mais aussi à Bogotá. En réalité, ce qui a sans doute changé, ce sont d'une part la généralisation et la banalisation de la violence urbaine, la délinquance n'étant plus le seul fait d'un petit nombre d'individus, d'autre part, les effets qu'elle peut avoir en terme de déstructuration sociale (à l'intérieur des *favelas*), et enfin la décomposition de l'Etat et de l'ordre public qui fait, comme on le verra, que les groupes sociaux ont de plus en plus recours à des solutions privées, individuelles ou collectives, pour assurer leur sécurité et se faire justice.

Les ensembles résidentiels sécurisés: une vision catastrophiste et univoque

Il semble que, aux Etats-Unis, comme plus tard en France et en Amérique latine, ce sont surtout des journalistes qui aient commencé à faire le constat du développement des urbanisations résidentielles privées protégeant des groupes de populations jugées aisées. Dès 1989, Carlton, journaliste au *Los Angeles Time*, constate la diffusion du phénomène dans l'ensemble des métropoles américaines. En France, le *Monde Diplomatique* a consacré en 1996 tout un dossier aux urbanisations résidentielles privées, avec des articles de R. Lopez pour un panorama international, de M. Raffoul sur les *condominios fechados* de São Paulo, de M.-A. Pérouse de Montclos, par ailleurs chargé de recherche à l'ex-Orstom, sur la situation sud-africaine et sur Lagos. Ce sont d'ailleurs toujours sur les mêmes références que se fonde la presse, comme le montre un article intitulé « Des "villes privées" pour les riches Français » paru en octobre- novembre 2003 dans la revue *Manières de voir* du Monde Diplomatique. Les expressions "forteresses", "enclaves fortifiées", "sécession", "archipel", appliquées ici au cas de Toulouse, circulent ainsi d'une publication à l'autre, sans que l'auteur n'en précise leur origine, ni même du contexte dans lequel elles ont été forgées. Il est fréquemment fait le constat que les classes moyennes et supérieures se

⁴⁴ Chiffres cités par A. Giglia, à partir des statistiques de l'INEGI (*Cuadernos estadísticos delegacionales*, 1998)

⁴⁵ Boisson que fabriquaient et que continuent à fabriquer les quartiers populaires traditionnels de Bogotá.

protègent physiquement et se divisent politiquement, sans autre forme d'analyse empirique. Des romanciers comme T. C. Boyle, qui décrit un lotissement modèle qui se ferme et se protège progressivement par crainte de l'étranger (1995), contribuent aussi au développement d'une psychose de la peur construite autour des ensembles résidentiels sécurisés. Sans parler de la presse latino-américaine où des rubriques entières y compris immobilières sont consacrés au boom des "quartiers enclos" qu'on a vu qu'il fallait relativiser dans le chapitre 5. Dans une chronique mondaine, M. Cezimba et E. Orsini relatent les modes de vie de la nouvelle société de riches dans le quartier de Barra da Tijuca de Rio de Janeiro (1996), qui a été aussi l'objet d'intérêt pour les journalistes tels que A. L. Mansur (1996) ou M. Ventura (1996). Klinke décrit la nouvelle et jeune génération qui est née et a été élevée derrière les murs des *condominios fechados* au Brésil (1995). Le phénomène argentin a même intéressé des journalistes français (C. Mary, 1999). La revue *Urbanisme* a consacré tout un dossier aux urbanisations résidentielles privées, tandis que *Le Monde* n'hésitait pas à parler de « *fracture sociale* » au sujet des résidences sécurisées toulousaines (Besset et Krémer, 1999). Cette sur-médiatisation des ensembles résidentiels sécurisés empêche souvent une analyse raisonnée du phénomène, en le moralisant à l'extrême et en occultant d'autres réalités urbaines (paupérisation, mixité urbaine, etc., dans d'autres parties de la ville). La "stigmatisation à l'envers" dont ils sont l'objet de manières souvent indiscriminée, en particulier dans le discours journalistique, peut avoir exactement les mêmes effets que le discours insécuritaire. Non pas qu'il ne faille pas alerter sur un phénomène qui, inscrit dans un contexte plus large (par exemple, en France, l'évolution de l'intercommunalité), peut effectivement être préoccupant, et qui nécessite une réponse rapide de la part des pouvoirs publics notamment, mais les termes utilisés et les représentations diffusées dont on sait combien ils sont politiquement sensibles, peuvent avoir des effets importants sur la généralisation du sentiment d'insécurité.

Souvent, le discours scientifique n'est pas plus éclaircissant. La cristallisation sur le fait le plus visible des ensembles résidentiels sécurisés, la clôture, sous toutes ses formes (grillages, murs, etc.), s'accompagne d'innombrables descriptions des dispositifs de restriction et de contrôle de l'accès, des mesures permettant de sélectionner les candidats à l'accession à la propriété. Certes, tous ces faits objectifs sont essentiels dans une démarche compréhensive, mais celle-ci ne peut s'arrêter à ces seuls éléments empiriques qui constituent sans doute le côté le plus spectaculaire (dans tous les sens du terme) des ensembles résidentiels sécurisés. L'utilisation fréquente de métaphores dans le discours scientifique pour construire de nouveaux "concepts" ou celle d'analogies pour décrire la réalité sociale posent d'ailleurs la question de leur fondement, de la rigueur de la démonstration et des dangers de tels recours. Ainsi en est-il des termes "forteresse", "citadelle", "médiévalisation" de la ville, ou "féodalisation" des rapports sociaux, que l'on retrouve fréquemment au sujet des ensembles résidentiels sécurisés⁴⁶.

Au départ, la métaphore surgit dans plusieurs ouvrages de référence sur le sujet, et est déclinée selon des modalités différentes ("ville-fortifiée", chez Davis, 1992; "ville-forteresse" chez Blakely et Snyder, 1997, "enclaves fortifiées" chez Caldeira, 2001). L'ouvrage de Blakely et Snyder a d'ailleurs ouvert la voie à un champ de recherche spécifique sur les urbanisations résidentielles privées et fermées. L'usage de métaphores éminemment guerrières et/ou médiévales aux Etats-Unis est symptomatique de ce sentiment de perte de contrôle, de violence sociale plus ou moins larvée. M. Davis, que citent Blakely et Snyder, J. Trilling (1992), T. Caldeira, cette dernière pour montrer les différences entre Los Angeles et São Paulo, dénonce le développement d'une ville et d'une architecture de plus en plus militarisées, qui érigent des dispositifs spatiaux visant à écarter les indésirables ou à se protéger. La "ville fortifiée" qui a fait le tour du monde, "Fortress Los Angeles", réunit les "cellules fortifiées" des riches et les "lieux de la terreur" des pauvres (p.224). L'"effet-forteresse" de l'architecture du *Downtown* de Los Angeles constitue une stratégie socio-spatiale (p.229).

T. Caldeira, quant à elle, montre en quoi l'agglomération de São Paulo est passée du modèle ségréatif de la ville industrielle (fondé sur la division sociale du travail, qui faisait que les intérêts des élites étaient fortement liés au "bien-être" des masses ouvrières) à un autre modèle "plus fragmenté" lié à la transformation du modèle économique, dans lequel le schéma de distribution spatiale des espaces résidentiels et des lieux d'emploi a été fortement modifié. Elle relie ainsi le développement des "enclaves fortifiées" aux processus de changement de la ville dans les années 80, et plus qu'au creusement des inégalités sociales, très fortes au Brésil, à la montée de la violence et de la criminalité à la suite de la démocratisation de la vie politique. Il s'exprime, comme dans les autres grandes villes du pays, sous le double mode de l'isolement physique et du voisinage territorial. La démonstration est efficace et convaincante, surtout dans un pays comme le Brésil. Son étude sur le développement des *condominios*, réinscrite à juste titre dans celle de l'évolution de la structuration de la ville, n'explique jamais véritablement les motifs scientifiques de l'utilisation des termes "fortifié" et "forteresse", alors que ceux du recours au mot "enclave" le sont (isolement physique, accès automobile exclusif, homogénéité sociale). Il sert à désigner toutes les enclaves sociales et physiques riches qui sont privées et ont recours à des

⁴⁶ On discutera moins, ici, les termes d'"îlot" et d'"archipel", repris de l'économie spatiale (P. Veltz, etc.), qui insistent à la fois sur les effets d'isolement et de similitude entre des éléments situés à l'intérieur d'un groupement et reliés entre eux. Cependant, il nous semble qu'il faut faire attention aux termes qu'on utilise, aux modalités du transfert d'un champ scientifique à l'autre.

systèmes privés de sécurité et à un contrôle étroit, avec ou sans murs : les centres commerciaux, les parcs thématiques, les *condominios fechados*, les complexes de bureaux tertiaires. De la même manière que Davis et Blakely et Snyder, T. Caldeira explique que la manière dont les habitants protègent leurs habitations avec des grilles, leur donne un « aspect de cellules de prison » (p.285). Il semblerait que le fait que l'auteure ait effectué sa thèse à Los Angeles et donc les contacts qu'elle a pu établir avec le milieu académique local, expliquent son emprunt du terme. Ce qui pose problème, c'est la diffusion sans précaution du terme, ce qui est le destin fréquent de concepts qui sont déracinés de leur contexte de production.

La littérature latino-américaine sur les ensembles résidentiels sécurisés ne fait pas l'économie des métaphores qui nous intéressent, ces termes servant le plus souvent à illustrer des thèses sur la fragmentation sociale et spatiale ou sur la fracture urbaine. Ainsi, la lecture attentive d'un ouvrage récent, issu d'un colloque sur la "ville fermée" en Amérique latine (Cabrales Barajas, 2002), permet de repérer des expressions et des formulations récurrentes. Ici, les *colonias* mexicaines « établissent des fortifications défensives contre le crime » (p.57). Plus loin, « les murs et les grillages qui s'élèvent sont une métaphore des processus sociaux à l'œuvre dans le paysage social et politique des villes » (p.118). Enfin, autre exemple, un article directement intitulé "Ó retorno à cidade medieval: os condomínios fechados da metrópole paulistana" insiste sur les significations de la muraille comme élément de sécurisation. Les cités médiévales d'hier sont les lieux de vie de la "noblesse", comme les *condominios fechados* les lieux de résidence des élites, aujourd'hui. Non seulement, les termes sont-ils souvent appliqués indistinctement aux quartiers qui se sont fermés et aux ensembles résidentiels *ex-nihilo*, mais de plus les analogies, peu argumentées, donnent lieu à des anachronismes et à des erreurs d'interprétation, et tendent à "diaboliser" et à "stigmatiser" ces ensembles sans jugement critique, diffusant des images qui ne peuvent que renforcer le sentiment insécuritaire. En outre, l'image a eu tendance à être naturalisée: comme on l'a dit, c'est le côté spectaculaire, d'ailleurs réel, des dispositifs de sécurité qui prime dans des analyses des chercheurs et dans les médias, avec des approches plus émotionnelles ou morales que rationnelles.

Ainsi passe-t-on de l'image de la "forteresse" à l'analogie de la médiévalisation ou de la "féodalisation" comme symbole de l'isolement et de la sécurisation des quartiers riches, qui dressent des "murailles" pour se protéger des pauvres ou de la violence urbaine. Certes, si les murailles servaient bien à protéger les habitants des forteresses contre les "barbares" et voleurs en tous genres, l'analogie s'arrête là, et on ne peut pas ignorer que tant les rapports sociaux que la nature de l'insécurité ont fortement changé de contenu et de modalités d'expression. Les historiens ont montré que la cité médiévale était socialement hétérogène, organique, intégrée, sans séparation entre les riches et les pauvres, entre les quartiers d'habitat et les zones du travail. Dans la ville moderne, la rigidité sans équivoque des barrières sociales est ce qui permet la coexistence d'individus inégaux: Habermas a bien montré que c'était l'un des paradoxes de l'époque bourgeoise, à compter de l'époque des Lumières, que de promouvoir plus de démocratie, une égalité au moins théorique entre citoyens, et d'instaurer simultanément une ségrégation sociale qui n'existait pas auparavant (Hancock, 1996).

Ce qui est donc en cause, ici, c'est le lien établi entre la sécurisation, la construction d'enceintes et l'homogénéisation sociale. Les analyses axées sur la description des formes matérielles font de ces éléments le "symptôme", le "symbole", le "signifiant" de la volonté de mise à l'écart, du repli sur soi, d'une dissolution du lien social. Empreintes d'un certain déterminisme spatial, elles font également une utilisation abusive de la sémiotique architecturale. L'analogie devient ainsi équivalence, le signifiant, signifié. En revanche, il est plus juste de dire que certains de ces ensembles résidentiels utilisent des dispositifs de sécurisation qui empruntent fortement, parfois, surtout aux Etats-Unis, à l'univers carcéral ou au camp militaire (barbelés, guérites, murs élevés, etc.). Ainsi, l'enclave, notion toute en relativité qui renvoie autant à une réalité objective (la desserte en transport, etc.) qu'à des construits plus subjectifs (les manières dont l'enfermement ou la mise à l'écart – volontaire ou subie- sont vécus) peut-elle être une figure plus juste du rapport qu'entretiennent les ensembles résidentiels sécurisés avec l'environnement social et urbain? Comme le rappellent J. Debrie et B. Steck (2001), elle devient opératoire quand, située et contextualisée, elle permet de comprendre les modes d'inscription territoriale d'un objet, en particulier le sens des discontinuités socio-spatiales, aussi bien dans les quartiers populaires que dans les ensembles résidentiels sécurisés.

Des différentes modalités et significations de la fermeture

Dans toutes les sociétés, on retrouve des traditions d'enfermement et d'introversion de l'habitat, que ce soit pour des motifs liés à la recherche de l'entre-soi et de la distinction des élites (cf. Veblen, 1899, au sujet de la société bostonienne), afin de préserver des traits identitaires (le Ghetto) ou de créer un espace communautaire (cf le cas du Liban où les familles étendues partageaient une cour en commun: Glasze, in Glasze *et al.*, 2001).

En Occident, au-delà des différences entre cultures latines et anglo-saxonnes, qui ont déjà été évoquées, cette fermeture est significative du désir de protection de la vie familiale, présent dans les sociétés bourgeoises du XIX^{ème} siècle, et, plus tard, de la tendance à l'individualisation croissante des comportements, qui

s'accompagnent de la recherche d'intimité et d'invisibilité. Dans les sociétés européennes du sud, il semble que le modèle de l'habitat traditionnel fortement modifié au XIX^{ème} siècle par l'avènement de la bourgeoisie, soit en perte de vitesse devant les tendances généralisées à la suburbanisation. Aux Etats-Unis depuis déjà longtemps, en France plus récemment dans les lotissements fermés latino-américains⁴⁷, les formes architecturales, le tracé de la voirie et le dessin urbain "introvertis" des secteurs pavillonnaires (avec la multiplication des formes courbes et des culs-de-sac), en particulier des lotissements récents, favorisent le développement de l'entre-soi et de la tranquillité, rompant avec le traditionnel damier, typique de l'urbanisation américaine. Ces transformations s'infiltrèrent jusqu'à l'échelle du logement lui-même, extraverti sur le jardin et montrant souvent, comme aux Etats-Unis, surtout à Los Angeles, une façade "aveugle" sur la rue, d'où on ne voit que les portes de garages, souvent doubles, qui remplacent le porche ou l'entrée.

La clôture est de toutes évidences un dispositif privatif qui sert à se protéger d'un milieu anémique ou à délimiter ce qui appartient en propre de ce qui appartient aux autres ou relève de l'espace public ou collectif, aussi bien dans les milieux modestes que dans les milieux plus favorisés. Par exemple, dans les lotissements, elle garantit l'usage exclusif des parties communes liées à des équipements sportifs, en nombre croissant dans les lotissements, et c'est aussi souvent originellement le cas, dans les *country-clubs* latino-américains. Ainsi, la construction matérielle des limites à travers la pose de clôtures ou l'élévation de murs, qui atteint son paroxysme dans le cas des ensembles résidentiels sécurisés, n'a pas pour seule signification le désir de protection.

Les études anthropologiques des limites en disent long sur leur sens symbolique et social, en particulier dans les sociétés traditionnelles mais pas seulement (cf Paul-Lévy & Ségaud, 1983). J. Rojas (in Leclerc *et al.*, 1999) montre ainsi en quoi les grillages posés par les Latinos de Los Angeles devant leur cour intérieure, qui constituent un détournement de l'espace résidentiel ouvert antérieur des populations anglophones, sont plus un moyen de production de lieux d'interaction et d'échanges avec le voisinage, recréant des espaces intermédiaires de la sociabilité à la latino-américaine tel le seuil ou la rue, qu'une matérialisation de la fermeture ou un moyen de protection contre de possibles intrus. Evidemment, dans ce cas, la clôture ne concerne que des micro-espaces, mais cette lecture permet d'insister sur la nécessité d'une analyse ethnographique et anthropologique des limites allant au-delà de la simple observation ou d'une lecture purement sémiologique.

Par ailleurs, dans les quartiers populaires et/ou ethniques, la fermeture emprunte d'autres vecteurs que la clôture matérielle : cognitifs, symboliques, normatifs, sociaux, paysagers. D'une part, c'est le contraste paysager entre la "ville formelle" et les quartiers populaires qui permet de savoir pragmatiquement et cognitivement que l'on passe de l'un à l'autre, bien que la visibilité de la rupture dépende fortement du type d'environnement urbain et du degré de consolidation du quartier : par exemple, elle peut être beaucoup plus marquée dans certaines périphéries urbaines où la polarisation sociale est forte, parce que les ensembles résidentiels sécurisés se sont surimposés à un tissu urbain et social existant de profil bas (cas de Buenos Aires), ou vice-versa (cas de la périphérie de Caracas : Monteclaro et la Pomarosa); les transitions sont moins sensibles dans la ville-centre, par exemple avec les *barrios* qui ont déjà quelques décennies ou avec certaines *villas miseria* anciennes qui, ayant résisté aux expulsions et aux destructions, se sont urbanisées (par exemple, l'ancienne *villa Pioline*, peuplée d'une grande majorité de Boliviens et où le marquage ethnique est subtile et peu visible); à Rio, en revanche, dans la zone sud, les contrastes sont renforcés par l'extrême proximité des *favelas* et des quartiers riches et par le relief (cas de São Conrado, avec Rocinha, à Rio). Les fortes ruptures de pente marquent en effet le passage du formel à l'informel, à Caracas, à Rio ou encore à Bogotà au pied du Montserrat où, pourtant les anciens quartiers ouvriers sont nettement consolidés. Les limites sont également sociales et normatives, dans la mesure où, quelle que soit la taille du quartier populaire, les "étrangers" sont aisément repérables dans un milieu caractérisé par un fort degré d'interconnaissance, par une certaine familiarité, par l'existence de normes sociales internes au quartier. Là aussi, la prégnance de la limite varie en fonction de la taille du quartier et de son degré d'intégration urbaine (le sentiment d'étrangeté est plus fort dans un petit quartier de quelques milliers de personnes, tels Charrúa à Buenos Aires ou la Perseverancia à Bogotà, qu'à Rocinha, avec ses dizaines de milliers d'habitants et ses dizaines de touristes quotidiens). Les gangs, les bandes, quelles que soient leurs raisons d'être (buts culturels, trafic de drogue, etc.), avec leurs codes, leurs graffitis comme modes de communication, leurs sociabilités qui évoquent la « Street Corner Society » du Boston des années 50 de W. F. Whyte (1995) jouent également un rôle important dans la délimitation des quartiers populaires et dans l'établissement de frontières non visibles à l'œil nu (cf., pour Los Angeles, l'étude anthropologique de S. Philips sur les graffitis, 1999).

⁴⁷ En Amérique latine, ces dessins urbains introvertis étaient surtout fonction du relief (à Caracas, dans la municipalité de Baruta, par exemple) ou liés aux urbanisations résidentielles inspirées de l'urbanisme de Ebenezer Howard: par exemple, Bosque Izquierdo à Bogotà, Ciudad Evita dans la banlieue de Buenos Aires, dont il est question dans ce volume. Outre un facteur de distinction pour les riches de Bosque Izquierdo ou de Palermo chico, autre exemple très exclusif de Buenos Aires (lieu de résidence de l'intelligentsia portègne), dans la mesure où le dessin urbain rompait avec le damier, c'était aussi un moyen de se préserver du bouillonnement de la métropole.

En même temps, ces limites, dont la dimension matérielle est la plus identifiable par les habitants, sont mouvantes : en fonction des stratégies résidentielles des habitants qui déménagent vers les quartiers contigus, accommodés quand il s'agit de logiques d'ascension sociale (cas de la Perseverancia et de la Macarena, à Bogotá), d'un échelon social équivalent ou inférieur quand il s'agit de contrer les effets de la sur-densification et de l'absence d'espace, tout en demeurant à proximité de la famille ; en fonction des rapports de force, parfois violents, entre gangs et bandes qui redessinent en permanence les frontières territoriales, à l'intérieur des quartiers et entre eux, à travers transgressions et empiétements.

Privatisation de la sécurité et territorialisation

Traditionnellement, dans les immeubles, la fonction de surveillance des allers et venues est dévolue au portier ou au concierge dont les charges étaient beaucoup plus diversifiées que le seul contrôle des entrées. Dans le quartier ou dans le reste de la ville, c'était la police qui garantissait l'ordre public. Devant la montée insécuritaire et surtout devant l'incapacité croissante des pouvoirs publics à assurer collectivement la sécurité, les individus ont utilisé des dispositifs privés ou privatifs, légaux ou illégaux. La sécurité et la justice sont de plus en plus des affaires privées⁴⁸, surtout face au discrédit généralisé envers les forces de police en Amérique latine. A Mexico, un espace de consommation peut faire l'objet d'une surveillance de la part de trois types d'agents de sécurité: les vigiles privés affectés aux entrées et à l'intérieur des moyennes surfaces et des boutiques, les agents publics contractuels de la *Policía Bancaria e Industrial* (créée pour assurer la sécurité des banques et des entreprises commerciales) dans les espaces communs intérieurs et extérieurs, et les policiers non contractuels mobiles de la *Policía Federal Preventiva* qui parcourt les alentours et les abords. En France, les dispositifs de surveillance et de restriction de l'accès ont surtout concerné les immeubles : alarmes, codes, interphones, etc., même si récemment, à Toulouse mais aussi progressivement ailleurs, le marché de la copropriété sécurisée commence à se développer. Dans l'ensemble des grandes villes latino-américaines durant la dernière décennie du XXème siècle, ce sont plutôt les guérites, les dispositifs de fermeture des quartiers qui ont fleuri, autant dans les copropriétés et les lotissements *ex nihilo* que dans les grands ensembles ou dans les quartiers existants, quel qu'en soit le standing, à Mexico, à Caracas, à Rio ou à Buenos Aires (cf. Giglia, 2001; García Sánchez, 2002; Mello & Vogel, 2002. Thuillier, 2002). Puis, les agents économiques se sont engouffrés dans cette brèche, reprenant les doctrines de "l'espace dissuasif" (Newman, 1972) qui prêtent un rôle actif aux dispositions et aux dispositifs spatiaux dans la production d'un environnement résidentiel protégé, certes lié à la collectivisation des équipements -y compris de la sécurité-, même s'ils invoquent souvent des motifs privatifs. Les promoteurs se sont ainsi lancés dans le marché des ensembles résidentiels sécurisés. Mais l'échelle de matérialisation de l'impératif sécuritaire dans l'espace résidentiel n'est pas la même selon qu'il s'agit d'un immeuble ou d'un vaste ensemble comportant, outre les logements, des équipements sportifs, d'un quartier ou d'une ville entière.

Le discours journalistique met surtout l'accent sur les lotissements sécurisés, sur la pose de clôture et de guérites dans les quartiers riches. Pourtant, rétrospectivement, la littérature anglo-saxonne sur la prévention situationnelle montre que la sécurisation des ensembles résidentiels appartenant aux parcs publics nationaux intervient au moins en même temps que l'apparition des urbanisations privées fermées qui s'adresse à un spectre social assez large. Mais alors que le premier phénomène (celui de la fermeture des grands ensembles publics) est impulsé par une logique de gestion rationnelle de la part des Etats, et ne concerne pas nécessairement des unités résidentielles socialement homogènes (qui ne seraient habitées que par des classes populaires ou défavorisées), le second renvoie à des motifs bien plus profonds, avancés par des individus et des ménages socialement proches appartenant aux classes moyennes et supérieures. Pourtant, d'autres groupes sociaux, plus défavorisés, ont eux aussi mis en place des stratégies défensives. Dans le contexte actuel de surenchère insécuritaire, la fermeture est, dans tous les milieux sociaux, sauf sans doute dans les quartiers populaires, un moyen de la production d'un sentiment de sécurité, d'une réassurance face aux risques dans un monde perçu comme instable. L'objectif de ce passage est donc de décrire et de mettre en parallèle les différents recours citoyens visant à produire de la sécurité, notamment par rapport à leurs effets en termes de territorialisation. Je reviendrai ultérieurement sur leurs effets sur la ville et sur la question de leur légitimité sociale et politique.

Dans les lotissements sécurisés comme dans les quartiers, les grands ensembles et les copropriétés, fermés ultérieurement, la gamme des dispositifs visant à assurer la sécurité est large: vigiles à l'entrée qui contrôlent l'identité des entrants, barrières, murs, grilles qui entourent l'ensemble résidentiel, avec parfois des barbelés et des tessons de verre, comme on en trouve aussi fréquemment sur les murs qui entourent les maisons individuelles dans le reste des villes. Dans les ensembles résidentiels de standing, s'ajoutent les rondes à l'intérieur, les caméras de surveillance (camouflées par la végétation), les guérites à l'entrée, parfois à l'intérieur, éventuellement à l'extérieur pour contrôler les allers et venues le long des murs pour les ensembles résidentiels les plus grands et les plus chers, la création de commissions des résidents de sécurité que montent les plus

⁴⁸ P. García Sánchez cite le chiffre de 721 compagnies privées en 1994.

apeurés etc. En réalité, les dispositifs varient beaucoup d'un ensemble résidentiel à l'autre, en fonction du standing et donc du coût des charges. Dans les petits lotissements et dans les quartiers plus modestes, il ne s'agit souvent que d'un grillage périmétral avec une barrière qui se soulève ou une porte qui coulisse et qui est actionnée par un gardien. Les limites sont en général plus "lourdes" dans le produit immobilier "ensemble résidentiel sécurisé" que dans les quartiers ou les grands ensembles qui ont été fermés ultérieurement.

La mise en place de guérites ne s'accompagne pas automatiquement d'une fermeture du quartier. Elles se sont développées surtout dans les beaux quartiers, mais aussi dans les quartiers de classe moyenne, y compris dans les quartiers partiellement gentryfiés dits "bohèmes" comme celui de la Macarena à Bogotá, quand les riverains décident d'assurer collectivement leur sécurité face aux services défaillants de la police. La guérite avec son vigile nocturne effectuant des rondes de nuit dans une ou deux *cuadras* et rémunéré par les voisins volontaires (comme c'est le cas dans les quartiers de la Macarena et de Bosque Izquierdo à Bogotá) est-il un premier pas vers les dispositifs privatifs de fermeture des rues et de clôture mis en place par des associations civiles de riverains? Difficile de le dire. Par exemple, la demande de fermeture du parc situé au pied des tours du Parc, à la Macarena, formulée par un certain nombre de résidents, s'est vu opposer le refus ferme et définitif d'une autre partie des habitants, à commencer par R. Salmona, l'architecte qui les avait conçues et qui continue à y vivre et à y travailler.

La fermeture –et les objets urbains enclos- peuvent aussi changer de sens en fonction de l'évolution du contexte. Le contexte sécuritaire actuel tend à resignifier les ensembles résidentiels enclos, autant pour les observateurs extérieurs qui doivent se prémunir des risques de sur-interprétation, que pour une partie des résidents eux-mêmes. Par exemple, à Mexico, l'ancien village olympique de 1968, Villa Olímpica, vendu après les Jeux à des résidents appartenant surtout aux classes moyennes intellectuelles, est un grand ensemble qui se distingue de ses abords immédiats, un paysage bâti et très routier, par la relative qualité de son cadre (cf. Giglia & Hancock, 2001). Pourtant, il subit, trente ans après sa construction, des phénomènes de dégradation, et voit ses espaces collectifs tomber à l'abandon, parce que les propriétaires, atteints par la relative paupérisation des classes moyennes mexicaines, n'ont plus les moyens de les entretenir et de payer les charges. Rattrapé par l'urbanisation, ce grand ensemble fermé qui continue à fonctionner comme une enclave relativement sécurisante, même si la sécurité n'était pas le motif originel de la clôture, n'offre plus toutes les garanties en raison de son déclin. On perçoit bien que les raisons de la fermeture ne sont plus que négatives (protection vis-à-vis des dangers qu'on perçoit à l'extérieur), et non plus positives, comme elles l'étaient auparavant (existence d'une réelle communauté liée par des intérêts communs).

La privatisation de la production de la sécurité ne concerne pas seulement les quartiers riches. Les habitants pauvres prennent aussi des mesures pour se prémunir contre la criminalité et pour se faire justice. Ainsi la recrudescence des lynchages depuis le retour à la démocratie, qu'ils soient le fruit d'une justice populaire préméditée ou la conséquence d'une vindicte « anomique » est-elle notable dans certaines grandes villes latino-américaines dans les années 90. A. Peralva cite, à propos de plusieurs grandes villes brésiliennes, des enquêtes où le taux d'opinion favorable à cette méthode avoisine la moitié des sondés. On assiste ainsi à une « légitimation de la violence dans les plus larges couches de la population - surtout dans les milieux défavorisés, qui sont aussi les plus directement touchés par la violence » (Peralva, 1998). La spirale de l'armement des individus touche tous les milieux sociaux, mais elle est particulièrement remarquable dans les quartiers populaires avec l'augmentation du trafic de stupéfiants, étroitement associé aux réseaux mafieux et aux groupes armés, qui, paradoxalement, "protègent" les habitants connus d'eux, autant qu'ils constituent un facteur de danger pour d'autres. La manière dont la justice est faite, privativement, dans les quartiers populaires, a d'ailleurs son équivalent dans les ensembles résidentiels sécurisés : la volonté des habitants de régler entre eux leurs problèmes, aussi bien les conflits de voisin que les incivilités commises par les jeunes et même les meurtres, et leur refus de voir se médiatiser des affaires qui, pour eux, sont intérieures et domestiques, va dans le même sens. T. Caldeira l'évoque au sujet des *condominios* qu'elle a étudiés à São Paulo, en particulier à travers l'assassinat d'une adolescente à Alphaville en février 1991. M. Lacarrieu va plus loin quand elle rappelle que le meurtre d'une femme dans l'un des *countries* les plus sélects de Buenos Aires, en octobre 2002, fait divers qui avait nourri la presse, avait au départ été présenté comme un accident par la famille, quand, un mois plus tard, il s'était avéré qu'il s'agissait bien d'un crime que les riverains ne souhaitaient pas ébruiter.

Le contrôle informel exercé par les habitants contribue également à marquer les territoires. Surtout, la peur de la violence fait surgir des frontières internes aux quartiers populaires, qui suivent en partie les territoires mouvants des bandes, des gangs et des groupes armés, ainsi que, le cas échéant, les discriminations sociales internes établies par les habitants (par exemple, entre le bas "riche" et le haut "pauvre"). Le sentiment d'insécurité des habitants affecte leurs déplacements quotidiens, non tant à l'intérieur du quartier populaire qui, en raison des principes de connaissance et de reconnaissance et qui est considéré comme un territoire relativement sûr en général (avec des variations en fonction du degré d'avancement du processus d'urbanisation et de l'importance de la pénétration des réseaux de narcotrafiquants, comme c'est le cas à Rio). Il les modifie plutôt dans les quartiers voisins, qu'ils soient plus précaires (comme certaines *villas* boliviennes situées à côté de Charrúa) ou

d'un niveau de consolidation équivalent. Les bandes qui marquent leur territoire pour éviter l'incursion de rivaux, constituent une source de danger qui fait facilement basculer l'individu dans le statut d'"étranger". La peur de la violence est ainsi un vecteur de restriction spatiale des expériences: on ne pénètre pas dans un espace où l'on risque de perdre la vie. Dans un "quartier" aussi grand que celui de Rocinha à Rio de Janeiro, comme dans le petit quartier ouvrier de la Perseverancia, les résidents acquièrent des savoirs pragmatiques et apprennent à repérer les zones et les individus qu'il vaut mieux éviter : celles qui sont contrôlées par les trafiquants, l'impasse où stationne une jeune toxicomane à l'affût des proies qui passent, etc. La territorialisation des *malandros* contribue ainsi à façonner une géographie de la peur très différente de nuit et de jour, surtout dès le crépuscule, quand les rues se vident, en fonction de la densité commerciale, de l'animation nocturne et des éclairages. Le sentiment d'insécurité tend à une restriction volontaire des déplacements aux zones connues des habitants et à une relative fermeture, du moins pragmatique, des quartiers.

La mise en place de barrières, de guérites, les murs et les grillages sur des centaines de mètres, s'inscrivent dans un mouvement généralisé de privatisation de la sécurité qui s'étend à l'ensemble des sociétés urbaines latino-américaines. Ce type de dispositif s'est banalisé jusqu'à faire partie du paysage urbain. Le travail de P. García Sánchez (2002; cf aussi García Sánchez & Villá, 2001) décrit avec minutie les mécanismes de privatisation de l'espace public urbain à Caracas, à travers la multiplication de ce qu'il appelle les "douanes résidentielles urbaines"⁴⁹, en général une barrière mobile, une grille qu'active un gardien installé dans une guérite et qui contrôle l'identité des passants, parfois de simples piliers en ciment avec une chaîne qui bloque la circulation. Celles-ci se sont multipliées dans les beaux quartiers périphériques, verdoyants et peu denses de l'est, du sud-est et du sud-ouest de l'aire métropolitaine de Caracas. Les dispositifs de fermeture ne sont pas cependant exclusifs des beaux quartiers, puisqu'ils concernent aussi les espaces collectifs et publics des grands ensembles de classe moyenne, à Rio ou à Mexico. Aucun quartier, sauf peut-être les quartiers populaires où les processus de fermeture sont différents, et les quartiers dont les habitants cherchent d'autres solutions, n'est à l'abri. La clôture de quartiers qui étaient auparavant ouverts, la construction de lotissements sécurisés, surtout pour les plus vastes d'entre eux, ont des conséquences sur le morcellement des territoires. Des pans de plus en plus grands de la ville qu'il serait intéressant de cartographier ne sont désormais plus accessibles à tous. Que ce soit à Mexico, à Buenos Aires, à Rio, etc. et quel que soit le milieu social de l'ensemble résidentiel, quelle qu'en soit l'échelle aussi, la clôture *ex post* (de terrains privés ou publics) ou *ex nihilo* (dans les lotissements et les copropriétés sécurisés) apparaît au cours des années 80-90 comme un moyen de se protéger contre l'extérieur.

Nombreux sont ceux qui cherchent à se protéger d'"autres", perçus comme dangereux, que ce soient les habitants d'un grand ensemble contre ceux du bidonville, ceux d'un *country-club* contre ceux de l'*asentamiento*, ceux d'un ancien bidonville depuis consolidé contre les nouveaux bidonvilles voisins, etc. Néanmoins, tous les dispositifs n'ont pas les mêmes conséquences sur la ville. Dans les quartiers populaires où c'est la population (parfois les narco-trafiquants, avec un "service" à double-tranchant) qui assure sa propre sécurité, c'est plus l'insécurité (en particulier la crainte des caïds, déterminante des parcours à l'extérieur du quartier, et aussi parfois à l'intérieur) qui produit des micro-territoires dont les limites sont cependant loin d'être étanches dans la mesure où, à la différence des quartiers fermés, elles ne sont pas physiques.

Si toute la ville est gagnée par la mise en place de dispositifs sécuritaires, ce n'est pas uniquement par la violence, par l'armement à outrance ou par le recours à des dispositifs dont la légitimité, comme on le verra, est discutable, que se protègent les habitants des quartiers de couches sociales moyennes et des quartiers populaires. Dans ces derniers, ceux-ci n'ont pas les moyens de se payer les services d'un vigile et, quand bien ce serait le cas, où les entreprises privées ne se risqueraient sans doute pas à pénétrer. La co-surveillance (qui ne se confond pas avec les doctrines de la coveillance de Newman), effectuée à l'échelle de la *cuadra*, repose sur la confiance entre voisins et sur leur participation active et volontaire (dans certaines *cuadras* de la partie la plus populaire de la Macarena, à la Perseverancia, à Bogotá) et consiste en la mise en place d'alarmes communautaires ou en l'alerte mutuelle. Dans les quartiers populaires, les résidents préfèrent prendre en charge totalement le service, par peur de la police (cas de la Perseverancia à Bogotá). A Charrúa, à Buenos Aires, la co-production de la sécurité suit les modes d'organisation socio-politique interne de la communauté bolivienne : les "leaders" élus des venelles qui pénètrent à l'intérieur des pâtés de maison, reproduisant partiellement l'habitat originel, assurent un rôle central dans l'auto-surveillance, tandis que, parfois, des grilles réservent l'accès aux seuls résidents ou à leurs connaissances. A Bogotá, une majorité de résidents des Torres del Parque ont refusé la fermeture du parc dans lequel elles sont implantées.

Il y a donc différentes manières privées d'assurer la sécurité : la délégation à des services ou à des dispositifs extérieurs, celle qui est assurée collectivement par les individus eux-mêmes. Dans le premier cas, la fermeture

⁴⁹ P. García Sánchez estime que le nombre de douanes dans l'aire métropolitaine de Caracas est ainsi passé de 320 en octobre 1994 à 480 fin 1997. Mais il ne s'agit que d'une estimation officielle qui ne tient pas compte des douanes qui n'ont pas reçu d'autorisation et ont été mises en place de fait, ni des moyens en tous genres, bricolés, comme les murs, les piliers avec des grilles, etc. qui bloquent la circulation.

induit un processus de territorialisation du groupe qui s'enferme dont nous analyserons dans les chapitres suivants les conséquences sur les pratiques et les représentations de la ville, ainsi que les rapports à autrui, des résidents. Dans le deuxième cas, malgré des processus de fermeture lié à d'autres processus (la violence, l'insécurité interne ou externe), le quartier reste ouvert et potentiellement accessible.

La sécurité, un élément à relativiser dans les motivations et les choix résidentiels des habitants des lotissements sécurisés ?

Contrairement aux discours qui insistent sur « l'obsession sécuritaire » (cf., pour le cas de Toulouse, Belmessous, 2003), la sécurité est loin d'être énoncée, tant par les résidents que par les promoteurs et les commercialisateurs, comme le premier "motif" des ensembles résidentiels enclos.

En Amérique latine, dans les programmes immobiliers, elle est même souvent soigneusement occultée au profit d'autres arguments publicitaires. Les photographies et les images qui émaillent les prospectus promotionnels et les dépliants publicitaires masquent habilement les limites extérieures et les imposants appareils de sécurité: guérites, vigiles, avec des portails souvent majestueux dont on aperçoit qu'une partie (Serfaty, 2000 ; Thuillier, 2002). Ce n'est que dans le descriptif technique, parmi la liste des services proposés, qu'est mentionnée la sécurité (*ibid.*, *op. cit.*: 228). Est-ce pour faire oublier aux résidents et aux futurs acheteurs l'un des éléments qui "stigmatisent" le plus les ensembles résidentiels sécurisés et leur donner l'impression de renouer avec une urbanité perdue, en supprimant tout ce qui peut faire référence à un univers trop carcéral? C'est ce que l'on peut supposer si l'on suit la description d'un dépliant publicitaire : « les clôtures se convertissent en simples limites, comme le furent jadis les rues ou les avenues » (*ibid.*, *op. cit.*: 229). C'est également l'une des stratégies d'invisibilisation sur laquelle on reviendra dans le chapitre 8. En revanche, la sécurité est présente dans les petites annonces immobilières, et selon le niveau d'insécurité et l'importance qu'elle occupe dans la vie quotidienne des citadins, elle peut devenir l'argument de vente principal (par exemple, au Brésil –cf Caldeira, *op. cit.* : 285- et en Colombie). Comme dans les ensembles résidentiels sécurisés, le thème de l'insécurité n'est pas mis en avant délibérément dans la communication des administrations gestionnaires des espaces de consommation, mais valorisée implicitement comme atout attractif: il est clair, au vu de l'importance de la surveillance déployée, que c'est un service indispensable. La sécurité, devenue une exigence marketing, se traduit au quotidien en un service banalisé.

Les ménages, eux non plus, n'évoquent pas spontanément ni directement la place qu'occupe la sécurité dans leurs choix résidentiels. Mais c'est sans doute en partie en raison du travers que représente la situation de l'entretien. Les questions directes ne sont alors sans doute pas les plus adéquates. L. González Placencia (2002) le rappelle à propos d'une étude sur la perception de l'insécurité citadine à Mexico. En particulier en ce qui concerne leur sentiment d'insécurité, objet aux contours par ailleurs flous comme nous l'avons dit, c'est parce que les ménages se sentent observés, voire jugés, qu'ils réagissent aux questions qui leur sont posées, choisissant une réponse socialement acceptable, peu compromettante, lénifiante, constitue une adaptation de leur réponse à l'interrogation de l'enquêteur dont le contenu est alors déterminant.

Les entretiens effectués dans les centres commerciaux de Mexico (B. Sabatier) et Buenos Aires (Capron, 1998) vont dans le même sens. Tandis qu'à Mexico, la grille de questionnement n'invitait pas à aborder d'emblée cette question, les personnes interrogées évoquent plus la sécurité qu'offre l'espace de consommation, que, directement, l'insécurité dans la ville. Les personnes qui se sentent les plus affectées par l'insécurité (les "populations inquiètes" désignées par S. Roché, 1996, n'étant pas nécessairement les plus nombreuses), en ont parlé d'eux-mêmes, souvent pour se plaindre et/ou critiquer. La grande majorité des autres, quand la question leur était posée, ont opiné qu'ils se sentaient en sécurité à l'intérieur du lieu, même si le public leur paraissait hétérogène, mais ils ne l'ont pas systématiquement comparé avec l'extérieur. Par contre, la sécurité est très généralement énoncée (par le tiers des personnes interrogées dans les deux centres commerciaux de Mexico) comme un critère attractif pour venir passer un moment agréable ou consommer dans un endroit propre et distrayant.

Dans les petites annonces immobilières parues dans la presse bogotaine et qui concernent, il est vrai, toutes sortes de *conjuntos cerrados*, la sécurité est un argumentaire parmi d'autres (cf. Rojas, 2001). La distance, la localisation, le "style de vie", la nature en particulier, l'épanouissement familial et individuel figurent également parmi l'argumentaire de vente. Les motivations résidentielles des ménages qui vivent dans des ensembles sécurisés sont diversifiées, même si les "motifs" sont similaires tant ils adhèrent aux représentations qui leur sont proposées dans le discours publicitaire, parfois en contradiction avec leur vécu. Il serait d'ailleurs aventureux de vouloir les classer. C'est sans doute l'argument du "style de vie" qui fonctionne le mieux. La nature est l'un des éléments les plus valorisés, avec un penchant pour les arbres et les éléments aquatiques (Delta du Tigre) à Buenos Aires, pour la mer et la *mata atlantica* à Rio, surtout dans des villes aux densités résidentielles importantes et avec peu d'espaces verts (2 à 3 m² par habitant dans la capitale de Buenos Aires au milieu des

années 90, ce qui est moins le cas de Rio où près de la moitié du territoire est constitué d'espaces naturels, en revanche pas toujours accessibles ou praticables). L'installation en banlieue ou dans des espaces urbains moins denses en fonction des cycles de vie des familles attire les jeunes ménages, ce qui constitue un fait relativement nouveau. De nombreux ménages jeunes font ainsi le choix d'une maison en banlieue, en l'occurrence dans un ensemble résidentiel sécurisé, pour que leur progéniture puisse grandir à l'air libre, dans un endroit spacieux, en jouant en toute tranquillité dans la "rue". La tranquillité et le silence, comme autres éléments d'une meilleure qualité de vie, reviennent également comme un leitmotiv. La qualité des équipements collectifs (piscines...) et le niveau de prestation des services jouent un rôle dans les ensembles de standing. Le choix comparatif en faveur des services les plus avantageux dans certaines formules d'habitat collectif que met en avant Rifkin (2000) oriente les décisions résidentielles. C'est le cas à Rio de Janeiro, où, en raison de l'ancienneté du phénomène du *condominio fechado* (milieu des années 70), des ménages déjà âgés ont effectué une grande partie de leur trajectoire résidentielle dans ce type d'habitat. Les services offerts sont alors des raisons du déménagement d'un ensemble résidentiel sécurisé vers un autre. Enfin, l'"entre-soi", aussi, est invoqué, et nous reviendrons sur cet aspect dans le chapitre 8.

On peut constater que l'option d'une localisation résidentielle non centrale faite par les ménages des couches sociales moyennes et aisées latino-américaines ne diffère pas profondément de celle de leurs homologues états-uniens, canadiens ou européens qui, bien avant eux, ont également apprécié l'espace, la nature, l'épanouissement de la vie familiale, etc. A Buenos Aires, la maison individuelle accompagne la montée de choix de plus en plus individualistes qui est concomitante d'une individualisation croissante des comportements, en particulier de consommation, ce qui constitue un infléchissement assez nouveau. A Rio, c'est plutôt l'appartement dans des tours de luxe qui fait le bonheur des ménages, peut-être en raison de la plus grande insécurité, mais avec le même individualisme.

Souvent, le choix d'un ensemble résidentiel sécurisé s'inscrit dans un parcours résidentiel complexe et long dans différents quartiers de la ville de Buenos Aires. Il correspond à la possibilité d'accéder à un style de vie "intégral" célébré par les publicités, offrant des aménités qui faisaient défaut auparavant. Les logiques de rapprochement familial, centrales dans les choix résidentiels des ménages européens, semblent perdre de l'importance. Généralement, le rejet des "maux" de la ville, plus prégnant dans le discours des habitants des *barrios cerrados* portègnes récents, fait de l'emménagement dans un lotissement sécurisé un "exil imaginaire" (Lacarrière, 2002). La distance (entre 30 et 60 km du centre-ville à Buenos Aires, beaucoup moins à Rio, environ 20 km) est alors le meilleur moyen de s'éloigner de la ville. Mais, à la différence des *gated communities* états-uniennes, c'est moins en raison de son hétérogénéité, de la pauvreté qu'elle peut contenir ou en référence à l'idéal rural et communautaire fortement ancré dans l'imaginaire anti-urbain d'une ville comme Los Angeles (Ghorra-Gobin, 1997), que pour échapper à l'étouffement, à la pollution, au trafic automobile, bref, à la dégradation de la qualité de vie dont le discours se généralise, même si, répétons-le, l'écheveau des motivations résidentielles est difficile à démêler. En réalité, si la peur ou la sécurité sont rarement évoquées dans les motivations résidentielles, en tous cas comme première raison, cela ne signifie pas qu'elles ne jouent pas un rôle important, disparaissant d'ailleurs derrière une autre explication, la tranquillité. La tranquillité renvoie, dans leur bouche, aux considérations écologiques, mais aussi au fait que « les enfants peuvent jouer dans la rue ». Les enfants jouent un rôle prépondérant dans la recherche de la sécurité. Pourtant, derrière ce sens, en pointe un second qui associe étroitement la ville de la peur, c'est-à-dire le sentiment d'insécurité que peuvent avoir les individus en ville, à la peur de la ville dense et polluée, telle qu'elle existe aujourd'hui.

Les ménages sont d'ailleurs bien conscients des limites des dispositifs de sécurité (en particulier de clôture) et savent que le risque zéro n'existe pas. Les systèmes de protection n'empêchent pas l'introduction des drogues ni même les vols, surtout dans les ensembles résidentiels les plus poreux. Ce qu'offre l'ensemble résidentiel sécurisé, en revanche, c'est une diminution des risques proportionnelle à la quantité de dispositifs renvoyant à la surenchère assurantielle. Ainsi, l'insécurité n'est pas un motif prégnant de l'habiter exprimé par les résidents des lotissements sécurisés dans la mesure où les dispositifs sécuritaires existants fonctionnent comme des supports rassurants, apaisant leurs craintes. Les dispositifs, les objets jouent comme des « opérateurs de contrôle de l'exécution » (Conein, 1999), comme des marqueurs cognitifs et perceptifs. Ce n'est que quand le dispositif vient à faire défaut ou que la menace se fait plus précise (dans les cas de Caracas et de Buenos Aires, au moment des crises de 2002) que la sécurité prend une place plus grande dans les propos, s'exprime, adopte une tournure émotionnelle, comme dans les cas de victimation. Il en est de même dans les centres commerciaux, où, pourtant, à la différence des espaces résidentiels, la sécurisation socio-spatiale d'un espace de consommation ne peut pas constituer en soi un obstacle à son accès et impose une surveillance étroite des visiteurs- clients potentiels. Comme dans les ensembles résidentiels sécurisés, l'insécurité joue comme une contrainte permanente que permet d'atténuer l'environnement de consommation, sans la supprimer. Bien que cette tranquillité soit assurée par les agents de sécurité et tandis que les visiteurs perçoivent rarement le rôle filtrant des vigiles (Capron, 2001), le besoin de protection contre les risques directs (agression, vol) ne se confond pas avec celui de "tranquillité sociale" renvoyant à une forme de "civilité civilisatrice" (cf. Capron, 2001), celle de ne pas être

dérangé, de ne pas être confronté à la présence d'autres trop différents de soi, à des attitudes inconvenantes, ou à des sollicitations qui seraient le propre de la rue et non du centre commercial.

La sécurité, portée par le développement des ensembles résidentiels sécurisés, se construit aussi symboliquement, surtout dans la mesure où, comme le remarque Bauman (2001), ils cherchent à se substituer aux "lieux d'identification et de cohésion perdus", en apportant confiance, certitude, protection. Pour de nombreux résidents, il y a là une sorte de naturalisation de la contention, dont la sécurité, au sens large du terme, est une traduction. Mais elle fait bien partie de l'équation des facteurs exposés (les enfants restent seuls à la maison, la maison est vide quand on s'en va, on a des biens personnels, on veut dormir tranquille, la violence est partout à l'extérieur, l'accès est surveillé, on s'enferme par peur). La production de la sécurité, plus que le sentiment d'insécurité, est donc partie prenante des discours, sous forme de sous-entendus ou de façon explicite, mais cependant relativisée et ironisée dans les représentations sociales, selon des mécanismes de distanciation.

Enfin, il faut noter que la place de la sécurité dans les motivations résidentielles a pris de l'ampleur durant les deux dernières décennies: les nouvelles modalités d'agression, de plus en plus violentes et spectaculaires, tels les séquestrations et les enlèvements express, qui ne sont plus des cas isolés, sont très médiatisées, dans toutes les grandes villes d'Amérique latine. Les contextes conjoncturels (l'intensité de la violence, par exemple à Rio ; les crises argentine et vénézuélienne) amplifient ponctuellement le rôle de l'insécurité comme facteur d'emménagement dans un ensemble résidentiel sécurisé. A Rio, à la fin des années 70, tandis que la violence urbaine augmentait mais n'était pas au centre de toutes les conversations, c'était la tranquillité sous sa forme écologique (c'est-à-dire le silence, les espaces verts, les jeux pour les enfants) qui poussant les ménages à s'installer dans un *condominio fechado*. Maintenant, avec l'escalade de la violence, la peur occupe plus de place, comme le rapporte une résidente du luxueux *condominio fechado* Golden Green : « Nous habitons en copropriété résidentielle fermée depuis les années 70. Nous souhaitons donner à nos enfants une vie plus tranquille, leur offrir la liberté de descendre, de se faire des amis, sans être tenaillé par le souci de penser qu'un autobus puisse passer au coin de la rue..., enfin toute cette confusion de la grande métropole, quand vous sortez de l'immeuble et que vous trouvez tout, en bas de chez vous. Y compris le danger, pas le danger d'être attaqué, mais le danger qu'il y a à traverser la rue, à aller jusqu'à une petite place où il y a toutes sortes de gens, n'est-ce pas ? Mais aujourd'hui notre choix est bien plus motivé en fonction de la violence ». De même, à Buenos Aires, au cours des années 90, avec l'accroissement de la délinquance, le sentiment d'insécurité est devenu l'un des motifs croissants de ceux qui avaient opté pour un ensemble résidentiel sécurisé, motif qui semblait au départ "greffé" sur les discours, tandis que pour ceux qui résidaient déjà avant dans un ensemble plus ancien (dans les *countries* notamment), c'est surtout la nature, comme élément de distinction, qui était mise en avant⁵⁰.

Conclusion

La violence urbaine contribue à alimenter la ségrégation urbaine. En effet, les quartiers populaires sont les principales victimes directes de l'augmentation de la criminalité violente. Non seulement cela correspond à une réalité, si ce n'est statistique, du moins dans les faits, mais cela a des conséquences sur la stigmatisation et la mise à l'écart des *favelas* et autres quartiers populaires, ainsi que de leurs habitants, qui, dans les représentations imprégnées de stéréotypes et de l'information diffusée par la presse, sont dangereuses. Certes, la privatisation de la sécurité n'est pas propre aux couches sociales moyennes et supérieures, encore moins à ceux qui choisissent de vivre dans un ensemble résidentiel sécurisé. Les familles, à l'échelle de leur propre habitation, de l'immeuble, de la rue, cherchent des solutions tantôt individuelles, tantôt collectives. Dans le cas des ensembles résidentiels sécurisés, l'arsenal des dispositifs est particulièrement important et visible. C'est qu'en effet le marché immobilier table sur un nouveau produit alléchant qui fait de la surenchère dans les produits de sécurisation de l'habitat, ce qui, de ce point de vue, en fait bien des sortes de "forteresses". L'omniprésence des murs dans certaines parties des agglomérations latino-américaines constitue une forme de violence symbolique envers ceux qui vivent à l'extérieur, ressentie par les habitants des municipalités où ils sont concentrés. Ils semblent leur dire: « nous ne voulons plus vivre avec vous ». C'est aussi la « fracture sociale » que martèle la presse. Pourtant, il y a un décalage, comme on va le voir, entre la perception qu'en ont les résidents et celles qui sont véhiculées par l'extérieur. Pour eux, l'insécurité est loin d'être le motif principal de leur choix résidentiel. La peur de la ville, plus prégnante, et que nous allons continuer d'explorer, est loin d'être le seul motif d'installation dans un ensemble résidentiel sécurisé. C'est pour cette raison que nous avons été amenés à nous interroger sur les pratiques, le vécu, les motivations des habitants.

⁵⁰ Les réponses des résidents d'ensembles résidentiels construits dans les années 90 étaient remplies des stéréotypes qui circulaient dans les premiers temps de leur construction. Par contre, les résidents des ensembles antérieurs aux années 90 exprimaient le besoin de se différencier des "nouveaux" en évitant la plupart des "lieux communs", entre autres, celui de la sécurité.

Chapitre 7: Les échelles de la pratique de la ville et de l'identification urbaine⁵¹

Au vu de la différenciation matériellement marquée entre un intérieur et un extérieur, productrice d'une incitation à la survalorisation de l'espace du voisinage ou de l'espace proche, les ensembles résidentiels sécurisés poussent à l'extrême les logiques de territorialisation. D'autres soutiennent au contraire que l'"urbanisme affinitaire" permet une "ville à la carte", avec la diminution des relations de voisinage au profit de relations sociales électives et déterritorialisées (Donzelot, 1999), diminuant le poids traditionnel du quartier (Svampa, 2001: 120). Pourtant, rien ne permet, *a priori*, d'indiquer que les pratiques de sociabilité se fassent "électivement" avec le reste d'une "ville-archipel", ni que les résidents investissent intensément le voisinage. Pas plus qu'on ne peut supposer que, parce que le développement des mobilités des riches augmente, les ménages ne tissent pas des liens forts dans l'environnement proche, d'autant que, effectivement, tous les dispositifs socio-spatiaux les y prédisposent. A la suite de X. Piolle (1990), on peut s'interroger sur l'importance accordée à la proximité spatiale, à la convivialité de voisinage, au quartier, dans les motivations résidentielles et dans les réseaux de sociabilité des habitants des lotissements et des copropriétés sécurisés, autant qu'au poids de leurs agrégations affinitaires et de leurs pratiques déterritorialisées et ultra-mobiles. Non pas qu'elles n'aient pas une certaine réalité. Mais la typologie des ensembles résidentiels sécurisés, l'hypothèse de la multiplicité des appartenances sociales et territoriales des individus, ainsi que de la situation de la résidence dans l'espace des "quartiers", invitent à des études empiriques.

Peut-on observer une homogénéisation des pratiques de la ville? La recherche de styles de vie "communs" ou "similaires" constitue-t-elle un facteur de l'agrégation socio-spatiale? Où se situent les ancrages affectifs en ville des habitants en fonction de leurs pratiques et de leurs représentations urbaines? Le commerce, en particulier, en tant qu'espace de transaction marchande et aussi sociale, constitue un bon analyseur de l'articulation des échelles dans l'expérience urbaine et du rapport des individus à la ville, d'un côté à leur quartier et de l'autre, au reste de l'espace urbain. Les sociabilités sont souvent une occasion de sortir du quartier, tandis que les liens de voisinage peuvent être déterminants du type de rapport au quartier. Nous avons donc analysé les pratiques d'achat et d'approvisionnement, la fréquentation des services, des lieux d'emploi, les sociabilités, les loisirs, ainsi que les mobilités et les cheminements quotidiens que ces activités génèrent au gré de leur localisation. Les pratiques de la ville –et leur échelle– ont des effets retentissants sur les lieux investis affectivement. Elles sont étroitement dépendantes des mobilités, elles-mêmes fonction des stratégies, des compétences des individus et des groupes familiaux. Quelle place occupe le quartier dans les pratiques et dans l'expérience urbaine?

Le quartier s'enracine dans l'histoire de la modernisation de la ville latino-américaine. Pour Buenos Aires, A. Gorelik (1998) rappelle l'ancrage historique et collectif de cette notion qui prend ses racines dans les origines principalement européennes de la population portègne. Le processus de métropolisation de Buenos Aires s'est traduit entre autres par une différenciation croissante à fonction d'ailleurs ségrégative, entre le centre-ville et ses faubourgs devenus quartiers. Les quartiers, au départ socialement et culturellement homogènes puis rapidement cosmopolites, ont été les lieux d'intégration et de vie des immigrants. L'église, l'école, les commerces (en particulier le café-épicerie), l'institution de charité et les centres des différentes collectivités nationales, en constituaient les lieux centraux, lieux du mélange et de la rencontre (Capron & Thuillier, 2001). A la suite des destructions et des mutations liées aux interventions fonctionnalistes sur les villes dans les années 1950-60 et avec le développement de la mobilité, les identités de quartier ont tendu à s'atténuer, cependant moins qu'en Europe. C'est bien le quartier qui a constitué, depuis la fin du XIX^{ème} siècle, un élément intégrateur de la vie sociale argentine. Mais les habitants n'en gardent que l'image nostalgique antérieure aux années 70, à la fois celle du lieu "total", "totalisant", idéal, de l'accomplissement de la vie familiale et sociale, et de l'espace socialement distinctif (quartier ouvrier, quartier résidentiel, quartier-jardin, etc.) dont les différences sociales ou la misère sont pourtant gommées. Avec l'insécurité et la mobilité, le quartier est-il "mort", comme le prétendent certains au sujet de l'Europe?

Dans ce chapitre, nous nous intéresserons principalement aux échelles de la ville (quartiers, zones "de proximité", ville) et à leur articulation, selon différents gradients de comparaison: la localisation (centrale/périphérique), le degré de fermeture du quartier (la fermeture pouvant avoir des conséquences sur le degré d'autonomisation d'un quartier, et donc, les mobilités quotidiennes), le critère de l'homogénéisation (pauvreté *versus* sécurisation et/ou richesse, en l'occurrence quartiers populaires *versus* ensembles résidentiels sécurisés). C'est là que la comparaison d'autres quartiers, quartiers populaires (quant à l'homogénéisation et à la prégnance des limites), quartiers de grands ensembles (quant à la rigidité de la planification spatiale), quartiers gentryfiés (quant aux modes de vie et aux échelles territoriales) s'impose.

⁵¹ Ce chapitre se nourrit principalement des apports de V. Baby-Collin et de M. Lacarrieu, respectivement sur les *barrios* de Caracas et sur les ensembles résidentiels sécurisés de Buenos Aires. Ils ont été complétés par les articles, entre autres, de S. Didier, de S. Gonzalez et de P. J. García Sánchez, d'A. Gauvin, d'A. Giglia, de C. Hancock, de F. Gomes et de C. Regimensi, et de moi-même.

Les données proviennent essentiellement de travaux effectués dans deux villes, complétés par des informations ponctuelles sur d'autres sites, en particulier dans les quartiers populaires et les ensembles résidentiels sécurisés de Los Angeles, Buenos Aires, Rio: d'une part, de l'étude des pratiques urbaines, des espaces de vie et des mobilités tirée des enquêtes de type quantitatif-qualitatif menées dans les quartiers populaires (*barrios*) relativement anciens (entre 20 et 60 ans) de l'aire métropolitaine de Caracas; d'autre part, des entretiens avec les résidents des quartiers d'invasion récente (2 à 3 ans), nettement plus lointains et surtout très précaires, de la région métropolitaine de Caracas, ainsi qu'avec ceux des ensembles résidentiels sécurisés vivant dans la grande périphérie de Caracas et de Buenos Aires. Dans les *barrios* de l'aire métropolitaine de Caracas, ont été réalisées des cartes des pratiques socio-spatiales, significatives de l'étendue des espaces de fréquentation "quotidienne". Certes, au vu de la diversité des techniques et des méthodes employées, il n'est pas envisageable de faire une comparaison terme à terme des résultats, et il aurait été intéressant de pouvoir réaliser à Buenos Aires des cartes similaires à celles de Caracas, qui auraient peut-être révélé des surprises. En revanche, on peut ainsi évaluer le jeu des proximités et des distances spatiales (euclidiennes) à travers les échelles de la pratique urbaine.

Le quartier

Le quartier, que nous entendons ici essentiellement, dans un premier temps, dans un sens très large, comme un morceau de ville plus ou moins délimité, avec ou sans qualités, peut éventuellement constituer un motif d'installation résidentielle parmi d'autres: la présence de parents ou de connaissances (fréquent dans les quartiers populaires), le rapprochement du lieu d'emploi (évoqué par certains résidents de lotissements sécurisés), le "style de vie", l'"ambiance" (les "petits" commerces, les restaurants, les galeries d'art, etc.) ou la proximité du centre-ville (pour les intellectuels vivant dans les quartiers "bohèmes" ou "gentryfiés") sont des facteurs d'emménagement, contraints ou non. Si les habitants des quartiers populaires ont rarement le choix du lieu d'installation, leur itinéraire résidentiel n'est pas non plus le fruit du hasard et s'inscrit dans le cadre des réseaux de la migration (rurale ou internationale), à Pacoima, à Charrúa, quartiers d'arrivée des migrants, ainsi que dans les *barrios* étudiés à Caracas.

Les ensembles résidentiels sécurisés

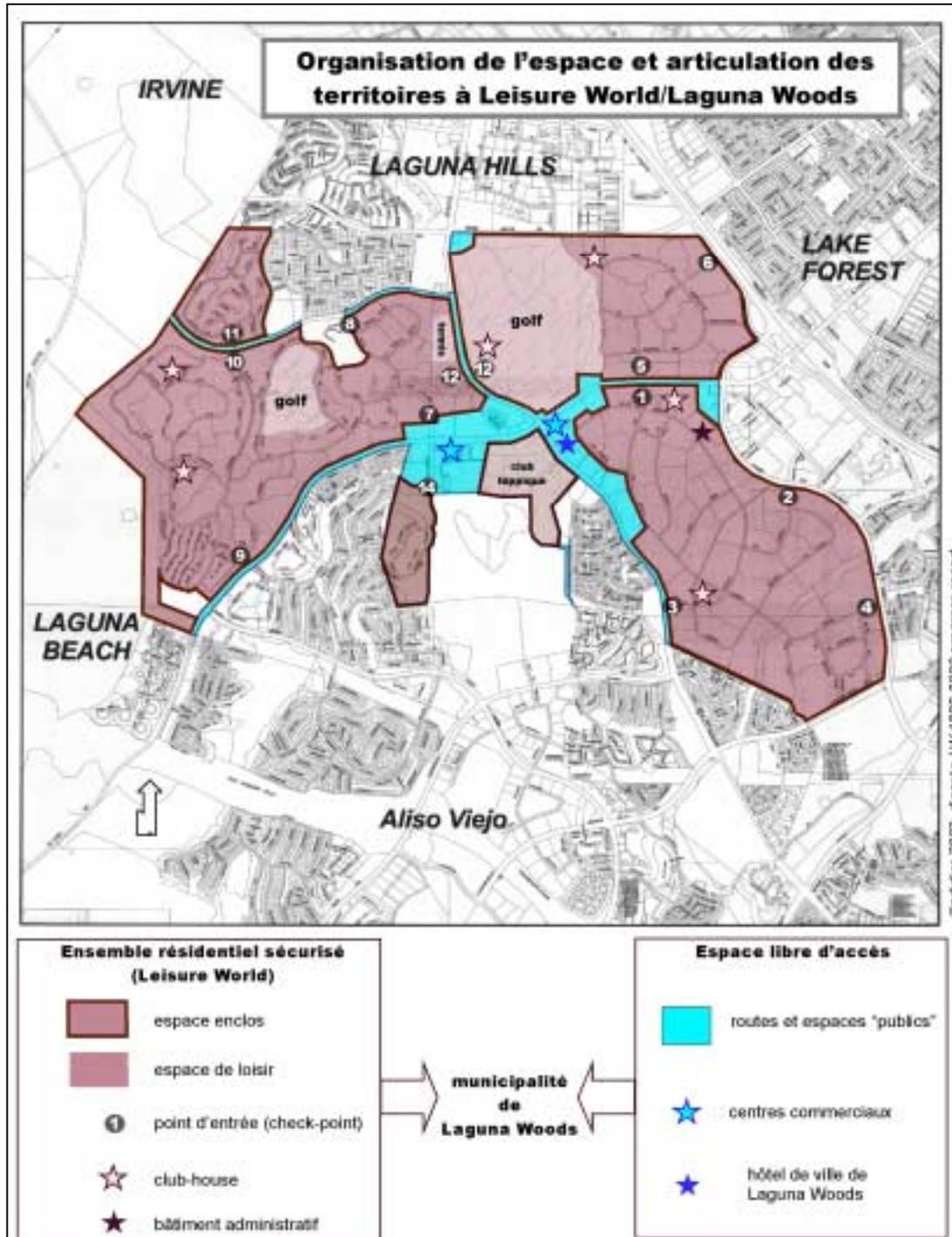
A Buenos Aires, les lieux d'emploi des hommes vivant dans des ensembles résidentiels sécurisés sont situés soit dans les environs, quand le motif de déménagement a été le rapprochement du lieu de travail, par exemple à Pilar dans le parc technologique, soit plus généralement encore dans la capitale. Moins que la part de l'emploi féminin (64% des 72 femmes approchées directement ou indirectement par M. Svampa, 2001 ; un peu moins de la moitié pour M. Lacarrieu), ce qui est plus significatif, c'est qu'une grande part d'entre elles travaillent à l'intérieur de l'ensemble résidentiel sécurisé, et ce encore plus depuis la crise de décembre 2001 quand un certain nombre ont perdu leur emploi. Soit qu'elles exercent à domicile un emploi dans une profession libérale (architecture, décoration, etc.), soit qu'elles se livrent à la vente de vêtements, de plats préparés, soit qu'elles travaillent dans des secteurs éducatifs et sociaux (en particulier dans le caritatif, mais aussi dans le secteur scolaire et périscolaire). Ces activités, en principe interdites dans l'enceinte résidentielle, ne sont d'ailleurs jamais déclarées et fonctionnent à travers le bouche-à-oreille, à l'intérieur du lotissement, à travers les amis ou les réseaux de connaissance. M. Mello et A. Vogel (2002) signalent également le développement d'activités professionnelles du même type (allant jusqu'à la vente à domicile ou ambulante) interdites par un règlement draconien dans les appartements d'un grand ensemble populaire du début des années 70 de Pedra da Selva à Rio. Ce repli professionnel sur la sphère locale ou sur les environs proches –souvent contraint par le contexte économique mais aussi par l'accroissement de la distance aux centres d'emploi qu'a entraîné le déménagement- conditionne les pratiques spatiales et le contour des espaces de vie des femmes, différents de ceux des hommes, quels que soient d'ailleurs leur emploi et leur lieu de travail.

Les ensembles résidentiels fermés, quand ils atteignent un certaine taille (dans les *countries* de Buenos Aires, dans les *condominios fechados* de Barra, à Rio), ont parfois une épicerie de dépannage, qui vise à pallier les effets de la distance ou à jouer un rôle de proximité, des écoles privées, voire publiques (dans les *condominios* de Barra où la réglementation municipale les oblige à se doter des équipements nécessaires), le cas échéant restaurant, coiffeur, église, infrastructures de loisir pour les personnes âgées (à Leisure World), etc. La plupart, quand ils ont un standing élevé, ont surtout des équipements sportifs et de loisir, le niveau de prestation des services pouvant être, comme on l'a dit, un critère de choix d'un ensemble plutôt que d'un autre. Mais la majorité des lotissements sécurisés (*barrios cerrados*) à Buenos Aires notamment, n'ont ni équipement sportif, ni épicerie, ni école. En 2000, seulement 7 *countries* sur les quelques 350 ensembles résidentiels sécurisés dénombrés disposaient d'un collège à l'intérieur de leur enceinte (Svampa, 2001: 115). En tout cas, les petits magasins sont loin de répondre aux besoins des habitants. Ils ont surtout une fonction d'appoint. Les résidents de Lomas de Monteclaro, qui font le gros de leurs courses dans les centres commerciaux du sud-est de Caracas, apprécient d'autant plus la présence de la supérette bien achalandée que l'ensemble résidentiel est isolé et distant

des centres d'achat. Mais ils souhaitent l'installation d'un supermarché de luxe. Le caractère exclusivement résidentiel et mono-fonctionnel des lotissements rend d'ailleurs toute autarcie illusoire.

Le degré d'autonomie des ensembles résidentiels sécurisés dépend beaucoup du contexte dans lequel ils ont été créés. Dans le cas de Leisure-World, c'est parce que la loi californienne ne permet pas à la *gated community*, espace privé, de recevoir des fonds publics, que le centre commercial destiné presque exclusivement aux personnes âgées et qui abrite la mairie, est construit à l'extérieur de celle-ci, recevant ainsi une part du budget municipal pour l'entretien des routes (cf. carte n°11 ci-dessous).

Carte 11 : Organisation de l'espace et articulation des territoires à Leisure World/Laguna Woods



Le cas de Barra à Rio se distingue-t-il fortement de celui des *countries* de Buenos Aires. Barra da Tijuca est un morceau de ville entièrement planifié (par les pouvoirs publics, puis par les promoteurs) construit dans un milieu qui était, au départ, relativement vierge de toute construction. Les premières unités résidentielles (plusieurs

tours) apparues dans un environnement sous-équipé ont été conçues avec une certaine autonomie interne, avant que ne s'ouvrent dans les années 80, entre la voirie principale (l'avenida de las Americas) et les tours encloses, des lotissements commerciaux qui complètent l'offre. C'est sans doute moins le cas des ensembles plus récents qui sont apparus dans un milieu nettement plus urbain et mieux équipé. Barra disposait déjà, à la fin des années 70, de l'un des seuls hypermarchés Carrefour de la ville. En 1981 est construit, juste à côté, l'un des plus grands *shopping centers* de Rio, Barrashopping. A la fin des années 80 et dans les années 90, la bande de terrains située entre l'avenue et la lagune, parallèle à la plage et à la succession de *condominios*, a été progressivement entièrement lotie par des centres commerciaux de grande envergure, ce qui fait de Barra l'une des plus vastes concentrations de tours de logements de luxe, d'offre marchande et de divertissement du district fédéral de Rio⁵².

L'autonomie fonctionnelle est illusoire pour des ensembles résidentiels sécurisés de moins de 5.000 habitants où seules les épiceries peuvent tourner avec une clientèle si réduite ou au cœur de milieux urbains denses. A Villa Olimpica, grand ensemble pour classes moyennes de Mexico, partiellement clos, mais non sécurisé au sens où nous l'avons entendu, conçu de manière relativement "intégrale" avec des commerces, les petites épiceries qui fournissaient un service de proximité ont perdu de leur utilité, quand la zone alentour s'est urbanisée. Les grandes surfaces voisines, les centres commerciaux, notamment Perisur, situé au nord de la bretelle du périphérique, moins Plaza Cuicuilco en face et qui s'adresse peu à cette clientèle d'universitaires et d'intellectuels, répondent à la demande de la population. D'où le déclin des équipements collectifs et des épiceries qui ne permettent plus à Villa Olimpica de s'autosuffire. Les *countries* de Buenos Aires, dont la superficie au sol est nettement plus étendue (puisque les densités résidentielles sont plus faibles), sont implantés dans un environnement qui reste beaucoup plus rural, moins dense et moins urbanisé, avec quelques centralités marchandes surtout le long des autoroutes du nord et de l'ouest, mais pas toujours. L'isolement est plus grand, mais ce n'est pas pour autant qu'ils sont mieux dotés en équipements commerciaux.

Le fait que pour la moindre course, il faille emprunter sa voiture, est décrit comme un inconvénient majeur, et est opposé à la commodité de quartiers plus anciens où il est encore possible d'aller faire ses courses à pied. L'éloignement des lieux commerciaux en vient souvent à constituer une contrainte pour les résidents, surtout pour les femmes qui se plaignent de devoir se déplacer pour n'importe quel produit oublié. « Un des désavantages, c'est que tu n'as plus la confiture de lait au coin de la rue. Tu dois faire dix kilomètres pour en acheter. Après, tu t'habitues, et tu t'arranges pour que cela ne t'arrive pas. Quand j'étais à Buenos Aires, on pouvait aller chercher un œuf en bas, quand on en manquait. Il y avait toujours une supérette ou une épicerie à deux ou trois cents mètres maximum » (résidente de Senderos I, Pilar, Buenos Aires).

L'échange de petits services embraye-t-il pour autant sur d'autres formes d'échanges sociaux ? Dans les ensembles résidentiels destinés aux couches sociales moyennes et aisées construits en périphérie urbaine, si les "appariements sélectifs" (Cohen, 1997), producteurs d'agréations, peuvent jouer un rôle, comme on l'a vu, dans les motivations du déménagement, ils ne génèrent pas nécessairement, comme dans n'importe quel quartier de classe moyenne, des relations de voisinage denses. Tout autant que dans les quartiers populaires, on est loin du mythe de « l'échange social intense et généralisé », encore moins exclusif (Chamboredon & Lemaire, 1970). Le voisinage peut être, comme dans n'importe quel autre quartier ou immeuble, une ressource fonction de l'éloignement des commerces: « Parfois la voisine me demande un oignon, et moi, le soir, je lui emprunte une bouteille de coca, et puis je la lui rends, ou on fait un échange. Il faut s'organiser d'une autre manière, mais ce n'est pas si compliqué, finalement » (résidente de Senderos II). Ces formes d'entraide, si elles relèvent d'un échange de services né des contraintes de l'isolement et non d'une solidarité comme c'est le cas dans les quartiers populaires, montrent que le voisinage ne se vit pas seulement sur le mode de l'indifférence ou des petites disputes quotidiennes.

De la même manière, moins par choix véritable qu'en raison de la distance spatiale à la ville-centre ou aux lieux de résidence antérieurs, contrainte, l'espace de sociabilité se rétrécit, sans se confondre toutefois avec le voisinage. Les amis, la famille, auparavant proches, viennent de moins en moins et les ménages reconstituent de nouveaux réseaux relationnels qui se font par affinités, ici comme ailleurs, tandis que les activités changent au cours de l'évolution du cycle de vie. « Tous les amis que nous avons maintenant, nous les avons connus ici. Tu commences à t'adapter au lieu en vivant d'une autre manière. J'essaie de profiter d'autres choses. Finie l'étape des grandes sorties dans la capitale. Tu prends des habitudes plus statiques » (une habitante de Pilar Green Park). Les équipements sportifs, le *club house*, sont des opportunités pour construire des liens d'amitié plus étroits à l'intérieur même de l'ensemble résidentiel sécurisé, dans un environnement où l'offre de sorties est assez rare. La fonction socialisante de ces équipements établit une nette différence avec les beaux quartiers de Caracas proches de *barrios* jugés dangereux qui ont été fermés pour des motifs sécuritaires. En fin de semaine, à Monte Claro, les ménages prennent plaisir à rester chez eux ou à aller au club. Les *club-houses* dont l'architecture peut reprendre tous les ingrédients d'un centre-ville classique et imaginaire, fortement producteur d'identification, comme à

⁵² Ces analyses sont tirées du mémoire de maîtrise de K. Serfaty (2000), qui est venu compléter utilement certaines de mes observations et le travail de F. Gomes, C. Reginensi et L. Bruno.

Leisure World (avec son clocher, sa *plaza*), constituent d'ailleurs souvent les seuls espaces communs, sortes de micro-centralité à l'échelle résidentielle (cf. carte n°11).

Comme partout ailleurs, les relations de voisinage sont d'ailleurs ambivalentes et elles se déclinent selon différentes modalités. La plupart du temps, elles sont cordiales mais superficielles, réglées par des rituels de salutation. Ceux d'à côté ont des visages connus, familiers, alors que l'on croise plus rarement des amis qui vivent à l'autre bout du lotissement quand celui-ci est de grande taille. Voisinage n'est cependant pas amitié, et certains refusent de se plier au jeu du "copinage", le voisinage restant un espace social hiérarchisé. Si les conflits sont d'ailleurs l'une des modalités de la cohabitation entre voisins, le côté tatillon des règlements et les excès du contrôle social ne font souvent qu'exacerber les comportements intolérants, comme on le verra dans le chapitre suivant. Dans les sociétés latino-américaines, la proximité spatiale, accentuée par l'absence de démarcation physique entre les habitations, peut être vécue comme une intrusion, comme le raconte cette femme d'un ensemble résidentiel sécurisé de Buenos Aires qui s'est sentie envahie par les enfants de ses voisins qui passaient leur temps chez elle. Or, les stratégies de délimitation de la propriété (par la clôture de la maison, par exemple) sont difficiles quand les règlements l'interdisent. Dans les grands ensembles populaires qui ont en commun avec les lotissements sécurisés d'avoir été planifiés à l'extrême, d'avoir des réglementations excessives et où la fermeture postérieure a constitué un instrument de la sécurisation et du filtrage de l'accès, les relations de voisinage sont souvent indifférentes (dans le cas de Selva de Pedra à Rio, cf. Mello & Vogel, *op. cit.*), surtout si les formes urbaines sont extrêmement planifiées. Ces remarques renvoient aux constats de J.-C. Chamboredon et M. Lemaire (1970) sur les grands ensembles de la banlieue parisienne de la fin des années 60. Dans les ensembles résidentiels sécurisés, loin de toute promiscuité, il s'agit, comme dans n'importe quel quartier populaire, de gérer la bonne distance à l'autre, sans empiéter sur le territoire du voisin, et d'établir ses propres limites. La sensation du manque d'intimité est caractéristique, cependant, des petits *barrios privados*.

C'est parce que la ville dense latino-américaine devient, pour un grand nombre d'individus, un repoussoir, que le quartier incarne le mieux la figure du retour à la cité. Dans l'esprit des citadins qui y vivent, l'ensemble résidentiel sécurisé permet ainsi tantôt le retour à une ville rendue à des dimensions humaines, débarrassée de ses "maux", tantôt les "retrouvailles" avec un milieu naturel, rural et villageois aussi proche du quartier-village, tantôt un intermédiaire entre les deux. Ainsi, l'ensemble résidentiel sécurisé, en Argentine, mobilise, dans ses formes et dans la publicité qui en est faite, la notion de quartier (*barrio*), autant d'ailleurs que celle du *country* qui renvoie à une tradition plus élitiste et plus champêtre (aux Etats-Unis, ce serait plutôt la *community*) ou celle du village (*pueblo*). Les catégories construites productrices de représentations chez les résidents comme chez le reste des citadins fonctionnent ainsi comme des systèmes symboliques, ancrés culturellement et socialement. Le quartier s'est d'ailleurs converti en un instrument de légitimation et de prestige du choix des ensembles résidentiels sécurisés, mis en avant par les "riches" et les "connus" dans la presse.

A Buenos Aires, les représentations du quartier des résidents des ensembles résidentiels sécurisés évoluent entre l'imaginaire urbain collectif mythique du *barrio* et le quartier issu des souvenirs de l'enfance, unifiant singulièrement les représentations d'un quartier épuré. L'expérience vécue, tant celle de l'enfance que celle de l'ensemble résidentiel sécurisé, se mêle pourtant aux stéréotypes circulant au sujet des *countries* et des *barrios privados*, contredisant ou renforçant les représentations que les individus se faisaient préalablement.

D'un côté, le quartier est un stéréotype culturel, une image consensuelle, qui renvoient à une figure sociale et territoriale idéale et épurée d'ailleurs difficile à critiquer, autant que l'espace public, dans les milieux universitaires argentins. Il constitue un idéal-type extrêmement prégnant de l'urbanité et de la citoyenneté portègne, milieu homogène terreau de la classe moyenne. Les personnes interrogées se réfèrent plus facilement à la figure empirique du quartier, qu'à la notion abstraite de la communauté, d'ailleurs assez peu ancrée dans la culture politique et urbaine argentine⁵³.

De l'autre, le quartier est celui de l'enfance, lui aussi idéalisé selon des processus psychologiques bien connus d'embellissement du passé. Petit village, tranquillité, solidarité, interconnaissance et familiarité, jeux dans la rue, amitiés, liens de voisinage, relations de confiance avec les commerçants, telles sont les images, classiques, qui surgissent quand les gens parlent de leur quartier, quartiers qui existent encore à Buenos Aires, mais qui sont en voie de disparition ou de forte mutation. Le quartier a ses lieux situés sur une échelle qui va de l'intimité à l'interconnaissance, du privé au public: la maison, espace de l'intimité et de la vie familiale; le patio, le seuil de la maison (le *zaguán*), le trottoir, espaces de la conversation, de l'entre-deux; les espaces semi-publics ou publics comme l'épicerie ou le coin de rue. Le quartier de l'enfance évoque une multitude souvenirs que l'on retrouve dans la littérature: les fenêtres ouvertes, le maté que l'on prenait dans la rue ou dans les *patios* avec les voisins, l'*asado*, etc.

⁵³ En Argentine, c'est plutôt la collectivité qui renvoie au cosmopolitisme portègne du début du siècle, à l'image de la ville-mosaïque, qui prend un sens (ou qui avait un sens) dans le quotidien des individus.

Le quartier vécu se construit à la croisée de ce quartier imaginaire et du quartier pratiqué. Certains retrouvent d'ailleurs la figure du quartier imaginé dans le *country*. C'est le cas d'une journaliste connue de la télévision argentine qui, travaillant toute la semaine dans la capitale, voit dans le *country* de Pilar qu'elle a choisi avec son mari (il est vrai, dans ce cas, uniquement résidence secondaire) une forme de retour au quartier perdu de son enfance, où l'on connaît ses voisins et où l'on se prête le sucre, une peu quand elle était petite et vivait à Villa Soldati, un quartier très populaire du sud de Buenos Aires. Mais les fonctions et les pratiques urbaines, en général, sont bien loin de l'expérience du quartier portègne qu'ont vécu les habitants. Si certains retiennent de leur expérience du "quartier" dans les ensembles résidentiels enclos, la sécurité-tranquillité, l'interconnaissance dans une vision épurée et idéalisée qui fait fi des aspects les plus désagréables, pour d'autres, l'absence de mélange, l'isolement, l'extrême planification et le contrôle exacerbé exercé par la "communauté" créent un hiatus entre les représentations et la vie quotidienne.

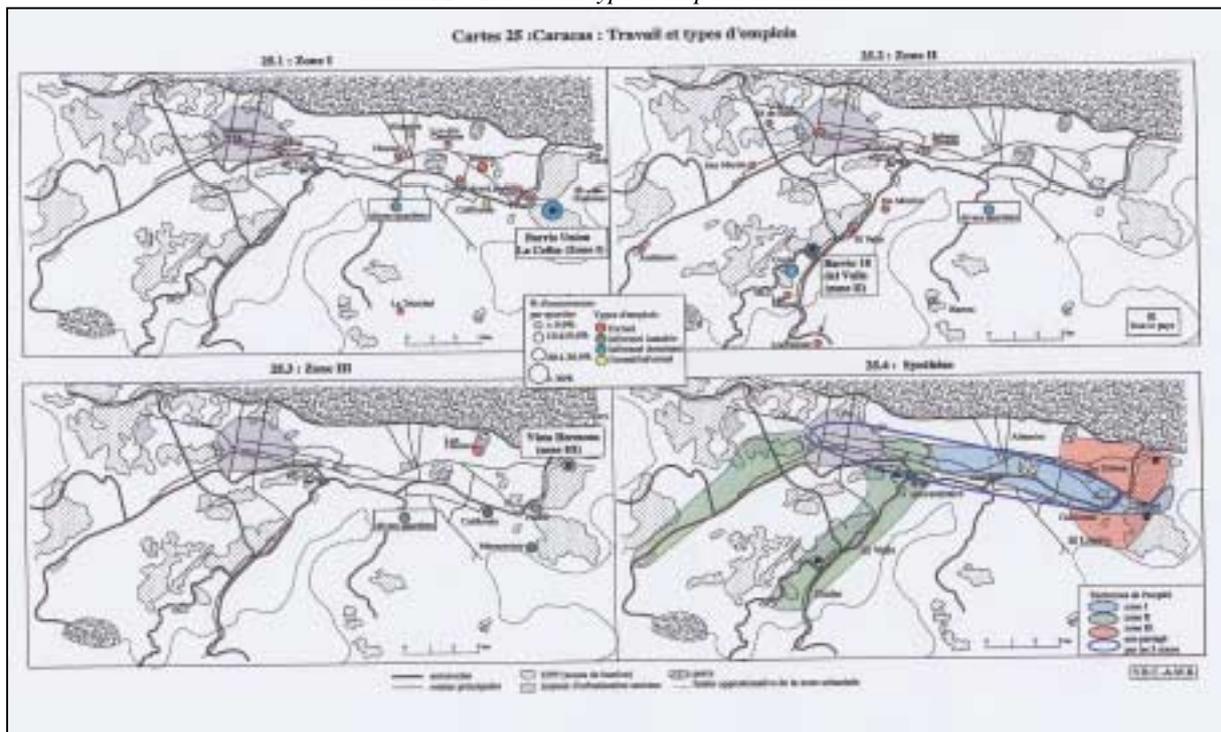
Au-delà des discours sur la vie de "quartier", le retour à l'interconnaissance villageoise (les portes ouvertes, les conversations avec les voisins, les rencontres dans les *club-houses*, les enfants qui jouent dans la rue), l'occupation des espaces de l'ensemble résidentiel sécurisé ne semblent pas montrer une très grande intensité d'usage et ni une appropriation très marquée. Même chez les résidents qui sont installés depuis longtemps dans un *country*, l'ancrage affectif n'est pas profond, d'autant plus que leurs vieux amis sont souvent partis et qu'ils se retrouvent seuls au milieu de familles qui n'ont plus du tout le même style de vie ni les mêmes manières. Plusieurs ménages n'hésiteraient pas à déménager dans un ensemble résidentiel sécurisé qui offrirait plus de sécurité, plus de services, etc. A la différence de grands ensembles de classe moyenne où le désinvestissement ou le manque d'appropriation se traduisent dans la dégradation des espaces publics et des espaces collectifs, les espaces ne restent ainsi bien maintenus que parce que l'espace est contrôlé et parce que les charges, obligatoires, permettent un entretien régulier et obsessionnel qui renvoie à l'utopie de l'ordre et de la propreté.

Les quartiers populaires

Le quartier populaire, lieu-clé de l'expérience urbaine, est bien plus qu'un lieu de résidence, c'est un lieu d'emploi, où l'on peut faire ses courses, souvent aussi se soigner, et où l'on se distrait: dans la rue, en rendant visite aux amis, en allant à l'église ou au culte, en faisant du sport, en organisant ou en participant à des fêtes.

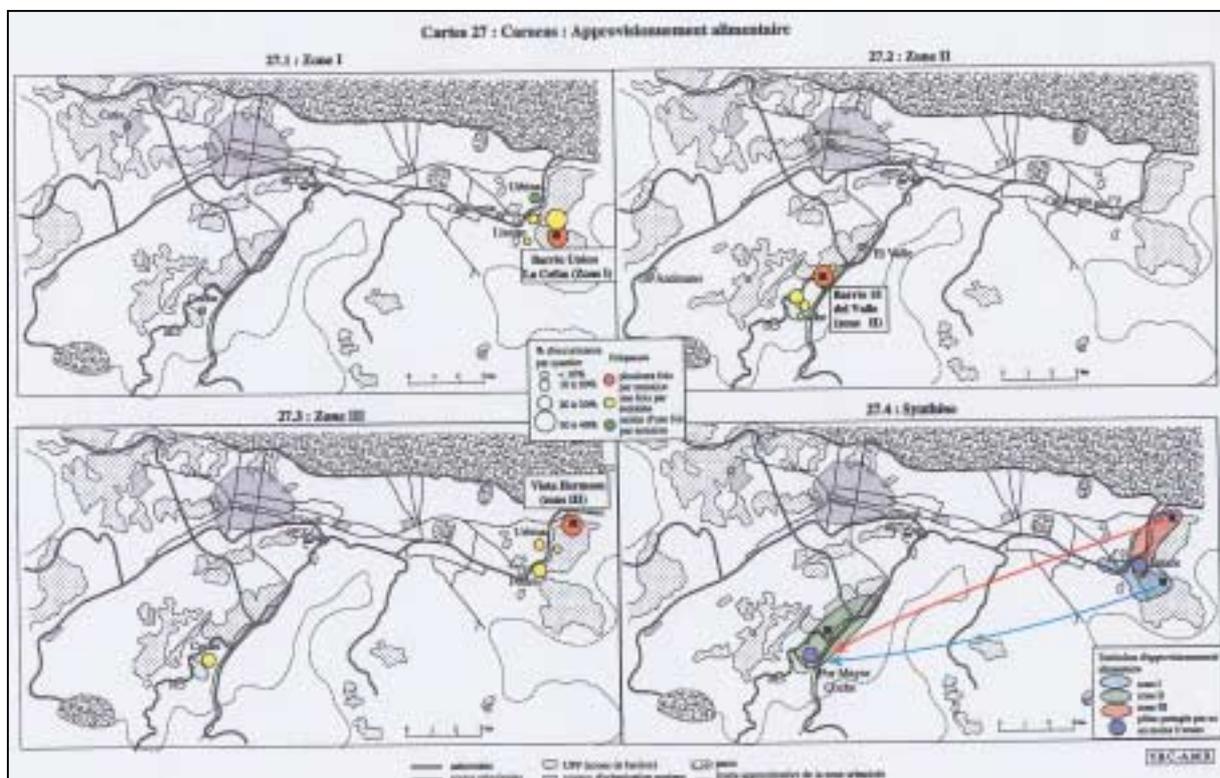
Le secteur informel fournit une grande partie des emplois, quand le quartier est suffisamment vaste (cf. carte n°12 ci-dessous). Le quart des actifs des *barrios* de Caracas étudiés dans l'aire métropolitaine travaillent ainsi sur place. Le "commerce informel", établi ou non, est une source de travail importante. La part des emplois fournis par le quartier est proportionnelle à sa taille et à son degré de consolidation. A Rocinha à Rio, dont le processus de consolidation est très avancé, nombreux sont ceux qui gagnent leur vie à l'extérieur, comme petits fonctionnaires, domestiques ou dans le secteur de la construction.

Carte 12 : Travail et type d'emplois à Caracas



Les quartiers populaires, anciens sont bien desservis en petits commerces de proximité (épiceries, services, débits de boissons, etc.), servant au ravitaillement d'urgence quotidienne en produits de première nécessité (cf. carte n°13). A Rocinha, la densité commerciale est assez élevée. On compte 85 habitants pour un établissement commercial, desserte à peu près équivalente à celle de Praia da Rosa et de Sapucaia, *favelas* plus petites avec 61 habitants pour un commerce d'après le recensement de l'UFJRJ (programme de recherche *Favela e Cidadania*). A Rocinha, il y a aussi une banque, un bureau de poste, un café internet, des boîtes de nuit, etc. A Pacoima dans la vallée de San Fernando (150.000 habitants, soit une taille à peu près équivalente à celle de Rocinha), les commerces, peu nombreux, sont concentrés autour des deux principales artères marchandes, mais on n'y compte également qu'une banque : ce qui paraît être un signe de transformation d'une *favela* en quartier dans une grande ville brésilienne, la présence de l'établissement bancaire indiquant bien une diminution des risques et une certaine sécurisation, ne l'est pas dans le contexte états-unien, où le zonage introduit par ailleurs une certaine monotonie. Dans le quartier bolivien de Charrúa, le marché et les échoppes des passages internes constituent des lieux d'approvisionnement très fréquentés par les résidents, autant que la rue principale du quartier traditionnel de Bogotá, la Perseverancia, la rue 32 avec ses petits "supermarchés" (nom donné aux épiceries) qui permettent, comme dans tous les quartiers populaires latino-américains la survie des habitants à travers la pratique de l'ardoise.

Carte 13 : Le ravitaillement alimentaire à Caracas



La pratique religieuse, le sport, sont des activités gratuites qui requièrent peu d'infrastructures spécifiques (un terrain de sport, un lieu de culte) et qui accordent la part belle, dans cette zone de forte familiarité que constituent les alentours des foyers (cf. carte n°14), aux rencontres et aux liens de voisinage, souvent également familiaux et amicaux (parties de cartes dominicales, discussions sur le pas des portes, ou autour des boutiques informelles, quelques bières à la main, regroupements nocturnes chez les uns ou les autres...). Ces liens constituent des formes d'entraide ponctuelle (garde d'enfants, soutien financier, assistance et visite aux malades). Les réseaux communautaires permettent l'accueil des nouveaux arrivés, à Pacoima, dans le "community center" qui semble utilisé et est mis à la disposition des différents groupes d'âge, comme à Charrúa où la pratique bolivienne du *compadrazgo*⁵⁴ crée des liens de solidarité. Les relations de voisinage vont également de la connivence étroite à la simple cohabitation pacifique sans véritables échanges au-delà des salutations rituelles. En revanche, dans les quartiers d'invasion récente (la Pomarosa à Caracas, Apocalypse et Monte Sinai à Rio), les rapports de voisinage se réduisent d'ordinaire à l'échange de salutations, sans qu'il n'y ait aucune solidarité entre des habitants qui ne partagent que leur condition commune de précarité. Cependant, l'intensité des rapports, à l'intérieur même de la

⁵⁴ D'après G. Cortès (2001), le *compadrazgo* est un « système de parrainage entre plusieurs familles, souvent lié aux parentés proches ou éloignées. Il est fondé sur la mise en place de relations "contractuelles" (soutien financier et moral, échanges de services) ».

Pomarosa, dépend aussi de la durée de l'installation. Le noyau du peuplement le plus important, né du desserrement de l'implantation plus ancienne de los Laureles, *barrio* voisin, est le plus soudé.

Le degré de captivité des familles pauvres par rapport à l'espace local dépend de l'âge du quartier: dans les installations les plus récentes, illégales, où la population, sans titre de propriété, est socialement très homogène et disposent de revenus très bas. La distance doublée d'une accessibilité médiocre peut alors devenir un facteur, parmi d'autres, d'enclavement. Il convient cependant de replacer ces invasions récentes dans les échelles temporelles des processus d'urbanisation: même si le contexte a changé (en particulier le contexte spatial pour les occupations illégales de la périphérie), les quartiers d'invasion d'hier (Rocinha, Charrúa anciennement Villa Pioline) aujourd'hui consolidés ont connu les mêmes carences à leur début, à une époque où le "bidonville" ne pouvait en aucun cas constituer, pour les pouvoirs publics, un « mode de ville ».

Ainsi, l'ancrage dans le quartier populaire est d'autant plus fort que l'enracinement dans celui-ci est ancien, que les pratiques sont resserrées autour du domicile et du voisinage, que c'est un espace de grande familiarité et d'interconnaissance. « Ce qui fait quartier, ce sont les gens », dit une habitante de la *favela* de Sapucaia. Dans ces quartiers traditionnels, beaucoup souhaitent y finir leur jour, et les enfants mettent souvent du temps à décohabiter, tant pour des raisons économiques, que pour des raisons affectives, et hésitent à aller s'installer dans des quartiers périphériques où ils arriveraient en milieu inconnu. La surélévation de l'habitation est alors une pratique courante. Le quartier constitue donc le pôle premier de l'identification et de l'attachement, même s'il n'est pas exclusif d'autres, en particulier d'un fort nationalisme qui s'appuie sur une image du pouvoir, des traditions culturelles, les symboles fondateurs de la « communauté imaginaire » (Anderson, 1993). Dans les invasions récentes, c'est plutôt l'individualisme de la survie qui règne, tant la situation des familles est régie par la précarité et par l'absence de garanties sur le lendemain. Il est à la mesure de territorialités très restreintes qui sont liées au manque d'ancrage dans le voisinage, de solidarité aussi..

Les espaces spatialement proches du quartier

Les quartiers populaires

Dans la capitale vénézuélienne, les principales fonctions urbaines auxquelles les habitants des zones populaires ont recours, sont généralement situées dans les quartiers de résidence ou dans leurs zones de proximité territoriale, à savoir dans les *barrios* alentour ou dans les zones "formelles" peu éloignées. Les "zones de proximité" correspondent généralement à une accessibilité par les transports en commun ou à pied de l'ordre de 15 à 30 minutes maximum de trajet. Elles sont fortement pourvoyeuses d'emplois⁵⁵. Elles ont favorisé l'accroissement de l'emploi informel au sein même des quartiers ou non loin de là. Si l'aire d'extension des activités informelles est souvent plus restreinte que celle des emplois formels, c'est en effet aussi parce que les limitations financières des foyers n'engagent pas à chercher un emploi éloigné des lieux de résidence, à moins que celui-ci ne présente des avantages suffisants comme la formalité de l'emploi qui signifie, si ce n'est des meilleurs salaires (ce qui n'est effectivement pas toujours le cas), du moins une sécurité liée à la protection et aux garanties sociales minimales qu'elle offre (sécurité sociale, retraite). A Caracas comme à Buenos Aires fortement affectées par des crises protéiformes en 2002, l'approfondissement des difficultés économiques a restreint les possibilités de déplacement en raison de la diminution de revenus, qui, dans certains cas, ne permettent plus aux familles de prendre les transports en commun.

Pour ce qui relève des équipements publics, les *barrios* disposent d'écoles, mais souvent plus de la moitié des élèves se rendent dans des établissements des quartiers formels voisins où les capacités d'accueil sont supérieures, les équipements en meilleur état, et où se trouvent généralement les lycées et les collèges. Dans le domaine de la santé, si des centres de soin d'urgence ou de jour existent dans certains *barrios*, les hôpitaux sont en revanche tous situés dans les zones "formelles".

Dans les quartiers populaires anciens, "ethniques" ou non, comme la Perseverancia (Bogotá), Pacoima (Los Angeles) et Charrúa (Buenos Aires), quelle que soit leur taille, il est clair que, pour leurs pratiques de loisir comme pour leurs achats, les habitants, surtout ceux dont les revenus sont plus élevés et plus stables, ont recours aux établissements situés hors du quartier (cf. carte n°13). Pour Pacoima, San Fernando, seule ville incorporée de la Vallée située au nord-ouest, beaucoup plus favorisée, avec un tissu commercial conséquent, est un lieu de sortie des jeunes ou des familles qui ont quelque chose à célébrer, même si les habitants l'identifient clairement comme un "extérieur", un "ailleurs".

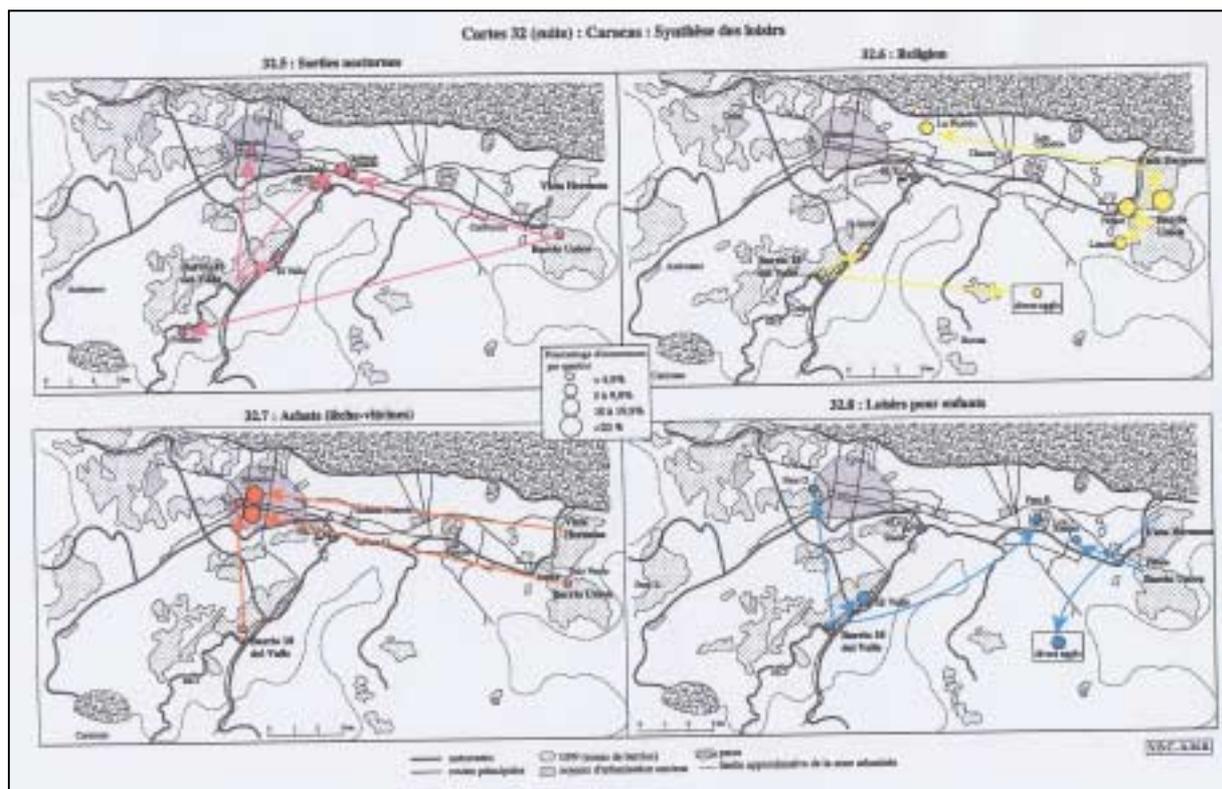
Comme pour les autres ensembles résidentiels, fermés ou non, sécurisés ou non, les pratiques d'approvisionnement sont désormais largement sorties du quartier, comme on l'a vu, car les prix pratiqués dans

⁵⁵ A Caracas, plus de 40% des habitants des *barrios* étudiés y travaillent.

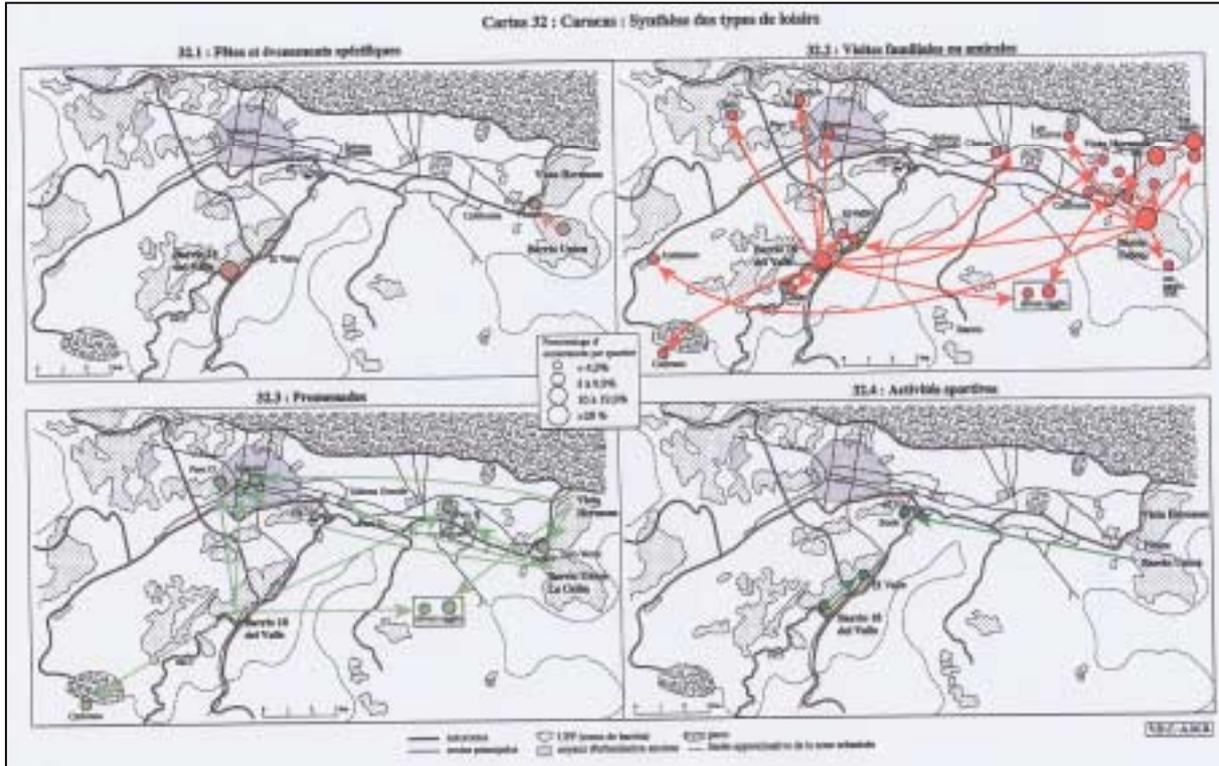
les boutiques et des supérettes de proximité sont souvent supérieurs à ceux des grandes surfaces, surtout quand il n'y a pas de marchés (comme c'est le cas en Argentine où les rares marchés de produits alimentaires sont liés à des communautés ethniques et plus récemment, depuis la crise de décembre 2001, à des associations et des coopératives qui les ont réactivés, avec ou sans aide municipale). Les courses alimentaires se font aussi, selon le niveau de revenu, dans les grandes surfaces, en fonction de logiques de segmentation de la clientèle et donc de la qualité et de la diversité de l'offre. A Bogotá, Colsubsidio, caisse de compensation familiale qui disposait de nombreux supermarchés bénéficiant de subventions gouvernementales et dont il subsiste une grande surface sur l'avenue 26, attire plutôt pour ses bas prix, en particulier les ménages moins aisés, y compris les habitants de la Perseverancia qui ont les moyens de faire régulièrement des courses en grandes quantités. Les riverains de la Macarena qui ont des revenus plus élevés vont préférentiellement à Carulla, chaîne de supermarchés plus fins, ou encore à Carrefour.

Au total, dans les *barrios* de Caracas, près des deux-tiers des activités professionnelles, la grande majorité des approvisionnements alimentaires et des soins de santé, et près des trois-quarts des loisirs, se déroulent à l'échelle du quartier ou des zones centrales proches, souvent, au vu de la configuration de la vallée principale de Caracas, allongée, dans les centres secondaires relevant de la "ville formelle" (Petare-Palo Verde pour les quartiers 1 et 3, Valle-Coche pour le quartier 2). Elles sont étalées autour des *barrios* le long d'axes de communication et d'activités (correspondant en l'occurrence dans les zones d'étude aux principales sorties de Caracas vers le sud ou vers l'est) traversés par de nombreux transports en commun (bus, minibus et interconnexions de jeeps circulant dans les *barrios*, stations de métro). Toutes activités confondues, ce sont les espaces de fréquentation premiers des résidents des quartiers populaires, et pour cette raison, ce sont eux qui font naître chez les individus interrogés un sentiment d'appartenance significatif, conséquence de l'ancrage dans le quartier, celui-ci étant le point initial de la construction de la citoyenneté (cf. cartes n°14 et 15). Les zones de proximité élargies ont une fonction centrale: à Caracas les pôles formels situés à proximité des quartiers de résidence constituent des centres pour les habitants des *barrios*, et sont l'objet de pratiques diversifiées. A Bogotá, dans le quartier péricentral de la Perseverancia, c'est le centre-ville lui-même qui est fréquenté plus ou moins intensément par les résidents. En grande périphérie, en revanche, l'éloignement, dans une zone aussi découpée et boisée que celle de la Pomarosa, fait qu'il n'y a guère de centralité proche. Les restrictions financières sont alors effectivement un frein à la mobilité et un facteur de repli. La réalisation de cartes individuelles de l'ensemble des pratiques citadines pour plusieurs habitants (cf. Baby-Collin, 2002) a montré que l'ampleur des échelles spatiales et la fréquence des pratiques sont fluctuantes et dépendent aussi du sexe: les femmes ont tendance à avoir des pratiques plus resserrées autour des zones de résidence que les hommes aux loisirs plus nombreux. En tout cas, les modes de vie et les pratiques urbaines, s'ils peuvent présenter une certaine d'homogénéité due à la faiblesse des revenus des résidents, ne sont pas un facteur d'agrégation des individus. La proximité de lieux centraux, quelle qu'en soit l'importance (permettant une bonne accessibilité en bus ou à pied), permet donc une diversification des pratiques et des mobilités quotidiennes, même si celles-ci sont pour l'essentiel contenues dans des territoires peu éloignés.

Carte 14 : Les pratiques de loisirs à Caracas



Carte 15 : Les types de loisirs à Caracas



Les variations sont fonction de celles du niveau de revenu et de la localisation, bien qu'il faille nuancer, encore une fois, les effets inégalitaires du modèle géographique centre/ périphérie et replacer les études de cas dans le contexte des processus d'urbanisation et d'homogénéisation/ hétérogénéisation : à Rio du moins (cf. Lago, 2001-2002), s'il est vrai que, jusque dans les années 80, les inégalités d'accès aux services urbains (réseaux d'eau et d'assainissement) entre les pauvres qui vivaient dans la périphérie et ceux des zones centrales étaient importantes, leurs conditions de vie se sont améliorées à partir des années 80, en particulier avec la diffusion en périphérie d'ensembles de logements pour les classes moyennes. En revanche, la précarité et le dénuement dans lesquels vivent les pauvres ayant envahi des terres en périphérie dans les années 90, la dégradation des conditions de transport à la suite de l'augmentation notable de son coût et de la privatisation du chemin de fer, combinée à la baisse des revenus consécutive à la désindustrialisation et à la précarisation de l'emploi, ont creusé les écarts en matière d'accès aux ressources urbaines et à l'emploi. Ainsi, les invasions collectives récentes et les quartiers d'habitat précaire sont-ils, dans leur situation actuelle, particulièrement défavorisés.

Les ensembles résidentiels sécurisés

Comme dans les quartiers populaires, la distance euclidienne tend à limiter les espaces de vie de certains habitants des ensembles résidentiels sécurisés aux espaces proches, marquant une différence déjà remarquée entre les femmes au foyer et les adolescents, d'une part, et les époux et les pères de famille, d'autre part. Les déplacements effectués par les hommes et par les femmes qui travaillent dans la capitale sont importants, couvrant jusqu'à 80 km journaliers à Buenos Aires. A Pilar ou à Canning, nombreuses sont celles, surtout en temps de crise, qui ne vont plus que très sporadiquement dans la capitale. Le *shopping center* est une occasion récurrente de sortie pour les achats, les loisirs, la flânerie. A Pilar, comme dans plusieurs municipalités de la zone nord de l'aire métropolitaine de Buenos Aires, la centralité s'est divisée en deux, entre, d'un côté, le centre-ville "traditionnel", desservi par la ligne de chemin de fer, et de l'autre, le centre commercial "moderne", "à l'américaine", autour du km. 50 de l'autoroute panaméricaine, avec des établissements marchands, accessibles surtout en voiture, et dans lequel se sont installées des boutiques auparavant implantées dans le centre-ville (Capron, 2001). Le dédoublement de la centralité ne signifie cependant pas une dualisation des pratiques: la zone commerçante pour les habitants des ensembles résidentiels sécurisés, le centre-ville ancien pour les habitants des quartiers "ouverts". Contrairement aux stéréotypes, les pratiques sont assez diversifiées. Non seulement ces derniers fréquentent les grandes surfaces, certains centres commerciaux et les équipements de loisir regroupés autour d'une bretelle autoroutière, le "km. 50", mais des mères de famille des ensembles résidentiels sécurisés n'hésitent pas à faire une course dans un centre ancien atteint par un processus de dévalorisation pour aller y chercher un produit moins cher ou inexistant à l'emplacement de l'échangeur autoroutier (une mercerie, par exemple). Là encore s'impose sans doute la différence entre *barrio cerrado* et *country*. Dans les cartes mentales esquissées par les personnes interrogées, le km. 50 dont les différentes composantes sont détaillées apparaît

inévitablement comme l'un des pôles structurants de l'espace de vie, même si les lieux alternatifs fréquentés (d'autres noyaux villageois anciens) non consignés, sont présents dans les récits, surtout en temps de crise et de recherche de petites économies. L'absence de centralité commerciale "moderne" clairement identifiée dans la zone de Canning, à la différence de Pilar et de son "km. 50", augmente le champ des possibles. Les personnes interrogées peuvent énumérer et décrire avec beaucoup de précision un grand nombre de localités et de rues, tandis que celles de Pilar dont les trajectoires quotidiennes sont plus homogènes, ont une connaissance beaucoup plus restreinte de leur environnement immédiat. Les lieux de consommation sont également plus diversifiés: le centre-ville d'Ezeiza en perte de vitesse, Monte Grande avec ses hypermarchés, Canning, Lomas de Zamora, voire des localités beaucoup plus petites où l'on peut trouver des légumes frais à bon prix ou les marchés de la zone qui sont pourtant associés aux milieux sociaux populaires. L'un des grandes différences avec les quartiers populaires réside dans le mode de fréquentation et donc de rapport avec l'environnement proche: en voiture et rarement à pied ou en transports collectifs.

A la différence de Buenos Aires où les ensembles résidentiels sécurisés se sont implantés dans un milieu urbanisé depuis longtemps malgré de très faibles densités, à Rio de Janeiro, à Barra da Tijuca, le développement des *condominios* sur un front urbain a été accompagné dans la décennie ultérieure d'un développement commercial très intense sous une forme extrêmement homogène: une bande de centres de commerce et de divertissement, *strip* à l'américaine, le long de l'avenida das Américas. Cependant, les enquêtes n'ont pas permis d'identifier si les habitants fréquentaient également les boutiques du premier noyau urbain du vieux Barra, apparu dans les années 40 et situé plus à l'est, ou d'autres zones commerciales et établissements marchands. Il est en tout cas extrêmement risqué d'inférer les pratiques de la seule forme urbaine ou de la proximité spatiale entre des types similaires d'habitat et de commerces, aux dépens de comportements moins visibles.

Cependant, au-delà de la démultiplication des choix qu'a permis la modernisation du commerce de détail (centres commerciaux, hypermarchés, franchises, etc.), la proximité spatiale reste un critère de choix prédominant dans les motivations de sélection d'un équipement commercial et de fidélisation à une grande surface, en plus du standing de l'établissement pour les couches sociales moyennes-supérieures. Plusieurs enquêtes auprès de la clientèle de grandes surfaces et de centres commerciaux planifiés de la capitale argentine le montrent (Capron, 1999, 2001), ainsi que le cas de Mexico. Il existe donc en principe une relative adéquation entre le profil social des commerces d'un quartier (ou d'une zone) et celui du quartier en question (ou de la zone). Néanmoins, le rapport entre la proportion de la clientèle provenant d'une zone proche (l'aire de chalandise primaire des centres commerciaux) et celle qui est issue des zones plus lointaines (les aires de chalandise secondaire et tertiaire) est fonction de la taille de l'établissement ou du regroupement commercial, de son attractivité, de la concurrence et de ses modes d'accès. La motorisation des déplacements liés à l'approvisionnement des ménages a toutefois élargi les zones de chalandise, modifiant les métriques de la proximité spatiale.

L'école et le sport constituent deux éléments de cristallisation des sociabilités amicales. Dans les ensembles résidentiels sécurisés les plus vastes, dotés d'équipements sportifs, les tournois inter-*countries* ou inter-*condominios* sont l'occasion de se faire des amitiés dans un milieu social relativement homogène, souvent même à l'intérieur d'une même zone plus ou moins élargie, autour du domicile. Les jeunes de Nova Leblon rencontrent ceux de Nova Ipanema, deux *condominios* assez sélects de l'ouest de Rio de Janeiro. Les cercles de sociabilité sont ainsi extrêmement liés à la pratique du sport (Svampa, 2001). Les "sociabilités affinitaires" s'inscrivent certes dans l'espace de proximité de l'ensemble résidentiel, mais surtout effectivement dans les réseaux territorialisés des *countries* d'un standing équivalent. L'école des enfants, privée, de préférence bilingue, qui occupe une place notable dans les choix résidentiels –comme dans les pays qui disposent d'une carte scolaire comme la France ou aux États-Unis, après l'échec du *busing*-, permet aux jeunes mères de nouer des amitiés.

Mais, contrairement à l'image qui prévaut parfois au sujet des ensembles résidentiels sécurisés, le territoire offre des résistances, et les mobilités ne sont pas électives pour tous. Paradoxalement, avec l'éloignement, la mobilité, en général individuelle, peut devenir, quand les moyens de locomotion privés viennent à manquer, une compétence gérée à l'échelon du ménage. La crise de décembre 2001, en Argentine, a d'ailleurs eu des impacts sur la diminution des déplacements, y compris dans les *countries* et *barrios cerrados* de Pilar et de Canning, en raison de l'élévation des coûts de l'essence et des péages. L'immobilité s'est même convertie en une stratégie de reproduction sociale voire en un atout, à la différence des quartiers populaires où elle ne peut être qu'un handicap. Les maris qui faisaient la navette quotidienne vers la capitale, ont alors commencé à y dormir en semaine, tandis que leurs épouses ont mené une vie plus locale, évoluant entre leur foyer, leur lotissement, le centre commercial voisin, l'école des enfants ou chez les parents de leur progéniture. Cette immobilité, au départ contrainte, les a obligées à explorer des zones auparavant inconnues d'elles et à délaisser la capitale. Paradoxalement, les femmes dont l'espace de vie s'est resserré sur les zones de proximité, ont ainsi développé des itinéraires alternatifs dans les environs de leur domicile, soit par nécessité (par exemple quand il s'agit de

contourner un barrage routier pour aller chercher ses enfants à l'école), soit pour échapper à l'étouffement de leur lotissement.

La ville

Les quartiers populaires

A Caracas, les espaces éloignés de la résidence représentent 20% environ des lieux d'emploi des résidents des *barrios* étudiés par V. Baby-Collin (cf. carte n°12). Le centre est surtout un lieu d'emploi pour les actifs du secteur formel, qui appelle des déplacements longs et coûteux pour les familles. A Pacoima (Los Angeles), au contraire, où le secteur informel n'est pas aussi répandu que dans les grandes villes latino-américaines et où les évolutions économiques ont provoqué une distanciation croissante entre lieux d'emploi et lieux de résidence, la faiblesse de l'économie locale oblige la plupart des résidents à travailler à l'extérieur, souvent dans les quartiers plus aisés, et à majorité blanche-anglo, de l'ouest de la Vallée de San Fernando, générant des trajets longs et fatigants.

A Caracas, il semble manifeste que le centre et ses extensions sont l'objet d'une fréquentation restreinte voire marginale des zones populaires, par rapport au quartier ou ses environs immédiats. Les sociabilités familiales, amicales, associatives sont sans doute celles qui fournissent le plus d'occasion de sortir du quartier et de ses environs. Si les réseaux relationnels, en particulier familiaux, sont forts au sein des zones de résidence, ils s'étendent aussi largement à l'ensemble de l'agglomération (cf. carte n°15), témoignant de pratiques de mobilité réelles. A Pacoima aussi, beaucoup semblent entretenir des liens avec des personnes résidant dans d'autres parties de l'agglomération, et jusque dans East L.A. (encore plus éloigné). L'élargissement et la fréquence des pratiques spatiales à l'agglomération sont corrélés au niveau éducatif, aux revenus des foyers (en particulier à la motorisation du ménage), à l'éloignement par rapport aux lieux centraux et à la qualité de la desserte en transports collectifs. Si certaines familles effectuent exclusivement leurs loisirs à domicile, d'autres à l'extérieur dans les zones proches, les plus riches allant au cinéma, les plus pauvres restant chez eux à regarder la télévision. Un quart des pratiques de divertissement des *barrios* étudiés dans l'aire métropolitaine de Caracas se font hors de ces territoires, notamment dans la zone centrale allant d'ouest en est, le long de la vallée principale guidant l'urbanisation, du centre historique à Sabana Grande- Chacao (pour le lèche-vitrine notamment, la réalisation de tournois sportifs, des sorties assez rares au cinéma, au restaurant ou dans des discothèques de la ville formelle). Les usages des autres zones de l'agglomération sont encore plus ponctuels et spécialisés, également souvent relatifs aux loisirs. Alors que les représentations tendent à en faire un groupe entièrement dominé et très défavorisé, les Boliviens de la capitale de Buenos Aires, surtout ceux du sud, fréquentent quant à eux essentiellement deux centres secondaires et tertiaires de la capitale autonome, caractérisés par la présence visible et prédominante de concentration des commerces et des lieux de sociabilité "ethniques": les zones de Flores-Floresta et de Liniers (Cortes, 2001). La desserte en transports en commun, la proximité des ressources urbaines favorise l'élargissement des pratiques de consommation et de loisir. C'est le cas de Charrúa où passent plusieurs lignes de bus reliant le quartier aussi bien au cœur historique de la capitale qu'aux autres centralités secondaires. Grâce à la politique d'amélioration de l'accessibilité et de la mobilité à Bogotá à travers la mise en place du Transmilenio, les quartiers sud de l'arrondissement d'Usme, pourtant parmi les plus pauvres, les plus homogènes et les plus stigmatisés, sont mieux reliés aux lieux centraux.

En revanche, l'éloignement et la faiblesse des ressources des habitants du quartier d'invasion, dans la périphérie de Caracas comme à Rio, font de la distance et de l'inconnu des obstacles difficilement franchissables pour se rendre dans les centres urbains plus éloignés (par exemple, situés, aux portes de l'aire métropolitaine de Caracas). Ils fréquentent alors surtout les lieux centraux proches (dans le sud-ouest de Caracas pour la Pomarosa), prenant les rares jeeps qui passent le long de la route nationale ancienne et dont les horaires de passage sont très irréguliers, se rendant dans les supermarchés voisins. Encore les propos sur la captivité des pauvres sont-ils à nuancer: le sentiment de sécurité (la confiance en ses voisins, par exemple), le degré d'organisation interne des quartiers populaires, de solidarité familiale et/ou sociale, sont des conditions de stabilisation des rapports sociaux qui permettent de dépasser les contraintes de l'éloignement ou de l'enclavement, allant à l'encontre d'une adéquation « pauvreté=immobilité ». A Caracas, par exemple, dans les *barrios* de plus de 30 ans étudiés, les plus pauvres peuvent mettre en place des stratégies familiales ou collectives pour aller faire leurs achats groupés dans les marchés grossistes de l'agglomération, moins chers et pour lequel ils paient un abonnement, quitte à faire deux heures de transport. Une ou deux fois par mois, les membres d'une même famille élargie ou plusieurs familles se regroupent dans le véhicule individuel de l'un d'entre eux pour aller faire le gros des courses, surtout en produits périssables non frais (boîtes de conserve, boissons, riz, etc.). Ils économisent ainsi de l'argent sur des marchandises qui coûtent nettement plus cher dans les boutiques du quartier, réservées au seul dépannage, et qui sont introuvables sur les marchés, réservés surtout à l'achat de produits frais. La pauvreté conduit parfois à des stratégies de mobilité spécifiques qui peuvent amener à de grands déplacements alors surtout liés à l'approvisionnement.

Quant aux fêtes religieuses, notamment celles des "Boliviens" de Buenos Aires, elles sont l'occasion de renouveler l'adhésion à leur communauté d'origine. Si un petit nombre de fêtes (10 dans la capitale, 23 dans la périphérie) sont fixes, l'une des principales églises, dédiée au culte de la Vierge de Copacabana se trouvant dans le quartier de Charrúa, d'autres fêtes patronales, moins nombreuses, sont itinérantes, changeant chaque année de date et de lieu (Sassone, 2002). Celles-ci sortent du cadre territorial du quartier, et permettent d'asseoir des réseaux communautaires dans la ville, puisqu'elles se déroulent successivement aux quatre coins de l'aire métropolitaine, rapprochant ainsi des individus dispersés. Les "*pasantes*" qui s'occupent de manière rotative de l'organisation et du financement de ces fêtes itinérantes ont un rôle honorifique et distinctif qui est étroitement lié à une position dans l'organisation sociale du quartier et, beaucoup plus largement, dans la communauté bolivienne de Buenos Aires. Les pratiques de solidarité andine, ancestrales, ont permis aux Boliviens dispersés après l'éradication des bidonvilles de la capitale pendant la dictature de reconstruire les liens sociaux et familiaux. La communauté bolivienne est d'ailleurs regroupée en plusieurs types de structures institutionnelles, comme le rappelle G. Cortès (*op. cit.*): certaines sont effectivement à base résidentielle et visent la gestion de la vie communautaire locale ou l'amélioration des conditions de vie, d'autres ne sont pas territorialisées comme les groupements religieux, folkloriques et culturels.

Ainsi, comme pour les ménages aisés, savoir se repérer dans la ville, se déplacer est à la fois une stratégie et une compétence qui est loin de dépendre uniquement du capital culturel, même si elle est étroitement liée, surtout en temps de crise, au capital économique. Les pratiques des familles pauvres vivant dans des quartiers anciens et relativement consolidés témoignent, en tout cas, d'une résistance à la stigmatisation dont ils font l'objet et à l'enclavement spatial qui les menace.

Les ensembles résidentiels sécurisés

C'est l'amélioration de la desserte de la périphérie qui a rendu possible une urbanisation périphérique associant ensembles résidentiels sécurisés et *shopping centers* (en ce qui concerne ces derniers, dans le nord de l'aire métropolitaine de Buenos Aires, à Barra da Tijuca à Rio de Janeiro). Par exemple, à Rio, le doublement de l'avenue des Américas, la construction d'une voie rapide intérieure, la *Linha Amarela* qui relie le nord à l'ouest sans passer par l'autoroute côtière et ses goulots d'étranglement que sont les tunnels, ont créé un accès aisé depuis Barra vers l'aéroport international. De telles infrastructures ont incité les ménages à aller s'installer plus loin, impulsant l'urbanisation de cette zone occidentale de l'aire métropolitaine. A Buenos Aires, c'est l'amélioration de la desserte de la zone nord, puis de la voie d'entrée occidentale de la capitale, à la suite de la concession des autoroutes, qui a été inductrice de ce type d'urbanisation. A Caracas, l'autoroute régionale du centre guide les nouvelles urbanisations, en particulier à proximité du péage de sortie de Caracas vers Maracay. Les habitants de Lomas de Monte Claro accèdent ainsi rapidement au centre-est, au sud-est et au sud de Caracas pour leur emploi, leurs loisirs et leurs achats. Les connexions rapides au centre et aux zones d'emploi proches constituent donc un atout essentiel pour les ménages qui choisissent de s'installer dans un ensemble résidentiel sécurisé. L'accroissement des prix fonciers et immobiliers est fonction de la proximité avec les échangeurs autoroutiers.

Paradoxalement, les ménages parlent, dans leurs motivations de déménagement, de la "proximité" de la ville-centre, représentation largement influencée par le discours publicitaire (« à 30 minutes de Puerto Madero »), mais c'est l'éloignement de la ville-centre, tantôt vécu comme un gage de tranquillité et de qualité environnementale, tantôt comme une contrainte quotidienne, qui prédomine. La voiture, signe extérieur de distinction dans la mesure où les transports collectifs comme le train, les bus, les jeeps, jugés défaillants, ou les transports alternatifs comme la bicyclette sont souvent laissés aux pauvres, est indispensable pour se déplacer. Les embouteillages aux accès des villes-centres, autant à Caracas au centre-est qu'à Buenos Aires dans le nord-ouest ou à Barra à Rio, constituent un effet indésirable de l'urbanisation périphérique et sont au cœur de bien des conversations. La distance à la capitale et aux lieux centraux oblige les jeunes et les femmes au foyer sans voiture à emprunter soit les services privés (charters) de leur lotissement, soit les transports en commun, généralement les bus tout confort qui les mènent jusqu'à la capitale et passent sur les artères majeures. Situé seulement à une vingtaine de km du centre de Rio, Barra construit cependant l'image d'un quartier différent, à l'écart, avec un autre style de vie, bien relié aux lieux centraux, mais de fait séparé du reste de la ville par une série de tunnels embouteillés aux heures de pointe et de corniches difficilement franchissables. L'autonomie du quartier semble moins assujettir les habitants à la distance qu'à Buenos Aires où l'étalement urbain, beaucoup moins limité par le relief qu'à Rio, reporte sans cesse les limites de plus en plus floues de l'aire métropolitaine (jusqu'à 100 km du centre-ville), sans qu'il soit possible de décrire la nature qu'entretiennent les habitants de Barra avec un centre-ville que, de toutes évidences, ils ont cherché à fuir.

Les territoires relationnels se modèlent souvent en fonction des itinéraires résidentiels: à Buenos Aires, tandis que les habitants des ensembles résidentiels sécurisés de la zone de Pilar, plus cotée que la zone sud-ouest, proviennent tendanciellement des beaux quartiers du nord de l'agglomération (de quartiers que les résidents définissent comme "ouverts") et de la capitale (d'appartements de Barrio Norte et de Belgrano), ils se sont faits de nouvelles amitiés, pas seulement dans le voisinage, plus généralement dans le coin, tout en conservant parfois

leurs anciennes fréquentations qu'ils voient moins. Pour quelques-uns d'entre eux, le déménagement produit une rupture dans les modes de vie et dans les sociabilités. Les trajectoires résidentielles des habitants des lotissements de Canning, dont on a vu qu'elles étaient plus diversifiées, s'inscrivent également dans une certaine continuité territoriale, quoique moins linéaire et uniforme. Les sociabilités "affinitaires" dépendent par ailleurs fortement, comme le souligne M. Svampa à propos de Buenos Aires, de l'itinéraire résidentiel antérieur (*op. cit.*: 141). Les individus qui ont vécu leur enfance dans un *country* et y retournent pour donner à leur progéniture un environnement tranquille et agréable, ont des réseaux sociaux mieux ancrés dans les ensembles résidentiels sécurisés; en revanche, ceux qui n'ont pas eu d'expérience antérieure et viennent de la ville-centre, tendent à ne pas chercher de contacts dans le voisinage, voire à les éviter systématiquement, et à conserver leurs relations sociales dans la capitale.

A Canning, à la différence de Pilar où les nombreux centres commerciaux et de loisir de la zone (en particulier le "km. 50") polarisent les loisirs, les sorties s'effectuent souvent dans la capitale, le long de l'axe de circulation qui mène au centre-ville, dans les *shopping centers*, dans l'ancien port réaménagé ou sur les principales avenues chic et même dans les quartiers touristiques "revisités" en fin de semaine. C'est surtout parce que le sud-ouest de l'aire métropolitaine de Buenos Aires est moins bien doté en équipements (de loisir, établissements scolaires, etc.) qui correspondent aux standards de consommation des résidents des ensembles résidentiels sécurisés. A Pilar, les occasions de sortie dans la capitale sont assez rares: parfois un cinéma dans le nord de la capitale, plus rarement une escapade au théâtre dans le centre-ville de Buenos Aires. Quelquefois, les courses vestimentaires sont effectuées dans les autres centres commerciaux de la zone nord, à San Isidro, le long de l'autoroute, à Unicenter ou à Soleil.

En Amérique du nord, les itinéraires résidentiels des ménages sont déterminants du style de vie choisi. Ainsi, dans les deux principales villes québécoises, Montréal et Québec (Després *et al.*, 2002 ; Fortin & Bédard, 2003), il semblerait, avec le recul temporel (deux ou trois générations de banlieusards), qu'on puisse distinguer deux grands types de « circuits » en ville (eux-mêmes plus finement subdivisés en fonction de l'origine de l'individu et du lieu où il a passé son enfance : espaces rural, urbain, suburbain, etc.) : urbain et banlieusard. A la différence de la France où une partie des accédants suburbains qui ont la maîtrise de leur trajectoire résidentielle (par exemple, à Toulouse) passent au gré de leur trajectoire de vie de la ville-centre à la banlieue, avec des possibles retours de l'un à l'autre, au Québec, les itinéraires engendrent des identités spatiales bien typées qui enracinent les ménages dans un type de milieu ou dans l'autre.

Pour les ensembles résidentiels sécurisés que nous avons étudiés en Amérique latine, on ne peut qu'indiquer des grandes tendances concernant les itinéraires résidentiels, étant donné le faible nombre d'entretiens que nous avons réalisés. Il ne nous permet pas de tirer des conclusions généralisantes mais d'indiquer d'éventuelles futures pistes de recherche. Rappelons tout d'abord que la plupart des grandes villes latino-américaines ont connu une première phase de suburbanisation des couches sociales moyennes et supérieures antérieure à celle du développement des lotissements sécurisés des années 80-90. Une partie des résidents des copropriétés sécurisées ont déménagé de la ville-centre vers la périphérie urbaine: du sud-est de l'agglomération caraquénienne pour Montecarlo situé au sud-est de la région métropolitaine ; des quartiers nord de Buenos Aires pour les ensembles résidentiels sécurisés du nord-ouest de l'agglomération et de l'ouest pour ceux du sud-ouest ; du sud, plus traditionnel, de Rio et du nord, plus "nouveau riche" (Serfaty, 2000 : 37) vers Barra da Tijuca. Une autre partie a déjà eu une expérience antérieure dans la zone suburbaine soit dans des quartiers "ouverts" (los Teques, centre urbain proche à Montecarlo; Vicente Lopez ou San Isidro pour Pilar; Lomas de Zamora pour Canning, etc.), soit dans des quartiers déjà fermés, voire sécurisés. Dans ce dernier cas, il existe donc une certaine continuité dans les modes de vie et les choix résidentiels. A Buenos Aires, de jeunes ménages dont les parents étaient propriétaires d'une maison dans un *country* à Buenos Aires, souhaitent revenir "à la campagne" quand ils ont à leur tour de jeunes enfants (Svampa, 2000). C'est également le cas de ménages de Barra où, au vu de l'ancienneté du phénomène, les couples âgés ont déjà eu au moins une expérience antérieure dans un autre *condominio*. En revanche, il est difficile de se prononcer sur la construction d'identités urbaines autonomes. Le centre-ville semble rester un référent urbain important dans les représentations citadines en Amérique latine (Capron, 2000). On peut donc seulement faire l'hypothèse que la viabilité d'une option résidentielle suburbaine est fonction non seulement de la distance à celui-ci, mais aussi, en ce qui concerne les ensembles résidentiels sécurisés, de la préservation de l'homogénéité sociale de l'environnement urbain. Ainsi Barra da Tijuca, distant de seulement 20 km du centre de Rio, constitue-t-il une option relativement viable pour des ménages dont l'un des deux membres, éventuellement, continue à travailler en centre-ville. L'arrivée de populations pauvres pourrait en revanche constituer un facteur de dévalorisation de la propriété foncière, repoussant le front d'urbanisation plus loin. Mais on constate, à partir du cas de la région métropolitaine de Buenos Aires où certains ensembles résidentiels sécurisés sont implantés à près de 100 km du centre de la capitale, que l'étalement urbain a ses limites et qu'il a des conséquences sur la vie quotidienne des familles. Les itinéraires dessinent-ils des modes de vie ? Les formes et la territorialisation des réseaux sociaux dépendent aussi des trajectoires résidentielles antérieures: elles sont plus homogènes et plus circonscrites pour ceux qui ont déjà eu une expérience antérieure dans un ensemble résidentiel sécurisé ou dans un quartier "ouvert" de la banlieue, dans

la même zone, car les individus ont déjà adopté des modes de vie suburbains (centre commercial, multiplex, etc.). Elles restent en revanche plus tournées vers la capitale pour ceux qui viennent d'un quartier de la ville-centre.

Dans les grandes mégapoles latino-américaines (moins dans les grandes villes états-uniennes où ce discours est historique et dépassé), la fuite du centre-ville, de ses maux perçus et inlassablement répétés (pollution, densité, insécurité, etc.) est l'un des motifs prégnants de l'installation dans un ensemble résidentiel sécurisé périphérique, comme on l'a dit dans le chapitre 6. Surtout à Buenos Aires, cette attitude hostile à la grande ville constitue un fait inédit dans les comportements des ménages de classes moyennes et aisées qui, jusqu'au début des années 1980-90, valorisaient le centre comme lieu d'expression de l'urbanité. Néanmoins, à la différence des villes états-uniennes où la tradition anti-urbaine est fortement ancrée dans les mentalités de la classe moyenne depuis le XIX^{ème} siècle, c'est moins la fuite de la ville (même si c'est ainsi qu'elle s'exprime) que de ses dysfonctionnements, qui prédomine (le fait qu'elle n'assure plus un rôle d'intégration ou de contention). Même si les relations avec la ville-centre se distendent avec l'éloignement, l'imaginaire urbain (la "ville imaginaire" des années 1880 associée à la civilisation, forcément européenne⁵⁶) des citoyens latino-américains reste fortement ancré dans la ville. Certes, le discours des habitants tend à inverser les termes de l'équation: désormais, ce serait la ville qui incarnerait la "barbarie" dans les représentations d'une Buenos Aires chaotique, tandis que c'est dans une "campagne" aussi reconstruite et imaginée que l'est la nature et dans toutes les valeurs qui lui sont associées, que résiderait la civilisation. Les représentations de la ville renvoient à des visions organicistes et hygiénistes.

Le rejet de la ville des habitants des ensembles résidentiels sécurisés latino-américains est donc paradoxal, car s'ils craignent l'insécurité de la capitale, les dangers qu'il y a à se promener dans des rues où la circulation est dense, s'ils disent ne plus supporter la foule, la pollution, le bruit, c'est pourtant souvent la ville perdue, avec ses quartiers et sa tranquillité, que cherchent à retrouver les candidats au déménagement. A Buenos Aires, du moins, les habitants conservent une image nostalgique de la ville de leur enfance, même s'ils font l'apprentissage d'un autre mode de vie. Les ensembles résidentiels sécurisés, surtout les plus grands, leur proposent de retrouver une urbanité envolée, à partir de la reconstitution de la proximité résidentielle, mais une urbanité bien différente des expériences qu'ils avaient eues précédemment.

Les ensembles résidentiels sécurisés argentins se réfèrent tantôt au modèle états-unien, tantôt à un modèle de ville à l'européenne, et les habitants apprécient pour les uns le fait que les ensembles résidentiels sécurisés reflètent une certaine image des Etats-Unis (associée à l'ordre, la nature, etc.) et pour les autres l'image perdue de la ville à l'européenne d'antan. Surtout chez les plus âgés, la ville européenne reste le modèle dominant chez les personnes qui ont été interrogées. Ainsi, l'ensemble résidentiel sécurisé argentin, même si le modèle provient des Etats-Unis, a des particularités idiosyncrasiques qui viennent justement de la filiation avec le quartier portègne. Pour plusieurs habitants de Pilar, c'est ainsi le "km. 50" qui représente vraiment le modèle "Las Vegas"⁵⁷, la ville homogène à l'américaine avec ses centres commerciaux et ses autoroutes, son style de vie standardisé. Les pratiques, pourtant, sont en partie ancrées, comme on l'a vu, dans ces centralités "nouvelles" "à l'américaine".

L'entrepreneur et propriétaire de la "ville dans la ville" de Nordelta⁵⁸, privée, mais que le promoteur cherche à représenter comme "ouverte", même si, en réalité ce ne sont que les secteurs non-résidentiels qui sont accessibles à tous, du moins physiquement, si ce n'est socialement ou symboliquement, ne manque pas de faire la différence entre la "bonne" ville (européenne et non nord-américaine, en l'occurrence) et la "mauvaise" (la ville-repoussoir qu'est devenue la ville latino-américaine): « En réalité, nous ne voulons pas parler de ville, parce qu'aujourd'hui, l'image des villes est mauvaise. Nous, nous pensons que l'on peut parler de "bonnes" villes. Certaines villes "nouvelles" ont été couronnées de succès... en particulier, certaines qui ont été construites dans les environs de Paris... L'idée est de faire une ville fonctionnellement autonome, mais ouverte, une ville publique ». L'idéalisation de la ville nouvelle à la française dont l'ignorance du promoteur lui fait méconnaître le manque d'urbanité qu'on leur attribue et les critiques dont elles ont été l'objet, montre que ce qui importe, c'est de maintenir le mythe de la ville "ouverte", c'est-à-dire socialement publique. Peu importe que les villes nouvelles françaises aient été des projets portés par les pouvoirs publics, alors que Nordelta de même que Celebration, la ville de Disney (cf. Didier, 2000) sont des villes juridiquement privées. Les résidents de Nordelta adhèrent d'ailleurs assez bien à la représentation que leur soumet le promoteur, celle de la "bonne" ville, selon des critères d'urbanité normatifs, y trouvant un juste équilibre entre la ville et la campagne (l'oxymore de la "ville- village"), entre densités de fonctions et de services et interconnaissance, comme, supposément, dans les villes nouvelles: « Nordelta est la *première ville-village* de l'Argentine qui vous propose un véritable changement dans votre qualité

⁵⁶ Pour la génération de 1880, au moment de la constitution de la Nation argentine et de la "capitalisation" de Buenos Aires, la ville représentait, selon l'expression bien connue de Sarmiento la "civilisation" et contenait l'idée de progrès, tandis que la campagne, la nature et leur figure emblématique, le Gaucho, incarnaient la "barbarie".

⁵⁷ L'architecture du centre de loisir du Village Center, l'un des centres commerciaux, évoque celle de F. Gehry, l'architecte du Guggenheim de Bilbao.

⁵⁸ Il est d'ailleurs détenteur d'une maison dans le "quartier" le plus exclusif de Nordelta, ce qui n'est pas sans rappeler les fameux quartiers anglais fermés du XIX^{ème} siècle, que nous avons décrits dans le chapitre 5.

de vie. Un espace idéal pour profiter du fleuve, des espaces verts, pour respirer l'air pur. Avec tous les services et les équipements d'une ville: logement, éducation (collèges et universités), services de santé, bureaux, centres commerciaux, équipements sportifs et de loisir, et avec toute la tranquillité et la sécurité qu'apporte un village. Un lieu unique pour vivre mieux ». Nordelta simule la reconstruction d'une ville avec ses quartiers (en réalité des secteurs homogènes et socialement différenciés). Une habitante de Nordelta se dit ainsi "*nordeltea*" à mort après avoir été complètement *porteña*. Nordelta, en raison de sa taille, représente néanmoins un cas à part dont on pourrait sans doute trouver des échos à Barra da Tijuca à Rio, qui tend à s'autonomiser dans les représentations de la ville comme une sorte de « petite Miami à la carioca ».

Territoires et échelles urbaines

Comme en Europe et sans doute moins qu'aux Etats-Unis où la logique du tout-automobile est prédominante, une partie des achats, des pratiques de loisir et des sociabilités de l'ensemble des groupes sociaux s'est déplacée vers des zones plus lointaines que le quartier et vers des équipements spécialisés, tout de même fréquentés selon des logiques où prime la proximité. Dans les périphéries urbaines, surtout dans les quartiers de classe moyenne et dans les beaux quartiers, encore plus pour les ensembles résidentiels sécurisés isolés, la métrique de la proximité s'est agrandie et varie en fonction de la situation résidentielle. On est cependant loin d'une déterritorialisation complète des sociabilités autant dans les quartiers "ouverts" que dans les quartiers "fermés", dans les quartiers populaires que dans les ensembles résidentiels sécurisés. Les commerces et les services de quartier continuent de jouer un rôle de dépannage et, dans les quartiers populaires, une fonction sociale importante. La position spatiale de l'ensemble résidentiel, quartier populaire ou ensemble résidentiel sécurisé, le site (l'isolement), la densité d'urbanisation, la mixité de l'environnement urbain sont donc déterminants des rapports au territoire, à ses différentes échelles.

Pas plus les habitants des quartiers populaires que des ensembles résidentiels sécurisés où l'extrême mobilité côtoie une immobilité tantôt stratégique tantôt pesante, ne sont cependant prisonniers de l'espace résidentiel proche, en particulier celui du voisinage, immédiat ou non. En revanche, dans les deux cas, les "espaces proches" occupent une place importante dans les pratiques urbaines. Dans les quartiers populaires, ethniques ou non, l'analyse des lieux fréquentés et des échelles de déplacement des habitants met en évidence le poids fondamental et prédominant des quartiers de résidence et des zones de proximité dans l'expérience urbaine, quelles que soient les activités réalisées. Néanmoins, la population, même quand la desserte par les transports en commun est mauvaise, comme c'est le cas à Pacoima à Los Angeles, semble relativement mobile, à l'exception de la population inactive ou sans emploi, notamment dans les invasions récentes de la périphérie des grandes villes latino-américaines ou dans les quartiers de déplacés d'une capitale telle Bogotá. En dépit de la distance, et avec une fréquence de déplacement plus réduite, les pauvres développent en effet des stratégies qui leur permettent d'accéder aux lieux urbains, par exemple aux grandes surfaces. Les familles boliviennes d'un quartier relativement ancien et consolidé tel Charrúa à Buenos Aires ont des pratiques urbaines pluri-scalaires. Pour leurs achats, par exemple, ils fréquentent les commerces de quartier situés à l'intérieur des *pasillos* de leur quartier. Ils font leurs courses au petit marché du quartier qui attire la population bolivienne alentour. Ils vont dans les supermarchés et hypermarchés voisins (Coto, Carrefour, Jumbo), situé à quelques km. de là, aussi dans les commerces de plus en plus "bolivianisés" de Nueva Pompeya. Tous connaissent la concentration commerciale de Liniers où les Boliviens, en une dizaine d'années, ont progressivement investi les locaux en y installant agences de voyage, restaurants, artisans, magasins de décoration et de meubles et épiceries dans un quartier situé à la limite de la capitale autonome, gros centre secondaire de la ville, avec une gare majeure (cf Cortès, *op. cit.*). Enfin, ils n'hésitent pas à parcourir des distances importantes pour rejoindre les grands marchés qui se tiennent régulièrement dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires, attirant à la fois Argentins et Boliviens en raison de leurs marchandises bon marché. A Los Angeles, le constat sur Pacoima rejoint celui présenté par J. Monnet, qui pourtant portait sur des « latinos » habitant des quartiers moins excentrés de Los Angeles : « la territorialité latina ne semble pas être celle de marginaux prisonniers d'un ghetto, mais plutôt celle de membres d'un groupe pour lequel l'ancrage territorial passe par la richesse des expériences géographiques » (Monnet, 2001b : 265). Les individus, quelle que soit leur appartenance sociale, ont des compétences de mobilité et on est loin des images misérabilistes sur les quartiers d'habitat précaires, marginaux, contre lesquelles s'élèvent de nombreux auteurs (cf. Agier, 1999 ; Baby-Collin, 2002 ; Valladares, 2000), même si les plus pauvres sont les plus immobiles et les différentiels de mobilité entre riches et pauvres accentués par les crises économiques et sociales, comme cela a été le cas au Venezuela et en Argentine. En revanche, dans les grandes villes états-uniennes et latino-américaines, quels que soient la situation d'homogénéisation résidentielle ou le type de quartier, la croissance du sentiment d'insécurité a favorisé la protection de l'habitat et des ensembles résidentiels, ainsi que la modification des pratiques urbaines des habitants des grandes villes (Machado Da Silva, 1994).

Les différences entre les pratiques des hommes et des femmes rapprochent les ensembles résidentiels sécurisés et les quartiers populaires. Dans les ensembles résidentiels sécurisés, les territoires des hommes dont les trajets sont répétitifs (par exemple, à Buenos Aires, du logement à la capitale par l'autoroute panaméricaine), sont

réticulaires et discontinus, surtout quand leur lieu d'emploi est éloigné, à la différence de leurs épouses dont les espaces de vie sont plus aréolaires, quand elles ne travaillent pas ou le font à domicile ou dans les environs proches (pour la différence entre territoires réticulaires et territoires aréolaires, cf. Faret, 2003). Les adolescents, particulièrement immobiles, ont des espaces de vie particulièrement étriés. Les graphiques ci-dessous constituent une tentative de modélisation, à partir des entretiens menés à Buenos Aires, des territoires de vie des habitants des ensembles résidentiels sécurisés, à partir de variables telles le genre et l'âge. Bien entendu, chaque "socio-type" pourrait être affiné. Dans les quartiers populaires, les déplacements des femmes sont également restreints à l'espace proche, par immobilisation certes, mais aussi à la différence de leurs paires des beaux quartiers qui ont souvent du personnel à domicile, en raison de la lourdeur de leurs tâches à domicile.

Conclusion

Si la recherche d'un "entre-soi" qui passe par le partage de "styles de vie" communs, la quête de la nature (d'une nature en général totalement artificialisée), le désir de distinction et de protection constituent des motifs indéniables du déménagement vers un ensemble résidentiel sécurisé, les pratiques, voire les modes de vie restent plus hétérogènes qu'on veut bien le dire. Certes, l'ensemble résidentiel sécurisé de standing propose un modèle de sociabilité canalisé par les équipements sportifs et le *club house* qui privilégient la logique de l'entre-soi et le principe de la restriction de l'accès par les frais d'inscription ou les quote-part pour être membre du club; certes, les "cercles de sociabilité" se construisent à l'intérieur de plusieurs réseaux sportifs et scolaires; certes, l'espace résidentiel tend volontairement vers une autonomie fonctionnelle d'ailleurs utopique, qui est surtout effective quand les environs sont très peu urbanisés; certes, l'exclusivité résidentielle est confortée par le "tri sélectif" effectué généralement par les revenus et le pouvoir d'achat auprès des candidats à l'accession à la propriété, parfois par cooptation de l'assemblée des copropriétaires. Mais quand on examine de plus près les pratiques socio-spatiales, on constate d'une part qu'elles ne sont pas si homogènes, et d'autre part que c'est surtout l'éloignement des lieux centraux -il est vrai recherché comme facteur de tranquillité- et les formes de la desserte rendant les individus étroitement dépendants de l'automobile, qui sont déterminants du repli partiel d'une partie des pratiques de loisir et de sociabilité sur les espaces proches, à l'intérieur de l'ensemble résidentiel même, mais surtout dans les environs (autres ensembles résidentiels, centres commerciaux, etc.). Si les représentations sociales sont uniformisées, dans les faits, les pratiques sociales sont plutôt hétérogènes, loin du fameux "style de vie *country*" qui repose sur une image plus exclusive, plus prestigieuse, mais renvoie, recontextualisé, à une diversité de pratiques fonction des stratégies résidentielles des ménages et de la crise dans le cas de l'Argentine. Dans ce sens, même si les pratiques, l'étendue des fréquentations, les lieux quotidiens sont très variables d'un groupe social à l'autre, quartiers populaires et ensembles résidentiels sécurisés (avec des nuances, tout de même, liée à la taille de l'aire métropolitaine, à la distance entre le centre-ville et la périphérie, au degré de polycentralité intra-urbaine) partagent des points communs : les effets de l'éloignement et de l'isolement sur les pratiques et la territorialité sont beaucoup plus sensibles que ne l'est la fermeture.

Néanmoins, les effets de la contrainte produite par l'éloignement n'ont pas les mêmes implications en termes de droit et d'accès à la ville, dans les quartiers populaires et dans les ensembles résidentiels sécurisés. La faiblesse de la desserte commerciale, le déficit en équipements publics et en infrastructures dans les quartiers les plus précaires et les plus récents sont vécus comme un manque de citoyenneté, autant que dans les grands ensembles français et que dans un quartier enclavé comme Pacoima dans la vallée de San Fernando. D. Vidal (2001) souligne combien l'accès croissant à l'éducation, l'augmentation de la locomotion, corrélatifs du processus d'urbanisation, ouvrent des horizons différents de ceux de leurs parents aux jeunes d'une *favela* assez centrale, Brasília Teimosa à Recife. Dans le vaste *barrio* de Pacoima, quartier de bungalows ressemblant finalement étroitement aux autres, c'est sans doute la faiblesse du tissu commercial et de services qui révèle le plus clairement sa situation socio-économique défavorisée. Dans les ensembles résidentiels sécurisés, on l'a vu, éloignement et isolement suscitent d'un déficit d'urbanité plutôt que de citoyenneté, dans la mesure où les habitants ont malgré tout les moyens d'accéder aux lieux centraux et vivent dans des résidences confortables et dotées de tous les équipements et services urbains. L'ancrage dans le "quartier", plutôt alors l'espace contigu, est très faible par rapport à celui des habitants des quartiers populaires. Les déménagements sont aussi plus fréquents et moins contraints par des considérations monétaires, mais, dans les quartiers populaires anciens, l'attachement au quartier ne soulève aucun désir de s'en aller.

Nous avons perçu l'importance des différences de genre et de génération qui ramènent à des terrains proches de nous, peut-être plus familiers. En effet, l'analyse des pratiques et des espaces de vie des femmes et des adolescents vivant dans des ensembles résidentiels sécurisés latino-américains (particulièrement à Buenos Aires) rejoint celles de chercheur-e-s ayant travaillé sur le périurbain pavillonnaire français, en particulier sur les lotissements (Coutras, 1996). Dans un environnement social différent, celui des ménages ayant fait accéder à la propriété dans des lotissements pavillonnaires de la troisième couronne périurbaine toulousaine, les femmes, aussi, sont les premières concernées par la distance : perte de leur emploi à la suite d'une naissance ou d'un temps de chômage ; éloignement des principaux centres d'achat, etc. (Jaillet, Thouzellier & Rougé, 2003).

Dans le cas de ces lotissements et copropriétés pavillonnaires, riches ou pauvres, même si les relations à l'espace proche des habitants des ensembles résidentiels sécurisés sont concomitantes de pratiques urbaines réticulaires, plus ou moins étendues, peut-on parler d'ancrage territorial ? Le quartier et le voisinage sont des ressources qui alimentent relations et échanges sociaux dans les quartiers populaires, mais qu'en est-il dans les ensembles résidentiels sécurisés ? Pour les habitantes de sexe de Buenos Aires, les espaces proches, qui ne sont pas seulement l'objet de furtives incursions en voiture vers les polarités commerciales, mais aussi d'explorations rendues nécessaires par l'isolement, la sensation d'étouffement ou les contraintes de circulation (les blocages de route) souffrent d'une certaine ambivalence: environnement amène dans la journée, même si la proximité de bidonvilles ou d'établissements précaires récents, le cas échéant, inquiète et entraîne des détournements dans les trajectoires quotidiennes; environnement hostile la nuit tombée, quand l'éclairage vient à manquer. Il est donc excessif d'induire de la construction de territoires en îlots (l'ensemble résidentiel sécurisé, le centre commercial, etc.) une territorialité en archipel. La vie quotidienne en lointaine périphérie demande un ajustement pas toujours bien vécu aux conditions créées par la distance, sans que le renfermement sur la vie locale ne produise automatiquement des ancrages dans l'espace résidentiel, comme on le verra dans le chapitre suivant. En Argentine, on est ainsi loin du stéréotype de la "*mujer country*" associé au style de vie des élites traditionnelles et que distillent la presse spécialisée (les suppléments de certaines revues) ou les associations féminines aux activités sociales, caritatives, dans des cercles qui restent ceux des *countries* les plus huppés. Les transgressions des adolescents que j'évoquerai dans le chapitre suivant, brisent aussi l'image de l'harmonie idyllique.

Pour clore ce chapitre, je souhaiterais esquisser quelques comparaisons entre les ensembles résidentiels sécurisés et un type de "quartiers ouverts", qui permettront de faire le lien avec la partie suivante. Dans les quartiers où la proximité spatiale est valorisée comme à la Macarena à Bogotá, les résidents ont de nombreuses connaissances à l'intérieur de celui-ci. La sociabilité se déploie dans l'intimité des habitations ainsi que dans les nombreux cafés et restaurants que concentre ce quartier "bohème". Cependant, la vie quotidienne des résidents se déroule autant à l'intérieur de celui-ci (marche à pied, fréquentation des commerces, réseaux d'amitié solides, souvent même à l'échelle de la *cuadra*) qu'à l'extérieur. Nombreux sont ceux qui ont des amis et des parents dans le nord de la ville, plus riche, et le centre-ville, à moins d'un kilomètre, est un espace régulièrement pratiqué. Les sociabilités réticulaires à l'intérieur de cercles qui ne recouvrent qu'à la marge ceux du nord de la ville (dans la mesure où ils disent y aller peu et établissent une nette différence entre les quartiers centraux et le nord), s'articulent à des sociabilités de proximité qui naissent grâce à la convergence des trajectoires résidentielles de ménages qui ont des styles de vie similaires. Par ailleurs, les établissements marchands indépendants peuvent, pour certains, à l'intérieur d'un même quartier, assurer une fonction de proximité spatiale et servir conjointement, pour d'autres, points d'ancrage à des sociabilité en réseaux, comme c'est le cas pour le secteur de la restauration. A la Macarena, des commerces et des services dont la logique spatiale est la proximité résidentielle, des petits restaurants populaires destinés aux "travailleurs", jouxtent ainsi des restaurants "branchés" qui attirent tout aussi bien la clientèle aisée du quartier (les intellectuels, les artistes nouvellement ou anciennement installés) que les employés de la zone d'emploi tertiaire située non loin de là, ou encore, dans les plus élégants, l'élite politique et intellectuelle de la ville.

Si l'espace proche occupe un rôle important dans la vie et les pratiques de certains résidents des quartiers gentrifiés de la "première heure", on mesure cependant les effets de la diversité marchande, de la faiblesse de la planification (en dehors d'un zonage faible et peu respecté) et du mélange des populations, sur l'urbanité, dans des quartiers ouverts au tout-venant. C'est effectivement une ambiance de mixité qui est largement appréciée par ceux qui ont fait le choix de résider dans ce quartier. Habité en partie par des intellectuels, des artistes, des étudiants et des membres de la classe moyenne, qui côtoient les descendants des premiers résidents du quartier au profil social parfois similaire, la Macarena correspond à un type de quartier gentryfié, où le processus est resté inachevé. Pris en écharpe entre des quartiers populaires et mal famés, il n'attire pas les ménages les plus aisés qui préfèrent les quartiers plus sûrs du nord de la ville. L'insécurité y est comme ailleurs, on l'a vu, un thème récurrent dont les solutions divisent les habitants, même si un certain équilibre a jusqu'ici été maintenu. Le voisinage entre des quartiers hétérogènes n'est cependant pas sans poser de problème, et c'est dans le rapport à l'altérité que l'on peut esquisser des comparaisons entre quartiers "ouverts" et ensembles résidentiels fermés, thème qui va être l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 8 : Le rôle des formes matérielles dans les rapports sociaux et dans la construction identitaire⁵⁹

Dans le chapitre antérieur, nous avons vu que la différenciation des pratiques des habitants des ensembles résidentiels sécurisés, comme de celles des résidents d'autres quartiers, s'établit, dans les villes latino-américaines, en fonction de gradients centre/ périphérie, proximité/ distance par rapport aux lieux centraux, qu'en fonction de la fermeture ou de l'ouverture du quartier.

Pourtant, la clôture introduit une rupture et une discontinuité spatiale nette, matérialisée. Certes, comme l'a rappelé R. Brunet, l'espace est fondamentalement discontinu, et les discontinuités ne marquent pas toujours des ruptures, elles sont parfois des lieux d'échange. « Séparer les deux termes serait oublier qu'il faut pour séparer une union et pour unir une séparation. La proximité provoque les contrastes et exagère les différences autant qu'elle unit. Les clôtures sont équivoques, à la fois obstacles à la circulation et moyen de la canaliser et de l'organiser afin d'éviter toute errance » (Gay, 1995: 7-8). La discontinuité spatiale que dessine la clôture dans les ensembles résidentiels sécurisés permet-elle encore de faire "lien" ou vise-t-elle à mettre à distance des groupes sociaux indésirables ? L'hypothèse qui a été en tous cas avancée à propos de la banlieue états-unienne, est qu'elle a une fonction séparative dans les fronts d'urbanisation, en particulier dans une mégapole comme celle de Los Angeles (Findlay, 1992 ; Didier, 2000). Peut-on en dire de même pour les grandes villes latino-américaines ?

Nous avons déjà décrit toute la gamme des dispositifs de clôture privatifs, aussi bien dans les lotissements *ex-nihilo* récents que dans les quartiers plus anciens. Nous avons vu aussi que, dans les quartiers populaires, les limites ne sont pas formalisées (clôtures), mais qu'elles ont tout de même une dimension matérielle inscrite dans les contrastes paysagers entre un habitat formel et un habitat en auto-construction. Enfin, nous avons évoqué la diversité des significations de la fermeture et leur intrication étroite, ainsi que le rôle croissant que joue la sécurité dans celles-ci.

Ici, c'est à travers les narrations et le vécu des résidents, l'observation des entrées et des sorties, des comportements et des évitements des habitants, que nous aborderons la clôture en comparaison avec les autres formes de limites: en quoi permettent-elles de différencier le "même" de l'"autre", l'intérieur de l'extérieur, et quelles sont les fonctions sociales et identitaires de cette délimitation? L'une des difficultés consiste à ne pas "naturaliser" le discours des résidents, ce qui exige une nécessaire confrontation entre différentes méthodes (analyse des discours obtenus au cours d'entretiens/ observation de l'action *in situ*), et donc le recoupement entre les comportements des habitants et leur discours. En particulier, il semblerait que les relations avec les voisins soient parfois plus révélatrices du rapport à l'altérité que les propos convenus tenus sur le traitement des domestiques ou sur le rôle de la sécurité dans les choix résidentiels. Nous les comparerons avec ceux de résidents vivant dans d'autres espaces résidentiels dans lesquels les limites sont nettement moins matérialisées mais où elles entraînent également des restrictions d'accès.

Buenos Aires, Caracas, Rio serviront à illustrer ces cas de figure: à Buenos Aires, rappelons-le, le paysage parfois idyllique et propre des *barrios cerrados* et des *countries* de la périphérie urbaine contraste avec la pauvreté ou le manque d'entretien d'espaces contigus. Les ensembles résidentiels sécurisés se sont implantés dans des zones faiblement urbanisées et peu denses, où existaient déjà des noyaux urbains. Il n'est pas rare de voir des baraquements côtoyer la plus grande richesse, ce qui constitue un fait non pas nouveau mais plus visible qu'auparavant: il y avait moins de pauvres; la misère était peu présente dans le centre-ville (d'autant plus que les généraux avaient procédé à des travaux de "nettoyage"); la ville, surtout la capitale était le territoire "écologique" de la classe moyenne, qui contrastait avec une banlieue-mosaïque en grande partie constituée de lotissements populaires. Les temps ont changé. Dans d'autres villes comme Rio ou Caracas, en revanche, la proximité spatiale entre des groupes sociaux hétérogènes entre quartiers riches et quartiers pauvres, l'imbrication de la ville formelle et de la ville dite "informelle" mise en évidence par le relief, ne datent pas d'aujourd'hui. La fermeture est-elle donc, dans des sociétés qui se sont socialement polarisées, un moyen de mise à distance produite par la peur de l'autre? Signifie-t-elle la dissolution d'un lien social que les chercheurs ont peut-être eu tendance à idéaliser pour la ville d'hier ? En même temps, n'y a-t-il pas un changement dans le comportement de la classe moyenne, parce que le profil de cette dernière s'est lui-même modifié ?

⁵⁹ Ce chapitre reprend principalement les apports de P. García Sánchez et S. Gonzalez, de F. Gomes et de C. Reginensi, d'A. Giglia et de B. Sabatier, de D. Merklen et de M.-F. Prévôt-Schapira, et de moi-même.

Les dispositifs de la construction des limites matérielles et leur perception par les habitants des ensembles résidentiels sécurisés

Les accès

Les ensembles résidentiels fermés se distinguent des quartiers ouverts par la matérialisation de la séparation et des limites avec d'autres quartiers, avec l'extérieur. C'est sur les formes de ces limites (murs, portails d'entrée, barbelés, etc.) que s'est cristallisée une grande partie de l'analyse sur les lotissements et les copropriétés sécurisés. Pourtant, les entretiens montrent qu'il y a une importante disjonction entre les représentations qui proviennent de l'extérieur et la manière dont les résidents vivent la fermeture. L'objectif de ce paragraphe est donc à la fois d'interroger cette incongruité entre l'existence de dispositifs matériels marqués de clôture et leur normalisation dans la vie quotidienne des habitants.

La sécurisation croissante de l'habitat et la délégation du contrôle à un acteur tiers dans les ensembles résidentiels sécurisés marquent une rupture notable dans les structures de confiance à l'œuvre dans la ville et dans l'espace public. Le statut généralement privé des espaces collectifs donne le droit aux administrateurs de contrôler systématiquement l'identité des entrants, que ce soit dans les ensembles résidentiels sécurisés *ex nihilo* récents ou dans les *countries* anciens enclos ultérieurement.

Les portes, les accès ménagent le franchissement de la limite, d'où l'intérêt de leur observation. Dans les petits lotissements, les entrées sont de simples barrières ou un portail avec un gardien qui l'actionne. Dans les ensembles résidentiels les plus chers et les plus vastes, ce sont des porches monumentaux qui font un tri préalable entre les résidents, les visiteurs et les employés: un accès pour les premiers qui ont une carte permettant d'actionner automatiquement la barrière ou qui ont un macaron identifiant sur le pare-brise de leur voiture; un accès pour les seconds; un autre pour la main-d'œuvre, les employées de maison et le personnel de service venant effectuer des réparations.

Le degré de suspicion manifestée envers les inconnus varie en fonction de multiples critères d'ailleurs flous, par exemple le mode d'accès, en voiture ou à pied. En fait, la situation, c'est-à-dire, ici, à la fois la localisation de l'ensemble résidentiel et l'action située, construit des niveaux de "légitimation" de l'étrangeté différenciés. Dans les ensembles résidentiels fermés les moins sélects, situés dans un environnement urbain relativement dense, la clôture a un objectif de filtrage non tant des piétons que des automobilistes, tandis que les dispositifs sont plus stricts dans d'autres contextes. Plusieurs exemples visent à illustrer la diversité des dispositifs. A Villa Olimpica, grand ensemble de classes moyennes de la fin des années 60, tout individu d'apparence "normale" peut entrer à pied sans aucun contrôle, alors qu'en voiture, le vigile procède à une courte enquête qu'il est néanmoins assez facile d'esquiver. A Monte Claro, le chercheur peut également pénétrer dans l'enceinte de Lomas, le secteur supérieur où le club de la partie basse est inaccessible, en donnant vaguement un nom. A Rio, le prétexte d'une visite dans l'école privée d'un *condominio* de Barra (Serfaty, 2000) semble satisfaire le vigile de service qui n'exige pas d'autres explications, la présence d'écoles générant une certaine porosité. Au Village, dans le quartier de São Conrado, tandis que les dispositifs sont similaires à ceux des autres ensembles résidentiels étudiés et que le discours des habitants met l'accent sur le contrôle des entrées et des sorties, les enquêteurs ont pu rentrer à pied et sortir sans que leur identité ne soit jamais vérifiée et sans qu'ils ne soient arrêtés, uniquement sur leur bonne mine. Des résidents interrogés voient parfois des habitants de Rocinha traverser une placette intérieure. Les ensembles résidentiels sécurisés sont donc loin d'être étanches. Dans les copropriétés de grande taille, de standing, en particulier dans la lointaine périphérie de Buenos Aires, plus hétérogène, il faut en revanche décliner son identité, indiquer le nom de la personne à qui on rend visite, l'information étant vérifiée auprès de celle-ci. Au-delà de la porosité matérielle des limites, rentrer à pied est d'ailleurs considéré comme suspect et est généralement le fait du personnel de maison. Impossible de pénétrer à l'improviste, l'imprévu n'est pas de mise. Dans tous les cas, les individus étrangers qui circulent en voiture sont plus susceptibles –et donc suspects d'après les dispositions locales- de pouvoir être des voleurs, ce qui peut conduire les vigiles à leur demander de se garer et d'ouvrir leur coffre. A l'intérieur des ensembles résidentiels sécurisés, les rondes permettent également de repérer les individus et les comportements "anormaux".

On observe le même type de corrélation dans les centres commerciaux entre mixité sociale, renforcement des dispositifs de sécurité et mise à distance sociale, et c'est pour cette raison que je vais faire un détour par cet artefact sur lequel je reviendrai, puisqu'ils répondent à des logiques sociales similaires de celles de l'ensemble résidentiel sécurisé. A Mexico, les galerías Coapa, situées sur une artère structurante de la ville au sud, le "corridor" routier, commercial et urbain de Miramontes, près du périphérique, attirent une clientèle venant en grande partie de la zone proche⁶⁰, composée d'un ensemble de lotissements de maisons individuelles et de petits collectifs occupés par des classes moyennes diverses. Le reste des chalands appartient à d'autres couches

⁶⁰ Les résultats de l'enquête menée dans ce centre commercial qui date du début des années 80, montrent que 46 % des personnes interrogées venaient de quartiers résidentiels proches –à quelques minutes en voiture ou en transport collectif.

sociales, provenant autant des arrondissements proches comme ceux de Tlalpan, de Coyoacan ou de Xochimilco, ou plus lointains comme celui d'Iztapalapa, les classes supérieures constituant manifestement les visiteurs les moins nombreux. L'axe de Miramontes sur lequel sont localisées les galerías Coapa est sur le chemin de ceux qui viennent ou rejoignent des arrondissements composés de *colonias* plus populaires. Les personnes vivant dans ces *colonias* s'arrêtent souvent au centre commercial pour essayer de vendre quelque chose, voire de mendier. Plaza Loreto tire vers le haut de l'échelle sociale : deux tiers des personnes interrogées résident dans les environs, où se côtoient des lotissements de qualité, dans une zone péri-centrale complètement urbanisée entre 1960 et 1990. Dans les deux cas, le profil du centre commercial, tant dans son architecture, sa décoration que dans son offre, essaient de "coller" le mieux possible au profil social de la zone: d'un côté, Plaza Loreto qui joue sur un registre assez élitiste et offre des services de proximité pour les résidents des quartiers environnants; de l'autre, Galerías Coapa, entourée d'ensembles résidentiels de classe moyenne, beaucoup plus hétérogènes socialement, dont l'offre est bien meilleur marché aussi. La configuration spatiale éclatée du centre commercial Plaza Loreto, avec ses multiples entrées, ne facilite pas un contrôle social étroit du lieu. Mais l'environnement social et urbain de Plaza Loreto qui, à la différence de Galerías Coapa, est aisé et les axes de circulation d'envergure captent surtout les trajets de ménages au pouvoir d'achat élevé. Plaza Loreto n'est donc guère un terrain propice à la vente directe ou à la mendicité. Le contrôle y est très lâche, à la différence de Galerías Coapa où les vigiles n'ont de cesse d'intervenir pour éviter l'accès de mendiants, les éloigner, empêcher la vente ambulante, etc. L'accessibilité sociale et le contrôle des entrées est fonction du degré d'hétérogénéité de la clientèle et de l'environnement dans lequel le centre commercial est implanté. Les entrées sont donc beaucoup plus contrôlées dans Galerías Coapa, plus sélectives mais moins sélectes, qu'à Plaza Loreto, moins sélectives mais plus sélectes. Le contrôle social de l'espace vise à séparer les classes très pauvres (*bajas*) - c'est-à-dire en très grande majorité les populations indiennes migrantes- et les autres classes sociales (de *media-baja* à *alta*).

Revenons aux ensembles résidentiels sécurisés. Les entrées utilisées, les requêtes exprimées par les vigiles auprès des individus au moment de la vérification de leur identité varient en fonction de leurs motifs de visite, de l'activité du visiteur, du degré de re-connaissance par les gardiens, dépendant toujours de l'accomplissement d'une action de contrôle située, mais aussi de l'"apparence" de l'individu au sens large du terme (comportements, traits phénotypiques, habillement). Il est évident qu'une personne inconnue des services de sécurité, dont la peau est noire et qui dit vouloir se rendre dans une école d'un *condominio* de Barra, n'aura pas les mêmes passe-droit qu'une jeune étudiante française en thèse. En général, les visiteurs pénètrent par le même accès que les résidents (même si les voies sont, le cas échéant, séparées), sauf dans un petit nombre de cas, comme à Monte Claro, où ils rentrent par les entrées nord et sud de Lomas, situées sur la route nationale et non par l'autoroute, accès privilégié et réservé. L'identité des individus s'établit en fonction de critères de connaissance, de reconnaissance, de défiance, qui permettent de trier les "étrangers", les "inconnus", les "familiers", les "habitants". R. Sennett (1979) fait la distinction entre les deux sens, en anglais du terme "*stranger*" : l'inconnu qui renvoie à l'expérience de l'anonymat dans l'espace public urbain, et l'étranger, c'est-à-dire celui qui est différent, dans ses mœurs, ses coutumes. La figure de l'"étranger" construite par les premiers sociologues de l'École de Chicago incarne d'ailleurs les deux à travers ses qualités d'étrangeté et de différence. Dans les ensembles résidentiels sécurisés, étrangers et inconnus (possibles délinquants, chavistes, *piqueteros*, etc.) tendent à être assimilés, les deux n'étant pas les bienvenus, n'étant pas "habilités à habiter avec". La sommation faite aux "inconnus" dans les procédures d'identification n'a rien à voir avec la "reconnaissance" hospitalière qui convient à l'accueil de tout étranger envers lequel s'exerce un devoir cognitif de prise en considération des valeurs humaines d'« estime sociale », de « sollicitude personnelle » (Honneth, 2002). Elle traduit une crise de la confiance qui est la base de l'existence d'une vie publique en ville faite de tensions entre anonymat et interconnaissance. A travers les dispositifs de contrôle des identités, il est signifié au visiteur qu'il n'appartient pas à la collectivité des résidents.

Les différences de traitement sont donc notables et elles varient en fonction de la personnalité du vigile qui doit prendre les décisions les plus adaptées à la situation, selon les consignes qui lui sont fournies par l'administration et surtout de son évaluation concernant la présomption de culpabilité liée aux risques potentiels que peut représenter l'entrant. Le personnel de service, les domestiques, les jardiniers, sont généralement des "reconnus", plutôt "familiers" mais tout de même suspects, à la différence d'autres visiteurs réguliers, dont la familiarité est empreinte du sceau de l'amitié ou des liens consanguins. Cette inégalité de traitement se marque parfois par une distinction dans les entrées, "de service", loin des portails majestueux. Ces entrées en "coulisse" existaient bien aussi dans les belles demeures de l'élite et on peut en voir dans des grands ensembles qui se sont fermés. A Selva de Pedra à Rio, grand ensemble dont on a vu qu'il s'était fermé en se constituant en *condominio fechado*, ce genre de ségrégation des circulations existe aussi (Mello & Vogel, 2002: 244): ici, ce sont les ascenseurs qui permettent de distinguer le statut des individus. D'ailleurs, le personnel domestique qui habitait là auparavant a dû souvent déménager en face. Au Brésil, il semblerait que la séparation entre les entrées de service et les entrées "sociales" soit traditionnellement ancrée dans les mœurs, manifestant la hiérarchisation des rapports sociaux, au-delà de la familiarité entre les individus. Elle s'est maintenue à São Paulo, même si elle a été officiellement interdite en 1995, parce que discriminante (Caldeira, 2000: 271). De la demeure bourgeoise à l'ensemble résidentiel sécurisé, ce qui change, c'est d'une part l'ampleur du dispositif qui, de privé et individuel, devient privé et collectif, sa généralisation et son acceptation, et d'autre part, le fait que, même si le personnel passe tous

les jours, avec une carte à puce par exemple, il est, dans un petit nombre d'endroits, l'objet de fouilles systématiques, ce qui montre l'ampleur de la méfiance à son égard. Livreurs ou réparateurs doivent quant à eux décliner leur identité et être enregistrés préalablement comme n'importe quel autre visiteur.

Quant aux autres étrangers-inconnus, de passage, ils sont contraints de répondre à un certain nombre de questions qu'on a déjà évoquées et suivre les consignes qui leur sont données. S'ils sont accompagnés d'un "connu" ou d'un "reconnu", la suspicion diminue et peut même se muer en amabilité. Si les étrangers-inconnus souhaitent dévier de la route qui leur a été indiquée, les vigiles doivent être informés à l'avance par les personnes qui les ont reçues. Les allers et venues des étrangers peuvent être, le cas échéant, surveillés de très près. Le règlement de Nova Ipanema à Barra da Tijuca permet à l'administration de la copropriété de restreindre la circulation des étrangers à certains parcours déterminés, lors d'occasions spécifiques comme des fêtes (Serfaty, 2000 : 103).

Cette grammaire cognitive de la proximité sociale qui conduit à une typification des individus selon leurs apparences et leur degré de familiarité avec les résidants n'est en quelque sorte guère différente dans certains quartiers populaires, en particulier dans ceux où bandes et gangs font régner leur ordre. A deux différences près dont la portée n'est pas négligeable : d'une part, la surveillance du quartier est un geste collectif, et l'étrangeté de l'individu qui ignore les codes et l'ordre normatif local (le premier sens de "*stranger*"), provient non pas du danger qu'il représente pour les autochtones, mais plutôt de l'incongruité de sa présence dans un milieu caractérisé par une forte familiarité, loin de l'anonymat qui caractérise l'expérience de la foule (le deuxième sens de "*stranger*"); d'autre part, tandis que l'étrangeté dans les ensembles résidentiels sécurisés est un vecteur de peur et la reconnaissance un facteur d'assurance qui a pour objectif d'esquiver les risques, tandis, aussi, que les habitants adhèrent, expressément ou tacitement, aux contrôles d'identité, les pauvres des quartiers populaires n'ont guère le choix et sont soumis, comme les "étrangers", aux règles imposées par les narcotrafiquants ou les *malandros*. L'inconnu, loin d'être suspect, est plutôt une victime potentielle dans un contexte où les forces de l'ordre sont déficientes.

Vivre la fermeture

Ce sont essentiellement les limites "lourdes" qui sont pointées dans les représentations sociales que s'en font "ceux de l'extérieur". La construction symbolique de la fermeture dans les narrations des résidants des lotissements sécurisés de Buenos Aires semble contraster avec les dispositifs existants qui militent tous en faveur d'une utopie de l'ordre et de l'enfermement, voire les contredire. Les résidents, au-delà de ces désagréments, s'insurgent généralement contre les étiquettes auto-ségrégatives qui leur sont accolées dans la presse ou par ceux qui vivent à l'extérieur. Rares sont ceux qui adhèrent à l'image du "bunker" qu'on leur renvoie, surtout quand l'effet sensible des barrières est atténué par une végétation recouvrante touffue et d'autant plus que celles-ci sont masquées, comme on l'a vu, dans l'iconographie publicitaire. L'esthétisation de la démarcation, par exemple, dans tel ensemble résidentiel de Buenos Aires des limites aquatiques (Nordelta), ou dans tel autre une entrée qui représente l'image d'un château européen bordé de lacs, de ponts, de bosquets, contribue certes à une "culture de la représentation" où l'imaginaire et le réel tendent à se fondre (Featherstone, 1995), ce qui est le propre des espaces de la simulation décrits par Soja (2000). La porosité des limites, leur déplacement, l'instauration de nouvelles bornes, montrent que la construction sociale et symbolique de l'intérieur et de l'extérieur, du dedans et du dehors, ne s'établit pas seulement, pour les habitants des lotissements sécurisés, en termes géométriques ou géographiques. Par conséquent, la matérialité ne suffit pas à définir la territorialité.

Il en est de même pour le caractère fermé ou ouvert d'un espace, dont la définition change en fonction du sens que lui donne chaque individu. Les plus "inquiets" (Roché, 1996) tirent vers la surenchère des dispositifs sécuritaires (toujours plus de contrôle, de sécurité, des frontières encore plus "lourdes", etc.), tandis que d'autres souhaiteraient au contraire voire diminuer la matérialité des limites. Dans un premier temps, donc, les catégories, qu'on tend à naturaliser suivant des schémas binaires (intérieur/ extérieur), sont toujours relatives, dans la mesure où les catégories objectives ne recourent pas nécessairement les catégories subjectives. Dans les ensembles résidentiels sécurisés de Buenos Aires, les résidents qui disent se sentir enfermés ne sont pas la majorité, pas plus qu'ils n'adhèrent au traitement réservé à leur personnel domestique. Pour eux, vivre dans un ensemble résidentiel sécurisé n'est pas une intention rationnelle et calculée de s'isoler du monde et, dans leurs propos, les habitants montrent les liens qu'ils établissent en permanence avec "d'autres", du "dehors", en adoptant des stratégies de négation de l'enfermement ou de la discrimination envers les autres. Les limites périmétrales ne sont pas véritablement perçues comme des frontières par les résidents, surtout quand elles sont "légères", mais plutôt comme un dispositif de contention. Une résidente d'un *barrio cerrado* de Pilar (Buenos Aires), Pilar Green Park, déclare que le grillage est bien pour elle un marqueur, mais qu'à travers celui-ci, elle est constamment interpellée par ceux du dehors, les pauvres qui, en temps de crise, lui demandent du pain, de l'eau, de la nourriture. Le grillage, comme elle le dit elle-même, fait entrer la réalité à l'intérieur du lotissement, les effets de transparence visuelle produisant une visibilité et une vulnérabilité. Cependant, ses voisins refusent de voir et tâchent d'ignorer

ces "autres", concevant le grillage comme un "marqueur" beaucoup plus ferme et moins poreux que ce qu'exprime la personne interviewée.

"Vers" l'intérieur, comme l'ensemble résidentiel est clôturé, les ménages expriment le privilège de ne pas être obligés de mettre des barreaux, de se cacher derrière des rideaux, comme dans la capitale. Comme les normes et les dispositifs de sécurité autorisent un contrôle des entrées, certains résidants, notamment les femmes, font remarquer qu'elles se protègent moins et qu'elles laissent leur maison, leurs fenêtres ouvertes, comme "avant", ce que les enquêteurs ne verront jamais: au contraire, c'est plutôt la surenchère sécuritaire qui semble primer: portes fermées plutôt à double tour qu'à un seul⁶¹. Pour conclure, la gradation entre espaces fermés, ouverts, intimes, partagés, dans l'habitat, est subtile: l'ensemble résidentiel est fermé, avec une éventuelle porosité visuelle voire physique; les lotissements sont masqués derrière des grillages recouverts de végétation, les murs rendus plus discrets; vers l'intérieur, la maison reste ouverte dans un environnement enclos et sécurisé apparaissant comme le pôle d'une intimité souvent perdue en ville.

Pour les femmes inactives dont les occasions de se déplacer sont réduites, surtout dans la périphérie de Buenos Aires, moins dans un quartier extrêmement dense comme Barra à Rio, la fermeture doublée d'un isolement et d'un éloignement peut se muer en un sentiment d'enfermement et de solitude tenace, autant à l'échelle de l'ensemble résidentiel qu'à celle de la municipalité. L'homogénéité des styles de vie, des pratiques, les fréquentations à l'intérieur d'un même cercle social apparaissent pour certaines comme des contraintes pesantes, quand l'éventail des choix de sorties est réduit, comme par exemple à Pilar, à son "km. 50" qui constitue la centralité marchande liée à l'autoroute de la municipalité: « Tu t'isoles un peu... Quand je vais au cinéma, je rencontre toutes les mères de mes élèves. Parfois, je me sens asphyxiée » (résidente d'un petit lotissement sécurisé de Pilar, Bulevares). Pourtant, en contradiction avec l'impression d'isolement que ressentent certaines femmes devant l'immensité sans fin des pelouses dans les *countries* de Buenos Aires ainsi que dans le *condominio* de la ZEDEC de Tlalpuente, la claustrophobie est plutôt rapportée à ce qu'elles ont quitté, le pallier de l'immeuble de leurs parents en ville, ou à l'opposé territorial de leur lieu de vie, le bidonville où vivent les "autres", entassés les uns sur les autres. Volonté de se démarquer des autres, de ne pas regretter ses choix, malgré les inconvénients ?

Les enfants, surtout quand ils ont fait l'expérience de la vie dans la capitale où ils étaient relativement libres de leurs mobilités, sont les plus affectés par l'isolement et par les modes de socialisation, extrêmement homogènes, qui leur sont proposés (à travers les collèges privés, les lieux de sortie, les types de loisir, les rencontres). La protection des enfants est un motif prégnant de l'habiter. Leurs pratiques et leurs fréquentations leur permettent peu de se confronter au monde extérieur, et c'est sans doute à leur sujet que les expressions de "bulle" et de "ghetto" récurrentes, récusées par les résidants quand ils parlent d'eux, mais acceptées quand ils évoquent leurs enfants, sont les plus appropriées (cf. Svampa 2001: 112). Les récits de vandalisme, de consommation de drogues, de comportements de jeunes qualifiés de "déviant" par les résidants, bien qu'ils soient en réalité transgressifs, sont assez courants, sans doute des syndromes d'enfermement. C'est la conséquence de la conjonction excessive et contradictoire de liberté (les parents sont tranquilles parce que leurs enfants peuvent avoir des activités à l'intérieur du lotissement), de l'extrême contrôle social (imposé par les règlements internes de copropriété), de la surprotection dont ils sont l'objet et de l'absence de limites posées par des parents trop absents.

Retenons donc, pour l'instant, que les limites ne sont pas seulement matérielles, elles ont aussi une dimension pragmatique (restreindre l'accès), symbolique, des conséquences psychologiques (solitude, transgressions). Par ailleurs, elles sont multi-scalaires et ce ne sont pas nécessairement celles qui sont les plus visibles, qui sont les plus significatives dans le vécu et les perceptions des résidants. Les résidants qui n'ont pas tous valorisé la fermeture dans leur choix d'accession à une maison individuelle dans un ensemble résidentiel enclos, ne se sentent pas autoségrégés; ils expriment peu le rôle que joue la limite matérielle (grille, mur, etc.) dans sa dimension sociale et normative. Pourtant, comme nous allons le voir maintenant, à travers les gestes et les comportements des résidants, elle n'est pas absente.

⁶¹ Le fait que les enquêtrices de Buenos Aires aient constaté cette disjonction importante entre le discours porteur de représentations et les pratiques, ne signifie pas que ce comportement soit généralisé. Peut-être le contexte de peur dans lequel a été effectuée une partie des entretiens n'y est pas étranger. J'ai fait quant à moi l'expérience de vivre dans la maison d'une famille d'un *condominio fechado* horizontal de São Conrado (datant du début des années 70), où les portes de la maison et le portail du jardin, restaient en permanence ouvertes. D'après les membres de la famille, le service de sécurité à l'entrée (et peut-être les liens de familiarité avec les gens de Rocinha, deux de leurs employés domestiques provenant du quartier voisin) diminuaient les risques de vol.

L'ambivalence des relations entre quartiers socialement hétérogènes

Les difficultés de la mitoyenneté

Un premier indice réside dans la récurrence de termes ayant trait au "voir", à la vision, au regard, dans la bouche des individus interrogés dans les ensembles résidentiels sécurisés de Buenos Aires. Voir, être vu, être invisible: on sait à quel point l'espace public est « un ordre de visibilité destiné à accueillir une pluralité d'usages », autant qu'« un ordre d'interactions et de rencontres [qui] présuppose une réciprocité des perspectives » (Joseph, 1998: 31), et on y reviendra dans le chapitre 9. Or, d'un côté, l'éloignement, la "fuite" de la ville-centre, de ses "maux" (l'exiguïté, le manque d'intimité, la dévalorisation des immeubles, des espaces publics etc.), pour aller aux limites de l'aire urbanisée, sont des stratégies d'invisibilisation (être tranquille, donc loin du regard des "autres", ceux de l'extérieur, tandis que l'on apprécie de voir, à l'intérieur); de l'autre la clôture, si elle sécurise, délimite, etc., restreint également l'accès des indésirables et des intrus, annulant la pluralité des usages et des publics, protégeant des regards inquisiteurs, quand elle est suffisamment opaque.

Les frontières sociales entre quartiers populaires et quartiers aisés, quelles qu'en soient les formes, ne sont pas étanches: autant que pour les beaux quartiers ou pour les quartiers gentryfiés, des relations d'interconnaissance s'établissent entre les ensembles résidentiels sécurisés/ les quartiers aisés et les quartiers populaires mitoyens "anciens" (par exemple, le Village et Rocinha à Rio —et en général les *condominios* de São Conrado; la Macarena et la Perseverancia). Les quartiers populaires (domestiques, ouvriers de la construction, voire personnel de vigilance) sont en effet, comme on l'a vu, des réservoirs de main-d'œuvre contractuelle, par exemple pour les *condominios*, à Rio et à Caracas⁶², mais aussi dans les autres beaux quartiers. La proximité physique entre quartiers riches et quartiers pauvres joue traditionnellement cette fonction: les employés de Monte Claro, São Conrado, Barra da Tijuca proviennent respectivement très souvent des barrios voisins anciens, de Rocinha, des favelas qui, à Barra, ont connu l'un des plus forts taux de progression de la métropole dans les années 80: 3,9% par an entre 1991 et 1996 (1,6% à l'échelle dans la municipalité de Rio), contre 1,6% pour la population vivant dans les zones d'urbanisation "formelle" (Lago, 2001-2002: 167). Certes, la collectivisation de certains services comme le jardinage dans les ensembles résidentiels sécurisés construits *ex nihilo*, a modifié l'intensité de ces relations de travail. Elle s'explique d'ailleurs en grande partie, d'après Caldeira (2000), par la peur et par la méfiance croissante des riches envers le personnel. Toutes les relations traditionnelles de travail n'ont tout de même pas disparu. Ce qui a cependant changé, comme on l'a vu, c'est le traitement réservé au personnel domestique à l'entrée. Les maîtresses de maison qui ont dû changer d'employées de maison à la suite du déménagement du centre vers la périphérie, émettent parfois des regrets et des réserves concernant celui-ci. Mais elles ne remettent pas en cause les règlements de la copropriété. Il est vrai que si "son" jardinier ou "sa" femme de ménage sont toujours dignes de confiance, qu'en est-il de ceux des autres? De l'autre côté, « ça brise les préjugés existants », ne manque pas de faire remarquer une femme de Rocinha. Mais il faudrait une étude plus précise sur la manière dont les employés domestiques perçoivent leurs relations à leurs employeurs et vivent le fait de travailler dans un ensemble résidentiel sécurisé. Autre forme de rapport entre les quartiers populaires et les ensembles résidentiels sécurisés: la drogue, rapport minimal s'il en est, mais réel, puisque les couches sociales moyennes et supérieures sont les principaux demandeurs. A Rio, les trafiquants fournissent également en stupéfiants les habitants des quartiers aisés, et d'ailleurs, beaucoup se plaignent de la consommation, notamment des jeunes, à l'intérieur des enceintes.

La proximité spatiale avec les quartiers pauvres peut aussi être un gage de tranquillité et de relative protection, autant dans les quartiers "fermés" que dans les quartiers "ouverts". Par exemple, à Bogotá, si les riverains de la Macarena apprécient peu le voisinage avec la Perseverancia, dont les habitants sont aisément accusés de la délinquance et du vol de voitures qui règnent dans ce quartier "bohème", les restaurants y recrutent leur personnel de sécurité. Les représentations des quartiers populaires sont cependant ambiguës et contradictoires: d'un côté, comme le montre T. Caldeira (2000), au sujet de São Paulo, les habitants des quartiers riches en parlent comme de territoires de la pauvreté marqués par la violence, la drogue, la délinquance, de l'autre, ils reconnaissent qu'il y a aussi de bonnes gens et que leurs propos ne sont pas généralisables. Si T. Caldeira suggère que c'est peut-être en raison d'un besoin de déculpabilisation, on peut aussi penser que c'est parce qu'il y a effectivement des rapports d'interconnaissance qui nuancent les clichés sur la fracture entre riches et pauvres.

Selon plusieurs auteurs (Vidal-Naquet & Doulens, 2001; Svampa, 2001), les relations caritatives canalisées à travers les fondations des *countries* ou les "bonnes" œuvres des "bonnes" dames de la "bonne" société, seraient l'un des seuls liens qu'entretiendraient les habitants des ensembles résidentiels sécurisés avec les populations démunies. Pourtant, certaines femmes interrogées à Buenos Aires ne font pas montre d'une charité, mais plutôt d'une certaine solidarité individuelle. Cette pratique de la solidarité, qui a effectivement augmenté à la suite de la crise et s'est exprimée envers les plus démunis (les recycleurs d'ordures...) dans les ensembles résidentiels enclous comme dans le reste des quartiers de classes moyennes dans la capitale, relativise la relation trop

⁶² Il faudrait voir si ces remarques sont également applicables dans d'autres villes: Buenos Aires, Mexico, Bogotá.

systématiquement établie entre l'espace protégé de l'"entre-soi" et la désolidarisation par rapport aux zones défavorisées (cf. Donzelot, 1999: 106).

L'objectif des promoteurs des centres commerciaux comme des ensembles résidentiels sécurisés est de créer de la vie urbaine, de quartier, de produire des simulacres de ville où l'on puisse dormir, travailler, faire ses courses, etc. Les principes sélectionnés du *New Urbanism* confortent ces objectifs. L'idéal du promoteur n'est-il pas l'image de ces femmes qui voudraient ne plus jamais sortir du cocon fonctionnel et sécurisant de Nordelta ou de Downtown, un centre commercial de Barra dont les formes imitent la ville? Les représentations habitantes associées à l'autonomie sont également porteuses d'une ambiguïté, révélatrices de la relation au reste de la ville et à l'altérité : d'un côté, elle est appréciée quand elle recrée une vie locale, d'autant plus auto-suffisante que l'ensemble résidentiel est grand ; de l'autre, elle est crainte parce qu'elle porte en germe ce que les résidents ont fui de la ville : une mixité fonctionnelle qui génère du passage et attire des populations indésirables. Les habitants ne voient pas nécessairement d'un bon œil l'installation de commerces. A Barra à Rio, hormis les boutiques de proximité, les centres commerciaux sont généralement situés à l'extérieur. Certains *condominios*, comme celui de Novo Leblon, déjà âgé, qui a déjà été étudié, ont un accès direct aux lotissements marchands bordant les alignements de *condominios*, mais ce n'est en général pas le cas de la plupart d'entre eux. Seuls les ensembles résidentiels sécurisés dont la taille est celle d'une petite ville (par exemple, Nordelta à Buenos Aires, prévue pour 100.000 habitants mais dont la construction a été bloquée à la suite de la crise de décembre 2001), sont véritablement dotés d'équipements commerciaux et de services qui ne s'adressent pas uniquement aux riverains, le reste de l'ensemble résidentiel étant composé de secteurs socialement différenciés d'accès restreint. Ces équipements visent à recréer de toutes pièces une centralité. Or, c'est justement en raison de cette porosité que certains résidents des *countries* de Pilar voient dans Nordelta le contre-exemple de l'endroit où ils voudraient vivre.

En prenant en compte toutes les réserves énoncées ci-dessus, il est important de souligner que, autant que dans les "beaux quartiers", les échanges sociaux, certes réduits, sont loin d'être inexistantes. Ont-ils fondamentalement changé depuis que la violence urbaine a fait une entrée remarquée dans les médias, dans les conversations et dans la vie quotidienne urbaine ?

La clôture constitue une garantie contre les intrusions, les rencontres désagréables, les colporteurs, autant d'ailleurs que dans les centres commerciaux (cf. Capron, 2001). De toute évidence, elle réduit les contacts avec les "autres", dans la mesure où elle crée une grammaire des accès, comme on l'a dit. En outre, le grillage joue bien un rôle de contention, et ils établissent des frontières parfois difficilement franchissables qui n'existaient pas dans les beaux quartiers : en particulier, pour les employés domestiques, pour les colporteurs, etc. qui ne peuvent plus frapper aux portes. Le rapport cognitif et émotionnel des habitants des ensembles résidentiels sécurisés à l'espace urbain proche est d'ailleurs ambivalent. A Caracas, au-delà des perceptions, les grillages et les portes d'accès de Monte Claro établissent une délimitation claire entre l'intérieur de l'ensemble résidentiel et son entourage composé de terrains vagues, de propriétés privées antérieures à l'ouverture du *country*, d'un *barrio* ancien, los Laureles, et d'invasions récentes. Ces dernières effraient les habitants de Lomas de Monte Claro qui sont les plus proches d'elles, même si aucun vol récent ni aucune agression⁶³ n'ont été signalés sauf avant que ne soient mis en place des dispositifs de sécurité efficaces. La proximité d'un *barrio* ou d'une *favela* est un facteur d'une possible dépréciation de la valeur immobilière et une menace. Mais la défiance exprimée envers les quartiers populaires proches est similaire dans les quartiers "ouverts" ou dans certains grands ensembles de classe moyenne. De même, les différenciations internes entre les habitants d'un quartier pauvre dont la population apparaît homogène aux yeux des riverains et des autres citadins ou dans les statistiques (par exemple, Los Laureles et la Pomarosa), sont subtiles, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, et elles conduisent à des conduites méfiantes, voire à des conflits, entre habitants qui partagent pourtant leur condition commune de précarité. Les parcours citadins construisent fréquemment une géographie des lieux évités parce que souvent stigmatisés. Les quartiers populaires généralement considérés comme dangereux, même s'ils ont connu des processus de consolidation (les images étant tenaces) ne sont que très peu fréquentés par les habitants aisés des quartiers voisins. Par exemple, à Bogotá, rares sont les résidents de la Macarena qui vont à la Perseverancia, ne serait-ce que pour faire une course. Mariela R., qui vit à proximité du quartier "ouvrier", s'y rend parfois en voiture avec son mari, quand ils ont besoin d'une bouteille d'alcool le soir. Ils prennent la rue 32 par le haut, jamais dans l'autre sens, jugé trop dangereux; lui descend, pendant qu'elle fait le tour en remontant par une rue extérieure au quartier puis en redescendant la 32 où elle le récupère. Les contournements, les évitements dans l'environnement proche sont loin d'être propres aux ensembles résidentiels sécurisés et ils relèvent souvent d'une adaptation au milieu et de compétences cognitives qui ne dépend pas des appartenances sociales.

⁶³ Les syndicats de copropriété, cependant, éludent les questions concernant d'éventuelles agressions ou vols à l'intérieur des lotissements sécurisés. Preuve en est le *condominio* Novo Leblon dans lequel un homme d'affaires a été victime, vers la moitié des années 90, d'une séquestration.

Comme dans les quartiers populaires, la différence entre l'intérieur (sûr) et l'extérieur (partiellement connu) dessine d'ailleurs une géographie de la sécurité et de l'insécurité qui varie en fonction de la situation dans laquelle l'individu se trouve, de l'heure de la journée. Les mêmes individus qui, le matin, sont des vendeurs boliviens de primeurs, le cadre de l'action et de l'échange garantissant la sûreté de la négociation, peuvent devenir la nuit des inconnus menaçants. Il en est de même pour les lieux qui, dans l'obscurité, sont sources d'inquiétude. Comme dans les quartiers populaires, les sorties, même en voiture, se font plus rares dès que la nuit tombe. Les risques encourus dans certains endroits, qui résultent le plus souvent d'une construction sociale de la peur, conduisent à une modification des déplacements, y compris professionnels, comme c'est le cas pour cette pédiatre d'un *country-club* de Pilar, qui a suspendu toute visite à domicile dans certains quartiers alentour qu'elle perçoit comme dangereux, en particulier dans la commune voisine de Tigre. A Monte Claro qui dispose de plusieurs entrées, certains habitants n'hésitent pas à choisir les accès les plus éloignés des quartiers d'invasion voisins. La propension des couches sociales aisées à opter pour des ensembles résidentiels sécurisés, si elle n'est pas obligatoirement significative d'un désir d'enfermement et de protection, esquisse tout de même un geste de mise à distance de voisins encombrants qu'on aimerait bien pouvoir ignorer.

Même pour la plupart des habitants de la Macarena, les relations avec leurs voisins de la Perseverancia se font sur le mode de la méfiance. La perception négative de la Perseverancia par les habitants des quartiers contigus, en particulier de la Macarena, génère des évitements et des stratégies de leur part. Ils n'hésitent pas à le contourner. Les incidents de bris de vitre suivi d'un vol de sac à mains sont récurrents dans les propos de conductrices qui ont eu le malheur de se retrouver seules à l'arrêt d'un feu rouge à l'intérieur du quartier ou sur ses bordures. Mariela R. raconte ainsi que, quand elle rentre le soir tard et que les rues sont désertes, comme elle a peur que sa voiture disparaisse, elle demande au vigile de la lui garder, le temps qu'elle aille ouvrir le garage qui est derrière l'immeuble. La proximité résidentielle avec le quartier populaire constitue, dans les représentations de certains, du moins, un facteur de dévalorisation de la zone limitrophe. Un groupe d'immeubles, récemment construit face à la Perseverancia, est d'ailleurs grillagé. Les relations entre les deux quartiers se jouent sur le mode de la distance sociale et de la division spatiale, même si, dans les faits, les frontières sont loin d'être, là aussi, étanches. Il arrive à certains habitants de la Macarena –sans doute peu nombreux, en particulier ceux qui vivent à proximité–, de se rendre avec prudence à la Perseverancia pour faire une course. Des résidents de la "Perse" peuvent avoir des connaissances à la Macarena, que ce soit pour des motifs professionnels, familiaux ou amicaux. Les incursions des bandes de jeunes dans le quartier bohème, ainsi que leur mobilité résidentielle vers le quartier voisin, est une source d'inquiétude. Les vols de voiture sont fréquents. Un vigile de la Macarena mentionne que la plupart des incidents qu'il peut noter dans les *cuadras* dont il a en charge la surveillance, est due aux jeunes de la Perseverancia qu'il finit par bien connaître. Ils viennent boire ou consommer des drogues. Parfois, l'ambiance est si tendue qu'il se voit contraint d'appeler la police. Mais on voit comment ce type de mesures est dérisoire, au-delà de leur aspect préventif : dès que celle-ci a tourné le dos, les jeunes reviennent s'installer. Les personnes interrogées reconnaissent cependant spontanément que les coupables ne sont pas nécessairement les habitants de "la Perse", car les "bandes" de jeunes circulent d'un quartier à l'autre, ce qu'admettent aussi les résidents de la Perseverancia qui attribuent une partie de la délinquance juvénile à l'intérieur de leur propre quartier aux "inconnus", les règles internes au quartier empêchant en principe toute attaque à l'encontre d'habitants.

Exemples des multiples conflits de voisinage déclenchés dans la zone frontalière entre les deux quartiers, par les riverains de la première: le haut parleur qui servait à annoncer les nouvelles du quartier a dû être mis plus souvent en sourdine, à la suite de plaintes de riverains; d'autres ont engagé un recours pour le déménagement à l'intérieur de la Perseverancia de la soupe populaire organisée par les religieuses qui ont un bâtiment sur la rue 31. Ils ne voulaient plus de ces bandes d'indigents qui défilaient sous leurs fenêtres. Les discrètes opérations de "nettoyage social", sont déplorées par beaucoup, sans que personne ne les conteste ou n'élève la voix. Entre les quartiers "ouverts" socialement différenciés et limitrophes, les conflits de voisinage sont récurrents et signifiants de la volonté de certains habitants de mettre à distance les indésirables et la pauvreté, selon des logiques du "*not in my backyard*" qui ne sont pas si éloignées de celles des ensembles résidentiels sécurisés où ce sont les dispositifs de sécurité et d'enfermement qui évitent la confrontation.

Cette évolution n'est pas propre aux seuls quartiers aisés. Rappelons que dans certains grands ensembles de classe moyenne comme Coapa ou Selva de Pedra (Mello & Vogel, *op. cit.*), le changement de statut des espaces publics induit ni plus ni moins une privatisation de fait qui permet de clôturer progressivement les espaces collectifs au nom de la tranquillité, de la propreté, de la sécurité, de la salubrité, de la renommée, de la distinction, et *in fine* (sans que cela ne soit jamais vraiment explicite) par peur des "autres", afin d'interdire la présence d'indésirables et d'inconnus ou tout simplement des voisins d'en face, de mettre à distance.

Outre le fait qu'elle vise à se protéger d'un environnement perçu comme menaçant, qu'elle ait des effets de contention, la fermeture a ainsi souvent une signification sociale de distinction, de renforcement de l'identité sociale, quel que soit le standing de l'ensemble résidentiel, surtout dans des environnements urbains caractérisés par une certaine mixité sociale. Dans le cas états-unien, la barrière ou le mur sont les moyens d'une protection à

fonction ségrégative qui s'inscrit dans la tradition suburbaine nord-américaine de la côte ouest⁶⁴, telle que l'a décrit Jackson (1985), et une frontière permettant à la "communauté" de se distinguer en réaction à l'anomie de l'environnement urbain immédiat, la *suburbia* indifférenciée. L'hétérogénéisation de la population a incité les classes moyennes à trouver l'ultime recours possible pour se protéger du côtoiement avec des groupes sociaux indésirables : le mur, la barrière. Se distinguer devient surtout une contrainte dans les environnements urbains changeants. Certes, les luxueux ensembles résidentiels sécurisés cherchent à maintenir des pratiques distinctives (le golf, le polo, en Argentine), à l'abri des regards indiscrets, dans la tradition des bonnes manières de l'oligarchie, mais avec beaucoup plus d'ostentation. Cependant, c'est plutôt quand l'environnement devient menaçant que la clôture devient à la fois un élément d'appropriation d'espaces publics ou collectifs qui se dégradent et de distinction par rapport à des voisins qu'on se représente d'un niveau socio-économique inférieur. Cette fonction distinctive est d'ailleurs surtout le propre des couches sociales moyennes paupérisées qui cherchent à maintenir un semblant de niveau de vie. Dans ce cas, la limite matérielle participe de la construction des limites de l'identité sociale. A Villa Olimpica, à la différence des ensembles résidentiels sécurisés récents, la fermeture ne joue pas le rôle social distinctif qu'il peut avoir ailleurs, même si les habitants se sentent privilégiés.

En Amérique latine, les grands ensembles ne sont pas à l'abri de ces stratégies rampantes de clôture. L'objectif de la fermeture de Selva da Pedra (14.000 habitants), situé à Leblon, au sud de Rio Janeiro, peut cependant être de donner un usage aux parties intérieures considérées comme les symboles du maintien du prestige de l'ensemble (Mello & Vogel, 2002). Ensemble s'inspirant de l'architecture rationaliste et entièrement planifiée de Le Corbusier, composé de 42 édifices de 13 étages et destiné aux classes moyennes, il a été construit au début des années 60 à l'emplacement d'une ancienne *favela* déplacée. Conçu avec des commerces, des espaces de circulation piétonnière, des placettes distribuées selon des principes extrêmement fonctionnalistes, il incarnait, dans les années 70, l'idéal d'une certaine modernité, mais ne générait en revanche qu'une vie sociale et "communautaire" très pauvre, une vie publique inexistante. Les barrières sociales entre les employés venant de la *favela* voisine et les résidents restaient assez figées. C'était donc également –et surtout– pour se protéger contre les habitants d'une ancienne *favela* relogés dans un grand ensemble voisin de logements encore plus sociaux, Cruzada São Sebastião, mais dont les modes de vie, les aspirations, le genre de vie (de classe moyenne, de la zone sud) n'étaient pourtant pas très éloignés, pour s'en distinguer, qu'à la fin des années 70, le grand ensemble est progressivement clos. Au tournant des années 70-80, la zone s'urbanise rapidement, avec une flambée immobilière, un développement commercial important, et une croissance du trafic automobile générant des embouteillages, et une montée de la violence quotidienne d'autant plus ressentie par les habitants de Selva da Pedra avaient eu le privilège, comme les habitants de Villa Olimpica, de vivre dans un environnement protégé et agréable. Avec la montée insécuritaire, la stigmatisation à l'encontre des résidents de Cruzada São Sebastião, perçu comme une menace, augmente d'autant plus que les habitants de Selva da Pedra les rendaient responsables de la délinquance. Cependant, où tracer une ligne entre appropriation, auto-défense et distinction ?

Dans le cas des deux vastes *manzanas* de Villa Coapa, la privatisation a été tout aussi progressive. Les motifs évoqués –récurrents dans les cas de clôture de voies sont publiques qui ont en principe été cédées par le promoteur à la municipalité, ne sont en général pas directement liés à l'insécurité ou à la peur, mais ils en dérivent. Les arguments couramment avancés par les associations de riverains, de type NIMBY, vont de la réduction de l'intensité d'un trafic routier en augmentation, source de danger et de gêne dans des quartiers résidentiels, à la limitation du stationnement des voitures extérieures au quartier (beaux quartiers de Caracas) ou des arrêts de bus (Coapa à Mexico), au maintien de l'ordre public devant des comportements incivils. En réalité, confort et insécurité sont étroitement intriqués (García Sánchez & Villa, 2001: 68). Souvent, les changements dans l'environnement urbain (urbanisation, augmentation du trafic) ont contribué à une montée en puissance des motifs sécuritaires par peur du risque et par désir d'évitement, même si la fermeture d'un ensemble peut aussi renvoyer à des processus de revalorisation symbolique, sociale et matérielle (cas de Coapa à Mexico et de Selva da Pedra à Rio de Janeiro). Coûteuse pour les résidents, elle est en général l'ultime étape d'un processus graduel qui passe par la mise en place de jardinières ou d'éléments végétaux rendant difficiles le stationnement ou la circulation avant d'arriver à la fermeture avec vigiles, guérites et grillages.

Les relations de voisinage semblent plutôt cordiales à Coapa, où le contrôle sur les espaces collectifs est faible et n'est pas assuré par une instance extérieure, mais relève du devoir de chacun. L'appropriation des espaces collectifs et/ou communautaires a même augmenté avec la fermeture. Dans la cinquième "manzana" de Coapa qui a été entièrement enclose, l'entretien et le soin porté par les individus aux espaces collectifs s'est étendu à des stratégies d'investissement de la décoration de leur domicile, même s'ils savent que l'entreprise de gardiennage ne sera pas responsable en cas de vol : signe de statut ou réassurance liée au fait que leurs biens immobiliers gagnent une certaine valeur et sont mieux protégés ? Dans les grands ensembles qui ont été fermés pour des

⁶⁴ Malgré le caractère ouvert de l'espace domestique, en particulier des jardins devant les maisons qui ne sont pas des lieux de l'échange. L'individualisme des comportements dessine les frontières invisibles du « chacun chez soi » et du "bon" voisinage.

raisons de contrôle des entrées et de sécurisation, on observe la même faible appropriation de l'espace collectif, tandis que l'amélioration de celui-ci, un meilleur entretien peuvent inciter les propriétaires à investir plus l'espace du domicile, à l'arranger, comme signe distinctif aussi.

Conflits de voisinage à l'intérieur des ensembles résidentiels sécurisés

Les lignes de démarcation territoriale sont des constructions sociales qui ne sont pas étrangères au jeu d'hétérogénéités sociales conflictuelles, aussi bien vers l'intérieur que vers l'extérieur. Les limites, autant que l'altérité, peuvent aussi parfois intérieures, quand c'est le refus du mélange, la recherche de la distinction qui prévalent. Certains résidents se sentent parfois plus proches des gens de l'extérieur que de leur propres voisins. Dans les ensembles résidentiels sécurisés de grande taille qui comportent des secteurs socialement hétérogènes entre eux offrant des produits et des services différenciés (l'opération immobilière de Nordelta à Buenos Aires ou les *countries* tels Monte Claro), les grilles et les douanes urbaines internes qui jouent un rôle filtrant réservant la jouissance des équipements aux seuls membres du club (cas de Monte Claro) dessinent aussi des divisions sociales. A Monte Claro, l'accès par l'autoroute situé dans la partie basse est ainsi le privilège distinctif des membres du club, des secteurs de Villas et Laguna, tous cotisants, ou de ceux de Lomas qui choisissent de l'être. La séparation entre le haut et le bas a tendance à s'accroître: les habitants de Lomas et de Laguna qui avaient auparavant accès à la petite épicerie du secteur de Villas, n'y ont plus le droit à la suite de dégâts sur une machine distributrice, payée par le syndicat de copropriétaires de ce secteur et attribués aux riverains de l'autre partie, suspectés à leur tour. Dans le lotissement fermé de Santa Mônica à Barra da Tijuca (cf. Serfaty, 2000 : 83-84), une séparation matérielle et des accès différenciés ont été créés entre le *club house* accusé de recevoir des "nouveaux riches" de l'extérieur (généralement de *condominios* au style de vie et au peuplement d'un autre "genre") et les habitations. A Nordelta, les différents lotissements sont identifiés par des limites conventionnelles et matérielles –un grillage, un plan d'eau, élément naturel qui fonctionne comme un mécanisme de distinction sociale et symbolique- auxquelles s'ajoute une avenue importante qui crée une autre séparation physique et symbolique entre lotissements riches et lotissements "normaux", "de travailleurs". Le promoteur de la "ville" qui, comme dans les quartiers fermés londoniens décrits dans le chapitre 5, habite le secteur le plus privilégié, se permet d'ailleurs de sélectionner ses voisins. Dans ces circonstances, les relations sociales se font surtout sur la base du voisinage, tandis que la communication entre les lotissements est quasiment inexistante. Une résidente d'un autre ensemble du nord-ouest de Buenos Aires de plus de 300 hectares, qui a été divisé en secteurs bien identifiés, dit: « Il semble que tu vois surtout tes voisins les plus proches (ceux du secteur) dans la journée. Je connais des gens qui vivent ici et que je voyais plus auparavant que maintenant. Mais ils vivent à l'autre bout et je ne les vois jamais, on parle au téléphone ». Pourtant, la division en "quartiers" doux euphémisme pour des "secteurs", portions de ville vidées de leur charge affective, cherche à établir une hétérogénéité contrôlée, même si la séparation ne sert qu'à mettre à distance.

Pilar, où le développement en *countries* et *barrios cerrados*, a été spectaculaire, a servi de prototype pour la production de l'image d'un nouveau style de vie, avec ses universités, ses collèges, ses cimetières privés, ses centres commerciaux, ses tournois de polo ou de tennis *inter-country* (de même que Barra à Rio). Le "style de vie" est d'ailleurs, comme on l'a vu, l'argument de vente majeur des ensembles résidentiels sécurisés. Mais il faut sans doute y ajouter d'autres lignes de division, externes autant qu'internes: entre les ensembles résidentiels sécurisés de grande superficie et de standing (les *countries* à Buenos Aires) et les petits lotissements à usage exclusivement résidentiel (sans équipement sportif); entre les "vieux" et les "nouveaux" habitants qui ne partagent pas nécessairement les mêmes préoccupations; entre les personnes âgées et les jeunes couples avec enfants dont les intérêts sont également divergents; entre les hommes et les femmes, entre les mères au foyer, les professionnelles qui travaillent à domicile dans la zone proche et les femmes qui continuent de faire la navette entre la capitale et leur lieu de résidence, etc.

M. Svampa (2001 : 98-102) évoque clairement les conflits entre anciens et nouveaux habitants dans l'un des *countries* les plus sélects et traditionnels du nord de Buenos Aires. Ils découlent en partie de la transformation progressive du *country*, passé d'espace de loisir de fin de semaine pour les familles descendantes de l'ancienne oligarchie argentine, à lieu de résidence permanente pour des ménages, plus jeunes, souvent avec des enfants, à la réussite professionnelle éclatante. Ces derniers exigent de l'administration des équipements répondant à leurs besoins (structures de garde...), que les vieux résidents, plus âgés, refusent de financer, d'autant plus que beaucoup ne viennent qu'en fin de semaine. Cette distinction est également notable dans le cas de Barra da Tijuca (cf. Serfaty, 2000), où les premiers habitants arrivés dans les années 70 et qui se considèrent comme des pionniers arrivés dans un espace relativement vierge à l'époque, essaient de se prémunir contre l'invasion des « nouveaux riches », stars du football, de la télévision, de la finance, etc., des années 90. Par exemple, dans le *condominio* de Golden Green, le footballeur Ronaldinho est toléré par les riverains en raison de sa notoriété, mais moins les membres de sa famille qui viennent faire la fête... Ainsi, l'ensemble résidentiel sécurisé est-il traversé par de multiples lignes de division, imperceptibles de l'extérieur, et qui sont parfois inscrites dans le territoire par des barrières et des guérites, comme dans les séparations avec le monde extérieur. Si les ensembles

résidentiels fermés ont des limites matérialisées, la représentation et le vécu de celles-ci montrent qu'il n'y a pas une stricte superposition entre l'intérieur et l'extérieur, entre le même et l'autre.

De l'échange ponctuel de petits services aux relations d'amitié, le voisinage se vit ainsi d'autant de manières que dans les quartiers populaires, surtout quand les individus souffrent, comme on l'a vu, d'un relatif isolement ou d'un enclavement. Bien qu'il soit difficile de qualifier l'intensité des échanges en milieu populaire ou dans des milieux aisés, on peut se borner à constater que, dans les ensembles résidentiels sécurisés, ceux-ci sont individualisés, à la différence des quartiers populaires anciens et consolidés où ils ont aussi une dimension collective, même si celle-ci est le fruit d'une construction. Sans qu'il ne faille idéaliser la vie sociale des quartiers populaires, les réseaux d'entraide, familiaux, sociaux, inexistantes dans les ensembles résidentiels sécurisés, jouent un rôle dans le maintien du lien social. Néanmoins, à la différence des quartiers populaires où la densité de population est extrême, l'organisation de l'espace de l'ensemble résidentiel sécurisé devrait permettre l'interaction, et c'est la représentation qu'en ont les candidats à l'accession à la propriété : les maisons sont rarement encloses, les baies vitrées nombreuses, à la différence d'un habitat de ville où, au rez-de-chaussée, du moins, les fenêtres des appartements sont grillagées, les volets fermés et les rideaux tirés, les espaces de rencontre nombreux, etc. Pourtant, c'est plutôt le contraire qui se passe : les relations avec les voisins, comme on l'a vu, sont parfois cordiales, mais plus généralement inexistantes. Les *club houses* semblent plutôt désertés. Surtout dans les lotissements sécurisés où les parcelles sont de petite taille, les voisins peuvent facilement devenir envahissants, les regards gênants, les conflits de voisinage prendre une grandeur à la mesure de la rigidité des règlements. Tandis que, dans les représentations, le manque d'intimité et la promiscuité sont associés au bidonville ou à l'appartement de ville, dans les pratiques et dans les relations de voisinage, surtout dans les petits lotissements, on observe plutôt une perte d'intimité qui peut parfois dériver vers une perte de contrôle sur l'environnement proche. La proximité spatiale, accentuée par les régimes d'exposition visuelle, peut ainsi être vécue comme une intrusion. Dans les ensembles résidentiels sécurisés comme dans les grands ensembles de classe moyenne (par exemple, Pedra da Selva à Rio), les formes planifiées ne favorisent guère les échanges sociaux.

Les habitants, au-delà des représentations qui sont diffusées (des lieux à vivre, une certaine mixité dans l'homogénéité pour les ensembles d'une certaine taille), sont parfois conscients de résider dans un environnement urbain planifié, mono-fonctionnel, avec un zonage strict. Cet environnement est le reflet des logiques de segmentation à l'œuvre dans le monde marchand. Nombreux sont ceux qui adhèrent à cette utopie de l'ordre, même si certains se rebellent ponctuellement contre lui. Dans ces environnements fortement planifiés et contrôlés où tous les moindres détails, y compris jusque dans la vie familiale et personnelle (étendre son linge, tondre son gazon, etc.) sont régis par un règlement draconien, ne pas respecter la règle, c'est risquer de se marginaliser, y compris de se voir exclure de la "communauté". Or, c'est sans doute dans le rapport que les individus entretiennent avec les normes et les règlements que se révèlent le mieux le sens du rapport à "l'autre". Les modes d'exclusion de ceux qui refusent de s'y plier, en particulièrement dans les *countries*, les nouveaux arrivants, sont révélateurs. Dans les copropriétés sécurisées, où tous les copropriétaires, sans exception, doivent payer les charges, le caractère draconien des règlements permet de mettre au pas les plus récalcitrants et constitue l'un des dispositifs les plus puissants de l'homogénéisation : qui refuse de s'y plier, se voit progressivement exclu de la collectivité.

La discrimination envers ceux qui sont différents, peut être poussée: telle histoire d'une famille russe, étrangère, qui « ne vivait pas comme nous, ne se lavait pas comme nous et dont les enfants n'étaient pas acceptés par les nôtres » et qui ont fini par quitter l'ensemble résidentiel sécurisé de Canning (Buenos Aires) où ils avaient acheté une maison; cette femme qui a fait la douloureuse expérience de se voir marginalisée, avec ses enfants, parce que, protestante, elle avait refusé de mettre ses enfants dans les collèges catholiques de la zone d'un grand *country* de Pilar qu'elle jugeait en plus très conservateurs; telle autre habitante de Green Park à Pilar, qui, se déplaçant à bicyclette, est regardée de travers par les autres qui se moquent d'elles. M. Svampa (2001: 185-187) relate les péripéties d'un homme, employé dans une agence de publicité, qui, ayant acheté une parcelle plutôt bon marché dans un *country* traditionnel du nord-ouest de Buenos Aires avec l'idée de mener lui-même les travaux de construction de sa maison, a dû affronter la mauvaise volonté des membres de l'administration: durant les travaux, les petites entorses qu'il faisait, souvent involontairement, au règlement intérieur, lui attirait l'ire et les remarques des gérants qui ne manquaient pas de lui faire refaire tout ce qui n'était pas conforme. Lui pouvait néanmoins constater que ses riches voisins pouvaient se permettre d'enfreindre les normes locales, voire le code d'urbanisme, sans que cela ne cause aucun problème... L'anthropologue brésilienne C. Patriota de Moura (2003) raconte les difficultés d'acceptation de la part des résidents, qu'elle a connues dans une copropriété "sélect" sur laquelle elle a fait de l'observation participante, parce qu'elle n'était jamais reconnue comme "paire", ne résidant pas là, pouvant être alors confondue avec une professeure de gymnastique ou n'importe quel autre prestataire de service extérieur. Une habitante du *condominio fechado vertical* de Riviera dei Fiori tient ainsi des propos révélateurs des lignes souhaitables de partage de l'inclusion et de l'exclusion, et du rôle des styles de vie dans la délimitation de celles-ci : « Moi, j'aime beaucoup cet endroit. Les gens ne te dérangent pas. Tous ont à peu près la même éducation. Quand ce n'est pas le cas, ils ne restent pas beaucoup ici,

ils se sentent déplacés, ils déménagent rapidement. C'est vraiment super, agréable, ici. J'aime beaucoup cet endroit. Tranquillité, silence, beaucoup de calme. Vous pouvez descendre et marcher dans la résidence, vous ne vous sentez jamais perdu. Vous avez besoin de faire une course, vous téléphonez, et la boulangerie vous livre ». Parfois, comme l'indique G. Thuillier à propos de Buenos Aires, c'est à travers des moyens qui font appel à la délation, à la désignation des coupables (petites affichettes à l'entrée de la copropriété qui rappelle qui n'a pas payé ses charges, etc.-). Un ancien avocat, pourtant d'origine patricienne, en a fait les frais en voulant s'opposer à la volonté de clôture du *country-club* qui appartenait originellement à l'Université de Buenos Aires, le C.U.B.A. : mise à l'écart, menaces de mort, pressions de toutes sortes (Thuillier, 2002 : 296).

Le trop-plein normatif est le propre des espaces extrêmement planifiés. De la même manière que dans les ensembles résidentiels sécurisés, dans les grands ensembles d'architecture moderniste, à l'excès de planification s'ajoute l'inflation réglementaire, règlements conformes aux vœux des résidents, comme c'est le cas à Selva da Pedra à Rio (Mello & Vogel, 2002). C'est d'ailleurs le partage de règles du savoir-vivre ensemble, la normativité interne, imposées par les habitants eux-mêmes, c'est-à-dire d'après les assemblées de copropriétaires, de la manière la plus démocratique possible, puisque chacun devrait alors le droit de faire entendre sa voix, construisant une soi-disante communauté.

L'école et l'église : des symboles de la dissolution du lien social ?

Dans certaines situations socio-spatiales, les difficultés de la mitoyenneté sont particulièrement avivées et les évitements se manifestent dans des lieux particulièrement symboliques. En Argentine, et en général dans le reste de l'Amérique latine, pour les classes moyennes, l'école a toujours été un puissant facteur de cohésion sociale. En Argentine, laïque, obligatoire, d'une excellente qualité, où elle a été l'un des mécanismes d'ascension et de l'intégration des classes populaires moyennes, les taux de scolarisation primaire avoisinent les 100%. La part des écoles privées était restée toujours marginale même dans les beaux quartiers.

L'église, notamment catholique, a également joué un rôle fondamental dans la construction des liens sociaux et des solidarités communautaires, en particulier dans les quartiers populaires, qu'elle ait été conservatrice ou au contraire imprégnée de la théologie de la Libération. La diversification des églises (héritées ou dérivées du protestantisme), l'ouverture de la palette des cultes fait d'ailleurs largement concurrence à l'église catholique.

Les choses ont ainsi radicalement changé.

Pour les lieux de culte, tout d'abord. L'église est l'objet de conflits d'appropriation, voire de tentatives de privatisation. G. Thuillier (2002 : 289) et M. Svampa (*op. cit.* : 164) rapportent ainsi tous les deux la même "anecdote", significative d'un refus de côtoiemment des pauvres par les plus riches : celle du conflit qui a opposé certains résidents de *countries* aux autorités ecclésiastiques. Ceux-ci demandaient en effet la construction d'une paroisse avec un office religieux à l'intérieur même de leur *country*, revenant ainsi en quelque sorte, aux antiques pratiques de la noblesse européenne au moment où les liens entre les monarchies et la noblesse permettait à cette dernière d'avoir ses propres lieux de culte. En 2001, le clergé a clairement signifié sa position de refus de « privatisation du religieux » en faveur d'un œcuménisme et d'une communauté de partage et d'accueil. Il serait cependant abusif de vouloir généraliser ces histoires de *countries* exclusifs, parmi les plus traditionnels et les plus anciens, à l'ensemble des lotissements résidentiels sécurisés.

Pour l'école, ensuite. D'un côté, face à l'appauvrissement et la désaffiliation sociale, l'école est restée comme la principale institution capable d'offrir un support minimum aux familles abandonnées de toute autre protection publique. Les enfants, par exemple, y font souvent leur unique repas journalier. De l'autre, si elle continue à être présente dans tous les quartiers, pauvres comme riches, la réduction constante des crédits budgétaires et des salaires des enseignants depuis trente ans, permet difficilement aux directeurs d'école de faire face à une mission de plus en plus importante. Si les plus riches, devant la dégradation de l'institution publique se tournent vers les écoles et collèges privés qui ont fleuri partout, remportant un succès à la hauteur du désinvestissement public dans l'éducation nationale, un processus de "privatisation" des écoles publiques a donné un rôle essentiel aux associations de parents dans le financement de nombreuses activités, du moins en Argentine. Comme en Europe ou en Amérique du nord, l'école est devenue l'un des enjeux de la démocratie, l'un des emblèmes d'une crise sociétale, dans les quartiers riches, mais aussi dans les quartiers populaires, les stratégies d'évitement descendant parfois jusqu'à des échelles infra-territoriales très fines.

L'objet de l'ouvrage de M. Svampa sur les *barrios cerrados* et *countries* dans l'agglomération de Buenos Aires portait, entre autres, sur l'analyse de la manière dont, justement, l'école, en se privatisant, ne permet plus de "faire société", à quel point elle n'est plus un outil d'intégration, de côtoiemment des couches sociales, qu'elle a été. L'école des enfants (privée, en l'occurrence) occupe une place privilégiée dans les choix résidentiels effectués par les ménages (p.116). Ces stratégies ne sont pas étrangères à celles des ménages français qui essaient à tout prix de contourner la carte scolaire qui est censée garantir l'égalité républicaine. L'échec du *busing* aux Etats-Unis n'est pas sans rappeler les difficultés de l'institution scolaire argentine, conçue comme

une véritable "machine à intégrer". Dans certaines municipalités du Grand Buenos Aires, l'augmentation de l'offre en collèges bilingues (avec une surenchère de services) et en universités privées a comblé un vide et a surtout répondu à la demande croissante de la part des ménages récemment installés dans les ensembles résidentiels sécurisés. L'école, organisée selon un modèle profondément dualiste en périphérie urbaine (l'école "publique" des pauvres avec tous ses problèmes sociaux, et l'école privée des "riches"), alimente le modèle de socialisation endogène et homogène des enfants des ensembles résidentiels sécurisés, en raison des droits d'accès, élevés, par rapport à l'école publique, gratuite. Pourtant, dans les ensembles résidentiels sécurisés, la sélection de l'école primaire ou du collège des enfants révèle aussi, le cas échéant, des logiques d'évitement : entre « nouveaux riches », « riches traditionnels », « catholiques », etc. K. Serfaty (2000) décrit, pour le cas de Barra da Tijuca, les stratégies des promoteurs pour contrevenir à la construction d'une école publique qui entraînerait une trop grande mixité et la venue d'habitants de Jacarepaguá, localité voisine plus "pauvre" : construire une école privée sur des terrains privés à l'intérieur du *condominio*, utiliser à des fins privées les terrains réservés à l'implantation de l'école publique, et bâtir dans la localité voisine une école publique.

Les riches et les couches sociales moyennes- supérieures vivant dans des ensembles résidentiels sécurisés ne sont pas les seuls à déployer ces stratégies d'évitement qui transitent par des symboles forts de la vie en société, par des lieux publics tels l'église et surtout l'école. Comme si la proximité spatiale de groupes sociaux différents, la mixité et la coexistence étaient de plus en plus difficilement vécues par des individus qui se sentent menacés et se réfugient dans des territoires ouverts ou fermés, aux limites parfois floues, ce qui engendre des conflits d'appropriation, de mise à distance. La territorialisation des groupes sociaux, leur ancrage dans le territoire se font sur des bases moins affectives que défensives et d'appropriation. Revenons sur le cas de Ciudad Evita, à ce titre particulièrement significatif.

A Ciudad Evita, les lieux d'échange, de côtoiement, de co-présence se comptent sur les doigts de la main, ce qui ne signifie pas, qu'à l'échelle de chaque sous-ensemble, ces lieux n'existent pas. Du côté des pauvres, aucune institution publique n'offre des possibilités de construire une sociabilité commune avec leurs voisins un peu plus aisés et cette absence contribue aux processus de repli sur le territoire assigné ou conquis, selon les cas. Chacun se retranche dans son quartier comme dans une redoute. Aussi, à la différence de la zone des chalets, lieu originel de l'urbanisation de Ciudad Evita, tout contribue à augmenter l'importance du "quartier", c'est-à-dire en l'occurrence, de l'espace de proximité: les quelques commerces, les structures d'une solidarité quasi exclusivement fondée sur des liens de proximité, la présence de l'Église et de leaders ou médiateurs qui articulent ces quartiers au système politique et à l'aide sociale. Le déclin du militantisme dans les partis traditionnels a érodé les formes de la sociabilité et la solidarité.

Les deux seules institutions, l'Église et l'École qui ont vocation à rassembler les habitants, sont l'objet d'évitements entre les différents quartiers qui composent l'ensemble. Si, en général, les choix du lieu de culte ou de l'école pour les enfants se font en fonction de logiques de proximité, de plus en plus, les clivages sociaux et la stigmatisation des quartiers apparaissent comme des critères de sélection d'un établissement scolaire ou d'une église.

A Ciudad Evita, la Fondation Eva Peron avait pris le soin d'équiper chaque circonscription avec une grande école primaire et de construire un grand collège secondaire à la première circonscription. Certes, des écoles ont été créées plus tard dans les nouveaux "quartiers" (cités de transit) de Villegas et José Ingenieros, mais la plus forte concentration demeure du côté des Chalets. Les écoles de la Fondation Eva Perón sont de très bonne facture constructive, spacieuses et agréables, ce qui n'est pas le cas des écoles publiques de Villegas ou de José Ingenieros, clairement plus pauvres.

Cependant, les restrictions budgétaires touchent aujourd'hui toutes les écoles de la province de Buenos Aires en charge de l'éducation depuis la décentralisation des années 1990. Seuls les salaires des enseignants et le financement de la cantine sont à la charge de la province. L'entretien des écoles et leur fonctionnement sont assurés par le système de la *cooperadora* (association de parents d'élèves) et, de plus en plus grâce à l'inventivité des instituteurs -, creusant ainsi la différence entre les écoles de Villegas, de José Ingenieros et celles des chalets de Ciudad Evita.

Ici comme ailleurs, ces différences donnent lieu à des stratégies de "distinction sociale" des uns et d'évitement des autres. Tout se passe comme si, sous la pression de l'appauvrissement et des inégalités sociales, et avec l'aggravation provoquée par le manque de ressources allouées à l'éducation, l'école était devenue le territoire d'un jeu de cache-cache auquel se livrent les parents d'élèves. Ainsi, lorsque les parents des quartiers périphériques arrivent à placer leurs enfants dans une école des "Chalets", les voisins de cette école cherchent à leur tour à éviter les "mauvaises fréquentations" et essayent de les inscrire dans des écoles plus lointaines. Les enseignants décrivent alors un effet de domino où une onde de choc traverse les écoles depuis la périphérie vers le Sud de Ciudad Evita. En effet, saturées et dégradées, avec de très graves problèmes de violence, - les enfants viennent souvent armés - , les écoles de Villegas sont désertées par les parents qui réussissent à faire accepter leurs enfants dans les établissements de Ciudad Evita, en fonction de leur niveau scolaire et des places

disponibles. Ceci a eu pour effet le départ de la population scolaire de la circonscription IV de Ciudad Evita vers l'école 150, abandonnant la 152, dans la circonscription IV, à ceux de l'*asentamiento* et des *monoblocks*.

Contrairement à l'école, l'Église argentine, dont la hiérarchie est très conservatrice, n'a jamais été un facteur d'égalisation sociale. Cantonnées dans leur territoire, les communautés catholiques ont plutôt renforcé les différences. Jusqu'à une date récente, les curés de Ciudad Evita attisaient les discordes, en soutenant le discours des habitants des Chalets dans leur condamnation permanente des *monoblocks* comme étant des quartiers de "mauvaise vie". Et les différentes chapelles ont ouvertement mobilisé contre les *asentamientos*. Lors de l'occupation de terres de 1986, et plus encore lors de celle de 1988, les autorités paroissiales avaient participé activement au rejet des *asentamientos*, aux côtés des voisins de la IIIe circonscription.

On compte à Ciudad Evita sept chapelles de l'Église catholique, regroupées en trois paroisses. Dans les deux premières, l'organisation institutionnelle de l'Église catholique semble s'accommoder de l'organisation territoriale initiale de Ciudad Evita, reproduisant l'autarcie des circonscriptions et laissant la ville s'homogénéiser par le paysage des chalets et des espaces verts de la cité-jardin. Cependant, une troisième paroisse rompt la règle : avec cinq chapelles, elle occupe un vaste territoire qui comprend les circonscriptions III et IV, le grand ensemble de Villegas et l'*asentamiento* 22 de Enero. Elle brise le cloisonnement entre les zones Sud et Nord et transgresse les frontières entre les territoires des chalets, des "*monoblocks*" et des "cabanes" de l'*asentamiento*. Cette situation "atypique" résulte d'une évolution au sein de l'Église, marquée par leur rôle croissant de celle-ci dans l'organisation des quartiers pauvres.

En effet, en 1994 sa position change radicalement vis-à-vis des *asentamientos*. La paroisse qui avait traditionnellement son siège dans la chapelle du Sacré Coeur de Jésus située dans la IVe circonscription, déplace son centre de gravité vers la chapelle San Antonio, en plein cœur de Villegas, à proximité immédiate de l'*asentamiento*. Les prêtres sont alors parmi les premiers et les seuls, avec les chauffeurs de bus et les policiers du commissariat de la *Primera*, à avoir une activité à cheval sur ces différents territoires. Un groupe de jeunes prêtres, proches de la théologie de la Libération, a été directement impliqué dans les diverses actions collectives et les projets sociaux mis en œuvre dans ces quartiers (réfectoires populaires, cours d'alphabétisation, programme de lutte contre la drogue).

Mais c'est pourtant la logique territoriale du morcellement social, entre propriétaires et non propriétaires, entre pauvres et moins pauvres, entre *villas* et grands ensembles, qui l'emporte. Les habitants résistent à la volonté d'une intégration plus large qui transgresserait les limites des quartiers. Malgré les efforts réalisés par les prêtres pour célébrer les différents rituels et les fêtes religieuses de façon commune, aucune communion entre les différentes chapelles de la même paroisse n'a été possible. Les *remises* (voitures de location) de Ciudad Evita refusent souvent d'entrer à Villegas pour amener les curés d'une chapelle à l'autre, et les prêtres des Chalets veulent rentrer avant 7 heures du soir lorsqu'ils vont à San Antonio, par crainte de se faire agresser. Le jeu des communautés territoriales semble rentrer à l'église plus que la communauté ecclésiastique ne semble s'imposer aux différents groupes sociaux.

Conclusion

La fermeture matérielle vise à diminuer les risques liés à la ville et à filtrer les "inconnus différents", ayant une fonction pragmatique forte de différenciation entre les individus en fonction de leur faciès et de leur rôle. La matérialité de la frontière a des conséquences symboliques, en termes de violence exercée sur les "autres", ceux que les murs, les grillages, les guérites semblent rejeter. Mais elle n'est généralement pas perçue comme telle par les résidents qui y voient un dispositif finalement assez normalisé dans un contexte fortement insécuritaire. Les limites physiques contribuent également à la construction et à la reproduction des identités sociales dans des environnements changeants.

L'intolérance vis-à-vis de la différence, fortement liée à la stigmatisation des quartiers populaires, les difficultés de la mitoyenneté, du « vivre ensemble » ne concernent cependant pas seulement les ensembles résidentiels sécurisés, mais, comme on l'a vu, l'ensemble de la ville : la peur des « bidonvilles » gagne tous les quartiers, qu'ils soient ouverts, fermés, de classe supérieure, marqué par une forte concentration de nouveaux riches ou par la présence d'intellectuels et d'artistes : La Macarena craint la Perseverancia ; Pedra da Selva se protège contre Cruzada São Sebastião ; les habitants de la partie originelle de Ciudad Evita essaient de dresser un cordon sanitaire avec les quartiers populaires, en particulier les bidonvilles et les *asentamientos*, et l'Église comme l'École sont fortement significatives de ces stratégies d'évitement.

L'effectivité de la frontière matérielle qui a des effets évidents de contention et une fonction de filtrage et de dissuasion, dépend néanmoins beaucoup de la nature de l'environnement urbain, de la sélectivité du peuplement, du degré d'autonomie de l'ensemble résidentiel sécurisé. On a vu qu'en particulier à Barra ou à São Conrado, le

contrôle de l'entrée pouvait être assez lâche. C'est sans doute aussi que la frontière joue un autre rôle que celui que lui assigne la littérature sur le sujet. Ne fait-elle vraiment que symboliser la fracture sociale ? Il semble que, même si la violence urbaine et la paupérisation des classes moyennes ou du milieu ouvrier aient contribué à dresser les quartiers populaires contre les autres, il faille aussi chercher les raisons de l'auto-enfermement des classes moyennes ailleurs. En tout cas, les raisons en sont plus complexes.

Il est certain, en revanche, que les processus de fermeture accompagnent une modification importante des rapports entre la sphère publique et la sphère privée, et qu'ils ont des impacts importants sur l'urbanité, en particulier sur la place de l'espace public dans l'expérience urbaine et dans les vies citadines.

Chapitre 9 : Lieux publics, de l'espace public à l'espace collectif⁶⁵

Les processus avancés de décomposition sociale et politique, la rapidité du désengagement des pouvoirs publics dans l'action sociale qui s'est souvent cantonnée dans l'assistanat, ont contribué à l'étiollement des relations entre les quartiers, voire entre habitants d'un même quartier. On a vu, au sujet du cas de Ciudad Evita, à Buenos Aires, que, dans des zones mixtes de classes moyennes et populaires, l'absence ou la disparition de lieux publics, semi-publics ou collectifs ne favorisaient pas l'épanouissement de l'échange social et les rapports de voisinage. L'école et dans certains cas l'église sont effectivement devenus des vecteurs de la discorde entre des quartiers socialement contrastés. L'école privée représente ainsi l'une des plus importantes ruptures dans l'espace public. Celui-ci était en effet idéalement basé sur un mélange et une hétérogénéité sociale qui étaient, certes, conditionnés par les formes de la ségrégation urbaine, mais qui, du moins, étaient potentiels, sinon qu'ils existaient réellement.

Ce chapitre a une entrée légèrement différente de celle des deux chapitres précédents. En particulier, ici, le regard se déplace de l'espace strictement résidentiel vers les lieux publics (au sens des usages et non dans une acception juridique), les lieux de l'entre-deux, éventuels espaces de la mobilité, de l'échange, de la rencontre, bref de l'habiter au sens large du terme, à l'intérieur comme à l'extérieur du "quartier", c'est-à-dire de l'espace intermédiaire. Il s'agit d'aborder la problématique du rapport entre le "vivre ensemble"/ "vivre entre soi", la peur en ville et les processus de fermeture à partir des usages des lieux qui mettent les individus et les groupes sociaux en présence, hors assignation spatiale, et assurent des fonctions urbaines vitales (le commerce, l'échange au sens large du terme). Dans tous les cas, c'est d'une part parce que ces objets urbains sont les supports et les réceptacles de sociabilités et d'échanges, d'autre part parce qu'ils ouvrent sur la question des rapports entre le public et le privé, que leur étude a une pertinence. La pluralité d'usages et de publics, le côtoiement et la cohabitation (d'usages, de publics), l'acceptation non-négociable de la figure de l'étranger dans toutes ses différences, les modes de règlement des conflits (et donc leur acceptation), définissent l'espace public. La rue, si elle n'est que l'une des modalités socio-spatiales d'expression de l'espace public, est dotée d'enjeux identificatoires forts à travers les usages qu'on en fait. Avec le déplacement d'une grande partie des pratiques d'achat, de loisir et de sociabilité vers d'autres espaces, notamment privés, tels les centres commerciaux et les complexes de loisir, la présence ou l'absence de commerces dans un quartier à fonction résidentielle sont, beaucoup moins qu'auparavant, des indicateurs du degré d'autonomie d'un secteur urbain par rapport au reste de la ville. En quoi les normes (privées, publiques), les formes matérielles (ouvertes, fermées), génèrent-elles des rapports sociaux différenciés? Comment et où les individus, les groupes sociaux s'ajustent-ils entre eux, le cas échéant? Enfin, quelle catégorie d'espace construisent ceux qui s'approprient à titre privatif des morceaux de l'espace public?

L'idéalisation de la ville européenne et la mythification de l'espace public

Loin de nous l'idée que les villes ne subissent pas des tendances à la fragmentation (Navez-Bouchanine, 2003), mais certaines études pointant la "ville fragmentée" ou la "mort de la ville" (Choay, 1994) mettent fréquemment en avant une vision nostalgique de la ville européenne, d'antan (avec son centre, ses quartiers –ouvriers ou non-, ses espaces publics, lieux idéalisés du rassemblement, d'une sociabilité harmonieuse). La position de F. Choay est particulièrement explicite: sous l'effet du développement des réseaux, "l'urbain", spatialement discontinu, fait de "non-lieux", brouille les jeux d'échelle, et présente un divorce entre l'*urbs* et la *civitas*, ce qui mène l'auteure à conclure: « la ville européenne, encore si massivement présente, bien que drastiquement entamée, doit et pourrait être à la fois préservée et utilisée comme œuvre d'art, comme patrimoine social et comme incitation à des retrouvailles avec les échelles d'urbanité » (p.34). Hors de la ville européenne, celle des villes-centres, point d'urbanité?

Certains auteurs cherchent pourtant à nous prévenir contre ces visions nostalgiques, ainsi que contre l'idéalisation et la mythification d'un espace public pluriel, démocratique et fédérateur, nourri par la référence athénienne, où femmes, métèques et esclaves n'avaient pourtant pas de droit de séjour. En Amérique latine, le "mythe" de l'espace public urbain se construit sur le mélange et la coprésence qu'il est censé incarner. L'idéal de la cité européenne antique y fonctionne aussi à plein (cf Geraiges de Lemos, in Cabrales Barajas, 2002: 217). Effectivement, la forte démocratisation de la fréquentation de l'espace public et du centre-ville qui a suivi l'ascension sociale des classes moyennes au cours du XX^{ème} siècle, a permis de contrer les tendances finiséculars à une confiscation de ceux-ci par les élites et à leur instrumentalisation au nom de la construction de la Nation, comme moyen de l'imposition d'une ségrégation (Monnet, 1993). Néanmoins, d'une part, des travaux d'historiens ont également montré que la ville latino-américaine était depuis longtemps traversée par toutes sortes de ségrégations et de mises à l'écart (entre existence des bidonvilles, expansion d'une banlieue,

⁶⁵ Ce chapitre reprend principalement les apports de V. Baby-Collin, G. Capron, A. Gauvin, P. García Sánchez, A. Giglia, S. Gonzalez, M. Lacarrieu, B. Sabatier, G. Thuillier.

comme à Buenos Aires, considérée par d'aucuns, comme un moyen de distanciation des classes populaires, etc.). D'autre part, la mythification de l'espace public est le reflet de celle de l'urbanité européenne. Ces mythes informent les représentations collectives et obscurcissent la compréhension. En revanche, un espace public accessible et pluriel, qui ne renverrait pas à des visions historiques infondées, peut constituer un horizon démocratique.

Il y aurait sans doute lieu aussi d'interroger l'idée de l'existence d'une unique ville européenne. R. Fishman (1987) a analysé le développement des *suburbia* comme « un choix conscient fondé sur la structure économique et les valeurs culturelles de la bourgeoisie anglo-américaine », dont le lieu de naissance est pour lui, sans conteste, Londres à la fin du XVIII^e siècle ; il réfute les arguments de ceux pour qui la suburbanisation est un processus américain, soulignant le retard avec lequel le mouvement s'est manifesté dans les villes des Etats-Unis. Il insiste sur la dimension culturelle de l'acceptation de cette forme bien particulière de croissance, en montrant comment Paris, au XIX^e siècle, y a résisté: les villes du continent européen et d'Amérique latine sont restées attachées aux structures urbaines traditionnelles, alors que les villes britanniques et nord-américaines s'engageaient dans la voie de la suburbanisation. Pour Fishman, l'apogée de la suburbanisation n'est autre que l'émergence de Los Angeles comme "métropole suburbaine", dont la structure même, et pas seulement les marges, se modèle sur le *suburb*. Face à l'hypothétique modèle convivial de la ville européenne, Los Angeles joue un rôle de "repoussoir" qui était dévolu à Londres par les auteurs français du XIX^e siècle. Elle apparaît comme la non-ville ou l'anti-ville par excellence, l'expression maximale de la fragmentation, de même que Mexico incarne tous les fantasmes de la "monstruopole" (Capron & Monnet, 2000). Des auteurs comme V. Gruen (1964) regrettent, dès la fin des années 50, la disjonction entre le centre et la périphérie, critiquant le déclin et la fin des villes. Certes, la ville états-unienne s'enracine dans un courant fortement anti-urbain, et les *suburbs* ont permis la mise en œuvre d'une véritable ségrégation raciale. Mais cette "mise à l'écart" pousse aussi sur le terreau d'une réalité géographique et culturelle, soucieuse de la nature et de la tranquillité, très éloignée de la tradition urbaine latine. Les cités-jardins d'Ebenezer Howard, qui pourtant s'opposaient à l'éclatement des banlieues londoniennes en proposant un modèle intégré et global, jetaient les bases d'une ville privée, verte, gérée par une association communautaire de propriétaires, ville qui a donné lieu à de multiples réinterprétations, hier et aujourd'hui, en Amérique latine, loin de leur modèle original. L'architecture des *gated communities*, et en général des ensembles résidentiels sécurisés latino-américains, surtout pour les plus vastes et les plus récents, est très influencée par les doctrines du *New Urbanism*, courant architectural dont on a vu qu'il prônait le retour à des formes néo-traditionnelles. La ville de Disney, Celebration, comme le rappelle S. Didier, doit beaucoup à ce courant architectural qui fait référence à la ville du passé perçue comme idéale et vise à reconstituer un lien communautaire perdu (Didier, 1997: 5).

Il semble donc nécessaire de procéder à ces quelques rappels avant de procéder à l'analyse des transformations de l'espace public et des lieux de la rencontre dans les villes latino-américaines.

Rues, espaces et lieux publics dans les « quartiers ouverts »

La rue du quartier populaire : une structure de familiarité

Autant que dans les ensembles résidentiels sécurisés, dans les quartiers populaires, ce sont essentiellement les riverains, les gens du quartier qui font usage de la rue. En effet, la restriction de l'accessibilité, à travers les codes d'interconnaissance/ reconnaissance, fait du quartier un espace intermédiaire entre le public et le privé, du point de vue des sociabilités. Néanmoins, la rue du quartier populaire reste potentiellement plus ouverte aux "étrangers" que les espaces communs de l'ensemble résidentiel sécurisé. Les fêtes sont d'ailleurs souvent une occasion pour faire venir des gens de l'extérieur. Dans les quartiers populaires, la rue est le réceptacle de pratiques plus diversifiées et moins normées que celle de l'ensemble résidentiel sécurisé, même si, à l'intérieur, les formes du contrôle social (par la "communauté" –à travers les ragots-, par les bandes armées, par les délinquants, etc.) en restreignent les usages.

Dans les quartiers populaires, la configuration spatiale du quartier, marquée par le manque d'espaces publics ainsi que par l'exiguïté des unités de logement, concourt à faire de la rue à la fois le prolongement de l'espace privé et l'espace des sociabilités. Cette interpénétration de la rue et du logement trouve d'ailleurs quelques échos dans les ensembles résidentiels sécurisés, suivant des logiques différentes, néanmoins, celle de l'entassement d'un côté, celle de l'ampleur spatiale de l'autre. En effet, dans les grandes copropriétés fermées pavillonnaires, les baies vitrées font en quelque sorte rentrer l'extérieur dans le domicile, tout en maintenant une séparation matérielle. Dans les quartiers populaires, le mouvement se fait ainsi à l'inverse : la rue devient "maison" selon l'expression de Santos (1985). Les espaces s'articulent selon un système d'échelles emboîtées qui soulignent les transitions du privé vers le public, comme a pu le constater M. Agier (1999) à propos du quartier bahianais de Liberdade : la maison, le seuil de la porte, les ruelles (la *avenida*, en l'occurrence, les *pasillos* du quartier bolivien de Charrúa), la rue, le quartier enfin. « Le voisinage peut être vécu comme une extension de la sphère

domestique de la *casa* » (Vidal, 2001 : 100), sans contraste rigide entre la maison et la rue selon la formule de R. DaMatta (1991), à l'inverse des lotissements sécurisés. Dans ce dernier cas, les frontières entre les espaces privés de l'intimité (la maison, le jardin), les espaces collectifs (les espaces de circulation, les terrains de sport) et l'espace public (l'extérieur) sont délimitées, le statut de l'espace définissant son usage. Dans les quartiers populaires, c'est l'inverse qui se produit : les catégories construites selon un système de classification (public, privé, maison, rue, etc.) se contaminent mutuellement au gré des usages selon une « logique de possibilités » (Mello & Vogel, 2002 : 176). Ainsi, certains habitants tendent à réduire leur quartier à la rue, à travers des synecdoques. Quand on demande aux résidents où ils habitent, un petit nombre, en particulier ceux qui ont des mobilités très restreintes, répond par le nom de la rue plus que par le quartier (« j'habite rua 2 » –à Rocinha, à Rio-; « Moi, je n'en sais rien, c'est la ruelle de la Cruz, sinon je ne connais rien » -dans un *barrio* de Caracas).

Lieu de la quotidienneté, le rue est aussi le point de rassemblement de la sociabilité autour de certains lieux-clés, plus ponctuels, comme les arrêts des transports, les boutiques, les lieux de vente informels, ainsi que les rares terrains de jeux existants (à Caracas, le plus souvent des coins de rue sous un panneau de basket, qui prend peu de place). Dans les quartiers consolidés, certains éléments, soit parce qu'ils cristallisent des pratiques spatiales fortes, soit parce qu'ils sont investis d'une symbolique particulière, contribuent à construire la référence à l'échelon local du quartier. Encore plus dans les villes latino-américaines où le climat est clément, les habitants se retrouvent pour discuter avec les voisins, boire une bière. A Caracas, à Rio de Janeiro ou à Bogotá, ils jouent aux dominos, aux échecs, au *tejo* (jeu populaire typiquement colombien), installant une petite table dans la ruelle, les dimanches après-midis, tout en écoutant sur la radio portative le déroulement des courses de chevaux à Caracas ou du football à Rio. C'est aussi là que l'on lave le linge quand il fait beau. D'autres endroits, plus traditionnels, hérités de l'histoire, sont également névralgiques : à Bogotá, par exemple, tout quartier populaire, du moins ceux qui ont été construits jusque dans les années 60, a son marché, son église, sa "rue royale" du commerce, surnom ironique que donnaient leurs habitants en référence à la "quinta", artère centrale élégante du centre-ville avant le Bogotazo de 1948 (Melo Moreno, 2001). Dans un quartier traditionnel comme la Perseverancia, ces lieux continuent d'articuler les usages locaux. Ces espaces de la vie sociale quotidienne sont, pour les habitants, « les lieux où les gens se rencontrent », « où les choses se passent », qu'ils définissent comme étant le centre du quartier. La rue est bien souvent perçue comme l'espace central: «Le centre c'est la rue, là où les jeunes jouent au ballon, où se forment les embrouilles et tout le reste... »; « le centre c'est la rue parce que c'est là que les gens arrivent, partagent, préparent les fêtes, jouent aux courses de chevaux, boivent de la bière » (témoignages recueillis dans le *barrio* 18 del Valle).

Dans les *barrios* de Caracas, les arrêts de transport en commun jouent un rôle particulier: non seulement, ce sont des lieux de rencontre où l'on prend connaissance des dernières nouvelles du quartier, où l'on se raconte sa journée le soir avant de rentrer chez soi et en revenant du travail, où l'on trouve toujours un petit groupe de personnes en train de boire une bière ; mais aussi ce sont les espaces matériels et symboliques du contact avec la "ville formelle": c'est en effet de là que l'on se rend "en ville". Ainsi, les habitants d'El Valle délimitent fréquemment leur quartier à partir de l'arrêt de bus situé en bas de la rue 18, qui tout en marquant le passage de la colline de *barrios* au reste de la ville, ne correspond pas strictement à leur quartier "officiel". Mais le fait qu'ils y fassent la queue (souvent près d'une heure en fin de journée), qu'ils y bavardent avec leurs voisins de quartier, contribue à ce qu'ils se sentent déjà chez eux. Ce processus de territorialisation des lignes de transport public a été observé également à Salvador de Bahia, sur les lignes de tramway puis de bus n° 8 par M. Agier (1999: 96). On peut en dire autant de la place de Petare, point de départ des jeeps et des camionnettes vers les *barrios*.

Les espaces publics spécifiques, rues, boutiques, arrêts des transports, places, marchés, terrains de sport ou de jeu, constituent des lieux de rencontre, indispensables à la constitution du tissu social local. A Charrúa, les délégués de *pasillo* sont porte-parole et médiateurs entre les résidents de la ruelle et les autres habitants. Dans le contexte états-unien du quartier "latino" de Pacoima où la densité commerciale et résidentielle est faible, et la rue, fonctionnelle, ce sont les espaces de sociabilité mis à la disposition des différents groupes d'âge dans le "*community center*" qui sont les seuls à assurer une fonction de cohésion sociale. Ils sont utilisés et conviviaux, indiquant qu'il n'y a pas de déficit de ce point de vue. La fonction symbolique de certains lieux-clés est également fort importante: qu'ils soient ou non des espaces fortement pratiqués, ils symbolisent l'union communautaire, pouvant focaliser le sentiment d'appartenance à un groupe. Les références aux infrastructures sanitaires, scolaires, religieuses, ou aux locaux associatifs et communautaires comme centres des quartiers ont une double signification. Ils sont des espaces très pratiqués, ouverts à tous, fournissant l'occasion aux habitants de réaliser ensemble certaines activités, mais ils sont aussi l'occasion de renforcer, par des convivialités répétées, le sentiment d'appartenance à une communauté. Quand elles n'ont pas disparu avec la modernité (dans les anciens noyaux villageois et les *colonias* de Mexico, dans les quartiers traditionnels de Bogotá, dans les rues de Rio au moment du Carnaval ou dans les quartiers boliviens de Buenos Aires), les fêtes sont aussi l'occasion ritualisée de réactiver le sentiment d'appartenance au quartier et/ ou à la communauté, en marquant un territoire, dont l'espace public de la rue offre des ressources symboliques pour leur déroulement. A la "Perse" à Bogotá, le défilé progresse de la statue de la Vierge de Fatima vers le monument du Sacré Cœur de Jésus, en passant par le salon funèbre et par le collège paroissial (Niño & Chaparro, cité in Melo Moreno, 2001). A Charrúa, telle

célébration religieuse suit un parcours qui relie symboliquement le quartier et les espaces environnants (en particulier des bidonvilles), où résident également d'autres Boliviens. Les habitants de ces quartiers sont fiers des événements festifs qui se déroulent chez eux.

Le rôle des espaces publics dans l'identification du quartier se justifie en ce qu'ils sont des espaces de pratiques intenses permettant de développer interconnaissance et familiarité, supports de la sécurité à l'intérieur de celui-ci. Dans les quartiers de classe moyenne anciens tels la Macarena, les résidents, dans leurs propos, valorisent aussi le fait que « les gens se connaissent », que l'« on se sent *vraiment* du quartier, quand les gens vous disent bonjour » (femme, 35 ans). S'il est vrai qu'une partie des sociabilités est ancrée dans le quartier (parfois dans l'espace du voisinage), « on reconnaît ses voisins plus qu'on ne les connaît » (Simon, 1997: 61). Certes, les logiques d'implantation résidentielle motivées en partie par la densité des liens amicaux dans le quartier, qui a des effets d'agrégation, sont l'un des terreaux de l'interconnaissance, et, dans un quartier partiellement gentryfié comme la Macarena, les établissements spécialisés dans la restauration favorisent les rapprochements. Mais il s'agit souvent plus de familiarité née du côtoiement quotidien que d'interconnaissance. Les commerces traditionnels et populaires qui ont résisté à l'embourgeoisement et auxquels l'arrêt partiel du processus de gentryfication a permis de continuer à mener leurs activités, contribuent à cette familiarité : la femme de Don Luis dont l'épicerie est située à un angle de rues stratégique, la 26 et de la "quinta", accueille un jeune garçon albinos d'un « comment vas-tu aujourd'hui, blondinet ? ».

Dans les quartiers populaires, les liens familiaux et de voisinage sont renforcés par les formes du quartier: densité du bâti productrice d'un entassement et d'une promiscuité supérieurs, et étroitesse des rues. Les réseaux d'une interconnaissance étendue à l'échelle du voisinage et de l'espace proche (en général, la rue et les rues voisines, voire le quartier, quand il est de petite taille) sont issus en partie des liens de parenté, que celle-ci soit réelle (la proximité familiale restant, dans les quartiers populaires, l'un des principaux critères de choix résidentiel), symbolique et spirituelle (à travers les pratiques de compérage et de parrainage des enfants), « de considération » (dans les cas de liens d'amitiés ou d'obligation), comme le montre M. Agier pour le quartier Libertad de Bahía (Agier, 1999). Que ce soit dans les *barrios* de Caracas, dans les quartiers populaires de Bahia, Rio ou Bogotá, les réseaux parentaux et amicaux constituent des supports essentiels dans l'organisation de la vie quotidienne et ils sont une monnaie d'échange de tout un ensemble de menus services qui la facilitent (obtenir de la nourriture chez des parents quand les temps sont difficiles, un crédit à la boutique du coin de la rue, faire garder les enfants par une aide ponctuelle auprès des voisins ou des belles-sœurs...). Les ragots, le commérage, système d'information du quartier populaire, contribuent à l'intégration des habitants, à l'interconnaissance, mais aussi à la surveillance des conduites morales, jouant le même rôle, dans ce sens, que les normes imposées par les copropriétaires de l'ensemble résidentiel sécurisé.

Le temps est un vecteur essentiel de la constitution d'une mémoire sédimentée des lieux et des expériences spatiales, les dotant d'une consistance, favorisant la familiarité, non seulement avec les proches, mais aussi avec les lieux, à travers les activités routinières, productrices d'habitudes et de sécurité. L'ancienneté du quartier et de l'installation des familles favorisent ce rapport aux autres et aux lieux.

Les femmes jouent un rôle primordial, par rapport aux hommes, dans la familiarisation des lieux proches, car elles ont des pratiques plus resserrées sur les zones de résidence (Agier, 1999 ; Baby-Collin, 2000 ; Vidal, 2001). Ceci n'est pas sans rappeler qu'à une autre échelle territoriale, celle de la municipalité ou des "territoires proches", dans les ensembles résidentiels sécurisés de Buenos Aires, ce sont aussi elles qui assurent le lien, ne serait-ce que cognitif, si ce n'est affectif, avec les environs, sans que cela ne se traduise par une familiarité. En effet, d'une part, leurs choix résidentiels les ont éloignées de leur propre famille, et, d'autre part, la faiblesse des liens sociaux et l'individualisme ne leur permettent pas de trouver dans le voisinage immédiat de telles ressources d'entraide.

Commerce populaire et rues marchandes : les lieux d'échanges multiformes

Dans les quartiers populaires, l'artère marchande constitue en particulier un support matériel de la communication entre résidents et de la construction sociale du groupe (Mesa Moreno, 1986). Pas-de-porte et boutiques sont les éléments d'un vaste système informationnel, dans la mesure où s'y échangent les ragots, où aux angles de rues commerciaux se réunissent les jeunes. Les épicerie de quartier constituent des relais de la diffusion de l'information destinée à la "communauté". Elles constituent des lieux intermédiaires. Nelson, 55 ans, a ouvert en 2000 une boutique dans la rue principale du *barrio* Union La Ceiba à Caracas, après avoir travaillé vingt ans comme ouvrier d'une grande entreprise. Résidant dans le quartier depuis à peu près la même époque, il justifie sa nouvelle activité par son désir de mieux connaître les gens de son quartier, de s'engager un peu plus auprès d'eux. Non seulement son histoire est celle d'une reconversion réussie, mais lui-même "raconte" le quartier : au courant de la vie de tout le voisinage, il est un intermédiaire clé pour les habitants qui rentrent souvent en contact via sa boutique. A la Perseverancia, l'élue de la *Junta de Acción Comunal*, l'assemblée de quartier (cf. chapitre 10), qui a accompagné l'enquêtrice et lui a présenté une commerçante, explique à celle-ci

qu'elle a organisé quelques jours auparavant une réunion ayant à l'ordre du jour la réfection des façades des maisons. Elle déplore le fait qu'aucun habitant de la partie "haute" ne soit venu. Celle-ci lui répond que personne n'était au courant "dans le quartier" et promet de tenir ses clients informés. A ce moment passent un homme et son fils qui se rendent à la messe, puis une jeune fille. La commerçante les interpelle tous les trois et leur transmet le message.

Dans les quartiers populaires et de classe moyenne, les commerces peuvent remplir une fonction sécurisante majeure. Ce sont parfois les seuls lieux animés éclairés la nuit, lieux d'une présence bienveillante et d'une familiarité rassurante : à la Macarena, mieux vaut emprunter la "cuarta" avec ses restaurants ou la rue par laquelle transitent les étudiants, illuminée jusque tard, plutôt que des rues résidentielles plus sombres. « Connaître les commerçants sécurise », dit A. (femme, 40 ans) dont la famille du mari est originaire du quartier. Le commerce est ainsi l'un des dispositifs de la cosurveillance dans un quartier où, à la différence de Noe Valley à San Francisco (Lehman-Frisch, 2002), les habitants ne se sentent pas vraiment en sécurité. A la Perseverancia, voisin de la Macarena, où les commerçants n'ont pas toujours bonne réputation, l'artère marchande constitue un "territoire d'alerte", indicateur de la normalité ou de l'anormalité d'une situation. « Les secteurs commerciaux mobilisent de l'information. Ce sont des thermomètres. Quand il y a des gens, tout va bien. Quand la rue principale est vide, mieux vaut s'enfermer », opine une résidente de la Perseverancia. Si les persiennes sont baissées, c'est qu'il y a eu un incident grave et qu'il est préférable de s'enfermer chez soi. C'est en effet dans la rue 32, marchande, passante, perçue comme dangereuse, qu'agissent les bandes et les malfaiteurs.

Les épiceries populaires remplissent une fonction ambiguë de maintien du lien social: comme pour les arrêts de bus, on y vient pour discuter, pour boire une canette, surtout quand les cafés sont rares. Les bancs, à l'intérieur, comme c'est le cas à Bogotá, y sont un indice de cette fonction sociale. Régulièrement s'organisent des réunions entre les délégués pour évoquer des questions relatives à la vie de la communauté⁶⁶. Elles sont, les jours ouvrables, un lieu de rassemblement plus ou moins dense. Mais les boutiques sont les lieux des commérages où il ne faut pas trop parler pour éviter les problèmes de voisinage et où certains ne séjournent pourtant pas longtemps pour éviter de s'exposer au regard collectif. C'est le cas de tout commerce populaire, quel que soit le profil social du quartier qu'il dessert : à la Macarena, plutôt de classe moyenne, A. préfère ne pas aller à la cafétéria de l'angle de rue voisine, tenue par une Equatorienne "mégère". Dans les quartiers populaires, le commerce est paradoxalement à la fois l'un des dispositifs traditionnels de l'échange social, de la confiance au cœur de l'échange marchand, permettant la survie des plus pauvres à qui le patron fait crédit, mais aussi du contrôle social.

Le marché : lieu d'une mixité tronquée ?

Les espaces marchands, centres commerciaux, épiceries de quartier, marchés, artères centrales, etc., sont parfois le lieu d'une coprésence entre classes sociales et groupes d'appartenance ethnique différente, même si ce sont plutôt les logiques socio-économiques de segmentation de la clientèle –dans le temps, dans l'espace-, subtilement travaillées par les services de marketing des *shopping centers*, qui prédominent. Il est intéressant de voir que, même un marché populaire, espace d'une sociabilité moins contrainte que les centres commerciaux, peut être traversé par des différenciations sociales et par un échange inégal entre les habitants de deux quartiers mitoyens au profil socio-économique contrasté. Le marché de la Perseverancia qui marque la limite avec la Macarena (« après le marché commence la Perseverancia ») constitue le seul lieu susceptible d'être véritablement commun aux deux quartiers (aux trois, si l'on y ajoute Bosque Izquierdo, quartier plus sélect dont les habitants viennent aussi s'approvisionner, en fin de semaine). C'est l'un des « rare[s] espace[s] de frôlement », tel que les évoque P. Simon (1997). Pourtant, son déplacement en 1944 du croisement de la rue 32 et de la "quinta" vers son emplacement actuel, a généré plusieurs décennies plus tard, avec l'embourgeoisement de la Macarena, des effets de chevauchement entre les deux quartiers et des conflits d'appropriation symbolique. Le marché comporte deux parties distinctes : l'une couverte avec une zone de restauration populaire au centre et des commerces de produits alimentaires non-périssables et surtout non-alimentaires autour, rénovée en 1999-2000, et l'autre, à l'extérieur, qui comprend des kiosques de fruits et légumes.

Les habitants de la Macarena vont au marché pour prendre un petit-déjeuner, après une nuit de fête, pour faire leurs achats en fin de semaine. Certains disent cependant ne pas aimer le fréquenter parce qu'il manque d'hygiène. La plupart des personnes interrogées s'y rendent avec une certaine régularité, environ une fois par semaine. La mixité sociale qui semble y régner, les rapports avec les résidents de la Perseverancia, l'ambiance, les bas prix, sont valorisés par les clients de la Macarena. Les relations d'interconnaissance avec les commerçants dont beaucoup sont originaires de la "Perse" semblent être l'un des facteurs les plus attractifs pour les personnes qui y vont souvent. La clientèle en profite pour converser de tout et de rien avec ceux qu'ils connaissent bien. « Ils ont confiance en moi. On parle sport, politique, de n'importe quoi » (habitant masculin de la Macarena,

⁶⁶ Par exemple, à Buenos Aires, à Charrúa, au moment de l'enquête, une des questions débattue lors de la réunion des délégués portait sur la distribution gratuite de nourriture et sur ses modalités de répartition entre les habitants.

pourtant assez peu sociable, et dont la sociabilité se réveille au contact des gens du marché). Ce sont autant d'opportunités d'échange, parfois non verbal, entre deux quartiers qui sont loin de s'ignorer mais dont les contacts se vivent le plus généralement sous le mode de l'altérité, de la peur, de l'intimidation, de la mise à distance ou de l'évitement. Le marché, trait d'union entre les différents quartiers, incarne l'idéal d'une cohésion sociale et spatiale, d'un côtoïement et d'une réconciliation possibles. « Le marché de la Perse, c'est un endroit où tout le monde se rencontre et où tout le monde peut trouver de tout. C'est la réunion de deux mondes, entre guillemets. [...] C'est un lieu où il se passe plus. Des contacts peuvent se faire que simplement se croiser dans la rue 32. C'est un lieu qui devrait permettre que des mondes qui se côtoient pas trop, se côtoient, comme aux Halles » (P., homme, 45 ans).

Ce n'est pas du tout sous ce mode-là que le vivent les habitants de la Perseverancia. Ils sont très attachés à un marché qui, historiquement, était « le leur ». La gestion est désormais à la charge de la coopérative des commerçants. Leur discours est très contradictoire. D'un côté, ils interprètent la "privatisation" récente du marché comme l'une des conséquences de son embourgeoisement (la hausse des prix, la plus grande variété de produits "rares"), comme une intrusion de ceux de la Macarena voire une appropriation galopante. De l'autre, les difficultés du marché sont dues, selon eux, à la crise économique, à sa médiocre gestion à la suite de sa concession ou à l'insécurité. L'administration a tenté de remédier à cette dernière en rémunérant un vigile privé. Une vendeuse, qui tient un stand de biscuits depuis 26 ans, reconnaît que le marché connaît de graves difficultés et s'étirole, en raison de la concurrence des grandes surfaces, mais aussi du manque de professionnalisme de commerçants au niveau d'éducation faible ne prêtant pas suffisamment attention à des services tels que la qualité des produits ou la propreté. Des rumeurs circulent quant au changement de nom du marché lié à son appropriation par les résidents de la Macarena.

Mais les commerces sont-ils toujours des espaces du côtoïement, comme le pointent les propos des résidents de la Macarena? Au marché, ce sont plutôt les échanges verbaux avec les vendeurs, dont une grande partie (90% selon la gérante du marché, la moitié selon la marchande de la "Perse") est originaire de la Perseverancia, qui font de lui un lieu du mélange et de la rencontre pour les résidents de la Macarena ou de Bosque Izquierdo. Par ailleurs, la pratique de la livraison à domicile, services offerts par les commerces de proximité comme par la "place commerciale" très répandue chez les couches sociales moyennes et aisées, permet d'éviter les déplacements. Le contact entre le client (restaurateur ou particulier) avec l'épicier, le marchand, voire le restaurateur, est maintenu par le biais du téléphone: « Les commerçants auprès de qui je fais mes commandes par téléphone me servent divinement bien » (femme, 60 ans). Le service est valorisé dans la distance (la qualité de la commande) et non dans le face-à-face. Le propriétaire d'une supérette située au pied de l'une des tours, dont le rayon d'attraction s'étend jusqu'à la "septima" et la Perseverancia, estime à 90% le nombre d'achats réalisés chez lui par téléphone dans sa boutique. Le service à domicile est gratuit dans un rayon de 10 *cuadras*. Une armée de coursiers rémunérés parcourt les rues du quartier. Le recours fréquent à une domesticité encore abondante ou le service à domicile diminuent les opportunités de rencontre réelle entre les individus. Certes, comme dans les ensembles résidentiels sécurisés de la périphérie urbaine, la livraison à domicile est devenue pratique courante pour des raisons de commodité liées en partie aux gains de temps (pour les femmes actives) et à l'éloignement des lieux commerciaux et des services, et ce encore plus pour les personnes âgées. « Vous avez besoin de faire une course, vous téléphonez et la boulangerie vous livre » (Katia, 22 ans, qui vit à Riviera dei Fiori, Rio de Janeiro). Mais au-delà du confort que représente la vente téléphonique avec livraison à domicile, dans les quartiers de classe moyenne ouverts comme dans les ensembles résidentiels sécurisés, il n'en reste pas moins que la confrontation à l'autre dans le service marchand s'exerce peut-être avec tact, mais moins dans le contact. Le sentiment d'insécurité ressenti dans les espaces "proches" ne serait-il pas aussi un facteur d'explication de ce succès? En tout cas, le rôle exercé par les petits commerces de détail dans la cosurveillance, comme dispositifs de l'interconnaissance, montre qu'il y a d'autres manières que le centre commercial de produire de la sécurité dans les espaces du voisinage.

Les rues et les commerces populaires constituent des liants entre les individus dans les quartiers qui possèdent une certaine urbanité, où la mémoire s'est sédimentée. Dans les établissements plus précaires et plus récents, où ces lieux sont rares, comme dans les invasions récentes étudiées à Caracs et à Rio, la solidarité est moindre, et l'individualisme de survie de rigueur.

L'ensemble résidentiel sécurisé : un espace collectif

La rue dans les ensembles résidentiels sécurisés : histoire d'une disparition

Les résidents des ensembles résidentiels sécurisés ont fréquemment une représentation très négative de la rue associée à l'"extérieur", à l'insécurité, à la violence. Déjà, l'urbanisme fonctionnaliste moderniste, méfiant à l'égard d'une rue jugée vétuste et ne permettant pas l'épanouissement de la vie urbaine, plus généralement distant vis-à-vis de l'espace public de la ville "moderne" du XIX^{ème} siècle et de la distinction entre privé et

public, les avaient fait disparaître ou les avait radicalement transformés. L'urbanisme vertical des *condominios fechados* brésiliens s'inspire d'ailleurs partiellement des idées de le Corbusier (élimination de la rue, zonage des fonctions urbaines), tout en abandonnant l'utopie universaliste qui les sous-tendait. Alors que, dans le projet de le Corbusier, tout devenait espace public, dans les ensembles résidentiels sécurisés, les espaces ont une dominante privative : tant dans le souhait d'un contrôle de l'espace urbain par le privé (individus, associations et syndicats de copropriétaires) que dans la privatisation de la vie sociale (cf. les analyses de T. Caldeira, 2000, dans son chapitre 8). Pour certains, notamment pour J. Jacobs (1961), ardente opposante de l'urbanisme moderne et défenseure de la vie publique de la rue, la disparition des trottoirs, l'ébauche de frontières matérielles entre le public et le privé dans la ville constituaient des menaces vis-à-vis d'une "bonne" vie publique, dont on peut s'interroger sur la dimension normative. Sa critique à l'encontre de l'urbanisme moderniste, inscrite dans le contexte du lancement des projets de rénovation urbaine des années 60 aux Etats-Unis, était en tout cas prémonitoire des évolutions à venir, tout autant que celles, plus de dix ans plus tard, de R. Sennett, sur les menaces de l'invasion de la vie publique par la sphère privée. A Los Angeles, le règne de la voiture a détruit l'espace de sociabilité qu'est la rue, la réduisant à sa seule fonction de circulation. Le fonctionnalisme du "tout-automobile" a effacé du paysage urbain des éléments comme le trottoir, espace du piéton, dans une mégapole où les déplacements ne peuvent que difficilement se passer des véhicules à moteur, et, surtout, d'après C. Ghorra-Gobin (1997), dans une culture urbaine qui valorise avant tout l'intimité du chez-soi et le privé face à l'espace public.

De nos jours, la culture de la rue occupe une place inégale d'une ville à l'autre mais généralement importante dans les villes latino-américaines : lieu de sociabilité, de la flânerie, de l'exposition de soi, de la manifestation politique, espace du pouvoir (de Maximy, 1999). Elle est loin d'avoir été gommée, comme dans les villes états-uniennes, mais elle a été fortement égratignée, une première fois, par l'urbanisme fonctionnaliste et techniciste des années 50-80, une deuxième fois par la « peur du crime » des années 80-90 (Caldeira, *op. cit.*). Le progrès, la modernité ont en effet souvent été associés à la construction d'autoroutes intra-urbaines, d'*ejes viales* (district fédéral de Mexico), qui, à cette période, ont eu de puissants effets sur la déstructuration du tissu urbain, plus que sur l'augmentation des flux automobiles. Ce n'est que dans les années 90 que, dans les grandes villes, l'automobile s'est démocratisée, même si les taux de motorisation des ménages latino-américains restent largement inférieurs à ceux des ménages européens et états-uniens et même si la bi-motorisation est réduite à la portion congrue. Avec l'augmentation du trafic routier, concomitante de la construction de nouvelles autoroutes, la congestion et la pollution atmosphérique sont devenus le lot quotidien des habitants des villes-centres des mégapoles latino-américaines. D'un côté, la dégradation des chaussées et des trottoirs, peu entretenus par des municipalités fréquemment au bord de la faillite, le désinvestissement public, de l'autre, l'augmentation de la délinquance et de la violence urbaine ont porté atteinte à la figure du flâneur qui restait l'apanage de la modernité à l'européenne. La peur a provoqué un repli sur des espaces intérieurs et sécurisés tels les centres commerciaux et autres espaces du loisir planifiés et protégés, l'élévation progressive de murs, de séparations, de grillages devant les maisons et les immeubles dans presque tous les types de quartiers, ainsi que la diminution de la vie publique dans les rues des quartiers de classe moyenne. Mais la violence est loin d'être la seule responsable de la séparation croissante entre les groupes sociaux dans l'espace public urbain : c'est aussi la démocratisation de l'accès aux ressources de la ville moderne (éducation, lieux publics, etc.)⁶⁷, pourtant née d'un projet social et politique à teneur hautement ségrégative, celui des Etats-nations de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle, qui a suscité le retrait des couches sociales moyennes et supérieures dans des espaces privés d'usage public, mais d'accessibilité surveillée et restreinte (Caldeira, 2000 ; Peralva, 1998). L'ensemble des espaces publics de la ville n'est pas concerné, mais seules les places et les rues des centres-villes et/ou des beaux quartiers font vraiment l'objet de l'attention des pouvoirs publics, sauf dans le cas de certaines mairies comme celle de Bogotá qui mise sa politique urbaine sur la restauration de l'espace public, physique, civique et politique, à l'échelle de tout le territoire.

Barra da Tijuca à Rio, Santa Fe à Mexico, Pilar à Buenos Aires sont des prototypes d'une ville qui se veut nouvelle, en rupture avec les formes urbaines antérieures : ensembles résidentiels sécurisés, centres commerciaux, multiplexes, universités privées, cimetières réservés, et le cas échéant, parcs industriels et sièges sociaux de grandes entreprises construisent une ville privée où il est difficile de circuler autrement qu'en voiture. Dans la vie quotidienne des habitants de la lointaine périphérie, l'autoroute, la route se sont ainsi substitués au boulevard ou à la rue du quartier. Mais une route ne fait pas rue. Dans les alentours des ensembles résidentiels sécurisés et des *shopping centers* périurbains, les trottoirs sont inexistants, les traversées piétonnes dangereuses en certains endroits, tant la circulation est pensée pour l'automobile, ce qui a un effet nettement dissuasif. Marcher à pied est le "stigmaté" du pauvre. Les accès aux ensembles résidentiels sécurisés, à partir de l'autoroute, sont asphaltés, mais les rues qui mènent aux quartiers populaires, parfois aux quartiers "ouverts" de classe moyenne- inférieure, restent souvent en terre. Les alignements continus de murs, de grillages recouverts de végétation, etc. ne favorisent guère l'urbanité, celle des vitrines des rues commerçantes de centre-ville, mais

⁶⁷ Dans les années 1940-60 en Argentine, plus tardivement au Brésil, où la société est plus hiérarchisée, surtout après la fin de la dictature.

aussi celle des façades d'immeubles sans retrait ni grilles, celle de jardins ouverts ou séparés par des murs de hauteur moyenne qui, dans certaines cultures, protègent du regard inquisiteur le déroulement de la vie privée sans la masquer complètement toutefois. Ailleurs, les rues publiques sont appropriées par les résidents au bénéfice de leur seul usage. Murs, guérites, grilles obligent les passants et les automobilistes à faire des détours parfois très longs, achevant de mettre à l'écart des zones résidentielles déjà souvent peu fréquentées par le reste des habitants de la ville.

Outre leur rôle fonctionnel dans l'organisation des flux, les voies de circulation à l'intérieur et à l'extérieur des ensembles résidentiels sécurisés ont parfois une fonction séparatrice, surtout quand elles préexistaient à la construction des ensembles résidentiels sécurisés construits *ex nihilo*. Dans le nord-ouest du Grand Buenos Aires, dans le "*megaemprendimiento*" Estancias del Pilar, la construction d'une nouvelle rue paysagée (en l'occurrence, imitant la campagne anglaise) établit une nette différence à fonction ségrégative avec la voie originelle, transitée par les autochtones, qui évoque plus le « Tiers-Monde » qu'est la banlieue, selon les propos d'une résidente. Certaines routes divisent d'un côté les ensembles résidentiels sécurisés et de l'autre les quartiers "traditionnels", séparés par un simple grillage, la limite entre les deux types de quartiers étant encore plus tranchée quand elle est redoublée par les limites municipales (comme, par exemple, entre Pilar et Garín dans le Grand Buenos Aires). A Pilar Green Park, deux rues traversaient le morceau de territoire pressenti pour la construction de l'ensemble résidentiel sécurisé. Une seule d'entre elles a été cédée par la municipalité de Pilar, après de longues tractations, mais la deuxième, voie de passage importante entre deux routes, ne l'a jamais été, devenant un instrument de division à l'intérieur de l'ensemble résidentiel sécurisé divisé en trois parties, entre les habitants situés de part et d'autre d'une route qui est empruntée par les gens du coin.

Pourtant, retrouver la rue de son enfance, pour ses propres enfants, est, du moins à Buenos Aires où la culture de la rue est vivace, le rêve nostalgique des classes moyennes. Le repli sur la sphère privée, sur les espaces communs de la copropriété, s'explique en grande partie par le désir de renouer avec cet entre-deux, support des sociabilités de voisinage. Les espaces intérieurs, les accès sont ainsi particulièrement soignés, alors que les rues, à quelques dizaines de mètres, peuvent être dans un état pitoyable, comme c'est le cas dans la lointaine périphérie de Buenos Aires. Pourtant, les seuils, les paliers, qui établissaient la transition entre l'espace privé du domicile et l'espace semi-public de la rue (du point de vue des usages), support des sociabilités entre voisins, ont disparu, emportant avec eux la familiarité qui caractérisaient les relations de voisinage. Plus de trottoir, non plus, dont on sait le rôle qu'il joue dans les échanges sociaux entre riverains, « espace physique et social qui sert d'intermédiaire entre la maison et la rue » (Mello & Vogel, 2002 : 171), extension de l'espace privé dans les quartiers populaires. Le retranchement de chacun dans l'intimité du chez-soi a ainsi fortement transformé les sociabilités, en même temps que le nouvel espace proposé par les lotissements sécurisés, dans sa morphologie, n'est que peu propice à cette familiarité. D'ailleurs, les résidents ne parlent pas toujours de "rues" quand ils désignent les espaces de circulation intérieurs au lotissement : c'est le cas à l'intérieur des *condominios fechados* de Rio de Janeiro, où ils mentionnent les "pistes cyclables", les "chemins" ou encore les "passerelles". Pour une habitante d'un *barrio cerrado* de l'agglomération de Buenos Aires, Pilar Green Park, la rue de cette banlieue, certes goudronnée et en bon état, mais sans trottoir et à circulation rapide, « n'en est pas une », ce n'est qu'un espace de transit, de passage, qui n'a rien à voir avec la rue du quartier, référent symbolique de l'urbanité portègne. Il est vrai que non seulement la trame des lotissements, avec ses fréquents cul-de-sac et ses formes arrondies, rompt radicalement avec le damier qui est à l'origine de la forme urbaine de la ville latino-américaine, mais rien, dans les voies de circulation intérieure, n'évoque ce qui fait l'urbanité de la rue : sa vie et sa densité sociale, ses commerces, sa diversité. D'autres évaluent la rue de l'ensemble résidentiel sécurisé comme un espace de visibilité mutuelle entre voisins qui permet un contrôle social et qui joue une fonction rassurante. Enfin, certains de ceux qui vivent dans des ensembles résidentiels sécurisés d'une certaine taille, insérés dans les environnements urbains plus denses, où ont été mis en place des liaisons d'un complexe à un autre (centre commercial ou *condominios*), comme dans le cas de Barra da Tijuca, déclarent utiliser les passerelles et les espaces de circulation internes de l'ensemble résidentiel sécurisé, comme si c'était une rue, c'est-à-dire pour se promener. Les relations de confiance se sont ainsi réinstallées comme le principe qui règlent les interactions entre les individus dans les voies de l'ensemble résidentiel sécurisé, se substituant aux relations de familiarité des quartiers "traditionnels" et recréant celle de l'espace public, mais sur le mode de sociabilités distancées.

Shopping centers et repli sur la sphère privée

En Amérique latine comme en Amérique du nord, les centres commerciaux, « lieux de la ville générique » (Koolhaas, 1996) pour les uns, « non-lieux » (Augé, 1992) pour les autres, ne sont pas exclusivement liés aux ensembles résidentiels sécurisés. Ils sont rentrés dans les mœurs et dans la culture urbaine: à la fois comme symboles référentiels de l'imaginaire urbain, lieux de la rencontre, espaces de la pratique et de la consommation (Capron, 1998; Silva, 1992). Les lieux commerciaux "modernes" répondent aux logiques de segmentation des clientèles mises en œuvre par les acteurs économiques du "grand commerce". L'implantation d'un établissement marchand, quelle qu'en soit la taille, répond généralement à plusieurs facteurs, plus ou moins rationalisés par les acteurs latino-américains du commerce, parmi lesquels le profil socio-économique et le pouvoir d'achat de la

population vivant dans l'aire de chalandise proche (celle-ci pouvant aller de quelques pâtés de maison à plusieurs km. en fonction des principaux modes de déplacement utilisés). Les centres commerciaux planifiés dont il sera ici question (et non les hypermarchés) se sont développés partout, au gré de la segmentation des clientèles, cependant préférentiellement dans les zones où le pouvoir d'achat de la population est moyen à élevé, les plus pauvres y accédant peu, soit en raison de leurs très faibles revenus et de leur basse capacité de consommation, soit en raison de leur immobilité, soit en raison de l'image qu'ils renvoient.

La décoration et l'offre commerciale (y compris les activités et les animations), mais aussi, bien évidemment les modes d'accès aux centres commerciaux (transport collectif/ individuel) qui constituent un facteur fortement discriminant dans les grandes villes latino-américaines, jouent un rôle très important dans les processus d'auto-ségrégation et d'exclusion. Dans une boutique comme dans un centre commercial, le type de produits, la décoration, l'architecture, la disposition des linéaires commerciaux, etc. sont en effet des éléments d'attraction ou d'éloignement de la clientèle. A Mexico, Plaza Loreto propose des produits et des services accessibles aux personnes possédant des revenus moyens à élevés, en particulier des produits de luxe européens, des prestations personnalisées et chères (par exemple dans une salle de sport) ou des services distinctifs (un cinéma d'art et d'essai qui s'ajoute à un multiplexe commercial). L'esthétique générale donnée par les vieux bâtiments restaurés en brique auxquels se mêlent les arbres, les bosquets et quelques structures métalliques couvrantes, quelques créations artistiques disposées en vue, avec un accompagnement musical léger de jazz moderne, crée une ambiance feutrée qui exprime bien la volonté du groupe Carso, l'un des plus puissants au Mexique, de proposer un lieu et des services de qualité. En revanche, les galeries Coapa, situées dans une zone plus populaire, forment un bloc de béton blanc et beige cassé, dont l'uniformité fait d'autant plus ressortir les enseignes "Liverpool" (une chaîne de grands magasins mexicaine) et "Galerías Coapa". Elles ont une organisation intérieure classique en trois niveaux avec des passages latéraux plutôt étroits, une esthétique générale et une ambiance propre et lumineuse, mais peu luxueuses. Les effets d'identification sociale et symbolique de Plaza Loreto, soigneusement aménagé, et qui cherche à renvoyer une image élitiste, tendent à "homogénéiser" le public, en s'adressant aux intellectuels et aux élites sociales, tandis que les Galerías Coapa ont un public socialement plus diversifié.

Dans les "beaux quartiers" des villes latino-américaines où les rues résidentielles sont désertées, surtout de nuit, le sentiment d'insécurité a provoqué un repli partiel des pratiques de sociabilité vers les espaces fermés, notamment vers les centres commerciaux. Très souvent (comme à Buenos Aires), leur expansion précède le développement accéléré des ensembles résidentiels sécurisés. A Mexico, la concentration en *plazas comerciales* est particulièrement importante dans l'ouest (Santa Fe, Polanco) et dans le sud-ouest du district fédéral (Tamayo, 2002). Le développement massif des ensembles résidentiels sécurisés a fréquemment été complété par la construction de *shopping centers* qui desservent les *condominios* et les *countries* dans la périphérie urbaine (Pilar et nord-ouest de l'aire métropolitaine de Buenos Aires, Rio). A Rio, Barra da Tijuca s'organise selon le modèle "brésilianisé" du *strip* commercial, sur une longueur de près de 4 km, associant activités du tertiaire supérieur, galeries marchandes, centres commerciaux dernier cri et *condominios fechados*. Tous deux imposent en tout cas un ordre social et policier similaire. Au bouillonnement de la vie des quartiers populaires anciens, au-delà de toute idéalisation (avec des contrastes marqués entre le jour et la nuit), s'opposent les comportements policés dans les centres commerciaux. Parmi les diverses fonctions des vigiles, que ce soit à Buenos Aires (cf. Capron, 2001), à Mexico ou ailleurs (éviter les braquages, contrôler les accès en ne laissant pas rentrer les mendiants, les clochards ou les gens à l'apparence indésirable...), certaines ont trait à la régulation des faits et gestes des individus : interdire la prise de photographies, demander aux enfants de ne pas jouer dans les escaliers électriques, éloigner les amoureux qui s'embrassent trop fougueusement dans les recoins des centres commerciaux (Cornejo Portugal, 2001: 311). La liste des prohibitions visant à faire respecter les règles d'usage du centre et les bonnes mœurs en général est longue. Par ailleurs, l'accessibilité se gère différemment dans l'ensemble résidentiel sécurisé et dans le centre commercial, en raison de leurs fonctions, résidentielle d'un côté, marchande de l'autre: l'ensemble résidentiel sécurisé dispose d'équipements collectifs que les dispositifs de fermeture protègent (le cas échéant, une épicerie, des équipements sportifs, une école), tandis le centre commercial est un espace d'usage public où l'accessibilité physique constitue une contrainte de gestion forte. Dans le premier cas, il s'agit de gérer des flux en filtrant les individus à travers l'observation physionomiste; dans le deuxième cas, c'est la vérification de l'identité qui permet généralement de restreindre l'accessibilité, même si, comme on l'a vu, l'opérativité du contrôle de l'accessibilité varie d'un lotissement à l'autre.

La fermeture matérielle de l'établissement (c'est-à-dire le fait qu'à la différence de la rue commerçante, les activités se déroulent sous un même toit) sert non seulement à protéger les activités qui s'y déroulent (du climat, etc.), à restreindre le nombre d'accès et à créer une ambiance particulière qui permet de différencier un centre commercial de son concurrent et de l'extérieur. Comme l'ensemble résidentiel sécurisé, le centre commercial contribue à la mise en place d'un ordre social policé, contrôlé, avec un retrait de la vie publique derrière les murs, même si la fonction marchande couplée avec les usages ludiques, qui introduit une plus grande étanchéité spatiale, contraint les gestionnaires à trouver d'autres techniques que la clôture et le contrôle systématisé de

l'accès. Le rapport traditionnel à la rue (dispositions des façades, des trottoirs, règlements de retrait ou d'alignement...) est en tout cas totalement rompu.

La confiscation de l'espace public dans les « quartiers fermés »

Le statut des espaces réservés à la collectivité des résidents, à l'intérieur de l'ensemble résidentiel sécurisé, dépend du régime juridique auquel est soumis l'ensemble. Les résidences construites *ex-nihilo* sont le plus souvent sous le seul régime juridique de la copropriété, sauf quand, à cette législation nationale, s'ajoute une réglementation plus spécifique (relevant en général de la compétence de la région/ de la province) concernant ce type d'urbanisations, comme c'est le cas dans la province de Buenos Aires ou à l'intérieur de l'aire de compétence de Rio de Janeiro.

A Buenos Aires, les *countries* étaient régis jusqu'en 1977 par la seule loi de copropriété (datant de 1947). La loi sur la copropriété n'est cependant guère adaptée au système d'administration de ces ensembles résidentiels : d'un côté, habitations et parties communes appartiennent à la copropriété ; de l'autre, tandis que le titulaire de la copropriété est généralement une S.A., mais aussi une S.A.R.L. ou une coopérative, il faut en être membre du club pour être propriétaire du domaine. Le décret provincial 9.404 de 1986 a ainsi créé la possibilité de subdiviser le sol en parcelles indépendantes, seuls les espaces de circulation restant la propriété du gestionnaire. Par ailleurs, bien que considérés comme des espaces collectifs dont l'entretien revenait à la copropriété, les rues y étaient publiques et d'accès libre. La loi provinciale d'aménagement et d'urbanisme qui crée, rappelons-le, une nouvelle catégorie contraignante du point de vue de l'urbanisme, le *club de campo*, permet néanmoins aux anciens *countries* qui respectent les normes en vigueur, de désaffecter le domaine public. Ce droit n'est rétroactif que sous certaines conditions pour les urbanisations antérieures à 1977 : avec l'autorisation du maire et pour une vingtaine d'années seulement avec reconduction possible. Les rues intérieures sont alors entièrement gérées par la copropriété qui peut décider du droit d'accès. A partir de la loi de 1977, c'est en effet à la copropriété que revient l'asphaltage et l'entretien des rues, ainsi que la mise en service des équipements nécessaires. Dans la province de Buenos Aires, la législation est restée pendant plus longtemps floue pour les *barrios cerrados*, qui, ne rentrant pas dans le cadre juridique de la loi de 1977, sont restés sous le seul régime national de la copropriété horizontale. Ce n'est qu'en 1997 que les *barrios cerrados* constituent un usage défini et réglementé, répondant à la demande de fermeture de la part des "communautés" résidant dans des unités résidentielles. Or, en prétendant transformer le statut d'un ensemble sportif en passant de *country*, c'est-à-dire de simple copropriété horizontale sans définition urbanistique, au *club de campo* qui autorise la fermeture, les propriétaires (notamment dans les cas du C.U.B.A. et du Touring Club étudiés par G. Thuillier) cherchent à valoriser leur propriété, à réserver l'accès du club sportif aux seuls propriétaires, en excluant les membres non-occupants d'une résidence, et à produire de la sécurité.

La tentation est grande d'inscrire juridiquement dans la loi (provinciale, en principe, avec des tentatives à l'échelon national, pourtant non compétent, en principe, pour réglementer cette question) la possibilité pour une entité juridique privée (association civile, société anonyme, etc.) d'acquérir les voies appartenant à la copropriété, en accordant aux riverains un droit de passage. La loi de 1997, d'application plutôt confuse, précise que, dans le cas des *barrios cerrados*, s'applique soit le régime juridique de la loi nationale sur la copropriété, soit celui qui est défini par le décret 9.404 de 1986 qui crée la possibilité de « continuer les rues » dans le domaine privé d'une entité juridique⁶⁸.

Dans les « *condominios verticales* » de Barra da Tijuca, à Rio de Janeiro, c'est, selon les cas, chaque immeuble ou chaque groupe d'immeubles, qui est réglementé par la loi nationale de 1964 sur la copropriété⁶⁹. Les espaces intérieurs des copropriétés sécurisées, hors habitations, appartiennent soit aux seuls copropriétaires (par exemple, les abords et les accès d'immeubles, collectifs), soit à l'ensemble des habitants du lotissement ou seulement aux cotisants (par exemple, les équipements sportifs, communs ou d'usage réservé, biens de "club"), soit à la municipalité (pour les rues de la copropriété, en principe publiques). Ces dernières, en particulier, sont, d'après les règlements d'urbanisme, rétrocédées aux pouvoirs publics locaux dès l'achèvement de la construction. Mais elles sont le plus souvent gérées et entretenues par la copropriété, et surtout, leur accès n'est pas public, la copropriété se réservant le droit de trier les "bons" des "mauvais" entrants. La fonction de circulation strictement locale légitime, selon les syndics de copropriété ou les associations de résidents, le droit de la restreindre, surtout quand il s'agit d'éviter une circulation "externe" due à la présence d'équipements collectifs accessibles également aux habitants de l'extérieur, écoles privées ou clubs sportifs (cependant, toujours selon des critères de ressources économiques et avec une sélection qui ne correspond pas toujours aux *desiderata* de certains habitants). Celle-ci est alors canalisée le long de l'artère principale, les visiteurs et usagers ne pouvant dévier du

⁶⁸ Pour plus de détails, voir Svampa (2000 : 57-60).

⁶⁹ Les passages suivants sont tirés d'extraits du mémoire de maîtrise de K. Serfaty (2000). Certains éléments en ont été confirmés par le travail réalisé sur d'autres *condominios* par F. Gomes, C. Reginensi et L. Bruno.

parcours préétabli. C'est l'usage qui crée ici la règle et le droit, tandis que les formes spatiales (fréquence des culs-de-sac) n'invitent guère à la promenade.

Parfois, il arrive aussi que la copropriété s'arroge le droit de s'approprier des tronçons de rue limitrophes, quand ses intérêts privés sont menacés, toujours au nom d'un intérêt public détourné : par exemple, dans le cas d'un *condominio* de Barra situé le long de la lagune, milieu écologique fragile et protégé, l'entretien des bords de la lagune par l'association des copropriétaires a pour but énoncé de « défendre le patrimoine paysager et écologique de Nova Ipanema et des régions proches, dans le but d'éviter des maux qui affectent directement ou indirectement des habitants de Nova Ipanema »⁷⁰, en l'occurrence l'installation de décharges sauvages ou l'invasion des terres par des voisins gênants et non désirables, tout en permettant aux résidents d'aller jusqu'à la plage grâce à un service de barque privé assuré par le *condominio*. Un panneau « aire d'usage exclusif de Nova Ipanema » a même été installé, tandis que l'établissement de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro voit sa présence tolérée dans un espace qui appartient pourtant bien à une municipalité qui a concédé l'espace à une entité privée... C'est le même motif écologique qu'avaient invoqué les habitants des bois de Tlapuente, ce qui les avait conduit à demander une zone de protection (ZEDEC) qui défend aujourd'hui leurs intérêts, leur "style de vie", leur tranquillité face aux "natifs" qui se sentent spoliés. Dans les deux cas, il s'agit bien d'une appropriation pour un usage privatif d'espaces appartenant à la collectivité publique, concédés dans un cas, mais non dans l'autre.

Le recours au statut juridique constitue un instrument normatif de différenciation entre l'intérieur et l'extérieur qui redouble la division entre espace public et espace privé, dans les ensembles résidentiels sécurisés comme dans les *shopping centers*. Dans le cas des galerías Coapa, à Mexico, elles sont signalées en trois endroits stratégiques par un segment d'un mètre en deçà duquel figure la mention "*limite de propriété privée*". L'utilité de matérialiser cette démarcation, est de pouvoir disposer d'une barrière "légale". Concrètement, quand des individus proposant des tracts, des bons de participation pour une association caritative et surtout de la marchandise sont repérés, ils sont repoussés de l'autre côté de la ligne de propriété, c'est-à-dire dans ce cas précis, au bas de l'escalier, partie intégrante du trottoir pour l'entrée principale. Le franchissement de ce seuil juridiquement marqué produit parfois des altercations, par exemple entre petits vendeurs de rue et policiers. Cette utilisation des normes juridiques vise à diminuer l'hétérogénéité, en particulier en évitant aux visiteurs les sollicitations de la part des vendeurs à la sauvette qui sont des individus de condition modeste, voire très modeste.

La formule de la concession, plus ou moins frauduleuse, généralement utilisée au profit d'entités à but lucratif (restaurants...) ou d'entreprises chargées d'entretenir un espace public en échange du droit d'y faire une publicité indirecte, s'est répandue dans les années 90. En l'absence de législation *ad hoc* permettant aux riverains de fermer leur quartier, comme c'est le cas pour les quartiers ouverts de droit commun ou pour les copropriétés antérieures aux lois d'urbanisme réglementant la construction d'ensembles résidentiels fermés, les habitants se constituent en associations civiles à but non lucratif qui font pression auprès des autorités municipales pour obtenir la clôture de l'ensemble. La pose de grilles et la mise en place de guérites avec un vigile visent donc à restreindre l'accès du public à un espace considéré comme résidentiel pour mieux rétablir l'ordre public, aménager les espaces, etc.

Cependant, ces comportements ne sont pas l'apanage des puissants et des riches. Certains grands ensembles de classe moyenne se constituent de la même manière en associations civiles pour procéder subrepticement à une occupation privative des espaces publics qui étaient jusque là ouverts, comme c'est le cas de certains grands ensembles à Coapa à Mexico ou encore à Pedra da Selva (Mello & Vogel, 2002). Dans ce dernier cas a également été créée une entité juridique qui, au départ, avait pour but d'entretenir les espaces communs qui se dégradent. Les rues ont effectivement été verdies, les espaces sont plus soignés, des kiosques ont été installés, ce qui se traduit par un sentiment d'appropriation collective plus fort, de même qu'à Coapa, mais les habitants ont progressivement privatisé de fait l'accès à l'espace public et collectif (squares, immeubles), en installant guérites, portails, barrières, etc., changeant fondamentalement le sens de celui-ci. Les frontières internes sont ainsi multiples : « les immeubles sont maintenant cernés par des grilles. Ces grilles, qui se sont substituées aux petites cours, les séparent les uns des autres et en limitent soigneusement les frontières sur la rue. Un des petits squares bucoliques, qui se trouvaient aux quatre coins du *Projeto*, a été encerclé par des grilles et fermé au cadenas. Guérites et caméras électroniques ont poussé comme des champignons. Des agents de sécurité privée patrouillent 24 heures sur 24 [...] » (p.245-246). La fermeture de l'ensemble a finalement été négociée avec les pouvoirs publics par l'association des habitants. Les descriptions ne sont guère éloignées de celles de résidences sécurisées de luxe...

⁷⁰ Je reprends ici intégralement une citation de la réglementation de Nova Ipanema, à Barra, faite par K. Serfaty (*op. cit.* : 88-89). Elle paraît en effet hautement significative des modes d'appropriation de l'espace.

Les normes font bouger les limites quand celles-ci sont relativement matérialisées. Ces remarques sont vraies tant à l'échelle des quartiers (dans leurs rapports réciproques) qu'entre l'espace privé et l'espace public, dont on ne redira pas assez combien la limite est une construction sociale et politique. Ainsi, les lignes de démarcation ne respectent pas toujours la séparation dichotomique entre l'intérieur et l'extérieur, et elles se déplacent dans les quartiers populaires que dans les ensembles résidentiels sécurisés ou les *shopping centers*. Ainsi, les promoteurs privés et les vigiles font une interprétation variable des limites juridiques dans le but de préserver la tranquillité d'un groupe restreint, ici de la clientèle ou des usagers, là-bas des résidents. Le débordement du privé sur l'espace juridiquement public est fréquent, aussi, dans le cas des centres commerciaux. Par exemple, sans que les règles ne soient explicites, il n'est pas rare de se voir interdire la prise de photographies devant l'entrée d'un ensemble résidentiel sécurisé très sélect, de la même manière que sont repoussés les vendeurs à la sauvette stationnant devant un centre commercial, même quand ils se trouvent au-delà de la ligne de démarcation juridique entre l'espace privé et l'espace public (Capron, 1998). En tous les cas, ces interdictions sont juridiquement contestables, et on pourrait les considérer autant que pour le petit commerce informel de rue, comme des invasions illégales de l'espace public à but commercial. Mais celles-ci ne sont pas contestées.

L'appropriation privative des espaces "communs" ou "collectifs", qu'ils soient juridiquement publics ou privés, ne répond cependant pas du tout aux mêmes objectifs et n'a pas les mêmes effets et implications sur la vie collective. Dans les quartiers populaires, la rue constitue une extension du logement due à l'exiguïté des logements et au niveau d'entassement. L'appropriation constitue tout autant une stratégie de survie qu'une modalité populaire d'occupation d'un espace support des sociabilités de voisinage. L'objectif est double: l'épanouissement individuel et familial, la cohésion sociale du groupe. C'est ici un cas d'extension d'usages dans un espace –celui du voisinage, celui du quartier– caractérisé par des régimes d'intimité, d'interconnaissance, de familiarité. Dans les cas de la fermeture de quartiers *ex post* comme dans celui des ensembles résidentiels sécurisés construits *ex nihilo* et soumis à une réglementation urbanistique obligeant les promoteurs à rétrocéder aux pouvoirs publics les rues internes de la copropriété, l'espace public change fondamentalement de sens. De public, il devient collectif, d'accès restreint. Certaines parties en sont réservées aux seuls habitants, d'autres aux usagers- clients (dans le cas d'une école privée) et aux membres (dans le cas d'un club). A la différence des occupations de l'espace public par des usages liés au déroulement de la vie familiale (ou même des activités commerciales informelles), il s'agit d'une restriction et non d'une extension d'usages. La portée de cette restriction dans des petites portions de l'espace public contiguës aux espaces privés à fonction résidentielle ou commerciale, est donc autre: elle a pour but de préserver les intérêts d'un ou plusieurs "collectifs" (d'habitants, de membres, etc.). Les murs et les grillages établissent ainsi une délimitation claire (au-delà des appropriations abusives vers l'extérieur) entre l'espace public extérieur et les espaces de la collectivité, qu'ils soient privés, collectifs, voire privatifs, où les usages et les comportements sont restreints, contrôlés et extrêmement normés, autant que l'espace lui-même, et l'espace public, à un moment où s'estompe de plus en plus la division entre le public et le privé. D'un point de vue politique, l'espace public est un espace "communautaire", en réalité celui d'une "communauté" d'intérêts qui ressemble plus à une collectivité, celle des riverains. Espace collectif qui, comme nous l'avons vu dans le chapitre antérieur, protège de l'étranger, avertit ce dernier de l'incongruité et de l'indésirabilité de sa présence chez la collectivité des résidents.

Chapitre 10 : Autonomisation politique et conséquences sur l'urbain⁷¹

L'autonomisation politique désigne un processus complexe et multidimensionnel qui articule :

- 1) La capacité d'agir sans être contraint par une autre entité politique comme un niveau supérieur de gouvernement ou une municipalité avoisinante (*le principe d'immunité*);
- 2) La capacité d'agir politiquement sans être contraint par d'autres dynamiques, qu'elles soient économiques ou sociales (*la notion d'une marge de manœuvre*);
- 3) La capacité d'initier une action de son propre chef, sans obtenir les directives ou la permission d'un niveau de pouvoir supérieur (*le pouvoir d'initiative*);
- 4) La capacité d'influencer le bien-être des résidents de l'entité politique (*la capacité d'agir efficacement et de façon significative*);
- 5) La possibilité pour les résidents de participer à la prise de décision politique (*l'idéal de participation*).

Assiste-t-on, dans des contextes politiques très différenciés (Etats-Unis, Amérique latine), à une montée en puissance des revendications locales, de la demande de participation des habitants aux décisions politiques, de « plus de démocratie » et de « plus de proximité » entre les instances politiques et les habitants en Amérique latine comme à Los Angeles, qui a servi de contre-point à l'étude de l'hypothétique lien entre homogénéisation résidentielle (recherche de l'entre-soi, fermeture et autonomisation politique ? De quelle autonomisation politique s'agit-il alors ? Le renforcement de la capacité d'initiative, de participation des habitants (*l'empowerment*), donne-t-il une réelle légitimité à leur action et suffit-il à assurer leur bien-être et à influencer les décisions ? N'y a-t-il pas un déséquilibre en ce sens, entre les couches sociales et moyennes vivant dans des ensembles résidentiels sécurisés et les populations pauvres et laborieuses qui subissent la ségrégation ?

Aux Etats-Unis, les instances fédérales et les Etats ont peu de compétences sur l'urbain et gèrent une part réduite de la fiscalité par rapport aux instances locales, comtales et municipales. Par ailleurs, le faible taux de participation aux grandes consultations électorales traduit un désintérêt par rapport à ce mode d'implication dans la vie politique, tandis que les associations, quelles qu'elles soient, pèsent d'un poids considérable sur les processus de décision. A ce titre, le taux de participation de 40% élevé au scrutin du 5 novembre 2002, quand étaient mis au vote non seulement la demande de sécession de la vallée de San Fernando et d'Hollywood et le renouvellement du gouverneur de l'Etat de Californie, est significatif de l'importance du local dans la vie politique. Le postulat qui sous-tend le développement d'entités de petite taille est que la "mise à l'écart" obtenue par l'autonomisation politique permettrait de créer un espace politique territorialisé et distinct nécessaire afin de développer cette capacité d'action (immunité, marge de manœuvre, influence, initiative, participation).

En Amérique latine où l'Etat-Nation a généralement constitué l'un des piliers fondamentaux de la vie politique (malgré les variations en fonction de l'organisation fédérale ou centraliste) et où la démocratie est encore au cœur des débats, la décentralisation aurait pu aller dans le sens du renforcement de cette dernière. Cependant, les traditions politiques populistes héritées, l'interprétation fréquente de la décentralisation comme un transfert vers les instances locales des problèmes liés à la santé, à la scolarisation, à la pauvreté, à l'« urbanisation galopante », dans des contextes de fortes inégalités sociales, ne produisent pas nécessairement d'*empowerment*.

Fermeture et autonomisation politique : des voix divergentes

La fermeture dans les quartiers "anciens" (c'est-à-dire antérieurs aux années 80) est en général décidée à la majorité par les associations de riverains ou aux deux tiers dans le cas des unités résidentielles en copropriété (cf., par exemple, Thuillier, 2002: 279). D'un point de vue politique, dans la mesure où elles sont l'objet d'une décision collective et non l'agrégation de choix individuels, c'est d'ailleurs sans doute ce processus de fermeture de quartiers auparavant "ouverts" qu'il faudrait mettre en parallèle avec la procédure d'"incorporation" états-unienne, même si l'autonomisation politique est loin d'être un processus d'enfermement physique, mais plutôt de construction d'une frontière politique, les motivations en étant complexes, comme on va le voir dans la partie suivante. Contrairement aux idées reçues sur le sujet, la fermeture matérielle et/ou l'autonomisation politique sont loin d'être consensuelles, quelle que soit l'échelle à laquelle elles se réalisent et quels que soient la morphologie et le peuplement du quartier. En effet, les intérêts des habitants sont d'autant plus divergents que la population, comme on l'a vu, est beaucoup moins homogène, si ce n'est socialement, du moins selon d'autres critères (âge, trajectoires résidentielles, statut d'occupation, etc.) que ce qu'en transmettent les discours et les représentations. Or, ils définissent également le rapport des individus au territoire.

⁷¹ Ce chapitre doit beaucoup aux travaux de J.-A. Boudreau, S. Didier et C. Hancock, pour Los Angeles, de C. X. Lopez pour Bogotá, de V. Baby-Collin, P. García Sánchez et S. Gonzalez pour Caracas, d'A. Gauvin, D. Merklen et M.-F. Prévôt-Schapira pour Buenos Aires.

Plusieurs exemples tirés de cas socialement très différenciés, à des échelles d'ailleurs variées, le montrent bien. Dans le cas du grand *country-club* de Buenos Aires, le C.U.B.A., initialement club universitaire sportif de l'Université de Buenos Aires, la complexité des statuts, entre propriétaires, sociétaires, etc., divise les intérêts des habitants. A partir de 1977, le projet de transformation en *club de campo* qui aurait bien fourni le statut légal pour fermer l'ensemble, a soulevé de nombreuses controverses entre les partisans, soucieux de leur tranquillité, mais plus encore de la valorisation de leur propriété immobilière, et les opposants, favorables à une plus grande justice sociale que la fermeture de l'ensemble annulerait si les riverains ne pouvaient plus venir profiter de ses espaces verts ou traverser le quartier (Thuillier, 2002: 292). Pour reprendre un exemple socialement très différent, puisqu'il s'agit d'un ensemble de classes moyennes tirant parfois vers le bas, dans l'une des deux unités résidentielles de Coapa (deux grandes "manzanas", pâtés de maison), dans le sud de Mexico, certains individus se sont opposés, la trouvant gênante et coûteuse, tandis que d'autres, n'étant pas d'accord sur le principe, ont donné leur assentiment en refusant d'en assumer le coût: la fermeture a été obtenue totalement dans la cinquième "manzana", mais partiellement dans la "quatrième" où la présence de commerçants rétifs face à une mesure qui allait limiter la circulation, a été un facteur rédhibitoire. Dans le cas de l'installation d'une "douane résidentielle urbaine" dans le quartier de la Redoma de San Luis à Caracas, des divergences ont pu surgir parmi les riverains, notamment par rapport à la gestion ou au montant des charges qui leur incombent, même si c'est au conseil directif de l'association des habitants qu'est revenu le dernier mot. Dans le quartier semi-gentryfié, relativement hétérogène et ouvert de la Macarena à Bogotá, la balance a pesé de l'autre côté, face à la protestation des intellectuels et des artistes: la fermeture d'un parc d'accès public dont la gestion revenait à la copropriété des tours du Parc, a été refusée par une majorité de résidents qui ont préféré sécuriser l'espace vert en y améliorant l'éclairage et en y rémunérant des vigiles, grâce à l'appui d'un programme municipal. Peut-on néanmoins en conclure qu'il y a corrélation entre hétérogénéité/ homogénéité et la fermeture/ l'ouverture ou l'autonomisation politique? La réponse est sans doute assez nuancée.

Les exemples états-uniens vont d'ailleurs dans le même sens: lors du référendum sur l'incorporation de Leisure World, l'élection finale entérinant l'incorporation s'est jouée à très peu de voix: 26,7% seulement des votants se sont présentés aux urnes, et le «oui» à l'incorporation ne l'a finalement emporté que de 2061 voix contre 1971 (archives de la ville de Laguna Woods: résultat des votes du 2 mars 1999). L'argument de la spécificité de Leisure World liée à son homogénéité singulière (une *gated community* pour personnes âgées) pèse peu, même si les supporters de l'incorporation ont pu ponctuellement l'instrumentaliser: les documents de propagande pro-incorporation fournis au LAFCO en montrent ainsi plusieurs exemples, notamment quand l'option de l'annexion par la ville voisine de Laguna Hills a été proposée par les adversaires de l'incorporation. Ainsi, dans le rapport financier précédemment cité, il est affirmé dès la première page que «les caractéristiques démographiques des villes voisines susceptibles d'annexer [Leisure World] ne sont pas compatibles avec la communauté de Leisure World», sans toutefois plus d'explication quant à la nature de cette incompatibilité. Pourtant, le courrier des lecteurs du journal local, bien plus ouvert à la discussion que ces documents fournis au LAFCO verrouillés par le comité pro-incorporation, montre bien que de nombreux résidents auraient préféré être annexés par la municipalité voisine de Laguna Hills. L'argument de l'homogénéité singularisant Leisure World par rapport à ses voisins n'est donc pas pour eux suffisant pour se lancer dans l'entreprise de l'incorporation.

A une autre échelle qui n'est plus celle de l'ensemble résidentiel sécurisé, la courte majorité obtenue lors du référendum du 5 novembre 2002 concernant la sécession⁷² de la vallée de San Fernando (51% des votants et seulement un tiers dans la municipalité éponyme de San Fernando), et le refus cinglant d'Hollywood, montrent que ce genre de démarche est loin de faire l'unanimité pour des raisons que nous allons détailler par la suite, car elles nuancent les discours courants sur l'égoïsme des classes moyennes états-uniennes.

Dans tous les cas, la prise de décision suit donc un équilibre extrêmement fragile et est rarement unanime.

L'incorporation/ la sécession états-unienne : *small is beautiful*

Les grandes villes des Etats-Unis, et Los Angeles en particulier, ont souvent servi de point de référence aux évolutions constatées sur d'autres parties du continent. Il est donc important d'avoir en contrepoint des études sur l'Amérique latine une approche approfondie et nuancée de ce cas, qui évite la simplification, voire la diabolisation, de ce soi-disant «modèle». Elle permet de relativiser certains des aspects qui choquent souvent le plus des observateurs européens, comme par exemple la plasticité de la carte politique de l'agglomération. Dans le contexte états-unien qui valorise le local bien plus que les échelles de gouvernement supérieures, le processus d'incorporation est perçu comme un perfectionnement des formes de gouvernance et non comme une «dissolution» de l'urbain. Il convient de se souvenir que l'aspiration à une vie séparée de chaque communauté est perçue comme légitime, et comme ayant une légitimité bien supérieure à celle de tout *big government*, c'est-à-dire d'administration politique lointaine sur laquelle les habitants n'ont pas ou peu de prise. Il ne s'agit pas

⁷² Terme sur lequel nous allons revenir un peu plus loin dans le même chapitre.

toujours, comme le suggère Donzelot (1999), d'une désolidarisation à proprement parler, mais plutôt d'une volonté d'organiser la solidarité et d'aménager leur espace de vie à une échelle perçue comme plus efficace, celle de la petite ville.

De ce point de vue, la municipalité de Los Angeles, deuxième en population après celle de New York, est perçue comme un « monstre » et une anomalie : sa taille est constamment présentée comme un problème, une atteinte à la démocratie, dans un contexte politique où le mythe de la *small town America*, tant célébrée par A. de Tocqueville, sert encore de référence alors même que la population nationale est métropolitaine dans sa vaste majorité. L'argument de l'excessive centralisation du pouvoir et des services du *downtown* (dans le centre) et de la distance, physique et symbolique, au *City Hall*, est utilisé pour prôner la division en trois ou quatre municipalités. De plus, suivant la théorie du *public choice*, on se réfère à une conception très utilitariste de la notion de justice ou d'équité, qui suppose que chaque secteur d'une ville ait un juste retour en services par rapport aux impôts prélevés par la ville. Ces remarques invitent à une relecture du fait que, dans plusieurs Etats, des *gated communities* ont obtenu devant la justice de pouvoir déduire de leurs impôts les frais versés à l'association de copropriété. Comme souvent, aux Etats-Unis, où les *lobbies* constituent un acteur important de la vie politique, les associations de propriétaires en constituent aussi de puissants, qui tentent donc d'obtenir des réductions d'impôts locaux proportionnelles à la part des services communautaires qu'ils se fournissent à eux-mêmes. Ces différents éléments propres à la culture politique états-unienne font que les arguments des sécessionnistes revêtent une certaine légitimité auprès du public en général. Il semble dès lors qu'il faille nuancer l'interprétation de l'incorporation comme un stade ultime de la volonté de repli sur soi des résidents (cf., par exemple, Pihet, 1999, pour les deux Sun City de l'Arizona, qu'il considère comme des anti-villes).

Le processus d'incorporation politique en Californie s'appuie sur l'initiative des résidents, qui doivent accumuler un certain nombre de signatures auprès de ceux-ci (en général de 20 à 25% des électeurs) en faveur de l'incorporation. Le tableau n°2 en résume les différentes étapes successives. Cette pétition fait ensuite l'objet d'une étude par une agence de l'État de la Californie (la *Local Agency Formation Commission*, LAFCO), qui détermine la viabilité d'une nouvelle municipalité, ses frontières définitives et l'impact de cette incorporation sur l'ensemble du comté. L'autonomie politique locale (tant l'incorporation que la sécession qui suit des procédures similaires) en Californie est donc d'abord et avant tout à l'initiative des résidents et non de l'État. Avec la nouvelle loi californienne de 1997 qui élimine le droit de veto de la ville touchée par des revendications sécessionnistes, les Californiens peuvent désormais obtenir sécession par un processus semblable à celui de l'incorporation d'une municipalité qui n'est pas rattachée à une municipalité existante, mais plutôt directement au comté. L'incorporation désigne donc le processus d'accession d'un territoire relevant du comté au niveau de municipalité autonome, tandis que la sécession est le processus de séparation d'un ensemble d'une municipalité déjà existante. Les cas de demande d'incorporation sont beaucoup plus nombreux que la sécession, et c'est pour cette raison que les demandes de sécession de la part de la Vallée de San Fernando (qui constitue le réservoir d'eau de la municipalité de Los Angeles) et d'Hollywood ont fait grand bruit.

Tableau n°2: la procédure d'incorporation en Californie

Première étape : qui l'initie ?

- soit l'entité politique (municipalité, district ou comté) qui gère le territoire concerné par l'incorporation vote en interne une résolution officialisant le lancement de la procédure.
- soit les résidents eux-mêmes fournissent au LAFCO une pétition signée par au moins 25% des inscrits sur les listes électorales du secteur concerné par l'incorporation.

Deuxième étape : est-elle viable ?

- une série de rapports doit être fournie au LAFCO (demande d'incorporation spécifiant les limites de la future municipalité, rapport de viabilité fiscale et budgétaire courant sur huit ans, rapport environnemental).
- le LAFCO décide ou non de l'ouverture de sessions publiques.

Troisième étape : qu'en pense le public ?

- lors de séances publiques, ainsi que par courrier, le LAFCO collecte des témoignages pour ou contre l'incorporation, lesquels peuvent émaner de particuliers, entreprises, ou collectivités locales.
- en dernier ressort, le LAFCO juge de la validité de la proposition

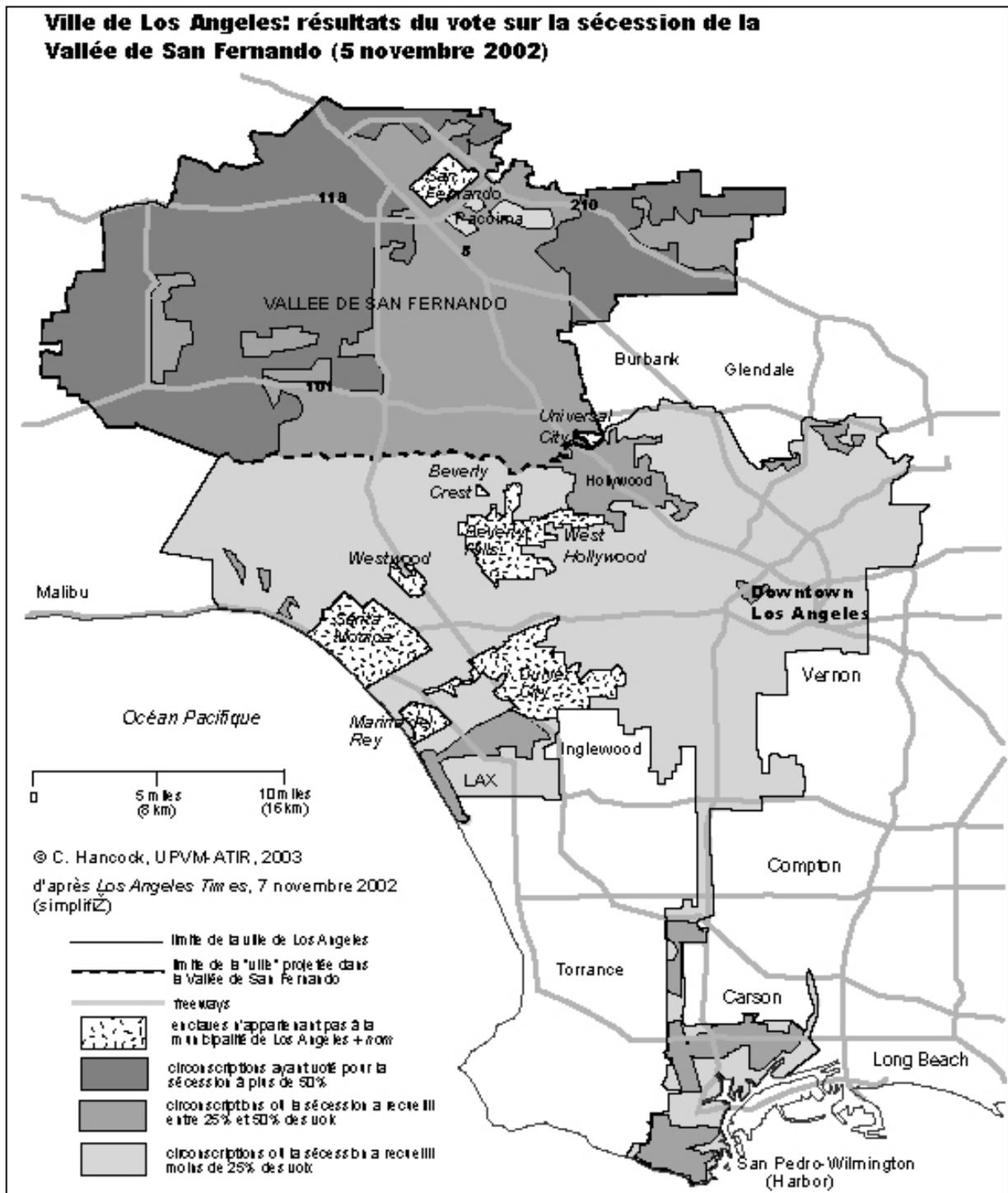
Étape finale : we, the people...

Le vote proposant l'incorporation ou le statu quo est organisé auprès des électeurs des secteurs concernés par l'incorporation. La municipalité est incorporée à la simple majorité des voix.

* simplifié d'après le *Cortese-Knox Local Government Reorganization Act of 1985 (sect. 56000 et seq. Of the Cal. Govt. Code)*

En effet, la revendication d'indépendance municipale émane de nombreux secteurs de la ville, mais elle a atteint un stade très avancé dans trois parties de la municipalité (cf. carte n°16) : d'une part, la Vallée de San Fernando, où le mouvement pour l'autonomie dure depuis plusieurs décennies ; d'autre part, dans le secteur du port de Los Angeles (Harbor, ou San Pedro-Wilmington) ; et enfin Hollywood, qui avait été rattachée en 1910 à la municipalité de Los Angeles. Suite à une étude de viabilité discutée en mai 2002, il a été décidé que la demande de sécession de Harbor ne pourrait faire l'objet d'un vote, mais la question de la création de nouvelles municipalités autonomes dans la vallée de San Fernando et à Hollywood a été mise aux voix le 5 novembre 2002.

Carte 16 : Résultats du vote sur la sécession de la Vallée de San Fernando (Los Angeles, le 5 novembre 2002)



Or, même s'il est vrai que les demandes d'incorporation de la part de *gated communities* se sont multipliées dans les années 80-90, il n'y a pas de lien systématique entre l'homogénéité du peuplement, la désolidarisation

et les demandes d'autonomisation politique, quelle que soit l'échelle à laquelle elles se produisent. Les cas de Leisure World/ Laguna Hills, *gated community* pour personnes âgées construite sur le modèle de Sun City, et d'Hollywood, servent à illustrer des facettes différentes de la « sécession urbaine ».

Cas de Leisure World/ Laguna Hills : entre NIMBY et participation aux affaires du comté d'Orange

La plupart des *gated communities* n'ont pas d'autonomie politique *per se*. Elles sont le plus souvent incluses dans des municipalités dont les limites territoriales débordent l'ensemble résidentiel sécurisé, ou bien elles relèvent de l'espace comtal (cas d'ensembles résidentiels sis dans des espaces dits «non incorporés»). Quel que soit le cas de figure, comme l'indique McKenzie (1994), ces ensembles résidentiels, gouvernés par des associations de propriétaires (*homeowners' associations, residential community associations, community associations*) auxquelles les résidents doivent obligatoirement appartenir, agissent cependant comme des quasi-gouvernements privés régulant par voies légales et contractuelles (à travers des règlements intérieurs, les *covenants*) la vie dans l'ensemble résidentiel. Cette disposition rappelle l'auto-gouvernement en "petites communautés" prôné par Ebenezer Howard. Ces associations de propriétaires se superposent aux administrations municipales publiques, et donc, les résidents continuent de contribuer fiscalement à l'ensemble de la municipalité ou du comté, en plus de payer des surtaxes privées à leur association de copropriétaires, sauf dans quelques cas de contestation déjà évoqués. Quelques-uns de ces ensembles résidentiels sécurisés ont récemment tenté d'obtenir (cas de Coto de Caza en 1998 dans le comté d'Orange également), voire ont obtenu l'entière autonomie politique en s'incorporant en municipalité, comme c'est le cas de Leisure World/Laguna Woods en 1999, au terme d'une longue bataille juridique.

La multiplication de ces demandes d'incorporation a souvent répondu à une recherche de l'entre-soi, à la préservation d'un style de vie (gays, vieux, etc.), en particulier dans des environnements urbains perçus comme très changeants. Mais, en réalité, quand on observe en détail les motivations des résidents et les débats qui tournent autour de la demande d'incorporation, faite, dans le cas de Leisure World, par les habitants auprès du Comté d'Orange, on s'aperçoit que l'incorporation permet aussi une meilleure implication de la "communauté" à une autre échelle de gouvernement.

Contrairement au postulat de départ, ce n'est pas cette homogénéité seule par rapport aux villes voisines et à l'ensemble de l'agglomération angeleña qui provoque l'incorporation : après tout, Leisure World avait fonctionné jusqu'alors pendant trente ans en relevant de la juridiction du comté, et l'homogénéité était tout aussi forte (voire plus forte) lors de l'inauguration en 1961 qu'aujourd'hui.

En fait, l'interprétation paraît beaucoup plus complexe, les mouvements d'autonomisation politique à cette échelle sont délicats à analyser, et opérer une hiérarchisation des facteurs semble assez vain, même si on peut les identifier assez nettement.

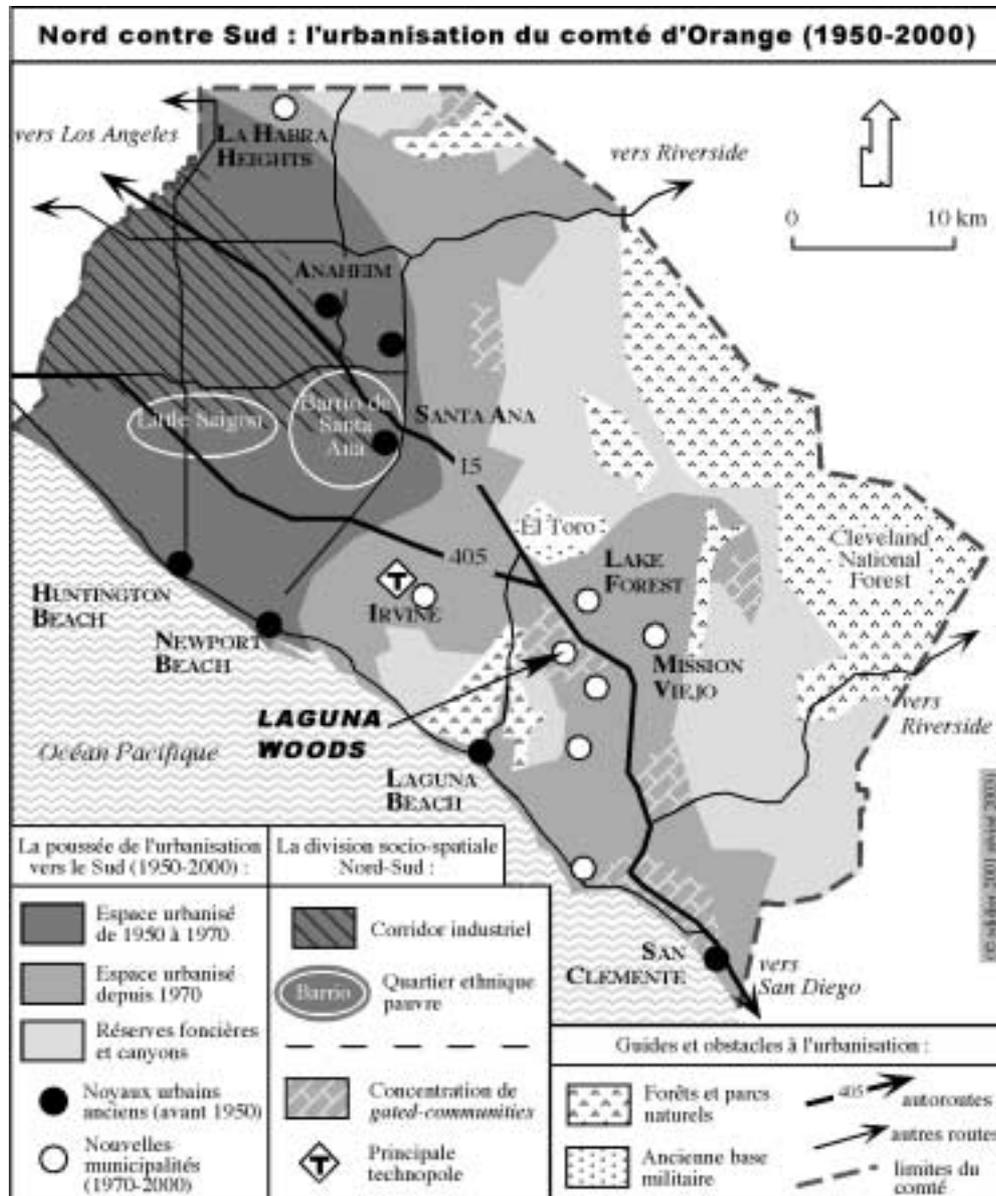
La première (et essentielle) motivation est la volonté du comté, pour des raisons d'économies, de se débarrasser de poches de territoires non-incorporés, isolées au milieu de municipalités de plein droit : il faut rappeler ici le rôle de la faillite retentissante du comté en 1994 suite aux spéculations boursières de son contrôleur général des finances qui n'avait d'autre solution pour équilibrer son budget... Ainsi, la proposition originelle d'incorporation n'émanait probablement pas des résidents mais bien du comté, comme en attestent les déclarations "pro-incorporation" d'un *county supervisor* lors d'une séance publique d'information tenue à Leisure World bien avant le dépôt de la proposition d'incorporation fournie par les résidents au LAFCO (24/4/97, *Leisure World News*, 8 mai 1997, « *Supervisor gives south county issues priority* »).

La seconde motivation est liée aux transformations profondes de ce secteur depuis les années 1970 (cf. Didier 2000) : l'urbanisation autrefois limitée au Nord du comté a touché une majeure partie du Sud et les incorporations et annexions se sont multipliées, reflétant finalement ce qui s'était produit dans les années 50 dans le Nord du comté (cf. carte n°17). Il faut d'ailleurs noter que plusieurs tentatives infructueuses d'incorporation de Leisure World avaient déjà eu lieu, notamment à l'occasion de l'incorporation de la municipalité voisine de Laguna Hills sept ans plus tôt (cf. LAFCO 1998). La volonté de contrôle local (de gestion des usages du sol notamment), très caractéristique de la politique territoriale états-unienne, a ainsi été largement mise en avant par les supporters de l'incorporation, comme le montrent des extraits du rapport financier proposé au LAFCO de 1998. La faillite elle-même (et donc la réputation d'incompétence, voire de corruption) du gouvernement comtal n'est par ailleurs pas étrangère à la volonté de certains résidents de s'affranchir de cette tutelle, et reflète l'hostilité générale au *big government*.

Troisième motivation, directement liée elle aussi à ces transformations, l'incorporation peut être assimilée à une réaction NIMBY de résidents majoritairement propriétaires face aux effets induits par cette urbanisation. La thématique de la préservation des valeurs du foncier est essentielle pour comprendre la mise en place des *gated communities* (cf. Le Goix, 2002), et l'accession au statut de municipalité a de ce point de vue un avantage : depuis une dizaine d'années, la congestion du secteur Nord du comté et la saturation de l'aéroport ont remis à

l'ordre du jour comtal la transformation de l'ancienne base militaire voisine de Leisure World en aéroport civil, avec toutes les menaces de nuisances et de dépréciation du foncier que la décision impliquerait. Le combat contre l'aéroport fut une préoccupation récurrente exprimée lors de l'étape décisive de consultation du public (cf. LAFCO 1998), mais surtout un argument de poids utilisé par les supporters de l'incorporation dans le vote final.

Carte 17 : L'urbanisation du comté d'Orange (1950-2000)



Là encore, l'argument avancé est celui du contrôle local : s'incorporer donnerait un meilleur accès aux affaires publiques, une municipalité se faisant mieux entendre qu'un territoire non-incorporé dans les prises de décision à l'échelle comtale. On arrive donc ici à une situation qui peut effectivement sembler paradoxale pour des observateurs européens : en conformité avec la structure du pouvoir local aux États-Unis, l'atomisation politique que représente l'incorporation va permettre une participation plus importante aux affaires publiques à une autre échelle...

Le cas d'Hollywood : la bonne échelle de gouvernement ?

Les leaders d'Hollywood VOTE, très orientés vers l'échelle micro-locale, et beaucoup moins bien liés aux élus politiques de l'État de la Californie que ceux de Valley Vote, répètent aussi constamment qu'une nouvelle ville

permettra de renforcer cette gouvernance *grassroots*.⁷³ Les sécessionnistes revendiquent eux aussi de plus petites entités politiques en réaction à leur perception de la Ville de Los Angeles comme un monstre ingouvernable et trop axé vers les besoins des grandes entreprises du centre-ville plutôt que ceux des résidents.

Les motivations pour la sécession d'Hollywood sont donc assez mixtes. Il ne s'agit pas d'un mouvement cherchant à conforter une homogénéité sociale ou ethnique, ni à la créer, ni même à produire de la sécurité (même s'il s'agit aussi de se débarrasser des gangs). La quête de sécurité ne mène en rien à une sécurisation physique d'Hollywood, elle se traduit plutôt par des programmes sociaux visant l'intégration des populations et par la construction d'aménagements urbains ayant pour but de créer un environnement de vie agréable et économiquement dynamique. Avec une certaine utopie, les sécessionnistes croient sincèrement qu'une nouvelle ville leur permettra de mieux gouverner, de rapprocher le gouvernement des citoyens, d'expérimenter avec de nouvelles façons de faire et d'offrir des services qui répondent aux besoins spécifiques de Hollywood à cause de son hétérogénéité. Ils croient en la possibilité de « mieux faire les choses », de « changer » la façon de vivre ensemble, face à la complexité institutionnelle et politique de la Ville de Los Angeles, invalidante. Une nouvelle "petite" ville aurait comme effet, pensent les sécessionnistes, d'ouvrir la boîte noire du gouvernement, tout en permettant aux ensembles résidentiels de Hollywood de s'épanouir dans toute leur diversité. La participation des citoyens, déjà assez active au niveau des quartiers (initiatives micro-locales comme des « Neighborhood Watch », des coopérations entre les stations de police locales et les enfants pour des activités après l'école, etc.), deviendrait alors plus efficace puisqu'elle serait supportée par des institutions politiques plus près de l'échelle micro-locale. Cette plus grande efficacité, en retour, permettrait de dé-stigmatiser Hollywood en la rendant plus belle, plus sécuritaire, plus dynamique économiquement.

Le but affirmé (quoiqu'il peut certes cacher des intérêts individualistes) n'est pas d'homogénéiser, mais plutôt d'instrumentaliser l'hétérogénéité comme moyen de construire une identité politique propre à Hollywood (dont le fondement premier est la diversité) et de projeter cette identité comme outil de développement économique tout comme un "modèle" du vivre-ensemble. Il est clair, cependant, que le but premier des sécessionnistes est d'embellir Hollywood pour éventuellement lui donner une allure semblable à West Hollywood et Beverly Hills et donc contraster avec le reste de la ville de Los Angeles. Les motivations pour cet embellissement, cependant, semblent être non seulement l'exclusion mais aussi l'intégration. Alors que certains sécessionnistes cherchent vraisemblablement à embourgeoiser Hollywood, encourager le commerce et un mode de vie adaptés aux plus riches, d'autres cherchent d'abord et avant tout à "stabiliser" la communauté, attirer d'autres artistes "bohèmes" et stopper l'exode des immigrants, à les inciter à "s'établir" à Hollywood en leur procurant un environnement agréable, dynamique économiquement, à des prix abordables. Autrement dit, pour utiliser le vocabulaire de Albert Hirshman (1970), la sécession constitue un « *exit* » politique visant à donner plus de « *voice* » aux résidents sans qu'ils ne quittent physiquement les lieux. Ainsi, les sécessionnistes cherchent à éviter que les résidents "partent" dans de meilleurs quartiers, par exemple, des *gated communities* en leur proposant un système politique dans lequel ces résidents pourront participer activement et s'intégrer. A Hollywood, c'est l'ouverture (aux touristes, aux consommateurs, aux résidents) qui semble rassurer les résidents, plus que la fermeture. On a donc bien affaire à un projet de gentryfication (et les projets de "beautification" présentés en annexe ne laissent aucun doute à ce sujet : l'esthétique du palmier, comme solution aux problèmes sociaux, y règne en maître), qui ne se déguise ici que très faiblement comme un projet d'autonomisation politique. Les mots-clés de "community" et "neighborhood" ne sont utilisés que comme des clauses de style ; les absents de ce plaidoyer, ce sont les résidents du secteur, les fameux citoyens dont VOTE prétend mieux assurer la représentation.

Ainsi, la nature des groupes dont émane prioritairement la revendication de sécession, la nature des "projets de ville" mis en avant dans les dossiers présentés à LAFCO, renvoient bien plus à des logiques sociales d'exclusion que d'inclusion. Cependant, paradoxalement, la définition des territoires des nouvelles villes s'est faite sur un pari d'hétérogénéité sociale, et on peut considérer que c'est ce pari qui a en partie causé l'échec de la tentative sécessionniste. En effet, l'hétérogénéité sociale célébrée publiquement par les sécessionnistes se réduisait à une attitude paternaliste ancrée dans la culture politique très localisée des États-Uniens. Il s'agissait en fait de "protéger" la diversité sociale d'un territoire local en excluant l'arrivée d'autres résidents moins bien nantis. Un leader sécessionniste de San Pedro-Wilmington a bien résumé cette attitude : « Nous voulons prendre soin de nos propres pauvres et ne pas recevoir les pauvres de Los Angeles » (entretien, 26 mai 1999).

Amérique latine : vers la ville des copropriétaires et des riverains ?

⁷³ Le terme *grassroots* pourrait se traduire par « action politique à partir de la base ».

Le poids croissant des associations de propriétaires et de riverains comme acteur urbain

En Amérique latine, les associations de copropriétaires et de riverains jouent-elles aussi un rôle important dans le contexte urbain contemporain et dans le contexte de crise, toute relative, de l'Etat-Nation (peut-être plus de l'Etat central ou fédéral), d'ouverture accélérée des frontières des pays ? A l'échelon local et/ou métropolitain, observe-t-on aussi des formes de désolidarisation (notamment fiscale) et/ou des modes d'implication plus étroits dans la vie politique locale ?

Les lois de copropriété, adoptées généralement assez tardivement en Amérique latine par rapport aux Etats-unis (1947 en Argentine, 1964 au Brésil...), obligent également les copropriétaires réunis en assemblée à dicter un règlement interne et à élire un syndic (interne ou externe, en général un habitant du lotissement).

Les modes de gestion varient ainsi complètement d'un ensemble résidentiel sécurisé à l'autre. K. Serfaty (2000) cite les cas de Nova Ipanema et de Novo Leblon, parmi les premiers *condominios* de Barra da Tijuca, où l'assemblée des copropriétaires a élu un collègue parlementaire prévu par la loi. C'est ici pourtant l'assemblée qui est l'équivalent du syndic de copropriété, ce qui n'est pas le cas dans d'autres *condominios*. Dans les quartiers "ouverts", c'est, comme on l'a vu, à travers la constitution d'une association de riverains que les habitants prennent des décisions concernant l'amélioration du quartier. Dans le quartier de la Redoma de San Luis à Caracas, comme à Nova Ipanema et à Novo Leblon, c'est d'ailleurs moins l'assemblée de l'association civile qui a été fondée pour mettre sur pied les dispositifs privatifs et sécuritaires, que le conseil directif, qui prend les décisions.

D'une part, le détournement du dispositif juridique de l'association civile à but non lucratif ou de ses équivalents, qui donne aux riverains une existence publique, permet de faire sortir leurs revendications du domaine strictement "communautaire" des "voisins". Au Vénézuéla, le rôle des associations de riverains, censées représenter la "communauté", s'est accru à la fin des années 1980 quand elles ont été reconnues comme des interlocuteurs de base par les lois d'aménagement urbain et du régime municipal. Généralement, et pas seulement dans les beaux quartiers, la "communauté", fréquemment instrumentalisée, devient la figure de référence de l'interface entre les politiques urbaines et les mouvements sociaux. Dans les ensembles résidentiels sécurisés, elle se trouve confortée comme instance morale et socio-politique, notamment pour la résolution des conflits, faisant alors autorité. D'autre part, la concentration des ensembles résidentiels sécurisés, en particulier ceux où la population dispose d'un pouvoir d'achat et de pression élevé, dans certaines zones des grandes métropoles latino-américaines (cas de Barra da Tijuca à Rio, de Pilar dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires), leur octroie une capacité de pression face à des autorités locales aux marges de manœuvre, à l'efficacité et à l'indépendance relativement faibles.

Les fédérations et les acteurs économiques ont alors une capacité d'action peu limitée dont il faut essayer de comprendre les objectifs et la finalité. Ainsi, à un autre échelon, depuis 1992, les syndicats des copropriétés de Barra da Tijuca, qu'elles soient ouvertes ou fermées, ainsi que les associations de riverains des quartiers qui ont décidé de la fermeture (qui portent d'ailleurs le même nom au Brésil, *condominio*, ce qui entretient la confusion), élisent les représentants de la « chambre communautaire de la Barra ». Cette fédération donne aux copropriétaires et aux habitants des quartiers fermés un pouvoir de lobbying suffisant pour peser sur les décisions de la mairie d'arrondissement. A Barra, la chambre communautaire a un tel poids qu'elle a réussi à évincer partiellement les pouvoirs publics. La SUDEBAR, créée en 1974 pour veiller à l'application du plan de Lucio Costa, a progressivement perdu de son pouvoir, puis a été totalement écartée à la suite d'une refonte territoriale et administrative. Le pouvoir de la chambre s'explique par l'extrême concentration des ensembles résidentiels sécurisés dans la zone de Barra. Elle se déclare d'ailleurs comme seul interlocuteur légitime de la mairie, proche des habitants, au fait de leurs demandes et de leurs besoins.

Ce n'est cependant pas le seul pouvoir d'achat élevé qui confère aux résidents de Barra plus de pouvoir et de marge de manœuvre. On observe également le même processus de lobbying à Pedra da Selva, grand ensemble de classes moyennes : l'association des habitants, l'ADESPE, qui se présente comme la seule légitime, a réussi à légaliser les grilles et les guérites auprès de la municipalité, sortant vainqueur des conflits. Son rôle, ainsi que les alliances qu'elle a nouées avec les pouvoirs locaux, lui donnent un pouvoir qui lui permet de mobiliser 6000 électeurs, tuant dans l'œuf toute contestation (Mello & Vogel, 2002). Ce pouvoir électoral leur octroie la possibilité d'influencer les décisions de l'assemblée municipale, en particulier quand il s'agit de voter des décrets favorables à la clôture privative de l'espace. Dans tous les cas, les associations d'habitants et les assemblées de copropriétaires, surtout quand elles ont élu un conseil directif qui apparaît alors comme un appareil démocratique, ont un pouvoir croissant auprès des autorités municipales, même s'il est difficile de le mesurer.

En Amérique latine, l'autonomie politique, c'est-à-dire le fait, pour un groupement résidentiel, de demander la constitution d'une nouvelle municipalité (selon le principe d'immunité), est peu à l'ordre du jour des revendications des habitants. On note bien ça et là, quelques tentatives, mais elles ne sont guère représentatives,

même si elles peuvent être significatives. Par exemple, certains riverains de Lomas de Monteclaro, la partie haute de l'ensemble résidentiel sécurisé étudié à Caracas, a essayé de faire alliance avec d'autres localités de la zone (San Diego et San José) pour discuter d'une éventuelle indépendance politique par rapport à la municipalité de Guaicaipuro. Leur inquiétude face à l'expansion des *barrios* voisins, à laquelle la municipalité, trop populiste et "chaviste" à leur goût, accusée d'avoir même, d'après eux, favorisé l'invasion, n'apporte pas de solution, les pousse à se rapprocher de quartiers aux intérêts semblables. De même, les associations de copropriétaires des trois sous-parties de Monteclaro et le conseil d'actionnaires du club ont tenu des réunions de mise au point de stratégies entre quartiers "pairs". Cependant, l'exacerbation de la dualisation de la vie politique vénézuélienne n'est peut-être pas étrangère à cette situation.

Comme le mentionne K. Serfaty (2000), les habitants de Barra da Tijuca ont voté massivement contre le référendum de 1988 de demande de création d'une municipalité autonome. Celui-ci était porté par les professionnels de la promotion immobilière et de la construction, dont les intérêts relevant peut-être plus d'un urbanisme corporatiste (Santos, 1990) sont manifestement divergents de ceux des résidents et des copropriétaires. Qu'est-ce qui a donc poussé les résidents à refuser l'autonomie qui leur était offerte et pour quelles raisons n'y a-t-il pas véritablement de demande d'autonomisation politique de la part des habitants des ensembles résidentiels sécurisés ? Certes, la différence entre les dispositifs institutionnels constitue un premier niveau de réponse, néanmoins insuffisant. La grande flexibilité des territoires politiques aux Etats-Unis n'a pas d'équivalent en Amérique latine où la modification du dessin des frontières municipales est plus liée aux redécoupages électoraux à visée politique ou à l'extension de l'urbanisation pour les villes-centres.

Certains grands ensembles résidentiels sécurisés –en général pas les petits lotissements- ne manquent pas de contester l'acquittement des taxes locales (généralement pour l'entretien des rues, l'éclairage, le ramassage des ordures). En effet, ces services sont souvent assurés par le syndic lui-même, du moins à l'intérieur de l'ensemble résidentiel sécurisé, mais moins à l'extérieur où les municipalités investissent proportionnellement plus (pour l'asphaltage des routes, leur illumination) qu'elles ne le font dans les quartiers ouverts plus modestes qui ne bénéficient pas d'un tel pouvoir de pression. En raison du poids électoral de ces citoyens fortunés, les municipalités n'hésitent pas à dépenser des fortunes pour asphaltier les routes menant aux riches ensembles résidentiels sécurisés. En réalité, on peut penser que le refus de payer les taxes a des implications différentes en fonction de la localisation de l'ensemble résidentiel sécurisé et de sa situation par rapport au reste de la ville. En position périphérique, dans des espaces "vierges" ou interstitiels, il est contraint à une autonomie pour l'approvisionnement en eau et en électricité et l'assainissement, tandis que l'équipement du quartier représente un coût important pour la collectivité, lié à l'étalement urbain. Inséré dans un milieu suburbain existant, un peu plus dense, l'ensemble résidentiel sécurisé bénéficie des services urbains publics. Cependant, la gestion des rues et du ramassage des ordures ménagères (qui donnent lieu à l'acquittement de taxes municipales) et l'approvisionnement en eau et en électricité, ainsi que l'assainissement, assurés suivant plusieurs régimes, le plus généralement sous la figure de la concession, ne relèvent pas du même type d'acteurs. Dans certains cas, les syndics préfèrent se substituer aux pouvoirs publics pour assurer certains services comme le ramassage des ordures ménagères. Mais parfois les deux types de revendications se mêlent.

Dans le cas de Barra da Tijuca, l'inexistence des services (eau...) dans les années 70 participe de la construction du mythe de la frontière, en l'occurrence du front d'urbanisation, pour les "pionniers", c'est-à-dire pour les premiers occupants (Serfaty, *op. cit.*). L'échec du référendum demandant l'autonomie politique à Barra da Tijuca s'explique par l'ambivalence que confère le fait de constituer une « ville dans la ville » : d'un côté, l'acquittement de taxes locales importantes attribue aux copropriétaires un certain pouvoir de pression sur les autorités municipales ; de l'autre, elle leur permet de bénéficier de certains services (eau, électricité...), tout en assurant eux-mêmes d'autres que les habitants considèrent comme déficients, selon leurs propres critères (même s'ils peuvent être, le cas échéant, d'une qualité et d'une densité supérieures au reste de la ville), comme le transport (navettes), le nettoyage ou encore la sécurité. Ces services incombent alors à la collectivité des copropriétaires, ce qui leur permet de justifier un droit d'usage. A Caracas comme à Rio, c'est parce qu'ils sont contribuables que les riverains, dans les ensembles résidentiels sécurisés *ex post* et *ex nihilo*, revendiquent leurs droits à restreindre l'accès des rues aux "étrangers". Difficile de dire, en revanche, dans quelle mesure les copropriétaires s'acquittent véritablement du paiement de l'impôt foncier : K. Serfaty signale que, globalement, à l'échelle de la municipalité de Rio, Barra est « en deuxième position pour le prélèvement de l'*impuesto predial territorial urbano* », alors qu'elle ne compte que 100.000 habitants, mais on sait que l'importance de l'évasion fiscale chez les plus riches ... G. Thuillier (2002), pour sa part, au sujet de la municipalité de Pilar dans le nord-ouest du Grand Buenos Aires, souligne les maigres bénéfices qu'en a tiré la ville, en raison du faible taux de recouvrement de la taxe municipale, l'acquittement des droits à bâtir. Même le parc industriel local, avec ses 11.000 emplois, ne génère que peu de recettes au vu de l'ampleur des exemptions fiscales accordées. On connaît les largesses dont bénéficient les hypermarchés dans la guerre que se livrent entre elles les municipalités pour les attirer et créer de l'emploi. Certes, la mairie de Pilar prélève une taxe supplémentaire ne concernant que les ensembles résidentiels sécurisés, la taxe d'« entretien de la Voirie et des *clubes de*

campo », mais elle ne semble pas faire sa fortune. Difficile de dégager quoi que ce soit, tant la fiscalité et les finances municipales sont opaques. Il faudrait des études précises, difficiles à réaliser.

Dans les municipalités "pauvres", en particulier celles de la grande périphérie, les travaux menés par les copropriétés sécurisées s'arrêtent généralement aux portes de l'ensemble résidentiel (l'asphaltage, par exemple), et les contrastes avec les quartiers environnants peuvent être d'autant plus brutaux, que la construction de ces ensembles fait souvent fi des lois environnementales (protection de réserves naturelles, normes d'équipement, impact sur l'environnement...), accentuant la saturation des réseaux. Les tentatives de la municipalité de Pilar de créer une nouvelle taxe qui conduirait essentiellement à la hausse des prélèvements sur les habitations comprises dans le périmètre des ensembles résidentiels enclos, ont échoué face à la levée de boucliers des promoteurs et de la *Federación Argentina de clubes de campo*. Cependant, le maire a réussi à faire passer une augmentation des taxes municipales les touchant principalement.

L'extrême concentration des ensembles résidentiels sécurisés de Barra n'est pas sans évoquer la « ville des copropriétaires » angelena, en particulier dans le comté d'Orange. Les associations de copropriétaires et de riverains occupent un rôle croissant dans la vie politique locale, voire métropolitaine, quand, en fonction des degrés de concentration résidentielle des ensembles résidentiels sécurisés, les représentants des fédérations arrivent à des charges électorales de majeure importance. Mais les ensembles résidentiels les plus riches ne sont pas les seuls concernés, même s'il est difficile d'évaluer le poids des uns et des autres. Comme aux Etats-Unis, il s'agit moins, pour les copropriétaires, de "faire sécession", de refuser de payer pour les autres, de s'isoler ou de s'autonomiser, que de former un groupe de pression qui puisse intervenir à l'échelon politique adéquat, la municipalité, tout en assurant collectivement certains services, au nom d'une certaine efficacité. Le pouvoir de l'assemblée des copropriétaires s'exerce autant à l'intérieur de l'ensemble résidentiel sécurisé (à travers les règlements) qu'à l'extérieur (dans les rapports avec les pouvoirs publics).

(II) légitimité et autonomisation politique en Amérique latine

Le fait que les fédérations de syndicats de copropriétaires, les associations de résidents, les associations professionnelles comme la *Federación Argentina de Clubes de Campo* dans la province de Buenos Aires pèsent sur les décisions, explique l'impunité fréquente dans laquelle se déploient les actions illégales des promoteurs. Ils s'arrogent des pouvoirs de gouvernementalité, se mettant tantôt sur le mode de la concurrence (en ce qui a trait aux services urbains), tantôt sur celui de l'opposition et du conflit (en ce qui a trait à la fermeture du quartier ou encore, dans le cas de l'urbanisation fermée de Monteclaro, à Caracas, par rapport à la proximité avec le *barrio* voisin, source de conflits). Les deux sont en réalité généralement complémentaires. En 2000, à Pilar (Buenos Aires), une fondation privée, Pro Pilar représentant cette fois, non pas tant les résidents eux-mêmes que les promoteurs, les grands acteurs économiques et industriels, les universités privées, ainsi que quelques habitants de renom, bien placés, comme le gouverneur de la province de Buenos Aires ou le président de la Nation argentine, lui-même, s'était permis de recruter des spécialistes de Harvard pour élaborer un *master plan*, totalement concurrent du plan d'occupation des sols municipal (Thuillier, *op. cit.*). Le laissez-faire des autorités municipales face aux promoteurs ou à des acteurs visiblement organisés, qui bénéficient le cas échéant d'appuis politiques, constitue une démission des pouvoirs publics, une tolérance de faits pourtant inacceptables, mais banalisés dans le contexte local, et une affirmation du droit du plus fort ou du plus riche. Le conseil directif de l'association des riverains ou l'assemblée des copropriétaires (ou son syndic, souvent un habitant) qui estiment avoir plus de légitimité, parce qu'ils sont plus proches des habitants que ne l'est la municipalité, imposent des logiques (politiques) qui se fondent exclusivement sur l'esprit riverain, sur les liens de mitoyenneté et non sur l'intérêt public, celui de ne pas bloquer la circulation, au nom des intérêts d'un petit groupe.

A Buenos Aires, la faiblesse de la réglementation d'urbanisme (avec un retard fréquent de celle-ci par rapport à l'usage, situation récurrente en Amérique latine), son inapplication et les très longs délais pour l'obtention des autorisations et des permis de construire d'ensembles résidentiels nouveaux, n'ont pas fait vaciller les promoteurs: en pleine période spéculative, ne pouvant pas se permettre de perdre de l'argent, ils engageaient de front la construction et la demande auprès des services *ad hoc*, pour une régularisation *ex-post*. Il est vrai que, par exemple, l'obsolescence du plan d'occupation des sols, de Pilar, où il date de 1985, et le retard pris dans sa révision poussent les agents économiques à prendre les devants, mais la fièvre spéculative n'a plus de limites. D'après G. Thuillier (*op. cit.*: 277), à Pilar, en 2000, une quarantaine de lotissements étaient en construction sans autorisation légale. De la même manière que pour les lotissements populaires fréquemment commercialisés sans équipement dans les années fastes 1940 à 1970, nombreux sont les ménages qui ont découvert avec déconvenue, après avoir acheté leur lot, que celui-ci n'était pas constructible ou que l'ensemble résidentiel sécurisé était bâti dans une zone où il n'était en principe pas autorisé. Or, en l'absence d'autorisation légale, c'est la personne qui est jugée responsable de sa méconnaissance de la réglementation locale. Cette insécurité juridique n'est pas sans rappeler celle qui régissait la construction de lotissements populaires, quand des familles s'étant endettées pour accéder à la propriété d'une parcelle, se retrouvaient finalement sans titre de propriété. Corruption et retard de la

réglementation d'occupation des sols oblige, les dérogations (que l'on change la zone d'affectation, la faisant passer, par exemple d'urbaine à rurale pour le cas de la construction des *clubes de campo* après 1977, ou que l'on trouve un artifice juridique) deviennent souvent la règle, pour les ensembles résidentiels sécurisés comme pour les centres commerciaux et les hypermarchés (Capron, 1999a). L'application de la législation provinciale, pour les catégories d'usages *club de campo* (créée en 1977) et *barrio cerrado* (créée en 1997), est de compétence municipale, ce qui laisse une marge d'interprétation large. Mais, dans ce sens-là, rien n'est bien nouveau.

La fermeture, on l'a vu, est totalement illégale, du moins au départ. Elle est ensuite tolérée ou bien elle fait l'objet d'arrangements locaux liés au pouvoir des groupes de pression des fédérations et/ou des copropriétaires et riverains pour faire changer la législation urbaine en leur faveur. Dans certains cas, la légalisation constitue du moins, pour les autorités locales, une manière de contrôler le phénomène. Aussi bien à Caracas⁷⁴ dans la municipalité de Baruta, à Altamira, quartier résidentiel aisé de la municipalité de Chacao, situé au pied de la montagne Avila qui domine le paysage de la ville (Sánchez & Villa, 2001), que dans certaines rues de Mexico, exclusives ou de classe moyenne (par exemple Coapa), rares sont les associations qui demandent l'autorisation auprès de la mairie d'installer une guérite ou de fermer l'accès d'une rue (sauf à Baruta au sud de Caracas où a été mis en place une procédure de régularisation). Face à l'illégitimité des fermetures, de l'appropriation privative de certains espaces ou même de construction illégales, peu de municipalités ont véritablement tenté de s'opposer aux associations d'habitants ou aux assemblées des copropriétaires pour faire valoir leurs droits. Au contraire, la pression des associations de riverains ou des assemblées de copropriétaires les conduisent à adopter des mesures favorables à la fermeture : c'est le cas de São Paulo où, en 1990, le gouvernement du Parti des Travailleurs a commencé à offrir ses services de conseil en architecture et en urbanisme pour la construction de quartiers fermés de classe moyenne (Caldeira, 2000 : 315).

Les plus progressistes d'entre elles commencent tout de même à contester la légitimité des fermetures. Plusieurs gouvernements locaux latino-américains (Mexico⁷⁵, Bogotá) ont pris des mesures pour commencer à lutter contre la fermeture abusive des rues publiques. La mairie de Bogotá s'est dotée d'une *Defensoría del espacio público*. En août 2002, la possibilité de fermer des ensembles résidentiels a été déclarée illégale, tandis qu'était entamée une procédure d'expropriation à l'encontre de l'un des plus grands *country* de la ville. L'exemple de la municipalité de Malvinas Argentinas (Buenos Aires) est révélateur de la résistance tenace des résidents et de la faible marge de manœuvre des autorités locales qui n'ont que peu de soutiens et de moyens pour contraindre à l'application de la loi. Au plus fort de la bataille juridique qui l'opposait au C.U.B.A., la municipalité invoquait l'argument de la trop grande proximité du *country-club* avec l'aire la plus urbanisée de la municipalité ; la fermeture des rues aurait alors eu un impact important sur la gestion des circulations des habitants. L'isolement des *clubes de campo* (l'usage juridiquement reconnu par la loi d'aménagement urbain de 1977 de la province de Buenos Aires), c'est-à-dire leur localisation en zone rurale, est d'ailleurs l'une des conditions envers lesquelles les entorses sont nombreuses. Dans le bras-de-fer qu'elle entretenait avec la municipalité de Malvinas Argentinas et avec ses propres associés, la commission directive du C.U.B.A., représentant essentiellement les petits propriétaires, soit les plus récents, a fini par obtenir la fermeture partielle du *country*, en faisant pression auprès des membres de la commission municipale à travers des stratégies de lobbying et de clientélisme, en dépit de l'opposition du maire (cf. Thuillier, *op. cit.*). Même quand les autorités municipales tentent de détruire les dispositifs mis en place, les riverains reviennent à la charge, font blocage ou les reconstruisent si nécessaire. La même attitude protestataire à l'encontre de décisions publiques pourtant légitimes court du nord au sud de l'Amérique latine, pas seulement dans les beaux quartiers. A Coapa, les habitants se sont également opposés aux forces de l'ordre, quand celles-ci sont venues ôter les grilles posées par l'association des résidents.

L'illégalité fréquente de la construction des ensembles résidentiels privés (quels qu'en soient les degrés, du contrôle de l'accès à une rue intérieure en principe ouverte à tous à l'absence de permis de construire) appelle une comparaison avec les quartiers d'habitat populaire, souvent, à l'origine, du moins, des quartiers d'occupation illégale, que celle-ci ait été progressive ("spontanée") ou organisée et planifiée (*asentamientos*), surtout dans le contexte de rétraction de l'action publique. Certains dépliants publicitaires de la municipalité de Pilar sont intéressants à analyser : ce ne sont plus les zones d'habitat illégal qui disparaissent de la carte, comme c'est le cas sur les plans officiels issus du cadastre, mais la ville ouverte, les quartiers populaires : seules les « enclaves fortifiées » (qui, sur le dessin, ne font guère figures d'enclaves) apparaissent (cf. Thuillier, *op. cit.* : 314-315), ce qui tend à donner une légitimation excluante à la ville formelle entachée d'irrégularités qui s'édifie autour des ensembles résidentiels sécurisés. Cependant, il est évident que la légitimité de l'occupation ou des mesures que revendiquent les habitants des ensembles résidentiels sécurisés et des ensembles ou quartiers qui ont été fermés, et que confère le pouvoir de l'argent ou le clientélisme électoral à des groupes bien constitués, est sans équivalent avec la précarité du rapport au territoire qui caractérise l'urbanité des habitants des quartiers

⁷⁴ L'aire métropolitaine de Caracas est divisée en cinq municipalités, dont celle de Caracas.

⁷⁵ cf article de S. Foucher, *le Petit Journal*, le journal des Français à Mexico, 28/10/02. www.lepetitjournal.com/locales/mexico/021028-mxsecurite.html

populaires. Le manque de reconnaissance dont souffrent les habitants des quartiers populaires (en plus des formes de stigmatisation), ampute leurs droits. C'est le cas des familles qui ont été flouées par des individus peu scrupuleux et ont acheté une parcelle sans titre de propriété et sans équipements dans l'un des nombreux lotissements-pirates de Bogotá, notamment à Usme. Elles sont considérées comme des envahisseurs par l'administration publique, ce qu'elles contestent au vu de l'effort et de l'espoir qu'a représenté pour eux l'acquisition d'un terrain. Pauvreté n'est cependant pas synonyme d'absence de citoyenneté, et c'est dans le revendication de leurs droits, les formes d'organisation collective à base locale, dans les mouvements sociaux et populaires, que les résidents des quartiers populaires essaient de revendiquer le droit à la terre qu'ils occupent. Il est clair que, même si certains leaders politiques jouent de leurs réseaux clientélistes pour obtenir des droits pour leur quartier, l'absence de citoyenneté, les rapports de force et de pouvoir ne sont pas les mêmes.

L'« empowerment » dans les quartiers populaires

La législation et l'action publique encouragent la participation des habitants et laissent une place de plus en plus grande aux associations de quartier, que ce soient des associations de riverains ou de copropriétaires dont les limites ne coïncident pas forcément avec celles des quartiers officiels, ou les associations des quartiers populaires. On a vu que, dans les quartiers aisés et dans les ensembles résidentiels de classe moyenne, les premières se constituaient ou affirmaient leurs "droits" à la fois pour se défendre d'une éventuelle invasion extérieure, d'une dévalorisation des valeurs foncières, que pour promouvoir une efficacité à la "bonne" échelle, pour participer aux affaires publiques et faire valoir leurs intérêts. L'homogénéité et ou l'hétérogénéité sont instrumentalisées, et ne constituent pas toujours une finalité en soi (la recherche de l'« entre-soi »). Dans les quartiers populaires, la participation des habitants, qu'elle soit promue par les organisations municipales ou qu'elle émerge de la volonté des habitants, a un principal objectif : construire une citoyenneté, c'est-à-dire un sentiment d'appartenance à la ville, promouvoir, à une autre échelle, une citoyenneté, c'est-à-dire des droits politiques. Cependant, l'importance accordée à l'échelon local, en particulier au quartier dans les rapports qu'il entretient avec la communauté, cache-t-elle des motivations similaires ou dissemblables ? Permet-elle aux habitants d'exercer leur citoyenneté ?

Le cas de Pacoima dans la vallée de San Fernando

Aux Etats-Unis, la notion de *stakeholder* permet à la fois d'entériner un des faits importants du fonctionnement de l'agglomération de Los Angeles, le poids politique des *homeowners' associations*, des associations de propriétaires, mais aussi d'essayer d'associer à la prise de décision une part considérable de la population qui ne s'exprime pas par le biais traditionnel du suffrage⁷⁶. Le projet des conseils de quartier, l'un des éléments de la nouvelle « Charte » de la ville de Los Angeles, avait le but affiché de développer la participation du public et, dans la formulation officielle, « to foster a sense of community » (« engendrer un sentiment de communauté » ne traduit qu'imparfaitement cette idée). Pour la composition des « conseils de quartier », il était précisé que tout *community stakeholder* (toute personne ayant un intérêt dans la communauté, que ce soit parce qu'elle y vit, y travaille ou y possède des biens immobiliers) peut devenir membre du conseil, qui doit être « inclusif » et ne pratiquer aucune discrimination. On est donc loin d'une définition républicaine de la citoyenneté : détenir le droit de vote et la nationalité, par exemple, n'est pas un élément discriminant pour la participation à un tel conseil ; même le fait de résider dans le quartier n'est pas considéré comme essentiel puisque le simple fait d'être propriétaire ou employé dans le secteur donne accès au conseil.

Pacoima, quartier stigmatisé, marginal tant spatialement que socialement dans la vallée de San Fernando, a été un des tous premiers quartiers de la ville de Los Angeles à voir reconnaître son conseil de quartier par DONE (*Department of Neighborhood Empowerment*), dès le 7 mars 2002. Pour les élus locaux, ce sont des décennies de négligence de la part des pouvoirs publics qui ont fait de Pacoima le secteur à problèmes qu'il est encore considéré être aujourd'hui. Dans la perception dominante de la vallée comme "anglo", des quartiers comme Pacoima sont longtemps passés inaperçus, alors même que s'y perpétuaient des mécanismes d'exclusion : les populations immigrées y rencontrent un milieu d'accueil hispanophone peut-être confortable à certains égards, mais qui ne leur facilite pas l'apprentissage de l'anglais, qui n'offre guère de possibilités d'emploi et qui peut fonctionner à d'autres points de vue comme un « piège ».

L'*empowerment* montre ses limites quand on fait le constat que, malgré la tentative pour pallier les dysfonctionnements des consultations populaires traditionnelles, la participation est basse. Certes, des erreurs techniques, voulues ou non, comme la traduction approximative de certains termes de l'anglais à l'espagnol ou la multiplication des erreurs de langue dans les feuillets promotionnels destinés à la population hispanique,

⁷⁶ F. Leriche et J. Monnet ont bien décomposé les éléments de cette faible participation des « minorités » dans la vie politique de Los Angeles : complexité et fragmentation du pouvoir qui rendent les enjeux des scrutins peu lisibles ; fait qu'une proportion importante (38% des Hispaniques, par exemple) soit en-dessous de l'âge légal du vote ; fait qu'une large part (environ la moitié des Hispaniques) ne détienne pas la citoyenneté ; parmi ceux qui la détiennent, la moitié seulement s'inscrit sur les listes électorales, et un sur dix va effectivement voter (Leriche & Monnet, 2001: 64-65). Dans la Vallée de San Fernando, seuls 19% des électeurs inscrits sont Hispaniques (*La Opinión*, 21 mai 2002).

n'étaient guère favorables. Néanmoins, il semble que seule l'ouverture vers les « groupes d'intérêt » les plus organisés et mobilisés ait effectivement réussi. A Pacoima, c'est l'importance de la mobilisation autour de *Pacoima Beautiful*, association qui existe depuis 1995 et qui se donne pour but l'amélioration du cadre de vie et des conditions socio-économiques du quartier, qui a permis l'affirmation précoce d'un conseil de quartier, dans un contexte politique néanmoins particulier, celui du référendum sur la sécession de la vallée de San Fernando.

En fait, pour Pacoima, celle-ci a été instrumentalisée un peu comme un levier pour négocier plus d'attention et un traitement plus favorable de la part de la municipalité de Los Angeles : il est devenu important pour cette municipalité de démontrer qu'elle investit et s'intéresse à Pacoima, pour ne pas prêter flanc à la critique qui lui est faite, de la part des sécessionnistes de la Vallée, d'être un pouvoir trop lointain et trop diffus, qui ne rend pas à la Vallée, en équipements et services ce qu'elle prélève en impôts. Un *project assistant* travaillant pour la ville de Los Angeles (au Département de City Development) est présent au *community center* de Pacoima depuis fin 2000, et il est chargé d'assurer le lien entre la municipalité et le quartier et d'encadrer des programmes (dans le secteur de la santé et de l'animation sociale) qui sont financés par la ville. En appui vient une subvention de 3 millions de dollars sur trois ans de la part du Fonds pour les Quartiers en Difficulté (TNI) en 2001, programme municipal qui ciblait les 11 quartiers les plus pauvres de la ville et visait à leur permettre d'améliorer les espaces publics, repeindre les façades et encourager les investisseurs. L'objectif affiché est de doter Pacoima d'un centre commercial et de lui conférer une attractivité marchande qui s'exercerait sur tout l'espace de la Vallée à l'est de la *freeway* 5.

Ici, comme ailleurs, le référent local (moins que communautaire, dans le sens du rattachement à une identité hispanique) semble primer, dans la mesure où la priorité des membres de l'association, cependant déjà bien enracinés dans la vie du quartier et de la "communauté" locale, à la différence des populations en transit (Pacoima constituant l'un des lieux d'arrivée de la population *latina* à Los Angeles), est bien d'obtenir le maximum d'aides du gouvernement municipal quel qu'il soit (qu'il y ait sécession ou non). Il n'est pas de s'aligner sur une hypothétique ligne politique *latina* au sein des débats municipaux. De fait, la question de l'éventuelle sécession de la Vallée de San Fernando leur importait relativement peu par rapport à des objectifs immédiats et concrets à obtenir pour la ville : plus d'emplois sur place (animation commerciale...), de meilleurs services publics (éclairage, activités pour la jeunesse...), etc. pour une population au faible niveau d'éducation et finalement très faiblement impliquée dans la vie locale.

Les associations jouent ici un rôle essentiel dans le développement de solidarités, ce qui a facilité l'accession rapide de Pacoima au statut de "quartier" reconnu comme interlocuteur à l'échelle municipale, et ce qui engendre sans doute également un sentiment d'identification de la part des personnes accueillies dans le cadre des activités d'insertion, des cours ou des soins de santé. Les membres de l'association *Pacoima Beautiful* citent par exemple avec fierté le fait que le quartier de Pacoima ait été représenté par une bannière et un groupe fourni lors de la parade de Noël qui a lieu dans la ville de Los Angeles. Si symbolique que soit l'occasion, elle est sans doute significative de la façon dont ces associations œuvrent à retourner le stigmate pour en faire une identification positive, l'utiliser comme levier politique vis-à-vis du pouvoir municipal et peut-être à terme effectivement réussir à améliorer concrètement la situation du quartier.

L'« autonomisation politique » des associations de quartier en Amérique latine

En Amérique latine, il semble aussi que l'un des éléments les plus déterminants pour donner corps à cette organisation collective locale soit à rechercher du côté de l'existence de leaders engagés, prêts à impulser une dynamique collective qui peine à se forger sans le moteur que constitue un groupe motivé.

Le cas du *barrio* Union la Ceiba en atteste : c'est autour d'un groupe de femmes que s'est forgée dans les années 1980-90 une action collective forte, au sein de l'association de quartier puis à sa marge, grâce à l'action d'une ONG catholique (OSCASI), qui a permis la réalisation d'un centre communautaire toujours objet de fierté ; lieu de réunion, il accueille une école parallèle, une bibliothèque, des activités récréatives pour les enfants. Ce groupe a aussi permis l'obtention de fonds publics pour la consolidation du secteur (amélioration des services collectifs, de la collecte des ordures, par exemple).

Dans le contexte d'un système de relations sociales stables, comme cela a été le cas jusqu'au début des années 80, la construction progressive d'une identité commune du groupe, celle de la "communauté", souvent partagée, au départ, autour des luttes sociales pour l'accès à des services tels l'eau, l'électricité, l'assainissement, l'entraide pour l'autoconstruction⁷⁷, qui construisent des solidarités, est l'une des conditions essentielles pour faire naître un espace public de débat et de rencontre, générateur de lien social, à l'intérieur de la zone. L'action

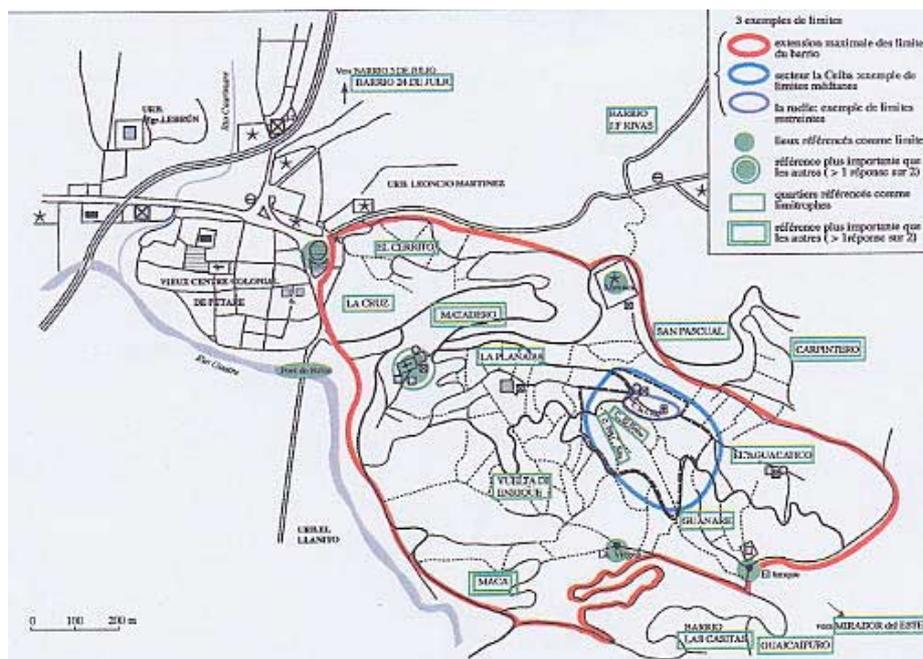
⁷⁷ Au Brésil, le *mutirão*, pratique d'autoconstruction vivante, est issue des luttes populaires et de l'occupation des terrains. C'est une pratique d'échanges et d'entraide pour la construction des maisons, la réalisation de menus travaux comme le peinture des façades, le rangement d'un local... Elle a d'ailleurs été exploitée dans les politiques d'habitat municipales (cf. Sachs, 1989).

communautaire participe à la construction d'une identité de quartier. Généralement délimité à partir de l'aire de compétence des associations de quartier, le quartier politique représente un groupe d'habitants, pour lesquels il est porteur d'un enracinement territorial fort, dont les limites, bien que floues et changeant au gré des références individuelles, sont néanmoins le support d'une identification qui se construit dans l'altérité, face aux autres quartiers et face à une ville formelle qui conteste leur légitimité de citoyens (alors qu'elle-même est parfois aussi dans l'illégitimité).

A Caracas, la fixation de ces limites est sans doute intervenue progressivement, en lien avec les programmes d'équipement, dont la première grande vague coïncide aussi avec celle de la création des premières associations, à peu près au même moment qu'à Bogotá (au Vénézuéla, dans les années 1958-60 : rétablissement de la démocratie en 1958 après la chute de la dictature de Perez Jimenez, et premiers grands plans d'équipement des *barrios*) ; la promulgation de la loi organique du régime municipal en 1978 qui légifère sur les associations de quartier (déjà évoquée à propos de la légitimation des associations de riverains) et détermine leur aire de compétence exclusive lors de leur enregistrement auprès des services municipaux ; la densification des quartiers qui amène souvent à leur subdivision en plusieurs ensembles, en plusieurs associations de quartiers (par exemple, Union de la Ceiba, avec ses 5.000 habitants et son association, est une subdivision d'un ensemble comprenant près de 100.000 habitants, Union, qui couvre toute la colline, soit une taille à peu près équivalente à celle de Rocinha à Rio, lui-même subdivisé en plusieurs « sous-quartiers »⁷⁸). Ces limites ont été souvent intégrées et intériorisées par les habitants : comme on l'a dit, leur énoncé à partir de la référence à des quartiers extérieurs est un moyen d'affirmation de l'identité propre à chaque quartier, de la constitution d'un groupe, peut-être d'une communauté, constituée autour d'un « nous », qui développe face à un « eux » des formes d'hostilité, de supériorité, ou au contraire d'infériorité.

En même temps, les limites des quartiers ne sont pas seulement officielles, elles se construisent également dans les luttes collectives. Les limites des quartiers telles que les habitants les énoncent, se réfèrent d'ailleurs souvent à certains repères visuels comme les pylônes électriques, les réservoirs d'eau dans les *barrios* consolidés de Caracas, l'autoroute de ceinture qui a donné lieu à de mémorables protestations sociales au début des années 70, le marché, objet de conflits symboliques d'appropriation, dans le quartier ouvrier de la Perseverancia à Bogotá. Si, par exemple, dans le quartier Union de la Ceiba, nombreux sont ceux qui élargissent les frontières de leur quartier jusqu'au *Tanque* (le réservoir, le château d'eau), c'est qu'il est l'emblème de l'installation de l'eau à domicile, desservant tout le *barrio* Unión (cf. carte n°18). Dans un même ordre d'idées, les références aux infrastructures sanitaires, scolaires, religieuses, ou aux locaux associatifs et communautaires comme centres des quartiers, ont une double signification. On peut les lire comme une référence à des espaces très pratiqués, ouverts à tous, et fournissant l'occasion aux habitants de réaliser ensemble certaines activités, de renforcer par des convivialités répétées le sentiment d'appartenance à une communauté. Mais ce sont aussi des témoins symboliques de la lutte communautaire et de ses succès, et à ce titre, ils peuvent être considérés comme une vitrine des *barrios* comme des autres quartiers populaires latino-américains.

Carte 18 : La perception des limites du quartier par les habitants du quartier de la Union la Ceiba



⁷⁸ On sait combien l'évaluation du nombre d'habitants de ces quartiers est délicate...

La compétence politique, qu'exprime l'association de quartier, contribue généralement à renforcer le sentiment d'appartenance des habitants à un même groupe inscrit dans un espace donné. Leur rôle important fait de l'échelon local un référent particulièrement affirmé dans les zones populaires. La participation des habitants leur permet de revendiquer une citoyenneté, de construire une identité de groupe qui dépasse rarement les limites du seul quartier, échelle à laquelle elle est généralement canalisée. L'inscription territoriale des couches sociales populaires les différencie des couches sociales moyennes et supérieures qui, comme on l'a vu, maîtrisent beaucoup mieux le jeu des échelles et n'hésitent pas à utiliser le local pour mieux faire passer leurs revendications à l'échelon supérieur. « Cette figure du local est devenue progressivement la principale composante de l'inscription sociale d'une masse croissante d'individus et de familles qui ne peuvent ni définir leur statut social ni organiser la reproduction de leur vie quotidienne exclusivement à partir des fruits du travail » (Merklen, 2002-2003 : 41). Selon D. Merklen, la « policité » des classes populaires, c'est-à-dire leur participation à la vie politique, se fait dans une tension entre leur inscription dans le local, dans la vie du quartier, garante de solidarités, à travers les associations et les autres structures à base territoriale, et une conception fréquemment populiste de la citoyenneté, entre assistance et clientélisme. L'existence de cette « territorialité exacerbée » va alors de pair avec une « identité restreinte », comme le constate dans les banlieues de Buenos Aires M.-F. Prévôt-Schapira (1997 : 199).

La participation s'extrait en effet rarement du cadre territorial du quartier. Le cas de la fondation du parc métropolitain Entre Nubes (qui signifie « parmi les nuages »), dans l'arrondissement pauvre du sud de Bogotá, Usme, est intéressant parce que la mobilisation collective des habitants sort ici du quartier et ne porte pas seulement sur la résolution de problèmes liés à la vie quotidienne. A l'origine, le parc était une initiative locale de plusieurs associations d'habitants qui ont tiré profit de la démocratisation de la vie politique et de la montée concomitante de la demande environnementale à la fin des années 80. Celles-ci donnent en effet une certaine légitimité à leur demande. Elles arrivent à accrocher l'administration en 1996, obtenant la création de la corporation du parc Entre Nubes. L'intégration fonctionnelle du parc à la structure urbaine comme une entité « urbaine métropolitaine » implique la transformation de l'espace public environnant. L'un des enjeux de la préservation du parc est de créer une réserve d'eau pour d'autres municipalités, ainsi que de diminuer la pollution et les risques d'inondation dans plusieurs zones de la ville. Dans le document d'aménagement mis en place à Bogotá en 2000 (le P.O.T), c'est la qualité environnementale de la zone qui légitime la consolidation et la mise en valeur de Usme comme « pièce urbaine de la ville sud ». Lancé en avril 2001 par l'administration municipale comme projet-pilote pour institutionnaliser un modèle qui puisse être reproduit pour l'amélioration d'autres quartiers, le *proyecto Sur* a pour objectif d'intégrer ces zones considérées comme isolées: à travers la dotation de services, d'espaces publics, la construction de logements sociaux, d'équipements, l'amélioration de l'accessibilité. Cependant, même quand il y a exception à l'inscription territoriale, les habitants sont vite ramenés à leurs préoccupations premières, surtout quand les projets sont portés par un petit nombre d'individus. D'ailleurs, la revendication, même si elle remonte à l'échelon métropolitain, sert surtout à consolider les quartiers et à finalement réinscrire les habitants dans le voisinage et la proximité spatiale⁷⁹, sans nécessairement renforcer la capacité d'action et de décision politique des classes populaires, même si, comme ailleurs, la stigmatisation d'Usme et le projet de création du parc métropolitain dans cette partie périphérique de la ville ont servi pour canaliser les ressources et les investissements.

La marge de manœuvre des habitants, dans l'action collective, est ainsi très contrainte. L'existence d'un cadre légal à l'association de quartier, dont le périmètre d'action est celui de la définition officielle des quartiers, n'est pas garante de la cohésion du groupe, loin de là. Pas plus à Usme autour du parc dont les enjeux ne sont pas strictement locaux, qu'à Caracas. A Bogotá, jusque dans les années 90, c'est à travers l'élection de la *Junta de Acción Comunal*⁸⁰, structure clientéliste surtout présente dans les quartiers populaires et dont le leader était censé représenter les intérêts de la "communauté". L'inscription dans la loi de la participation à travers l'élection de conseils d'arrondissement élus (*Junta Administradora Local*, JAL) dans le courant des années 90 en fait souvent de simples chambres d'enregistrement et de diffusion de l'information municipale en direction des habitants sans véritable pouvoir de décision, limitant la portée de la participation comme apprentissage d'une autonomie pourtant conçue, par exemple dans la mobilisation collective autour de la création du parc Entrenubes, comme pouvoir d'initiative et comme prise de décision politique.

L'action collective est très inégale suivant les quartiers étudiés et sujette à variation dans le temps. Par exemple, à Caracas, l'association de quartier, particulièrement active historiquement dans le quartier Unión de la Ceiba, et encore relativement forte en 1997, a périclité en 2002. Le retrait de l'une des leaders les plus connues du secteur (une institutrice qui de surcroît connaissait, par le biais de son activité professionnelle locale, un grand nombre de familles et d'enfants du quartier), puis le décès accidentel d'une autre, ont fortement atteint la dynamique du groupe. Les réunions collectives se sont raréfiées, la population, toujours difficile à mobiliser, a

⁷⁹ Ce serait tout de même oublier que la politique urbaine de la municipalité de Bogotá table sur le désenclavement des zones périphériques et sur l'amélioration de l'accessibilité urbaine.

⁸⁰ Organisation de base promue par l'Etat, en 1958, pour contrôler les actions populaires.

eu tendance à se replier sur ses inquiétudes quotidiennes dans un cadre familial, et, de l'avis des individus interrogés à l'été 2002, l'esprit du groupe a fortement décliné. L'identification est elle aussi sujette à variation. Le retrait de leaders dont on a vu l'importance pour impulser une dynamique collective, joue en même temps que d'autres facteurs : la crise économique, qui, entraînant une hausse du nombre d'actifs dans les familles, réduit le temps disponible pour s'investir dans l'action collective ; l'insécurité, surtout ressentie une fois la nuit tombée pour les résidents, qui restreint à partir de 18-19 heures les déplacements dans les quartiers, alors que les réunions associatives ont souvent lieu le soir ; la lutte collective qui est surtout mobilisante lorsqu'il s'agit d'obtenir les services de base des quartiers, alors que, une fois ces services obtenus, la mobilisation a tendance à décroître, même si le processus n'est pas généralisable (le quartier la Ceiba, de Union de Petare, était très actif en 1997, alors même que c'était le plus consolidé des quartiers étudiés) ; le rôle et la présence d'ONG mobilisées dans les quartiers populaires qui sont souvent déterminants pour impulser une dynamique d'action collective⁸¹.

L'apparition de nouvelles formes de mobilisation, notamment autour des femmes et des jeunes, qui font concurrence aux formes plus traditionnelles d'associations, participe au décloisonnement communautaire. A la Perseverancia, à Bogotá, les associations à caractère politique et/ou culturel, promues par les jeunes dans les années 70, ne sont pas bien vues par la JAC. Ils décrivent les "Vikings", l'un des regroupements les plus connus dans le quartier et dont on voit les tags à un angle de la rue principale, comme un « groupe de jeunes qui organise des collectes d'argent pour son propre compte, pour organiser des activités culturelles, alors que la JAC a au contraire des objectifs communautaires ». La "communauté", catégorisée instrumentalisée par les leaders communautaires qui promeuvent l'unité des habitants et le sentiment d'appartenance au quartier, est loin d'être un tout homogène, même si on observe la mémoire d'une lutte commune, quand bien même elle a faibli dans le temps, est porteuse de l'identification orgueilleuse d'un " nous, habitants du quartier " (visible dans tous les quartiers étudiés à Caracas) à l'adresse de l'extérieur.

Participer ne suffit pas toujours à avoir de l'influence ou à faire valoir ses intérêts. S'extraire du local est délicat quand on doit d'abord satisfaire ses besoins élémentaires. Dans les quartiers les plus récents, la précarité et l'illégitimité de la situation des individus limitent les possibilités de construction d'un sens de la communauté. Ainsi, dans les *barrios* récents de Los Laureles et la Pomarosa, malgré les quelques années qui les séparent, l'antériorité de la présence des uns par rapport aux autres apparaît comme une clause de séparation et d'opposition entre deux secteurs d'invasion semblables, parce que l'extension du *barrio* constitue une menace pour les habitants de l'ensemble résidentiel sécurisé voisin, qui a des répercussions, en termes de stigmatisation sur l'ensemble de l'installation. Les tentations de division autour des intérêts d'un groupe d'habitants plus restreint ne sont pas non plus inexistantes. En 2002, une portion du *barrio* la Ceiba, lui même subdivision du *barrio* Union, souhaite créer sa propre association pour faire entendre ses revendications relatives principalement à l'équipement du secteur (encore mal raccordé aux réseaux d'eau et d'égout), notamment parce que l'association de quartier La Ceiba leur semble trop peu active et peu à même de porter leurs revendications auprès des autorités municipales. Mais on assiste tout de même à une atomisation des revendications. C'est aussi en relation à cette perte de dynamisme qu'a induit la démobilité des principaux engagés initiaux. Interrogés sur le sens de la notion de " communauté " aujourd'hui dans le *barrio* Union La Ceiba, les résidents hésitent entre la coexistence dans un espace déterminé d'individus liés par des réseaux d'interconnaissance plus ou moins forts mais existants, entre la totalité d'entre eux ou en en excluant les délinquants, mais d'autres évoquent aussi " une simple idée " qui a perdu de sa signification avec le déclin de l'action associative collective.

Les politiques sociales ont instrumentalisé les processus d'inscription dans le local des classes populaires, et s'appuient sur les associations de quartier et les organisations à base territoriale. La décentralisation, dans ces conditions, ne vise pas tant à conforter une citoyenneté sociale qu'à maintenir les pauvres dans une situation de dépendance, notamment par rapport aux institutions, surtout à Buenos Aires où, depuis la crise de décembre 2001, les formes de la mobilisation collective oscillent entre la défense du droit au travail et la survie, tandis que les politiques sociales, telles qu'elles ont été mises en œuvre dans la province de Buenos Aires, tendent à associer les deux (Merklen, 2002-2003).

La situation d'homogénéisation, telle qu'elle est perçue à l'extérieur et mise en avant par les leaders du quartier, est également instrumentalisée dans la plus pure tradition clientéliste. Bien sûr enfin, la situation d'homogénéité résidentielle vue sous l'angle socio-économique (les habitants des *barrios* sont " pauvres ") ou sous l'angle ethnique, est un élément ressource pour l'affirmation des revendications collectives, notamment celles qui ont trait à la consolidation physique et à l'équipement des quartiers, mais aussi pour les quartiers où prédomine un groupe ethnique de population, pour la visibilisation de la communauté. Mais le désir de ne pas conforter l'image

⁸¹ Dans tous les *barrios* relativement consolidés, étudiés à Caracas, les phases d'intervention actives des ONG coïncident avec des mouvements relativement porteurs et mobilisateurs au sein des populations résidentes, même si, la mobilisation est très fluctuante dans le temps.

dominante dans la ville formelle et les discours médiatiques, qui associe les quartiers populaires à l'insécurité et aux délinquants, peut aussi, comme une forme de riposte, renforcer l'organisation populaire des quartiers marginalisés (désir d'être vus comme des territoires où on se bat pour faire respecter la loi et promouvoir des valeurs chrétiennes, par exemple).

Sans doute la situation du quartier est-elle déterminante des stratégies menées par les leaders du quartier. Dans le cas du petit quartier "bolivien" de Charrúa, le peuplement du quartier est en réalité hétérogène du point de vue des origines tant nationales qu'ethno-culturelles, mais l'identité, telle qu'elle est construite par les leaders, constitue une ressource pour les revendications politiques des Boliviens (droits de propriété, de vote, reconnaissance de leurs droits, et indirectement, lutte contre l'exclusion et la discrimination...) et un moyen de visibilité. Au fil du temps les habitants mais surtout les leaders de ce quartier déjà bien consolidés se sont approprié l'histoire des migrations boliviennes en l'affichant progressivement comme le plus ancien quartier bolivien de Buenos Aires, ce qui n'est historiquement pas exact. Les fêtes, qui constituent des moments de célébration pour les habitants, sont aussi, pour les leaders, des supports de la mise en scène de l'identité bolivienne, sorte de "folklorisation territorialisée", selon l'expression d'A. Gauvin, en direction de l'intérieur, certes, mais beaucoup plus en direction de l'extérieur, c'est-à-dire des Argentins non-boliviens de Buenos Aires et du reste de la communauté bolivienne. Les journaux argentins diffusent largement les publicités concernant les fêtes de Charrúa. On peut y voir un processus de re-stigmatisation ethno-culturelle volontaire de la part des leaders qui fait de Charrúa une sorte de lieu mythique de l'identification bolivienne. En réalité, relativement central (même s'il est situé dans les quartiers les plus défavorisés de la capitale) et bien relié au reste de la ville, cet ancien bidonville qui a réussi à être reconnu comme quartier, est plutôt bien intégré au reste de la ville, peu identifié comme "ethnique" par la population bolivienne même, même si la discrimination envers la population est d'autant plus forte que la crise économique de décembre 2001 a réveillé des sentiments xénophobes de la part du reste de la population argentine.

Dans tous les cas, on voit bien comment la participation permet aux habitants des quartiers populaires moins de participer aux décisions politiques, surtout pas à un échelon supérieur (à la différence des classes moyennes et supérieures) que de créer une identité commune en luttant pour l'accès à des biens et à des services, au risque d'un enfermement, même si ce n'est pas systématiquement le cas. L'autonomisation de "pauvres" pour lesquels la référence au travail s'estompe, de petits boulots précaires en petits boulots précaires, telle qu'elle est proposée dans les politiques de décentralisation et de promotion des associations de quartier, n'est d'ailleurs pas souhaitable, ni même possible, car elle ne permet pas un décloisonnement entre le quartier et la communauté des habitants et ne conduit à aucune forme d'*empowerment*. La "communauté" qui sert de base aux revendications, tend d'ailleurs plutôt à enfermer les classes populaires dans un territoire restreint, celui du quartier politique, alors que leurs pratiques et leurs modes d'habiter montrent au contraire qu'ils ont des expériences assez étendues de la métropole. Contrairement aux Etats-Unis, notamment à Los Angeles, où le vote est délaissé, celui-ci constitue encore en Amérique latine un droit chèrement acquis et négocié, quand il est une monnaie d'échange pour l'obtention d'une amélioration des conditions de vie à l'intérieur du quartier, comme c'est la tradition dans la vie politique des quartiers populaires. Pourtant, si la mobilisation des associations, favorisée soit par la législation, soit par la politique urbaine, permet aux habitants, dans certains cas, d'obtenir des ressources qui visent à améliorer leurs conditions de vie, elle ne leur permet pas plus qu'à Pacoima de peser sur les décisions politiques.

Conflits territoriaux, action publique et logiques sociales dans une banlieue de Buenos Aires : Ciudad Evita

L'ancienne ceinture industrielle de la banlieue de Buenos Aires a été plus fortement touchée que d'autres zones suburbaines populaires par la désindustrialisation, la désalarisation, le chômage et le sous-emploi. La situation de ces quartiers où les catégories socio-professionnelles ne sont souvent pas les mêmes que dans les quartiers populaires plus centraux qui vivent essentiellement du commerce et des services, même si c'est dans le secteur informel, est nettement plus défavorable, d'autant plus qu'aux couches sociales populaires "traditionnelles" se mêlent des ménages de la classe moyenne paupérisée, qui, depuis le retour à la démocratie, trouve dans les *asentamientos*, entre autres, un mode d'accès à l'habitat.

L'articulation entre l'action collective et l'accès à l'assistance sociale constitue, dans le type de banlieue que constitue Ciudad Evita, l'exemple paradigmatique d'une logique politique qui contribue à la fragmentation. En effet, les quartiers se trouvent soumis à une concurrence accrue pour avoir accès aux bénéfices de l'aide sociale, toujours plus insuffisante. Sous contrôle du système politique (des différents groupements –les *agrupaciones*– du péronisme, en réalité), les quartiers sont contraints à s'organiser en fonction d'une négation de l'autre perçu comme bénéficiaire potentiel de ressources pour lesquelles il faut se battre, " nous, qui avons toujours été délaissés ".

Comme on l'a vu dans le chapitre 4, le balancement entre homogénéisation et hétérogénéisation à Ciudad Evita était lié, initialement, aux hasards et à l'absence de planification urbaine. A partir des années 60, c'est l'éradication des bidonvilles de la capitale trouvant son expression maximale dans la politique de "purification

sociale" menée par les généraux pendant la dictature militaire (1976-83), qui contribue à fragmenter un territoire de plus en plus socialement hétérogène. Les occupations illégales (*asentamientos*) des années 80 ne vont pas tarder à attiser les conflits.

En janvier 1986, l'occupation par un groupe de quelques 180 familles de terrains vagues près de Ciudad Evita donne lieu à un vaste mouvement d'invasion de terres qui est à l'origine de la formation de trois *asentamientos* regroupant plus de 20.000 habitants. L'*asentamiento*, qui occupe une partie des terrains de la mythique ville, ne parvient pas à s'y intégrer, ni socialement ni d'un point de vue urbanistique. Ayant comme protagonistes des jeunes ménages confrontés à la crise des politiques du logement et à un appauvrissement croissant, les occupations sont animées d'une dynamique d'action collective qui vise à reproduire le cadre urbain classique des quartiers (tracé des rues, respect de la logique pavillonnaire –une famille dans une parcelle-, autoconstruction d'équipements collectifs –écoles, crèches communautaires, etc.). Toutefois, c'est le caractère misérable des habitations plus que l'illégalité de l'occupation qui a provoqué des réactions de la part des classes moyennes vivant à proximité. Ce conflit complexe trouve sa source profonde dans le fossé de plus en plus marqué entre les classes moyennes et une population pauvre grandissante, en quête d'un lieu pour habiter, mais aussi entre la capitale et sa banlieue, historiquement séparées l'une de l'autre par une limite physique doublée d'une séparation administrative, politique puis symbolique. Un territoire convoité, une proximité urbaine superposée à une distance sociale, la volonté de s'y intégrer pour les uns, l'intérêt de maintenir la pauvreté éloignée pour les autres : tels sont les ingrédients qui alimentent le conflit et dessinent des discontinuités fortes au sein de la localité de Ciudad Evita. Et ce d'autant que l'arrivée des pauvres s'accompagne, dans les années 80, de la venue dans la ville historique de Ciudad Evita, de classes moyennes attirées par la proximité de la capitale et la "tranquillité" d'un quartier résidentiel –les Chalets- doté de tous les services.

Immédiatement après la première occupation du 22 janvier 1986, les habitants de Ciudad Evita ont commencé à s'organiser pour expulser les occupants qui voulaient s'installer juste en face des chalets de la *Cuarta* (quatrième section), installant un conflit complexe et durable (cf. Palermo, 1989 ; Merklen, 1991 et 2001). En 1986, un accord est trouvé entre les dirigeants des *asentamientos* et les habitants de Ciudad Evita (représentés par des autorités de l'Église, des agents immobiliers et des membres de certaines associations comme le Rotary Club, le Club des Leones et certaines *Sociedades de fomento*). Il débouche sur un *statu quo* selon lequel l'*asentamiento* reste éloigné (et donc invisible) des chalets, en échange de quoi Ciudad Evita renonce à l'idée de faire expulser les habitants de l'*asentamiento*. Deux ans plus tard, une nouvelle tentative d'occupation en 1988, réactive le conflit. Le lendemain, toute la ville "historique" de Ciudad Evita est mobilisée, faisant la une des plus importants journaux du pays. Des habitants de Ciudad Evita campent pendant plusieurs jours face à la zone occupée pour repousser l'avancée des *asentamientos*, tandis que d'autres riverains coupent les principales avenues et routes de la zone. Tous les moyens et recours sont utilisés pour alerter l'opinion publique et surtout attirer l'attention des pouvoirs politiques : la presse, les manifestations de rue, et finalement, l'ultime menace : « ne pas payer les impôts à un État qui ne garantit pas la défense leurs propriétés ». Elle permet aux habitants de Ciudad Evita d'obtenir par la négociation avec la province le règlement du conflit en leur faveur : les nouveaux illégaux sont transférés vers les occupations antérieures de 1986 ; un "cordon sanitaire" est formé pour tranquilliser les résidents des chalets de Ciudad Evita, avec la création d'un espace vert entre eux et les *asentamientos* sur une partie des terrains que la CMV devait affecter à des logements sociaux et leur occupation partielle par des clubs sportifs (rugby, club hippique, restaurant El Mangrullo, terrain de golf ...) destinés aux habitants aisés ; des garanties sont obtenues de la CMV quant à l'affectation des terrains vacants, en particulier la promesse que la partie restante des terres sera attribuée à la construction de logements "sociaux" sous la modalité de coopératives de logement, qui ne laisse aucune place à l'arrivée de nouveaux pauvres.

Les habitants de Ciudad Evita comme ceux des *asentamientos* s'organisent à travers des "entités intermédiaires" qui, sous la forme de *sociedades de fomento*, de clubs, d'associations "mutuelles" et d'autres groupements, leur permettent de se constituer en personnalité juridique et, par ce biais, de devenir un interlocuteur formel face à l'État. Ces procédures, on l'a vu, sont couramment utilisées par les riverains dans le cas des fermetures de quartiers pour faire pression et arriver à leurs fins. Dans le cas de Ciudad Evita, le conflit provoque ainsi le repli des habitants sur deux espaces bien définis. D'un côté, les organisations des trois *asentamientos* qui travaillent "ensemble", non sans dissensions, et de l'autre, les "forces vives" de l'association de quartier (la *Junta Vecinal*) de Ciudad Evita. Le conflit est vite porté à l'intérieur du système politique car les autorités de la municipalité de La Matanza, de la province de Buenos Aires, de la capitale et de l'État national, ont chacune un niveau de compétence pour trouver une issue à la situation. Il permet de voir comment s'installe une série de tensions exprimant à la fois des appartenances politiques, des identités et des intérêts sociaux représentés sous la forme d'identités territoriales et urbaines : quartiers contre bidonvilles, divers projets politiques sur ce qui doit être une "occupation", habitants de bidonvilles délogés de la capitale, résidents de Ciudad Evita.

Tous les habitants, quelles que soient leur appartenance sociale et territoriale, sont en quête de légitimité, mais aussi de citoyenneté pour les plus pauvres : habitants des bidonvilles, dont c'est déjà la quatrième génération, et

qui vivent dans l'attente, toujours déçue, de programmes de relogement promis par la CMV de la capitale, abusés et trompés par les autorités mais aussi par les habitants des autres quartiers qui leur ont volé leur droit ; résidents des cités de transit dont l'habitat est devenu permanent, des grands ensembles dont l'état se dégrade et qui se sentent victimes de l'abandon des autorités et du rejet des habitants des chalets ; classes moyennes des chalets qui ont le sentiment que leur territoire a été envahi de manière illégitime, qui essaient de jongler entre les intérêts donnés par la valorisation économique des biens immobiliers et une symbolique paradoxale héritée de l'embourgeoisement de la population, tiraillée entre l'image de "cité-jardin" pour couches sociales intermédiaires et celle d'habitations pour les ouvriers d'Evita. Tous ont un reproche les uns envers les autres. Aucun ne dispose d'un moyen d'action commune les réunissant autour d'une "cause". On voit alors comment s'instaurent des logiques de rivalités entre les différents territoires construits autour de dirigeants et organisations, en compétition pour obtenir les ressources de l'État et divisés face à la menace d'une expulsion de toutes les occupations encouragées par les habitants de Ciudad Evita.

Les logiques d'intervention des acteurs politiques qui renforcent les dissensions internes entre les riverains sont largement responsables de l'enlèvement et de la politisation d'un conflit qui reflète les difficultés de la proximité spatiale et du côtoiement entre des groupes socialement homogènes. Les *villas* construites par l'État pendant la dictature militaire suscitent de violentes polémiques entre les responsables de la CMV (ville de Buenos Aires) et les autorités municipales de La Matanza. La CMV est ainsi propriétaire de plusieurs terrains en banlieue, expropriés dans les années 60-70 pour reloger les populations expulsées des bidonvilles éradiqués de la capitale, enclavés dans un territoire qui relève juridiquement et politiquement de la province et/ou des municipalités. A la Matanza, la ville de Buenos Aires est ainsi également propriétaire des immeubles des *monoblocks* et des infrastructures de Ciudad Evita. La province et la municipalité de la Matanza lui reprochent d'avoir résolu ses conflits sociaux en "déportant" les pauvres de l'autre côté de l'avenue General Paz qui borde la capitale, alors que le problème est déjà ancien. La CMV est accusée, depuis le retour à la démocratie en 1983, d'avoir « laissé pourrir la situation, en maintenant des terrains vides de manière provocatrice ». Elle n'est d'ailleurs pas inactive, mais contribue à attiser les discordes : lors de l'occupation de janvier 1988, elle a ainsi rappelé son projet de construire sur ce terrain un ensemble permettant de reloger des *villeros* qui a immédiatement suscité les réactions des habitants de Ciudad Evita. Ces terrains, finalement restés vacants, font l'objet d'une pression de la part de tous les acteurs : habitants des chalets de Ciudad Evita qui souhaitent les garder comme zone-tampon, ceux de la première section (*la Primera*), la plus huppée, qui se les approprient tout aussi illégalement que les pauvres souhaiteraient le faire pour leurs clubs ; « nouveaux pauvres » qui aimeraient trouver des solutions de logement ; pauvres "établis" maintenus dans leur marginalité, en l'occurrence les habitants des cités de transit qui souhaiteraient bien faire valoir leur droit sur le futur plan de logement afin de sortir de leur condition d'éternels "transitoires" (cas de la cité Puerta de Hierro en 2002) ; province de Buenos Aires et municipalité de la Matanza qui voudraient se les approprier pour leurs propres projets... Dans tous les cas, le gouvernement de la ville de Buenos Aires refuse de céder à ces derniers ses immenses espaces.

Cette ancienne cité-modèle de la classe ouvrière argentine, symbole d'une intégration réussie, investie progressivement par les classes moyennes, est le cœur de conflits de voisinage "nouveaux" entre couches sociales qui, auparavant, coexistaient plus ou moins pacifiquement dans un contexte de « vaches grasses », d'ascension sociale, où la pauvreté restait "marginale". Les évolutions politiques et économiques des années 80-90, qui ont porté atteinte aux traditionnelles solidarités de la classe ouvrière et des quartiers populaires, dans un contexte de forte paupérisation d'une classe moyenne aux intérêts et aux modes de vie historiquement divergents des pauvres argentins, ont attisé les conflits. Ceux-ci empruntent des vecteurs politiques accentués par des divisions anciennes de l'aire métropolitaine de Buenos Aires, en particulier entre la capitale et la banlieue. Aucune institution publique n'offre plus aux pauvres de possibilité de reconstruction d'une sociabilité commune. Les structures d'une solidarité quasi exclusivement fondée sur des liens de proximité, la présence de l'Eglise, de leaders ou de médiateurs articulent ces quartiers au système politique et à l'aide sociale selon des logiques d'assistanat. La banlieue de Buenos Aires a été fragmentée par l'action des agents immobiliers qui y ont vu, hier comme aujourd'hui, l'occasion de tirer de généreux profits du lotissement incontrôlé de terres, mais elle est également fragmentée par les conséquences de la division et du manque de coordination des acteurs institutionnels, par la surdétermination politique des conflits et de l'action publique.

Devant la démission de l'Etat, l'action politique devient de plus en plus individuelle et elle vise de moins en moins à résoudre les conflits. Le local devient ainsi de plus en plus le seul horizon politique, face au national, abandonné. L'*empowerment* traduit ainsi une montée en puissance du local sur les bases d'une homogénéisation subie ou instrumentalisée.

Conclusion

Aux Etats-Unis pour lesquels, Hollywood, la vallée de San Fernando (Pacoima), une *gated community* du sud du comté d'Orange, à Los Angeles comme figure de la fragmentation politique a servi de cas d'étude, comme

en Amérique latine, on assiste à une montée en puissance des acteurs locaux de la société civile : que ce soit, en Amérique latine, en raison de la décentralisation et de la demande croissante de participation des habitants comme manière de favoriser la démocratie, ou aux Etats-Unis, en raison de la méfiance envers les structures institutionnelles lointaines et les unités de grande taille. Dans les deux cas, le local émerge comme synonyme de plus de démocratie dans des contextes politiques où l'intérêt pour la *res publica* est divergent.

Les associations de riverains, de copropriétaires des quartiers de classes moyenne et supérieure, prennent une importance croissante, on l'a vu, dans les décisions politiques, aussi bien dans la ville "ouverte" que dans les ensembles résidentiels fermés, en général de grande taille, et surtout dans les zones où ils sont très concentrés. Les petits lotissements sont moins concernés. D'où une certaine relativisation pour l'Amérique latine. A un échelon local, les associations de quartier ont également été poussées par la législation sur la participation à prendre des initiatives.

La déclinaison des différentes dimensions de l'autonomisation politique nous a permis de bien faire la différence entre : les demandes d'indépendance qui relèvent d'un principe d'immunité, généralement propre au contexte politique états-unien, et qui sont possibles en raison de l'existence d'un pouvoir d'initiative inscrit dans la loi ; la capacité d'agir efficacement qui motive l'autonomisation des ensembles résidentiels sécurisés et constitue un argument dans les demandes de "sécession" ; la participation qui dépend de la marge de manœuvre des résidents, de leur pouvoir d'influence, de leur inscription dans des territoires et dans des réseaux.

Les motivations de l'autonomisation politique (qui n'ont cependant tout à fait la même portée en raison de contextes juridiques différenciés), qu'il s'agisse d'immunité ou d'initiative (sécession, incorporation aux Etats-Unis) ou de participation, sont, sous certains aspects, similaires, en Amérique latine et à Los Angeles : il s'agit, dans les deux cas, pour les résidents, de jouer un rôle protagoniste ("participer") dans les affaires politiques, non seulement à l'échelon local, mais aussi à celui de l'échelon gouvernemental supérieur (municipalité, comté, selon les cas). Les objectifs en sont partiellement les mêmes : éviter que ne viennent s'installer plus de pauvres, tout en promouvant l'homogénéité et/ou l'hétérogénéité (selon l'image que l'on cherche à donner du lieu), ce qui traduit les difficultés croissantes de l'acceptation de la mitoyenneté avec des groupes sociaux différents ; préserver les valeurs foncières, la qualité de vie, dans des environnements urbains et sociaux changeants en cours d'hétérogénéisation ou menacés d'hétérogénéisation par l'urbanisation (aussi bien dans la partie originelle de Ciudad Evita et dans les ensembles résidentiels sécurisés latino-américains pour le premier cas, que dans le sud du comté d'Orange dans le deuxième). La construction de frontières politiques à un échelon local ou micro-local aux Etats-Unis a cependant un objectif qu'il n'a pas en Amérique latine : celui d'un optimum d'efficacité. En revanche, l'édification de murs en Amérique latine a une signification politique claire, celle d'assurer des services que les riverains considèrent comme déficients, et dans un petit nombre de cas de cesser de contribuer au maintien de services qui devraient bénéficier à toute la municipalité. On a vu que

La "communauté", largement utilisée comme fourre-tout aux Etats-Unis comme dans la plupart des pays d'Amérique latine où elle fait surtout partie du vocabulaire de l'action collective des quartiers populaires, mais se réfère aussi tantôt à des groupes relevant d'échelles territoriales diverses, tantôt à des groupes sans référence territoriale précise comme c'est le cas pour les communautés ethniques et, parfois, religieuses, renvoie à l'idée d'un groupe social porteur d'une symbolique forte à laquelle les membres s'identifient par rapport aux non-membres. Aux Etats-Unis, la *community*, très ancrée dans les mentalités états-uniennes, a une charge d'appartenance forte, exprimant le partage d'un territoire, de valeurs, d'idéaux, d'espaces publics, de structures sociales d'entraide et finalement d'une destinée (Aitken, 1998 ; Moe et Wilkie, 1997). Elle est porteuse d'une idéologie rurale, qui s'incarne, en ville, dans le *neighborhood* (Tuan, 1974: 210), beaucoup moins connoté. Dans les ensembles résidentiels sécurisés latino-américains, la communauté est instrumentalisée comme communauté d'intérêts qui regroupe les individus autour d'équipements, d'éventuels lieux de rencontre. Plus que de "communauté" il s'agit à strictement parler de "collectivité", tantôt celle des résidents, tantôt celle des membres du club, dont les intérêts et les identités sociales ne sont pas toujours les mêmes. Elle a une fonction d'exclusion, mais elle sert en même temps de couverture légitime aux actions des résidents : c'est en tant que riverains ou que contribuables qu'ils revendiquent la fermeture, la défense des droits acquis, la participation aux affaires politiques de la ville ou du comté. La fermeture, plus que la construction d'identités territorialisées, permet de revendiquer une certaine autonomie politique qui n'est pas nécessairement synonyme de sécession. Cependant, ce qui est socialement accepté dans le contexte politique états-unien (ne contribuer qu'à la hauteur de sa "consommation") constitue un geste de désolidarisation nettement plus net en Amérique latine, car en rupture avec la tradition socio-politique en vigueur jusqu'aux années néo-libérales.

Dans les quartiers populaires, en revanche, la participation a souvent comme effet (et comme but) d'isoler encore plus les habitants. Il ne s'agit pas tant de participer aux affaires de la métropole, en tout cas de l'échelon supérieur, mais d'améliorer les conditions de vie et d'habitabilité au sein du quartier, en même tant que d'affirmer la citoyenneté des résidents. L'interconnaissance et la solidarité sont au cœur de la construction communautaire, et l'action politique s'inscrit dans le local. Habiter un quartier, c'est moins en être riverain ou

résidant (ce qui, dans l'interprétation qu'en font les associations de copropriétaires, donne des droits et un pouvoir décisionnel), comme dans les beaux quartiers et dans les quartiers de classe moyenne, qu'être membre d'une communauté qui construit des identités et des appartenances. Cependant, dans le contexte actuel de déstabilisation sociale, économique et politique, la participation peut conduire à l'exercice d'une citoyenneté restreinte à l'échelle du quartier.

De plus, toutes les métropoles ne sont pas égales face au processus de décentralisation et de mise en place de plus de « démocratie locale ». N. García Canclini insiste à juste titre sur les inégalités entre grandes villes des pays anciennement développés et celles de pays « périphériques » face à ces mouvements actuels. L'accent que ceux-ci mettent sur la différence, la multiplicité et la fin des ordres totalisateurs peut s'avérer bénéfique dans le contexte de pays qui sont entrés dans le XX^{ème} siècle avec de faibles taux de natalité, des villes planifiées et des gouvernements démocratiques ; à l'inverse, dans des villes comme Mexico, cette inflexion peut conduire à l'exagération du désordre urbain, caractérisé par l'explosion démographique, l'occupation illégale de terres ou la spéculation foncière, conjuguées à des formes peu égalitaires de représentation politique et d'administration de l'espace urbain. L'exaltation des mouvements sociaux locaux peut produire des résultats anti-démocratiques, et de fait, durant les deux dernières décennies, c'est surtout à une aggravation de l'insécurité et de l'injustice qu'on a assisté dans la plupart des métropoles latino-américaines (García Canclini, 1998 : 33-35).

Finalement, cette confrontation d'études de cas états-uniennes et latino-américaines conduit à une interrogation sur l'échelle des ensembles auxquels nous nous sommes intéressés. On peut difficilement identifier comme « quartier » un ensemble résidentiel de 18.000 personnes comme Leisure World, avec des différenciations internes considérables en termes de forme et de qualité du bâti, et une identité politique qui est celle d'une ville (pour ne rien dire du *turn-over* très rapide de la population et de ses caractéristiques d'âge, qui signifie que l'identification à Leisure World, quand bien même elle se dirait en termes de « communauté », n'a rien à voir avec celle qui se produit dans un quartier plus classique, où la transmission d'une génération à l'autre joue un rôle essentiel). Mais que dire alors d'un ensemble de 75.000 à 95.000 habitants, comme Pacoima, qui lui s'identifie explicitement comme « quartier » (*neighborhood*) dans la trame de la municipalité de Los Angeles ? Ou encore d'Hollywood, diversement qualifiée de ville, de *community* ou de *neighborhood*, alors qu'elle compte plus de 180.000 habitants (et que dans la carte des conseils de quartier, ce sont pas moins de 6 Hollywood, aux limites apparemment contestées, qui se dessinent ?). Faut-il en conclure que les échelles de l'urbain sont autres dans cette agglomération, ou encore que le politique contribue aux identifications territoriales à un degré différent ?

Quelle qu'en soit l'échelle, en tout cas, la demande de plus de proximité politique qui se traduit aussi – théoriquement- par une diminution de la distance spatiale entre les lieux du pouvoir et les citoyens, ne risque-t-elle pas de conduire à une fragmentation en entités territoriales non plus hiérarchisées, mais concurrentes, axées sur la satisfaction de leur demande, tandis que la fiscalité n'assurerait pas de redistribution sociale ? Le quartier est présenté comme l'une des "bonnes" échelles de l'exercice de la citoyenneté. Mais, d'une part les quartiers populaires et les ensembles résidentiels fermés ne sont pas en condition d'égalité face à la participation ; d'autre part, l'illégitimité de la présence des "pauvres", la stigmatisation des quartiers populaires, qui rendent difficile le voisinage entre des groupes de population aisés qui tendent à s'enfermer et d'autres, plus pauvres, ne tiennent pas compte de l'impunité dans laquelle s'étendent les ensembles résidentiels sécurisés. Cette inégalité de condition est-elle productrice de plus de ségrégation et d'exclusion, dans le contexte latino-américain où nouveaux riches et classes moyennes (et non plus, comme au début du siècle, l'oligarchie) jouent un rôle de plus en plus protagoniste dans les politiques urbaines ?

Conclusion

Les risques d'une approche ethnocentrée

Vouloir analyser et comprendre le développement des ensembles résidentiels sécurisés, c'est risquer d'avoir une approche ethnocentrée. On a vite fait, en effet, de les diaboliser, sans autre procès, sans en comprendre les tenants et les aboutissants. Le cas de Los Angeles est particulièrement significatif de raccourcis parfois un peu trop rapides. Dans notre étude, c'est l'analyse des modalités de la diffusion des ensembles résidentiels sécurisés des Etats-Unis vers l'Amérique latine, en particulier de leurs liens avec les modes d'habiter, et de leurs effets sur l'urbain et sur l'urbanité, qui nous semblent éclairantes pour poser les bases d'une approche possible pour comprendre leurs conséquences dans d'autres contextes socio-politiques, culturels. On sait à quel point les résidences sécurisées commencent à faire parler d'elles en France.

Dans le cas de Los Angeles, si l'on postule l'existence d'un modèle "anglo-saxon" qui ne valorise pas le centre, les éléments de mixité, de mélange, d'intensité d'interaction, mais au contraire le quartier résidentiel homogène fonctionnellement et socialement, la séparation des groupes et des activités, on voit que la ségrégation, qui fait problème dans une conception plus "latine" de la ville, se situe dans le prolongement logique de telles conceptions: elle est déjà une caractéristique du Londres victorien. Les processus d'urbanisation états-uniens, fondé sur le communautarisme privilégient depuis longtemps l'échelle locale et l'"entre-soi". Les *suburbs* représentent déjà, dans une certaine mesure, une tentative de la part des classes aisées, de se désolidariser du sort de la ville dans son ensemble. L'absence de péréquation fiscale entre les grandes communes d'une agglomération met les plus favorisés à l'abri des exigences supérieures en services sociaux de populations moins aisées souvent piégés dans l'*inner city*. A l'inverse de ce qui se passe en France, c'est donc le centre dont le tissu se dégrade, qui subit les stigmates sociaux les plus forts, malgré ses avantages en termes d'accessibilité et bien qu'il demeure souvent le lieu d'une bonne part des activités d'affaires et des services les plus en pointe. A la différence du continent européen, l'espace américain est suffisamment vaste pour qu'on se permette de s'éloigner, d'abandonner légitimement des espaces urbains en déshérence, et d'en occuper de nouveaux, loin des "maux urbains". Mais cela suffit-il encore? Apparemment, non. Et cela explique en partie le développement des *gated communities* dans l'agglomération de Los Angeles. Mais pas seulement comme nous l'avons vu au cours de ces pages.

Il semblerait que les zones suburbaines du continent européen et d'Amérique latine, restent aujourd'hui encore beaucoup plus tournées vers la ville-centre, que ce soit dans l'attachement symbolique aux lieux centraux (Capron, in Capron & Monnet, 2000) ou dans les pratiques urbaines. On peut d'ailleurs s'interroger sur la généralisation d'un discours porteur de représentations négatives du centre-ville qui expliquerait la "fuite" et ressortirait des propos tant des habitants des ensembles résidentiels sécurisés latino-américains, états-uniens, que de ceux des lotissements pavillonnaires français. Aux États-Unis, d'ailleurs, ce n'est plus la fuite du centre (en l'occurrence, la ville de Los Angeles) qui explique le développement massif des *gated communities* dans un Comté comme celui d'Orange, mais plutôt l'émergence de recompositions et de clivages sociaux internes à la *suburb* angelienne (Kling *et al.*, 1995). D'autre part, les centralités périphériques états-uniennes, les *Edge Cities*, dont on commence à parler dans les années 80, réaffirment le principe de mise à l'écart des populations WASP vis-à-vis des gens de couleur, même si, encore une fois, dans les dernières décennies, elles ne semblent plus suffisamment garantes de l'homogénéisation du peuplement. Elles sont en tout cas sans équivalent, du point de vue de leur autonomie, avec la plupart des "centralités périphériques" françaises et encore plus latino-américaines. T. Caldeira (2000) explique même comment le modèle de l'*Edge City* états-uniennne a pu être utilisé lors d'une campagne publicitaire et dans une émission de télévision, à São Paulo, en 1993, en présence de Joël Garreau lui-même, comme facteur non-avoué de valorisation des prix immobiliers, l'illusion du Premier Monde constituant, comme souvent en Amérique latine, un argument publicitaire de choc. Ce sont les effets de la référenciation, de la surimposition et du décalage de modèles qui interpellent en Amérique latine dans le cas des ensembles résidentiels sécurisés.

La sécurité comme plus petit dénominateur commun

En Amérique latine, la "montée insécuritaire" est caractérisée par la hausse de la délinquance, de la criminalité violente, et comme ailleurs, par la généralisation d'un discours médiatique et politique qui façonne un "sentiment" d'insécurité aux contours vagues. T. Caldeira (2000), dans son ouvrage sur les « ville des murs » (en l'occurrence São Paulo), les dénomme « enclaves fortifiées » en y incluant tous les espaces privés et sécurisés (avec ou sans fermeture, avec un accès sélectif) qui s'adressent aux couches sociales moyennes et supérieures : ensembles résidentiels, complexes de bureaux, et aussi centres commerciaux. Cependant, en raison de la contagion de la peur, tous les milieux sociaux sont traversés par les préoccupations de protection, de repli, d'évitement dans l'espace résidentiel et dans l'espace public. La recherche de l'entre soi est cependant moins

généralisée. A l'échelle résidentielle, la production de la sécurité, en particulier la mise en place de dispositifs permettant d'assurer la protection des logements et des individus, s'est privatisée.

La "sécurité" est le plus petit dénominateur commun de la multiplication de copropriétés et lotissements enclos aux quatre coins de la planète. Pour reprendre une distinction que nous avons établie dans le chapitre 6, dans les ensembles résidentiels sécurisés, elle est plus un motif et même un argument qu'une motivation proprement dite. Si j'ai retenu cette dénomination, c'est parce que l'ensemble résidentiel sécurisé constitue un produit immobilier nouveau qui génère un marché, même si, dans le discours publicitaire et promotionnel, l'argument disparaît au milieu d'autres. C'est en tous cas lui qui fait en partie la différence avec d'autres produits ouverts ou même fermés. C'est ce qui établit également une distinction avec les ensembles résidentiels fermés (notamment les *countries*) qui existaient déjà dans le sous-continent, et dont on a vu qu'ils étaient essentiellement le fait de pratiques distinctives et oisives de l'oligarchie et de quelques riches familles, le cas échéant, de collectivités. Mais la sécurité n'est cependant pas suffisante pour comprendre leur succès, et il nous a donc fallu aller chercher ailleurs. Les ménages qui ont fait le choix d'y résider évoquent l'arsenal sécuritaire comme l'une des raisons, parmi d'autres, qui les ont poussés à s'installer dans une résidence fermée.

C'est un faisceau de motifs qu'il serait bien difficile de démêler qui explique l'adoption rapide par les couches sociales moyennes et supérieures des ensembles résidentiels sécurisés : isolement et quête de l'entre-soi ; recherche d'une plus grande sécurité ; "fuite" d'une ville aux dysfonctionnements multiples (pollution, insécurité, densité, etc.) ; diminution des risques de la ville et contrôle de l'environnement liés à un bâti d'autant plus homogène que les règlements sont stricts, limitant les déviances ; préservation de la valeur immobilière que permet la fermeture ; collectivisation des équipements, des services et de la sécurité, avec, dans sa version extrême, des tentations de « sécession urbaine » ; adoption de nouveaux modes de vie (nature, espace pour la famille...), de "styles" dont on mesure à la fois la portée en termes d'homogénéisation (l'idéal de la vie urbaine à la campagne, le stéréotype de la « femme *country* »...) et de segmentation (un ensemble résidentiel sécurisé pour toutes les bourses et pour tous les goûts) ; stratégies de distinction sociale. Dans ce contexte, la clôture, à la fois processus et objet, dessine une frontière multi-dimensionnelle dont il faut essayer de comprendre la construction et les significations dans ses rapports aux modes d'habiter. Dans sa dimension dynamique, la clôture est un processus : tant dans les quartiers qui se ferment que dans les lotissements et les copropriétés *ex-nihilo* qui, progressivement, mettent en place des barrières internes.

Dans la plupart des villes, le développement d'ensembles résidentiels sécurisés s'accompagne d'un mouvement de suburbanisation des couches sociales moyennes et supérieures, suivant des modèles états-uniens à la recherche de nature, de tranquillité, loin des supposés risques de la ville, etc. C'est pour cette raison qu'il est difficile de réduire l'approche des ensembles résidentiels sécurisés à ses seules conséquences géopolitiques sur l'urbain et sur l'urbanité. L'expansion de ce marché se produit néanmoins dans un contexte différent de celui des années 50-60 qui correspondent à la première phase d'expansion des *gated communities* dans le nord du comté d'Orange qui a été retenu dans notre étude : contexte socio-politique d'une part, celui d'une "insécurisation" croissante des individus, de l'instauration de politiques économiques néo-libérales aux effets parfois violents sur la société, celui du retrait assez brutal de l'Etat-Providence à la latino-américaine ; contexte socio-urbain d'autre part, celui de la re-composition des périphéries urbaines. Si aux Etats-Unis, ce sont les effets de l'hétérogénéisation de *suburbs* qui, jusque dans les années 60, avaient permis aux classes moyennes de fuir le contact avec les Noirs, les Latinos, les pauvres, leur laissant le centre-ville, dans les années 90, en Amérique latine, c'est dans un environnement, certes faiblement urbanisé, peu dense, situé dans certains cas aux confins de l'aire métropolitaine que s'installent les ensembles résidentiels sécurisés. La forme, c'est-à-dire le type d'habitat, pavillonnaire ou sous forme de tours en copropriété (dans les villes-centres, à Rio, dans les beaux quartiers péricentraux), n'est pas non plus toujours similaire à celle qu'elle revêt aux Etats-Unis. Comme ailleurs, en tout cas, la fragilisation des "structures de confiance", de la position des individus et des familles face à une décollectivisation de la prise en charge des risques, renvoie à un principe de réassurance, à la quête de protection.

Certes, la sécurité constitue donc le plus petit dénominateur commun à l'expansion planétaire des ensembles résidentiels du type des *gated communities*. Cependant, la violence urbaine et la re-stigmatisation des quartiers populaires, aussi bien ceux qui, depuis les années 70, se sont consolidés et ont accédé à une certaine reconnaissance, à travers la mobilisation collective et la mise en oeuvre de politiques urbaines de légalisation et d'équipement en services urbains, que les plus récentes invasions, les lotissements-pirates, dont le rapport à l'espace est beaucoup plus précaire, est un facteur explicatif de la production de ségrégations et de mises à distance : c'est parce que les couches sociales moyennes et supérieures les associent à la délinquance (bandes, *malandros*, etc.) que la distance sociale et symbolique entre eux s'accroît, alors que la contiguïté physique entre des quartiers hétérogènes se reproduit (dans le cas de Rio de Janeiro) ou s'accroît (dans le cas de Buenos Aires). La mitoyenneté devient alors problématique. Or, la position socio-spatiale des individus, des ménages, des familles, la situation des quartiers dans leur localisation, dans leur composition interne, dans leur "texture", dans leur rapport à l'environnement, sont déterminantes des rapports à la ville, aussi bien pour

les ensembles résidentiels sécurisés que pour les quartiers populaires ou les grands ensembles de classe moyenne.

Echelles d'observation et entrées

On peut se demander en quoi l'échelle d'observation des processus d'homogénéisation/ hétérogénéisation, de ségrégation/ fragmentation, et principalement les méthodes employées pour analyser les rapports entre des groupes sociaux et le territoire, ce que M. Agier désigne comme le « point de vue » (1999), influent sur les conclusions et sur le diagnostic effectué. Au sein de l'équipe coexistaient deux positionnements.

Par exemple, Ciudad Evita qui compte 150.000 habitants est une zone composite formée de l'agrégation de plusieurs quartiers hétérogènes entre eux et relativement cloisonnés, dont nous avons vu, au fur et à mesure de l'avancée des chapitres, les processus d'urbanisation et d'homogénéisation/ hétérogénéisation. Les entretiens avec les responsables associatifs –vraisemblablement hautement politisés–, avec ceux de la gestion des services urbains, etc., insistent sur les conflits entre des quartiers pauvres de toutes sortes et de classes moyennes où certains cherchent à conserver des avantages acquis et à se distinguer face à l'invasion des autres. Les logiques inégalitaires, les stratégies de différenciation, de séparation et de mise à distance se reproduisent à toutes les échelles : à l'échelle des "quartiers", quelle que soit leur composition sociale ("chalets" de classes moyennes ou bidonvilles), ce sont les différenciations sociales mises en place par les politiques, qui sont finement perçues par les individus, parfois exploitées politiquement par les leaders ; à la petite échelle, ce sont les stratégies de mise à distance qui opposent les classes moyennes aux "nouveaux pauvres" et aux très pauvres, mais se répercutent de manière fractale à tous les échelons, autant que les dispositifs matériels de fermeture.

Comme ailleurs, la décentralisation des compétences vers les échelons inférieurs et la montée en puissance de la participation, même si les effets en sont très limités en termes d'*empowerment*, tendent à fragmenter les territoires politiques en unités qui ne sont cependant que très partiellement autonomes : soit parce que, dans le cas des ensembles résidentiels sécurisés de grande taille ou encore des grands ensembles de classe moyenne, la sécession et l'incorporation, aux Etats-Unis, vise à peser dans les décisions politiques des échelons de gouvernement supérieurs ; soit parce que les quartiers populaires dépendent étroitement des ressources octroyées, hier par les politiques sociales, aujourd'hui, par les politiques clientélistes d'assistance. Du nord au sud du continent américain, il semble que les associations de copropriétaires et de riverains jouent un poids croissant dans la vie politique locale, tandis qu'elles régissent la vie intérieure des aires sur lesquelles elles exercent leurs compétences.

Ces mises à distance qui empruntent parfois des symboles forts comme l'école ou l'Eglise, sont révélateurs de processus de fragmentation sociale et politique. Ils semblent suggérer que plus une zone est socialement hétérogène dans un contexte spatial fortement planifié, plus les stratégies d'évitement sont aiguës. De même, les barrières relationnelles entre quartiers populaires, à Caracas, à Bogotá ou à Rio, que montre en particulier l'étude des déplacements entre quartiers voisins, fortement marqués par la territorialisation des bandes armées, vont plutôt dans le sens de processus d'une fragmentation sociale et spatiale sur laquelle il est difficile de faire l'impasse. Ici, pas de barrières matérielles. Par ailleurs, on peut se demander si les anciens quartiers ouvriers touchés par la désindustrialisation, si les invasions collectives connaîtront le même destin que leurs prédécesseurs d'il y a trente ans. Dans le contexte économique et politique actuel, seule la question des modalités de l'action collective et de ses modes de recomposition, pourrait ouvrir une porte de sortie de crise, tant le désengagement de l'Etat est grand et tant les quartiers populaires se pensent par rapport à un échelon local, celui du quartier et celui de la communauté, qui, s'ils ne sont pas ouverts sur l'extérieur et si leurs limites respectives coïncident, produisent le risque d'une territorialisation extrême. Les pratiques et l'expérience urbaines des habitants des quartiers populaires sortent du quartier, mais ils continuent à se penser eux-mêmes, en tant que groupe, par rapport à un référent local (sauf dans les cas d'instrumentalisation par une communauté dont les limites ne coïncident pas seulement avec celles du quartier, comme c'est le cas de la communauté bolivienne, et surtout des leaders du quartier consolidé de Charrúa à Buenos Aires).

Que se passe-t-il donc, quand l'on fait varier l'échelle sociale et spatiale de l'analyse, quand on change le point de vue ? Les enquêtes menées auprès d'habitants dans les *barrios* de Caracas, leurs récits, les entretiens effectués dans les *favelas* de Rio, même s'ils traduisent la dureté des conditions de vie au jour le jour, celle-ci variant en fonction du degré de consolidation et d'ancienneté du quartier, sont au contraire révélateurs de l'intensité des liens sociaux. N'en serait-il pas de même à Ciudad Evita si l'on avait fait varier l'unité et l'échelle d'analyse, glissant de l'ensemble que représentent le périmètre de Ciudad Evita, les bidonvilles et les *asentamientos* riverains, vers les quartiers eux-mêmes, et même vers les individus ? On ne peut alors que souscrire aux propos de M. Agier, quand il affirme que « en ne faisant pas un *a priori* des aspects institutionnels et des structures matérielles de la ville, [on peut] mieux saisir les multiples solutions et inventions quotidiennes des habitants des

villes, et mieux rendre compte de l'émergence, partout dans le monde, une culture issue de la vie citadine elle-même » (1999: 9). Dans la continuité des écrits de M. de Certeau sur « l'invention du quotidien », il oppose ainsi le diagnostic pessimiste des professionnels sur la ville et ses habitants, et propose de partir d'exemples singuliers, des individus eux-mêmes pour comprendre comment les citadins, au-delà des ségrégations urbaines, inventent la ville. Comme il le souligne, le constat que « la ville ne fait plus société » part du présupposé qu'il existe encore une "cité", une "ville historique" dont les formes tant sociales que spatiales ont pourtant explosé sous les effets de « l'urbanisation généralisée » (Choay, 1994). C'est, d'après lui, en analysant comment les individus font la ville, comme création culturelle, sociale et politique, que l'on peut voir surgir des forces d'ajustement, d'agrégation, et surtout de cohésion, qui ne reposent pas seulement sur la recherche du "même". Ce positionnement qui ne fait plus la part belle aux politiques, aux institutions traditionnelles, sans nier les difficultés de la vie quotidienne, laissent place aux individus, aux habitants-citadins, dotés de compétences insoupçonnées longtemps ignorées par les politiciens. Analyser les modes d'habiter des résidents des ensembles sécurisés permet aussi de relativiser les représentations sur la fermeture, l'enfermement, l'autoségrégation, notamment en fonction de la typologie des copropriétés et des lotissements sécurisés, leur situation socio-spatiale, les différenciations dans les modes d'habiter et les rapports à la ville.

La « nouvelle » classe moyenne: un référent de la production de la ville?

Certes, la population des ensembles résidentiels sécurisés est plutôt homogène. Encore cette homogénéité s'atténue-t-elle quand on examine la composition socio-économique, par classes d'âge, du peuplement des quartiers, non plus considérés comme un tout, mais comme un marché segmenté produit par les acteurs économiques et validé par les acteurs politiques. C'est surtout le discours promotionnel et publicitaire qui fait des ensembles résidentiels sécurisés, des produits *ex-nihilo*, un tout homogène. Aux Etats-Unis, le marché de la *gated community* repose sur des différenciations de revenus et de styles de vie. Le style de vie renvoie, dans le contexte états-unien, à une diversité qui ne fait nécessairement pluralité et qui justifie le regroupement entre individus et ménages à la recherche d'un même style. Effectivement, l'entre-soi, l'homogénéité, la recherche du même semblent constituer, du moins dans le contexte états-unien, l'un des moteurs de l'agrégation dans les ensembles résidentiels sécurisés. On a cependant rappelé, à maintes reprises, que ces formes d'agrégation devaient se lire à la lumière du rapport entre habitat et modes d'habiter à l'intérieur du monde anglo-saxon.

En Amérique latine, même si le développement d'un marché des ensembles résidentiels sécurisés s'appuie en très grande partie sur la polarisation de la société et sur l'"émergence" d'une classe moyenne de services⁸², l'histoire même de la consolidation des ensembles résidentiels sécurisés et fermés, c'est-à-dire autant des produits *ex-nihilo* que des anciens *countries*, le marché (à travers les petites annonces) ne faisant pas une discrimination entre les uns et les autres, produit une certaine hétérogénéité dans leur peuplement. Certes, on pourrait contester que les écarts sont relativement restreints, mais on peut s'interroger aussi sur les raisons qui poussent les acteurs de l'immobilier à mettre sous la même bannière des objets si différents, alors que, de toutes évidences, le marché est segmenté, entre quelques grandes copropriétés très localisées (Pilar à Buenos Aires, Barra à Rio, Santa Fe à Mexico) et nombre de petits lotissements disséminés dans le tissu urbain. On peut émettre l'hypothèse que l'homogénéisation de la représentation des ensembles résidentiels sécurisés, qui est ainsi couramment diffusée, vise à produire également une homogénéisation dans les modes d'habiter et dans les comportements: l'ensemble résidentiel sécurisé se marie bien avec le *shopping center*, les cimetières, les collèges, les universités privés. Là, il n'y a plus de conflit ni même de classes sociales, il y a seulement des riches et des pauvres. C'est d'ailleurs sans doute l'un des éléments émergents: ce n'est plus l'oligarchie, comme au début du siècle, ou « la » classe moyenne, comme dans les années 50-70, mais cette classe moyenne de services, qui, à travers ses modes de vie et ses modèles de consommation servent d'étalon au reste de la société.

Ainsi, paradoxalement, alors que la classe moyenne tend à se rétracter dans le contexte d'une société qui se polarise, ce sont les modèles de vie, les modes d'habiter des nouveaux riches, qui nourrissent les représentations et l'imaginaire sur les ensembles résidentiels sécurisés. En outre, la plus grande partie des interventions sur la ville, en particulier la restauration des centres historiques qui, très souvent, entraîne un nettoyage du centre-ville et une gentryfication commerciale, n'est pensée que pour ces ménages qui ont un pouvoir d'achat élevé et peuvent accéder en centre-ville en automobile, par les voies d'accès rapide que la concession des autoroutes a permis de construire ou par les *ejes viales*. Dans les discours et dans les intentions, il s'agit bien de les attirer pour repeupler des centres qui perdent de leurs habitants, qui parfois se dépérissent ou d'autres fois tombent en ruines, mais ce qui est manifeste, c'est que s'ils se déplacent bien pour aller dans tel restaurant chic, est plus la lointaine périphérie ou les quartiers péri-centraux chics, où les risques sont plus restreints, qu'ils choisissent pour résider. Or, le marché des résidences sécurisées est suffisamment diversifié pour offrir aux bourses moyennes

⁸²Elle est aussi désignée dans d'autres termes, c'est-à-dire moins sous l'angle des catégories socio-professionnelles, mais sous celui de la structuration sociale, comme des « nouveaux riches ».

d'acquérir un petit appartement avec accès à une piscine ou un modeste pavillon dans un petit ensemble résidentiel sécurisé.

Souvent plutôt que de fournir des résultats définitifs, les entretiens menés auprès d'un échantillon de résidents de copropriétés et de lotissements sécurisés plus significatif que représentatif, permettent de nuancer le discours souvent monolithique et surtout normatif qui traverse la littérature sur la nouvelle ségrégation urbaine en Amérique latine. Pourtant, à bien y regarder de près, les conflits et les différenciations sociales sont loin d'avoir disparu. Proximité spatiale est loin d'être synonyme de proximité sociale, dans le sens de la proximité relationnelle et/ou de la ressemblance sociale. Certes, les frontières matérielles que dressent les murs, les guérites, les grillages semblent dessiner des frontières sociales et elles produisent une certaine violence symbolique. En même temps, alors que de nombreux auteurs s'insurgent contre l'égoïsme des riches et le retour à des formes sociales médiévales, les mêmes barrières se dressent autour d'autres formes de quartiers de classe moyenne, en particulier ceux d'habitat collectif, les grands ensembles, voire parfois autour de quartiers populaires qui cherchent aussi à se protéger d'autres quartiers perçus comme plus dangereux. C'est d'ailleurs autant vis-à-vis de ceux de l'extérieur que vis-à-vis de ceux de l'intérieur, que se manifestent des formes de discrimination et de mise à l'écart: à l'encontre de ceux de l'extérieur, à travers les dispositifs sécuritaires et les formes matérielles qui permettent d'identifier volontairement les étrangers et font d'eux des suspects potentiels; à l'encontre de ceux de l'intérieur, à travers le rejet de ceux dont les comportements ne s'alignent pas sur ceux qui, comme on l'a vu, sont imposés par la collectivité des résidents. Mais les choses restent alors « en famille »: elles relèvent moins de la société que de la collectivité.

Si les lieux de la discorde existent, surtout dans certaines situations (en l'occurrence, dans le cas de Ciudad Evita, une zone socialement hétérogène, où les quartiers ouvriers ont été fortement touchés par la désindustrialisation et par la précarisation de l'emploi), les espaces intermédiaires de la familiarité construisent aussi la ville dans les quartiers populaires. Or, c'est sans doute ce qui les distingue le plus des ensembles résidentiels sécurisés dont les lieux de la sociabilité, à la recherche d'une intimité protectrice, ont perdu cette familiarité. Là, c'est plutôt la méfiance et l'anonymat, y compris même une distance avec les autres, se manifestant essentiellement dans les rapports avec ceux qui ont un comportement sortant de la norme imposée par la collectivité des riverains, des voisins, des résidents, qui règle les rapports entre les individus. Certes, comme dans les quartiers populaires, la norme sociale intérieure provient de la collectivité (dans le cas des ensembles résidentiels sécurisés) ou de la communauté (dans le cas des quartiers populaires). L'interconnaissance dans le cas des quartiers populaires, la reconnaissance dans celui des ensembles résidentiels sécurisés constituent des barrières qui font de l'inconnu un étranger, une personne dont le rapport à l'espace interne ne se définit pas par la résidence. Dans les quartiers de classe moyenne, ensembles résidentiels sécurisés, beaux quartiers ou grands ensembles qui se sont fermés, la rigidité spatiale et l'étroitesse laissés par des règlements peu flexibles et qui prétendent régir tous les aspects de la vie quotidienne, laissant peu de place au hasard et à l'imprévu, tendent à produire une cristallisation des conflits. Avec la planification exacerbée de l'espace, tendent à disparaître les liens, les transitions, le flou dans l'habitat. Il n'y a plus d'espaces dont l'usage n'est plus défini à l'avance, d'espaces non-assignés.

Comme le suggère T. Caldeira, si l'on doit comparer les ensembles résidentiels sécurisés à un autre type d'habitat, c'est moins aux quartiers populaires qu'aux grands ensembles de classe moyenne produits par l'urbanisme fonctionnaliste qu'il faut les confronter. Dans les quartiers populaires, l'impensé crée de la vie, un mouvement toutefois limité par l'expansion de la violence urbaine et par les frontières cognitives et normatives qu'elles construisent et qui ont des effets pragmatiques en termes d'accessibilité. Dans les ensembles résidentiels sécurisés et les grands ensembles sécurisés, c'est à travers un ordre spatial et normatif que l'on prétend imposer un ordre social. Certes, les intentions (la liberté/ le contrôle) diffèrent, mais les résultats ne sont pas si éloignés.

Effets sur l'urbain et sur l'urbanité

Les ensembles résidentiels sécurisés, en fonction de leur taille, tendent à restreindre l'espace potentiellement accessible par les citoyens. Ils contribuent également à une forte consommation d'espaces aux bénéfices d'un petit nombre. On peut néanmoins émettre l'hypothèse qu'en fonction de leur type, ils ont des conséquences différenciées sur la ville : les grands *countries* de Buenos Aires, les tours de luxe de Rio, notamment de Barra da Tijuca, et surtout des vastes *estancias* de résidences secondaires et l'équivalent des quelques *master-planned communities*, par exemple, contribueraient plutôt à l'étalement urbain, à la formation d'enclaves résidentielles au milieu de lotissements populaires ; les petits lotissements sécurisés, au contraire, tendraient à la densification et au "remplissage" par petites touches d'un tissu déjà urbanisé.

Les ensembles résidentiels sécurisés sont loin d'avoir des frontières étanches du point de vue de leur accessibilité. Ces forteresses sont loin d'être imprenables. La frontière joue d'ailleurs surtout une fonction

cognitive dans le but de différencier les étrangers des résidents (avec des nuances plus fines en fonction du rôle, des apparences, etc. de l'individu). Mais ils ne constituent vraiment des enclaves que quand ils sont isolés au milieu d'un environnement très contrasté, le différentiel social tendant alors à renforcer la construction des limites. Dans les grandes concentrations d'ensembles résidentiels sécurisés, les effets d'agglomération tendent à diminuer la sensation d'enclavement, même si le paysage des clôtures crée effectivement un effet visuel de cloisonnement, d'îlot. Par ailleurs, même si l'ensemble résidentiel sécurisé dispose d'équipements de loisir ou de petits commerces de proximité, il est loin de prétendre à une autonomie fonctionnelle, du moins du point de vue des pratiques des habitants, dont la territorialité est tantôt réticulaire, tantôt aréolaire, tantôt un panache entre l'une et l'autre. Ce n'est en tous cas pas ce que recherchent spécifiquement les résidents. L'isolement, l'éloignement, dans le sens de la production d'espaces-tampons, servent à surtout à établir une contention.

En revanche, l'ensemble résidentiel sécurisé constitue bien un objet socio-politique. Les frontières, à la fois à l'intérieur, entre les sous-territoires fréquentés par les différentes catégories d'habitants, d'usagers ou encore de clients, et à l'extérieur, en rapport avec les autres entités territoriales et institutionnelles, montrent que c'est surtout une autonomie de services que recherchent les grands ensembles résidentiels sécurisés de classe moyenne. La collectivisation des services et des équipements qui, d'après les standards des résidents, sont mal assurés par les municipalités ou les collectivités *ad hoc*, est l'une des raisons de la fermeture. L'échelon local, dans ce sens, est bien perçu comme le plus efficace, mais moins pour « participer » aux affaires de la cité, que pour gérer correctement des services jugés déficients. Cependant, comme aux Etats-Unis aussi, dans les zones qui concentrent de nombreux ensembles résidentiels sécurisés, les associations de résidents et de riverains se regroupent entre elles pour peser sur les décisions politiques et promouvoir leurs intérêts (en particulier, la fermeture, en principe illégale, de quartiers ouverts) dans des conditions d'illégalité que le laissez-faire des autorités municipales légitime. La proximité des associations par rapport aux riverains légitime, pour les résidents, leur action et leurs décisions. De plus en plus, pour les couches sociales moyennes et supérieures, c'est donc le fait de résider, beaucoup que d'habiter, qui définit le rapport au politique. A Los Angeles, dans le cas de Pacoima, c'est l'habiter au sens large du terme qui définissait les modalités de la participation à la vie politique, malgré une efficacité limitée liée au désintérêt des populations marginalisées.

L'urbanité n'est pas seulement un mode de vie en ville. La méfiance s'est certes installée au cœur de la cité et de son espace public, et partout, c'est elle qui tend à régler les rapports entre les individus. Les individus, en fonction de leurs appartenances sociales, culturelles, réagissent différemment. Certains en s'enfermant, d'autres en prévenant. D'autres aussi vivent dans des ensembles résidentiels fermés, sans voir les conséquences politiques de leur geste. L'objet se banalise, sans que la critique ne soit toujours constructive, même si elle nécessite une déconstruction préalable de l'objet. S'il y a ségrégation, c'est parce que la mise à distance symbolique et sociale entre les groupes sociaux s'accroît. Dans la proximité territoriale coexistent à la fois des proximités relationnelles contiguës (surtout dans les quartiers populaires) et d'autres, discontinues, plus réticulaires (dans les ensembles résidentiels sécurisés), même si la réalité est plus nuancée. La société n'apporte-t-elle vraiment plus de réponses aux individus? Vivre entre soi est-il une solution inéluctable? L'urbanité, dans ce sens, est aussi un mode de gouvernement, une issue politique aux problèmes de la disparition de la convivialité, aux difficultés de la coexistence. Or, ce n'est pas toujours la société civile qui a la réponse la plus démocratique, comme le montre le poids croissant des associations de résidents et de riverains des quartiers de classes moyennes et supérieures, qui, à travers leurs associations, promeuvent des intérêts collectifs mais privés.

Dans les conditions actuelles, il semble qu'il faille opter pour une homogénéité ou une hétérogénéité modérée qui rendent possible la « communauté équilibrée », telle que la définit H. Gans (1963), qui encouragent les modes de vie alternatifs, c'est-à-dire qui ne réduisent pas les mondes sociaux à la localité (Strauss, 1995). Or, ce n'est pas ce que promeuvent les ensembles résidentiels sécurisés. Sans doute les idéaux de mixité sont-ils utopiques, et ils ont été dénoncés. Sans doute faut-il également tenir compte du contexte culturel et socio-politique. Les solutions ne sont sans doute pas les mêmes en France, aux Etats-Unis ou en Amérique latine, où la ville et la mixité ont des connotations sociales et politiques différenciées. En même temps, la production de la sécurité est sans doute une affaire collective dont la portée est politique: faire de l'étranger un suspect potentiel ne peut favoriser l'accomplissement d'une citoyenneté démocratique. Ici, la communauté ne se construit ni totalement sur la mitoyenneté, ni sur la citoyenneté, elle se fait aux dépens de l'espace public. L'espace n'est pas pensé comme « ajointement d'intervalles », mais comme « relation à distance » (Tassin, 1991). « Toute communauté tend vers la confusion, la fusion commune. A l'inverse, l'espace public doit se comprendre comme un espace de diffusion, parce qu'au lieu de fondre les individus dans la figure de l'Un, condensant l'ensemble social en son principe unifiant, il les répand dans l'espace, les extériorise, les tient à distance. Espace de diffusion aussi, parce qu'il se donne comme le lieu et la modalité d'une transmission entre individus tenus séparés, instituant et préservant une possible communication » (Tassin, *op. cit.*).

Bibliographie

Références citées et utilisées

- « Les marginalités urbaines » (1995). Numéro spécial *Espaces, populations, sociétés*, Lille : Université des sciences et technologies, UFR de géographie, pp.267-424.
- « Marginalité et exclusion dans l'espace urbain » (1995). *Revue Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n°91-92, Reims.
- ABREU DE ALMEIDA, M. (1994). « Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro », in *Genèses*, Paris, n°16, pp.45-68.
- ABREU DE ALMEIDA, M. (1997). *Evolução urbano do Rio de Janeiro*, Prefeitura de Rio de Janeiro : Secretaria Municipal de urbanismo, IPLAN, 150p.
- ABU-LUGHOD, J. (1997). "The specificity of the Chicago Ghetto : comment on Wacquant's "Three pernicious premises""", in *International Journal of Urban and Regional Research*, vol.21, n°2, pp.357-362.
- ACKERMANN, W., DULONG, R. JEUDY, H. P. (1983). *Imaginaires de l'insécurité*. Paris: Librairie des Méridiens, 122p.
- ACUÑA, R. F. (1996). *Anything but Mexican. Chicanos in contemporary Los Angeles*. London, New York : Verso.
- AGIER, M. (1999). *L'invention de la ville: banlieues, townships, invasions et favelas*. Paris: éditions des Archives Contemporaines, 176p.
- AKERMAN, M. (1996). *Mapa de Risco da Violência. Cidade de São Paulo*. São Paulo: CEDEC.
- ALCALDÍA LOCAL DE USME, Fundación Cultura y Conocimiento (1998). *Diagnostico Plan de Ordenamiento Urbano Parque Entre Nubes*. Documento preliminar, 31p.
- ALCALDÍA MAYOR DE SANTAFE DE BOGOTA, Departamento Administrativo de Planeación Distrital (1997). *Usme Plan Zonal de Ordenamiento Físico*. Bogotá : Montenegro Izarralde & compañía LTDA. Arquitectos (mimeo).
- ALCALDÍA MAYOR DE SANTAFE DE BOGOTA. (2001). *Guia Urbanística de Usme*. Bogotá : Departamento Administrativo de Planeación Distrital, 153p.
- ALTHABE, G. (1985). "La résidence comme enjeu." in *Urbanisation et enjeux quotidiens, terrains ethnologiques dans la France actuelle*, G. Althabe (dir.), Paris: Anthropos.
- ALTHABE, G. (1996). "Proche et lointain : une figure savante de l'étranger", in *Sociologues en villes*, S. Ostrowetsky (dir.), pp.79-85.
- AMODIO, E. & ONTIVEROS T. (ed.) (1995). *Historias de identidad urbana, composición y recomposición de identidades en los territorios populares urbanos*, Caracas : Fondo Editorial Tropykos, Faces-UCV.
- ANDERSON, B. (2002). *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine de l'essor du nationalisme*. Paris: La Découverte, 212p.
- ARIZAGA, C. (2000). "Murallas y barrios cerrados. La morfología socioespacial del ajuste : reflexiones sobre la suburbanización intramuros en Buenos Aires", in *Nueva Sociedad*, n°166: pp.122-132
- ASCHER, F. & GODARD, F. (1999). "Vers une troisième solidarité", in *Esprit*, n°258: pp.168-169.
- ASCHER, F. (1995). *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris : Odile Jacob.
- ASCHER, F. (1998). "La fin des quartiers." in *L'urbain dans tous ses états : faire, vivre, dire la ville*, N. Haumont (dir.), Paris: L'Harmattan, pp.183-201.
- Atlas de la ciudad de México*, (1987). DDF-El Colegio de México, México D.F.
- AUGE, M. (1992). *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris: Editions du Seuil, 149p.
- AUTHIER, J.-Y. (1995). "Formes et processus de ségrégation dans les quartiers centraux réhabilités. L'exemple du quartier Saint-Georges à Lyon". In *Sociétés Contemporaines*, n°22-23, pp.107-126.
- AUYERO, J. (2001). *La política de los pobres. Las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires : Ediciones Manantial, 251p.
- AYALA ALONSO (1996). *La casa de la Ciudad de México Evolución y transformaciones*, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, México, D.F.
- BABY-COLLIN V. (2000). " Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole ", in *Cahiers des Amériques latines*, n°35, Paris : IHEAL, pp.109-128.
- BABY-COLLIN V. (2002). "Estar en la ciudad y ser de la ciudad : convertirse en ciudadano en los barrios populares de Caracas y La Paz ", in *Traces*, n°42, Mexico.
- BABY-COLLIN, V. (2000). *Marginaux et citadins. Construire une urbanité métisse en Amérique latine*. thèse de doctorat, géographie et aménagement, Université de Toulouse-2 le Mirail.
- BACQUE, M.-H. & FOL, S. (1997). *Le devenir des banlieues rouges*. Paris: L'Harmattan, 215p. (col. Habitat et sociétés).
- BALDASSARE, M. (1986). *Trouble in Paradise : the suburban transformation in America*, New York : Columbia University Press.
- BALLENT, A. (2003). "Et in Arcadia ego: muerte y vida en los countries y barrios privados. in: *Punto de Vista*, n°75, Buenos Aires, Abril.

- BARAJAS CABRALES, L. F. & ZAMORA CANOSA, E. (2001). "Segregación residencial y fragmentación urbana : los fraccionamientos cerrados en Guadalajara", in *Espiral, Estudios sobre Estado y Sociedad*, vol.VII, n°20.
- BARRIOS S., MARTINEZ OLAVARRIA L. & SAFAR M. (1995). *Problemas urbanos y políticas urbanas en países exportadores de petróleo : el caso del Área Metropolitana de Caracas*, Caracas : CENDES, serie temas para la discusión, n°33.
- BARTH, F. (1995). "Les groupes ethniques et leurs frontières" in *Théories de l'ethnicité*, P. Poutignat & J. Streiff-Fenart, Paris : PUF, pp. 203-249.
- BASTIDE, R. (1970). "Mémoire collective et sociologie du bricolage", in *L'Année sociologique*, n° 21, p.65-108.
- BASTIEN, B. (1995). « De l'entre-soi à l'enfermement », in revue *Informations sociales*, n°45. Paris : Caisse National des Allocations Familiales, pp.108-113.
- BASTOS M., GOMES M. & FERNANDES L., (1996) "Entretener la Marginalité- le rôle et le pouvoir des narcotrafiquants dans les favelas de Rio Janeiro". In *Espace, Temps et Pouvoir dans le Nouveau Monde*, J. Monnet (dir.), Paris: Anthropos, pp.235-257.
- BAUMAN, Z. (2001). *En busca de la política*, Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.
- BAUMAN, Z. (2002). *Modernidad Líquida*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.
- BECARRIA, L. & LOPEZ, N. (comp.) (1996). *Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos sobre la sociedad argentina*, Buenos Aires : UNICEF / Losada.
- BECK, U. (2001). *La société du risque: sur la voie d'une autre modernité*. Paris: Aubier, 521p. (1ère éd. 1986).
- BEHAR, D. & EPSTEIN, R. "Le mythe démobilisateur de la sécession urbaine." *Le Monde* (3 juillet).
- BEHAR, D. (1994). "Banlieues, ghettos, quartiers populaires ou ville éclatée : l'espace urbain à l'épreuve de la nouvelle question sociale", in *Annales de la recherche urbaine*, n°64.
- BELMESSOUS, H. (2000). "France : ségrégation haut de gamme", in *Urbanisme* , n°312.
- BELMESSOUS, H. (2003). "Des "villes privées" pour les riches Français", in *Manières de voir*, n°71 (octobre-novembre).
- BELUCCI, A. & GIL, J. (1981). "Clubes de campo, el suburbio feliz", in *Nuestra Arquitectura*, vol.51, n°516.
- BERNARD, Y. & SEGAUD, M. (dir.). (1991). *La ville inquiète : habitat et sentiment d'insécurité*. La Garenne-Colombes: Ed. de l'Espace Européen, 246p.
- BERQUE, A. (1990). *Médiance : de milieux en paysages*. Montpellier: RECLUS, 163p. (col. Géographiques).
- BESSET, J.-P. & KREMER, P. (1999). "Le nouvel attrait pour les résidences sécurisées." *Le Monde* (15 mai).
- BIDOU-ZACHARIAN, C. (2003). *Retours en ville*. Paris: Descartes & Cie, 267p. (col. Les urbanités).
- BLAKELY, E. J. & SNYDER, M. G. (1997). *Fortress America, Gated communities in the United States*. Washington DC/ Cambridge (Mass.): Brookings Institution Press/ Lincoln Institute of Land Policy, 209p.
- BODY-GENDROT, S. & RUDDER, V. DE (1998). "Les relations interculturelles dans la ville entre fictions et mutations", in *Revue Européenne des migrations Internationales*, vol.14, n°1: pp.7-23
- BODY-GENDROT, S. (1997), *Les villes américaines. Les politiques urbaines*, Paris : Hachette, 160p. (col. "Les fondamentaux").
- BOLIVAR T. (1987). *La production du cadre bâti dans les barrios de Caracas : un chantier permanent*, Thèse de doctorat en urbanisme, Paris XII-Créteil.
- BOLIVAR T. (1993). "Densificación y metrópoli ", in *Urbana*, n°13, Caracas : revista del Instituto de Urbanismo, Universidad Central de Venezuela, pp. 31-46.
- BOLIVAR T. (1993). *Densificación y vivienda en los barrios caraqueños, contribución a la determinación de problemas y soluciones*, Caracas : MINDUR-CONAVI.
- BOLIVAR T. (coord.) (1995). *Hacedores de ciudad*, Caracas, FAU-UCV, Fundación Polar, Conavi.
- BOLIVAR T., BALDO J. (comp.) (1996). *La cuestión de los barrios*, Caracas : Monte Avila Ed, Fundación Polar, UCV.
- BOLIVAR, T. (1991). « Los barrios: nueva forma de urbanización contemporánea (contribución a su análisis) ». In *Habitat créatif, culture et participation*, colloque international. Lausanne : Unesco, pp.191-212.
- BONVALET, C, BRUN, J., SÉGAUD M. (2000). *Logement et habitat : bibliographie commentée*. Paris: La Documentation française, 251p.
- BONVALET, C., BRUN J., SÉGAUD, M. (dir.) (1998). *Logement et habitat. L'état des savoirs*. Paris: éd. de la Découverte.
- BORDREUIL, J.-S. (1995). "De la densité habitante aux densités mouvantes, l'hyperurbanité". In *Les Annales de la recherche urbaine*, n°67, Paris : MELT, pp.5-14.
- BORDREUIL, J.-S. (1999). « La ville desserrée ». In *L'urbain : l'état des savoirs*, T. Paquot (dir.). Paris : La Découverte, pp.169-182.
- BOUCHANINE, F. (1997). "Fragmentation spatiale et stratégies résidentielles." In *La ville éclatée*, N. Haumont (dir.), Paris: L'Harmattan.
- BOUDREAU, J.-A. (2003). *Local autonomy movements in North American city-regions: territorial strategies and the 'local democracy'*, thèse de doctorat, Los Angeles: U.C.L.A.
- BOUDREAU, J.-A., & KEIL, R. (2001). "Seceding from Responsibility? Secession Movements in Los Angeles", in *Urban Studies*, vol.3, n°10: pp.1701-1731.
- BOURDIEU, P. & WACQUANT, L. (1998). "Sur les ruses de la raison impérialiste", in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°121/122: pp.115-121.

- BOYLE, T.C. (1997). *America*. Paris: Grasset.
- BREVIGLIERI, M. (2002). "L'horizon de 'ne plus habiter' et l'absence de maintien de soi dans l'espace public." In *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, D. Cefai, I. Joseph (dir.), La Tour d'Aigues: éd. de l'aube, pp.319-336.
- BRISSEAU, J. (1963). "Les barrios de Petare, faubourgs populaires d'une banlieue de Caracas", in *Les Cahiers d'Outre Mer*, Bordeaux : n°61 (janv.-mars), pp.5-42.
- BRUN, J. & RHEIN, C. (dir.) (1994). *La ségrégation dans la ville. Concepts et mesures*. Paris: L'Harmattan, 258p.
- BRUN, J. (1994). "Essai critique sur la notion de ségrégation et sur son usage en géographie urbaine." In *La ségrégation dans la ville. Concepts et mesures*, J. Brun & C. Rhein (dir.), Paris: L'Harmattan, pp.21-58
- BRUNEAU, P. (1994). "La nouvelle urbanité ou la ville inversée", in *Norois*, vol.41, n°161: pp.73-90.
- BRUNET, R. (1992). *Les mots de la géographie*. Paris: Reclus/ La Documentation française, 518p.
- BRUNO L. (1998). *Paris-Rio: le rôle de la culture dans la formation de l'espace urbain*. Thèse de doctorat, géographie et aménagement, Université de Paris X-Nanterre.
- BURGESS, E. W., MC KENZIE, R., PARK R. E. (1925). *The City*. Chicago: University of Chicago Press, 239p.
- CABRALES CARAJAS, L. F. (dir.) (2002). *Latinoamérica: países abiertos, ciudades cerradas*. Guadalajara: Universidad de Guadalajara/UNESCO, 621p.
- CALDEIRA, T. PIRES DO RIO (1996). "Un nouveau modèle de ségrégation spatiale : les murs de Sao Paulo", in *Revue Internationale des Sciences sociales*, vol.48, n°147: pp.65-77.
- CALDEIRA, T. PIRES DO RIO (1997). "Enclaves fortificados: a nova segregação urbana", in *Novos Estudos*, n°47: pp.155-176.
- CALDEIRA, T. PIRES DO RIO (2000). *Cidade de Muros : crime, segregação e cidadania em Sao Paulo*. Sao Paulo: Edsup, 399p.
- CALEMINE, L. (2002). *Special Reorganization of Hollywood: Executive Officer's Report*. Glendale, Los Angeles County Local Agency Formation Commission.
- CAMPOS, Y. (1998). *La ciudad observada: violencia, cultura y política*, Bogotá: Tercer Mundo/ Observatorio de cultura urbana.
- CAPRON, G. & MONNET, J. (dir.) (2000). *L'urbanité dans les Amériques*. Toulouse: PUM, 220p.
- CAPRON, G. (1998). "Les centres commerciaux à Buenos Aires : les nouveaux espaces publics de la fin du XXe siècle", in *Annales de la Recherche Urbaine*, Paris, n° 78, pp.55-69.
- CAPRON, G. (1999a). « Ville et commerces à Buenos Aires : réflexion sur les politiques publiques », in *L'Espace Géographique*, Montpellier : Belin-RECLUS, pp.269-281.
- CAPRON, G. (1999b). "La nouvelle géographie commerciale des villes latino-américaines : le cas des entreprises étrangères de la grande distribution alimentaire à Buenos Aires." in *Investissements étrangers et milieu local*, V. Gouëset (dir.), Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp.219-234.
- CAPRON, G. (2001). "Rassemblement et dispersion dans la ville latino-américaine : le cas du centre commercial", in *Cahiers des Amériques latines*, n°35: pp.21-40
- CAPRON, G. (2002). "La civilité à l'ère de la consommation. Le centre commercial à Buenos Aires." in *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, D. Cefai & I. Joseph (dir.), La Tour d'Aigues: éd. de l'aube, pp.249-264
- CARIDE, H. (2000). *Visiones del suburbio. Utopía y realidad en los alrededores de Buenos Aires durante el siglo XIX y principios del siglo XX*, Buenos Aires : UNGS
- CARIOLA C. (dir.) (1992). *Sobrevivir en la pobreza, el fin de una ilusión*, Caracas : Cendes, Ed Nueva Sociedad.
- CARIOLA, C. & FERNANDEZ, B. (1997). *Alianzas para la reducción de la pobreza : experiencia de las escuelas alternativas del barrio Unión de Petare*, Caracas : UCV, CENDES.
- CASTELLS, M. (1998). *La société en réseaux. L'ère de l'information*. PARIS: FAYARD, 671P.
- CASTILLO CARDONA, C. 2001. *Cuadernos del Plan de Ordenamiento Territorial de Bogotá. La participación social en el ordenamiento territorial*. Bogotá : Alcaldia Mayor de Bogotá, Plan de Ordenamiento territorial, 67p.
- CEZIMBA, M. & ORSINI, E. (1996). *Os emergentes da Barra*. Rio de Janeiro: Relume Dumarà.
- CHALAS, Y. (1995). « Le sentiment d'appartenance », In *revue Informations Sociales*, n°45. Paris: Caisse National des Allocations Familiales, pp.27-36.
- CHAMBOREDON, J.-C. & LEMAIRE, M. (1970). "Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement", in *Revue Française de Sociologie*, vol.XI, n°1: pp.3-33
- CHOAY, F. (1965). *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris : Seuil, 448p. (col. Points)
- CHOAY, F. (1994). "Le règne de l'urbain et la mort de la ville." In *La ville, art et architecture en Europe, 1870-1993*, J. Dethier & A. Guiheux (dir.), Paris: Exposition BPI, pp.26-35.
- CICCOLELLA, P. (1999). "Globalización y dualización en la Región Metropolitana de Buenos Aires: Grandes inversiones y reestructuración socioterritorial en los años noventa", in *EURE*, vol.25, n°76: pp.5-27
- CLARK W. A. V. (1996). « Residential Patterns : avoidance, assimilation and succession ». In *Ethnic Los Angeles*, R. Waldinger & M. Bozorgmehr (eds), New York : Russell Sage Foundation, pp.109-137.
- CLICHESKY, N. (1975). *El mercado de tierras en la área de expansión de Buenos Aires y su incidencia sobre los sectores populares. Periodo 1943-1973*, Thèse de doctorat, Buenos Aires : CEUR/ Instituto Di Tella

- CLICHEVSKY, N. (2002). "Tierra vacante en Buenos Aires. Entre los loteos populares y las áreas exclusivas". In *Tierra vacante en ciudades latinoamericanas*, N. Clichevsky (dir.), Cambridge/Massachusetts : Lincoln Institute Of Land Policy, pp.47-79.
- CLICHEVSKY, N., PREVOT SCHAPIRA, M.-F. & SCHNEIER, G. (1990). *Loteos populares, sector inmobiliario y gestión local en Buenos Aires. El caso del Municipio de Moreno*, Buenos Aires, CEUR/CREDAL, 181p.
- CLIFFORD, J. (1999). *Itinerarios transculturales* Barcelona: Gedisa Editorial.
- COING, H. (1966). *Rénovation urbaine et changement social. L'ilot n°4 (Paris 13ème)*. Paris: Editions ouvrières, 292p.
- COING, H.(1992). "La prospective du logement ou l'identification des traités sur l'avenir." In *Habitat et ville, l'avenir en jeu*, J. C. Driant (dir.), Paris: L'Harmattan,
- COLLECTIF (1995). "Les marginalités urbaines", in *Espaces, populations, sociétés*, vol.30, n°3: pp.267-424
- COLLECTIF (1995). "Marginalité et exclusion dans l'espace urbain", in *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n°91-92: 163p
- COLLECTIF (1998). *Ces quartiers dont on parle*. La Tour d'Aigues: éd. de l'Aube
- CONAN, M. (1988). "La sécurité publique dans les quartiers", in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°40: pp.73-83
- CONEIN, B. (1997). « L'action avec les objets. Un autre visage de l'action située ? ». In *Raisons pratiques*, n° 8, "Cognition et information en société", B. Conein & L. Thévenot (dir.), Paris : éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, pp.25-45.
- CORNEJO PORTUGAL, I. & URTEAGA CASTRO-POZO, M. (2001). "Los espacios comerciales : ámbitos para el contacto juvenil urbano". In *La ciudad desde sus lugares. Trece ventanas etnográficas para una metrópoli*, M. A. Aguilar, A. Sevilla & A. Vergara (coord.), Mexico D.F.: Conaculta-UAM, pp.271-295
- CORNEJO PORTUGAL, I. (2001). "Plaza Universidad : ¿"estar" en un centro comercial es una manera de "hacer" ciudad ?". In *La ciudad desde sus lugares. Trece ventanas etnográficas para una metrópoli*, M. A. Aguilar, A. Sevilla, A. Vergara (coord.), Mexico D.F.: Conaculta-UAM, pp.297-315
- CORTÈS, G. (2001). "Les Boliviens à Buenos Aires : présence dans la ville, repères de la ville", in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.17, n°3: pp.119-146
- COUTRAS, J. (1996). *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris: A. Colin, 156p. (col. Références)
- COX, K. R. & NARTOWICZ, F. Z. (1980). "Jurisdictional fragmentation in the American metropolis: alternative perspectives", in *International Journal of Urban and Regional Research*, vol.4, n°2: pp.196-209
- CUNIN, E.(2000). *Le métissage dans la ville : apparences raciales, ancrage territorial et construction de catégories à Cartagena (Carthagène)*. Thèse de doctorat, sociologie, Université de Toulouse-2 le Mirail, 437p.
- DAMATTA, R. (1991). *A casa e a rua. Espaço, cidadania, mulher e morte no Brasil*. Rio de Janeiro: Editora Guanabara, (1ère éd.: 1985)
- DAVIS, M. (1990). *City of quartz: Los Angeles, capitale du futur*. Paris: La Découverte, 391p.
- DAVIS, M. (2000). *Magical urbanism : Latinos reinvent the U.S. big city*. Londres: Verso, 172p.
- DE CARLO, L. 1999. « La participation en aménagement un processus démocratique ? ». In *Espaces et Sociétés*. n° 97-98, « Gestion des territoires et politiques publiques », Paris: L'Harmattan ;
- DE CERTEAU, M. (1980). *L'Invention du quotidien. Arts de faire*. Paris: Union générale d'éditions, 374p.
- DE MAXIMY, R. (1999). "La rue. Un lieu de pouvoir en Amérique latine?". In *Ville et pouvoir en Amérique latine*, J. Monnet (dir.), Paris: L'Harmattan, pp.177-186 (col. Géographie et cultures)
- DE SAINT PIERRE, C. (2000). "L'identification d'une ville: "la ville verte et bleue" ou comment une idée fait son chemin". In *Cultures en Ville ou de l'art et du citoyen*, J. Métral (dir.), Paris: éd. de l'aube.
- DEAR MICHAEL & FLUSTY, S. (1998). «Postmodern urbanism». In *Annals of the Association of American Geographers*, n°88, janvier, pp.50-72.
- DEAR, M. J. (2000). *The postmodern urban condition*. Malden (Mass.): Blackwell publishers, 337p.
- DEBRIE, J & STECK, B. (2001). "L'enclavement, réévaluation théorique et application à l'Afrique de l'Ouest", in *L'Espace géographique*, vol.30, n°1: pp.26-36
- DELER, J. P. (1994). "Un espace marqué par la métropolisation", in *Problèmes d'Amérique latine*, Paris, n°14, "La ville et l'Amérique latine", pp.37-45.
- DI MEO G. (1994). "Epistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain", in *Annales de géographie*, n°577, pp.255-275
- DIDIER, S. (1997). "Disney urbaniste : la ville de Celebration en Floride". In Actes du colloque de l'UGI, "Les problèmes culturels des grandes villes", [Disponible sur : <http://www.cybergeopresse.fr/culture/didier/didier.htm>], Paris.
- DIDIER, S. (2000). *Une île dans la ville ? Invention, négociation et mise en pratique du modèle de ville Disney à Anaheim (Californie), 1950-2000*. thèse de doctorat, géographie, Université de Paris-I.
- DINIZ, E. & VALLADARES, L. (1987). « Nouvelles formes d'intervention dans les favelas. Le cas de Rio de Janeiro » in *Stratégies urbaines dans les pays en voie de développement. Politiques et pratiques sociales en matière d'urbanisme et d'habitat*, N. Haumont, A. Marie (dir.), Paris: L'Harmattan
- DOBRINER, W. M. (ed.) (1958). *The Suburban Community*. New York: G.P. Putman's Sons.

- DOMENACH, J. & FROMENT J.C. (1999). "Sécurité et urbanisme", in *Les cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, n°1.
- DONZELOT, J. MÉVEL, C. & WYVEKENS, A. (2003). *Faire société : La politique de la ville aux Etats-Unis et en France*, Paris : Seuil, 362p.
- DONZELOT, J. & JAILLET, M.C. (1998). "Fragmentation urbaine et zones défavorisées : le risque de désolidarisation", in *Hommes et migrations*, n°1217
- DONZELOT, J. (1998). "La nouvelle question urbaine", in *Esprit*, n°258: pp.87-114
- DORIER-APPRIL, E. (dir.). (2001). *Vocabulaire de la ville : notions et références*. Paris: éd. du Temps, 191p.
- DUANY, A. & PLATER-ZYBERK, E. (1991). *Towns and Town-Making Principles*. New York: Rizzoli
- DUBET, F. & LAPEYRONNIE, D. (1992). *Les quartiers d'exil*. Paris: Seuil
- DUQUE, J.-R., MUNOZ, B. (1995). *La ley de la calle (testimonios de jóvenes protagonistas de la violencia en Caracas)*, Caracas : Fundarte (Col. Rescate).
- DUREAU, F. et al. (dir.). (2000). *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*. Paris: Anthropos/IRD, 656p.
- DUREAU, F., LULLE, T. & PARIAS, A. (1995). "Interactions entre politiques urbaines, marché du logement et comportements résidentiels: leur rôle dans les transformations des quartiers aisés de Bogotá", communication au colloque *Les pratiques de la ville. Transformations sociales et évolutions spatiales*, Paris, CRH, 21-22/09, 19p.
- El día que bajaron los cerros* (1989), Caracas : El Nacional, Editorial Ateneo de Caracas.
- ELIAS, N. & SCOTSON, J. L. (1997). *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au coeur des problèmes d'une communauté*. Paris: Fayard, 278p. (1ère éd. : 1965)
- ELOY MARTÍNEZ, T. (1995), *Santa Evita*, Buenos Aires: Planeta.
- ESTRADA, J. D. (2000). "Condomínios, 23 anos depois." *Jornal do Brasil*
- FADDA CORI, G. (1990). *La participación como encuentro : discurso político y praxis urbana*, Caracas : Fondo editorial Acta Científica Venezolana, UCV.
- FADDA CORI, G. (1993). *La urbe ltinoamericana, balance y perspectivas a las puertas del tercer milenio*, Caracas : Consejo de desarrollo científico y humanístico, UCV, Fondo editorial acta científica venezolana.
- FASSIN, D. (1996a). "Marginalidad y marginados. La construcción de la pobreza urbana en América latina". In *L'exclusion, l'état des savoirs*, S. Paugam, Paris : Ed. La découverte, pp.263-271.
- FASSIN, D. (1996b). "Exclusion, underclass, marginalidad ; figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux Etats-Unis, et en Amérique latine", in *Revue française de sociologie*, vol. XXXVII, pp.37-75.
- FERREIRA FREITAS, R. (1996). *Centres commerciaux : îles urbaines de la post-modernité*. Paris : L'Harmattan, 139p. (col. Nouvelles Etudes anthropologiques)
- FINDLAY, J. M. (1992). *Magic lands : western cityscapes and American culture after 1940*. Berkeley: University of California Press, 394p.
- FISHMAN, R. (1977). *L'utopie urbaine au XXe siècle. Ebenezer Howard, Frank Lloyd Wright, Le Corbusier*, Bruxelles: Mardaga (col. Architecture + recherches).
- FISHMAN, R. (1987). *Bourgeois utopias : the rise and fall of suburbia*. New York City: Basic Books, 241p.
- FOGELSONN, R. M. (1967). *The Fragmented Metropolis. Los Angeles, 1850-1930*. Berkeley, Los Angeles : University of California Press, 362p.
- FORTIN, A. & FÉDARD, M. (2003). "Citadins et banlieusards. Représentations, pratiques et identités", in *Canadian Journal of Urban Research*, vol.12, n°1: pp.124-142
- FOUCAULT, M. (1975). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris: Gallimard, 360p.
- FRAZIER, E. F. (1949). *The negro in the United States*. New York: The Mac Millan Company
- FREIE, J. F. (1998). *Counterfeit Community. The Exploration of our Longings for Connectedness*. New York, Oxford: Rowman and Littlefield,
- FREYRE, G. (1979), *Oh de casa ! Em torno de casa brasileira de sua projeção sobre um tipo de homem*, Recife : Instituto Joaquim Nabuco de pesquisas sociais, (série Estudos e Pesquisas, 13)
- FRUG, G. E. (1999). *City making : building our communities without Building Walls*. Princeton: Princeton University Press, 256p.
- GANS, H. J. (1961). « Planning and social life: Friendship and Neighbour relations in suburban communities », in *Journal of the American Institute of Planners*, vol. XXVIII, n° 7, pp.649-659.
- GANS, H. J. (1963). « The Balanced Community. Homogeneity and Heterogeneity in residential areas? », in *Journal of American Institute of Planners*, pp.176-184.
- GANS, H. J. (1966). *The urban villagers : group and class in the life of Italian-Americans*. New York, London: Free Press, Collier-Macmillan.
- GARCIA CANCLINI, N. (1998). «Las cuatro ciudades de México», in *Cultura y comunicación en la ciudad de México*, Primera parte, Modernidad y multiculturalidad: la ciudad de México a fin de siglo. México: UAM-Grijalbo.
- GARCÍA SÁNCHEZ, P. & VILLA, M. (2001). "De la sociabilidad vigilante a la urbanidad privativa", in *Perfiles Latinoamericanos*, vol.10, n°19: pp.57-82

- GARCÍA SÁNCHEZ, P. (2002). *Conflits d'urbanité à Caracas. Enquête sur l'écologie de l'ordre public*. Thèse de doctorat. Paris : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 642p.
- GARCÍA SÁNCHEZ, P.(2002). "Conflits d'urbanité et gestion du domaine public. Les épreuves du civique à Caracas". In *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, D. Cefai & I. Joseph (dir.), La Tour d'Aigues: éd. de l'aube, pp.265-284
- GARCÍA, D. & COLLIN-DELAUVAUD A. (1999). « Images des quartiers de Bogotá ». In *L'information géographique*, n°4, pp. 175-179.
- GARREAU, J. (1991). *Edge City. Life on the New Frontier*. New York/ Londres: Anchor Books/ Doubleday, 548p.
- GARRIDO J., RAMOS M. (1994). "Tejido social y organización comunitaria en Caracas". In *Las ciudades hablan*, T. Villasante (dir.), Caracas : Nueva Sociedad, pp.71-89.
- GAUVIN, A. (2000). *Les migrants internationaux d'hier et d'aujourd'hui à Montréal: carrefour de mobilités et pôle des attachements identitaires*. Mémoire de maîtrise, géographie, Toulouse : Université de Toulouse Le Mirail, 167p.
- GAY, J.-C. (1995). *Les discontinuités spatiales*. Paris: Economica, 111p. (col. Poche Géographie)
- GENESTIER, P. (1991). « Pour une intégration communautaire ». In *Esprit*, n°2, Paris, pp.48-59.
- GENESTIER, P. (1999). "Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire le lien", in *Annales de la Recherche Urbaine*, n°82: pp.142-153
- GERMAIN, A. & BLANC, B. (1998). "La vie de quartier dans le Montréal pluri-ethnique", in *Revue Européenne des migrations Internationales*, vol. 14, n°1, Poitiers : Migrinter, pp.141-160.
- GERMAIN, A. (1998a). "Le quartier, un lieu commun ?". In *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Y. Grafmeyer & F. Dansereau (dir.), Lyon: Presses Universitaires de Lyon, pp.447-461
- GERMAIN, A. (1998b). "Montréal ou les dilemmes d'une ville pluriethnique", in *Géographie et cultures*, n°26: L'Harmattan
- GERVAIS-LAMBONY, P. (1994). *De Lomé à Hararé : le fait citoyen*. Paris: Karthala/ IFRA, 472p.
- GHORRA-GOBIN, C. (1992). "Les fondements de la ville américaine", in *Géographie et Cultures*, Paris, n°1, pp.81-88.
- GHORRA-GOBIN, C. (1997). *Los Angeles, le mythe américain inachevé*. Paris: CNRS éditions, 195p.
- GHORRA-GOBIN, C. (1999). "Refonder la ville: le débat nord-américain", in *Esprit*, n°258: pp.115-127
- GHORRA-GOBIN, C. (2000). "Etats-Unis : gated communities et private cities", in *Urbanisme*, n°312
- GHORRA-GOBIN, C. (dir.) (2001). *Réinventer le sens de la ville : les espaces publics à l'heure globale*. Paris: L'Harmattan, 265p.
- GHORRA-GOBIN, C.(2001). "Les espaces publics, capital social", in *Géocarrefour*, revue de géographie de Lyon, vol.76, n°1: pp.5-11
- GIDDENS, A.(1990). *The constitution of society*. Stanford: Stanford University Press, 186p. (1ère éd. 1984)
- GIGLIA, A. (1998). "Vecinos e instituciones. Cultura ciudadana y gestión del espacio compartido". In *Cultura y comunicación en la Ciudad de México*, vol 1: "Modernidad y multiculturalidad. La Ciudad de México a fin de siglo", N. García Canclini (dir.). México: Grijalbo-UAM.
- GIGLIA, A. (2001). "Los espacios residenciales cerrados. El caso de Villa Olímpica." in *Vivir la diversidad. Identidades y cultura en dos contextos urbanos de México*, A. M. Portal (dir.), Mexico: CONACYT/ UAM-Iztapalapa, pp.35-48
- GIGLIA, A. (coord.) (2001). "La nueva segregación urbana", in *Perfiles latinoamericanos*, n°19, Mexico: FLACSO.
- GILBERT, L. (1996). « Decolonizing the City : the Changing Culture of Public Space in Latino Los Angeles », in *Surface*, vol.1., pp.112-124.
- GLASS, R. (1963). *Introduction to London: Aspects of Change*. London: Center for Urban Studies,
- GLASZE G., WEBSTER C., FRANTZ K. (dir.) (2001). "The Global Spread of Gated Communities", in *Environment and Planning B: Planning and Design*, vol. 29, n°3, pp.355-412.
- GLASZE, G. (2000). "Des sociétés fragmentées." *Urbanisme*, n°312.
- GOFFMAN, E. (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne*, tome 1 : La présentation de soi, Paris : éditions de Minuit.
- GOFFMAN, E. (1991). *Les cadres de l'expérience*, Paris : éditions de Minuit (1^{ère} éd. :1974).
- GOMES, M. & RAMOS, M. H. R. (2001). *Espaços Residenciais No Rio De Janeiro: Elementos de Homogeneização e Heterogeneização*, Rio de Janeiro: IV Seminário LOCUSS/UFRJ
- GOMES, M. (2002). "Segregação Sócio-Espacial e Violência Urbana nas Favelas do Rio de Janeiro" in *Anais do X ENPESS (Encontro Nacional de Pesquisadores em Serviço Social)*, Juiz de Fora (MG).
- GONZALEZ TELLES, S. (1999). *Aprendizaje o dogma en políticas públicas*. Caracas : Conavi/USB.
- GORELIK, A. (1998). *La grilla y el parque. Espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936*. Buenos Aires: Universidad Nacional de Quilmes, 455p.
- GOUËSET, V. & HOFFMANN, O. (2002). "Communautés, communautarisme. Un concept qui semble poser problème dans la géographie française", in *Espaces géographiques et sociétés*, n°17: pp.13-21
- GOUËSET, V. & ZAMBRANO, F. (1992). « Géopolitique du district spécial de Bogotá et du Haut –Sumapaz (1900-1990) ». In *Bulletin de l'Institut français d'Etudes Andines*, n°3, Bogotá : IFEA, pp.1053-1072.

- GRAFMEYER, Y. & JOSEPH, I. (dir.) (1979). *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Paris: Ed. du Champ Urbain, 335p.
- GRAFMEYER, Y. (1994). *Sociologie urbaine*. Paris: Nathan, 127p. (col. 128 Sociologie)
- GREEN, M. & FLOWERDEW, R. (1996). "New evidence on the modifiable areal unit problem", in *Spatial analysis: modelling in a GIS environment, Geoinformation International*, Longley, P. and Betty, M. (dir.), pp.41-54.
- GRIMSON, A. (1999). *Relatos de la diferencia y la igualdad. Los bolivianos de Buenos Aires*. Buenos Aires : FELAFACS/ Eudeba, 201p.
- GRUEN, V. (1964). *The heart of our cities : the urban crisis : diagnosis and cure*. New York: Simon & Schuster, 368 p.
- GUERRA, T. H. (1990). *Las asociaciones de vecinos como espacio de la política social del Estado venezolano*, Caracas : UCV, Faces, Doctorado en ciencias sociales.
- GUILLAUME, P. (1997). "Du blanc au noir. Essai sur une nouvelle ségrégation dans le centre de Johannesburg", in *L'espace géographique*, vol.26, n°1: pp.21-33
- GUITIAN, C.D. (1995). « Sociología del habitar », in *Historias de Identidad Urbana. Composición y Recomposición de Identidades en los Territorios Populares Urbanos*, E. Amodio & T. Ontiveros (comp.). Caracas: Fondo Editorial Tropykos, Ediciones FACES/UCV, pp.45-60.
- HALSETH, G. (1998). *Cottage country in Transition. A Social Geography of Change and Contention in the Rural-Recreational Countryside*, Québec: McGill Queen's University Press.
- HANCOCK, C. (1995). "Tyrannie des briques et du mortier ou pavé rédempteur. Les images du milieu urbain chez Morris et Vallès", in *Géographies et cultures*, n°14, Paris: L'Harmattan, pp.115-132.
- HANCOCK, C. (1996). "Ville et espace public : la théorie habermasienne et le cas de la capitale française à la fin du XVIIIème siècle", in *Espaces et Sociétés*, n°86, pp. 128-143.
- HANES DE ACEVEDO, R. (1991). « El municipio y los vecinos: una pugna saludable », in *Gerencia Municipal*, Caracas : IESA.
- HANNERZ, U. (1983). *Explorer la ville: éléments d'anthropologie urbaine*. Paris: Minuit, 418p.
- HAUMONT, N. & LÉVY, J.P. (dir.). (1998). *La ville éclatée : quartiers et peuplement*. Paris: L'Harmattan
- HAUMONT, N.(dir.). (1996). *La ville, agrégation et ségrégation sociales*. Paris: L'Harmattan, 219p.
- HIERNAUX-NICOLAS, d. (2003). "La réappropriation de quartiers de Mexico par les classes moyennes: vers une gentrification?". In *Retours en ville*, C. Bidou-Zachariasen (dir.), Paris: Descartes & Cie, pp.205-240
- HIRSCHMAN, A. O. (1970). *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Cambridge: Harvard University Press.
- HONNETH, A. (2002). *La lutte pour la reconnaissance*, Paris : éd. du Cerf, 240p. (1^{ère} éd. : 1992).
- HOWARD, E. (1998). *Les cités-jardins de demain*. Paris: Sens & Tonka, 211p. (1^{ère} éd. 1902)
- HOYT, H. (1939). *The structure and growth of residential neighbourhoods in American Cities*. Washington D. C.: US Federal Housing Administration.,
- HURTADO SALAZAR, S. (1991). *Dinamicas comunales y procesos de articulación social. Las organizaciones populares*, Caracas : Fondo editorial Trópykos, APUCV.
- IGLESIAS, N. (dir.) (2000). *Barrios cerrados, nuevas formas de fragmentacion espacial en el Gran Buenos Aires*. Buenos Aires: Municipalidad de Malvinas Argentinas, 112p.
- INSTITUTO PEREIRA PASSOS, Secretaria de Urbanismo (2001). "A distribuição da renda na cidade do Rio de Janeiro". In Collection *Estudos da Cidade*.
- INSTITUTO PEREIRA PASSOS, Secretaria de Urbanismo (2001). "Mercado Imobiliário no Rio de Janeiro. O uso dos cadastros técnicos municipais para acompanhar as mudanças na cidade". In Collection *Estudos da Cidade*.
- INSTITUTO PEREIRA PASSOS, Secretaria de Urbanismo, Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro (2000). *Anuário Estatístico da Cidade do Rio de Janeiro*, Diretoria de Informações da Cidade.
- INSTITUTO PEREIRA PASSOS, Secretaria de Urbanismo. 2002. "A Barra da Tijuca em números. Um estudo sobre o licenciamento de construções nos anos 2000 e 2001". In Collection *Estudos da Cidade*.
- JACKSON, T. (1985). *Crabgrass frontier. Suburbanization in the United States*. Londres: Oxford University Press, 396p.
- JACOBS, J. (1961). *The death and life of great American cities*. New York: Vintage Books, 458p.
- JAGLIN, S. (2001). "Villes disloquées ? Ségrégations et fragmentation urbaine en Afrique australe", in *Annales de Géographie*, vol.110: pp.244-265.
- JAILLET, M.C. (1989). "Aggravation des disparités", in *Géographie sociale*, n°11.
- JAILLET, M.C. (1999). "Peut-on parler de sécession à propos des villes européennes ?", in *Esprit*, n°258: pp.145-167
- JAILLET, M.C., THOUZELLIER, C. & ROUGÉ, L. (dir.) (2003). *Offre urbaine et expériences de la mobilité spatiale*. Strasbourg: Cybergé
- JARAMILLO, S., RIVADENEIRA VELASQUEZ R., SADARRIAGA ROA A. (1998). *Bogotá a través de las imagenes y las palabras*. Bogotá : TM Editores, Observatorio de Cultura Urbana, 249p.
- JARGOWSKY, P. (1998). "Response to Loïc J. D. Wacquant's "Three pernicious premises in the study of the American ghetto"", in *International Journal of Urban and Regional Research*, vol.22, n°1: pp.160-163.

- JOSEPH, I. (1993). « Du bon usage de l'École de Chicago ». In *Ville, exclusion et citoyenneté*, J. Roman (dir.), Paris : éd. Esprit, pp.69-96.
- JOSEPH, I. (1998). *La ville sans qualités*. La Tour d'Aigues: éd. de l'aube, 209p.
- KATZ, P. (1994). *The New Urbanism: Towards an Architecture of Community*. New York: McGraw Hill.
- KAUFMANN, V. (2000). *Mobilités quotidiennes et dynamiques urbaines. La question du rapport modal*. Lausanne : Presses Polytechniques et universitaires romandes, 252p.
- KEIL, R. (1998). *Los Angeles: Globalization, Urbanization and Social Struggles*. Chichester: John Wiley & Sons.
- KENNEDY, D. J. (1995). "Residential associations as State actors : regulating the impact of gated communities on non-members", in *Yale Law Journal*, Yale, vol. 105, n°3, pp.761-793.
- KESSLER, G. (1998). *Le processus de paupérisation de la classe moyenne argentine (1976-1995)*. Thèse de doctorat, sociologie, Paris : EHESS.
- KESSLER, G. (1999), "L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine", in *Cultures et Conflits*, n°35, automne.
- KHORN, F. (2000). "La aventura del ascenso". In *Buenos Aires. Historia de Cuatro Siglos*, J. L. Romero & L. A. Romero (dir.), Buenos Aires : Ed. Altamira, tome 2, (2ème édition).
- KLING, R., OLIN, S. & POSTER, M. (dir.) (1995). *Postsuburban California : the transformation of Orange County since World War II*. Berkeley : University of California Press, [1ère édition 1991, Berkeley : UC Press].
- KLINKE, A. (1995). "Os filhos da bolha." *Revista Veja*
- KOOLHAAS, R. (1996). "La ville générique", in *L'architecture d'aujourd'hui*, n°304: pp.70-77
- La violencia en Venezuela* (1993), Caracas : Monte Avila Ed, UCAB.
- LACARRIEU, M. (2002) "La comunidad: el mundo imaginado en las urbanizaciones privadas en Buenos Aires". In: *Latinoamérica: países abiertos, ciudades cerradas*, L. F. Cabrales Barajas (coord.), México : Universidad de Guadalajara / UNESCO.
- LACARRIEU, M.(1999). "Las "Islas de los Amigos" o el retorno a la "comunidad folk"", in *Cuadernos de Antropología Social*, n°10
- LACARRIEU, M., THUILLIER, G. (2001). "Las urbanizaciones privadas en Buenos Aires y su significación", in *Perfiles Latinoamericanos*, Mexico, n°19, "La nueva segregación urbana", pp.83-113.
- LAGO CORRÊA DO, L. (1996). « Desigualdade sócioespacial e mobilidade residencial na metrópole do Rio de Janeiro : novas tendências em tempo de crise », in *Cadernos IPPUR*, Rio de Janeiro, vol. 10, n2, p.57-76
- LAGO CORRÊA DO, L. (2000). *Desigualdades e segregação na metrópole : O Rio de Janeiro em tempo de crise*, Rio de Janeiro, Editora Revan 237p.
- LAGO CORRÊA DO, L. (2001-2002). "A lógica segregadora na metrópole brasileira: novas teses sobre antigos procesos", in *Cadernos IPPUR*, vol.15/2, 16/1: pp.155-176
- LAKE, ROBERT W. (1994). "Negotiating local autonomy", in *Political Geography*, vol.13, n°5: pp.423-442
- LANDAUER, P. (1998). "Paysage sous surveillance : les contraintes de sécurité dans les grands ensembles." in *L'urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville*, N. Haumont (dir.), Paris: L'Harmattan, pp.121-138.
- LAPLANTINE, F. & NOUSS, A. (1997). *Le métissage*, Paris : Flammarion, 119p. (col. Dominos)
- LAPLANTINE, F. (1997). « Les atouts d'une culture métisse ». In *Amérique latine, tournant de siècle*, G. Couffignal (dir.), Paris : la Découverte, pp.107-113 (col. Les Dossiers de l'Etat du Monde).
- LARRAÑAGA, M. I. & PETRINA, A. (1987). "Arquitectura y Comunidad Nacional". In *Historia argentina de la vivienda de interes social 1943-55* (1).
- LAVIGNE, G., DAUDELIN, N. & RITCHOT, G. (1995). "L'ethnisation de l'établissement humain en Amérique du Nord : l'exemple du quartier portugais à Montréal", in *Cahiers de Géographie du Québec*, vol.39, n°108: pp.417-444.
- LAZAR, G. (1999). "L'essor des villes fortifiées", in *Futuribles*.
- LE GOIX, R. (2001). "Les communautés fermées dans les villes des Etats-Unis. Aspects géographiques d'une sécession urbaine", in *L'espace géographique*, vol.30, n°1: pp.81-93
- LE GOIX, R. (2002). "Les gated communities à Los Angeles", in *L'espace géographique*, vol.31, n°4:
- LE GOIX, R. (2002). «Les gated-communities à Los Angeles, place et enjeux d'un produit immobilier pas tout à fait comme les autres», in *L'Espace Géographique*, vol. 31, n°4, Paris : RECLUS, pp.328-344.
- LEDRUT R. (1973) . *Les images de la ville*, Paris : Anthropos, 1973, 390p.
- LEHMAN-FRISCH, S. (2001). *La rue commerçante dans l'expérience urbaine aux Etats-Unis: transformation et renouveau urbain des quartiers de San Francisco (1950-2000)*. Thèse de doctorat, géographie, Université de Paris-10 Nanterre.
- LEHMAN-FRISCH, S. (2002a). ""Like a village": les habitants et leur rue commerçante dans Noe Valley, un quartier gentrifié de San Francisco", in *Espaces et sociétés*, n°108-109, Paris : L'Harmattan, pp.47-70.
- LEHMAN-FRISCH, S. (2002b). "Dinámicas comerciales y dinámicas residenciales en San Francisco", in *Trace*, n°42, Mexico: CEMCA, pp.54-64.
- LEHNING, P. B. (dir.). (1998). *Theories of Secession*. Londres: Routledge
- LEITÃO, G. (1999). *A Construção do Eldorado Urbano- o plano piloto da Barra da tijuca e Baixada de Jacarepaguá- 1970/1988*. Niterói, EdUFF
- LEPOUTRE, D. (1997). *Coeur de banlieue*. Paris: O. Jacob, 362p.

- LERICHE, F. & MONNET, J. (2001). « Los Angeles, l'industrialisation de l'image et de la culture », in *Portraits de grandes villes. Sociétés, pouvoirs, territoires*, Jalabert, G. (dir.), Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, pp. 51-72
- LEVITSKY S. (2001). "Una "Des-organización Organizada": Organización informal y persistencia de estructuras partidarias locales en el peronismo argentino", in *Revista de Ciencias Sociales*, n°12, Universidad Nacional de Quilmes.
- LEVY, J. (1999). *Le tournant géographique, penser l'espace pour lire le monde*. Paris: Belin, 398p.
- LEWIS, O. (1963). *Les enfants de Sanchez : autobiographie d'une famille mexicaine*. Paris: Gallimard, 638p. (1ère éd. : 1961)
- LIMA BEOZZO DE, M. H. (1980). « Em busca de casa própria : autoconstrução na periferia do Rio de Janeiro ». In *Habitação em questão*, L. Valladares (dir.), Rio de Janeiro: Zahar
- LINS RIBEIRO, G. (1987). "Descotidianizar. Extrañamiento y conciencia práctica. Un ensayo sobre la perspectiva antropológica", in: *Cuadernos de Antropología Social*, vol.2, n°1, Buenos Aires.
- LOMNITZ L. (1975). *Como sobreviven los marginados*, Mexico : Ed. Siglo XXI.
- LOMNITZ, C. (2002). "Times of Crisis: Historicity, Sacrifice and the Spectacle of Debacle in Mexico City", Chicago: University of Chicago.
- LOW, S. M. (2001). "The Edge and the Center : Gated Communities and the Discourse of Urban Fear", in *American Anthropologist*, vol.103, n°1: pp.45-58
- LOWENTHAL, D. (1985). *The past is a foreign country*. Cambridge/ New York: Cambridge University Press, 489p.
- LUGO TORRES, N. et al. (1998). *Territorios del miedo en Santa Fe de Bogotá: imaginarios de los ciudadanos*. Bogotá: Tercer Mundo, Observatorio de cultura urbana.
- LULLE, T. (1997). *Prácticas residenciales y formas de movilidad laboral y social: el caso de los sectores medios en Bogotá*. Bogotá: Externado de Colombia, CIDS.
- LUSSAULT, M. & SIGNOLES, P. (dir.) (1996). *La cidadinité en questions*, Tours: Urbama, fascicule de recherches n°29 (col. des sciences de la ville).
- LYNCH K. (1969). *L'image de la cité*, Paris : Dunod (col. Aspects de l'Urbanisme), 222p.
- MACÉ, E. & PERALVA, A. (2000). "Violences urbaines en France : une construction politique et journalistique", in *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n°40: pp.137-150
- MACHADO DA SILVA, L. A. (1994). "Violencia e sociabilidade: tendencias da atual conjuntura urbana no Brasil." In *Globalização, fragmentação e reforma urbana. O futuro das cidades brasileiras na crise*, Ribeiro Santos (dir.), Rio de Janeiro: Civilização Brasileira
- MAESTROJUAN, P., MARINO, M. G. DE LA MOTA (2000). *Enclaves urbanos atípicos en el area metropolitana de Buenos Aires*. Buenos Aires: OIKOS, 22p.
- MAGUID, A. (1997). *Migrantes limitrofes en el mercado de trabajo del area metropolitana de Buenos Aires . 1980-1996*. Buenos Aires : INDEC / CONICET, 24p .
- MARGULIS, M. & URRESTI, M. (1998). *La segregacion negada. Cultura y discriminacion social*. Buenos Aires : Ed. Biblos, 331p.
- MASSEY, D. & DENTON, N. (1989). "Hypersegregation in U.S. Metropolitan Areas : Black and Hispanic Segregation Along five dimensions", in *Demography*, vol.26, n°3: pp.373-391
- MASSEY, D. & DENTON, N. (1995). *American apartheid*. Paris: Descartes & Cie, 383p. (1ère éd. 1993)
- MC KENZIE, E. (1994). *Privatopia : Homeowner Associations and the Rise of Residential Private Government*. New Haven: Yale University Press, 237p.
- MELÉ, P. (2003). "(Ré)investir les espaces centraux des villes mexicaines." In *Retours en ville*, C. Bidou-Zachariassen (dir.), Paris: Descartes & Cie, pp.175-204 (col. "Les urbanités")
- MELLO, M. & VOGEL A. (2002). "Vingt ans après. Des espaces publics aux territoires clos de la Selva Pedra, Rio de Janeiro." In *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, D. Cefaï & I. Joseph (dir.), La Tour d'Aigues: éd. de l'aube, pp.237-248
- MELLO, M. & VOGEL, A. (2002). "Manières d'habiter", in *Communications*, n°73: pp.163-183
- MELO MORENO, V. (2001). *La calle*, Bogotá : Alcaldía Mayor de Bogotá, col. Espacio Geográfico y Vivencia Urbana en Santa Fe de Bogotá, 111p.
- MERKLEN, D. (1991). *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Catálogos, 210 p.
- MERKLEN, D. (2001). *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*. Thèse de doctorat, sociologie, Paris, EHESS, 629p.
- MERKLEN, D. (2002-2003). « Entre ciel et terre : les sciences sociales et la mobilisation populaire en Argentine », in *Cahiers des Amériques Latines*, n°41, Paris : IHEAL, pp.33-54
- MERKLEN, D. (2003). « Du travailleur au pauvre : la question sociale en Amérique latine », in *Etudes rurales*, n°165-166, pp.171-196.
- MESA MORENO, J. H. (1986). *La Perseverancia: historia y vida cotidiana de un barrio obrero*, Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Humanas, Sociología, Monografía de grado.
- MIGNAQUI, I. (1998). "Dinámica inmobiliaria y transformaciones metropolitanas. La producción del espacio residencial en la Región Metropolitana de Buenos Aires en los '90: una aproximación a la geografía de la

- riqueza." in *Ciudades y regiones frente al avance de la globalización*, S. Gorenstein & R. Bustos Cara (dir.), Bahía Blanca: Departamentos de Economía y Geografía, Universidad Nacional del Sur
- MINUJIN, A & KESSLER, G. (1995). *La nueva pobreza en Argentina*, Buenos Aires: Mina & Davila.
- MOE, R. & WILKIE, C. (1997). *Changing Places. Rebuilding Community in the Age of Sprawl*. New York: Henry Holt & Co, 288p.
- MOLLENKOPF, J. & CASTELLS, M. (1991). *Dual city. Restructuring New York*, New York: Russel Sage Foundation.
- MONNET, J. & HANCOCK, C. (2001). "Mexico, vers l'abandon de la rente de situation nationale?" in *Villes et territoires*, Toulouse : PUM, pp.73-92.
- MONNET, J. & LERICHE, F. (2001). "Los Angeles: l'industrialisation de l'image et de la culture", in *Villes et territoires*, Toulouse : PUM, pp.51-72
- MONNET, J. (1990). "Comercio y centralidad en la ciudad de México : una aproximación de la lógicas de estructuración espacial", in *Trace*, n°17, junio, México D.F.: CEMCA, pp.33-50
- MONNET, J. (1996), "L'Amérique latine", in *Le monde des villes. Panorama urbain de la planète*, T. Paquot (dir.), Paris : Complexe, pp.271-302.
- MONNET, J. (1996). "O álbi do patrimonio. Crise da cidade, gestao urbana e nostalgia do passado", in *Revista do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional*, n°24, Rio de Janeiro : IPHAN.
- MONNET, J. (2001). « Du local au global : quelles territorialités pour les « latinos » de Los Angeles ? ». In *Les territoires de l'Etat-nation en Amérique latine*, M.-F. Prévôt-Schapira & H. Rivière d'Arc (dir.). Paris : éd. de l'IHEAL, pp.243-268.
- MONNET, J.-C. et al.(1990). "Réponses à l'insécurité", in *Problèmes politiques et sociaux*, n°641.
- MORAES A., (2001). "Velhice, mudança social e percepção do risco." In *Mediação , cultura e politica*, G. Velho & K. Kuschi, Rio de Janeiro: Editora Aeroplano, pp.215-236.
- MORALES, N. (1988), « La gestión municipal y el municipio », in *27 temas sobre Venezuela*, N. Acosta et al., Caracas : Ediciones del Congreso de la República, pp.303-331.
- MORIN, F. (1993). "Entre visibilité et invisibilité: les aléas identitaires des Haïtiens de New-York et de Montréal", in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.9, n°3: pp.119-146
- MOZERE L., PERALDI M. & REY H. (1999). *Intelligence des banlieues*, La Tour d'Aigues : éd. de l'aube,171p.
- NAN, E. (1997). *Architecture of fear*. New York: Princeton Architectural Press.
- NAVEZ-BOUCHANINE, F. (dir.). (2002). *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale*. Paris: L'Harmattan, 411p.
- NEIDHARD, T. (2001). *Informe breve sobre la historia, los cambios y el futuro de la plaza de mercado de la Perseverancia*. Bogotá : Universidad Javeriana, mémoire de maîtrise.
- NEWMAN, O. (1972). *Defensible space. Crime Prevention Through Urban Design*. New York: Collier Books, Mac Millan, 264p.
- NOVICK, A. & CARIDE H. (1999), " Ciudad versus área metropolitana. Notas para una historia de Buenos Aires ", Document de travail MOST n°37, Projet " Les mots de la ville".
- OCQUETEAU, F. (1998). "La sécurité privée en France. Etat des lieux et questions pour son avenir", in *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n°33.
- OCQUETEAU, F. (1999). "Mutations dans le paysage français de la sécurité publique", in *Annales de la Recherche Urbaine*, n°83-81: pp.7-12.
- ONTIVEROS T.(1995). *Historias de identidad urbana :composición y recomposición de identidades en los territorios populares urbanos*, Caracas, Fondo Editorial Tropykos e Ediciones Faces-UCV
- O'REILLY, R. (2002). "Demographic Portrait of Proposed Secession Areas and Remainder of City of Los Angeles", Los Angeles Times, www.latimes.com.
- OSPINA m. (1981). *El proceso de recuperación del centro de Bogotá: la Macarena y las residencias El Parque*, Bogotá: Universidad de los Andes, Facultad de Economía.
- PALERMO V. (1989). *Partidos políticos, actores sociales y estado en la escena local (región metropolitana durante el periodo democratico, 1984-1989)*, Informe de investigación, CEDES, mimeo, 281p.
- PANERAI, P., CASTEX, J., DEPAULE, J.C , (1997). *Formes urbaines, de l'îlot à la barre*. Paris: éd. Parenthèses, 196p. (col. Eupalinos).
- PATRIOTA DE MOURA, C. (2003). « Vivendo entre muros : o sonho da aldeia ». In *Pesquisas urbanas. Desafios do trabalho antropológico*, G. Velho & K. Kuschnir (dir.), Rio de Janeiro : Jorge Zahar Editor, pp.43-53.
- PAUL-LEVY, F. & SEGAUD, M. (1983). *Anthropologie de l'espace*. Paris: Centre Georges Pompidou/ Centre de Création Industrielle.
- PEDRAZZINI Y. & SANCHEZ M. (1990). « Nuevas legitimidades sociales y violencia urbana en Caracas », in *Nueva Sociedad*, n°109, Caracas, pp.23-34.
- PEDRAZZINI Y. (1995a). *La métropolisation du Venezuela et les barrios de Caracas*, thèse de doctorat, sociologie, Lausanne : Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne.
- PEDRAZZINI Y. (1995b): "Créolité et chaos de la métropole latino-américaine". In *Métropolisations, interdépendances mondiales et implications lémaniques*, J.-P. Leresche, D. Joye, M. Bassand, Genève : éd. Georg SA, pp.115-138.

- PEDRAZZINI Y., SANCHEZ M. (1992). *Malandros, bandas y niños de la calle : cultura de urgencia de la metropoli latinoamericana*, Caracas : Vadell hermanos ed.
- PERALVA A., (2000), Préface Alain Touraine, *Violência e democracia. O paradoxo brasileiro*, São Paulo : Paz e Terra
- PERALVA, A. (1998). "Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne", in *Cultures et conflits*, n°29-30
- PERGOLIS, J. C. (1998). *Bogotá fragmentada: cultura y espacio a fines del Siglo XX*, Bogotá: Tercer Mundo, Observatorio de cultura urbana.
- PERNA, C. (1981). *Evolución de la geografía urbana de Caracas*, Caracas : Editions de la facultad de humanidades y educación, UCV.
- PETONNET, C. (1982). "L'observation flottante. L'exemple d'un cimetière parisien", *L'Homme*, vol.XXII, n°4, octobre-décembre, pp.37-47.
- PETONNET, C. (1985). *Espaces habités. Ethnologies des banlieues*. Paris: Galilée, 174p.
- PETRECEILLE, E. (1988, 1993). *Mutations urbaines et politiques locales*. Paris: CSU,
- PHILLIPS, S. (1999). *Wallbanging. Graffiti and Gangs in L.A.* Chicago: University of Chicago Press, 383p.
- PIHET, C. (1999). "Le développement d'une territorialisation produite par l'âge: les "retirement communities" aux Etats-Unis", in *Annales de Géographie*, n°608: pp.420-435
- PINÇON, M. & PINÇON-CHARLOT, M. (1989). *Dans les beaux quartiers*. Paris: Seuil, 254p.
- PINÇON-CHARLOT, M., PETRECEILLE, E. & RENDU, P. (1987). *Ségrégation urbaine. Classes sociales et équipements collectifs en région parisienne*. Paris: Anthropos,
- PINOL, J.-L. (1994). "Les historiens et les phénomènes de ségrégation." in *La ségrégation dans la ville. Concepts et mesures*, J. Brun & C. Rhein (dir.), Paris: L'Harmattan, pp.59- 71
- PINSON, D., THOMANN, S. (2002/03) "Vivre dans une campagne urbaine", in *Sciences Humaines*, Trimestriel, n°39.
- PIOLLE, X. (1991). "Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité", in *L'espace géographique*, n°4: Doin/ Reclus, pp.349-358
- PLACENCIA, LUIS GONZALEZ (2002). *Percepción ciudadana de la inseguridad*. Mexico: UAM Atzacapotzalco/ Fondo de Cultura Económica, 247p.
- POLLAK, M. (1989). "Memória, Esquecimento, Silêncio", in *Estudos Históricos*, vol.2, n°3, Río de Janeiro: Memória.
- PORTELLI, A. (1993). "El tiempo de mi vida": las funciones del tiempo en la historia oral, in: *Historia Oral*, J. Aceves Lozano (comp.), México: UAM-Instituto Mora.
- PRETECEILLE, E. & et al. (1992). "La ségrégation sociale dans les grandes villes", in *Problèmes politiques et sociaux*, n°684
- PREVOT-SCHAPIRA, M.-F. (2000). "Du PAN au plan de justice sociale. Les politiques de lutte contre la pauvreté dans les banlieues de Buenos Aires", in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°86, juin : pp.133-143.
- PREVOT-SCHAPIRA, M.-F. (1996). "Territoires urbains et politiques sociales en Amérique latine. Réflexions à partir des cas argentin et mexicain." in *Villes du sud, sur la route d'Istanbul*, E. Lebris (dir.), Paris: ORSTOM,
- PREVOT-SCHAPIRA, M.-F. (2002b). "Buenos Aires, entre fragmentation sociale et fragmentation spatiale." in *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale*, F. Navez-Bouchanine (dir.), Paris: L'Harmattan, pp.195-207 (col. Villes et Entreprises)
- PREVOT-SCHAPIRA, M.-F.(1999). "Amérique latine: la ville fragmentée", in *Esprit*, n°258: pp.145-167
- PREVOT-SCHAPIRA, M.-F.(2002a). "Buenos Aires en los anos 90: metropolizacion y desigualdades", in *EURE*, vol.28, n°85
- PREVOT-SHAPIRA , M.- F. (2001). "Fragmentación espacial y social: conceptos y realidades". In *Perfiles Latinoamericanos*, vol. 10, n°19. México: FLACSO, pp.33-56.
- QUIJANO A. (1971) : "La formation d'un univers marginal dans les villes d'Amérique Latine", in *Espaces et sociétés*, n°3, Paris, pp.71-88.
- RAFFOUL, M. (1996). "Brésil sous cloche à Sao Paulo." *Le Monde Diplomatique* (mars)
- RAICES (1998). *Programa de Desarrollo y Pacto de Convivencia del área de influencia de la carrera Quinta*. Bogotá : Alcaldía Menor de Bogotá.
- RAULIN, A. (2000). *L'ethnique au quotidien. Diasporas, marchés et cultures métropolitaines*. Paris: L'Harmattan, 225p. (col. Connaissances des hommes)
- REGINENSI C. (2003). « Rio de Janeiro : dois mundo num so lugar. Abordagem da violência a través da mobilidade quotidiana. » In : *Geocritica*, www.ub.es/geocrit/menu.htm
- REMY, J & VOYE, L. (1981). *Ville, ordre et violence*. Paris: P.U.F, 238p. (col. Espace et liberté)
- REMY, J. & VOYE, L.(1992). *La ville : vers une nouvelle définition*. Paris: L'Harmattan, 173p. (col. Villes et entreprises)
- RIBEIRO, L. C. DE QUEIROZ (1997). *Dos cortiços aos condomínios fechados : As formas de produção imobiliária na cidade do Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro: Editora Civilização Brasileira, 352p.
- RIBEIRO, LUIS CESAR DE QUEIROZ (2001-2002). "Segregação, acumulação urbana e poder: classes e desigualdades na metrópole do Rio de Janeiro", in *Cadernos IPPUR*, vol.15/2, 16/1: pp.79-104

- ROCCO, R. A. (1996). "Latino Los Angeles : Reframing Boundaries/ Borders." in *The city : Los Angeles and Urban Theory at the End of the Twentieth Century*, J. Scott Alen J. & E. W. Soja (dir.), Los Angeles: University of California Press, pp.365-389
- ROCHÉ, S. (1996). *La société incivile : qu'est-ce que l'insécurité*. Paris: Seuil, 241p (col. L'Epreuve des Faits)
- ROJAS, J. (1999). "The Latino Use of Urban Space in East Los Angeles." in *La vida latina en Los Angeles. Urban Latino Cultures*, R. Villa G. Leclerc, M. Dear (dir.), London/ New Dehli: Thousand Oaks/ Sage, pp.131-138
- ROMERO, J. L., ROMERO, L. A. (dir.) (2000), *Buenos Aires. Historia de cuatro siglos*, Buenos Aires : Altamira, 2 vol. (1ère éd. : Abril, 1983).
- ROSAS, I. (1995). « La cultura constructiva popular en las areas de barrios de ranchos ». In *Historias de Identidad Urbana. Composición y Recomposición de Identidades en los Territorios Populares Urbanos*, E. Amodio & T. Ontiveros, Caracas: Fondo Editorial Tropykos, , pp.21-30.
- SABATIER, B. (2000). *Les résidences fermées dans l'agglomération toulousaine. Expression particulière et variée d'un modèle en affirmation*. mémoire de maîtrise, géographie, Université de Toulouse2-Le Mirail.116p.
- SACHS, C. (1990). *São Paulo. Politiques publiques et habitat populaire*. Paris : éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 267p. (col. Brasilia).
- SAFA, P. (1999). *Construir mundos, levantar muros y preservar patrimonios : una alternativa de vida en las grandes ciudades ? Condominios y fraccionamientos cerrados en la ciudad de México*. Guadalajara: Ciesas-Occidente.
- SALAMANCA, L. (1985). « El movimiento social en Venezuela » in *revista SIC*, Caracas : centro Gumilla, n°477, pp.303-304.
- SALDARRIAGA VELEZ, O. (1994). "Ciudad, Territorio y Memoria. Para Pensar una Historia Urbana". In *Pobladores Urbanos I. Ciudades y Espacios*. Bogotá : Tercer Mundo Editores ICAN-Colcultura, pp.97-119.
- SANCHEZ GARCIA, L. E. (1994). "La Tienda Como Sector Sociocultural (Usme, Municipio anexo al D.C.)". In *Pobladores Urbanos I. ciudades y Espacios*. Bogotá : Tercer Mundo Editores ICAN-Colcultura, pp.263-280.
- SANTOS, C. N. FERREIRA DOS (coord.) (1985). *Quando a rua vira casa*. São Paulo: Projeto
- SANTOS, M. (1990). *Metropole corporativa e fragmentada. O caso de Sao Paulo*. Sao Paulo: Nobel, Secretaria de Estado da Cultura, 117p.
- SASSEN, S. (1994). "L'ethnicité et l'espace dans la ville globale : une nouvelle frontière", in *Annales de la Recherche Urbaine*, n°64: pp.91-95.
- SASSEN, S. (1996). *La ville globale*. New York, Londres, Tokyo. Paris: Descartes & Cie, 530p. (1ère éd. 1991).
- SASSONE, S. (2002). « Espacios de vida y espacios vividos. El caso de los inmigrantes bolivianos en el área metropolitana de Buenos Aires ». In *The Andean Exodus. tarnsnational Migration from Bolivia, Ecuador and Peru*, T. Salman & A. Zoomers, Cuadernos del CEDLA, n°11, pp.91-121.
- SASSONE, S. (2002). *Geografías de la exclusion. Inmigracion limitrofe indocumentada en la Argentina del sistema mundo al mundo*. Buenos Aires : Tesis de doctorado.
- SCHTEINGART M. (1985), "Areas socioeconomicas y problemas ambientales en la zona metropolitana de la ciudad de México", in *Estudios sociológicos del Colegio de México*, vol. III, n°7, enero-abril, México D.F.: pp.149-157.
- SCOTT, A. J. (1996). « The Craft, Fashion, and Cultural-Products Industries of Los Angeles: Competitive Dynamics and Policy Dilemmas in a Multisectoral Image-producing Complex », in *Annals of the Association of American Geographers*, n°86, pp.306-323.
- SÉNÉCAL, G. (1994). "Les lieux sensibles du quartier ethnique : Montréal." in *Penser la ville de demain. Qu'est-ce qui institue la ville?*, C. Ghorra-Gobin (dir.), Paris: L'Harmattan, pp.177-190
- SENNETT, R. (1979). *Les tyrannies de l'intimité*. Paris: Le Seuil, 282p. (1ère éd. 1977)
- SILVA A. (1992). *Imaginaris urbanos: Bogotá y São Paulo: cultura y comunicación urbana en América Latina*. Bogotá: Tercer Mundo Editores, 293p.
- SIMMEL, G. (1979). "Digressions sur l'étranger". In *L'Ecole de Chicago*, Y. Grafmeyer & I. Joseph (dir.), Paris: éd. du Champ urbain, pp.53-59 (1^{ère} éd.: 1908).
- SIMON, P. (1997). "Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite". In *Espaces et sociétés*, n°90-91, Paris : L'Harmattan, pp.43-68.
- SMITH, N. (2003). "La gentrification généralisée: d'une anomalie locale à la "régénération" urbaine comme stratégie urbaine globale." in *Retours en ville*, C. Bidou-Zachariassen (dir.), Paris: Descartes & Cie, pp.45-72 (col. les Urbanités)
- SMOLKA, M. O. (1992). "Expulsando os pobres e redistribuindo os ricos : dinamica imobiliaria e segregação residencial na cidade do Rio de Janeiro", in *Revista Brasileira Estudos Poblacionaes*, vol.9, n°1
- SOJA, E. W. (2000). *Postmetropolis : critical studies of cities and regions*. Oxford : Blackwell, 440p.
- SORKIN, M. (ed.) (1992). *Variation on a Theme park. The New American City and the End of Public Space*. New York: Hill and Wang.

- SOZA MALTEZ, M. (2001), *Habitar en calles cerradas : el caso de Villa Coapa en la ciudad de México*, Tesis de Maestría en Ciencias Sociales con énfasis en estudios urbanos, A. Giglia et A.-M. Seguin (dir.), Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (Flacso)
- STORPER, M. (1997). *The Regional World: Territorial Development in a Global Economy*. New York, Guilford Press.
- SUNZ, O. (1977). "Détroit en 1880: espace et ségrégation", in *Annales Economies, Sociétés, Civilisations*, n°1: pp.103-136.
- SVAMPA, M. (2000). "Clases medias, cuestion social y nuevos marcos de sociabilidad", in *Punto de Vista*, vol.XXIII, n°67: pp.34-40
- SVAMPA, M. (2001). *Los que ganaron. La vida en los countries y barrios privados*. Buenos Aires: éd. Biblios, 282p.
- TABET, J. (1999). "La résidentialisation du logement social. Paradoxes et retournement des discours et des pratiques dans les opérations de requalification des grands ensembles", in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°83-84: pp.155-163.
- TAMAYO, S. (2002), *Espacios ciudadanos. La cultura política en la ciudad de México*, Mexico : Sábado Distrito Federal, 381p. + annexes.
- TASSIN, E. (1991). « Espace commun ou espace public ? L'antagonisme de la communauté et de la publicité », in *Hermès*, n°10, Paris, pp.23-37.
- TEAFORD, J. C. (1979). *City and Suburb: The Political Fragmentation of Metropolitan America, 1850-1970*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 231p.
- THUILLIER, G. (1998). *La ville privée, Country clubs et quartiers fermés dans le Grand Buenos Aires*. Mémoire de DEA, géographie, Université de Paris-10 Nanterre.
- THUILLIER, G. (2001), "Les quartiers enclos à Buenos Aires : quand la ville devient country", in *Cahiers des Amériques Latines*, Paris, n°35, "Métropoles d'Amérique latine. De l'espace public aux espaces privés", pp.41-56.
- THUILLIER, G. (2002), *Les quartiers enclos : une mutation de l'urbanité ? Le cas de la Région Métropolitaine de Buenos Aires (Argentine)*. Thèse de Doctorat de Géographie, Université de Toulouse II.
- TORRES MORA, M. C. (1992). *Por la calle 32, historia de un barrio*. Bogotá : Alcaldía Menor de Sante Fe de Bogotá.
- TORRES, H. (1993), "El mapa social de Buenos Aires (1940-1990)", serie Difusión n°3, Secretaria de Investigación y Posgrado, facultad de Arquitectura, Diseño y Urbanismo.
- TORRES, H. (2001). "Cambios socioterritoriales en Buenos Aires durante la década de 1990", in *EURE*, vol.27, n°80: pp.33-56
- TRIGO, P. (1992). "Violencia en los barrios", in *SIC*, n°541, année LV, Caracas : Centro Gumilla, pp.26-29.
- TRIGO, P. (1994). "Violencia de los adolescentes en los barrios", in *SIC*, n°565, Caracas : Centro Gumilla, pp.194-196.
- TRIGO, P. (1995). "Organización popular e identidad barrial en Caracas", in *Nievas Sociedad*, n°136, "Religión y cambio social", Caracas, pp.96-111.
- TRILLING, J. (1992). "La privatisation de l'espace public en Californie", in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°57-58.
- TRONCOSO, O. A. (2000), "Las formas del ocio". In Buenos Aires. Historia de cuatro siglos, J. L. Romero & L. A. Romero (dir.), Buenos Aires : Altamira, 2 vol, pp.93-102.
- VALLADARES, L. (1991). "Cem anos pensando a pobreza (urbana) no Brasil." in *Corporatismo e desigualdade*, R. Boschi (dir.), Rio de Janeiro, pp.81-112
- VALLADARES, L. (2000). "Qu'est-ce qu'une favela?", in *Cahiers des Amériques Latines*, n°34: pp. 61-72.
- VALLMITJANA M. (dir.) (1993). *Nuevos escenarios para el poder local*, Caracas : COPRE-PNUD, Nueva Sociedad.
- VAPNARSKY, C. A., (2000). *La aglomeración Gran Buenos Aires. Expansión espacial y crecimiento demográfico entre 1869 y 1991*, Buenos Aires : Eudeba, 210p.
- VEBLEN, T. (1970). *Théorie de la classe de loisir*, Paris : Gallimard, col. "Tel" (1ère édition 1899).
- VELHO G. & ALVITO M. (dir.) (1996). *Cidadania e violência*. Rio de Janeiro : Editora UFRJ-Editora EGV, 368p.
- VELHO, G. (1978). *Utopia Urbana : um estudo de antropologia social*. Rio de Janeiro : Zahar Editores, 120p.
- VELHO, G. (2002). *Mudança, crise e violência, Rio de Janeiro*. Rio de Janeiro : Editora Civilização Brasileira, 303p.
- VELTZ, P. (1996). *Mondialisation, Villes et Territoires. L'économie d'archipel*. Paris : Presses Universitaires de France, 264p.
- VENTURA, M. (1996). "O paraíso atrás do muro." Revista do Domingo, *Jornal do Brasil*
- VERDECCHIA, C. (1995). "Los clubes de campo", in *Arquis*, n°5: pp.26-28.
- VIARD, J. (1994). *La Société d'archipel*. La Tour d'Aigues : éd. de l'aube, 117p.
- VIDAL ROJAS, R. (2002). *Fragmentation de la ville et nouveaux modes de composition urbaine*. Paris : L'Harmattan, 208p. (col. Villes et entreprises).
- VIDAL, D. (1994). "Recife : les associations d'habitants et la politique au quartier", in *Problèmes d'Amérique latine*, n°14: pp.331-344.

- VIDAL, D. (1998). *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*. Paris: éditions de la Maison des sciences de l'homme, 234p. (Col. Brasilia).
- VIDAL, D.(1996). "Concevoir la communauté. L'invention d'une catégorie sociospatiale au Brésil." in *Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde*, J. Monnet (dir.), Paris/ Genève: Economica/ Anthropos, pp.213-233.
- VIDAL, L. (1994). "Les mots de la ville au Brésil. Un exemple, la notion de fragmentation", in *Cahiers des Amériques latines*, n°18.
- VIEILLARD-BARON, H. (1994). *Les banlieues françaises ou le ghetto impossible*. La Tour d'Aigues: éd de l'Aube, 157p. (col. Monde en cours).
- VILLA, RAUL H. (2000). *Barrio-Logos. Space and place in Urban Chicano Literature and Culture*. Austin: University of Texas Press, 274p.
- VILLANUEVA F., BALDO J. (1995). "Tendencias de crecimiento en las zonas de barrios del area metropolitana de Caracas y sector panamericana-Los Teques de la región capital.", in *Urbana*, n°16-17, Caracas : revista del Instituto de Urbanismo, Universidad Central de Venezuela, pp.13-30.
- VILLECHAISE, A. (1997). "La banlieue sans qualités. Absence d'identité collective dans les grands ensembles", in *Revue française de Sociologie*, Centre d'études sociologiques, n°38.
- VIRILIO, P. (1999). "Aucun outil matériel n'assurera jamais la paix civile", in *Les cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, n°1: pp.43-50.
- WACQUANT, L. (1996). "L'underclass urbain dans l'imaginaire social et scientifique américain". In *L'Exclusion: l'état des savoirs*, S. Paugam (dir.). Paris: La Découverte, pp.248-262.
- WALDINGER, R. & BOZORGMEHR, M. (2000). *Ethnic Los Angeles*. New York: Russel Sage Foundation, 498p.
- WARD, P. (1991). *México, una megaciudad*. México: Grijalbo
- WEBER, M. (1992). *La ville*, Paris: Aubier Montaigne..
- WEKERLE, G. (1999). "De la coveillance à la ville sûre", in *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°83-84, pp.1. 64-169.
- WHYTE, WF. (1995). *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*. Paris: Editions la Découverte, 399p. (1ère éd. : 1943).
- WIEVIORKA, M. (1998). "Le nouveau paradigme de la violence", in *Cultures et conflits*, n°29-30.
- WILLMOTT, P. & YOUNG, M. (1983). *Le village dans la ville*. Paris: Centre Georges Pompidou/ Centre de Création Industrielle, 255p. (1ère éd. : 1957).
- WIRTH, L. (1980). *The ghetto*. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble, 307p. (1ère éd. 1928).
- WOLMAN, H. & GOLDSMITH, M.(1990). "Local autonomy as a meaningful concept : Comparing local government in the UNITED States and the United Kingdom", in *Urban Affairs*, vol. Quaterly, n°26.
- ZALUAR A.(1994). *O condominio do diabo*, Rio de Janeiro, Editora Revan.
- ZALUAR, A. & ALVITO, M. (dir.) (1998). *Um século de favela*. Rio de Janeiro: Fundação Getulio Vargas, 370p.
- ZICCARDI, A. (1977). *Políticas de vivienda y movimientos urbanos. El caso de Buenos Aires, 1963-1973*, Buenos Aires : CEUR.

Liste des participants- auteurs

Virginie BABY-COLLIN

Enseignante-chercheure, géographe, Université Paris 10 Nanterre, Laboratoire Géotropiques (Paris)
Vbcollin@u-paris10.fr

Julie-Anne BOUDREAU

Enseignante-chercheure, politologue, Université York, Département de Science politique (Toronto)
Jab@u-york.ca

Louise BRUNO

Architecte-géographe
bruno.ll@wanadoo.fr

Guénola CAPRON

Chercheure, CNRS, CIRUS-CIEU (Toulouse)
capron@univ-tlse2.fr

Sophie DIDIER

Maître de conférences en géographie, Université Paris 13 Villenatteuse (Paris)
sdidier@lshs.univ-paris13.fr

Audrey GAUVIN

Doctorante, géographe, Université de Poitiers, MIGRINTER (Poitiers)
Lauréate d'une Bourse Lavoisier 2003/04 du Ministère des Affaires Etrangères
audgauvin@yahoo.com.ar

Angela GIGLIA

Enseignante-chercheure, anthropologue, Universidad Autónoma Metropolitana-Iztapalapa, Departamento de Antropología (Mexico)
ag@xanum.unam.mx

Pedro GARCIA SANCHEZ

Enseignant-chercheur, ATER, sociologue, IPRAUS (Paris)
pjgarcia@u-paris10.fr

Maria de Fatima GOMES

Enseignante-chercheure, Universidade Federal do Rio de Janeiro/ Escola de Serviço Social (Rio de Janeiro)
Fgomes@ess.ufrj.br

Silverio GONZALEZ TELLEZ

Enseignant-chercheur, sociologue, Universidad Simon Bolivar (Caracas)
sgonza@usb.ve

Claire HANCOCK

Enseignante-chercheure, géographe, Université Paris-XII-Val-de-Marne, équipe ATIR (Acteurs Territoires Inégalités représentations, EA 3484), Paris
hancock@mercator.ens.fr

Mónica LACARRIEU

Enseignante-chercheure, anthropologue, Universidad de Buenos Aires, CONICET (Buenos Aires)
mobla@uolsinectis.com.ar

Claudia Ximena LOPEZ

Doctorante, architecte-urbaniste, Université Toulouse-2 le Mirail, CIRUS-CIEU (Toulouse)
cxpec@yahoo.fr / lopez@univ-tlse2.fr

Denis MERKLEN

Chercheur associé, sociologue, Centre d'Étude des Mouvements Sociaux (CNRS-EHESS, Paris)
merklen@ehess.fr / denis.merklen@free.fr

Jérôme MONNET

Directeur du Centre d'études mexicaines et centraméricaines du Ministère des Affaires étrangères, géographe, chercheur associé au Centre interdisciplinaire d'études urbaines, CNRS/ Université de Toulouse-Le Mirail (Toulouse)

jerome.monnet@laposte.net

Marie-France PREVOT SCHAPIRA

Enseignante-chercheure, géographe, Université Paris 8/ CRAG, CREDAL/ Paris III

schapira@ivry.cnrs.fr

Caterine REGINENSI

Enseignante-chercheure, anthropologue, Ecole d'Architecture de Toulouse, GRECO (Groupe de Recherche Environnement Conception), chercheure associée au CIRUS-CIEU (Toulouse)

creginensi@hotmail.com

Bruno SABATIER

Doctorant, allocataire-moniteur, géographe, Université de Toulouse-2 le Mirail, CIRUS-CIEU (Toulouse)

sabatno@yahoo.fr

Guy THUILLIER

Enseignant-chercheur (PRAG), géographe, Université Toulouse 2 le Mirail, CIRUS-CIEU (Toulouse)

guy.thuillier@libertysurf.fr

Table des matières

Introduction	1
Avertissement.....	1
Homogénéisation et hétérogénéisation résidentielle	1
Homogénéisation résidentielle entre ségrégation et fragmentation.....	2
Modes d'habiter.....	3
Le retour du quartier et de la communauté?.....	4
Choix des sites et démarche comparative.....	6
Plan	6
Chapitre 1: Présentation des différents sites	9
Los Angeles.....	9
Mexico	10
Bogotá.....	11
Caracas.....	12
Rio de Janeiro.....	13
Buenos Aires	14
Chapitre 2 : Terrains	17
Los Angeles.....	17
Hollywood.....	17
La vallée de San Fernando et Pacoima.....	18
Leisure World- Laguna Hills.....	19
Mexico	20
Les "grands ensembles" fermés, Villa Panamericana et Villa Olimpica.....	20
Les "fraccionamientos" du Camino a Santa Teresa et de la Zone écologique de Tlalpuente.....	20
Les deux "super manzanas" de Coapa.....	20
Les centres commerciaux de Galerías Coapa et de Plaza Loreto	20
Bogotá.....	21
Les quartiers centraux de la Perseverancia- La Macarena- Bosque Izquierdo	21
La zone périphérique du Parc Entre Nubes	21
Caracas.....	22
Les barrios : barrios Union de Petare, de la calle 18 del Valle, Vista Hermosa	22
La zone d'urbanisation récente de Monte Claro et de la Pomorosa	23
Rio de Janeiro.....	24
São Conrado: la "favela" Rocinha et le condominio le Village	25
Les condomínios de Barra da Tijuca.....	25
Le "condominio horizontal" Greenwood Park	25
Praia da Rosa et Sapucaia	25
Apocalypse et Monte Sinai	25
Buenos Aires	26
<i>Carte n°6 : localisation des terrains à Buenos Aires</i>	26
Les ensembles résidentiels sécurisés	27
Charrúa.....	27
Ciudad Evita.....	28
Chapitre 3 : Méthodes, sources, techniques	31
La mise en perspective comparative	31
Travailler dans des ensembles résidentiels enclos.....	32
Techniques et méthodes	34
Les entretiens auprès des résidents/ habitants	34
Entretiens auprès des représentants institutionnels et associatifs	36
L'observation directe	36
La réalisation de cartes	37
Chapitre 4 : Homogénéisation et hétérogénéisation résidentielle dans les Amériques	39
Evolution des structures socio-spatiales : la dialectique de l'homogénéisation et de l'hétérogénéisation résidentielle à l'échelle des aires métropolitaines	39
Les processus urbains d'homogénéisation/ hétérogénéisation résidentielle : l'échelle temporelle	43
La stigmatisation des quartiers populaires	43
La gentryfication des quartiers péricentraux	44
Homogénéisation de la population, de l'habitat et de l'habiter	45
Processus d'urbanisation et perception des différenciations sociales "internes"	48
Le cas de Ciudad Evita.....	49
Conclusion	51

Chapitre 5: Histoire des ensembles résidentiels enclos et évolutions récentes	53
Un nom générique: les "ensembles résidentiels sécurisés"	53
Petite histoire de la fermeture des ensembles résidentiels à Londres et dans les Amériques	54
Du country au barrio cerrado: le cas de Buenos Aires	56
La diffusion des ensembles résidentiels sécurisés dans le reste de l'Amérique latine	58
L'émergence d'un nouveau marché: le lotissement ou la copropriété sécurisée	60
L'évolution du marché à Los Angeles et dans les grandes villes latino-américaines	60
Buenos Aires : un marché très segmenté	61
Conclusion	65
Chapitre 6: De la ville de la peur à la peur de la ville	67
La « montée insécuritaire »	67
Les ensembles résidentiels sécurisés: une vision catastrophiste et univoque	69
Des différentes modalités et significations de la fermeture	71
Privatisation de la sécurité et territorialisation	73
La sécurité, un élément à relativiser dans les motivations et les choix résidentiels des habitants des lotissements sécurisés ?	76
Conclusion	78
Chapitre 7: Les échelles de la pratique de la ville et de l'identification urbaine	79
Le quartier	80
Les ensembles résidentiels sécurisés	80
Les quartiers populaires	84
Les espaces spatialement proches du quartier	86
Les quartiers populaires	86
Les ensembles résidentiels sécurisés	88
La ville	90
Les quartiers populaires	90
Les ensembles résidentiels sécurisés	91
Territoires et échelles urbaines	94
Conclusion	95
Chapitre 8 : Le rôle des formes matérielles dans les rapports sociaux et dans la construction identitaire. 98	
Les dispositifs de la construction des limites matérielles et leur perception par les habitants des ensembles résidentiels sécurisés	99
Les accès	99
Vivre la fermeture	101
L'ambivalence des relations entre quartiers socialement hétérogènes	103
Les difficultés de la mitoyenneté	103
Conflits de voisinage à l'intérieur des ensembles résidentiels sécurisés	107
L'école et l'église : des symboles de la dissolution du lien social ?	109
Conclusion	111
Chapitre 9 : Lieux publics, de l'espace public à l'espace collectif.	114
L'idéalisation de la ville européenne et la mythification de l'espace public	114
Rues, espaces et lieux publics dans les « quartiers ouverts »	115
La rue du quartier populaire : une structure de familiarité	115
Commerce populaire et rues marchandes : les lieux d'échanges multiformes	117
Le marché : lieu d'une mixité tronquée ?	118
L'ensemble résidentiel sécurisé : un espace collectif	119
La rue dans les ensembles résidentiels sécurisés : histoire d'une disparition	119
Shopping centers et repli sur la sphère privée	121
La confiscation de l'espace public dans les « quartiers fermés »	123
Chapitre 10 : Autonomisation politique et conséquences sur l'urbain	126
Fermeture et autonomisation politique : des voix divergentes	126
L'incorporation/ la sécession états-unienne : <i>small is beautiful</i>	127
Cas de Leisure World/ Laguna Hills : entre NIMBY et participation aux affaires du comté d'Orange	130
Le cas d'Hollywood : la bonne échelle de gouvernement ?	131
Amérique latine : vers la ville des copropriétaires et des riverains ?	132
Le poids croissant des associations de propriétaires et de riverains comme acteur urbain	133
(II)légitimité et autonomisation politique en Amérique latine	135
L'« empowerment » dans les quartiers populaires	137
Le cas de Pacoima dans la vallée de San Fernando	137
L'« autonomisation politique » des associations de quartier en Amérique latine	138
Conflits territoriaux, action publique et logiques sociales dans une banlieue de Buenos Aires : Ciudad Evita	142
Conclusion	144

Conclusion	147
Les risques d'une approche ethnocentree	147
La securite comme plus petit denominateur commun	147
Echelles d'observation et entrees.....	149
La « nouvelle » classe moyenne: un referent de la production de la ville?	150
Effets sur l'urbain et sur l'urbanite.....	151
Bibliographie	154
References citees et utilisees	154
Liste des participants- auteurs	168
Table des matieres	170